VERITE POUR L'ALLEMAGNE

L'hypothèse selon laquelle l'Allemagne serait coupable du déclenchement de la seconde guerre mondiale est réfutée. La recherche historique à venir pourra peut-être amplifier les faits qui sont ici rapportés; mais elle ne pourra plus les ignorer. Le public d'aujourd'hui dispose d'un nombre considérable de documents, en Allemagne ou à l'étranger, sur la politique étrangère menée par les Grandes Puissances jusqu'en septembre 1939, ainsi que de très nombreux écrits ou mémoires de l'époque concernant les personnes directement impliquées dans les décisions qui ont conduit au déclenchement de la Guerre. Ces documents permettent de reconstituer la mosaïque des événements qui ont précédé le déclenchement du conflit en 1939.

On peut supposer avec une probabilité voisine de la certitude que dès 1945 et durant les vingt années qui suivirent, les Puissances Victorieuses ont dépouillé, utilisé et publié tout ce qui dans les archives allemandes pouvait être exploité à charge de l'Allemagne. On peut donc aussi pour le moins s'attendre à ce qu'il y ait des éléments à décharge dans les documents d'archives gouvernementales du Reich qui n'ont pas été publiés. La même remarque s'applique aux archives alliées qui, à l'ouest comme à l'est, sont aujourd'hui encore tenues secrètes et interdites d'accès.

Quoi qu'il en soit, il ne sera pas aisé de qualifier de "tendancieux", à seule fin de l'ignorer ou de le rejeter, un livre qui analyse sous une forme condensée l'état de choses qu'un ensemble complexe de causes à effets a engendré avant le déclenchement de la guerre en 1939 en Europe. Une "tendance" présuppose toujours une absence de méthode scientifique, un manque d'érudition, un travail "à l'aveuglette" basé sur des "conjonctures" et des "interprétations", une connaissance insuffisante des sources documentaires ainsi que la tentative d'imposer un objectif partisan.

Ce livre n'a été publié qu'après une étude intensive des sources documentaires avec le souci constant d'un rejet de tout travail basé sur des interprétations arbitraires. Cet ouvrage n'est pas au service d'un parti politique et n'est pas destiné uniquement au peuple allemand; il ne veut que contribuer à procurer à l'humanité de nouvelles bases de compréhension et de connaissances.

ISBN 978-0-906879-99-3





Historical Review Press
PO Box 62, Uckfield, Sussex, TN22 IZY, UK
Website: www.ety.com/HRP

Walendy

VERITE POUR L'ALLEMAGNE



VERITE

La question
des responsabilités
de la seconde
guerre mondiale

Udo Walendy



UDO WALENDY

Vérité pour l'Allemagne

–

La question des responsabilités de la seconde guerre mondiale

Traduction revue en conformité avec le texte allemand original (1965) par R. Neuville 2007

Druck: Kölle Druck GmbH, D-32361 Pr.Oldendorf
2002

ISBN 978-0-906879-99-3

Historical Review Press
PO Box 62, Uckfield, Sussex, TN22 1ZY
UK
Website: www.ety.com/HRP
2008

Table des Matières

Leitmotiv: Vérité pour l'Allemagne

Toute politique de paix présuppose un dialogue franc et objectif, enraciné dans l'histoire. Ceux qui déforment le passé des peuples agissent en contradiction avec ces deux principes et ne méritent aucune confiance; ils ne sont pas non plus en mesure de garantir la paix et le droit des peuples. Le respect qui est dû au passé comme à l'avenir exige de l'historien qu'il s'efforce de parvenir à une idée aussi exacte que possible de la vie des peuples, qu'il retrace et défende la vérité, indépendamment de toute considération politique. Il doit savoir résister aux courants d'opinion du moment, qui s'efforcent aujourd'hui d'imposer un dogme sur tous les aspects de la vie à l'aide des moyens de pression gouvernementaux et de la presse. Il ne sert à rien de répéter des jugements de circonstance et de dissimuler des documents.[1)] Le monde actuel ne peut plus se permettre de mensonges. Le présent et l'avenir exigent que l'on examine enfin la question des responsabilités de la seconde guerre mondiale autrement qu'en se basant sur le droit du plus fort. Dans une guerre future, aucun des belligérants ne pourra considérer qu'une telle maxime soit conforme aux règles du droit international. Seul un jugement équitable, et reconnu par les deux parties en ce qu'il se fonde sur des faits et sur des vérités objectives peut être constructif. Les personnes qui ne sont pas prêtes à accepter que ces principes de droit soient appliqués à l'Allemagne, s'excluent elles-mêmes du petit nombre de ceux qui, ayant compris la signification des événements qui ont secoué l'Europe au cours des dernières décennies, se sont engagés à en faire part au public, à rétablir la vérité, le droit, l'honneur, et par suite à sauvegarder la paix.

Celui qui entend imputer tous les torts à Adolf Hitler n'a jamais dû tenter de s'expliquer les causes de la première guerre mondiale ni des guerres qui sont survenues entre 1918 et 1939. Il ne peut pas davantage définir la part de responsabilité de chacun dans les guerres précédentes et dans celles qui ont suivi, ni expliquer les tensions actuelles est-ouest en se référant toujours à Adolf Hitler ou au peuple allemand. Vouloir établir en dogme éternel la culpabilité d'Adolf Hitler revient à refuser de prendre en considération des

1) tels que le compte rendu des séances du conseil des ministres britannique, la correspondance Churchill-Roosevelt et les archives du Kremlin, notamment, pour ce qui est de la seconde guerre mondiale.

données capitales pour la question des responsabilités de la guerre et plus généralement pour la vie des hommes et des peuples. Il est nécessaire de se débarrasser des dogmes politiques, des préjugés et des explications grossières, si l'on veut avoir une vue plus large de l'histoire des peuples et pouvoir porter un jugement d'ensemble impartial. Vouloir imputer toutes les responsabilités de la guerre aux seuls Allemands revient à créer une nouvelle mentalité de haine.

La propagande de guerre des alliés de la première guerre mondiale, qui consistait la plupart du temps à répandre la haine par le mensonge, a fini par devenir le fondement spirituel des peuples, du fait que les hommes politiques et les hommes d'affaires qui en furent les initiateurs sont restés en poste après la guerre et ont continué d'exercer leur influence sur l'opinion publique. Ce processus s'est répété dans les mêmes conditions lors de la seconde guerre mondiale, mais les Alliés victorieux ont perfectionné leur tactique. Les thèses développées dans leur propagande sont devenues par leur soin les bases «historiques» du comportement de «tous» les peuples civilisés. Quoi d'étonnant à ce que nous soyons confrontés à des crises mondiales de plus en plus graves?

Seul celui qui sait apprécier également la pratique politique et militaire des deux parties en présence et a conscience que les actes des responsables de la politique et des peuples ne sont pas uniquement le fruit du libre-arbitre, d'un calcul prémédité et de bonnes ou de mauvaises intentions, peut comprendre les événements tragiques de la seconde guerre mondiale. On ne peut porter de jugement sur cette époque que si l'on s'est efforcé de considérer objectivement la question des responsabilités de la guerre. Aucune tentative de cet ordre n'a jamais été entreprise officiellement jusqu'ici.

Dans cette enquête, l'auteur s'est efforcé de rassembler des documents sur un certain nombre de faits historiques et d'en faire une présentation qui sera utile pour l'avenir. Pour pouvoir comprendre l'histoire, il faut savoir et admettre que la politique est inséparable du pouvoir et que les moyens et les méthodes employés par tout homme politique, fût-il allemand, fût-il Adolf Hitler, lui sont en grande partie dictés par l'adversaire. Sous peine de succomber, Hitler a dû employer les mêmes armes que son adversaire; il serait donc injuste de ne reprocher qu'à lui seul l'usage des moyens et des méthodes en question.

Prenons en considération certaines mesures prises par la NSDAP. Ont-elles caractérisé le national-socialisme, ou plutôt les circonstances qui régnaient à l'époque? De sanglants soulèvements communistes ont été à l'ori-

gine de la République de Weimar.[2] Dès le mois de janvier 1919, la direction du parti social-démocrate allemand SPD levait les premières troupes de volontaires pour combattre ces insurrections, entre autres le Rot-Front-Kämpfer-Bund, le Stahlhelm (Casques d'acier), le Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold (Bannière d'empire), (ultérieurement «Eiserne Front»), la Rote Marine, les Corps francs, le Wehrwolf, le Jungdeutscher Orden et les très nombreuses unités de protection. Il faut se rappeler que ni la direction autoritaire, ni les dictatures présidentielles, ni la propagande, ni l'interdiction de partis d'opposition, ni les camps de concentration ou les prisons pour détenus politiques, ni l'antisémitisme, ni le réarmement ou le service militaire obligatoire, ni les lois d'exception en temps de crise, ni la «politique de puissance», ni la stratégie militaire, ni les crimes de guerre ne sont des inventions de Hitler, de la NSDAP ou du peuple allemand. Ces phénomènes n'ont nullement été bannis de l'histoire mondiale après 1945. Des pratiques semblables de gouvernement, qui se multiplient aux quatre coins du monde, paraissent de nos jours attirer aussi peu l'attention que les actes des adversaires de l'Allemagne de 1933 à 1945 ou ceux des puissants de ce monde auparavant. Or aucune morale unilatérale n'est en mesure de résoudre les problèmes politiques mondiaux. Si l'on veut combattre ces phénomènes visiblement intemporels, objectif vers lequel tendent tous nos efforts, il nous faut diriger nos regards au-delà des frontières de l'Allemagne.

La souveraineté des peuples inclut le droit à la révolution dans la mesure où elle peut vaincre un état de chaos intérieur et contribuer à restaurer le crédit de ce pays à l'étranger. Cela vaut à plus forte raison encore pour un parti qui a accédé légalement au pouvoir. De quelque manière que l'on puisse voir les choses, notre jugement ne doit pas être lié à des considérations d'intérêts nationaux: nous devons partir de principes valables et impératifs pour tous les peuples. Il ne doit pas être influencé non plus par certains événements qui ont pu se dérouler dans des moments de crise, à une époque de guerre totale. Dans l'histoire, nous avons affaire à une foule d'événements condamnables. Cela ne nous décharge pas du devoir de rechercher un critère

---

2) Le soulèvement des matelots à Kiel, le 3 novembre 1918, a donné le signal d'une rébellion armée qui s'est bientôt étendue à la plupart des villes de l'empire allemand. Les insurrections d'obédience communiste se sont multipliées. Pour ne citer que les premières d'entre elles: Berlin, janvier 1919 (156 morts en une semaine); Halle, mars 1919; grèves générales et affrontements entre révolutionnaires et forces de l'ordre dans de nombreuses villes (plus de 1000 morts pour la seule année 1919); Munich, avril-mai 1919, proclamation de la république des soviets (800 morts); territoire de la Ruhr, mars-avril 1920 (quelque 1000 morts en trois semaines) – tout cela à une époque où personne ne parlait encore de Hitler. H. Prinz zu Löwenstein, *Deutsche Geschichte*, p. 511.

d'appréciation.[3] Or on ne peut trouver ce critère que dans une vision objective de l'histoire, qui en inclut tous les aspects essentiels. La question des responsabilités de la guerre se trouve au cœur de ce débat; elle est devenue, particulièrement à notre époque de guerres mondiales, une question de puissance, de doctrine et de dogme. On a l'impression qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de rechercher la vérité, mais d'interpréter ces responsabilités de guerre en vue de les rendre utilisables pour certains groupes de pression. Pourquoi s'étonner dès lors si des intérêts nationaux ou «prolétariens» décident de l'interprétation et de l'appréciation à donner à des faits secondaires?

Déclarer une guerre, alors que ses propres intérêts ne sont pas menacés, et étendre ainsi le conflit à un autre peuple est un acte dont la gravité ne doit pas être méconnue. Et c'est là précisément l'origine de la seconde guerre mondiale, qui a coûté la vie à quelque 55 millions d'êtres humains; tous les autres événements n'en sont que des conséquences.

Le 3 septembre 1939 l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Ce faisant elles transformaient en guerre mondiale ce qui n'était qu'un litige territorial limité à propos de Dantzig et tout à fait soluble entre la Pologne et l'Allemagne. On ne peut comprendre le sens à donner à ces événements qu'après analyse de l'enchevêtrement des causes et effets qui ont poussé ces deux grandes démocraties européennes à opter pour la guerre plutôt que pour la négociation.

On ne peut pas davantage se faire une idée juste de la situation si par exemple on ignore les principaux crimes de guerre commis par les Alliés ou futurs alliés avant et après le 3 septembre 1939 (cf. p. 45, n. 40), ou si l'on ne tient pas compte du fait que l'Union soviétique s'est décidée à engager la guerre contre l'Allemagne (pour la destruction du fascisme et l'extension de la révolution mondiale) dès mai-juin 1940, soit un an avant le déclenchement de la guerre germano-soviétique (ce fait a été confirmé officiellement 13 ans plus tard par les Soviétiques; cf. p. 404 et suivantes). L'auteur s'est fixé pour objectif ici de faire la lumière sur les connaissances historiques et de créer les conditions à partir desquelles il sera possible de tirer des leçons de l'histoire et des conclusions pour l'avenir. Ainsi pourra-t-on peut-être éviter une troisième guerre mondiale. L'exposition des faits réveillera sans doute de vieux ressentiments nationaux de la part des vainqueurs mais elle enterrera certains dogmes cimentés par des années de propagande. On ne peut toutefois refuser la discussion en invoquant

3) cf. G. Ludwig, *Massenmord im Weltgeschehen*.

péremptoirement la politique nationale-socialiste à l'encontre des Juifs pendant la guerre. Il doit être permis à un Allemand de lever la charge qui accable le nom «Allemand» en s'engageant – uniquement avec les armes de l'esprit – dans un combat pour la paix du monde.

En tâchant de rétablir la vérité et de démasquer dans ce livre tous les mensonges de propagande, l'auteur espère apporter une première contribution pour atteindre cet objectif. Mais il ne s'agit, dans *Vérité pour l'Allemagne,* que du premier chapitre d'une œuvre qui, dépassant le domaine historique, abordera le domaine des sciences physiques et naturelles. Les questions qui se posent, concernant les responsabilités de la guerre et l'avenir de l'humanité ne sont plus uniquement politiques, elles sont aussi idéologiques. Et ces dernières prennent elles-mêmes leur source dans les lois de la nature.

Cette «conception globale du savoir» se donne pour objectif de comprendre, pour mieux s'en préserver, un mécanisme qui a abouti à la deuxième guerre mondiale et qui engendre ou engendrerait une troisième guerre mondiale.

Résoudre la question des responsabilités de la guerre,

une condition préalable à toute paix future

Tels des ouragans, deux guerres mondiales se sont abattues sur l'Europe. Ceux qui ont survécu à ces tempêtes de la mort et de la misère sont demeurés comme pétrifiés, sans comprendre. D'innombrables villes se sont transformées en un tas de ruines et de cendres. Sur tous les fronts, des armées entières pénétrées d'idéalisme ont versé leur sang, croyant servir une cause juste. Femmes, enfants et vieillards ont trouvé la mort sous les décombres, sous les bombes et le phosphore déversés par des escadrilles aériennes ennemies. Des millions de personnes ont accepté leur destin avec stoïcisme et bravoure. Combien de destinées ne se sont-elles pas transformées en des tragédies insensées!

Qui est responsable de ces événements dramatiques? Un homme? Une ou plusieurs cliques de criminels? Une «conspiration mondiale» de capitalistes? Les «Juifs»? Les «nazis»? Les «fascistes»? Les «communistes»? Une humanité chargée du «péché originel»? Dieu? Est-ce la nature, avec ses innombrables lois cachées à nos yeux, qui fait que de minimes particules – les hommes – ne cessent de se combattre sur une planète pourtant si insignifiante dans l'immensité du cosmos? Y a-t-il un responsable? Est-ce la destinée, la volonté de Dieu ou le hasard qui fait que les hommes sont libres d'accomplir leur destinée comme ils l'entendent? La victoire et la défaite ne sont-elles que l'expression du jugement rendu par l'histoire sur les peuples et les individus? La vérité, la noblesse d'âme, la droiture, l'amour, l'esprit d'humanité et le progrès triomphent-ils toujours dans ce monde?

Seul le savoir peut nous éclairer sur ces questions élémentaires; la croyance ne peut y parvenir. La gravité de la situation, la misère, les millions de morts, de blessés, tous les peuples touchés par la guerre nous invitent à résoudre cette énigme avec le sérieux, l'objectivité et le courage nécessaires. Il va sans dire qu'une méthode de travail scientifique s'impose.

La recherche scientifique exige l'absence de tout préjugé et une indépendance totale à l'égard des puissances politiques. L'humanité n'a que faire de théories, d'hypothèses et de doctrines contradictoires. Et c'est justement parce que nous savons qu'aucune croyance, aucune doctrine

scientifique ou politique ni aucune philosophie n'ont jamais apporté d'explication définitive, claire, juste et précise aux phénomènes de ce monde, que nous devons faire la critique de tous les dogmes politiques, en particulier des plus intolérants d'entre eux et de ceux qui s'insinuent le plus profondément dans la destinée de l'humanité. Les conséquences de ces deux dernières guerres mondiales ont été trop désastreuses et les contradictions trop manifestes pour que les peuples puissent plus longtemps accepter comme explication de leur origine la folie, la sottise, la volonté de puissance, la recherche du profit, la barbarie, l'erreur de calcul ou une soudaine défaillance nerveuse.

En dépit des dévastations survenues dans le passé, de l'expérience de deux guerres mondiales et de la misère qui a régné dans tous les pays touchés, l'homme voit poindre quelques décennies seulement après la fin de la plus terrible des guerres le danger d'un troisième conflit mondial. Face à une réalité impitoyable, il cherche désespérément une issue, une réponse satisfaisante aux questions qui le tourmentent. Ne peut-on empêcher que les hommes se combattent? D'où cela provient-il? Par le moyen de la guerre, la nature a-t-elle voulu mettre un frein à la multiplication illimitée de notre espèce? Cette nature connaît-elle la justice et la pitié? Est-ce délibérément que nos ancêtres ont choisi de vivre dans la misère, alors qu'il leur était possible de se prononcer pour la paix? Pendant des millénaires, ils ont aspiré à la liberté, à l'égalité, à la fraternité et au bonheur. Leurs déclarations en faveur de la paix n'étaient-elles que de vaines paroles, dénuées de sens, par lesquelles ils ont induit les peuples en erreur? Chaque génération n'a-t-elle pas mis son point d'honneur à surpasser les précédentes en développant l'altruisme et l'amour du prochain?

Il semble que l'on ait de tout temps essayé d'étouffer l'idéalisme de la jeunesse et de nier ses plus nobles motivations. Mais qu'espère aujourd'hui la nouvelle génération? Qui peut prétendre être plus fort et plus avisé que ses ancêtres?

Si nous avions voulu les surpasser par notre lutte pour le maintien de la paix, nous serions parvenus depuis longtemps déjà à écarter une fois pour toutes les menaces de guerre; nous avons les moyens techniques de rendre les peuples plus réceptifs à une bonne entente internationale. Le non-sens de la guerre n'est jamais apparu avec plus de clarté qu'aujourd'hui. On a déclenché deux guerres mondiales d'une atrocité inimaginable pour «abolir les guerres», «rendre les peuples mûrs pour la démocratie», «vaincre la tyrannie» et «rétablir l'esprit d'humanité», tout cela en vain. Chaque fois, on a noté une aggravation nouvelle de l'injustice et des rivalités, ainsi qu'une multiplication des sujets de discorde entre les peuples. Malgré l'existence

de nouveaux rapports de force, les phénomènes qui ont de tout temps conduit aux guerres et les ont caractérisées: les slogans, la propagande, la malhonnêteté, l'égoïsme, le refus du principe d'autodétermination des peuples et la politique désastreuse de la haine et de l'intransigeance, toujours au nom de valeurs humanitaires, sont plus manifestes que jamais. L'histoire de l'humanité n'a jamais été réglée par la raison ou la justice, ni par la fraternité, la générosité ou le progrès.

Une culpabilité de guerre fabriquée de toutes pièces, imposée aux moyens de puissantes pressions politiques, a servi de point de départ et de justification pour instaurer une nouvelle forme de société créée par les forces armées des vainqueurs. Malgré la réfutation de cette thèse de propagande par la recherche historique, malgré la violation manifeste par les Alliés du principe d'autodétermination des peuples, et malgré l'instauration de structures sociales «démocratiques», la liberté d'expression, d'enseignement et d'action s'arrête au principe de culpabilité de guerre, décisif pourtant pour la destinée des peuples et de l'humanité.

Si nous entreprenons de faire une rétrospective historique, nous sommes tentés de nous demander si le monde s'est transformé au cours des siècles. De nouvelles formes de domination sont apparues, qui ont succédé à celles du passé, mais les structures sociales des sociétés antiques étaient-elles bien différentes de celles d'aujourd'hui? Malgré la similitude des situations dans l'histoire, sous des noms parfois différents, et avec des nuances, il nous faut tenir compte de certains éléments nouveaux:

1) La capacité de jugement et la position sociale du citoyen «éclairé» d'aujourd'hui;

2) L'apparition et l'ampleur prise par des moyens de communication nouveaux, véritables formateurs de la vie moderne;

3) Les dimensions catastrophiques d'une guerre moderne;

4) Les problèmes nouveaux posés par son ampleur (la destruction de toutes les valeurs établies, le danger de suicide collectif);

5) Notre expérience de toutes les formes de gouvernement possibles;

6) Les différents aspects de la co-existence entre les peuples.

L'homme pouvait-il faire davantage pour tenter de régler pacifiquement les différends entre les peuples que de créer des institutions internationales (Société des Nations, ONU) avec leurs annexes multiples, et les indispensables Cours d'arbitrage? Ces institutions n'ont pas été créées pour endormir les peuples, mais pour éveiller une conscience internationale. Même si leurs conceptions, leurs actes, leurs règles de procédure et leurs statuts sont souvent en contradiction avec les nécessités de la politique internationale et le droit des peuples, on doit reconnaître la présence de

telles organisations.

L'homme politique doit tenir compte de la volonté souveraine des autres hommes d'État: la collaboration internationale exige un libre consentement des individus. Il manque à la politique mondiale une puissance, une loi et un ordre de valeurs supra-nationaux. Est-ce faute de bonne volonté de la part des hommes si la paix dans le monde est sans cesse menacée? Le cas échéant, un gouvernement mondial pourrait, par d'autres chemins, parvenir au maintien de la paix. Il devrait toutefois s'appuyer sur la confiance de toutes les nations. Là, plusieurs conditions s'imposent, notamment une vue objective de l'histoire, particulièrement de celle des hommes d'État et des systèmes politiques dont la loi du destin a permis la destruction, et la compréhension des facteurs de causalité auxquels l'humanité est soumise. À ces conditions s'ajoute l'obligation de s'en tenir à des valeurs universellement reconnues. Durant ces cent dernières années, la pratique a montré que les organisations internationales ont toujours été créées à partir de coalitions de puissances victorieuses et que la culpabilité ou la non-culpabilité des États belligérants a directement dépendu du sort des armes. Ainsi créées, les organisations internationales se sont efforcées de maintenir une image fausse et partiale de l'histoire, puis de lui donner une valeur «internationale» et «conforme au droit des peuples». C'est ainsi que les organisations internationales se sont toujours refusées jusqu'ici à adopter une attitude objective, à entreprendre des recherches historiques dans le but de découvrir la vérité et qu'elles se sont toujours opposées à toute modification du statu quo qui aurait exigé l'application du droit et la reconnaissance de la vérité historique mais qui aurait aussi pu créer les conditions d'une paix durable. Il n'est donc pas étonnant que les organisations internationales ne bénéficient pas de la confiance des peuples et que les diverses nations ne se sentent nullement liées par leurs arrêts. On a pu voir que, profitant de sa victoire, le vainqueur avait déjà pu une fois s'attaquer aux conceptions de droit de son adversaire et les déclarer criminelles. Il n'avait pourtant aucun droit d'imposer ses conceptions personnelles à un pays qui lui était égal en droit. Il va sans dire que le recours à de telles méthodes est à la fois en opposition au droit des peuples et inhumain, pour ne pas dire criminel.

D'autre part, il ne résout aucun des problèmes qui se posent. Les grandes puissances – desquelles seules peuvent survenir les guerres futures – ne sont prêtes à dialoguer que sur un pied d'égalité. Et c'est dans cet esprit que l'homme politique, tourné vers l'avenir, et l'historien, confronté avec le passé, devront se mettre au travail.

La guerre en tant que telle n'appartient pas qu'au passé, mais elle exige

aussi, aujourd'hui comme demain, que les peuples se tiennent prêts en cas d'alarme, car elle n'est pas liée au temps et peut survenir à toutes les époques. Toute personne souhaitant faire une tentative d'explication de ce phénomène doit dès maintenant renoncer à établir des liens avec une époque, un lieu, une puissance ou une idéologie.

La guerre mondiale est une tragédie pour toute l'espèce humaine, et non pas seulement pour un peuple ou un parti. Nous ne pourrions jamais en découvrir les causes si nous refusions la parole à notre ancien adversaire sous prétexte que le sort des armes lui a été défavorable. L'humanité entière veut être entendue et elle y a droit. Par égard pour le passé et pour l'avenir, il est du devoir de tout homme politique et chercheur en histoire de l'écouter.

Les proportions gigantesques atteintes par les conflits mondiaux ont amené la question des responsabilités de guerre au centre du débat dans l'opinion publique. En enfermant Napoléon aux îles d'Elbe et de Sainte-Hélène, on avait pu éluder cette question. Au vingtième siècle, trop de passions se sont acharnées sur la recherche des origines, sur les fruits de cette recherche et sur les leçons qu'il fallait tirer pour l'avenir. Des millions de morts, de blessés, de sinistrés, de gens persécutés et de réfugiés demandent la condamnation des coupables. Ils demandent que soient respectés leurs droits individuels et les droits de leur peuple. L'absence de tribunal international ou même d'une commission internationale pour la recherche des causes de la première guerre mondiale, disposant des archives de tous les pays belligérants, semble avoir favorisé le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Même si l'on ne pouvait espérer, par le recours à des exécutions capitales, dissuader les hommes politiques de livrer des guerres massivement meurtrières, la connaissance des origines du conflit, des coupables et des normes internationales du droit auraient peut-être pu empêcher une nouvelle catastrophe de se déchaîner. Or on a recommencé les mêmes erreurs en 1945.

On ne peut imputer au peuple ou au gouvernement allemand la responsabilité de cette absence de juridiction. Toutes les propositions faites du côté allemand dans le sens de la création d'une commission internationale d'investigation des causes et des origines de la première guerre mondiale ainsi que l'ouverture de toutes les archives se sont heurtées à un refus des puissances victorieuses. Ces dernières n'avaient nullement l'intention, comme elles le proclamaient, de faire régner la justice et le droit et de garantir par ce moyen la paix mondiale.

Le professeur suédois Sven Hedin, spécialiste des questions d'Asie centrale, a très justement écrit:

«Quand on étudie l'histoire contemporaine, il est rare de pouvoir affirmer avec certitude qu'une guerre entre deux pays ou deux blocs de nations commence lors de la déclaration de guerre, ou lors du déclenchement des hostilités. Les circonstances qui ont rendu inévitables les deux guerres mondiales que notre génération a dû subir remontent assez loin dans le temps. L'attentat de Sarajevo n'est pas un simple coup du hasard, il a seulement fait éclater l'orage qui menaçait l'Europe depuis très longtemps.

La seconde guerre mondiale, quant à elle, n'a certainement pas commencé le 1er septembre 1939, lorsque les troupes allemandes ont franchi la frontière germano-polonaise. Elle tire sa source de la première guerre mondiale, ou plutôt du jour où les représentants de trente-deux nations se sont réunis dans la Galerie des Glaces de Versailles pour apposer leur signature au bas d'un document que l'on a faussement appelé un traité de paix.»[1)]

Laissons la parole à un historien:

«La conception d'après laquelle un conflit s'engage lors de la déclaration de guerre n'est pas toujours exacte. Entre la guerre et la paix, il existe une multitude de stades qui ne répondent à aucune de ces deux situations. C'est la raison pour laquelle on a inventé le terme de "guerre froide".»[2)]

Au vu des expériences passées, l'historien peut entrevoir le nuage sombre qui s'abat actuellement sur l'humanité. Il ne doit pas attendre le premier coup de feu d'une nouvelle guerre pour être en mesure d'apprécier les données du problème et les conventions qui existent entre les belligérants. Les historiens et les scientifiques ont le devoir d'indiquer clairement toutes les sources possibles de conflit, que celles-ci résident dans le passé ou le présent. Puis, en éliminant les causes, on pourra aussi éliminer les conflits eux-mêmes.

---

1) S. Hedin, *Amerika im Kampf der Kontinente,* p. 60. La date et le lieu d'impression des ouvrages cités en référence sont indiqués dans la bibliographie.
2) G. Moltmann, *Amerikas Deutschlandspolitik im Zweiten Weltkrieg*, p. 4.

Versailles (1919) face à la question des responsabilités de la guerre

Jusqu'à présent, la question des responsabilités de la guerre n'a jamais été prise véritablement au sérieux. À travers elle, les hommes politiques ont plutôt vu la possibilité d'atteindre à bon compte leurs objectifs respectifs. C'est ainsi que les puissances victorieuses s'en sont servi comme d'un instrument pratique pour diffamer le peuple vaincu, le priver de ses droits et morceler son territoire national. Dans ces conditions, la confiance mutuelle, la morale et le droit, qui seuls auraient pu résoudre cette question ont été abolis.

La France et l'Angleterre ont dicté au peuple allemand des conditions d'armistice et de paix qui étaient en contradiction totale avec le programme en 14 points élaboré lors des négociations d'armistice en 1918 et qui rompait délibérément avec la conception internationale du droit. Par le diktat de Versailles, on a considéré que l'Allemagne portait l'entière responsabilité du déclenchement de la première guerre mondiale. Elle devait donc en payer les frais. C'est ainsi que le diktat de Versailles est devenu la base juridique et politique de l'Europe des États. Les puissances victorieuses et leurs alliés ont légitimé les mensonges, l'exploitation économique à un terme incroyablement long, les annexions brutales, la persécution des minorités ethniques, le vol des colonies d'autres pays, la démilitarisation forcée, la tutelle de gouvernements étrangers, l'occupation militaire de territoires étrangers et un bon nombre d'autres mesures discriminatoires. Les Alliés ont donné un sens nouveau aux termes de «droit», de «démocratie», de «traité», de «vérité», d'«autodétermination» et de «liberté». Ceux qui ont tenté de s'opposer à ces pratiques de «peuples civilisés» ont été traités de «révisionistes», de «revanchards», et ont été accusés de violation du droit.

Les dispositions les plus importantes de leur nouvel «ordre» international se trouvent incluses dans les paragraphes du «traité» de Versailles concernant les responsabilités de guerre (§ 231) et dans la note du 16 juin 1919, dont nous reproduisons ici les passages essentiels:

> «De l'avis des puissances alliées et des pays associés, la guerre qui s'est déclenchée le 1er août 1914 est le plus grand crime contre

l'humanité et contre la liberté des peuples qui ait jamais été commis par une nation dite civilisée. Des années durant, les dirigeants allemands, fidèles à la vieille tradition prussienne, ont tenté d'imposer leur hégémonie en Europe. Par la suite, ils ont essayé de dominer et de tyranniser l'Europe assujettie, comme ils avaient dominé et tyrannisé l'Allemagne.

Pour atteindre leurs objectifs, ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour persuader leurs sujets qu'en matière internationale, puissance et droit étaient identiques.

Leurs préparatifs terminés, ils ont incité un de leurs alliés ... à déclarer la guerre à la Serbie. Pour s'assurer du déclenchement d'une guerre généralisée, ils se sont refusés à toute tentative de conciliation et à toute consultation jusqu'au moment où il a été trop tard, où était devenue inévitable cette guerre mondiale qu'ils ont déclenchée et pour laquelle seule l'Allemagne était véritablement préparée.

La responsabilité qui incombe à l'Allemagne ne se limite toutefois pas au seul fait d'avoir voulu et déclenché cette guerre. Elle est responsable de son caractère cruel et inhumain.

Les Allemands sont les premiers à avoir utilisé les gaz nocifs, ... l'arme sous-marine ... et à avoir envoyé avec une insigne brutalité des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, en déportation à l'étranger. Ce sont eux qui se sont permis, sur la personne des prisonniers, des actes devant lesquels les peuplades les plus primitives auraient reculé.

Le comportement de l'Allemagne est pratiquement unique dans l'histoire de l'humanité. On peut ainsi résumer l'énorme responsabilité qui pèse sur elle: plus de sept millions de personnes sont enterrées en Europe, tandis que plus de vingt millions d'êtres humains peuvent témoigner par leurs blessures ou par les maux qu'ils ont soufferts de ce que l'Allemagne a voulu imposer sa tyrannie par la guerre. Ce sont les raisons pour lesquelles les puissances alliées et les pays associés déclarent avec force que l'Allemagne doit se voir imposer le paiement de réparations de guerre. Le montant de ce tribut devra correspondre à la limite de ce que l'Allemagne est en mesure de payer. La réparation des fautes que l'on a commises est l'essence même de l'équité.

Les puissances alliées et les pays associés considèrent en conséquence que leurs propositions de paix ne sont que l'expression du droit, conformément aux principes reconnus à l'époque de l'armistice...»

Les puissances victorieuses ont mis obstacle à toute tentative d'explication objective des causes et des origines de la première guerre mondiale, car elles ont voulu la transformer en une affaire politique. Dès les années vingt, aucun historien digne de ce nom n'a plus défendu la thèse de la responsabilité unique de l'Allemagne. Pourtant, on a toujours repoussé avec

vigueur les notes de protestation des gouvernements de Weimar ainsi que leurs demandes de réhabilitation et de révision de cette thèse, sans toutefois offrir d'autres arguments que celui de la «puissance». Aucun des vainqueurs n'a jamais présenté de rapport historique à l'appui de ses attaques verbales contre l'Allemagne, et pourtant, ils se sont tous refusés à restreindre ou à rétracter ces attaques au vu des résultats auxquels sont parvenus ultérieurement les historiens. Lors de la conférence de Londres sur le sujet des réparations de guerre, le Premier ministre britannique David Lloyd George déclarait:

> «Pour les Alliés, il est d'une importance fondamentale que les Allemands portent la responsabilité de la guerre. C'est la base même de l'édifice sur lequel a été édifié le traité. Si nous rejetons la thèse de sa culpabilité, tout l'édifice s'écroule ... Nous tenons donc à souligner une fois pour toutes que la responsabilité allemande ne saurait être remise en question par les Alliés.»[1]

La thèse de la culpabilité allemande était nécessaire pour couvrir les propres actes des Alliés. Ce n'est que de cette manière que l'on avait justifié toutes les «sanctions» infligées à l'Allemagne sous forme d'annexions, de discriminations arbitraires, de réparations,[2] de confiscations, de droits de contrôle, etc... et empêché qu'elles soient remises en question.

> «Vous avez l'avenir entre vos mains!»

C'est par ces paroles que Raymond Poincaré, président de la République française, a reçu les délégués des 27 nations lors de l'ouverture de la Conférence de Paix de Versailles, le 18 janvier 1919. Ces paroles allaient revêtir une importance historique. Ce n'est pas parce que l'on a dicté aux Allemands des conditions particulièrement dures que le «traité» de Versailles a été une catastrophe, c'est parce qu'en obligeant le gouvernement allemand à signer ce document sous la menace d'une occupation militaire de son pays, on a agi selon des normes de droit iniques. De nombreux hommes politiques allemands et étrangers de l'époque ont reconnu eux-mêmes les dangers de ce «traité de paix».

Philippe Scheidemann, chancelier social-démocrate allemand, déclarait

1) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* p. 98.

2) Les Alliés n'ont jamais renoncé officiellement aux réparations de guerre. Les paiements ont été suspendus en 1932 par suite de la dépression économique. En 1950, les Alliés occidentaux ont rouvert le débat en déclarant que la question des réparations de guerre attendait un règlement. H. Prinz zu Löwenstein, *Deutsche Geschichte*, p. 511.

en mai 1919:

> «Permettez-moi de vous exposer ici sans aucune considération tactique notre point de vue: ce gros livre, dont les cent premiers paragraphes commencent par: l'Allemagne renonce, renonce et renonce, cet énoncé diabolique par lequel un grand peuple doit reconnaître sa propre indignité, donner son accord à un démantèlement impitoyable de son territoire et se soumettre à un esclavage innommable, ce traité ne saurait servir de nouveau code pour l'avenir.
>
> Des mains implacables nous enchaînent, puis on nous demande de travailler, tels des esclaves, pour remplir les caisses du grand capital international...
>
> Ce traité est jugé inacceptable par le gouvernement du Reich. Il est si peu acceptable que je ne parviens pas encore aujourd'hui à croire que le monde ait pu produire un tel livre, sans que des gorges de millions et de millions de personnes de toutes nationalités et de tous pays retentisse le cri: Non à ce plan criminel!»[3)]

D'innombrables personnes de France, d'Angleterre, d'Italie et d'autres pays ont reconnu dès 1919 que le nouvel ordre institué par le «traité» de Versailles, notamment en ce qui concerne les frontières germano-polonaises, devait nécessairement conduire à une nouvelle guerre.

Robert Lansing, ancien ministre des Affaires étrangères américain, cité par Francesco Nitti, président du Conseil italien:

> «Les vainqueurs ont voulu satisfaire leurs ambitions au détriment du vaincu, mais ils confondent délibérément leur intérêt personnel avec celui de l'humanité.
>
> De la manière dont est conduite à l'heure actuelle la politique européenne, nous sommes à la merci de toutes les ambitions et de toutes les intrigues par lesquelles sera déclarée juste la plus manifeste des injustices. Ce traité de paix n'apportera pas de paix durable, car il n'est bâti que sur le sable des intérêts individuels.
>
> Je ne suis pas le seul à porter ce jugement, ajoutait Lansing. En fait, je me trouvais quelques jours plus tard à Londres parmi de hauts fonctionnaires anglais, afin de discuter de ce traité. Ils s'accordaient tous à dire qu'il était absurde et inapplicable, le produit d'intrigues et d'ambitions et qu'il était plus propre à provoquer une nouvelle guerre qu'à garantir la paix.»[4)]

Francesco Nitti, pour sa part, déclarait à la même époque:

3) *Tägliche Rundschau*, 11 mai 1919.
4) F. Nitti, *DieTragödie Europas – und Amerika?* pp. 12-14.

«Jamais une paix sérieuse et durable n'a été bâtie sur le pillage, la torture et la ruine d'un peuple, encore moins sur celle d'un grand peuple. Or le traité de Versailles n'est rien d'autre que cela.»[4)]

J. W. Kneeshaw, député travailliste britannique, lors du congrès annuel de son parti à Scarborough en 1920:

«Si nous étions le peuple vaincu et que nous nous voyions dicter de telles conditions, nous ne nous soumettrions certainement pas à ces obligations. Nous enseignerions à nos enfants au contraire à se préparer pour une nouvelle guerre de revanche qui pût se libérer du joug intolérable, insupportable des vainqueurs. Les conditions posées ne sont pas seulement un coup porté à l'Allemagne et à l'Autriche, elles sont aussi un complot contre la civilisation.»[5)]

René van Swinderen, ambassadeur hollandais à Londres, au diplomate britannique E. Howard:

«Les conditions de paix de Versailles contiennent en elles-mêmes les germes d'une guerre juste et longue.»[6)]

Le président américain Woodrow Wilson, en 1919:

«Comment, par exemple, une puissance telle que les États-Unis – puisque je ne puis parler pour aucune autre – située à 3000 milles par delà l'océan, peut-elle signer ce traité, se retirer d'Europe, et dire aux Américains qu'un traité de paix a été créé pour le monde, tandis que son texte arrête des éléments que l'on ne peut considérer comme durables? J'ai estimé qu'il m'incombe de lui refuser ma signature.»[7)]

Est-il surprenant que la République de Weimar ait refusé de se plier aux exigences des Alliés et de leur livrer les prétendus criminels de guerre (un terme ne s'appliquant toujours qu'aux Allemands), ou qu'elle ait permis ensuite à l'un de ces «criminels» les plus en vue, le maréchal von Hindenburg, de se faire élire, puis réélire, président du Reich?

Tous les gouvernements de la République de Weimar, quelle que fût leur couleur politique, ont rejeté les attaques contenues dans le diktat de Ver-

5) W. Jaksch, *Europas Weg nach Potsdam*, p. 214.
6) E. Howard of Penrith, *Theatre of Life*, vol. II, p. 375.
7) E. Viefhaus, *Die Minderheitenfrage und die Entstehung der Minderheitenschutzverträge auf der Pariser Friedenskonferenz 1919*, p. 193.

sailles et demandé à ce que soit créé un tribunal neutre qui prononce un jugement équitable; en vain, naturellement. Les grandes puissances n'ont pas réagi. Entre les nations, la confiance a disparu. Par ses exigences démesurées, le «traité» de Versailles a favorisé la formation d'un front uni en Allemagne, qui a pris à cœur de combattre cette injustice; ce front d'action ne s'est pas seulement manifesté en paroles, il a également agi.

Un Anglais, Lord Buckmaster, déclare:

> «Inviter une nation, aussi malfaisante et abominable qu'elle soit, à déposer les armes sur la base de certaines conditions et lui en imposer ensuite de tout autres, lorsqu'elle se trouve sans défense, est un acte de déshonneur, une infamie qui ne pourra jamais être oubliée.»[8)]

Mais ce n'est pas tout. Lloyd George a reconnu, le 7 octobre 1928, lors d'un discours qu'il a prononcé dans le Guild Hall de Londres:

> «Toute la documentation qui nous a été fournie par certains de nos alliés était mensongère et truquée. Nous avons décidé [à Versailles[*)]] sur des faux.»[9)]

Les délégués alliés qui, munis des pleins pouvoirs, se sont réunis au Petit Trianon le 8 mai 1919 lors de la Conférence de Paix, ont reconnu qu'ils n'avaient aucune connaissance des problèmes de l'Europe centrale.[10)] Pourtant, aucun de ces aveux n'a conduit à une modification quelconque de la situation.

Les gouvernements de ces peuples ont toujours manqué à la parole qu'ils avaient donnée à l'Allemagne et au monde. L'Allemagne a déposé les armes en novembre 1918 en croyant que les 14 points auxquels Lloyd George pour la Grande-Bretagne et Clemenceau pour la France avaient donné leur accord (au même titre que les États-Unis), seraient respectés. Or, la convention d'armistice a été violée dès le départ par la poursuite du blocus économique contre l'Allemagne. Elle l'a été de nombreuses fois par la suite, à une époque pourtant où aucun gouvernement allemand ne lui en avait encore donné l'occasion et où Hitler ne faisait qu'entrer dans la vie politique. Voici la liste de ces violations des engagements:

8) R. Grenfell, *Unconditional Hatred*, p. 84.

*) Les adjonctions aux citations (toujours entre crochets) n'ont pour but que de rendre le texte plus compréhensible. Elles sont le fait de l'auteur.

9) K. Rabl, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, p. 97; Henri Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 17.

10) H. Lebre, *op. cit.*, p. 96.

1. Non-respect de la souveraineté du Reich et de la libre détermination de son peuple;

2. Annexion par la Pologne de certaines parties de la Haute-Silésie, en dépit d'un plébiscite favorable au rattachement à l'Allemagne;

3. Violation par la Pologne des frontières fixées par le «traité» de Versailles;

4. Annexion sans plébiscite du territoire de Memel par la Lituanie;

5. Appropriation illégale des colonies allemandes par la France et la Grande-Bretagne (en violation avec l'art. 5 des 14 points du «règlement impartial» auxquels avait souscrit le président Wilson);

6. Non respect des droits, garantis par le traité, des minorités allemandes dans les territoires détachés du Reich;

7. Occupation militaire, en 1921 de Ruhrort, Duisburg, Düsseldorf, Mühlheim et Oberhausen, ainsi que de plusieurs villes situées dans la partie occidentale de l'Allemagne, et déplacement des frontières; occupation militaire de la Ruhr par la France, en janvier 1923;

8. Interdiction de l'union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne (sans parler de l'interdiction de toute unification de ces deux pays);

9. Non-observation des promesses de désarmement;

10. Décision ultérieure du Conseil de la Société des Nations de restreindre encore les libertés dont jouissait le territoire de Dantzig;[11)]

11. Expulsion des Allemands de souche (*Volksdeutsche*), notamment des territoires détachés du Reich allemand; leur nombre atteignait un million en 1922, sans compter ceux qui furent internés par les Alliés:

200 000 Allemands de l'étranger et des colonies

120 000 Alsaciens-Lorrains

500 000 réfugiés des provinces de Prusse occidentale (Posen) et de Haute-Silésie

100 000 Allemands de Russie et des États Baltes.

Tous ces faits n'ont pourtant conduit à aucune autocritique de la part de ces pays. Les voix isolées de quelques courageux ont été noyées dans le flot constant de la haine anti-allemande. Cette haine semble avoir été dans ces pays un bon alibi, voire une preuve de bon caractère et de civisme; elle est aussi devenue le fondement même de la politique européenne et internatio-

11) La politique extérieure de la «Ville libre» de Dantzig était laissée à l'initiative de la Pologne. Dantzig était territoire douanier polonais, son réseau de chemin de fer était rattaché à l'administration polonaise et son port ouvert à tous les bateaux polonais, y compris les navires de guerre. Par ailleurs, la Société des Nations se chargeait de la «protection» de la «Ville libre». Aucune prérogative n'était laissée par contre au Reich allemand.

nale. Les puissances victorieuses, nullement impressionnées par les voix des critiques, ont vu dans l'élaboration de leur traité un moyen adéquat de réaliser leur politique au détriment de l'Allemagne. Ce pays a été affaibli, démantelé, déchiré, isolé politiquement, ruiné sur le plan économique et perpétuellement soumis à la menace d'une intervention militaire étrangère. Tous les territoires qui avaient été détachés de l'Allemagne, [Dantzig, Prusse occidentale (Posen), Haute-Silésie et Silésie orientale, Memel, Sarre, Schleswig septentrional, pays des Sudètes, Eupen-Malmedy, Tyrol du Sud et Alsace-Lorraine,[*)]] ont constitué autant d'obstacles à une réconciliation entre les peuples. Et, à n'importe quel moment, un front européen uni pouvait se construire contre l'Allemagne.

Adolf Hitler déclarait le 17 mai 1933, lors d'un discours au Reichstag:

> «Les espérances que l'on avait fondées dans la création d'une nouvelle conception du droit international ont été détruites par le traité [de Versailles]. Pour justifier toutes les mesures de ce diktat, il a en effet fallu déclarer l'Allemagne responsable [de cette guerre]. Une telle procédure est aussi simpliste qu'inique. À l'avenir, le vaincu devra toujours porter la responsabilité du conflit, puisque le vainqueur a la possibilité d'imposer ses thèses. Si ce processus a eu des conséquences aussi désastreuses, c'est parce qu'il a ainsi justifié la modification des rapports de force à la fin de la guerre en lui assurant une base juridique. Les notions de vainqueur et de vaincu sont devenues le fondement d'un nouvel ordre juridique et social international.»[12)]

Il faudra attendre 1958 pour qu'une autocritique officielle émanant de Paris rende justice aux événements:

> «Tout le poids de l'élaboration du traité [de Versailles] reposait sur l'Angleterre, la France et sur les nouveaux États d'Europe orientale, qui ne sont jamais parvenus à vaincre véritablement leurs difficultés internes. Les vainqueurs n'étaient ni suffisamment forts pour imposer leur volonté aux vaincus, ni suffisamment magnanimes pour se réconcilier avec eux. Malgré l'internationalisme idéaliste de Genève, on n'est pas parvenu à s'accorder sur une politique européenne constructive et l'on

---

*) Avant la première guerre mondiale, 95,2% de la population alsacienne était composé d'Allemands (1 136 056 personnes) contre 4,8% de Français (56 634 personnes), tandis que 74,7% des Lorrains étaient Allemands (439 066 personnes) contre 25,3% de Français (146 940 personnes). L'Alsace-Lorraine a été rattachée sans plébiscite à la France en 1919. Lorsqu'en 1871 le gouvernement du Reich avait procédé à un recensement des 1,5 millions, seuls 39 560 d'entre eux avaient fait usage de leur droit à se déclarer Français.

12) G. Rühle, *Das Dritte Reich*, vol. 1933, pp. 169-170.

en est resté au stade des expédients, destinés à maintenir précaire un équilibre des forces.

Tout le tragique de l'histoire de l'entre-deux-guerres s'exprime à travers l'impuissance de la Société des Nations.

L'Allemagne était le pays qui avait le plus de raisons de se méfier d'une institution qui était issue d'une alliance entre vainqueurs.

La France a voulu pousser l'Allemagne vaincue aux dernières extrémités. L'Allemagne a été acculée à la misère, mais la France n'y a rien gagné...

La création d'"États nouveaux", qui s'appuyait sur le principe du "droit à l'autodétermination", n'a pas apporté de solution satisfaisante pour la simple raison que ce droit n'a été accordé en pratique qu'à certains peuples majoritaires...

Par suite, les milliers de kilomètres de frontière créés en Europe centrale et orientale n'ont résolu aucun des problèmes économiques; au contraire.»[13)]

Résumons les idées essentielles qu'on vient d'émettre:

1) Les nouveaux États d'Europe orientale issus du traité de Versailles ne sont jamais parvenus à vaincre leurs difficultés internes;

2) Les vainqueurs de Versailles n'étaient pas suffisamment magnanimes pour se réconcilier avec les vaincus;

3) La Société des Nations n'a pas pu mettre d'accord ces nations sur une politique européenne constructive;

4) Le «traité» de Versailles a créé un équilibre des forces précaire;

5) Pour la Société des Nations, cet équilibre des forces devait être maintenu;

6) Par ses exigences, la France a acculé l'Allemagne à la misère;

7) Le droit à l'autodétermination n'a été accordé qu'à certains peuples.

Cet aveu vient trop tard. Il ne porte plus à conséquence. Ces hommes d'État, qui ont combattu l'Allemagne impériale pour vaincre la «tyrannie» et remédier à l' «absence de droit international» n'ont rien fait après la victoire pour donner une chance réelle à la démocratie allemande. Sur le plan international, la violence et l'absence de tout droit étaient les seules perspectives d'avenir que l'on pouvait apercevoir, à une époque où nul ne parlait encore de Hitler. Le national-socialisme est né à Versailles.[14)] Un historien améri-

---

13) *Unser Europa*, Paris 1958, ouvrage édité sous les auspices de la commission culturelle de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (Institut international des livres d'étude), pp. 132, 219-221; contributions d'Henry Brugmans, recteur de l'Europa-Kolleg de Bruges, et de Christopher Dawson.

14) Th. Heuß, *Hitlers Weg*, p. 152.

cain, qui reconnaît par ailleurs «que Hitler lui était antipathique»,[15] écrit:

> «Ce que les documents de Nuremberg ont révélé des plans d'agression hitlériens n'est que le dernier chapitre d'un livre volumineux et accablant qui remonte à Versailles. Car il [le président Roosevelt] savait très bien qu'aucune des nations européennes qui avaient tiré profit du traité de Versailles n'était prête à lâcher la moindre miette de son butin de guerre. Les injustices de ce traité ne pouvaient être rectifiées que par une guerre.»[15]

---

15) C.Tansill, *Back Door to War*, pp. 16, 519.

Jugements portés contre l'Allemagne depuis 1919

La peur comme moteur fatal de l'agitation

Jusqu'ici les actes des puissances occidentales et des pays du bloc de l'Est ont été caractérisés par la dialectique, le non respect et la déformation des principes de droit universellement reconnus. La propagande mise au service de grandes puissances disposant de techniques perfectionnées a interprété à sa manière chacun des grands événements historiques qui ont secoué l'humanité. Par la dialectique, les hommes politiques sont parvenus à mobiliser les peuples et les «historiens» n'ont eu qu'à justifier ensuite les actes des gouvernements vainqueurs en s'appuyant sur des données «scientifiques», il va sans dire. C'est toujours avec des phrases dépourvues de sens que l'on conduit les peuples aux barricades. La haine, la peur, le mensonge et la violence sont encore et toujours les instruments favoris des hommes politiques, qui ressassent d'ailleurs inlassablement qu'ils sont les seuls à vouloir la paix, le progrès, le bien de l'humanité et la démocratie. Mais si la politique de la haine et de la peur, inséparable du mensonge et de la diffamation, est en soi condamnable, elle est absolument inadmissible en ce qu'elle crée des situations qui rendent ensuite les guerres inévitables à plus ou moins court terme.

Il semble que l'on n'ait pas su tirer les conclusions de cette chaîne de causalité, dont on peut vérifier historiquement l'existence et le fonctionnement et qui prend sa source dans une atmosphère chargée de haine et de peur. On s'est contenté de dire que c'est à juste titre que la propagande alliée avait accusé l'Allemagne des pires méfaits; on a d'ailleurs pu en mesurer l'étendue à l'issue de chacune des deux guerres mondiales et surtout lors des procès du TMI[1)] de Nuremberg, en 1945-1946. Cette propagande de guerre était si profondément ancrée dans les esprits que ses utilisateurs n'ont apparemment pas vu l'absurdité d'un tel raisonnement. Les dangers qui menacent les générations présentes et à venir, du fait de la reprise de cette

---

1) TMI = Tribunal militaire inter-allié, dont les références dans le présent ouvrage se rapportent à l'édition en langue allemande (IMT, *Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg vom 14. Nov. 1945 bis 1.Okt. 1946*, vol. I - XLII, Nuremberg 1948).

politique après l'écrasement de l'Allemagne en 1945, nous obligent à analyser ses différents aspects en remontant jusqu'au «traité» de Versailles de 1919.

Si l'on avait calomnié le gouvernement impérial, le Haut Commandement de l'Armée, les traditions prussiennes et le peuple allemand pour gagner la première guerre mondiale, on poursuivit avec zèle ces campagnes de diffamation une fois la guerre terminée, afin d'affaiblir et d'abattre l'Allemagne en temps de paix. On prit l'habitude, à une époque où l'Allemagne était faible et désarmée de se servir des moyens de communication modernes pour se moquer d'autres nations et d'autres gouvernements, en les traitant au besoin de revanchards. On se retranchait toujours derrière l'inviolable liberté d'expression. Les dirigeants de ces pays rejettent aujourd'hui encore la plus légère responsabilité dans la dégradation de la situation européenne après 1919. Les hommes politiques de l'époque qui avaient pris conscience du danger n'ont pu s'affirmer face à une opinion publique hostile. Ceux qui prétendent nier les vérités les plus évidentes et continuer à prêcher l'injustice, qui distinguent les peuples civilisés (dont le leur) des barbares (le peuple allemand), qui propagent la peur et appellent aux armes, doivent savoir qu'ils jouent avec le feu; la co-existence pacifique entre les peuples se fonde sur un respect mutuel. Ce sont précisément ceux qui ont parlé le plus à l'époque de la «défense de la culture occidentale» qui se sont refusés à respecter les conceptions européennes du droit héritées de la tradition. Au nom de quoi prétendent-ils juger d'autres peuples et leur dicter la conduite? Peuvent-ils raisonnablement alléguer la menace nationale-socialiste d'après janvier 1933, alors qu'ils n'ont eux-mêmes jamais cessé de manifester leur hostilité à l'Allemagne? Il ne s'agissait pas en l'occurrence de conceptions du monde, de professions de foi, de principes philosophiques ou de partis politiques, mais c'était uniquement la place de l'Allemagne dans le monde qui était visée.

L'empereur Guillaume II avait déjà déclaré:

> «Comment puis-je convaincre un peuple contre sa volonté quand la presse lui suggère quotidiennement la méfiance, la suspicion et interprète dans ce sens tous les témoignages de paix et d'amitié?»[2]

La haine anti-allemande était le ciment de l'union des Alliés; elle s'exprimait à travers la célèbre phrase: «Les boches paieront». Les partis qui, lors des campagnes électorales surpassaient leurs concurrents par leur «patriotisme», pouvaient compter sur des voix supplémentaires.

---

2) *Dokumente der Deutschen Politik und Geschichte*, vol. II, p. 190.

Cette politique de la peur ne se fondait pas que sur des faits que l'on aurait pu interpréter de différentes manières, mais aussi elle se traduisait par des jugements de valeur simplistes et dénués de tout fondement: on prêtait à l'Allemagne certaines intentions, certaines manœuvres et certaines motivations. Au mois de septembre 1932, un gouvernement de la République de Weimar avait déjà quitté la Conférence du désarmement: il ne pouvait supporter plus longtemps la discrimination dont l'Allemagne était victime, et jugeait irrecevables les raisons invoquées par la délégation française pour justifier de nouvelles mesures de sécurité. Lloyd George, Premier ministre britannique de 1916 à 1922, déclarait en septembre 1932:

> «Je ne vois rien de choquant à reprendre à mon compte la thèse allemande en disant que les nations victorieuses ont délibérément fait preuve de mauvaise foi sur la question du désarmement.»[3)]

Puis, deux ans plus tard, le 29 novembre 1934, dans un discours prononcé à la Chambre des Communes:

> «Les puissances victorieuses ont déclaré solennellement dans le traité de Versailles qu'un désarmement général suivrait le désarmement allemand. L'Allemagne a attendu quatorze ans que cette promesse soit tenue. Durant tout ce temps se sont succédés dans ce pays une suite de ministres conciliants et pacifiques. Ces ministres n'ont pas cessé de convier les grandes puissances à tenir leurs engagements. Tous ces efforts ont été tournés en dérision par la conclusion de conventions, dont notamment l'"acte anti-guerre". Dans le même temps, tous ces pays ont augmenté leurs armements, à l'exception de la Grande-Bretagne, et sont allés jusqu'à prêter de l'argent aux pays voisins de l'Allemagne pour qu'ils puissent construire des installations militaires devant ses propres frontières. Qu'y a t-il d'étonnant si les Allemands se sont finalement révoltés pour dénoncer l'imposture des grandes puissances?»[4)]

Cet homme, loin d'être un «fasciste» ou un Allemand, fut Premier ministre de la Grande-Bretagne. Il ne savait que trop bien que la France ne s'était pas contentée de réarmer, sans se tenir à aucune des conventions signées en la matière; dès la conclusion du diktat de Versailles, elle avait incité les États nouvellement créés à faire de même.[5)]

---

3) W. Ziegler, *Versailles*, p. 266.
4) H. Sündermann, *Das Dritte Reich*, p. 41.
5) V. Rothermere, *Warnings and Predictions*, p. 77.

> «Ainsi, les Alliés imposèrent d'abord le désarmement, puis reconnurent leur propre devoir moral de diminuer leurs armées. Ont-ils fait ce devoir, oui ou non? La seule réponse que nous puissions donner à cette question est "non", parce que c'était en fait après la première guerre mondiale que la France a tâché plus que jamais de devenir la première puissance militaire en Europe et a incité ses alliés d'Europe centrale à réarmer, en particulier la Pologne et la Tchécoslovaquie.»[6]

La France a:

> «imposé aux Allemands une humiliation et des souffrances que les Allemands victorieux n'auraient jamais même tenté d'imposer à leurs ennemis.»[7]
>
> «Malgré sa crise économique et le recul de sa population, [la France] possède la plus grande armée du monde.»[8]

La France fut responsable de l'échec du désarmement européen[9] et, par là, du peu de crédit que l'on accorde aux serments prêtés par les puissances victorieuses. Les Alliés ont en revanche reconnu que les Allemands avaient tenu leurs engagements quant au désarmement, en ce qu'ils ont rappelé la commission militaire inter-alliée le 31 janvier 1927, les experts en matière de désarmement en janvier 1930 et évacué la Rhénanie en juin 1930.

Un revirement brutal, qui n'avait rien à voir avec la question du réarmement, allait se produire en Angleterre en 1932. Winston Churchill et le nombre croissant de ses partisans commençaient leurs premières campagnes de haine anti-allemande et, tout en détournant l'attention de l'opinion publique des problèmes résultant de la grave crise économique qui accablait ce pays, ils tentaient de la convaincre de la nécessité du réarmement en invoquant la proximité d'une nouvelle guerre.[10] Leurs slogans, aussi absurdes soient-ils, sont devenus le fondement du nouveau «droit international». On oublie souvent de dire que Churchill avait commencé à jouer les «prophètes de malheur»[11] dès 1932, et à présenter comme une menace pour le monde la «pacifique» République de Weimar.

Hitler n'a pas créé cette situation en 1933 ou en 1936, il l'a trouvée

6) F. O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 220.
7) F. Nitti, *Die Tragödie Europas – und Amerika?* p. 18.
8) *ibid.,* p. 29.
9) A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 77.
10) W. Cowles, *Winston Churchill*, pp. 332-333.
11) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre II «La drôle de guerre», p. 18.

ainsi à son arrivée au pouvoir. La politique des puissances victorieuses à Versailles, qui est esquissée dans les points suivants, a eu des conséquences diverses sur la communauté des États souverains, indépendamment du fait qu'ils aient considéré qu'une révision du «traité» de Versailles était justifiée ou ne l'était pas:

1. La thèse de la culpabilité allemande est élevée au rang d'un principe international;

2. Refus à l'Allemagne de l'égalité des droits;

3. Violation du «traité» de Versailles par les vainqueurs et leurs alliés, avec l'appui, ou du moins l'autorisation tacite, de la Société des Nations (cf. pp. 21-22);

4. Non-respect des droits garantis aux Allemands de souche dont le territoire a été détaché du Reich, et qui ont été expulsés par la suite de leur propre patrie;

5. Non-respect par les Alliés des promesses de désarmement;

6. Rejet des tentatives de conciliation des différents gouvernements de Weimar (ce n'est que dans les dernières années précédant 1933 que l'on a pu trouver un terrain d'entente, encore n'était-ce que sur des points de détail);

7. Boycott économique de l'Allemagne à partir de mars 1933 par les plus grandes puissances, surtout les États-Unis;[12)]

8. Rejet de toutes les propositions allemandes de désarmement, entre autres celles qu'Adolf Hitler a formulées jusqu'à 1935:

Désarmement intégral: rejeté.

Limitation générale des troupes à 200 000 hommes: rejetée.

Limitation générale des troupes à 300 000 hommes sous contrôle international et conclusion de pactes de non-agression avec tous les pays voisins: rejetées.

Pacte concernant l'armée de l'air: rejeté.

Règlement européen: rejeté.[*)]

Ceux qui s'indignent du comportement de Hitler par la suite, devraient

---

12) Le magazine *Der Spiegel* publiait, le 10 février 1965, les phrases suivantes (p. 56): «Une délégation d'anciens combattants juifs a menacé M. Heinrich Knappstein, ambassadeur d'Allemagne, d'exercer toute son influence pour empêcher une réunification de l'Allemagne si une amnistie pour les crimes de guerre était votée.

"Nous avons fait allusion à l'efficacité de notre boycott des produits allemands en 1933", poursuit l'organe de presse de cette organisation, *The Jewish Veteran*. "Nous sommes prêts à recommencer si c'est nécessaire".» Voir aussi p. 44 et la citation en note 38. F. Berber, *Deutschland - England 1933-1939*, pp. 27, 98, 106.

*) Sur les raisons invoquées pour ces rejets, cf. p. 256.

condamner tout d'abord cette politique des puissances victorieuses (de la France particulièrement), dont «l'opinion publique et le parlement sont toujours restés hostiles à tout accord avec Hitler».[17]

Les événements évoqués ici ont été souvent lourds de conséquences:

9. Juste avant l'ouverture de négociations qui s'annonçaient prometteuses, le gouvernement britannique publie, le 4 mars 1935, un livre blanc sur le «réarmement illégal de l'Allemagne», dans lequel le système éducatif national-socialiste est présenté comme un danger pour la paix universelle[**] et où l'on annonce un accroissement de l'armement britannique. Les Anglais ont ainsi pris prétexte d'un réarmement allemand, qui d'après les propres termes de l'ambassadeur français à Berlin était encore à l'état embryonnaire en 1936 (soit un an après la parution de ce livre blanc), pour réarmer à leur tour.[13] C'est ainsi qu'une hypothèse dénuée de tout fondement des «démocraties pacifiques» a, une nouvelle fois, contribué à une aggravation de la tension européenne;

10. Prolongation de la durée du service militaire en France à deux ans (décret du 6 mars 1935, entrant en application à partir du 15 mars 1935);

11. Convention signée entre les états-majors anglais, français et belge, le 14 mars 1935;

Le 16 mars 1935, l'Allemagne a réagi aux faits illustrés dans les points 8 à 11 par la proclamation du service militaire obligatoire et par la répudiation des conventions de désarmement du «traité» de Versailles, non sans avoir auparavant mis en garde les pays intéressés des conséquences possibles desdits faits;

12. Pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, du 2 mai 1935, ratifié et mis en application le 27 février 1936. Ce pacte a été signé à Paris alors que la France connaissait très bien les buts poursuivis par les bolcheviques et que l'on savait que le propre beau-frère de Staline, Lazar Kaganovitch, chef du bureau politique («Politburo») du parti communiste, avait publié un an plus tôt, le 27 janvier 1934, dans le journal *Isvestia*, la phrase suivante:

> «Une nouvelle guerre franco-allemande répondrait aux intérêts de l'Union soviétique.»[14]

13. Pacte d'assistance mutuelle entre la Russie et la Tchécoslovaquie le

---

**) F. Berber, *op. cit.*, p. 53.

13) R. Coulondre, *De Staline à Hitler, souvenirs de deux ambassades, 1936-1939*, p. 174, et la citation de Lloyd George in J. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 112.

14) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 204 (éd.allemande, *Der erzwungene Krieg*, p.276). L'Institut

16 mai 1935;

14. Réagissant au pacte franco-soviétique entrant en vigueur une semaine auparavant et à la menace communiste qui se faisait jour en France à travers le gouvernement du Front populaire (novembre 1935), Hitler remilitarise symboliquement (avec 19 bataillons) la Rhénanie, le 7 mars 1936, pour des raisons de sécurité (danger d'un encerclement communiste), et afin de montrer la volonté du Reich d'accéder à l'égalité politique. Il montre que, par la signature d'un traité avec l'Union soviétique, la France a délibérément violé les accords de Locarno de 1925. Par ce traité, la France s'est engagée à déclencher les hostilités contre l'Allemagne, sans consultation préalable de la Société des Nations, si l'une des puissances signataires déclare qu'elle est l'objet d'une agression ou d'une provocation de la part de l'Allemagne. On sait par ailleurs que pour l'Union soviétique, l'Allemagne depuis 1933 et la NSDAP depuis ses premiers succès intérieurs n'ont cessé d'être les agresseurs. On n'a aucun mal à s'imaginer qu'un accord tacite commun et quelques déclarations habiles auraient suffi pour que les conditions d'une guerre «défensive» fussent remplies.

À la même époque, Adolf Hitler déclare, dans un discours au Reichstag, qu'il est prêt:

a) À créer une nouvelle zone démilitarisée, à condition que la France et la Belgique fassent de même;

b) À signer avec la France, la Belgique et les Pays-Bas un pacte de non-agression, garanti par la Grande-Bretagne et l'Italie, pour une durée de 25 ans;

c) À rentrer dans la Société des Nations puisque l'égalité politique aura été rétablie entre temps.

Ces propositions ont été rejetées.

15. Doublement des effectifs de l'armée soviétique, en août 1936;

16. Réarmement de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de l'Union soviétique, de la France et de la Grande-Bretagne.

Ce concept de la «sécurité de la France» a déjà été à la source de

d'histoire contemporaine de Munich a accusé le professeur Hoggan d'avoir, dans son ouvrage, utilisé des faux. Malgré la pertinence de quelques critiques sur des points précis de ce livre, il reste que le professeur Hoggan est extrêmement bien documenté et que, contrairement à d'autres historiens, il fournit, avec ses sources, la preuve de ce qu'il affirme, citant de très nombreuses pièces originales qui illustrent clairement l'évolution vers le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Tout historien allemand devrait prendre note de ce livre, car Hoggan a eu la possibilité de consulter des sources d'information aux États-Unis, lesquelles sont inaccessibles aux chercheurs allemands. Les passages de son livre cités en référence sont restés indiscutés jusqu'ici.

nombreuses tensions. On ne peut exiger d'un État souverain, et moins encore d'une grande puissance d'Europe centrale, qu'elle fasse cadrer sa politique avec les conceptions de ses voisins. (Il suffit de reporter ce schéma à la propagande marxiste, qui taxe ses adversaires de militarisme, d'impérialisme et fustigent leur «esprit de revanche» jusqu'à ce que les communistes aient réussi à imposer leur ordre). Quelques années avant l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir, Julius Curtius, ministre des Affaires étrangères allemand, avait très justement dépeint le problème de la sécurité européenne aux yeux du gouvernement français:

> «Le système de sécurité français ne peut être le fondement d'aucune réconciliation européenne. L'insécurité politique qui règne dans les rapports entre les différentes nations européennes est due en tout premier lieu au traité de Versailles.»[15)]

La sécurité de la France était garantie, avant comme après l'accession de Hitler au pouvoir:

1. Par elle-même, c'est-à-dire par la métropole et par ses colonies, soit quelque 100 millions d'hommes;

2. Par ses dépenses en matière de défense nationale, qui, proportionnellement au PNB[16)] des deux pays, atteignaient dès le début le double de celles de l'Allemagne, sans parler de l'année 1918 où la France avait été seule à poursuivre son armement;

3. Par la supériorité de son armée (là où Hitler pouvait aligner 36 divisions, en 1935, la France en disposait de 41);[16)]

4. Par son avance technologique et son expérience militaire;

5. Par l'importance et la nouveauté de ses travaux de fortification (notamment la ligne Maginot);

6. Par la présence d'une zone démilitarisée en Rhénanie;

7. Par le fait même d'être une puissance victorieuse, c'est-à-dire un pays qui a joué un rôle de premier plan après la première guerre mondiale;

8. Par le «traité» de Versailles et les pactes de garantie et d'arbitrage de Locarno (1925);

9. Par les statuts de la Société des Nations;

10. Par l'attitude bienveillante des plus importantes puissances membres de la Société des Nations, ainsi que des États-Unis et des dominions britanniques;

---

15) Chr. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ost-Locarno-Problem 1919-1934*, p. 208.
16) cf. p. 255 et suivantes du présent ouvrage.

11. Par son alliance avec la Grande-Bretagne;
12. Avec la Belgique;
13. Avec la Pologne;
14. Avec la Tchécoslovaquie.

D'autre part, la sécurité de la France n'était nullement menacée; aucune déclaration du Reich n'avait pu faire planer le moindre doute à ce sujet.

Que pouvait donc opposer l'Allemagne à ses puissants voisins (la France n'était que l'un d'entre eux)? Depuis 1918 elle n'avait pas un seul allié, et jusqu'à 1936 son potentiel d'armement n'a jamais atteint, et de loin, celui d'un seul de ses voisins. Contrairement à la France, l'Allemagne ne semble pas s'être préoccupée de sa propre défense. Si elle avait transgressé la «loi» britannique de l'équilibre des forces, l'Allemagne aurait sans doute adopté une attitude conciliante, en toute justice et en toute objectivité, ce qui aurait eu sur les autres pays une influence tranquillisante. L'Allemagne, soumise au pillage des vainqueurs et de leurs alliés à partir de 1918, était placée devant l'alternative suivante, quels que fussent d'ailleurs les hommes politiques qui la gouvernaient: ou elle renonçait à ses droits et à son indépendance, ou elle s'exposait au mécontentement d'une coalition de puissances intéressées à son affaiblissement. Les puissances alliées ont refusé de reconnaître les droits auxquels l'Allemagne pouvait légitimement prétendre, et nié les conditions particulières qui existaient en Europe centrale et dont tout gouvernement allemand devait obligatoirement tenir compte.

On a construit de toutes pièces un «danger allemand» à une époque où aucune des conditions nécessaires pour justifier un tel propos n'était remplie. En 1936, la France a conclu son pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique en prenant prétexte de ce fameux «danger allemand». Il semble qu'elle ne se soit pas rappelé que c'était une alliance franco-russe qui avait déjà contribué au déclenchement de la première guerre mondiale. D'après les déclarations de l'ambassadeur français à Berlin, l'opinion publique française était «hostile» à une réconciliation avec l'Allemagne.[17] Le 18 mai 1936, le baron Konstantin von Neurath, ministre des Affaires étrangères allemand, pouvait déclarer à juste titre à William C. Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris:

> «que le désir le plus profond de Hitler était de parvenir à une entente véritable avec la France, mais que chaque tentative de rapprochement de sa part, comme de celle de son ministre, s'était heurtée au silence, ou bien à un refus.»[18]

17) A. François-Poncet, *Souvenirs d'une Ambassade à Berlin,* pp. 175, 178.
18) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 317.

Avec l'accession de Hitler au pouvoir, on a poursuivi cette politique de la peur, en se refusant toujours à reconnaître ses propres fautes et à en tirer les conséquences; n'avait-on pas devant soi la «bête noire de la société démocratique, Adolf Hitler»? Certaines personnes ont pu insulter impunément l'Allemagne et rendre Hitler responsable de tout. Les hommes politiques se sont donc empressés de louer cette politique, espérant bien ainsi se gagner la faveur du «monde» et renforcer la sécurité de leur propre pays. En réalité, ces agitateurs se sont tellement écartés de leurs propres thèses d'une politique d'égalité, de souveraineté, de justice et de paix, que les matières à conflit se sont singulièrement multipliées. En pratiquant une politique basée sur la peur, ils ont précisément atteint ce qu'ils voulaient éviter. On ne peut refuser durablement un droit, en matière internationale, en ne se fondant que sur un sentiment de crainte, moins encore s'il s'agit d'une crainte injustifiée.

Lors d'une interview accordée au quotidien anglais *Daily Mail*, en 1933, Adolf Hitler déclarait:

> «Ce serait méconnaître le sens de la révolution allemande que de croire que le peuple allemand se prépare avec enthousiasme à la guerre. La quasi-totalité des cadres du mouvement sont d'anciens soldats du front. J'aimerais voir un soldat du front se réjouir à l'idée d'une nouvelle guerre.
>
> Croyez-vous que nous ne donnons une éducation à notre jeunesse allemande, à notre avenir auquel nous tenons, que pour la voir succomber sur les champs de bataille?» [19)]

Hindenburg, président du Reich, dans un discours radiodiffusé prononcé la veille des élections, le 12 novembre 1933:

> «Les intentions guerrières que l'on nous prête à l'étranger ne sont que mensonges et calomnies... Celui qui, comme moi, a vécu trois guerres avec tout ce que cela comporte d'atroce ne peut souhaiter en vivre une nouvelle. Il ne peut qu'aspirer à la paix et considérer comme un devoir primordial envers son peuple et envers le monde de s'en préserver. Nous souhaitons de tout cœur parvenir à une paix dans l'honneur et la dignité..»[20)]

19) G. Rühle, *Das Dritte Reich*, vol. 1933, p. 294.
20) K. Wippermann, *Deutscher Geschichtskalender*, pp. 306-307.

Adolf Hitler sur le Tempelhof Feld à Berlin, le 1er mai 1934:

«Si d'aucuns pensent pouvoir nier la volonté de paix de notre peuple, il n'est rien de plus convaincant et de plus frappant pour se faire une idée de l'état d'esprit du peuple allemand que de comparer l'espace vital dont il dispose avec les possessions d'autres nations. ...

Le peuple allemand n'a jamais ressenti le besoin de mener des guerres coloniales. Il est capable de se forger sa propre existence sans l'aide de pillages, de tributs, de contributions, etc...; et il l'a prouvé.»[21)]

Adolf Hitler, après la fête célébrant le rattachement de la Sarre, en mars 1935:

«Compte tenu du degré de technicité auquel nous sommes parvenus, toute guerre est une absurdité. Il faudrait neutraliser sur le plan international toute personne qui en parle. Dans l'état actuel des choses, la plus petite opération de guerre provoquerait de telles pertes de part et d'autre que je crois que seul un fou pourrait la souhaiter.»[22)]

Adolf Hitler, lors d'un congrès réunissant l'ensemble des Gauleiters, en 1936, dans l'hôtel de ville de Munich:

«À l'heure actuelle, et de par le monde, je suis soumis à une véritable chasse aux sorcières. Prenez n'importe quel journal étranger, lisez-le; vous serez effrayés de la haine que j'inspire. Je comprends très bien que ce peuple d'émigrants qui, tels la souris devant le chat, se sont enfuis du Reichstag dès qu'ils m'y ont vu apparaître comme chancelier du Reich, puissent m'insulter tant et plus: je leur ai enlevé leur gagne-pain. Qu'ils continuent, cela me laisse tout à fait froid et le peuple allemand n'en a que faire. Mais comme je l'avais pressenti dans les années 1919-1920, il se reforme dans le monde, sous prétexte de combattre ma personne, une nouvelle coalition menaçante, remplie de haine et d'envie, de tous les anciens ennemis de l'Allemagne. Qu'ai-je fait, qu'a donc fait le peuple allemand aux hommes les plus riches de la terre pour qu'ils nous portent une telle haine? Par nos propres forces, nous voulons reconstruire pacifiquement le Reich. Ils boycottent nos produits: nous sommes donc contraints de vivre en autarcie. Aussitôt, ils hurlent au scandale, c'est contraire aux principes du commerce international. Je ne peux alors que me demander ce que ces éternels ennemis de notre travail veulent en fin de compte? Certainement pas nous aider. Mais ont-ils procédé autrement avec la bonne République

21) G. Rühle, *op. cit.*, vol. 1934, p. 162.
22) H. Frank, *Im Angesicht des Galgens*, p. 201.

de Weimar? Non, simplement ils pouvaient la prendre plus rapidement de vitesse. Les Juifs du monde entier me haïssent. Je le comprends et je l'accepte. Mais grâce à leur puissance, ils incitent le monde entier à combattre notre conception de vie. Pourquoi l'Angleterre me hait-elle, pourquoi les États-Unis, pourquoi la France? J'ai l'impression que je pourrais m'entendre plus facilement avec Moscou qu'avec ces démocraties repues et gorgées d'or. Je suis inquiet, il m'arrive de ne pouvoir trouver le sommeil lorsque je pense au concert de haine qui s'abat sur nous.»[23)]

Hermann Göring, lors d'une réunion d'anciens combattants à Berlin, en février 1937:

> «Il n'y a pas de partisans de la paix plus acharnés que les anciens combattants du front. Je suis persuadé que, plus que tout autre, vous avez le droit d'exiger la paix et de la construire. C'est à ceux qui, quatre années durant, ont connu l'enfer de la guerre, aux combattants du front qui ont particulièrement à cœur de préserver cette paix qui nous est chère, qu'il appartient d'organiser la vie des peuples... Ceux qui n'ont pas connu les horreurs de la guerre peuvent encore parler d'une nouvelle guerre fraîche et joyeuse. Nous savons, nous autres, ce que coûtent les conflits entre les peuples.»[24)]

Combien de procès en diffamation Hitler n'a-t-il pas engagés en tant que plaignant sous la République de Weimar! Il les a tous gagnés.[25)] Adolf Hitler n'a jamais été poursuivi pour diffamation. On considérait à l'époque que la lutte des partis pour le pouvoir devait admettre la propagande si l'on voulait que la liberté d'expression ne soit pas un vain mot. Sur le plan international, par contre, aucun juge n'a le pouvoir de réfréner ces campagnes de haine, bien qu'elles aient une tout autre importance que la lutte des partis. Il ne s'agit là ni plus ni moins que de la guerre ou de la paix entre les peuples. Pourtant, on a considéré à l'étranger que c'était faire preuve de «patriotisme» que de développer et d'intensifier cette propagande sur un plan international malgré les risques que cela pouvait comporter pour les peuples européens. La presse étrangère ne connaissait pas de borne quand il s'agissait d'inciter la haine entre les peuples et le préjudice racial. Le 28 avril 1939, Adolf Hitler déclarait, dans un discours au Reichstag:

---

23) *ibid.*, p. 194.
24) Ch. Bewley, *Hermann Göring*, p. 214.
25) H. Frank, *op. cit.*, p. 68 *seq.* (deux exceptions: un arrangement à l'amiable avec deux membres du Parti).

> «À ma connaissance, personne en Allemagne ne s'est jamais avisé de menacer publiquement une nation quelconque; par contre, c'est quotidiennement que je puis lire de telles menaces dans la presse démocratique. On y parle régulièrement de mobilisation, de débarquement de troupes, de pressions exercées sur des États avec lesquels nous vivons en paix et souvent même avec lesquels nous avons d'excellentes relations.
>
> Les dirigeants de ces nations font preuve d'une inadmissible légèreté, pour ne pas employer de mot plus fort, en se refusant à mettre un frein aux manifestations de haine de leur presse; ce n'est qu'à ce prix pourtant qu'ils pourraient préserver le monde du malheur d'un nouveau conflit.»

Ces paroles sont demeurées sans écho.

Le journalisme a le devoir d'œuvrer pour une meilleure compréhension entre les peuples. Toute accusation diffamatoire envers les autres peuples et envers leurs chefs, toute déformation de la vérité et tout agissement illégal en la matière sont en contradiction avec ce devoir qui est le sien. Dans les démocraties, où les prises de position des hommes politiques sont mouvantes et où les responsabilités ne sont pas délimitées avec précision, les dangers représentés par un journalisme anonyme sont immenses. Les différents groupes de pression qui, dans ces sociétés, collaborent étroitement avec une presse toute entière soumise à l'argent, peuvent à leur gré porter un homme politique aux nues ou provoquer sa perte s'il fait preuve d'indépendance, quand bien même il serait considéré comme le meilleur artisan de la paix (cf. le cas de Neville Chamberlain).

On a fait croire que le gouvernement du Reich avait des intentions bellicistes et qu'il aspirait à la domination du monde. Ces reproches étaient-ils justifiés? L'arrivée au pouvoir de la NSDAP «signifie la guerre», tel est le cri que l'on a pu entendre de par le monde à une époque où précisément le seul pays à ne pas être prêt pour cette guerre était l'Allemagne. Même lors des procès de Nuremberg, en 1945-1946, le TMI n'a pas pu prouver que Hitler aurait projeté la guerre dès 1933. Un gouvernement qui se trouve dans la situation intérieure et extérieure des nationaux-socialistes dans les années qui ont suivi l'accession au pouvoir, n'est certainement pas en état de projeter des guerres de conquête à long terme. Résoudre dans des temps records le chaos politique, économique, culturel et social serait-il le signe d'une préparation à la guerre? Construit-on des autoroutes et des paquebots dans cette optique? Perfectionne-t-on la technique des armes pour pouvoir commettre des crimes de guerre? Le gouvernement allemand s'est vu imputer de telles accusations. Cela ne vaut d'ailleurs toujours que pour l'Allemagne. Un gouvernement qui ne veille pas au bien-être, à la sécurité et à l'avenir de

son peuple avec un minimum d'esprit pratique, de sens de l'économie et d'efficacité est irresponsable et indigne de ses fonctions, quoi qu'en pensent les autres puissances.

La reprise économique de 1933 peut aussi devenir une «mobilisation industrielle»:

> «L'Allemagne travaillait dans des conditions de mobilisation. Les ouvriers devaient peiner pendant 9 à 10 heures par jour. Les usines étaient organisées en économie de guerre. La consommation civile avait été réduite à un minimum. Pour savoir ce qui devait arriver, il suffisait de se rappeler la première guerre mondiale. Monsieur Bénès avait assuré que l'Allemagne disposait dès le début de l'année 1935 d'une flotte aérienne de 4000 avions, et ce n'était qu'un début.
> Qu'en était-il des autres puissances?
> Il n'y avait pas chez elles la moindre trace de l'amorce même d'une mobilisation. C'était un régime de paix, éclairé et libéral.»[26]

Il serait difficile d'être plus primaire dans sa pensée. Et ce n'est pas quelque quotidien «douteux», mais ce sont des gens qui se disent «historiens» qui se laissent aller à de telles extravagances. L'encouragement à la production agricole et l'institution de fermes héréditaires, ils appellent cela «passer du secteur agricole au stade des préparatifs de guerre», et ils n'en éprouvent aucune gêne.[27] Le Service du travail du Reich (*Reichsarbeitsdienst*) devient un facteur primordial pour le réarmement secret de l'Allemagne; la discipline est entendue comme l'expression d'un esprit de revanche et de militarisme; la centralisation et l'unification des structures politiques, qui étaient alors pratiquées par la plupart des États européens, sont contre l'Allemagne des preuves de la «tyrannie barbare» et des «intentions belliqueuses» de ce pays.

On agite les gens – car c'est bien d'une agitation irresponsable dont il s'agit – en leur parlant de «l'incroyable provocation de la technique allemande à l'encontre du monde libre et civilisé».[28] Selon les communistes, la seconde guerre mondiale aurait même commencé dès 1933, lorsque Hitler s'est emparé du pouvoir en Allemagne.[29]

On s'étonne de la quantité de choses que les agitateurs d'alors et les «historiens» d'aujourd'hui parviennent à mettre sur le compte du réarmement du «fascisme hitlérien». Et il n'y a pas que les communistes. Sous

---

26) L. Schwarzschild, *Von Krieg zu Krieg*, p. 435.
27) O. Winzer, *12 Jahre gegen Faschismus und Krieg*, éd. russe, pp. 51-52.
28) R. Sherwood, *Roosevelt und Hopkins*, p. 114.
29) *Kommunist*, N° 2, février 1957, p. 60.

l'étiquette du réarmement, on entend: la construction de casernes, de terrains d'aviation, de centres d'étude et de recherche, de laboratoires et de bâtiments administratifs, etc.; ce sont là des installations dont disposaient déjà les grandes puissances mais qui manquaient à l'Allemagne, vu qu'elle n'y avait pas «droit»; la construction d'autoroutes, de bateaux à vapeur, les usines nationalisées telles que celles de la Volkswagen ou les Hermann-Göring-Werke (entreprise d'extraction des minerais), sans oublier la production de bottes et de camions;[30] la réorganisation de l'aviation civile, qui avait été négligée sous la République de Weimar. Tous les autres pays, et plus particulièrement l'Angleterre et la France, avaient depuis longtemps déjà consacré toute leur attention à l'aviation civile sans que la «conscience internationale» s'en inquiète. Les sommes d'argent investies dans chacun des pays concernés étaient infiniment plus élevées que celles prévues par Hermann Göring dans les années qui ont suivi l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes.[31]

Sous l'étiquette de réarmement sont également compris: la confection d'uniformes pour la Wehrmacht, pour le Service du travail (*Reichsarbeitsdienst*), pour la SS, la SA, l'organisation Todt et les Jeunesses hitlériennes; la création du front du travail (*Arbeitsfront*) – le livret ouvrier étant synonyme de livret militaire – l'établissement du plan quadriennal, l'appel à la communauté populaire et à la camaraderie, l'éducation sportive et militaire de la jeunesse; tout ce qu'a pu faire Adolf Hitler est en somme compris dans cette rubrique «réarmement».

> «Les mesures prises [par Hitler] en vue d'assainir l'économie, d'accroître la production, d'augmenter le chiffre des exportations, de garantir la production de matières premières, de créer de nouvelles industries ou d'inclure l'agriculture dans un système d'autarcie étaient calculées en fonction de la probabilité d'une guerre.»[32]

Ni la politique culturelle, ni la politique sociale ne sont épargnées. D'après les propres paroles des «historiens» officiels et de la presse d'opinion, elles étaient partie intégrante de l'entreprise de «sabotage délibéré de la paix mondiale» en ce qu'elles avaient pour but de «troubler l'esprit des masses, de les tromper et de les transformer en un instrument docile avec lequel on pouvait faire la guerre et aspirer à la domination du monde». On ne peut que s'étonner du peu de respect que ces hommes éprouvaient pour leurs peuples. Mais il fallait sans doute leur faire avaler de telle couleuvres et

30) Fr. Rück, *1919-1939 Friede ohne Sicherheit*, p. 333.
31) Ch. Bewley, *Hermann Göring*, p. 120.
32) H. Mau et H. Krausnick, *Deutsche Geschichte der jüngsten Vergangenheit 1933-1945*, p. 91.

répandre ainsi la haine pour pouvoir ensuite utiliser à son propre profit un peuple tourmenté.

Une puissance qui, six à sept années durant, réarme avec une telle intensité (dans l'intention d'entreprendre une guerre de conquête) et qui n'a d'autre idée en tête que celle-là, doit avoir mis sur pied un potentiel de guerre gigantesque. Or, il est stupéfiant de constater à quel point les réserves en armes, en munition et en matériel du Reich étaient modiques. (cf. page 255 et suivantes). Ce n'est pas par sa supériorité matérielle que la Wehrmacht a remporté de si éclatantes victoires dans les années 1939-1940, mais par son moral à toute épreuve, par sa stratégie audacieuse, son avance technique et son aptitude à concentrer un maximum de troupes aux emplacements les plus exposés du front.

Plus que tout autre gouvernement, celui d'Adolf Hitler avait des raisons de vouloir créer une puissance militaire allemande, en invoquant des nécessités d'ordre éthique et historique.

> «L'état le plus pacifique ne peut se permettre de descendre au-dessous d'un certain niveau d'armement. Cette limite est atteinte lorsqu'un pays n'est plus en état de se défendre contre une attaque provenant du pays voisin le plus faiblement armé. L'ancien Reich avait été contraint par le traité de Versailles de descendre nettement au-dessous dudit niveau, avec son armée de 100 000 hommes, sans chars, sans artillerie lourde, sans aviation et sans réserve de soldats de classes antérieures. Même la petite Tchécoslovaquie semblait puissamment armée par comparaison à l'Allemagne, sans parler de la Pologne, de la Belgique et de la France. Face à une alliance de ces quatre puissances, le Reich était vaincu au premier coup de feu; il va de soi que je passe ici sur le potentiel de guerre dont disposait l'armée rouge. Les réserves d'armes illégales dont pouvait disposer la République de Weimar étaient négligeables.
>
> Lorsqu'Adolf Hitler a rendu public son projet des 36 divisions, en 1935, on n'a pu se fixer d'autre but que de modifier la situation militaire catastrophique dans laquelle se trouvait l'Allemagne pour lui assurer du moins une certaine capacité défensive.»[33]

Hitler n'a pas amorcé le réarmement pour faire retomber l'économie dans le chaos et le peuple allemand, qui avait retrouvé son unité, dans l'enfer d'une nouvelle guerre. Aucun homme politique ne pouvait se fixer de tels objectifs. Hitler n'a commencé à réarmer que lorsque les puissances alliées ont manqué à leurs promesses de désarmement et qu'elles ont par là même

33) H. Frank, *op. cit.*, p. 240.

souhaité perpétrer une situation dans laquelle l'Allemagne était maintenue en état d'infériorité, lorsqu'elles ont décliné toutes les propositions de désarmement formulées par les différents gouvernements allemands, enfin lorsqu'elles ont elles-mêmes commencé à réarmer, à conclure des alliances, à former des blocs et à se donner des assurances mutuelles. La République de Weimar était constamment sous la menace d'une intervention militaire étrangère. Les incidents de frontière étaient d'ailleurs courants. La France ne s'était résolue qu'à contre-cœur à renoncer à la rive gauche du Rhin. D'autres pays réclamaient des terres allemandes dépassant largement les limites fixées à Versailles: La Tchécoslovaquie revendiquait la région montagneuse de Glatz (Silésie) et la Lusace, la Pologne ne souhaitait rien de moins que l'annexion de la Haute-Silésie et de la Prusse orientale.

La situation ne s'est pas modifiée au profit du Reich après l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir. Ces facteurs expliquent aussi son comportement. D'autre part, on ne trouve aucune trace d'un «militarisme allemand» précurseur des projets d'agression. Si la presse internationale s'est plu trente années durant à déformer les faits avec une monotonie déconcertante et à accuser Hitler d'avoir été l'initiateur du réarmement, ce n'est certainement pas pour servir l'histoire, mais bien plutôt pour protéger les intérêts égoïstes de certaines personnalités au pouvoir. A.J.P. Taylor, historien britannique, a établi avec d'autres experts que «les Français donnèrent le coup d'envoi à la course aux armements».[34)]

La montée de la tension, due aux conceptions que certains États avaient de leur défense nationale, n'a pourtant pas été mise à profit par Hitler pour entreprendre un réarmement excessif. À chaque phase du réarmement allemand, Hitler a formulé de nouvelles propositions et présenté de nouvelles offres basées sur le principe de l'égalité des droits. Le 21 mai 1935, il prononça, dans un discours au Reichstag, ces paroles qui méritent d'entrer dans l'histoire:

> «[Le gouvernement du Reich] se déclare prêt à limiter son armement dans les mêmes proportions que les autres puissances. Le gouvernement allemand a ainsi limité la teneur de ses revendications et montré sa volonté d'éviter toute course aux armements.»

Dans ce monde, les nations faibles n'ont aucun droit à revendiquer, pas même le droit à l'autodétermination, comme le prouve la politique pratiquée à Versailles. Après des années de faiblesse économique, militaire et donc

34) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 77.

politique, l'Allemagne ne pouvait par conséquent que souhaiter un redressement de la situation à son profit. Elle ne pouvait reconquérir son honneur et son égalité parmi les peuples qu'en faisant preuve de courage et d'audace.

> «Toutes les mesures nécessaires à cet effet [de pouvoir reconquérir l'honneur national] ne pouvaient malheureusement être obtenues par voie de tractation. Du reste, l'honneur d'un peuple ne saurait jamais faire l'objet de tractations, ni pour le perdre, ni pour le regagner. On ne peut que, d'une part, le ravir et de l'autre, le reprendre.»[35)]

Nos hommes politiques «pacifistes» ont considéré la signature du «pacte de non-agression et d'amitié» germano-polonais de 1934 comme une «étape décisive vers le déclenchement de la guerre d'agression allemande».[36)]

> «Il était important que Hitler puisse conclure ce pacte pour semer le doute et la confusion chez les partisans de la sécurité collective, pour prouver par là que l'Europe n'avait pas besoin de sécurité collective et que des conventions bilatérales étaient préférables. L'agresseur allemand pouvait ainsi choisir le pays avec lequel il allait signer un traité et qu'il allait ensuite attaquer. ...
>
> De plus en plus audacieux, Hitler entreprit un certain nombre d'actions afin de...»[36)]

On reste sans voix devant le peu d'estime que l'on avait pour le droit à l'autodétermination des peuples et le peu de cas qui était fait de la volonté allemande de coopération internationale et de reconstruction. Une incitation à la guerre? Non, de tels arguments et de tels jugements ne sont que les signes caractéristiques d'une politique de paix. C'est du moins ce que le peuple allemand s'est entendu dire dans les années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale. Hitler n'a recherché l'amitié des pays voisins de l'Est et n'a voulu la concrétiser par un pacte que pour pouvoir préparer sa guerre d'agression. Un regard sur le temps présent nous montre que notre monde moderne, toujours soumis à la propagande, n'est pas en mesure de porter un jugement objectif sur les événements qui se sont déroulés au cours de ces dernières décennies. Ce phénomène est d'autant plus étonnant que cette propagande prend maintenant pour cible d'autres peuples et d'autres «régimes».

---

35) G. Rühle, *op. cit.*, vol. 1937, p. 47: le discours de Hitler au Reichstag, du 30 janvier 1937.
36) *Geschichtsfälscher – Aus Geheimdokumenten über die Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 14.

Nombreux sont les écrivains qui ont décrit sans ambiguïté l'état d'esprit qui régnait alors en Angleterre, en France, en Union soviétique et dans d'autres pays. I.M. Maiskii, ambassadeur soviétique à Londres, écrit:

> «Vansittart, qui occupait à l'époque le poste-clef de sous-secrétaire permanent au ministère des Affaires étrangères, me déclarait lors d'un entretien en 1933:
>
> "Hitler devra vaincre de multiples difficultés et affronter de nombreux ennemis, extérieurs et intérieurs...
>
> Les Français, les Belges, les Tchèques et les Polonais se montrent très méfiants à son égard.
>
> Certaines personnes, dans son entourage, aspirent à de hautes fonctions et il aura fort à faire avec elles...
>
> Il n'est pas exclu qu'un conflit éclate dans les propres rangs du parti national-socialiste, ce qui amènerait inévitablement l'effondrement... Il n'y a qu'à attendre et voir venir"...»[37)]

Hitler ne pouvait avoir élaboré les plans de conquête qui lui sont imputés pour la simple raison qu'il était contraint de compter avec l'hostilité des puissances occidentales, des pays de l'Est européen, du judaïsme international organisé – où il était présent et influent[38)] – et du bolchevisme. La première guerre mondiale aurait suffisamment fourni de matériel pour décrire et illustrer les positions stratégiques de la nation allemande. Il ne pouvait pas non plus rejeter l'éventualité d'accords secrets entre l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, la France et peut-être la Grande-Bretagne et de l'existence d'un front massif dirigé contre l'Allemagne. Face à une telle coalition de forces, aucun gouvernement allemand ne pouvait résister plus de quelques semaines ou quelques mois. Dans l'élaboration de ses projets, Hitler devait

37) I.M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 32.

38) Le *Daily Express* (Londres) du 24 mars 1933 publiait en première page l'article suivant dont les gros titres s'étalaient en première page: «Le peuple israélite du monde entier déclare à l'Allemagne la guerre économique et financière.

Tout Israël s'unit en colère face à l'assaut nazi contre les Juifs en Allemagne....

L'apparition du symbole de la croix gammée de la nouvelle Allemagne a réveillé à une nouvelle vie le vieux symbole de bataille de Juda.

Quatorze millions de Juifs se sont réunis comme un seul homme pour déclarer la guerre à l'Allemagne....

Le gros négociant juif abandonnera sa maison, le banquier sa Bourse, le marchand son magasin et le mendiant sa hutte misérable pour se dresser ensemble et pour combattre dans une guerre sainte contre les gens de Hitler.»

Pierre-Antoine Cousteau in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* p. 117.

Qu'il ait existé ou non, à l'époque, une organisation juive internationale – ce n'était du moins pas une invention allemande – un tel appel à la guerre, motivé par la politique interne d'un peuple étranger, présentait toutes les caractéristiques d'une provocation.

tenir compte de cette possibilité-là, et les documents dont nous disposons à l'heure actuelle montrent que son gouvernement l'a fait.

C'est pure calomnie que de prétendre que Hitler ait voulu attaquer l'Angleterre ou la France, comme de déclarer que l'honneur de ces deux pays ait été blessé par les accords de Munich (septembre 1938) quand quatre hommes d'États souverains les ont signés et les ont complétés même par une déclaration de paix et d'amitié. Il est tout aussi absurde de prêter à Hitler l'intention d'exterminer les Tchèques, les Polonais, les Danois, les Norvégiens, les Roumains, les Hongrois, trente millions de Slaves, ou les Juifs, et qu'il voulait conquérir l'Ukraine ou même le monde entier![39] Ce sont là autant de thèses de propagande qui ont été répandues de par le monde.

De tels projets de conquête ou d'extermination ne sont que de pures inventions.[40] L'histoire montre que Hitler a jusqu'au dernier moment essayé d'établir de bons rapports avec une Pologne forte. À cet égard, les campagnes de propagande menées par le président des États-Unis F.D. Roosevelt ne sont ni plus ni moins que des incitations à la haine et à la guerre. Ce dernier

---

39) L'absurdité d'une telle affirmation ressort clairement lorsque l'on compare la superficie des territoires qui se trouvaient sous la domination des anciens Alliés avec celle de l'Empire allemand. Ces mêmes puissances ne se gênaient d'ailleurs pas pour affirmer, parfois officiellement, leur intention de régir le monde.

Grande-Bretagne : 40 millions de km².
Russie: 19 millions de km².
États-Unis: 9,5 millions de km².
Allemagne: 0,6 millions de km².

Dans l'hebdomadaire londonien *Picture Post* du 19 août 1939, Winston Churchill écrit que l'Angleterre serait sous peu en mesure de mettre sur pied les trois-quarts de la population mondiale contre l'Allemagne.

A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 231.

40) Un autre ouvrage de l'auteur traite de la «solution finale» de la question juive si accablante pour Adolf Hitler et l'Allemagne. Il suffit de dire ici qu'il n'a existé avant la guerre aucun programme d'extermination des Juifs. Les brutalités qui ont été commises pendant la guerre ne peuvent être rattachées à la politique d'avant-guerre. Pour pouvoir porter un jugement réaliste sur la «solution finale», il faut examiner les responsabilités de la guerre, savoir quelles sont les personnes qui ont contribué à son extension et quel en a été l'enjeu, connaître et juger enfin les sept premiers grands crimes de guerre ainsi que beaucoup d'autres de moindre importance, dans une perspective chronologique et en fonction des conditions et de l'atmosphère qui régnaient à l'époque. Ces grands crimes sont les suivants:

1. Le massacre, en septembre 1939, de plus de 20 000 Allemands de Pologne;
2. La déportation et la liquidation partielle de plus d'un million sept cent mille Polonais qui se trouvaient sous domination soviétique, de septembre 1939 à juin 1941. Les sources polonaises parlent de 400 000 personnes tuées par les Soviétiques au cours de cette opération. (Maurice Bardèche, *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*, p. 67);
3. L'assassinat de plus de 10 000 officiers polonais dans la forêt de Katyn, en avril 1940;

considérait que, du fait que son pays se trouvait «menacé» par le Reich (qui projetait, disait-on, même de conquérir des États d'Amérique latine), il devait établir ses frontières sur le Rhin.[41] Des affirmations semblables tiennent plus du conte de fée que de la réalité; malheureusement, c'est avec de tels slogans que les démocraties ont pu mener leur politique belliciste et conduire leurs peuples à la guerre.

Il est difficile par ailleurs de soutenir que l'antisémitisme régnant en Allemagne ait pu justifier la politique belliciste américaine. En effet:

a) Aucun État n'est en droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays,

b) l'antisémitisme était inexistant au Japon, ce qui n'a ni arrêté de semblables politiques bellicistes contre cette nation, ni empêché les deux bombardements atomiques alors que le Japon s'était déjà déclaré prêt à capituler,

c) l'antisémitisme était présent dans d'autres pays sans que cela conduisît

---

4. La guerre de partisans, qui a été préconisée par l'Angleterre en mai 1940 et plus tard par tous les autres Alliés;
5. Les bombardements dirigés contre la population civile, dont les Anglais sont les initiateurs (mai 1940);
6. La déportation, de 1940 à 1941, de 128 000 Baltes et le massacre de plusieurs milliers d'entre eux;
7. La déportation de tous les Allemands de la Volga, soit 600 000 personnes, en été 1941.

Entre temps – à partir de 1940 – Vansittart, premier conseiller du gouvernement britannique, lançait régulièrement ses appels au meurtre et à l'extermination, le plus officiellement du monde.

En 1941, Theodore Nathan Kaufman, président de la Ligue américaine pour la paix, fit paraître, avec l'accord des autorités officielles, un livre dans lequel il appelait au génocide. Cet ouvrage préfigurait le futur «plan Morgenthau», et préconisait ni plus ni moins de stériliser tous les Allemands. Kaufman avait calculé que la population allemande serait ainsi exterminée au bout de deux générations. Dans la succession des événements, la «solution finale» se situe juste après, en automne 1941, alors que l'on connaissait, entre autres, les méthodes soviétiques de conduite de la guerre. Les Alliés n'ont d'ailleurs jamais tenté de justifier ces crimes, ni l'extension du conflit et son caractère inhumain (apparu quelques temps auparavant), la déportation des Allemands des provinces de l'Est et les terribles événements qui s'y sont rattachés, enfin le massacre bestial de centaines de milliers de prisonniers allemands désarmés dans l'Europe de l'Est en se référant à la «solution finale» allemande. Tout comme les premiers crimes de guerre, ceux-ci n'ont pour origine que la haine sans limite que la propagande alliée avait semée dans le cœur des peuples.

Certes, nous devons regretter que des Juifs aient été tués au cours de cette guerre; mais on ne peut nier que cette même période était marquée, du côté allié, par des crimes de guerre abominables, qui ont peu d'égaux dans l'histoire de l'humanité tant par leur nombre et leur perversité que par l'appui officiel qu'ils recevaient, quand ils ne faisaient pas partie d'un plan gouvernemental centralisé. On ne peut condamner l'un sans condamner l'autre. Une étude des causes et des origines de la seconde guerre mondiale est essentielle à la compréhension des événements.

41) Discours annuel prononcé devant le Congrès (parlement), le 4 janvier 1939 (cf. p. 386).

à une déclaration de guerre (Pologne, Union soviétique),

d) les grandes puissances occidentales (l'Angleterre, la France et les États-Unis) ont fortement limité l'immigration, y compris celle de Juifs dans leurs pays et se sont opposées à ce que ces personnes s'insinuent aux postes de commande de leurs sociétés. Ces pays devaient par la suite refuser d'accueillir les réfugiés juifs venant d'Allemagne...[43]

Il est donc peu vraisemblable qu'ils se soient particulièrement offusqués quand un peuple se rebellait et se défendait alors que, réduit à l'impuissance par la défaite, il avait dû accueillir quelque 70 000 Juifs de l'Europe de l'Est[42] et tolérer qu'ils parviennent à des postes-clefs de la société. À présent il se redressait et voulait se défendre contre leur emprise.

Le traité de Versailles a rejeté toutes les culpabilités de guerre sur l'Allemagne, sur ce peuple qui pour la «conscience internationale» est toujours demeuré un peuple de «criminels». En 1914-1918, il «avait aspiré à la conquête de l'Europe», on allait maintenant l'accuser d'avoir voulu cette fois-ci «dominer le monde». Ironie du sort, ce sont précisément les nations qui ont reproché avec le plus de vigueur à l'Allemagne d'avoir souhaité régir le monde (les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique) qui eux-mêmes aspiraient à cette domination ou qui, tout du moins, se voulaient être les policiers du monde. Les preuves?

Pour l'Union soviétique:

La doctrine internationaliste communiste, qui a toujours été (y compris dans les années 1939-1941) et reste encore [1964] le fondement de la politique étrangère soviétique.

Pour la Grande-Bretagne:

Peu de temps avant d'être nommé Premier ministre, Winston Churchill écrivait à F.D. Roosevelt:

> «Si j'étais Premier ministre, nous pourrions mener le monde.»[44]

Pour les États-Unis:

Le discours de F.D. Roosevelt, prononcé le 21 octobre 1944:

> «Nous devons jouer un rôle primordial dans la communauté des nations.»[45]

---

42) K. Ploetz, *Auszug aus der Geschichte*, 1939, p. 655.
43) J.G. Burg, *Schuld und Schicksal*, p. 66 *seq.*
44) C. Tansill, *op. cit.*, p. 588.
45) S.J. Rosenman, *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt*, vol. 1944-1945, p. 349.

Cette attitude se retrouve bien avant la guerre (cf. le chapitre consacré à la politique étrangère des États-Unis).

Le peuple allemand et son gouvernement n'ont pas été plus bellicistes que les autres nations. Ils ont employé les mêmes méthodes que leurs adversaires. Si l'on entend condamner la manière dont la guerre a été conduite, il faut s'en prendre à tous les gouvernements responsables. Cela vaut de même pour la politique d'avant-guerre. On ne peut de bon droit condamner les méthodes des uns et admettre celles des autres, pour en banaliser les abominations. Et si l'on tente de parvenir à une appréciation équitable on ne peut esquiver la question suivante: quel pays s'apprêtait en 1939 à renoncer à ses provinces, aux terres habitées par son peuple, afin de sauvegarder la paix? La juste réponse élucide les choses, car c'est l'Allemagne qui peut dire qu'elle avait fait d'importantes concessions territoriales pour éviter un nouveau conflit. Adolf Hitler avait solennellement renoncé à plusieurs provinces allemandes détachées du Reich à la suite du «traité» de Versailles: la Prusse occidentale (Posen), le Tyrol du sud, l'Alsace-Lorraine, Eupen-Malmedy, la partie nord du Schleswig et les colonies allemandes.

La propagande, dirigée par les gouvernements avec l'appui de la presse a constitué un facteur décisif du déclenchement de la seconde guerre mondiale dans la mesure où elle a semé la peur et, par suite, la haine parmi les peuples. Ce sentiment d'insécurité générale s'est traduit dans la pratique par toute une série de mesures économiques et militaires prises pour «garantir l'intégrité du territoire national» de chacun. La conséquence en a été que les peuples furent préparés à la guerre par une chaîne de réactions psychologiques savamment dosées par les vainqueurs de Versailles et par l'Union soviétique. À partir du moment où ils ont pu créer chez les peuples un sentiment d'insécurité et de malaise en les tenant constamment en haleine par des nouvelles alarmantes, la moindre étincelle pouvait suffire pour faire éclater un nouveau conflit. Là réside également le danger d'une troisième guerre mondiale.

Les peuples ne peuvent plus se permettre de fonder leurs relations réciproques sur une propagande mesquine, qui serait la base même de la morale et du droit internationaux. Ils ont le droit d'exiger que soient respectées la justice et l'objectivité, notamment en ce qui concerne le passé, car l'histoire est le fondement de toute politique, elle détermine à la fois le présent et l'avenir.

Winston Churchill et la «philosophie sanguinaire»

Dans les années qui ont suivi la première guerre mondiale, Winston Churchill est apparu comme le reflet même de l'opinion publique britannique. Cette image s'est encore précisée au fil des années. Or l'Empire britannique était étroitement lié à chacune des puissances signataires de Versailles. En 1934, Churchill avait déjà une brillante carrière politique derrière lui. Il avait été plusieurs fois ministre et, de 1924 à 1929, il avait occupé le plus haut poste de la hiérarchie ministérielle, celui de Chancelier de l'échiquier.[1)] Durant toutes ces années, il s'était acquis de solides appuis et il avait le soutien d'un bon nombre de personnalités diverses qui partageaient ses vues, tant dans les partis politiques que dans le gouvernement britannique, ainsi que dans l'entourage influent du Président Roosevelt. Dans les années trente et jusqu'à la guerre, Churchill rédigeait régulièrement:

> «tous les quinze jours un éditorial rempli d'exhortations et de protestations pour l'*Evening Standard* de Lord Beaverbrook, qui par la suite était diffusé par les soins du syndicat international de Beaverbrook à tous les journaux de province, ainsi qu'en Europe et en Amérique. Churchill était certainement l'un des éditorialistes les plus lus et les mieux payés du monde entier.»[2)]

Ses arguments, que ses propres amis politiques dans le parti des «Tories» (Conservateurs), qualifiaient d'irresponsables,[2)] étaient un modèle du genre. Ils ont été repris par la suite dans les articles des journalistes et des hommes politiques de son bord et dans la propagande de guerre (qui était placée sous sa responsabilité). Après 1945, les «historiens» assermentés les ont enfin livrés à la postérité. À travers lui, l'ordre des choses se trouvait, au besoin, tout simplement renversé; ce qui était blanc devenait noir, et inversement. Il était essentiel et de provoquer une agitation permanente et de maintenir la haine à l'état d'ébullition au service d'intérêts personnels. Churchill était passé maître en la matière.

> «Sans Hitler et le contexte des événements qui poussaient ce dernier à agir, Churchill n'aurait peut-être plus jamais occupé de fonctions ministérielles.»[3)]

---

1) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler ?* éd. russe, p. 49.
2) E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, pp.155, 156.
3) *ibid.*, p. 146.

Ses innombrables et grotesques prises de position cherchent en vain leur semblable dans l'histoire par leur caractère déshonorant et grossier. Churchill «n'a tenté de soulever l'Angleterre contre l'Allemagne nazie que pour satisfaire son ambition politique».[4] Elles dévalorisent ses conceptions en d'autres matières (qui étaient d'ailleurs changeantes, extrêmes et contradictoires). Qui peut encore prendre au sérieux ces paroles que Churchill prononçait en novembre 1933 devant la Chambre des Communes?

> «Nous voyons la jeunesse allemande soumise à une philosophie sanguinaire, sans parallèle dans l'histoire depuis les âges barbares. Nous voyons toutes ces forces en action et nous devons nous souvenir que c'est cette même et puissante Allemagne qui combattit le monde entier et fut près de le vaincre.»[5]

En parlant ainsi, ce n'était pas la vérité ou une recherche de la vérité qui constituait le critère de son jugement, mais uniquement sa «loi», la «loi de la politique étrangère britannique».[6] D'après cette «loi» – qui ne connaissait à son tour qu'un seul «droit», les intérêts de l'Empire britannique – la plus insigne des calomnies, l'article de presse le plus haineux, toutes les mesures possibles et imaginables en faveur de la guerre étaient autorisées. Il va de soi que l'Allemagne, qui se ressentait encore du dur choc de Versailles, ne pouvait répondre que par une prise de conscience collective des attaques de l'«opinion publique» en Grande-Bretagne et dans d'autres pays. Conformément à sa politique anti-allemande antérieure, Churchill a «dédommagé» Staline après la guerre en lui cédant des provinces allemandes. À cette occasion, il devait lui déclarer:

> «Je considère cette lutte [1939-1945] contre l'agression allemande comme une guerre de trente ans qui aurait débuté en 1914.»[7]

Il ne faisait aucune distinction entre l'Empire allemand, la République de Weimar et le national-socialisme. Il lui importait peu qu'il s'agît d'Allemands, de Polonais, de Français, d'Espagnols ou d'autres peuples, seule lui importait la puissance et il a été assez sot pour l'écrire noir sur blanc dans ses mémoires et livrer ainsi sa véritable pensée à la postérité. Il

4) *ibid.*, p. 145.
5) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 87.
6) cf. le chapitre du présent ouvrage qui traite plus particulièrement de cette question.
7) «Correspondance entre le Président du Conseil des ministres de l'URSS, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la grande guerre patriotique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 204: lettre de Churchill à Staline en date du 27 février 1944.

était l'un des Trois Grands en 1945. Il faut toujours considérer ses déclarations contre l'Allemagne et le national-socialisme à la lumière de cette constatation et à la lumière de la politique étrangère britannique.

Même en 1934, Churchill considérait encore que le «traité» de Versailles était «juste» et que la culpabilité allemande dans la première guerre mondiale était établie, bien que la recherche historique fût entre-temps parvenue à des conclusions nettement plus nuancées.[8] Peu de temps après la conclusion de ce «traité», Churchill avait déclaré:

> «Nous devons redouter non pas la force de l'Allemagne, mais sa faiblesse.»[9]

Peu lui importait la force ou la faiblesse de l'Allemagne. Winston Churchill polémiquait inlassablement et semait la peur. Il s'est toutefois gardé de rappeler qu'il avait volontairement provoqué cette faiblesse à cette époque. Pour donner des chiffres concrets: 800 000 personnes étaient mortes de faim à cause du blocus alimentaire britannique qui s'étendait jusqu'à la Mer baltique et que l'on a poursuivi après l'armistice.[10] Le 3 mars 1919, il vanta l'ingéniosité de ce blocus devant la Chambre des Communes dans les termes suivants:

> «Nous disposons ainsi de tous les moyens de pression et nous pouvons les utiliser à chaque instant. Nous devons poursuivre le blocus avec plus de vigilance encore ... L'Allemagne est au bord de la famine ... Le moment des négociations est venu.»[11]

Il ne lui suffisait pas de vaincre la monarchie, le «militarisme» et l'«État policier» en Allemagne. Il fallait encore humilier les partis de Weimar et les mener au bord de la catastrophe. Que lui importait que ses arguments parussent invraisemblables? Churchill entendait prouver son «patriotisme britannique» en semant la terreur et la haine, un moyen pour le moins étrange de favoriser la paix entre les peuples. Dans la mesure où il s'était mis en devoir d'insister sur le «danger allemand» et sur l'existence d'un «état de guerre» de fait («Je considère cette lutte contre l'agression allemande comme une guerre de trente ans qui aurait débuté en 1914»), où il oscillait entre une admiration et un dédain extrêmes du fascisme, il lui

8) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* p. 21.
9) F. Rück, *1919-1939 Friede ohne Sicherheit*, p. 38.
10) H. Lutz, *op. cit.*, pp. 82, 259, 260.
11) H. Herda, *Die Schuld der Anderen*, p. 173.

fallait, pensait-il, faire jouer à l'Angleterre le rôle de chien de garde des prescriptions de Versailles et de moralisateur pour l'humanité dans la société des États européens souverains. Dans les rangs de son propre parti, il passait pour «un politicien belliciste».

> «Dans le monde entier, Churchill était considéré comme le bellicisme incarné.»[12)]

Au cours de la première guerre mondiale, Winston Churchill avait appris comment on sème la terreur entre les peuples et par quel moyen on les pousse ensuite à la guerre (dès cette époque, il s'y entendait fort bien). C'est ce politique «libéral» qui déclarait:

> «Semer la panique sans raison, en politique, c'est conduire deux nations à se haïr, sans qu'il n'y ait, pour autant, aucune cause véritable.»[13)]

Durant toute sa vie, ou du moins jusqu'en 1945, Churchill n'a fait que semer la haine entre deux nations, délibérément et sans motif.

Churchill était de ceux qui, en Angleterre, ont loué Mussolini et le fascisme à une époque où Hitler était encore très réservé à l'encontre du fascisme.[14)] La considération dont Churchill jouit encore dans les pays anglo-saxons, malgré ses éternelles incitations à la haine, malgré ses attitudes contradictoires et son absence de tout principe, montre que ces peuples n'ont pas encore compris les événements qui ont secoué l'Europe au cours de ces dernières décennies.

Churchill, l'«homme politique conservateur» britannique qui déclarait fièrement avoir passé les trois quarts de sa vie à combattre et à préparer la guerre contre l'Allemagne[15)], qui pensait que la seconde guerre mondiale n'était que le prolongement de «la guerre de Trente ans contre l'agression allemande qui avait commencé en 1914», aimait à dire d'autres fois qu'elle avait été «une guerre inutile». En 1935, il prononçait les paroles suivantes:

> «Dans les 15 ans qui ont suivi cette résolution [de ce peintre en bâtiment de regagner les territoires perdus par son pays à la suite du traité de Versailles], il est parvenu à faire de l'Allemagne la première puissance européenne. Non seulement il a rétabli la position de son pays, mais il a aussi renversé les données de la Grande Guerre... Les

---

12) Viscount Templewood (S. Hoare), *Nine Troubled Years* p. 386.
13) A. Wedemeyer, *Wedemeyer Reports!* p. 13.
14) E. Hughes, *op.cit.* p. 119.
15) *Nation Europa*, 1957/11, p. 50.

vaincus sont en passe de devenir les vainqueurs, et inversement...On peut penser ce que l'on veut de ces succès, ils sont certainement parmi les plus étonnants dans l'histoire du monde.»[16)]

Churchill en novembre 1935:

«Durant les terribles bouleversements qui se déroulèrent en Europe, le caporal Hitler a mené son combat, long et difficile, pour conquérir le cœur des hommes.

On ne peut lire qu'avec admiration l'histoire de ce combat pour le courage, la persévérance et la force vitale dont il a fait preuve, qui l'ont incité à défier, se concilier ou bien surmonter toutes les autorités ou résistances qui se sont opposées à lui. Par son ardeur politique et son amour de la patrie, il a prouvé, et avec lui les légions sans cesse grandissantes de ceux qui se sont joints à lui, que rien n'était impossible, que tout pouvait être tenté et qu'ils étaient prêts aussi bien à y laisser leur vie, leur santé et leur liberté qu'à perdre leurs ennemis.»[17)]

Churchill était d'avis que les Alliés, la Grande-Bretagne et la France, étaient responsables des succès de Hitler.

«C'est un des miracles de l'histoire mondiale qu'il ait pu ainsi retourner les propres armes de l'adversaire contre ces vainqueurs suffisants, incapables, à moitié aveugles, et ce miracle est intimement lié au dévouement et aux manifestations de force vitale d'un seul homme.

Ceux qui ont rencontré Hitler en public, pour affaires ou bien en société ont apprécié en lui l'administrateur hautement compétent, calme et bien informé, et un homme aimable et souriant. Peu d'entre eux sont restés insensibles à un certain magnétisme.

Cette impression n'est due ni à l'éclat, ni à l'éblouissement de sa puissance. Il est apparu ainsi à ses collaborateurs à chaque phase du combat, même aux heures les plus tragiques ...

On peut ne pas aimer le système de Hitler et admirer cependant l'œuvre patriotique qu'il a accomplie. Si jamais notre peuple connaissait la défaite, j'espère que nous trouverions un champion aussi admirable que lui, pour nous rendre notre courage et nous conduire de nouveau à la place qui nous revient dans le concert des nations.»[18)]

Churchill, le 4 octobre 1938:

---

16) E. Hughes, *op. cit.*, pp. 140-141.
17) W. Churchill, «The Truth about Hitler» in *Strand Magazine,* novembre 1935, cité par H. Sündermann, *Alter Feind was nun?* p. 70.
18) E. Hughes, *op. cit.*, p. 144 et L.P. Lochner, *Die Mächtigen und der Tyrann*, p. 214.

«Nos dirigeants ont besoin d'un peu de l'esprit de ce jeune caporal qui, lorsque tout n'était que ruines, lorsque l'Allemagne semblait plongée dans le chaos pour l'éternité, n'a pas hésité à affronter la gigantesque coalition des nations victorieuses contre lesquelles il a retourné leurs propres armes, de manière si décisive.»[19)]

L'homme qui:

«avait fait un éloge du Führer allemand tel qu'aucun homme politique étranger n'en avait jamais reçu d'un Anglais,»[20)]

pouvait, en contradiction complète avec sa connaissance du sujet, le dépeindre aussi avec les couleurs les plus noires. La veille de la conférence de Munich, il déclarait, dans un entretien privé, au comte Raczynski, ambassadeur polonais à Londres, que:

«le seul espoir résidait dans la fermeté, le cas échéant dans la guerre, et que si Chamberlain s'avisait de s'engager à nouveau dans l'une de ses peu glorieuses opérations de retraite, il lui en ferait voir.»[21)]

Après ladite conférence, il prononça le commentaire suivant devant la Chambre des Communes, le 5 octobre 1938:

«Nous avons subi une défaite totale, que rien ne vient racheter. L'Angleterre et la France se trouvent confrontées à une situation catastrophique.

Toute la politique d'alliance avec les pays d'Europe centrale, sur laquelle reposait le système de sécurité français, se trouve brisée, réduite à néant...

La route qui va de la vallée du Danube à la Mer Noire est libre, la voie qui conduit à la Turquie est ouverte...

Jamais il ne pourra exister de sentiments d'amitié entre la démocratie britannique et la puissance nazie, puissance qui repousse avec mépris les principes de la morale chrétienne, qui exploite un paganisme barbare pour s'encourager dans sa marche en avant, qui vante l'esprit d'agression et de violence, qui tire sa force de la persécution et y prend un plaisir pervers, et enfin qui utilise avec une impitoyable brutalité, comme nous l'avons vu, la menace du meurtre et de la violence pour parvenir à ses fins...»[22)]

---

19) E. Hughes, *op.cit.*, p. 167 et H. Laternser, *Nürnberg – Plädoyer vor dem IMT 1946*, p. 36.
20) P. H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 35. Déclaration du célèbre journaliste anglo-américain, Francis Neilson.
21) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 8.
22) W. Churchill, *Ins Gefecht*, *Reden 1938-1940* («Discours»), pp. 81-84.

Et c'est là le commentaire sur une conférence au cours de laquelle, pour la première fois depuis 1919, le droit à l'autodétermination était reconnu pour des Allemands, réglant ainsi pacifiquement le sort de quelque 3,5 millions de Sudètes allemands. Pour en rester au thème de la conférence de Munich, une lettre de Lord Halifax, ministre britannique des Affaires étrangères au président Roosevelt, datée du 25 janvier 1939, montre l'honneur, la sagesse, la sincérité et l'esprit européen de communauté avec lesquels on travaillait à la paix outre-manche:

> «Hitler gronde contre les accords de Munich, qui rendent impossible pour lui toute guerre localisée contre la Tchécoslovaquie et qui montrent la volonté de paix des masses allemandes, en dépit de toutes les manœuvres d'incitation à la guerre du parti nazi. Il se sent personnellement humilié par ces manifestations [de paix]. Il considère la Grande-Bretagne comme la première responsable de cette humiliation et c'est donc principalement vers elle que se dirige sa colère, cette Angleterre qui fait obstacle à ses projets ambitieux. Au cas où l'Allemagne chercherait querelle à la Hollande...»[23)]

Le 7 septembre 1938, Churchill[24)] avait déclaré au *Times* que la cession du territoire allemand des Sudètes était le meilleur moyen de se sortir de la situation. Le 16 octobre 1938, soit dix-huit jours après la conférence de Munich, qui comblait ses vœux, il déclarait au peuple américain, dans un discours radiodiffusé:

> «[La République tchécoslovaque] était un modèle d'État démocratique en Europe centrale, c'était le pays dans lequel les minorités étaient mieux traitées que partout ailleurs. Nous l'avons abandonnée, elle a été démantelée, détruite, avalée; elle est maintenant digérée...»

Après avoir évoqué que le dictateur devait faire répandre le sang à des intervalles de plus en plus brefs pour satisfaire la meute des gens de son parti et qu'il était contraint de leur donner un terrain de chasse s'il ne voulait pas lui-même être dévoré, il enchaînait:

> «Est-ce un appel à la guerre? Quelqu'un prétendra-t-il que le fait de se préparer à résister à une guerre d'agression soit un signe des préparatifs d'un déclenchement de guerre? J'affirme que c'est là notre seule garan-

---

23) C. Tansill, *op. cit.*, p. 448.
24) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I «D'une guerre à l'autre», p. 303.

tie de paix. Il nous faut vite réunir des forces pour pouvoir résister à une agression à la fois militaire et morale.»[25]

De telles déclarations allaient peser très lourd sur les relations internationales. Nos «historiens» d'aujourd'hui doivent regretter de ne pouvoir produire de semblables déclarations émanant d'Adolf Hitler.

Ils doivent également regretter qu'un nombre impressionnant d'étrangers de renom aient prononcé des jugements à l'égard de Hitler et du national-socialisme qui étaient non seulement positifs, mais qui dénotaient aussi une certaine admiration: Lloyd George, qui avait «obtenu» dans les années 1918-1919 «ce que nous voulions», c'est à dire «battre presque à mort l'un de nos principaux adversaires économiques»[26], disait à sa fille, qui le saluait par plaisanterie d'un «Heil Hitler!» à son retour d'Allemagne en 1936:

> «Oui, Heil Hitler! je le dis aussi, car c'est vraiment un grand homme.[27]
>
> Je n'ai jamais rencontré de peuple plus heureux que le peuple allemand, et Hitler est l'un des plus grands hommes que j'aie jamais rencontrés.»[28]

À l'occasion de ce retour d'Allemagne de l'ancien Premier ministre, le *Daily Express* publiait un long article, le 17 septembre 1936, intitulé «J'ai parlé avec Hitler», où il disait notamment:

> «C'est à juste titre qu'il [Hitler] a déclaré à Nuremberg qu'en quatre ans son mouvement a construit une nouvelle Allemagne. Ce n'est pas l'Allemagne des dix premières années d'après-guerre, abattue, déprimée et accablée de tristesse et d'impuissance. Elle est maintenant pleine d'espoir et de foi, résolue à vivre sa propre vie sans permettre aux puissances étrangères de s'en mêler.
>
> Pour la première fois depuis la guerre, il y règne un sentiment de paix et de sécurité. Les gens sont gais. Une atmosphère de joie et de bonheur règne dans tout le pays. L'Allemagne est beaucoup plus heureuse. J'ai découvert partout cette ambiance, et les Anglais que j'ai rencontrés, qui connaissent bien le pays, m'ont déclaré avoir été très impressionnés par ce changement. Ce miracle est l'œuvre d'un seul homme....
>
> C'est cela l'état d'esprit de la jeunesse allemande. Elle croit au mouvement et à son chef avec une ardeur quasi religieuse.

25) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, pp. 86, 88, 92.
26) Hans Grimm, *Warum – Woher – Aber Wohin?* pp. 583-584.
27) K. Hierl, *Im Dienst für Deutschland*, p. 163.
28) H. Grimm cite, dans *Nation Europa* (1958/2, p. 68), le général britannique Fuller.

> C'est ce que j'ai remarqué de plus impressionnant lors de mon bref séjour dans la nouvelle Allemagne. Il y règne une atmosphère de renouveau qui a été particulièrement utile pour l'unité de la nation.
>
> Catholiques et protestants, Prussiens et Bavarois, patrons et ouvriers, riches et pauvres ont été unis en un seul peuple. Les considérations de confession, d'origine et de classe sociale ne peuvent plus diviser la nation. Une passion, un feu sacré, une ferme volonté d'union sont nés de la dure nécessité....»[29)]

Lors de la conférence de Téhéran, en novembre 1943, alors que la guerre germano-soviétique battait son plein, Staline

> «soulignait que seul un homme très capable aurait pu réaliser ce qu'avait fait Hitler en unissant le peuple allemand.»[30)]

Theodor Heuß, futur président de la République fédérale d'Allemagne, en 1932:

> «On ne peut qu'admirer la persévérance de cet homme [Hitler] qui, dès sa sortie de prison a entrepris de reconstruire [son mouvement] alors mis en pièces avec soin et ténacité, compréhension et précision.[31)]
>
> On ne rendrait pas justice à Hitler si l'on ne voyait en lui que le grand organisateur infatigable. C'est lui qui a créé l'âme du mouvement et qui a inspiré un dévouement, un enthousiasme prêts à tous les sacrifices.»[32)]

Le vicomte Rothermere (directeur de l'agence de presse du ministère de l'Information britannique jusqu'en 1939, député, l'un des magnats de la presse, membre du conseil d'administration de l'agence Reuter après 1945), qui n'avait certainement pas intérêt à porter un jugement positif sur Hitler, d'autant que cela ne pouvait que lui nuire, disait pourtant, après avoir souligné la volonté de paix du chancelier:

> «Beaucoup de gens en Angleterre considèrent Hitler comme une sorte d'ogre. J'aimerais ici le décrire tel que je l'ai rencontré. Il respire la camaraderie; il est droit, naturel et visiblement sincère. C'est une erreur que de dire qu'il parle aux gens comme s'il s'exprimait à une réunion publique.
>
> Il est extrêmement intelligent. Je n'ai rencontré jusqu'à présent que deux personnes qui aient mérité cette qualification: Lord Northcliffe et

---

29) P.H. Nicoll, *op. cit.*, pp. 74 et 77. L'article y est intégralement reproduit.
30) R. Sherwood, *op. cit.*, p. 639.
31) Th. Heuß, *op. cit.*, p. 5.
32) *ibid.*, p. 119.

Lloyd George. Lorsque l'on pose une question à Hitler, il donne aussitôt une réponse excellente, tout à fait claire. Pour des affaires vraiment sérieuses, j'aurais plus confiance en sa parole qu'en celle de tout autre être humain de nos jours. Il pense que l'Allemagne doit remplir une mission divine et que c'est au peuple allemand qu'il échoit de sauver l'Europe des assauts révolutionnaires du communisme. Il a un sens aigu du caractère sacré de la famille, contrairement aux communistes, les pires ennemis de celle-ci; il a interdit en Allemagne la parution de livres obscènes et la représentation de pièces de théâtre et de films indécents; il a épuré la vie morale de la nation.

Il y a un an et demi, je me trouvais avec Hitler lorsqu'il a prononcé la phrase: "Dans certains milieux, en Angleterre, on parle de moi comme d'un aventurier. Je dis que ce sont des aventuriers qui ont construit l'Empire britannique."

Il est d'une extrême politesse et séduit, par son sourire désarmant, tous ceux qui l'approchent, les hommes comme les femmes. C'est un homme d'une rare culture, qui a des connaissances approfondies dans le domaine de la musique, de la peinture et de l'architecture.

Beaucoup ont du mal à s'imaginer qu'un homme cultivé puisse être décidé lorsqu'il s'agit de passer aux actes...

Si l'on organisait un référendum pour demander quel est le plus grand homme politique que la Grande-Bretagne ait produit jusqu'ici, le nom de Cromwell recueillerait certainement la majorité des suffrages. Mais Cromwell était un homme de la plus grande détermination, et aux méthodes impitoyables.»[33)]

Le quotidien populaire britannique *Daily Mail* écrit, le 20 mai 1938:

«Par sa politique, Hitler compte atteindre ses objectifs sans verser de sang. Il est parvenu au pouvoir avec un minimum de pertes en vies humaines dans un pays qui compte 68 millions d'habitants. L'Autriche a été rattachée à l'Allemagne sans qu'on tire un seul coup de feu.

Les troubles qui ont secoué la Palestine au cours de ces cinq dernières années ont coûté plus de morts que n'en a causé le régime hitlérien en Allemagne et en Autriche depuis son arrivée au pouvoir.» [33)]

Un parti doté d'une philosophie sanguinaire qui rappelle l'époque des barbares ne parvient pas à conquérir l'âme d'un peuple de 80 millions de personnes, durement éprouvées par la misère et qui ont appris à se méfier. Il n'est pas en état non plus de remporter des victoires matérielles et spirituelles sur un appareil du pouvoir perfectionné, sur les organisations nombreuses

33) V. Rothermere, *Warnings and Predictions*, pp. 135-137.

et disciplinées de la classe ouvrière, de la bourgeoisie, de la presse, sur les dirigeants de partis, sur l'idéologie dominante et sur les multiples influences étrangères; un tel parti ne peut arriver au pouvoir en dépit de dix années de répression, de diffamation, de discrimination économique, de misère, seul, sans appuis, sans amis et sans protecteurs.

> «Ce serait une erreur que de pousser plus loin son imagination de ce côté-là [le financement de Hitler par la grande industrie] en oubliant que la grande force de la NSDAP résidait dans son auto-financement par ses membres et dans sa capacité à financer les réunions publiques grâce à un droit d'entrée prélevé sur les participants.
>
> [Cet auto-financement] n'est pas une simple performance économique, il montre que le parti s'appuyait sur l'idéalisme et le dévouement de milliers de personnes.»[34)]

Celui qui adhérait à la NSDAP avant 1933 devait être prêt à tous les sacrifices et pas seulement à des sacrifices d'ordre matériel. Il mettait en jeu sa situation et sa liberté, il y laissait même une partie de la maigre allocation au chômage qu'il pouvait éventuellement toucher. Il mettait volontairement sa santé, sa vie et le sort de sa famille au service du mouvement. Il acceptait tous ces sacrifices, car son espoir d'une Allemagne unie, digne, avec justice sociale et sans lutte de classes était plus fort que les injustices qu'il endurait.

> «L'éthique du mouvement national-socialiste, et c'est sans doute là sa plus grande force spirituelle, avait vaincu les conflits de classes, de profession et d'éducation plus efficacement que la majorité des autres partis.»[35)]

Sans doute, certains étrangers et les meneurs de l'opinion publique de l'époque ont eu du mal à comprendre que des centaines de milliers – et même des millions – de personnes aient pu travailler côte à côte et unir leurs efforts pour le renouveau de l'Allemagne sans recevoir aucun salaire, qu'ils aient payé eux-mêmes leurs uniformes, leurs frais de transport et toutes les dépenses secondaires, année après année, à une époque de crise économique et de chômage; pourtant, il en fut ainsi. Aucun parti en Allemagne ou à l'étranger n'a jamais connu un tel dévouement de la part de ses membres. Tout cela pour une «philosophie sanguinaire»?

---

34) Th. Heuß, *op. cit.*, p. 123.
35) *ibid.*, p. 58.

«Je constate avec étonnement et admiration qu'il [Hitler] est pratiquement le premier à avoir attiré à lui les hommes en masse, sans contrainte ni appât du gain, pour le suivre de leur propre gré.»[36)]

La prise du pouvoir par Hitler s'est déroulée sans effusion de sang et dans la plus parfaite discipline, ce à quoi aucune révolution n'était jamais parvenue jusqu'alors. Dès le 5 mars 1933, le peuple a eu la possibilité de se prononcer sur les événements récents lors des élections communales, départementales et nationales.

Il faut ici considérer en toute objectivité les paroles d'un démocrate de grand renom, Friedrich Naumann (1860-1919):

«Il est vain de vouloir juger la pensée révolutionnaire d'après des critères moraux. Les constructions politiques dans lesquelles nous vivons ne sont pas nées des prescriptions du catéchisme. Le présent repose sur les actes de violence du passé. Aucune puissance ne s'est jamais établie durablement sans effusion de sang.»[37)]

Plus de quarante ans plus tard, le 24 avril 1961, un président américain, John F. Kennedy en arrive à des conclusions semblables à celles qui avaient été formulées par ce Berlinois juste après la première guerre mondiale:

«Les gens dissolus, suffisants et avides de tous les plaisirs, avec leur société molle, souffrent d'une lassitude qui les prédispose à être balayés par l'histoire. Seul l'homme fort, laborieux, résolu, prévoyant, qui reconnaît la nature de notre conflit pourra survivre.»[38)]

Joachim von Ribbentrop, ambassadeur d'Allemagne à Londres, puis ministre des Affaires étrangères, constatait à juste titre, dans une lettre à Lord Allen Hurtwood, en 1935:

«Je ne pense pas me tromper en prédisant que l'histoire considérera la lutte nationale-socialiste pour le pouvoir comme le modèle même d'une révolution, telle que seule une nation dotée d'un niveau culturel élevé peut en accomplir.» [39)]

Le monde ne semblait pas avoir remarqué la suppression de la misère en

---

36) Hans Grimm, *Von der bürgerlichen Ehre und bürgerlichen Notwendigkeit*, p. 17.
37) F. Lenz, *Zauber um Dr. Schacht*, p. 17.
38) *Nation Europa*, 1961/6 p. 40.
39) G. Rühle, *Das Dritte Reich*, vol. 1935, p. 327.

Allemagne, ni le retour à l'unité; peu lui importait. Ce redressement allemand contrecarrait ses projets: on risquait de voir se compromettre un ordre européen inique. Dès lors, on allait lancer une campagne de propagande internationale pour condamner la manière dont l'Allemagne s'était sortie de la misère, la manière dont elle envisageait son propre avenir, et pour qualifier le national-socialisme de «philosophie sanguinaire lui rappelant l'époque des barbares». Au reste, il importait peu à ce monde-là si on mettait ainsi en danger la vie des peuples. Cette propagande de la haine allait si loin que même en temps de paix, l'Allemand était représenté aux étrangers non pas seulement comme un homme de seconde zone (il ne méritait même pas la qualification d'homme), mais comme un barbare qui ne pouvait apporter que le malheur et qui aspirait à la domination du monde. Un peuple à peine sorti de la misère, écrivant encore l'histoire de sa révolution, n'a-t-il rien d'autre en tête? N'est-ce pas un appel à la guerre pure et simple que de répandre à travers le monde de tels jugements de valeur insensés et de tels slogans?

À l'exposé de ces contradictions et des arguments primaires avancés à l'époque, même par d'éminents hommes politiques, on peut lire la méconnaissance et le refus de la réalité. Cette méconnaissance et ce refus ont caractérisé bien avant 1933 ces chefs de «l'opinion publique», qui ont ensuite formé les esprits. Mais c'est avec plus de suffisance encore qu'ils ont imposé aux peuples, après 1945, une image défigurée de l'histoire.

À la lumière des événements marquants de la seconde guerre mondiale et de la situation politique inquiétante dans laquelle se trouve le monde actuel, ces hommes politiques et ces journalistes qui, des années durant, ont semé la haine par leurs campagnes de propagande grotesque, ont toutes les raisons de reconsidérer leurs actes avec l'objectivité nécessaire. Ils doivent se demander dans quelle mesure ils ont eux-mêmes contribué à aggraver la tension internationale de l'époque en répandant, par négligence ou délibérément, des affirmations mensongères, en les couvrant de leur autorité et en préconisant à la légère en matière de politique étrangère une orientation qui a pu être utile à leur carrière personnelle, mais qui fut préjudiciable à la destinée des peuples. Par leur propagande, ils ont exploité l'antipathie, l'envie, et tous les complexes d'infériorité, mais ce faisant, ils ont créé un état de choses dans lequel l'objectivité et le réalisme n'avaient pas de place. Ils se sont adjugé toutes les qualités imaginables et toutes les vertus, mais se sont refusés à admettre celles de leurs adversaires. Par là même, ils ont perdu tout droit de s'indigner des «méthodes» de Hitler. Non seulement se sont-ils employés à entretenir en Europe un état d'injustice, mais ils ont aussi tenté à l'infini et par tous les moyens de maintenir l'Allemagne en

position d'infériorité.

À cet égard, les diffamateurs du peuple et du Reich allemands n'ont fait aucune différence entre la monarchie prussienne, la République de Weimar et le Troisième Reich. Le contenu et la forme des pamphlets anti-allemands utilisés contre Hitler étaient sensiblement les mêmes que ceux qui avaient été conçus dans les années avant et après la première guerre mondiale. Un coup d'œil sur la presse ou le marché du livre de l'époque montre clairement quel est le peuple qui a manifesté le plus de générosité et qui a le plus ardemment recherché la réconciliation: c'est sans aucun doute le peuple allemand. Les pays dans lesquels par contre les hommes politiques, les militaires et les journalistes bellicistes ont joué le plus grand rôle sont les puissances victorieuses de 1918, les artisans du «traité» de Versailles.

L'Allemagne a toujours considéré l'Angleterre comme une nation sœur. Elle a rendu hommage à la France pour sa riche culture artistique et aux États-Unis pour leurs réalisations économiques et techniques. Elle a de tous temps reconnu et souligné la nécessité d'une coexistence pacifique avec la Pologne, avant comme après 1933. En dépit du fait que l'Allemagne ait formé quantité de scientifiques et d'artistes et qu'elle ait apporté au monde une riche culture, les «Alliés» n'ont jamais vu en elle que le «peuple barbare» à mettre au ban des nations civilisées, avant Hitler, avant même la première guerre mondiale, mais plus encore lors du «retour à la barbarie» en 1933. Aucun gouvernement allemand n'a jamais manifesté de haine à l'encontre de ses ennemis, pas plus avant qu'après 1918, malgré les conditions impitoyables qui lui ont été imposées par le «traité» de Versailles et malgré la politique alliée de l'entre-deux-guerres. Par contre, les hommes politiques et les journalistes du camp adverse n'ont eu garde d'adopter eux-mêmes une telle attitude. Année après année, ils ont semé la haine, multiplié les condamnations en bloc, les mensonges et les calomnies contre le peuple allemand. Ce faisant, ils prétendaient passer pour des êtres raisonnables, moralement exemplaires. Tandis que la littérature allemande – même à l'époque de Hitler – était marquée par un désir de réconciliation, par un recours à la science et à la recherche de la vérité historique, l'étranger encourageait chez lui tous les livres, revues et journaux dirigés contre le peuple allemand (à quelques insignifiantes exceptions près de part et d'autre).

Churchill fut leur porte-parole pendant des années. Lorsqu'il était encore ministre du Trésor public, Churchill a défendu la politique de chicanes pratiquée par la France et le principe des réparations, tandis qu'il rejetait tout compromis avec la République de Weimar. Par la suite, il devait fustiger

une telle «léthargie et [une telle] folie».[40] Rempli d'admiration pour Hitler pendant un temps, «il était décidé à en venir aux mains» avec lui après la conférence de Munich, en 1938.[41] «Churchill aurait déjà voulu déclencher les hostilités contre l'Allemagne à l'époque de Munich».[42]

Hitler était-il parvenu à établir de bons rapports avec ses voisins, avait-il fait un pas vers la paix, Churchill, qui ne manquait jamais d'arguments, déclarait que ces pays-là n'avaient agi que par peur de la puissance grandissante de l'empire nazi.[43] Adversaire acharné du «Corridor de Dantzig» pendant un temps, il fut ensuite un adversaire farouche de son rattachement à l'Allemagne et de la création d'une autoroute et d'une voie de chemin de fer exterritoriales en Prusse occidentale, vœu qui était pourtant beaucoup plus modeste que le règlement qu'il avait lui-même proposé, et jugé indispensable.[44]

Lui, qui a vu:

> «comment le communisme peut corrompre l'âme d'une nation, l'affamer, la rendre vulgaire en temps de paix, vile et infâme en temps de guerre... et pourrait bien annoncer l'effacement de toute trace de 2000 ans de progrès, le retour à l'obscurité du haut moyen-âge.»[45]

Pourtant, il eut du mal à contrôler son enthousiasme lorsque Neville Chamberlain serra «la main sanglante du communisme» et souhaita la conclusion d'un pacte militaire d'alliance «avec cette tyrannie qui est pire que la mort». Il changea ensuite d'opinion lors de la guerre russo-finlandaise, en 1939-1940, puis, au début de la campagne allemande en Russie il opéra un nouveau revirement en signant avec empressement «un pacte avec le diable», dans le but d'écraser Hitler, sans se soucier des conséquences qui pouvaient en découler pour l'Empire britannique.[45]+[46] Sa devise:

> «Je n'ai qu'un objectif, la destruction de Hitler, et cela me simplifie bien la vie.»[47]

Au moment de la découverte, en mai 1943, du charnier de Katyn, où plus

---

40) E. Hughes, *op. cit.*, pp. 142-143.
41) O. Abetz, *Histoire d'une Politique Franco-Allemande 1930-1950*, p. 104.
42) E. Hughes, *op. cit.*, p. 174.
43) W. Churchill, *Ins Gefecht*, *Reden 1938-1940*, p. 82.
44) E. Hughes, *op. cit.* p. 169.
45) *ibid.*, p. 178.
46) E.J. Reichenberger, *Europa in Trümmern*, p. 130.
47) E. Hughes, op. cit. p. 146.

de 10 000 officiers polonais (dont plus de 4 000 cadavres venaient d'être exhumés), avaient été abattus par les bolcheviques, Churchill expliqua ainsi les raisons de son brusque revirement idéologique à ses «amis» polonais qui vivaient en exil en Angleterre:

> «"Les bolcheviques savent être extrêmement cruels". Il ajouta toutefois que leurs méthodes impitoyables pouvaient être une source de force dans la mesure où il s'agissait d'anéantir les Allemands.»[48)]

Finalement, le seul critère destiné à juger de la valeur d'un allié, pour Churchill était le suivant:

> «Peu importe qu'il soit monarchiste, fasciste, communiste ou même, le peut-on supposer, cannibale: l'essentiel est l'aide militaire ou matérielle qu'il peut nous apporter actuellement.»[49)]

Churchill, vingt années durant le champion de la lutte antibolchevique, le «protecteur de la liberté des peuples sans défense», fut le premier à applaudir à la mise à feu et à sang par l'Armée rouge de l'Estonie, de la Lituanie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Prusse orientale, des pays balkaniques et à l'occupation de toute l'Europe centrale.[50)] Sa devise de la première guerre mondiale restait valable:

> « "Ceci", disait-il en faisant un geste de la main vers les cartes d'état-major fixées au mur, "est ma raison de vivre"...
>
> Combien de fois ne l'avons-nous pas entendu dire, lorsqu'il voulait nous encourager: "La guerre est un jeu qui se joue avec le sourire".»[51)]

Dans ses mémoires, Churchill explique la philosophie qui se rattachait à ce but suprême:

> «En temps de guerre, dis-je, la vérité est si précieuse qu'il faut constamment l'entourer d'une garde du corps de mensonges. Staline et ses camarades apprécièrent énormément cette phrase quand elle leur fut traduite et, sur cette note, nos conférences plénières se terminèrent gaiement.»[52)]

---

48) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 141.
49) E. Hughes, *op. cit.*, p. 239.
50) *ibid.*, p. 200.
51) *ibid.*, pp. 78-80.
52) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome.V, livre II «De Téhéran à Rome», p. 57 (Plon, Paris, 1952).

Pour faire plaisir aux Soviétiques, il fit censurer un passage de la résolution publiée par ses «amis» polonais qui exigeait la reconnaissance des «principes de droit international» – «car cela pouvait irriter les Russes».[53]

Après la seconde guerre mondiale, et sans doute après avoir lu *Mein Kampf*, Churchill déclara qu'il avait «tué le mauvais cochon» (comme si le monde était un abattoir et l'Angleterre le boucher).[54] Quelques mois auparavant, lors de la conférence de Yalta, il faisait ainsi l'éloge du futur «bon cochon»:

> «Cette fois, je lève mon verre [à Staline] avec une plus grande amitié encore qu'aux réunions précédentes...
>
> Nous avons le sentiment d'avoir [en sa personne] un ami auquel nous pouvons nous fier.» [55]

Peu après, le 27 février 1945, devant la Chambre des Communes:

> «Je remporte de mon voyage en Crimée et de tous mes autres contacts l'impression que le maréchal Staline et les dirigeants soviétiques veulent vivre en bonne entente et sur pied d'égalité avec les démocraties occidentales. J'ai aussi le sentiment qu'ils n'ont qu'une parole. Je ne connais aucun gouvernement qui tienne au respect de ses engagements comme le gouvernement de la Russie soviétique. Je refuse ici de discuter de la bonne volonté des Russes.»[56]

Quelques mois plus tard encore, le 7 novembre 1945, à la Chambre des Communes:

> «Ici je voudrais dire combien nous sommes tous heureux de savoir que le Généralissime Staline tient le gouvernail encore fermement dans la main et gouverne son puissant bateau. Personnellement, je ne peux sentir autre chose qu'une profonde admiration pour ce vrai grand homme, le père de son pays, le maître de son destin en temps de paix et de guerre, et le défenseur victorieux de sa vie en temps de guerre.»[57]

Dès la première guerre mondiale, Adolf Hitler était conscient de l'absurdité d'une guerre germano-britannique, et de toute guerre en général.

---

53) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 181.
54) H. Sündermann, *Alter Feind was nun?* p. 55.
55) W. Churchill, *The Second World War*, vol. VI, book II «The Iron Curtain», p. 343.
56) E.J. Rozek, *Allied Wartime Diplomacy – A Pattern in Poland*, p. 359, et R. Grenfell, *Unconditional Hatred*, p. 152.
57) F. B. Czarnomski, *The Wisdom of Winston Churchill*, p. 349.

Winston Churchill n'en a pris conscience qu'après 1945 dans la mesure où il a qualifié la seconde guerre mondiale de «guerre inutile» et où il a reconnu la nécessité d'un rempart contre le bolchevisme, exactement ce que les Allemands avaient voulu réaliser vingt à trente ans auparavant.[58)]

> «Aucune guerre n'était plus facile à éviter que cette horreur que nous venons de traverser.»[59)]

D'après lui, l'Angleterre aurait dû être suffisamment «intelligente» pour maintenir l'Allemagne dans une impuissance militaire. Il n'avait pas la moindre intention de contribuer tant soit peu à une restauration de l'honneur et des droits de l'Allemagne. Certes, il a dû constater, après la guerre, que le résultat auquel on était parvenu en 1945 n'était pas ce pour quoi l'Angleterre avait combattu, et que l'Occident avait maintenant à lutter contre deux maraudeurs, «la guerre et la tyrannie»[60)], mais il n'a pas voulu voir que ce n'étaient que les conséquences mêmes de sa politique. Il a également refusé d'admettre que c'était précisément pour éviter une telle situation que l'Allemagne s'était battue.

> «... Churchill était toujours prêt à soumettre ses discours aux exigences de l'heure.
> ... La constance n'avait jamais été le point fort de Churchill, mais on aurait du moins pu s'attendre à ce qu'il se rappelle ce qu'il avait écrit. Il se contredisait.»[61)]

Ce qui intéressait Churchill, ce n'était pas le fait même de l'agression, ni ses origines, ses motifs ou son ampleur, mais celui qui s'était rendu coupable de l'«agression». Le terme d'«agression» avait d'ailleurs des significations différentes selon les occasions. Par exemple, les efforts en faveur du retour au Reich de populations allemandes, depuis 1919 arbitrairement séparées et soumises à l'autorité étrangère non-démocratique, étaient des «agressions». En revanche, certaines illégalités flagrantes et de véritables agressions étaient passées sous silence. La question idéologique était très secondaire. Il importait surtout que Churchill atteignît ses objectifs immédiats. Son amour des peuples faibles a, semble-t-il, disparu en 1945; il a délibérément sacrifié ceux-là à ses intérêts personnels.

---

58) R. Churchill, *The Sinews of Peace - Post War Speeches by Winston Churchill*, p. 41.
59) *ibid.*, p. 172, discours prononcé à Metz le 14 juillet 1946.
60) *ibid.*, p. 94, discours prononcé à Fulton (Missouri, États-Unis) le 5 mars 1946.
61) E. Hughes, *op. cit.*, pp. 152-153.

Si on y ajoute le fait que Churchill n'avait aucune connaissance stratégique ni de conceptions générales pour l'après-guerre, on doit constater que son affirmation, d'après laquelle il avait mené la «croisade des peuples libres» n'était rien d'autre qu'une imposture.[62]

Churchill signe la Charte de l'Atlantique sous prétexte d'humanité; peu de temps après, il prétend l'interpréter dans un sens restrictif: son application ne doit se faire qu'au bénéfice de l'Empire britannique. Cette restriction ayant été acceptée, il donne l'ordre de «raser» les villes ouvertes allemandes, recommande «tous les actes de violence»[63] quel qu'en soit le degré d'abomination, demande «que soient tués le plus d'Allemands possible»,[64] paraphe le plan Morgenthau et applaudit l'expulsion de plusieurs millions d'Allemands de leur patrie, ce qui est pour lui «la solution la plus satisfaisante et la plus durable»,[65] non sur le plan du droit, mais en «compensation» des territoires gagnés sur la Pologne par l'Union soviétique.[66]

> «Il n'y aura plus de mélanges de populations, source éternelle de conflit. La réduction de la population ne me trouble pas. Six millions d'Allemands sont morts au cours de cette guerre, et nous comptons qu'il y en ait encore beaucoup d'ici la fin; les réfugiés auront donc suffisamment de place.»[65]

Churchill à Yalta le 7 février 1945:

> «Nous en avons tué 5 à 6 millions et en tuerons très probablement encore un million d'ici à la fin de la guerre. Il devrait donc y avoir assez de place pour les gens dont on aura sûrement besoin. Ils viendront à point pour combler les vides; c'est pourquoi je ne crains pas la question du transfert, pour autant qu'il reste dans des proportions raisonnables.»[66]

Les Trois Grands n'ont donc pas hésité, pour satisfaire leurs appétits, à pratiquer sur des peuples civilisés une vulgaire politique de marchandage basé sur des dommages et des compensations, comme dans l'antiquité lorsque le vaincu était chassé de son pays, mis en esclavage et vendu. La seule différence, c'est qu'au XXe siècle, on a agi au nom de l'humanité, de la justice, du droit, de

---

62) *ibid.*, p. 239.

63) F.J.P. Veale, *Der Barbarei entgegen*, p. 217 et Maurice Bardèche, *Nuremberg II ou les faux monayeurs*, pp. 45-46.

64) R. Grenfell, *op. cit.*, pp. 104-105.

65) *Voices of History 1944-1945: Speeches and Papers of Roosevelt, Churchill, Stalin, Chiang, Hitler and other Leaders*, p. 615 - Churchill devant la Chambre des Communes, le 15 décembre 1944.

66) *Die Jalta Dokumente*, pp. 164, 222, 298, 171.

la chrétienté, de la démocratie, et qu'il a été question ici non pas de quelques milliers de combattants barbares, mais de millions de personnes civilisées. Il est certainement de peu d'importance pour Churchill de savoir qu'au cours de ce «transfert humanitaire» quelque 3,8 millions d'Allemands ont trouvé la mort[67)] (selon d'autres sources, 3 millions)[68)], tandis que ce n'est qu'au prix de tous leurs biens que les rescapés ont pu survivre. En plein XXe siècle, les Allemands étaient déclarés hors-la-loi dans leur propre patrie. Mais n'était-il pas inscrit dans le programme des Trois Grands que «le nombre des Allemands devait si possible être réduit au cours de l'exode»[69)]? Mikolajczyk, Premier ministre polonais en exil, reçut de Churchill le «tranquillisant» suivant:

> «Ne vous faites aucun souci pour les cinq millions d'Allemands, Staline va s'en occuper. Vous n'aurez aucun problème avec eux: ils auront cessé d'exister.»[70)]

Le 30 juin 1943, Churchill, «hanté par une folie de destruction», déclare à Londres:[71)]

> «J'entends par capitulation sans condition que les Allemands ne puissent prétendre à un traitement particulier.»[72)]

Celui qui a étudié les différentes phases de cette guerre sait qui sont en vérité ces hommes dotés d'une «philosophie sanguinaire rappelant les temps barbares». Winston Churchill en est le chef de file.

Lors des «procès de criminels de guerre», cet homme a délibérément passé sous silence ou bien soutenu d'innombrables falsifications historiques. L'homme qui «menait la croisade des peuples libres» pour la «sauvegarde du christianisme», qui n'agissait qu'«animé par des motifs d'ordre éthique», avoue à ses contradicteurs:

> «Je ne suis pas un homme religieux.»[73)]

---

67) F. Gause, *Deutsch-slawische Schicksalsgemeinschaft*, p. 288.
68) Statistisches Bundesamt, *Die deutschen Vertreibungsverluste*, pp. 37 et 44.
69) E.J. Reichenberger, *Fahrt durch besiegtes Land*, p. 8, déclaration de F.D. Roosevelt à l'ex-président tchécoslovaque É. Bénès, le 12 mai 1943.
70) E.J. Reichenberger, *Wider Willkür und Machtrausch*, p. 400, citant la *Review of World Affairs* du 5 octobre 1945.
71) E. Spetzler, *Luftkrieg und Menschlichkeit*, p. 313.
72) E. Deuerlein, *Die Einheit Deutschlands*, p. 34.
73) E.J. Reichenberger, *Europa in Trümmern*, p. 91 cité dans la revue américaine *Time Magazine* du 25 août 1941, p. 13.

En fait, il est aussi peu scrupuleux lorsqu'il s'agit d'inciter à la guerre, de la conduire et de décider ensuite du sort du peuple vaincu que lorsqu'il s'agit de sauver la Pologne «alliée».

En 1945, il déclare à Yalta:

> «Personnellement, les Polonais m'intéressent peu.»[74]

Il semble que les Polonais l'intéressaient en 1939, car il pouvait grâce à eux créer une psychose de la guerre dans l'opinion publique et dans le gouvernement, et espérer par là pouvoir «contrôler le monde»[75] avec le président des États-Unis, comme il le télégraphiait à Roosevelt avant même d'être nommé Premier ministre. Aux Polonais, qui entre temps avaient cessé de l'intéresser, et plus précisément au ministre Mikolajczyk, qui en était le représentant à Londres, il confiait, au plus fort de la guerre:

> «Vous n'êtes pas un gouvernement... Vous n'êtes qu'un peuple impitoyable qui veut ruiner l'Europe. Je vous laisserai avec vos propres difficultés... Vous n'avez en vue que des intérêts mesquins, bornés et égoïstes... Si vous avez envie de conquérir la Russie, nous vous laisserons suivre votre chemin. Votre place est à l'asile...»[76]

Certes, le restant de l'armée polonaise devait continuer à se battre pour servir les intérêts anglais, mais le gouvernement polonais en exil devait, au nom de principes moraux supérieurs, avaler tous les mensonges inventés par la presse et par les parlementaires pour jeter le discrédit sur son pays.[77]

C'était l'époque où Churchill déclarait à son «protégé» qu'il n'y avait pas d'autre issue que la disparition de la nation polonaise.[77] Lors de la seconde invasion de la Pologne par l'Armée rouge, en 1944, des nouvelles alarmantes affluèrent en Angleterre, concernant les pratiques des autorités bolcheviques en pays conquis. Churchill donna l'ordre de détourner l'attention de l'opinion publique en intensifiant la propagande anti-allemande.[78] Le sort de la Pologne l'intéressait décidément très peu.

Il n'a pas agi autrement avec son allié français. Il lui a sans doute donné la meilleure preuve de sa «fidélité» en donnant l'ordre de détruire la flotte française à Mers-el-Kébir, le 3 juillet 1940 et en faisant bombarder les villes françaises.[79]

---

74) *Die Jalta Dokumente*, p. 266.
75) C. Tansill, *op. cit.*, p. 588.
76) S.L. Sharp, *Poland – White Eagle on a Red Field*, p. 193.
77) E. Raczynski, *op. cit.*, pp. 213 et 240.
78) E. Rozek, *Allied Wartime Diplomacy*, p. 210.
79) E. Spetzler, *Luftkrieg und Menschlichkeit*, p. 341 *seq.*

Au moment même où il refusait de prendre en considération les blessures et les maux dont souffrait l'Europe ensanglantée et où il n'avait de cesse de prouver son amitié à l'Union soviétique, il prenait les mesures nécessaires pour tenter de réarmer les soldats allemands et de les envoyer combattre le bolchevisme.[80)] Adolf Hitler, que plus tard il appellerait le «mauvais cochon», restait néanmoins celui «qui voulait dominer le monde», bien qu'il n'ait jamais eu de telles aspirations, qu'il ait renoncé à des territoires, rapatrié en métropole des groupes d'Allemands d'outre-mer et qu'en 1940 il se soit limité à n'occuper qu'une partie de la France et pas du tout ses colonies. Churchill, qui ne pardonnait pas à Hitler d'avoir su faire de l'Allemagne une forte puissance militaire pour qu'elle pût former en Europe, seule ou avec l'aide d'autres nations, un rempart contre l'extension du bolchevisme, prétendait à l'époque se mettre à la tête des Trois Grands et faire ainsi la police dans toutes les autres nations du monde,[81)] y compris en Pologne, cette Pologne qu'il manœuvrait dans tous les sens sans lui demander son avis.[82)] En mai 1945, à l'issue d'une entrevue de huit heures avec Churchill, Joseph E. Davies, l'envoyé spécial du nouveau président, Harry Truman, et ex-ambassadeur des États-Unis à Moscou, pouvait noter:

> «Après l'avoir entendu pester contre la menace d'une hégémonie soviétique et d'une expansion communiste en Europe, et après avoir pu constater le peu de confiance qu'il avait en l'honnêteté des dirigeants soviétiques, je lui demandai ouvertement s'il était alors prêt à déclarer au monde qu'il s'était trompé, lui, Premier ministre, et avec lui l'Angleterre, en refusant de soutenir Hitler. Car, d'après ce qu'il m'avait dit, il exprimait la doctrine que Hitler et Goebbels avaient professée au cours de ces quatre dernières années...
>
> Il décrivait la situation de la même manière qu'eux et parvenait à des conclusions identiques.»[83)]

Quand de tels hommes politiques changent aussi souvent d'avis et passent d'un extrême à l'autre en si peu de temps, et lorsqu'ils persistent à ériger en dogme la diffamation de l'Allemagne, bien que par leurs paroles et par leurs actes ils semblent être parvenus à de tout autres conclusions, on ne peut attendre d'eux ni de leurs adeptes qu'ils soient capables d'apprécier correctement la situation actuelle, ou qu'ils aient tiré des enseignements de l'histoire, ou

---

80) H. Sündermann, *op. cit.*, p. 126.

81) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome.V, livre II, «De Téhéran à Rome», p. 38.

82) C. Reece, *Das Recht auf Deutschlands Osten*, p. 29, déclaration de Jan Ciechanowski, ambassadeur polonais à Washington, du 6 juillet 1945.

83) *Foreign Relations of the United States.* The Conference of Berlin (The Potsdam Conference), vol. I, p. 73.

même qu'ils possèdent une grandeur d'âme et une qualification morale suffisante pour mener une politique responsable.

Malheureusement, les hommes politiques britanniques n'ont vu qu'après la fin de la guerre sur quoi reposait en fait la propagande de Churchill; ils l'ont définie justement en peu de mots:

Le quotidien *Manchester Guardian*:

> «On pouvait se douter que des hommes politiques qui passent leur temps à semer la panique n'agissent ainsi que parce qu'ils savent qu'ils pourraient difficilement défendre leurs thèses en s'appuyant sur une argumentation rationnelle.»[84)]

Aneurin Bevan, ministre dans le gouvernement travailliste d'après guerre:

> «Il est connu pour être un grand styliste qui lit sa propre prose avec délectation.
>
> L'une des raisons pour lesquelles il peut si allègrement noircir les pages avec autant d'élégance est que son argumentation s'encombre d'un minimum de faits.
>
> Il peut ainsi remettre l'histoire dans le bon sens, comme le ferait un sous-rédacteur avec un article de journal; et si, par hasard, un fait vient à contredire ses affirmations, il le jette par-dessus bord. Ce trait a toujours été caractéristique du très honorable Ministre.»[85)]

Churchill lui-même:

> «C'est quand on a la haine au cœur que l'on peut faire le plus grand mal à la paix dans le monde; la popularité éventuellement gagnée ne fait que diminuer le député qui s'aventure à l'acquérir d'une telle façon.»[86)]

Il est peu probable que Churchill ne soit arrivé à cette conclusion que vers la fin de sa vie, mais il ne lui est sans doute pas venu à l'esprit d'établir un parallèle avec son propre comportement pendant plusieurs décennies. Ses multiples incitations à la haine ont pourtant imprégné tout le déroulement de la seconde guerre mondiale.

---

84) E. Hughes, *op. cit.*, p. 258.
85) *ibid.*, p. 268.
86) *ibid.*, p. 321.

Vienne — Munich — Prague

Trois événements ont contribué, par leurs répercussions, au déclenchement de la guerre:

1. Le rattachement de l'Autriche au Reich allemand (l'*Anschluß*)
2. La conférence de Munich, fin septembre 1938
3. L'entrée des troupes allemandes à Prague, le 15 mars 1939.

Le passage de la paix à la guerre a été marqué par ces trois étapes, qu'il nous faut examiner, en essayant d'analyser leur origine, le contexte dans lequel ces événements se sont déroulés, et leurs suites.

L'*Anschluß* - Union de l'Autriche au Reich

La population autrichienne est allemande, elle pense et ressent en allemand et parle allemand. Pendant un demi-millénaire, Vienne a été la capitale du Reich, presque dix fois plus longtemps que Berlin. L'Autriche n'a été séparée du reste de l'Allemagne que de 1806 à 1815 et de 1866 à 1938. Le 12 novembre 1918, le parlement autrichien, réuni en assemblée nationale, s'est déclaré à l'unanimité des voix en faveur d'un rattachement de l'Autriche au Reich. Il a donné également au nouvel État son nom: l'Autriche allemande (*Deutsch-Österreich*).

Les puissances victorieuses de Versailles ont refusé à la population autrichienne le droit à l'auto-détermination. La réunification a été interdite, de même que le nom d'Autriche allemande. Le 6 septembre 1919, Karl Renner, chancelier social-démocrate autrichien, devait déclarer devant l'Assemblée nationale à Vienne:

> «L'Autriche allemande ne renoncera jamais à voir dans le rattachement au Reich allemand le but de toute politique pacifique.»[1)]

Lors des discussions d'un crédit qui devait être accordé à l'Autriche par l'intermédiaire de la Société des Nations (Commission de contrôle des finances), Renner demandait, le 4 octobre 1922, «le rattachement de l'Autriche à l'État auquel nous sommes liés par la nature des choses».[2)] Les plébiscites qui sont organisés en 1920-1921 en Carinthie, au Tyrol, dans la

---

1) Deutsche Verfassungen: *Von Frankfurt nach Bonn*, p. 62.
2) K. Ploetz, *Auszug aus der Geschichte*, p. 751.

province de Salzbourg et en Styrie donnent 99% de voix pour l'*Anschluß*. Ceux qui devaient être organisés dans les autres provinces autrichiennes ont été annulés et interdits par la France. Tandis que l'Autriche manifestait clairement sa volonté d'être rattachée au Reich, la République de Weimar demandait tout aussi fermement, dans sa constitution (art. 61, paragraphe 2) le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Bien que ce paragraphe 2 n'ait pu être mis en application du fait du veto des puissances victorieuses, il est demeuré partie intégrante de la constitution, afin de donner l'orientation à toute politique nationale.

Quelques années après (en ce siècle de l'intégration européenne!), la France interdit tout rapprochement économique austro-allemand (il s'agissait en l'occurrence de l'Union douanière de 1931) et accompagna son veto d'une forte pression économique.

Les puissances de Versailles ont délibérément violé la volonté de la population autrichienne, tandis qu'elles se sont accommodées de toutes les crises, des troubles, de la guerre civile, de la misère et de l'interdiction de tous les partis à l'exception du «front patriotique», de la dictature et des lois d'exception. Il leur seyait fort mal, quelques années plus tard, de s'immiscer à nouveau dans les affaires austro-allemandes sous le prétexte de sauver la «démocratie autrichienne». Après s'être emparé du pouvoir grâce à un coup d'État, en mars 1933, le chancelier Dollfuss avait abrogé la constitution; il régnait depuis en dictateur. Son successeur, Schuschnigg, a pris la relève par la suite. En cela, l'Autriche n'était certainement pas un État «démocratique pacifique». Le pays avait connu deux révolutions sanglantes; les camps d'internement étaient combles (comme en Pologne), ainsi que les maisons d'arrêt, autant d'effets secondaires qui accompagnent une dictature. Une grande partie de la population, qui souffrait spirituellement et moralement de cette situation, était radicalement opposée au gouvernement (en l'occurrence, il ne s'agissait pas des seuls nationaux-socialistes). De 1932 à 1938, il n'y eut aucune élection libre.

Sans entrer dans le détail de l'histoire autrichienne à partir de 1919, on peut dire que la «pression intérieure s'était fortement renforcée avec le gouvernement de Schuschnigg, en 1935 et au début de l'année 1936».[3] Cette «pression intérieure» était due en partie à la situation politique et économique du pays et à son isolement, et en partie à la prospérité de l'Allemagne, à la reprise économique de ce pays, à la réduction de son chômage et à la volonté unificatrice d'une politique étrangère en plein

3) H. Andics, *Der Staat den keiner wollte*, pp. 504-505.

renouveau. Cette situation rendait plus sensible que jamais le contraste entre une Allemagne forte et une Autriche en plein marasme économique.

Pour ce qui est de la situation extérieure, la Grande-Bretagne n'avait nulle envie d'appuyer un pays qui avait soutenu l'Italie lors de la guerre d'Abyssinie. La France du Front populaire, qui n'avait aucun lien idéologique avec un régime catholique et autoritaire, attachait toutefois beaucoup d'importance à son pouvoir d'intervention et de police.

Par contre, la population autrichienne était bien consciente de ce que la France avait tout fait en 1919 pour empêcher l'*Anschluß* et favoriser ainsi la misère économique de l'Autriche. Quant aux Tchèques, aux Slovaques, aux Roumains, aux Serbes et aux Croates, ils ne s'étaient pas détachés de l'ancienne monarchie austro-hongroise pour renouer des contacts amicaux avec Vienne.

> «Les événements qui se sont déroulés dans les années trente ne sont que les conséquences logiques de Versailles et de Saint-Germain. L'écrasement de la monarchie danubienne avait transformé toute l'Europe à l'est du Rhin en un centre de conflits d'intérêts, et l'Autriche, pays faible, était la plus touchée par cette situation. Jusqu'ici, les rivalités qui existaient entre les grandes puissances avaient empêché la dislocation de ce système artificiel et maintenu l'État autrichien en vie.
>
> Isolée, l'Autriche, devenue le boutoir de tous les intérêts divergents et tiraillée de toute part, était impuissante. Sa seule couverture était l'Italie. Elle était tombée lorsque Mussolini s'était décidé à une guerre contre l'Abyssinie. Il lui a donc fallu se résoudre à traiter avec Hitler au lieu de le combattre, et à tenter de parvenir à un accord qui maintienne l'État autrichien en vie.
>
> Schuschnigg incarne cette tentative. Quatre années durant, il essaie de résoudre un problème insoluble en ce que le principe des nationalités exclut l'existence d'un second État allemand et en ce que Hitler a le pouvoir de mettre son idéologie en pratique.»[3)]

Lorsque le 11 juillet 1936 Hitler et Schuschnigg signent finalement un accord prévoyant une conciliation des intérêts entre l'Autriche et l'Allemagne, le renoncement de toute ingérence dans les affaires intérieures, la reconnaissance de l'indépendance et un accroissement des échanges économiques et culturels entre les deux États, le poids politique du gouvernement autrichien, qui avait déjà quelque peu diminué tant sur le plan extérieur qu'intérieur, s'effondre complètement.

> «Il a été décidé de lever l'interdit qui pesait sur certains journaux....

À partir du 11 juillet 1936, c'est un flot de propagande nationale-socialiste qui s'abat sur l'Autriche, le plus officiellement du monde et dans le cadre même du traité. Les journaux autrichiens, qui sont autorisés en Allemagne, peuvent bien, tranquillement et dans la fidélité au gouvernement, chanter les louanges de l'autrichien: les Allemands ne lisent pas ces journaux et après tout, ce ne sont pas eux qui demandent à être rattachés à l'Autriche. La clause des 1000 marks est abrogée, les frontières s'ouvrent peu à peu à la circulation entre les deux pays; chaque touriste allemand qui va passer ses vacances en Autriche est un propagateur conscient ou inconscient du national-socialisme – ne serait-ce que par le drapeau à croix gammée de la voiture ou sur le sac à dos – les ressortissants allemands ont évidemment bien le droit de porter la croix gammée...

... mais ils sont les preuves vivantes du redressement de l'Allemagne nationale-socialiste, qu'ils le veuillent ou non...

Ils sont une propagande permanente à l'Anschluß pour les Autrichiens, qui subissent toujours les effets de la crise économique (le nombre des chômeurs n'a pas diminué) et supportent de plus en plus mal la situation intérieure et la politique autoritaire du gouvernement...

Il semble aussi que l'on a oublié que les 15 583 détenus relâchés le 1er janvier 1937 sont restés de fanatiques nationaux-socialistes.»[4)]

Il faut également noter que:

«Trois articles de cet accord [de juillet 1936] ont été publiés: la reconnaissance de la souveraineté autrichienne par l'Allemagne, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et le fait que la politique étrangère autrichienne reposait sur la constatation que l'Autriche était un État allemand. Mais les points les plus importants étaient précisément les annexes au texte. Elles concernaient l'interruption de la guerre journalistique entre les deux pays (point qui n'a été respecté que par l'Allemagne), l'amnistie pour les nombreux prisonniers politiques en Autriche, etc... Par ces annexes, l'Autriche s'était également engagée à faire participer l'"opposition nationale" aux affaires gouvernementales. Or, l'"opposition nationale", c'était, depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler, les nationaux-socialistes autrichiens. Un plébiscite devait être organisé par la suite sur la question du rattachement de l'Autriche au Reich allemand; toutefois, aucune date n'avait encore été fixée. Adolf Hitler avait pris cet accord très au sérieux. Il restait persuadé qu'il conduirait un jour ou l'autre à la formation d'un gouvernement d'"unité nationale", comme il l'appelait. Il était sûr également

---

4) *ibid.*, pp. 530-532.

> que le plébiscite donnerait au minimum 70% des voix pour l'*Anschluß*.
>
> Un an et demi après la signature de cet accord, il est clair que le gouvernement autrichien l'a interprété d'une toute autre manière. Seul comptait pour lui l'accent mis sur la souveraineté nationale et sur la non-ingérence réciproque. Il n'était pas question de faire participer les nationaux-socialistes au gouvernement, encore moins d'envisager un plébiscite sur le rattachement à l'Allemagne qui aurait très probablement signifié la fin de ce gouvernement.»[5]

Ce sont là quelques-unes des raisons qui ont amené le chancelier Schuschnigg à suggérer une entrevue personnelle avec Hitler, en décembre 1937. Saisissant cette idée qui lui a été transmise par l'intermédiaire de Franz von Papen, son ambassadeur à Vienne, Hitler invitait le Dr Schuschnigg à Berchtesgaden en février 1938.[6] Le chancelier autrichien entreprit ce voyage après avoir informé Mussolini et les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France de ses intentions et reçu leur accord.[7] Lors de cette entrevue, Hitler n'exigea pas le rattachement de l'Autriche au Reich; il mit toutefois l'accent sur la nécessité pour l'Autriche d'une politique allemande, pacifique sur le plan intérieur et rationnelle sur le plan économique. Il n'exigea pas non plus la légalisation de la NSDAP autrichienne. Par contre, il pria le chancelier autrichien de ne pas contraindre les nationaux-socialistes à la clandestinité par des mesures policières émanant du parti unique, le «front patriotique». Même si Hitler a exercé une pression sur le chancelier autrichien au cours de cette entrevue, ne serait-ce que par la convocation durant la pause de quelques généraux allemands, aucune tierce personne n'est en droit de se poser en moralisateur ou en juge de ce sur quoi les deux hommes d'État devaient s'entendre et de la manière dont devaient ou ne devaient pas être conduites les négociations. Lors de cette entrevue avec le Dr Schuschnigg, Hitler s'est certainement montré le plus fort et le plus compétent, avec ou sans «pression», ce qui devait se refléter dans le résultat des négociations.

> «L'affirmation de Schuschnigg, selon laquelle il aurait été confronté à une situation tout à fait inattendue, est insoutenable. Il avait été mis au courant des exigences de Hitler par les lettres de Göring. Si l'on compare son projet de traité (ses propositions de politique intérieure

---

5) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 33.
6) F. von Papen, *Der Wahrheit eine Gasse*, p. 460.
7) *ibid.*, p. 463.

destinées à harmoniser les intérêts austro-allemands) avec le programme de Hitler, on constate que les différences sont minimes...

Une mise en parallèle du pacte signé et du projet de traité montre que seule la question du remplacement du ministre de l'Intérieur et de la police avait entraîné une concession de taille, qui dépassait le cadre de ce qu'avait prévu Schuschnigg.»[8)]

Dans un rapport qu'il rédigea deux jours plus tard, Franz von Papen confirma que l'issue de la conférence avait été très satisfaisante d'un côté comme de l'autre et que «Schuschnigg, très impressionné, avait mené un combat actif, durant ces deux jours, contre tous les adversaires de la détente, car il voulait respecter les accords de Berchtesgaden».[9)] À son haut responsable de la police, Skubl, qui lui demandait quelle impression lui avait faite Hitler, Schuschnigg répondit:

«Je dois dire qu'il tient du visionnaire.»[10)]

«Schuschnigg ne s'est pas engagé fermement encore, à Berchtesgaden. Il était convenu qu'il ne se sentirait lié par ce pacte que trois jours plus tard, car il devait en débattre auparavant avec son gouvernement.»[11)]

Le 15 février 1938, le gouvernement autrichien fit savoir à Hitler que le pacte de Berchtesgaden avait été accepté et, le 18 février, que les clauses de politique intérieure venaient d'être remplies.[12)] Hitler, de son côté, s'était tenu à ses engagements. Il fit rappeler le chef du parti national-socialiste autrichien Léopold afin qu'il rende impossible toute activité clandestine de son parti.

«L'affaire autrichienne était lancée; elle n'avait nullement été mise sur pied par Hitler. C'était pour lui une surprise totale. Il n'a fait que saisir la chance qui s'offrait à lui, comme toujours. Il n'y avait pas d'agression préméditée, seulement une improvisation faite à la hâte...

Le lendemain, Hitler respecta l'engagement: il convoqua Léopold, chef du parti national-socialiste clandestin d'Autriche; il lui déclara que son activité était insensée et lui ordonna de quitter l'Autriche, avec les principaux chefs de son mouvement. Quelques jours plus tard, il les revit, leur fit de nouvelles remontrances, et réaffirma: "la solution par

8) *ibid.*, pp. 466 et 476.
9) *ADAP* (*Akten der deutschen auswärtigen Politik*), vol. I, doc. 297.
10) *Schmidt-Prozeß*, p. 329.
11) H. Sündermann, *Das Dritte Reich*, p. 132.
12) A. von Ribbentrop, *Verschwörung gegen den Frieden*, p. 154.

> évolution doit être adoptée, que la possibilité d'un succès puisse ou non être prévue aujourd'hui. Le protocole signé par Schuschnigg est si lourd de conséquences que, s'il est pleinement appliqué, le problème autrichien se résoudra automatiquement".
> Hitler était satisfait. Il ne fit aucun préparatif pour une action quelconque mais attendit impassiblement la réalisation de cette solution automatique.»[13)]

Le chancelier autrichien entama, avec détermination, «une campagne visant à minimiser les dangers qu'avait fait apparaître la crise de février»[14)]; il fit savoir à ses diplomates à l'étranger que la conférence de Berchtesgaden s'était déroulée à la satisfaction générale et qu'il fallait repousser toutes les réserves émises à l'étranger en vue d'un apaisement.

> «Au départ, la propagande du Front Patriotique était allée si loin qu'elle avait même qualifié les accords de Berchtesgaden d'"affaire programmée pour assurer le succès personnel de Schuschnigg".»[15)]

Même Anthony Eden, l'adversaire de tout apaisement, qui démissionna le 20 février pour protester contre le cours trop pacifique pris par la politique gouvernementale dans les questions d'Italie et d'Autriche, avait déclaré encore, les 17 et 18 février devant la Chambre des Communes:

> «que Londres n'avait reçu de Vienne aucune demande de conseil ou d'aide, ni avant ni après la rencontre de Berchtesgaden.
> D'après nos informations présentes, l'Autriche avait, dans le cadre de ses rapports avec le Reich allemand, réglé les affaires… à Berchtesgaden de façon positive et durable, comme nous aussi pouvions l'espérer, par le biais d'un dialogue direct, approfondi et dénué de toute friction entre les chefs de gouvernement des deux États.»[16)]

Le quotidien *Times* nota, le 14 février, que:

> «il n'y a aucune raison de polémiquer au sujet d'un pacte sur lequel le Führer, le Duce et Monsieur von Schuschnigg sont visiblement d'accord.»[17)]

---

13) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, pp. 142-144.
14) G. Brook-Shepherd, *The Anschluss*, p.83 .
15) *ibid.*, p. 72.
16) *ibid.*, pp. 90-91.
17) *ibid.*, pp. 84-85.

Quelques jours plus tard, il ajoutait, dans son éditorial:

> «Au fond, il est tout à fait naturel que les deux États allemands vivent en bonne intelligence. L'interdiction du rattachement de l'Autriche au Reich était l'une des mesures les plus extrêmes, déraisonnables, fragiles et provocatrices des traités de paix... Les oiseaux rentrent toujours au nid.
>
> L'Autriche ne saurait être anti-allemande. Finalement, c'est là la véritable force des revendications du Reich sur l'Autriche et la difficulté principale que rencontre le chancelier autrichien consiste en la défense de la souveraineté et la délimitation des frontières de son pays.»[17)]

Hitler avait annoncé un discours au Reichstag pour le 20 février 1938 et promis à Schuschnigg, au Berghof, qu'il y ferait un commentaire amical officiel.[18)] Pour la première fois, la radio autrichienne retransmit un discours de Hitler.[19)] Le 20 février, Hitler déclarait entre autres:

> «[Pour détendre les relations] il serait souhaitable de lancer une action de pacification en déclarant une amnistie générale et en améliorant les rapports entre les deux États par une coopération amicale sur les plans politique, individuel et économique. Ces mesures, secondaires, entrent dans le cadre du pacte du 11 juillet [1936].
>
> Je voudrais ici, devant le peuple allemand, remercier le chancelier autrichien pour la compréhension et l'obligeance dont il a fait preuve en acceptant mon invitation et en tentant de trouver avec moi les bases d'un accord qui satisfasse les intérêts de nos deux nations et du peuple allemand dans son ensemble, ce peuple allemand dont nous sommes tous les fils, quel que soit l'endroit où nous sommes nés.»[20)]

Quelques jours plus tard, le 24 février, le chancelier Schuschnigg lui répondait, dans un discours radiodiffusé prononcé devant un «parlement» dont aucun membre n'avait d'ailleurs été élu:

> «À Berchtesgaden, l'Autriche est allée "jusqu'à la limite de ses concessions; là où nous devons dire solennellement: jusqu'ici et pas au-delà." Et comme s'il voulait provoquer Hitler, il devait déclarer que "l'Autriche ne renoncera jamais à son indépendance". Il termina son discours par les mots: "Rouge-blanc-rouge jusqu'à la mort!"»[21)]

---

18) *ibid.*, p. 97.
19) K. von Schuschnigg, *Ein Requiem in Rot-Weiß-Rot*, p. 56.
20) G. Rühle, *Das dritte Reich,* éd. 1938, p. 60.
21) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 40.

La question autrichienne était à nouveau au centre du débat en Europe.[22) Entre-temps, Schuschnigg avait été soumis à une forte pression de Londres qui lui demandait de dénoncer l'accord passé avec le Reich allemand.[23) L'ambassadeur français Puaux notamment, ami personnel de Schuschnigg,[24) mais également d'autres diplomates (le seul que l'on ne voyait pas et qui ne faisait pas parler de lui était l'ambassadeur allemand, Franz von Papen) le pressaient d'avouer qu'il avait été soumis au chantage par Hitler.[25)

> «Comment l'a-t-on su ?
>
> L'Intelligence Service était d'ordinaire bien informé, disait-on. Le Dr Schmidt, nouveau ministre des Affaires étrangères et moi-même, avons fait des déclarations pour tenter d'apaiser les choses et éviter tout reportage à sensation. Elles se sont visiblement heurtées à une certaine incrédulité.»[26)
>
> «Le baromètre économique devait réagir très rapidement: les firmes étrangères retirèrent leur argent des banques et des caisses d'épargne.
>
> Des milliers de télégrammes et de lettres supplémentaires affluèrent dans les postes. Signes alarmants, notamment en Styrie.
>
> On rencontrait plus de cris de panique que de prévisions optimistes...
>
> Jour après jour, les caisses d'épargne faisaient état de retraits de millions de schillings. Les étrangers repartaient. ...
>
> La situation à l'intérieur et à l'extérieur devenait inextricable.
>
> En politique étrangère (surtout sur le plan économique), parce que l'on était menacé d'une situation qui présentait tous les inconvénients de l'*Anschluß* – le boycott de l'étranger – sans présenter l'avantage d'un territoire économique ample et uni.»[27)

Mais la pression exercée par l'étranger sur le gouvernement avait des conséquences plus graves: les journaux anglais, français et américains que l'on trouvait à Vienne informaient les Autrichiens «du premier acte de la tragédie».

> «Une atmosphère de panique et de déception suivit, qu'aucune pro-

---

22) *ADAP* I, doc. 327.
23) *Europäische Poltitik 1933-1938 im Spiegel der Prager Akten*, doc. 101.
24) K. Zentner, *op. cit.*, p. 41.
25) K. von Schuschnigg, *op. cit.*, p. 60.
26) *ibid.*, p. 55. En fait, les Anglais n'ont été informés du déroulement de l'entrevue du 12 février 1938 à Berchtesgaden «que quelques jours plus tard»; cf. J. Colvin, *Vansittart in Office*, pp. 184-185.
27) K. von Schuschnigg, *op. cit.*, pp. 59, 60, 110, 111.

> pagande du Front patriotique ne put dissiper.
> Le nouveau gouvernement fut pris aussitôt sous le feu du nonce apostolique à Vienne; 48 heures après la formation du gouvernement, des rumeurs circulaient sur la démission possible du chancelier [Schuschnigg].»[28)]

L'ambassadeur français, Puaux, informa officiellement Schuschnigg que la France «considérait l'indépendance de l'Autriche comme indispensable à la paix et à la sécurité en Europe».[29)]

> «En fait, on discutait à Paris de mesures beaucoup plus sérieuses.»[29)]

Il ne s'agissait ni plus ni moins que de la tentative française d'organiser, en accord avec Londres, une action commune au profit de l'Autriche.[29)]

Le Dr Fuchs, attaché de presse autrichien, visiblement gagné par cette ambiance, refusa de publier les déclarations d'apaisement officielles de Vienne; il fut menacé de renvoi. De même, Vollgruber, ambassadeur autrichien à Paris, travaillé par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères français, qui lui avait formulé les plus vives critiques, s'était finalement éloigné de son gouvernement. Le jour même «où la lettre de mise en garde de Monsieur Léger parvenait à Vienne», Schuschnigg prit la décision de rompre avec sa politique d'apaisement et de «provoquer Hitler devant le monde entier en organisant un plébiscite».[29)]

Quelle fut la réaction de l'Angleterre? Si les journaux qui n'approuvaient pas l'union austro-allemande étaient forts réticents lors de l'entrevue de Berchtesgaden [du 12 février], la «campagne embrouillée du gouvernement était complètement oubliée quelques jours plus tard [à partir du 16 février]».[30)]

> «Le *Daily Express* fit mention d'"un ultimatum direct" adressé à l'Autriche, tandis que le *Daily Mail* faisait état du danger qui menacerait la Tchécoslovaquie si Hitler parvenait à "amalgamer" l'Autriche et l'Allemagne.»[30)]

D'autres journaux, qui ne voulaient pas être de reste, rédigèrent leurs éditoriaux dans le même style, le *Times* faisant exception. L'opposition socialiste de Sa Majesté tenta une action d'envergure sur le thème de la

---

28) G. Brook-Shepherd, *op. cit.*, pp. 72-73.
29) *ibid.*, pp. 81-84.
30) *ibid.*, pp. 84-85.

politique britannique envers l'Autriche pour décider Londres à agir. «En 48 heures», cette initiative avait obtenu l'appui de nombreux partisans du gouvernement.[31)]

La Commission britannique parlementaire de politique étrangère se réunit en session à huis clos, pendant laquelle des propos acerbes furent échangés. L'indignation portait sur la réalité de «la montée d'une politique aventureuse en Allemagne nationale-socialiste, sur laquelle il s'avéra que les prudents s'étaient trompés». Churchill déclara qu'il fallait y mettre un frein.[31)]

La majorité des quelque 100 hommes présents était prête,

> «dès maintenant, à engager le combat contre Hitler si elle y était invitée. Le communiqué (qu'ils rédigèrent en commun) réclamait ouvertement une attitude positive de l'Angleterre en Europe, au vu des tout derniers événements. La Commission de politique étrangère – poursuivit Churchill – tient à ce que le gouvernement ne laissse pas de doute sur l'appui qu'apporterait son parti dans une telle éventualité.
>
> Certes, cette proposition, émanant de l'une des plus importantes instances parlementaires, s'adressait au Premier ministre britannique, mais elle concernait tout autant le chancelier autrichien.»[31)]

Chamberlain souhaitait pourtant modérer de tels propos, mais il n'y parvint qu'à moitié. On peut facilement mesurer la pression qui s'exerçait sur lui par l'intermédiaire du parlement, des partis et même des membres du gouvernement du fait que son ministre des Affaires étrangères, Eden, et son sous-secrétaire d'État, Lord Cranborne avaient démissionné pour «protester contre la politique trop molle de leur Premier ministre à l'encontre de l'Axe».[32)]

D'une manière ou d'une autre, Schuschnigg était contraint de se prononcer clairement, à la suite des multiples pressions de Londres, de Paris (après les débats houleux de la Chambre des députés), des lettres de mise en garde que Vienne avait reçues, des déclarations de la presse internationale, du boycott économique et des troubles internes.[33)] Rompant avec sa politique antérieure, il annonça subrepticement son opposition à l'Allemagne.[34)]

Aucun homme politique n'a suffisamment appelé l'attention sur cette «pression» soutenue, sur ce jeu d'intrigues et sur ce procédé malhonnête qui consiste à s'immiscer étroitement dans les affaires intérieures de petits

---

31) *ibid.*, pp. 87-88.
32) *ibid*, pp. 93.
33) *ibid.*, pp. 103-104.
34) H. Sündermann, *op. cit.*, pp. 133-136.

États dans le but d'atteindre par là ses propres objectifs. Dans ses mémoires, Schuschnigg se contente d'évoquer ces interventions étrangères, en accentuant au contraire les difficultés intérieures; il est hors de doute que le chancelier autrichien n'a modifié le cours de sa politique que parce qu'il comptait sur l'appui militaire des puissances occidentales pour garantir l'indépendance de l'Autriche.

> «C'est pourquoi je me suis décidé à organiser un plébiscite...
> Je me heurtais là à un dernier obstacle; manifestement, il était de plus en plus difficile d'éviter que la propagande ne pénètre parmi les ouvriers. Si la croix gammée était autorisée, en tant que symbole d'une idéologie, pourquoi pas les "trois flèches" socialistes et une dizaine d'autres signes encore? On risquait fort d'aboutir à l'anarchie et par suite à des affrontements sanglants. Il fallait les éviter à tout prix. J'ai donc interdit tout ce qui pouvait rappeler le Front populaire. Je ne voulais pas de parti: c'était le seul moyen de se débarrasser de la NSDAP.
> Le pacte de Berchtesgaden a été respecté à la lettre:
> Situation générale:
> a) La police et le pouvoir exécutif sont impuissants, car depuis le 12 février, date à laquelle a été signé le pacte de Berchtesgaden, aucune condamnation politique n'a été prononcée, tous les détenus politiques, y compris les terroristes, les meurtriers et les parjures ont été graciés, avec toutes les conséquences imaginables;
> b) Une partie du corps des fonctionnaires de l'administration centrale, financière et scolaire... refuse ouvertement d'obéir, en s'en référant au ministre Seyss et au rapport du Front patriotique que j'avais fait à l'époque;
> c) Le ministre Seyss promet l'ordre sans l'assurer;
> d) Troubles économiques, manifestations et situation instable. Vulnérabilité du Front patriotique [*Vaterländische Front*], dont les partisans, fidèles au gouvernement, ne peuvent plus s'exprimer librement et se découragent.»[35)]

Le 9 mars 1938, le Dr Schuschnigg annonce un plébiscite pour le 13, sans respecter aucune des règles fondamentales fixées par la constitution.[36)]

Le délai accordé est beaucoup trop court et ne permet pas une organisation sérieuse du plébiscite. Il rédige enfin un texte volontairement obscur et

---

35) K. von Schuschnigg, *op. cit.*, pp. 111-112.
36) D'après la constitution autrichienne, un plébiscite ne pouvait être organisé qu'à l'initiative du parlement, et ce après accord du président de la République.

teinté de séparatisme:

> «Pour une Autriche libre, allemande, indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et unie! Pour la paix, le travail et l'égalité de tous les citoyens fidèles à leur peuple et à leur patrie!»

Les accords passés avec Hitler sont rompus, tant dans leur esprit que dans leur contenu. Les conditions qui règnent dans le pays ont atteint leur summum; 40 000 réfugiés autrichiens ont déjà gagné le Reich.[37)]

> «Le plébiscite a été fixé au dimanche suivant, le 13 mars. Un pays qui est gouverné autoritairement depuis cinq ans, qui n'a pas connu d'élection démocratique depuis six ans, dans lequel il n'existe ni listes électorales ni partis démocratiques, doit organiser en quelques jours un plébiscite qui prétend passer dans le monde entier pour une libre décision de la population. Un gouvernement se présente devant le peuple, après l'avoir exclu pratiquement de toute activité pendant quatre ans. Une folie.»[38)]

Le Dr Schuschnigg aurait pu démissionner après la signature des accords de Berchtesgaden et demander au président Miklas d'annuler le traité. Ce geste aurait du moins traduit une ligne claire, même s'il était en contradiction avec les propos mêmes de Schuschnigg, selon lesquels il n'était pas opposé à l'*Anschluß*. Son refus de céder aux exigences de Hitler, formulées le 10 mars (reporter le plébiscite de trois à quatre semaines afin d'en permettre une meilleure préparation et lui conférer un caractère légal et définitif admis par tous) devait entraîner une réaction en chaîne, par laquelle l'Autriche allait véritablement être rattachée au Reich.

> «Suite au comportement du Dr Schuschnigg, Hitler était contraint à l'action, s'il ne voulait pas subir une humiliation...
>
> La crise du mois de mars 1938 avait été provoquée par Schuschnigg, et non par Hitler. L'Allemagne n'y était préparée ni militairement ni diplomatiquement. Tout dut être improvisé en quelques jours.»[39)]
>
> «Dans la journée du 10 mars 1938, on croyait encore pouvoir trouver une issue, à Berlin, en reportant la date du plébiscite et en modifiant son texte, ce afin de pouvoir poursuivre la politique de détente

---

37) P. Kleist, *Auch Du warst dabei*, p. 201.
38) H. Andics, *Der Staat den keiner wollte*, p. 550.
39) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, pp. 146, 149.

> de Berchtesgaden avec Schuschnigg. Par égard pour Mussolini, Hitler s'accrochait, avec la fermeté dont il était capable, aux accords passés...
>
> Nous savons par le journal du futur général d'armée, Jodl que Hitler n'a signé l'ordre de déclenchement de l'"opération Otto", qui ne prévoyait un déploiement de troupes dans le cas d'une attaque contre l'Autriche, que le 11 mars 1938, vers 13 heures.»[40)]

Le 10 mars, le général von Manstein reçut l'ordre de prévoir un plan d'attaque qui ne nécessita ni mobilisation ni préparation d'aucune sorte.[41)] Les protestations vigoureuses et significatives qui s'élevèrent dans toute l'Autriche contre Schuschnigg à la suite de la proclamation de ce plébiscite légalement inapplicable (il n'avait même pas fait part de sa décision à son Conseil)[42)] et son refus d'en reporter la date autorisèrent Hitler, dès le 10 mars, à accuser Schuschnigg d'avoir rompu le traité et d'avoir délibérément fait acte de provocation.

Le 11 mars, Schuschnigg décréta l'annulation du plébiscite et compléta sa décision par des mesures de sécurité inhabituelles, dont un couvre-feu à 20 heures. L'annulation du plébiscite était destinée à donner l'impression, surtout en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, que l'Autriche avait cédé à un chantage du gouvernement du Reich – et en fait, c'est bien le résultat auquel on est parvenu. Au vu des notes diplomatiques échangées au cours de ces dernières semaines et de ces derniers jours, Schuschnigg savait que les puissances occidentales, surtout la France, n'interviendraient – avec leurs forces militaires – en faveur de l'Autriche que:

> «si une violation manifeste se produisait, c'est à dire si le gouvernement autrichien considérait qu'il lui avait été fait violence...»[43)]

La «bombe» (c'est ainsi que Mussolini avait désigné le plébiscite précipité) lui avait finalement «éclaté dans les mains».[44)] La guerre civile prévue par Schuschnigg peu de temps avant sa démission n'eut pas lieu.[45)]

Lorsque Hitler donna l'ordre à ses troupes de marcher sur l'Autriche, le 11mars 1938, il ne voyait pas encore clairement quel serait le statut juridique

---

40) H. Sündermann, *op. cit.*, p. 152, et Guido Schmidt, «Schmidt-Prozeß», p. 578.
41) K. Zentner, *op. cit.*, p. 42.
42) *ibid.*, p. 41.
43) H. Sündermann, *op. cit.*, pp. 150-154, et Guido Schmidt, *op. cit.*, p. 573.
44) A. von Ribbentrop, *op. cit.*, p. 159.
45) *ibid.*, p. 166.

de sa patrie.[46] Il ne pouvait pas prévoir avec certitude (à l'exception de l'occupation de la Rhénanie, en 1936) une «Guerre des Fleurs», la première dans l'histoire de l'humanité. Il ne pouvait non plus prévoir les réactions à l'étranger. Certes, il connaissait l'opinion de Nevile Henderson, ambassadeur britannique à Berlin. Celui-ci – en toute probabilité sans l'accord de son gouvernement – «ne cachait pas qu'il souhaitait voir l'Allemagne et l'Autriche réunies en un seul État».[47]

Finalement, c'était bien la presse étrangère qui lui avait attribué l'intention de rattacher l'Autriche à son pays et qui avait annoncé que l'Angleterre et la France ne souhaitaient pas intervenir. Mussolini l'avait de son côté assuré de son amitié. Ces trois facteurs l'ont décidé à réunifier l'Autriche et l'Allemagne.

> «Les livres scolaires autrichiens ne parlent pas des foules enthousiastes qui accueillirent Hitler lors de son entrée à Vienne. Cet *Anschluß*, que souhaitait la quasi-totalité de la population de ce pays ruiné économiquement, du socialiste Renner au cardinal Innitzer, passe maintenant pour une simple occupation militaire.»[48]

Le rattachement de l'Autriche au Reich n'était ni une annexion au sens habituel du terme, ni une expédition de pillage, ni la mise en esclavage d'un peuple libre, ni l'abolition d'un régime démocratique. Il ne s'agissait là que de l'accomplissement de la volonté de la population autrichienne et du droit à l'*Anschluß* qu'elle avait revendiqué bien avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. En cela, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne était conforme au droit international d'auto-détermination des peuples.

> «Que se serait-il passé si Hitler s'était tenu à l'écart? Spéculation, certes, mais celle-ci repose sur des faits réels. Les conflits internes latents auraient probablement dégénéré en émeutes, en un bain de sang qui n'aurait trouvé de conclusion que par l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes autrichiens, qui auraient eux réalisé l'*Anschluß*.
>
> L'action de Hitler a probablement épargné cette effusion de sang à l'Autriche. Adolf Hitler a compris quel était le destin inéluctable de ce pays, et il a agi en conséquence. Les puissances alliées ont pu assister à la violation de la souveraineté d'un pays étranger et condamner l'annexion, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire. Mais au vu des événements,

---

46) H. Guderian, *Erinnerungen eines Soldaten*, pp. 42-49.
47) Ch. Bewley, *Hermann Göring*, p. 175.
48) *Der Spiegel*, N° 47/1962, p. 112.

ils pouvaient difficilement affirmer que Hitler avait annexé une Autriche récalcitrante par la force des armes. Ils ne pouvaient pas nier non plus que son action avait ramené l'unité et l'ordre dans le vieux cœur de l'Europe.»[49)]

«Depuis longtemps, les Autrichiens avaient la nostalgie du rattachement à l'Allemagne. L'Autriche aurait déjà été unie au Reich allemand si les puissances victorieuses de Versailles ne le lui avaient pas interdit, et ce malgré la résolution prise à l'unanimité des voix par l'Assemblée nationale autrichienne en 1918, en accord avec la volonté populaire:

"L'Autriche allemande est partie intégrante de la République allemande."

Jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, en 1933, les sociaux-démocrates s'étaient montrés les partisans les plus acharnés de la réunification. Mais le rattachement [de l'Autriche] à l'Allemagne de Hitler, c'était autre chose.»[50)]

---

49) P.H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 47.
50) K. Zentner, *op. cit.*, p. 40.

Munich

La conférence de Munich du 29 septembre 1938, à laquelle ont pris part Chamberlain pour la Grande-Bretagne, Édouard Daladier pour la France, Mussolini pour l'Italie et Hitler pour l'Allemagne, et qui a fixé les modalités du rattachement du territoire des Sudètes à l'Allemagne, découle de la situation impossible créée par le traité de Versailles. De fait:

1. Un État qui tyrannise ses minorités ethniques bien que celles-ci représentent la majorité de sa population, n'est pas viable.[1)]

2. Un État dont les dirigeants parlent de «démocratie», d'«égalité», d'«autonomie», de «volonté de réconciliation» et qui agit dans la pratique contrairement à ces principes ne peut espérer une situation intérieure stable.

3. Les Tchèques, qui tenaient les rênes du pouvoir en Tchécoslovaquie, n'avaient réussi à gagner aucune minorité ethnique ni aucun pays voisin à leur cause, bien au contraire: ce sont ces minorités (en particulier les Slovaques) qui, aidées par la Pologne et la Hongrie, ont travaillé à la perte de l'État tchécoslovaque au cours de l'année décisive de 1938.[2)]

4. Un État qui n'a été créé par des grandes puissances à l'issue d'une guerre mondiale que pour des raisons stratégiques doit nécessairement se disloquer une fois déplacés les intérêts stratégiques.[3)] Et, de fait, la situation en 1938 n'était plus la même qu'en 1919:

a) En 1938, l'Allemagne était une puissance militaire de poids, tandis que la France était affaiblie sur le plan intérieur.

b) Le rattachement de l'Autriche avait provoqué un encerclement de la Tchécoslovaquie et donnait à l'Allemagne une frontière que les Tchèques n'avaient pas encore fortifiée.

c) La construction de la ligne Siegfried, entreprise en 1936, avait été fortement accélérée après la crise du mois de mai 1938 provoquée par Édouard Bénès. En septembre 1938 la ligne était terminée et constituait de fait un obstacle sérieux à l'aide que la France pouvait apporter à la Tchécoslovaquie.

d) La Tchécoslovaquie ne présentait une valeur stratégique pour la France

---

1) En 1938, la Tchécoslovaquie avait une population totale de 15 millions d'habitants, dont: 7 millions de Tchèques, 3,5 millions d'Allemands, 2,5 millions de Slovaques, 0,76 million de Hongrois, 0,5 million de Carpato-Ukrainiens, 0,11 million de Polonais.

2) H. Roos, *Polen und Europa – Studien zur polnischen Außenpolitik 1931-1939*, p. 281.

3) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I , pp. 308, 344.

et la Grande-Bretagne que si les 40 divisions allemandes pouvaient être retenues jusqu'à ce que la France puisse effectuer une percée importante de l'autre côté du Rhin. L'*Anschluß*, la ligne Siegfried, la supériorité de l'aviation allemande sur l'aviation tchèque et la consolidation de la situation intérieure en Allemagne ne laissaient aucun doute à ce sujet.

e) Dans les années vingt, le gouvernement de Prague avait créé une situation intérieure tellement tendue que les soldats provenant des minorités ethniques passaient pour «peu sûrs».[4)]

f) Puissance victorieuse en 1918 au même titre que la France, la Grande-Bretagne s'était plus ou moins tournée vers son empire. En 1938, elle n'avait nullement l'intention de se laisser entraîner dans une guerre pour l'affaire tchécoslovaque, d'autant que les hommes politiques britanniques étaient conscients du fait que Staline utiliserait cette guerre en fonction des intérêts de la révolution bolchevique mondiale.

g) La France ne pouvait mobiliser aucune des puissances de l'Europe de l'Est pour venir en aide à la Tchécoslovaquie. Les pays en question avaient fait clairement comprendre à Paris qu'ils ne bougeraient pas le petit doigt pour sauver le gouvernement de Prague. Ils se refusèrent fermement à laisser passer l'armée soviétique au travers de leur territoire. La Roumanie et la Pologne craignaient par-dessus tout «que la demande russe de passage des troupes à travers la Roumanie ne cachât une pensée secrète: celle de reprendre sans combat la Bessarabie».[5)] Au reste, la Pologne avait elle-même formulé des revendications territoriales à la Tchécoslovaquie. Il ne lui était plus possible, d'autre part, de s'aligner sur Paris depuis que la France avait conclu un pacte d'alliance avec l'Union soviétique en 1935-1936.

> «Ses voisins de frontières lui étaient hostiles ou indifférents. La Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie déclaraient ouvertement leur inimitié au gouvernement de Prague; la Roumanie refusait le passage des troupes russes. Et ainsi, les conditions posées par la Russie à son intervention n'étaient pas remplies!»[6)]

h) À la suite de ce déplacement de forces, la France et la Grande-Bretagne, alliées militaires et politiques de la Tchécoslovaquie, ont fini par faire front commun contre leur protégé tchèque, en septembre1938, s'opposant ainsi à la volonté de Bénès de venir à bout de ses difficultés

4) F. O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 204.
5) G. Bonnet, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay*, p. 202.
6) *ibid.*, p. 140.

internes au moyen d'une guerre européenne.[7)]

Créer un État composé pour 49,5 % de minorités refusant, pour beaucoup, de cohabiter avec les Tchèques dans un même pays était en soi une affaire délicate et dangereuse. Lord Maugham, Garde des sceaux et président de la Chambre haute britannique, avait dit, lors d'un débat sur la conférence de Munich, que l'État pour lequel on avait failli déclencher une guerre n'aurait jamais dû être.[8)] Le vicomte Rothermere, directeur du service de presse du ministère de l'Information, déclarait de même:

> «Depuis la création de cette caricature d'État, les dirigeants tchèques ont commis pratiquement toutes les sottises imaginables.»[9)]

Lord Halifax, ministre des Affaires étrangères, devait communiquer à son ambassadeur à Paris, le 9 septembre 1938, qu'il fallait se demander «s'il valait la peine de faire la guerre pour une chose que personne ne peut préserver ni ne veut sincèrement rétablir».[10)]

Le 26 mai 1938, soit plusieurs mois avant la conférence de Munich, le comte Grzybowski, diplomate polonais et ami personnel du colonel Beck, ministre des Affaires étrangères, déclarait, lors d'un entretien privé avec son collègue français Coulondre, que:

> «C'est une chimère que de vouloir sauver la Tchécoslovaquie. Elle croulera tôt ou tard comme un château de cartes.»[11)]

Le maréchal Pilsudski lui-même considérait, depuis 1918, que ni la Tchécoslovaquie, ni l'Autriche n'étaient viables. La question était seulement de savoir quel État disparaîtrait le premier.[12)] Le colonel Beck voyait dans la Tchécoslovaquie une impossibilité européenne avec laquelle on ne pouvait pas faire de politique.[13)] Les 25 et 26 mai 1938, soit plusieurs mois avant la conférence de Munich, les diplomates polonais à l'étranger firent savoir aux gouvernements européens «que la Tchécoslovaquie, composite arbitraire de minorités nombreuses et hostiles les unes aux autres, était un État condamné».[14)]

7) A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 153.
8) W. Jaksch, *Europas Weg nach Potsdam*, pp. 332-333.
9) V. Rothermere, *Warnings and Predictions*, p. 117.
10) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, p. 109.
11) R. Coulondre, *De Staline à Hitler. 1936-1939*, p. 151.
12) R. Breyer, *Das deutsche Reich und Polen 1932-1937*, p. 141.
13) H. Roos, *op. cit.*, p. 276.
14) *ibid.*, p. 324.

La création de cet État, «dont le nom sonne bizarrement aux oreilles anglaises»[15] et sur lequel pesait l'hypothèque d'une hostilité envers l'Allemagne,[16] était d'autant plus délicate que les Tchèques, qui avaient été contraints d'inclure de si nombreux germanophones dans leur nouvel État, aimaient qualifier ceux-ci de «rebelles», d'«émigrants», de «colons», etc... et les traiter comme tels.[17]

> «Lors des négociations de paix qui ont suivi la première guerre mondiale, le "mémoire 3" tchécoslovaque refusait déjà le droit à l'auto-détermination aux Allemands [des Sudètes], déclarant qu'ils n'étaient que les descendants d'émigrants et de colons.»[18]

Un historien tchèque a reconnu cet état de fait:

> «L'opinion généralement admise, qui consiste à penser que la Tchécoslovaquie aurait pu ainsi survivre sans la capitulation des puissances occidentales à Munich, est une erreur. C'est l'une des nombreuses légendes de la propagande qui se sont enracinées dans l'opinion publique.»[19]

L'hostilité envers la minorité allemande a été constamment consolidée, après Versailles, par la volonté délibérée des Tchèques de nuire socialement, économiquement et culturellement aux Allemands des Sudètes, de leur faire prendre en haine l'État dans lequel ils habitaient et de provoquer ainsi leur départ[20] bien qu'ils se soient comportés loyalement envers un ordre qui avait été institué malgré eux.[19]

> «Les Tchèques se sont considérés d'emblée comme le peuple représentant l'État, et ils n'ont pas jugé utile de donner l'impression à leurs deux minorités (les Allemands et les Slovaques) que le nouvel État était aussi leur État.» [21]

Le parlement, la constitution et le gouvernement tchécoslovaques

15) W. Churchill, *op. cit.*, tome I: «L'orage approche», livre I: «D'une guerre à l'autre», p. 278.
16) F. Gause, *Deutsch-slawische Schicksalsgemeinschaft*, pp. 271, 280.
17) E. J. Reichenberger, *Wider Willkür und Machtrausch*, p. 77.
18) *Das östliche Deutschland – ein Handbuch*, p. 169 et H. Raschhofer, *Die tschechoslowakischen Denkschriften für die Friedenskonferenz von Paris 1919-1920*, p. 95 *seq.*
19) F. O. Miksche, *op. cit.*, p. 203.
20) F. Gause, *op. cit.*, pp. 271 et 280.
21) H. Mau et H. Krausnick, *Deutsche Geschichte der jüngsten Vergangenheit 1933 bis 1945*, p. 110.

restaient en place sans aucune autorisation des minorités. L'opposition parlementaire demeurait sans influence, en dépit du résultat des élections. Un petit groupe autour de Bénès détenait le pouvoir et accentuait l'égoïsme national tchèque jusqu'à lui faire prendre des proportions démesurées, toujours sous le masque de la démocratie. Les partis politiques tchèques exerçaient une influence prépondérante dans la nomination des membres de l'Assemblée nationale constituante, des cinq commissions parlementaires de la Pétka, et dirigeaient ainsi toute la politique sans tenir aucun compte de la volonté populaire.[22)]

> «La formation d'un bloc allemand en Tchécoslovaquie n'était pas due à la seule arrivée de Hitler au pouvoir, en 1933, elle était aussi la conséquence du comportement des Tchèques et de l'évolution intérieure de l'État. Son aspiration à l'autonomie était réelle; la Tchécoslovaquie a elle-même provoqué la crise de 1938 en rejetant toutes les propositions allemandes de conciliation.»[23)]
>
> «Les Tchèques ne combattaient pas le national socialisme mais plutôt la culture et les traditions allemandes. Le national-socialisme ne pouvait donc pas être tenu responsable de ce conflit qui avait déjà commencé en 1919. Bien avant que Hitler n'ait acquis un poids politique en Allemagne, les journaux tchèques aimaient à répandre la haine, malgré la censure de l'État:
>
> Le 29 octobre 1920, le *Ceské slovo* déclarait que l'on ferait mieux de "pendre les Allemands aux potences et aux lanternes" plutôt que de leur accorder l'égalité des droits.
>
> Lors de la fête du Sokol, en 1919, *Zlata Praha* écrivait qu'il fallait "fouetter" les Allemands pour leur faire passer la frontière.
>
> Le 6 janvier 1926, *Vonkov* regrettait que les Allemands des Sudètes ne se soient pas rebellés contre les Tchèques après la défaite de 1918, car c'eût été l'occasion de "remettre de l'ordre".
>
> La publication officielle de l'État, *Cesko-slovenskà*, écrivait, en octobre 1921:
>
> "La minorité allemande de Brünn va fondre comme neige au soleil et rien ne pourra la sauver. Il est du devoir de la majorité tchèque de contribuer par tous les moyens à l'accélération de ce processus."
>
> Lors d'un défilé militaire, en 1923, un orateur déclarait, à Podersam:
>
> "Nous autres Tchèques, nous devons tâcher de prendre en main toute l'industrie. Il nous faut combattre jusqu'à la disparition de la dernière cheminée d'usine allemande, ... jusqu'à ce que tout le capital allemand se trouve entre nos mains."»[24)]

22) B. Celovski, *Das Münchener Abkommen 1938*, pp. 104-105.
23) F. Gause, *op. cit.*, p. 280.
24) R. Pozorny, *Wir suchten die Freiheit*, pp. 92, 180, 179.

En 1936, la situation ne s'était pas améliorée. Le 15 avril 1936, le journal tchèque *Obrana* (encore un exemple de la censure rigide qui pesait sur la presse!) écrivait:

«Le problème des régions frontalières n'est pas seulement une question sociale; le problème des régions frontalières, c'est pour nous la nécessité de regagner plus d'un tiers du territoire national. Le problème des régions frontalières, c'est d'implanter dans le tiers du pays les hommes de notre peuple, de notre sang.

Stráz Nroda, le 13 mars 1936:

L'achat progressif de biens immobiliers dans nos régions frontalières est le meilleur moyen d'assurer les positions tchèques. Chaque parcelle de terrain qui passe dans nos mains est une consolidation de l'élément tchèque.»[24)]

«La conséquence de cette attitude fut que, sous la domination tchèque, le pays des Sudètes eut les plus hauts taux de mortalité infantile et de suicides du monde. Ce n'était pourtant pas là une réaction contre le traitement naguère pratiqué à l'égard de la minorité tchèque par l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Le secret de leur prospérité [celle des Tchèques] se trouvait principalement dans le fait que 65% de l'industrie de l'ancienne monarchie, bien commun de 54 millions d'hommes, appartenaient maintenant en propre à un État indépendant de 14 millions d'habitants. C'est une preuve de plus que les nationalités slaves n'ont pas été si mal traitées par les Habsbourg qu'on l'a prétendu par la suite.

En effet, les ouvriers d'industrie tchèques étaient les mieux payés dans l'ancienne Autriche. Les plus riches paysans étaient les Croates, tandis que le niveau de vie des Tyroliens, d'une province typiquement allemande, avait toujours été relativement bas.»[25)]

Que s'est-il passé après la défaite austro-allemande?

«Plus d'un demi-million de Tchèques se sont implantés d'un seul coup dans une région où ils n'avaient qu'un devoir: être les avant-postes d'une entreprise agressive de l'expansion tchèque. Dans le même temps, de beaux discours démocratico-humanitaires étaient destinés à donner le change. C'est ainsi que 31% du territoire a été confisqué sans qu'il y eût aucun moyen légal de s'y opposer; ce n'était rien d'autre qu'un acte de piraterie organisé par l'État et commis sous sa direction personnelle.

Politiquement, c'est pure folie que de vouloir faire émigrer sans cesse d'autres Allemands dans des régions en crise et déjà surpeuplées. Nous déclarons sans fard ["Jeune socialiste" Wenzel Jaksch, le 26 avril

25) F. O. Miksche, *op. cit.*, pp. 190-191.

1936 à Bodenbach] que le préjudice infligé aux Allemands dans le domaine des services publics, de l'administration et dans la question linguistique a atteint un degré tel que la situation est intenable pour tout le monde. La petite guerre des nationalités s'étend à tous les fronts et gâche l'atmosphère intérieure de l'État.»[26)]

Exploitant tous les moyens légaux qu'il avait à sa disposition, le gouvernement de Prague mit la politique scolaire au service de l'expansion tchèque. Pour ce faire, il créa deux sortes d'écoles:

> «l'une pour les non-tchèques, l'autre pour les enfants tchèques et pour ceux qu'attiraient les avantages sociaux ou dont les parents pouvaient être soumis au chantage. Ces enfants étaient peu à peu perdus pour la culture allemande.»[27)]

L'Angleterre et la France ont pratiquement toujours considéré la Tchécoslovaquie comme une plate-forme d'attaque contre l'Allemagne et non comme un État libre qui aurait pu établir de bonnes relations avec Berlin ou qui se devait tout au moins de pratiquer une politique acceptable, ne serait-ce que pour consolider la paix en Europe. Dans les capitales occidentales, on a délibérément passé sous silence le combat des nationalités que les Tchèques ont mené contre les Allemands de souche et les «crimes contre l'humanité» qui en ont été les conséquences. Les intérêts de la France étaient tout autres.

En 1919, le maréchal Foch devait déclarer, en sa qualité de premier conseiller, lors des négociations de paix de Versailles:

> «Voyez [dirigeant son regard sur une carte de la Tchécoslovaquie], voici un beau bastion. Puisque vous ne m'accordez pas de repousser la frontière jusqu'au Rhin, laissez-moi du moins ce bastion.»[28)]

Dans ses mémoires, Churchill a reconnu le fait:

> «Le simple fait que la Tchécoslovaquie soit neutralisée entraîne la libération de 25 divisions allemandes, qui pèseront sur le front occidental; en outre, elle ouvre aux nazis triomphants la route de la Mer Noire. Du fait de la chute de la Tchécoslovaquie nous avions certainement subi une perte équivalant à environ 35 divisions.»[29)]

26) R. Pozorny, *op. cit.*, pp. 163, 208.

27) K. Rabl, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, p. 119, et K. E. Freiherr von Türcke, *Das Schulrecht der deutschen Volksgruppen in Ost- und Südosteuropa*, pp. 537-679.

28) W. Jaksch, *op. cit.*, p. 333.

29) W. Churchill, *op. cit.*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 310 et 344.

Un historien a confirmé que «la vieille Tchécoslovaquie, alliée de la France et de l'Union soviétique était un poignard dirigé contre l'Allemagne, un bastion ennemi en pays allemand, une plate-forme d'attaque pour les adversaires du Reich».[30] Et, de fait, elle avait été créée à cet effet.

Lorsque par la signature du pacte germano-polonais de non-agression et d'amitié, en janvier 1934, la France dut renoncer à l'appui de «quelque 60 divisions polonaises»,[31] elle accentua ses démarches pour ne pas perdre du moins les 40 divisions tchèques et le seul pays de l'Europe centrale ou orientale à posséder une industrie de guerre (la Tchécoslovaquie fabriquait à elle seule les huit neuvièmes de la production d'armements de ces pays). Cette volonté s'est reflétée dans son empressement:

a) à multiplier les échanges avec le gouvernement tchèque, à l'assurer de son alliance et de son soutien en politique économique, intérieure et étrangère;

b) à inciter Prague à écarter les minorités du pouvoir et de toute haute fonction, pour maintenir la valeur de l'alliance militaire avec l'armée tchèque.

> «On partait du principe que la présence de Henlein [chef du parti allemand des Sudètes] au gouvernement avait à peu près la même signification que si l'attaché militaire allemand était chef de l'état-major général de l'armée tchèque.»[32]

Bénès se vengea à sa manière:

> «Pendant vingt ans le président Bénès avait été l'allié fidèle et presque le vassal de la France, soutenant toujours, à la Société des Nations et en toutes occasions, la politique et les intérêts français.»[33]

Un historien tchèque déclare:

> «On avait pensé que l'Allemagne serait éternellement liée par le traité de Versailles; c'était impossible. D'un autre côté, l'existence même de ces États nouvellement constitués dépendait du traité. De fait, toutes les occasions étaient bonnes pour jeter de l'huile sur le feu et attiser l'hostilité franco-allemande de façon à empêcher tout rapprochement entre Paris et Berlin. Afin de maintenir leur position ils s'opposèrent

---

30) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 40.
31) E. Moravec, *Das Ende der Benesch-Republik*, p. 213.
32) *ibid.*, p. 233.
33) W. Churchill, *op. cit.*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 309.

à toute tentative de revoir les règlements manifestement injustes du traité de Versailles.»[34)]

Sauf en septembre 1938, la France n'a jamais incité son alliée tchèque à se réconcilier avec l'Allemagne, au contraire: elle lui a toujours recommandé de «rester ferme».[32)] Une requête que Bénès était fort disposé à satisfaire, puisqu'il savait que l'Allemagne n'oserait pas s'engager dans une guerre contre une telle coalition. Cet état de choses eut pour conséquence un renforcement des mesures prises contre le Reich et une aggravation de la situation intérieure qui était devenue d'autant plus explosive qu'après les élections du mois de mai 1935, le Front patriotique des Sudètes allemands (*Sudetendeutsche Partei* – Parti allemand des Sudètes) était le parti le plus important de toute la Tchécoslovaquie, bien qu'il fût toujours exclu des affaires de l'État.

Le président Bénès trouva une parade:

> «Dans un État démocratique, c'étaient les droits des individus et non pas ceux des groupes en tant que tels qui devaient être protégés, et il serait impossible d'admettre des revendications totalitaires ou autoritaires.»[35)]

Hodza, son Premier ministre, maîtrisait ce langage avec tout autant d'aisance. Il refusa d'organiser des élections régionales dans le territoire des Sudètes «aussi longtemps qu'elles revêtiraient un caractère militant»; il refusa de même les propositions du parti allemand des Sudètes car:

> «les groupes de population ne sont pas considérés par la constitution comme des personnes juridiques, et leurs représentants n'ont pas de statut particulier.»[36)]

Par de telles gloses, les dirigeants tchèques ne pouvaient qu'espérer que leurs partenaires soient trop stupides ou trop partiaux pour ne pas voir les contradictions et l'imposture inhérentes à leurs déclarations. Comment peut-on protéger les droits de l'individu ou prétendre les protéger si le gouvernement refuse de tenir compte des droits de l'ensemble des individus? Il devait être clair pour tout observateur étranger (et ce l'était en effet) que la Tchécoslovaquie n'était ni une «démocratie», ni un «État de droit», mais

34) F. O. Miksche, *op. cit.*, p. 202.

35) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. I, doc. 156. Newton, ambassadeur de Grande-Bretagne à Prague à Halifax, le 23 avril 1938, sur son entrevue avec Bénès.

36) *ADAP* II, doc. 38, p.70. Eisenlohr, ambassadeur allemand, à l'Auswärtige Amt, 21/12/ 1937.

bien plutôt un État multinational maintenu en vie par une clique d'hommes politiques tchèques, dont toute la politique intérieure se résumait pratiquement dans le combat des nationalités. Le 19 avril 1938, Basil Newton, ambassadeur de Grande-Bretagne à Prague, s'est vu obligé de faire la recommandation suivante:

> «Il me paraît tout d'abord nécessaire de remplacer à chaque occasion le terme de "minorités" par celui de "nationalités", car il n'est rien qui agace plus les Allemands des Sudètes que l'emploi de ce terme de "minorité" qu'on leur applique...
>
> Je ferais également remarquer à Monsieur le Dr Bénès que les observateurs étrangers ont constaté qu'il a énoncé, en diverses occasions, des principes nouveaux, qui devraient régir à l'avenir l'administration, et un esprit nouveau qui doit l'inspirer. Ses détracteurs étaient enclins à répondre que ce sont là certes de belles paroles, mais rien de plus.»[37]

Quelques jours après son entrevue avec Bénès, il ajoutait:

> «Utilisant l'expression d'"États-Unis de Bohême et de Slovaquie", je lui expliquai qu'il n'était pas dans mon intention d'amorcer une discussion sur le thème de la fédération, mais simplement de souligner les idéaux d'unité et de participation. Le Dr Bénès m'écouta avec attention et il me dit qu'il était personnellement d'accord avec ma remarque. Il était depuis longtemps conscient du fait que la Tchécoslovaquie ne pouvait pas être un État national [*he had long held that* ...] ...Le Conseil [à Prague] savait déjà que son programme signifiait la fin du concept d'État national ...»[35]

Mais tout cela n'était également que belles paroles. Pour reprendre les termes du Premier ministre Hodza, le pays était «trop petit pour se laisser atomiser», «pour se suicider» par l'octroi d'une autonomie;[36] ou, pour citer la décision de la Commission plénière du tribunal administratif suprême de Prague du 19 mars 1919 (soit trois mois avant la signature du «traité» de paix de Versailles), on ne pouvait octroyer de droits aux minorités que pour autant «qu'ils ne mettent pas en danger le caractère national de l'État tchécoslovaque». Il est sans doute inutile de préciser que cette formule constituait le leitmotiv de la législation et de la pratique juridique:

> «non seulement de la Tchécoslovaquie, mais de la majorité des États créés ou agrandis par les traités de paix de 1919-1920.»[38]

37) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. I, doc. 150.
38) K. Rabl, *op. cit.*, pp. 99 et 234.

Accessoirement, on peut noter que Bénès, qui était ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie dans les années 1918-1921, a apporté son concours à la décision d'imposer à l'Allemagne la cession de certains territoires à la Pologne.[39]

Grâce à une politique étrangère toute personnelle qu'il décrit ici, Bénès, devenu président de la République en 1935, se sentait habilité à mener sa politique intérieure comme il l'entendait:

> «À partir de 1935, à l'époque de toutes ces négociations si exigeantes et fatigantes, je fis tout mon possible pour maintenir des relations suivies d'une part avec la France et, d'autre part avec l'Union soviétique. Après les élections du 4 juin 1936, qui avaient amené en France la constitution d'un gouvernement de front populaire, Léon Blum, Premier ministre, m'envoya un message dans lequel il m'assurait que la France était décidée à ne plus céder comme l'avait fait son prédécesseur lors de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin. Il me certifia que son gouvernement adopterait une attitude ferme et résolue à l'encontre de l'Allemagne et que nous pouvions compter là-dessus [*we might count on this*]...
>
> Ceci fut en effet la dernière tentative des Français de tenir tête. J. Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères me transmit plusieurs notes dans le même sens. Il essayait, en particulier sur le front est, de reconstituer la "Petite Entente" et de gagner à lui la Pologne.»[40]

La coopération politique et militaire de la Tchécoslovaquie avec une Union soviétique prête à faire la révolution mondiale s'est traduite par l'achat de bombardiers soviétiques, par la promesse d'une aide militaire soviétique au cas où la Tchécoslovaquie serait menacée (en dépit de l'absence de frontières communes) et par la tentative française d'ouvrir à l'Armée rouge une voie vers Prague.[41] Cette politique fut lourde de conséquences pour l'évolution politique en Europe.[42]

> «La Russie avait déjà livré 300 avions de combat aux Tchèques et plusieurs escadrilles soviétiques stationnaient sur les terrains d'aviation tchèques.»[43]

---

39) *ibid.*, p. 102.
40) E. Benes, *Memoirs of Dr. Edouard Benes*, p. 34.
41) H. Roos, *op. cit.*, p. 321.
42) E. Benes, *op. cit.*, p. 40.
43) H.E. Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace*, p. 198 (éd. all., *Entlarvte Heuchelei*, p. 125).

Ce n'est pas Hitler, mais bien Édouard Bénès qui a provoqué la situation de crise dans laquelle s'est trouvé le pays des Sudètes et qui n'a eu de cesse de l'aggraver. L'historien britannique A.J.P. Taylor a dû reconnaître qu'au printemps de l'année 1938, Hitler ne savait pas encore par quel moyen il pourrait venir à bout de la situation, tandis que Bénès était décidé à résoudre le problème insoluble des Sudètes en le transférant sur un «plan international».[44] Les notes diplomatiques montrent que Göring avait assuré aux Tchèques, le 12 mars 1938, «que l'Allemagne n'avait pas l'intention d'entreprendre une action contre la Tchécoslovaquie». Après avoir réalisé l'*Anschluß*, Hitler déclara que «le règlement de l'affaire tchécoslovaque ne pressait pas»[45] et rien ne prouve qu'il ait agi autrement qu'en conséquence.

> «On raconte que les nationaux-socialistes avaient délibérément poussé les minorités allemandes, jusqu'alors plutôt satisfaites, à l'émeute. Ces dernières auraient formulé par la suite des revendications pour servir les intérêts politiques du Reich. L'enquête impartiale de Lord Runciman prouve que tout cela est faux. Hitler n'a pas provoqué le mécontentement des Allemands des Sudètes. Au contraire: au sommet de l'agitation, lors du rattachement de l'Autriche au Reich, des diplomates allemands en poste en Bohême conseillèrent à la population allemande de ne pas réagir aux provocations des Tchèques.»[46]

Par contre, d'autres hommes politiques examinaient déjà très sérieusement la question tchécoslovaque «bien avant que Hitler n'eût formulé ses intentions».[47]

> «Non seulement les Britanniques et les Français pressèrent les Tchèques de faire des concessions, mais les Britanniques pressèrent aussi Hitler (dès le 10 mai 1938) à énoncer ses revendications à l'encontre de la Tchécoslovaquie. Il en fut assez surpris.»[48]

Avant que n'éclate la crise de mai-juin 1938, le gouvernement du Reich s'était efforcé par six fois d'engager des pourparlers avec Bénès. Les négociateurs allemands furent à chaque fois éconduits.

---

44) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 153.
45) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 47, et A.J.P. Taylor, *op. cit.*, pp. 148, 151-155, et TMI, vol. IX, pp. 337-338.
46) P.H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 48.
47) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 155.
48) *ibid.*, p. 161.

«Il n'a même pas jugé utile de répondre à la proposition par voie télégraphique que lui avait faite le diplomate Eisenlohr, le 16 février 1938.»[49]

En décrétant la mobilisation générale de l'armée tchécoslovaque, Bénès, qui était alors président de la République, a déclenché la crise de mai 1938. Pour cela, il a prétexté des rumeurs concernant les mouvements de troupes allemandes en direction de la frontière. Ces rumeurs émanaient des services d'information britanniques, «manifestement du Foreign Office»[50], donc de la même capitale d'où l'on avait quelque temps auparavant pressé Hitler de rendre publiques ses revendications à l'égard de la Tchécoslovaquie, ce qui l'avait tellement surpris à l'époque. Il est inutile de dire ici que ces rumeurs, et la mobilisation générale qui suivit, ont tout autant surpris Hitler.

«En fait, il n'y avait aucun mouvement de troupes allemand, ce qui a été confirmé indéniablement par la suite lors du procès de Nuremberg, en 1945. Qu'est-ce donc qui a incité le gouvernement tchèque à une telle provocation à la guerre?

Deux possibilités peuvent être envisagées. On ne peut que présumer de leur exactitude. Le gouvernement tchèque a pu vouloir, comme Schuschnigg, faire un bond en avant et provoquer délibérément une guerre...

L'autre possibilité, c'est que des groupes de résistants allemands aient appris l'existence du deuxième plan d'étude "Grün", sans en connaître le contenu. Il est possible que Londres ait été informée de la préparation de cette étude et que les services de renseignements en aient conclu qu'il s'agissait là d'un plan d'attaque éclair (les groupes antinazis, composés en partie d'officiers supérieurs de haut rang, informaient régulièrement le gouvernement britannique des plus importantes affaires militaires).

La presse en Angleterre et en France est remplie de nouvelles alarmantes. La guerre semble imminente. Henderson, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, conseille à ses employés de rentrer chez eux avec femmes et enfants. Il fait la même recommandation aux correspondants de presse britanniques.

Les notes de protestation continuaient à pleuvoir, non pas contre la mobilisation générale tchèque, mais contre des mouvements de troupes inexistants. Les gouvernements de la France et de l'Union soviétique menacent ouvertement de déclencher les hostilités.»[51]

---

49) R. Pozorny, *op. cit.*, p. 374

50) E. Moravec, *op. cit.* p. 241, et A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 165.

51) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 49.

Aujourd'hui encore, bien après la seconde guerre mondiale, une mobilisation générale signifie que le pays se trouve en état de guerre. Pourtant, bien qu'il ait su par la suite que ces rumeurs émanaient de journalistes et de correspondants de presse et qu'elles étaient sans fondement, Bénès a maintenu la mobilisation; les réservistes n'ont été démobilisés qu'au milieu du mois de juin 1938. Malgré le souhait formulé par Hitler, la Grande-Bretagne et la France n'ont pas pu convaincre les Tchèques d'annuler la mobilisation générale.

Dans les consignes secrètes qu'il a fait donner dès le premier jour de la mobilisation tchèque, le 21 mai 1938, Hitler déclare «qu'il n'a pas l'intention de déclencher les hostilités contre la Tchécoslovaquie dans un avenir proche».[52] En fait, il n'a jamais souhaité répondre à cette provocation et il n'était certes pas non plus à l'affût d'un bon prétexte à présenter à l'opinion publique internationale pour écraser la Tchécoslovaquie. S'il avait voulu, à cette époque, envahir ce pays, il n'aurait pu trouver de meilleure justification que cette mobilisation générale de l'ennemi, accompagnée de l'assurance des attachés militaires français et britanniques que le motif invoqué par Bénès était dénué de tout fondement. (Hitler a eu la même réaction lors de la seconde mobilisation générale tchèque des 23 et 24 septembre 1938). En 1945, les Alliés se sont servis, pour tenter de montrer la volonté belliciste de Hitler, d'une phrase extraite du fameux faux, le «rapport Hoßbach»:

> «Pour résoudre la question de l'espace vital allemand, Hitler s'est décidé à attaquer militairement la Tchécoslovaquie et l'Autriche dès que l'occasion s'en présenterait.»

En fait, il n'a pas utilisé les occasions qui se sont présentées, ce qui montre bien que cette «résolution» a été plus tard inventée de toutes pièces.

Les Tchèques ne se contentèrent pas, eux, de décréter la mobilisation générale. Ils accentuèrent les mesures hostiles contre les populations frontalières et déclenchèrent en même temps une campagne de presse pour se moquer de Hitler en présentant sa retenue et son inaction comme des preuves de faiblesse. Si Hitler reculait devant la petite Tchécoslovaquie, ce serait un jeu pour les grandes puissances d'en venir à bout![53] On pouvait donc sans risque exiger davantage encore de l'Allemagne. La presse occidentale reprit cette argumentation en

52) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 36.
53) E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, p. 227.

> «faisant l'éloge de l'appareil militaire tchèque qui avait fonctionné avec une rapidité et une efficacité inattendues. Nous reprîmes confiance, voyant que nous n'étions pas seuls.»[54]

On pouvait juger de la hardiesse du président Bénès au fait que peu de temps avant la conférence de Munich, il a refusé de se plier aux pressions des puissances occidentales qui le conviaient à proposer un compromis aux Allemands des Sudètes.[55] Il est vrai qu'il pouvait compter sur un autre allié: Staline.

> «Le gouvernement soviétique, qui s'était déclaré prêt à tenir les engagements qu'il avait contractés par le traité soviético-tchécoslovaque, confirma à la mi-mai 1938 qu'il défendrait la Tchécoslovaquie contre tout agresseur, même si la France refusait son appui.»[56]
>
> «Le gouvernement soviétique s'est tourné à plusieurs reprises vers les gouvernements de Grande-Bretagne et de France pour envisager une action commune afin de soutenir la Tchécoslovaquie...
>
> L'Union soviétique se déclarait prête à intervenir au profit de la Tchécoslovaquie, même si la France devait ne pas accorder son appui, ce qui était pourtant l'une des conditions *sine qua non* de l'aide soviétique..., et même si la Pologne ou ... la Roumanie se refusaient à laisser passer l'Armée rouge par leur territoire. Le gouvernement soviétique assura le président de la République tchécoslovaque et son gouvernement qu'il ne posait qu'une seule condition à son intervention: il fallait que la Tchécoslovaquie se défende elle-même et qu'elle demande l'aide soviétique.»[57]

Par ailleurs, il ne faisait état d'aucune réserve; l'Armée rouge interviendrait quelle que fût la situation juridique et «qui que soit l'agresseur». Pour la doctrine soviétique, les faits importaient peu. L'agresseur était celui que les communistes définissaient comme tel. L'influence grandissante de l'Union soviétique, qui favorisait un état de crise et laissait apparaître, plus menaçant que jamais, le danger d'une guerre, inquiétait même William Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris. Dans une lettre adressée au président Roosevelt, il lui confiait que la mobilisation générale décrétée par le gouvernement tchèque

---

54) E. Moravec, *op. cit.*, p. 242. Moravec était colonel à l'état-major de l'armée tchèque.

55) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 56.

56) A. I. Nedoresow, «Le mouvement pour la libération nationale en Tchécoslovaquie», éd. russe, pp. 37 et 39.

57) W. P. Bondarenko et P. I. Resonowa, «Le Mouvement de la résistance antifasciste dans les pays d'Europe pendant la seconde guerre mondiale», éd. russe, pp. 95-96.

«devait être considéré comme une incitation à la guerre en Europe, qui ne pouvait avoir d'autre conséquence que l'instauration du bolchevisme sur tout le continent.»[56)]

La conférence de Munich, qui s'est réunie quatre mois après ces événements, aurait pu être évitée si Bénès avait accordé aux minorités allemandes les droits qui leur avaient été garantis dès 1919 et s'il ne s'était pas laissé aller à d'innombrables provocations dans la certitude d'avoir à ses côtés de puissants «amis».

Cinq cent mille chômeurs allemands vivaient à l'époque sur le territoire des Sudètes sans recevoir aucune aide, ni de la caisse maladie, ni d'aucun syndicat (800 000 dans toute la Tchécoslovaquie). Il faut encore ajouter à ce chiffre les membres de familles nécessiteuses. Cette situation ne pouvait pas durer éternellement. Le paiement d'une indemnité de chômage n'était garanti que pendant six mois et il était subordonné à l'adhésion à un syndicat. L'aide sociale accordée par la commune s'élevait à 10 couronnes pour les célibataires et à 20 couronnes pour les personnes mariées (1 et 2 Reichsmarks respectivement).[58)] Cette situation s'est traduite par une misère croissante, par la malnutrition, la maladie, l'augmentation de la mortalité et la régression du nombre de mariages et de naissances. La politique qui consistait à écarter systématiquement les Allemands des Sudètes de l'activité économique et de l'administration, même dans les territoires proprement allemands, devait conduire à une aggravation constante de la situation. La «loi de protection de l'État» composée de 200 paragraphes et les décrets d'application du 23 juin 1936 fournirent la «matière juridique» permettant d'exclure les Allemands des Sudètes de la vie économique tchécoslovaque. Le projet de cette loi était le premier auquel s'attaquait, dès son investiture, le 18 décembre 1935, le président et chef des forces armées, Édouard Bénès. Ce fut aussi, de toutes ses lois, la plus durable. Grâce à des dispositions élastiques concernant les nécessités d'une sécurité de l'État, le gouvernement de Prague pouvait, sans autre forme de procès, licencier un ouvrier ou exproprier un chef d'entreprise qui ne lui convenait pas. Des prescriptions concernant la «zone frontalière» devaient enfin atteindre ceux dont les possibilités d'existence n'avaient pas été compromises par la loi précédente. Sans l'intervention d'Adolf Hitler, le refus de toute politique d'amélioration de la situation générale, l'exode de plus de 214 000 Allemands de Tchécoslovaquie, les pressions de tout ordre qui s'exerçaient sur la population, l'assassinat de 200 Allemands des Sudètes devaient tôt ou tard aboutir à une

58) R. Jung, *Die Tschechen*, pp. 151-152.

conflagration: tous les étrangers qui ont séjourné à l'époque dans cette région étaient d'accord pour dire que la situation était intenable.[59)] Lord Runciman, envoyé spécial du gouvernement britannique, qui est resté en Tchécoslovaquie du 25 juillet à la mi-septembre 1938 pour étudier la situation sur place, est parvenu à cette même conclusion.

Le gouvernement britannique était très bien informé, pendant toutes ces années, des conditions qui régnaient en Tchécoslovaquie. Depuis 1919, les parlementaires allemands de ce pays lui avaient régulièrement fait part de leurs préoccupations.

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes [en Allemagne], c'étaient les agrariens, les démocrates et les sociaux-démocrates de Tchécoslovaquie qui avaient demandé à Londres de les protéger contre l'oppression tchèque. Par la suite, Henlein et ses amis politiques se présentèrent également à Londres dans ce même but. En été 1937, il avait conduit des négociations indépendantes qui devaient aboutir à l'autonomie des districts allemands de Tchécoslovaquie. À l'époque, le gouvernement britannique, sachant pertinemment que les revendications des Allemands des Sudètes étaient justifiées, avait assuré Henlein de son soutien.[60)]

Les Allemands des Sudètes n'ont revendiqué leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance que:

a) lorsque toutes les autres propositions, fruits d'années de patience et de bonne volonté, eurent été rejetées;

b) après la proclamation par le gouvernement tchèque de l'état d'exception, le 12 septembre 1938 (Henlein a formulé ses revendications le 15 septembre 1938);

c) à une époque où les journalistes britanniques, où Lord Runciman, le Premier ministre Chamberlain et même Churchill avaient conseillé la cession du territoire des Sudètes à l'Allemagne. Ainsi dès le 14 mai 1938:

> « "Augur", ancien correspondant diplomatique du quotidien londonien *Times* écrivit dans le *New York Times*:
>
> "Monsieur Chamberlain considère aujourd'hui... que sans aucun doute une mesure radicale s'impose – notamment l'amputation du territoire des Sudètes de la République tchécoslovaque et son rattachement au Reich allemand."»[61)]

Churchill, dans un éditorial du *Times*, le 7 septembre 1938:

---

59) W. Jaksch, *op. cit.*, p. 270, et *ADAP* II, doc. 23, pp. 41-51.
60) F. Hesse, *Das Spiel um Deutschland*, pp. 109-110.
61) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers*, p.126.

«donnait clairement à comprendre que le meilleur moyen de sortir de la situation serait de faire transférer par la Tchécoslovaquie les territoires des Sudètes à l'Allemagne.»[62)]

(Après la conférence de Munich, la Tchécoslovaquie était devenue d'un seul coup, pour lui, l'«État démocratique modèle d'Europe centrale» – voir ses discours d'appel à la guerre, pp. 53-54).

Le 21 septembre, Lord Runciman remit au gouvernement britannique un rapport dans lequel il se prononçait sans équivoque pour le rattachement du territoire des Sudètes à l'Allemagne,

«car la guerre civile menace, et le gouvernement tchèque n'est pas prêt à coopérer de façon adéquate.»[63)]

Malgré de nombreuses interventions et autres propositions de médiation, le gouvernement tchèque n'était pas disposé à faire des concessions. L'influence de Moscou était trop forte. Sur la demande expresse de Bénès, Staline avait confirmé une fois de plus que l'Armée rouge interviendrait militairement si la Tchécoslovaquie se trouvait confrontée à une guerre avec l'Allemagne, quand bien même la France n'accorderait pas son appui, et cela quels que soient les motifs du conflit.[64)] Les seules conditions posées étaient toujours les mêmes: que la Tchécoslovaquie se défende elle-même contre l'agresseur et qu'elle demande l'aide de l'armée soviétique.

«De son côté, le gouvernement soviétique proposa au gouvernement français [début septembre 1938] de préparer une conférence réunissant les délégués des états-majors soviétiques, français et tchèques pour prendre les mesures nécessaires. Litvinov était d'avis que la Roumanie autoriserait les troupes soviétiques et leur aviation à pénétrer dans son territoire, mais il jugeait opportun de soulever la question du soutien à accorder à la Tchécoslovaquie devant la Société des Nations, afin de donner plus de poids à la demande soviétique. Si la Société des Nations décidait d'accorder son soutien, ne serait-ce qu'à la majorité simple des voix (d'après les statuts, il fallait normalement l'unanimité), la Roumanie accepterait certainement cette décision sans s'opposer au passage des troupes soviétiques à travers son territoire..»[65)]

---

62) W. Churchill, *op. cit.*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 303 et I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe p. 75.

63) «Documents et matériaux traitant de la période précédant la seconde guerre mondiale 1937 - 1939», éd. russe, vol. I, pp. 220-238, en particulier pp. 232-234.

64) A. I. Nedoresov, *op. cit.*, éd. russe, pp. 46 et 51.

65) I. M. Maiskii *op. cit.*, éd. russe, p. 73.

Le but recherché par l'Union soviétique devait être clair pour tout homme politique occidental. Lénine n'avait-il pas enseigné dès 1917 que la révolution prolétarienne devait exploiter les contradictions des pays capitalistes, pousser ces derniers à se combattre et à s'entre-déchirer, de manière à ce que la puissance soviétique puisse ensuite imposer sa force pour instaurer le bolchevisme dans le monde?

Pour prouver au président Bénès sa bonne volonté et l'encourager dans sa politique de provocation, Staline prit les mesures suivantes:

> «Ces derniers jours, le gouvernement soviétique a renouvelé l'assurance qu'il interviendrait sans tarder au profit des peuples tchécoslovaques. À cet effet, il a pris les dispositions suivantes: 30 divisions d'infanterie et plusieurs divisions de cavalerie ont été rassemblées à la frontière occidentale de l'Union soviétique. L'aviation et les unités blindées sont en état d'alerte. Comme l'a rappelé N.S. Khrouchtchev en 1955, les forces armées soviétiques étaient sur pied de guerre pour refouler l'agresseur hitlérien s'il s'avisait d'attaquer la Tchécoslovaquie.»[64)]

Lors du rassemblement final du congrès annuel de la NSDAP à Nuremberg, le 12 septembre 1938, Hitler précise sa position vis-à-vis de la politique tchèque et déclare que son gouvernement ne saurait rester indifférent aux injustices subies par les Allemands des Sudètes; aucun État n'a consenti à plus de sacrifices en faveur de la paix que l'Allemagne, mais cette volonté de paix a des limites.

Conséquences ce même 12 septembre:

> «La loi martiale est décrétée dans la plus grande partie du territoire de la République tchécoslovaque. Les Tchèques durcissent leurs positions, la censure de la presse est renforcée, des mesures de police sont prises à l'échelon local, interventions militaires isolées, réunions interdites. Konrad Henlein envoie un ultimatum au gouvernement, dans lequel il exige l'abrogation de la loi martiale, le repli des troupes tchèques dans leurs quartiers et le retrait des unités de police du territoire des Sudètes. Après expiration du délai de six heures, la délégation des Allemands des Sudètes rompt les pourparlers avec le gouvernement et quitte Prague.»

Le 13 septembre:

> «Les Tchèques renforcent les mesures de police et multiplient les opérations militaires; arrestations massives. Une partie des dirigeants du

Parti allemand des Sudètes quitte la Tchécoslovaquie.
La délégation qui accompagne Lord Runciman reconnaît que dans les circonstances actuelles, les revendications du Parti allemand des Sudètes sont légitimes.»

Le 15 septembre:

«Konrad Henlein adresse une proclamation aux Allemands de Tchécoslovaquie et au monde, dans laquelle il demande le rattachement du territoire des Sudètes au Reich. Constitution d'un corps franc des Sudètes en Allemagne.» [66)]

Le 16 septembre, Prague répond par l'interdiction du Parti allemand des Sudètes; 3,5 millions de personnes sont désormais sans représentation démocratique ni organique. Un mandat d'arrêt est lancé contre Konrad Henlein; les communications téléphoniques avec le Reich allemand sont suspendues.[67)] Le 17 septembre, Prague décrète de nouvelles mesures de répression anticonstitutionnelles. Le 19 septembre, Londres et Paris exigent de Bénès l'application du plan anglo-français, c'est-à-dire le rattachement au Reich des territoires des Sudètes ayant une population à majorité allemande, et annulent leur promesse d'aide militaire en cas de conflit. Après avoir pris connaissance du rapport Runciman, les deux puissances occidentales accentuent leur pression sur Bénès en lui communiquant:

«qu'il ne doit plus compter sur leur aide militaire au cas où les troupes allemandes franchiraient la frontière tchécoslovaque.»[68)]

À la suite de cette intervention, Bénès accepte finalement les exigences franco-britanniques le 21 septembre. Le même jour, la Hongrie et la Pologne font part au gouvernement tchèque de leurs revendications territoriales (la cession des territoires de peuplement hongrois et polonais).
Le 22 septembre:

«Le gouvernement Milan-Hodza démissionne. Gigantesques manifestations tchèques pour réclamer le renforcement des mesures répressives contre les Allemands des Sudètes. Des arrestations massives sont opérées. Chaque jour, des milliers de personnes fuient le territoire tché-

66) R. Pozorny, *op. cit.*, p. 304.
67) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. II, doc. 1033, et K. Ploetz, *Auszug aus der Geschichte (1939)*, p. 720.
68) E. Moravec, *op. cit.*, p. 340.

coslovaque et passent la frontière du Reich. Bénès demande au général d'armée tchèque Sirovy de former un nouveau gouvernement.»[69]

Après approbation du parlement britannique, Chamberlain se rend, ce même 22 septembre, à Bad Godesberg pour négocier avec Hitler les modalités de la cession du territoire des Sudètes à l'Allemagne, question qui se trouve au centre du débat depuis son entrevue du 15 septembre à Berchtesgaden. L'évolution précipitée des événements en Tchécoslovaquie oblige Hitler à demander expressément que la question soit réglée dans les meilleurs délais, une exigence que les chefs de l'«opinion publique» interpréteront comme «les nouvelles exigences de Hitler destinées à aggraver la situation».

Dans le même temps, d'autres forces se déchaînent en Europe. Lord Halifax se charge de fournir l'«explosif». Dès le 22 septembre, il presse par télégraphe la délégation britannique de pousser la Tchécoslovaquie à mobiliser. Henderson, son ambassadeur à Berlin, impose un report. Cependant passant outre, Halifax, oubliant probablement qu'il n'est pas sur les lieux pour juger la situation, renouvelle sa pression le 23 septembre: «Nous nous proposons d'autoriser les Tchèques à mobiliser dès 15 heures». Henderson demande que l'on attende encore. Entre temps, le Premier ministre français, Daladier, devait déclarer que «la mobilisation tchèque ne pouvait plus être différée.» À 16 heures, la délégation britannique à Bad Godesberg cède au chantage,[70] bien que Hitler vienne juste de porter à la connaissance de Chamberlain que les Tchèques ont abattu 12 otages allemands et qu'il lui eût promis que la Wehrmacht ne recevrait pas d'ordre de marche contre la Tchécoslovaquie pendant le temps des négociations.[71] Aussitôt donné le feu vert du Foreign Office de Londres, le gouvernement tchèque devait décréter la mobilisation générale, qui appelait sous les armes un million et demi de soldats, et interrompait tout trafic ferroviaire avec le Reich allemand. Une fois encore la situation était bouleversée, entendez empirée, et ce n'était pas la faute de Hitler. La mobilisation tchèque provoqua l'échec de la conférence de Bad Godesberg. La presse internationale rendit Hitler responsable de l'«échec d'une solution pacifique» du conflit. Personne par contre ne fit mention de l'intervention de Halifax.

D'autres acteurs devaient également entrer en scène: les Soviétiques:

«Le gouvernement tchécoslovaque repoussa le "programme de

69) R. Pozorny, *op. cit.*, p. 306.

70) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. II, doc. 1031, 1035, 1044, 1046, 1047, 1049.

71) *ibid.*, doc. 1033.

> Godesberg” de Hitler [22-23 septembre 1938]. Une des causes de ce refus devait être l’assurance reçue quelques jours plus tôt que les Soviétiques apporteraient dans tous les cas leur appui à la Tchécoslovaquie, même si la France venait à trahir.»[72)]

Inquiète de la tournure prise par les événements, la délégation britannique à Bad Godesberg, conduite par Chamberlain (sans son ministre des Affaires étrangères Halifax), envoie le 24 septembre un mémorandum à l’ambassadeur britannique à Prague, Newton:

> «Les rapports, qui font état d’incidents plus nombreux d’heure en heure dans les Sudètes, montrent que la situation est devenue absolument intenable pour la population allemande vivant dans cette région, et qu’elle constitue un danger pour la paix en Europe. Il est donc essentiel que le territoire des Sudètes soit détaché le plus rapidement possible de la Tchécoslovaquie, conformément aux accords signés par le gouvernement de ce pays.»[73)]

Le 26 septembre, Hitler prononce une allocution au Palais des Sports de Berlin:

> «L’Angleterre et la France ayant déclaré qu’elles ne défendraient pas la Tchécoslovaquie tant que le sort de ces peuples ne trouverait pas un règlement acceptable et que les territoires ne seraient pas libérés, Monsieur Bénès a trouvé une échappatoire: il a reconnu que ces territoires devaient être cédés. Telle fut du moins sa déclaration, car loin de libérer le territoire, il en expulse les habitants de souche allemande.
>
> Il est temps que tout cela finisse !
>
> Une fois achevé le discours de Monsieur Bénès, la répression militaire reprit de plus belle. Les chiffres que nous avons sous les yeux sont révélateurs: d’un jour à l’autre, le nombre des réfugiés est passé de 10 000 à 20 000, puis à 37 000, deux jours plus tard à 41 000, ensuite à 62 000 et 78 000. En dernier lieu, ils ont atteint 90 000, 107 000 et 137 000. Les réfugiés sont aujourd’hui au nombre de 214 000.»[74)]

Le 27 septembre, le président Bénès fait confisquer tous les postes de radio du territoire des Sudètes et prend arbitrairement 20 000 Allemands de souche en otage, qu’il prévoit de faire fusiller en cas de conflit.[75)] Les Tchè-

---

72) I. M. Maiskii, *op. cit.*, éd. russe, p. 78.
73) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. II, doc. 1068.
74) G. Rühle, *Das Dritte Reich*, éd. 1938, p. 253.
75) R. Pozorny, *op. cit.*, pp. 307 et 303.

ques font sauter 247 ponts dans la région.[76] Bénès veut amener l'Angleterre et la France à prendre des engagements en aggravant la crise due à sa politique; son but: transformer une question de politique intérieure tchécoslovaque en une crise européenne.[77] Il est prêt à déclencher une guerre pour atteindre ses objectifs. Ses mémoires – «il s'agit probablement de l'une des parties égarées de ses mémoires»[78] – contiennent l'appel suivant:

Bénès, lors d'un discours radiodiffusé prononcé le 22 septembre 1938:

> «Il est impossible d'éviter la guerre avec l'Allemagne. Tôt ou tard, elle surviendra, et je la souhaite immédiate. Notre gouvernement se doit de préserver l'État jusqu'à ce que survienne inéluctablement cette crise, qui aboutira à une guerre généralisée, et nous rendra alors ce que nous perdrions à l'heure actuelle.»

Le 23 septembre 1938:

> «Je convoquai au Hradschin les membres du gouvernement, les responsables des partis politiques et de l'armée en vue du vote de la mobilisation générale. Je ne leur cachai pas qu'une guerre allait éclater d'ici quelques jours, dans laquelle la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne seraient nos alliés...
>
> J'étais persuadé qu'une guerre généralisée contre l'Allemagne était inévitable.»

À ses généraux:

> «Préparez-vous à une guerre imminente. Nous y participerons.»[78]

Le 2 octobre 1938, Bénès avouait à l'un de ses officiers d'état-major qu'il ne s'était pas attendu à la trahison et à la faiblesse occidentales.[79]

> «Les accords de Munich nous ont été imposés, et ce en dépit de la mobilisation générale de notre armée.»[80]

Dans ses déclarations, Bénès a proclamé la nécessité à long terme d'une guerre «généralisée». Homme politique de poids, il a tout fait pour favoriser cette évolution et aggraver la situation. Le danger était d'autant plus grand

---

76) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 237.
77) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 153.
78) *Frankfurter Allgemeine*, 11 mars 1957, p. 11.
79) E. Moravec, *op. cit.*, p. 24.
80) E. Benes, *op. cit.*, p. 43.

que l'Union soviétique devait être de la partie. Plusieurs mois avant Munich, on était tout à fait conscient, en Angleterre comme en France, de la véritable situation. On savait qu'en dépit des multiples provocations des hommes politiques tchèques et jusqu'au dernier moment, l'Allemagne n'avait exercé aucune pression directe sur leur gouvernement.[81] On savait également que Bénès considérait son armée comme la meilleure d'Europe et ses lignes de fortification comme égales sinon supérieures à la ligne Maginot. Depuis son élection à la présidence de l'État tchécoslovaque, le 18 décembre 1935, Bénès a bâti sa politique sur le «sentiment que l'Europe allait se trouver confrontée à un vaste conflit». Il écrit:

> «C'est pourquoi je m'attachais avant tout à parfaire la situation de l'armée, une œuvre à laquelle je me consacrai avec plus d'énergie et de dynamisme qu'à toute autre tâche...
>
> J'ai toujours été heureux de constater qu'au cours de ces trois années [1936, 1937, 1938], la République tchécoslovaque avait fait davantage en ce domaine que tout autre État démocratique en Europe. À deux exceptions près (la défense civile antiaérienne et l'inachèvement des fortifications à la frontière austro-tchécoslovaque), la République était prête à assumer le risque d'une guerre lors de la mobilisation de 1938.
>
> La France disposait d'un meilleur armement que la Grande-Bretagne, mais elle n'était pas prête à affronter une guerre-éclair moderne en 1938. Ses préparatifs ne pouvaient être comparés aux nôtres, fait d'autant plus frappant que la France était informée de nos moindres mouvements par l'intermédiaire du chef de sa mission militaire, le général Faucher, qui assistait chaque semaine aux conférences militaires en présence du président de la République et qui savait parfaitement non seulement ce que nous faisions mais aussi pourquoi nous le faisions [soulignement de Bénès]».[82]
>
> «Dans les capitales occidentales, on savait qu'avant la conférence de Munich, le gouvernement de Prague était disposé à organiser des discussions d'état-major réunissant l'Union soviétique et les puissances occidentales en vue d'une guerre "générale" contre l'Allemagne[82] dont le déclenchement aurait été provoqué par l'expulsion, éventuellement l'extermination des Allemands des Sudètes. On se demandait également comment il se faisait qu'après vingt ans de politique "pacifique" et "démocratique", le gouvernement tchèque refusait toujours les propositions de plébiscite dans le territoire des Sudètes, sous prétexte que:

81) Les affirmations, selon lesquelles Hitler aurait incité Henlein à formuler de nouvelles revendications, inacceptables, au gouvernement de Prague sont dénuées de tout fondement. Jusqu'au rattachement du territoire des Sudètes au Reich, Hitler ne lui a donné aucune consigne; cf. entre autres J. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 207.

82) E. Benes, *op. cit.*, pp. 28, 29, 27, 42.

tout plébiscite entraînerait la ruine de l'État et la guerre civile, ("comme il le répéta à plusieurs reprises").»[83)]

On ne peut bâtir une politique de paix sur l'oppression des minorités ethniques annexées par la force et prétendre ensuite que l'octroi du droit d'autodétermination pour ces minorités ou, en général, l'octroi de l'égalité des droits mènerait l'État à sa perte. Fait caractéristique de «l'attitude provocante du gouvernement du Reich», c'est la presse britannique qui, la première, demanda un plébiscite dans le territoire des Sudètes. Konrad Henlein, chef du Parti allemand des Sudètes, ne formula cette revendication que bien plus tard.[84)] L'Angleterre et la France, tout comme Bénès, étaient parfaitement conscientes de ce que serait l'issue d'un tel plébiscite.[85)] Elles s'y opposèrent en déclarant qu'elles ne voulaient pas:

«donner à Hitler l'occasion de bouleverser l'ordre européen.»[86)]

La conférence de Munich n'est pas née d'un ultimatum de Hitler. Ressentie par beaucoup comme une nécessité, elle se justifiait par les intérêts européens en jeu. Dans cette affaire, on a trop souvent méconnu le rôle joué par F.D. Roosevelt, président des États-Unis. Pourtant, ce fut lui qui, dans des télégrammes envoyés le 26 septembre 1938, pressa Chamberlain, Daladier, Hitler et Bénès d'organiser une conférence internationale qui règlerait la question des Sudètes. Roosevelt ayant pris la plupart de ses décisions seul, sans demander l'avis des ses ministres,[87)] et les documents du Département d'État (ministère des Affaires étrangères) relatifs à la conférence de Munich n'ayant pour la plupart jamais été divulgués,[88)] on ne peut que présumer des intentions de Roosevelt.

«Dans l'intervalle, certains indices révèlent que Roosevelt pensait que les accords ne constituaient pas un règlement définitif avec Hitler, mais qu'ils pouvaient mener à la guerre dans un bref délai. C'est la raison pour laquelle il poursuivit un vaste programme d'armement dont l'essentiel de l'effort portait sur une aviation à même de renforcer le potentiel de guerre franco-britannique. Les États-Unis auraient ainsi le temps de se préparer pour la guerre à venir.»[88)]

83) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. II, doc. 888.
84) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 55.
85) *ibid.*, pp. 75 et 195.
86) *ibid.*, p. 153.
87) H. E. Barnes, *op. cit.*, p. 189 (éd. all., p. 118).
88) *ibid.*, p. 127.

Roosevelt savait ou aurait dû savoir ce dont, à la conférence de Munich, on allait discuter. En toute connaissance de cause, il avait négligé d'inciter la France et la Grande-Bretagne à s'en tenir au statu quo. Il encouragea la décision franco-britannique de céder le territoire des Sudètes au Reich (messages de Roosevelt, le 26 septembre). Peu de temps après la ratification de l'accord, il manœuvra néanmoins de telle manière que «l'on puisse accuser Chamberlain de toute cette honteuse affaire».[88] Dans le même temps, il invitait Londres, Paris et Varsovie à

> «adopter vis-à-vis de l'Allemagne l'attitude qui mènerait le plus sûrement à la guerre.»[89]

Jerzy Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, a bien perçu les motifs de cette position, bien qu'il n'ait pas eu connaissance de l'attitude de Roosevelt face à la conférence de Munich.

Le 12 janvier 1939, Potocki écrivait au ministre des Affaires étrangères polonais:

> «... Habile stratège politique, le président Roosevelt, bien au fait de la psychologie américaine, a détourné l'attention de l'opinion publique de la situation économique de son pays pour l'intéresser aux problèmes de politique étrangère.
>
> Rien n'était plus aisé. Il suffisait de mettre en scène la menace de guerre liée à la personne du chancelier Hitler et de créer le spectre qui viendrait mettre en garde [le peuple américain] contre le danger d'une attaque des États totalitaires sur les États-Unis. Le pacte de Munich arrangeait tout à fait le président Roosevelt. Il en fit une capitulation de la France et de la Grande-Bretagne devant le militarisme belliqueux des Allemands. Comme on se plaît à le répéter ici, Hitler lui ayant mis le couteau sur la gorge, Chamberlain et à travers lui la France et la Grande-Bretagne n'ont eu d'autre choix que de signer une paix honteuse.»[90]

---

89) *ibid.*, p. 110.

90) *Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre,* Livre Blanc Allemand N° 3,.doc. 6. Comme toutes les autres pièces produites dans les livres blancs allemands, ces documents n'ont jamais été contestés par la recherche historique. L'authenticité des documents polonais a même été confirmée, après la guerre, par des diplomates polonais, entre autres Lipski, ambassadeur de Pologne à Berlin: cf. H. E. Barnes, *op.cit.*, p. 245, et D. Hoggan, *The Forced War*, pp. 604-605.

Raczynski, ambassadeur de Pologne à Londres, écrit dans ses mémoires (*In Allied London*, p. 51): «20 juin 1940:

Les Allemands ont publié en avril un livre blanc réunissant les rapports émanant de Potocki (Washington), Lukasiewicz (Paris) et de moi-même. J'ignore comment ils les ont trouvés,

L'immixtion du président Roosevelt dans les affaires européennes ne provenait nullement de ses compétences personnelles en la matière ou de sa volonté de trouver le plus sûr moyen de sortir de la crise et d'amener la détente en Europe. Il s'est mêlé des affaires européennes parce qu'elles lui permettaient de rencontrer les gens qui lui donneraient l'occasion de «jouer un rôle» dans la politique mondiale. Sur cette base, il s'accordait parfaitement avec son homologue tchèque, Édouard Bénès.

Pourtant, la France et la Grande-Bretagne refusèrent de se laisser entraîner à une guerre par Bénès ou par Roosevelt. Chamberlain, pour qui la Tchécoslovaquie était un pays lointain [*«a far away country»*] et les Tchèques «des gens dont nous savons si peu»,

> «pensait aussi que le pays "ne nous aurait pas suivis si nous avions essayé de le pousser à la guerre pour éviter qu'une minorité puisse obtenir son autonomie ou qu'elle se soumette à un autre gouvernement".»[91)]

À Munich, le gouvernement britannique n'a pas agi par crainte d'une guerre, mais «parce qu'il considérait que le Reich avait un droit légitime sur le territoire allemand des Sudètes».[92)] Dès le mois de mai 1938, Chamberlain déclarait

> «que rien ne pouvait les sauver [les Tchèques] dans l'immédiat et que même une paix survenant après une victoire militaire ne leur permettrait pas de rétablir le tracé actuel de leurs frontières.»[91)]

Le 19 septembre 1938, les puissances occidentales ont incité les Tchèques à céder le territoire allemand des Sudètes au Reich. Hitler n'a pas pris part à l'élaboration de ce plan, ni aux pourparlers qui ont été engagés avec le gouvernement de Prague. Huit jours avant la signature des accords de Munich, la Tchécoslovaquie avait déjà capitulé devant l'intervention franco-britannique. Ce n'est donc pas Munich qui a détruit la Tchécoslovaquie comme on se plaît à le dire aujourd'hui.[92)]

---

puisque l'on nous dit que les archives ont été brûlées. En tous cas, ces documents sont absolument authentiques, et les fac-similés montrent que les Allemands ont reproduit, dans la plupart des cas, les originaux de ces documents et non pas seulement des copies.»

91) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, pp. 361-62, 372, 353. Par cette déclaration, Neville Chamberlain admet les intentions bellicistes de Bénès.

92) W. Jaksch, *op.cit.*, pp. 318-319.

«Dans un contexte historique, il n'est pas surprenant que Bénès et Hodza se soient refusés à combattre pour sauvegarder la Tchécoslovaquie. Hodza, ancien fédéraliste austro-hongrois et collaborateur de François-Ferdinand n'avait sans doute jamais été convaincu de la viabilité de la Tchécoslovaquie. Bénès était victime de sa mauvaise conscience. Il savait que les territoires en cause n'avaient pas été acquis légalement. Un homme d'État qui se serait fait l'interprète et l'exécutant d'une cause juste, loin de se soumettre à la contrainte franco-britannique, se serait révolté contre toute tentative d'intimidation.»[92)]

Chamberlain et Daladier se sont rendus à Munich, chargés par leurs Conseils d'une mission concrète, afin d'établir un accord déjà agréé par les Tchèques. Seules les modalités de ce règlement ont été fixées à Munich. L'intitulé exact du traité de Munich commence d'ailleurs en ces termes:

«Les quatre Puissances, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, tenant compte de l'arrangement déjà réalisé en principe pour la cession à l'Allemagne des territoires des Allemands des Sudètes, sont convenues des dispositions et conditions suivantes, réglementant ladite cession et les mesures qu'elle comporte ...»[92)]

Lors d'un long débat à la Chambre des Communes, au début du mois d'octobre 1938, Neville Chamberlain devait conclure ainsi:

«Nous ne sommes pas allés à Munich pour décider si les territoires à majorité allemande des Sudètes devaient être ou non cédés à l'Allemagne. C'était déjà décidé.»[93)]

Victor Raikes, député conservateur, lors de ce même débat:

«Nous ne devons pas perdre de vue que les Tchèques ont annexé les territoires allemands avant même la signature du traité de Versailles. Plusieurs honorables membres de cette Chambre regrettent que le délai accordé pour la cession soit si court. Je vous ferai remarquer que les Tchèques ont attendu vingt ans avant d'accorder leurs droits aux Allemands des Sudètes.»[93)]

Sir H. Croft, à la même occasion:

«Au cours des discussions qui ont conduit à l'élaboration du traité de paix, le parti travailliste et le parti libéral se sont toujours fortement prononcés contre cet amalgame tchécoslovaque.»[93)]

---

93) *ibid.*, pp. 331-333.

On ne peut arguer du fait que Chamberlain se soit rendu à Munich et non Hitler à Londres pour en conclure que les accords sont le fruit d'un diktat de Hitler. Hitler était soucieux d'éviter toute manifestation d'hostilité susceptible de compromettre le succès de la conférence. La politique de Chamberlain exigeait par contre qu'il se rendît en Allemagne, ce qu'il confirme dans une lettre qu'il rédige le 13 septembre 1938:

> «Cela ne m'aurait pas arrangé [que Hitler vînt à Londres], car mon "coup" aurait perdu bien de sa dimension théâtrale.»[94)]

Chamberlain, lors de son célèbre discours de Birmingham, le 17 mars 1939:

> «Aucune critique ne s'est élevée lorsque, pour la première fois, j'ai annoncé mon intention de me rendre à Munich. Tout le monde a applaudi à cette initiative.»[95)]

Il devait ajouter:

> «Le problème que j'avais à résoudre n'était pas nouveau. Il datait du traité de Versailles et aurait été résolu depuis longtemps si les hommes d'État d'il y a vingt ans avaient eu une conception plus généreuse, plus large et plus lucide de leur mission. Le mal trop longtemps négligé avait fait de tels ravages qu'une intervention chirurgicale était devenue nécessaire.»[95)]

Quel allait être l'avis d'un historien allemand en un temps plus serein, après la seconde guerre mondiale?

> «Comme le précédent rattachement de l'Autriche au Reich, la question des minorités allemandes en Europe centrale et orientale n'a jamais trouvé de règlement acceptable, d'où le double caractère de Munich, qui confère à Hitler une base morale indiscutable. Les crimes et les négligences des "traités" de Versailles, de Saint-Germain et du Trianon, qui ont marqué la fin des hostilités sans amener de paix véritable, se sont payés en 1938.
>
> Lors de la chute de la monarchie des Habsbourg en 1918, les gouvernements des provinces de Bohême du Nord et de Silésie morave ont demandé leur rattachement à la République autrichienne qui, elle-

94) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 127.
95) *ibid.*, vol. II, pp. 15-16.

même, réclamait un *Anschluß* au Reich allemand. Il n'en fut rien. Résultat: une Autriche inapte à toute vie économique et un État tchèque pseudo-national englobant, sur un territoire multinational, les provinces de Bohême et de Moravie. Les événements prirent leur revanche sur l'Autriche en mars 1938 et la Tchécoslovaquie paya ses fautes en septembre de la même année.»[96)]

On a peine à assimiler que la conférence de Munich ait pu servir de modèle pour désigner, depuis le mois d'octobre 1938, toute politique dictatoriale bâtie sur la violence et le cynisme à l'égard de démocraties honnêtes et pacifiques. L'analyse des événements montre qu'il est absurde de prétendre que Hitler ait «pris son interlocuteur au dépourvu» ou qu'il l'ait «humilié», ce que ces derniers n'ont d'ailleurs jamais prétendu. Après la conclusion des accords de Munich, les deux hommes d'État démocratiques ont été acclamés par la population parisienne, londonienne (et munichoise), et les parlements de ces deux pays ont approuvé les accords à une écrasante majorité.

On ne peut prétendre, comme l'a fait Neville Chamberlain le 17 mars 1939 à Birmingham, que Hitler, en soulevant la question des Sudètes, ait «fait éprouver au monde une série de surprises désagréables» qui «ont choqué et offensé l'opinion publique du monde entier».[97)] La «surprise injurieuse» est le fait des hommes politiques qui ont forgé la «paix» de Versailles. Chamberlain et Daladier l'ont d'ailleurs confirmé en apposant leur signature au bas des accords de Munich. De fait, les événements liés au nom de «Versailles» sont plus encore qu'une «surprise injurieuse». Si les vainqueurs n'avaient pas pratiqué pendant vingt ans une politique contraire à l'égalité et à la justice, il n'y aurait pas eu de Munich. Vingt ans durant, les hommes politiques de la République de Weimar ont tout tenté pour résoudre pacifiquement la situation difficile qui régnait en Europe orientale. Leurs efforts se sont soldés par un échec. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'après vingt ans de patience et de sollicitations, les dirigeants allemands aient changé de tactique pour venir à bout de cette brûlante situation.

Certes, seule la menace d'une guerre pouvait amener un renoncement de dernière heure, mais cette guerre ne pouvait être attribuée uniquement à Hitler. Car qui a lancé des appels à la lutte armée et accentué les tensions, sinon Édouard Bénès? Sans parler de certains cercles particulièrement actifs des «démocraties occidentales» et du gouvernement soviétique.

96) W. Görlitz, «Griff in die Geschichte», *Die Welt*, N° 225, (27 septembre) 1958.

97) *Documents Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre*, Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 269, p. 182.

«Le [mercredi 28 septembre 1938], la Grande-Bretagne et la France décrètent la mobilisation générale. La guerre semble imminente. Les autorités londoniennes prennent leurs dispositions pour assurer la protection antiaérienne. Des batteries de D.C.A. apparaissent et se multiplient par toute la ville. Des dizaines de milliers d'enfants sont envoyés hors de Londres. Les hôpitaux sont évacués en hâte.

À Paris, on creuse des tranchées antiaériennes; des sacs de sable apparaissent aux devantures des magasins. Les trains quittant la ville sont pris d'assaut; ils sont presque tous bondés. La masse des automobiles qui fuient la ville bloque les voies d'accès. On craint ces terribles bombardements allemands prédits et dépeints par la presse depuis des années, à une époque même où l'Allemagne ne possédait aucun bombardier. La panique s'empare des hommes.»[98]

Il est d'ailleurs superflu de discuter de la légitimité des moyens employés lorsque des années de patience, de renoncement et de prières se sont révélées inefficaces à assurer l'existence de millions d'individus.

«Une revendication cesse-t-elle d'être légitime dès lors qu'elle est incarnée par un homme résolu, décidé le cas échéant à faire parler les armes? Loin d'être lui-même pacifique, Winston Churchill aimait la guerre. Quelle est donc cette philosophie qui l'autorisait à affirmer que justice n'est plus justice lorsqu'elle est défendue par les armes? Qu'en est-il de la guerre opposant les Boers aux Anglais, guerre dont Churchill s'est si souvent fait le défenseur? Quoi qu'il en soit, nombreux sont ceux qui raisonnent différemment: si une juste revendication n'est pas défendue avec toute l'énergie de celui qui l'avance, ne doit-on pas penser que sa justice n'est pas établie, ou que son partisan est un lâche?

S'il était prêt à imposer la justice par la force, cette attitude ne fut-elle pas celle de la quasi-totalité des hommes de tous les temps et principalement de nous autres, Britanniques?

Munich a apporté une contribution décisive à la paix dans la mesure où l'on a accordé à Hitler ce qu'exigeaient la justice et plus encore l'équité démocratique. Que de maux seraient épargnés à l'humanité si la paix était plus souvent conclue par l'intermédiaire de semblables conférences!

En fait, il est plus que temps que l'Amérique cesse de condamner les accords de Munich et adopte une attitude résolument critique vis-à-vis des pactes de Yalta et de Potsdam, qui ont livré sept pays et plusieurs minorités [à l'Union soviétique] et trahi avec un rare cynisme la moitié de deux continents.»[99]

---

98) K. Zentner *op. cit.*, p. 55.
99) P. H. Nicoll, *op. cit.*, pp. 51, 52, 53, 56.

Les accords de Munich ont été signés selon les règles du droit international. Mais la mauvaise surprise, cette offense dont parle Chamberlain, ne serait-elle pas plutôt la déclaration de Roosevelt et des cercles franco-britanniques proches de lui, «aux termes de laquelle Hitler aurait abusé les démocraties pacifiques»? N'est-elle pas aussi le programme d'armement britannique dont l'initiative, liée au changement de cours de la politique envers l'Allemagne, revient à N. Chamberlain? Ce dernier n'avait-il pas consigné par écrit à Hitler la nécessité d'une consultation réciproque sur les problèmes politiques les plus importants?

Les accords de Munich et les déclarations de paix et d'amitié («il ne doit plus jamais y avoir de guerre entre nos pays») ont été signés lors du troisième voyage de Chamberlain en Allemagne. Si l'on compare les accords et les trois comptes rendus de négociation avec les déclarations de Chamberlain au retour de son premier voyage à l'Obersalzberg, on en vient à douter de la franchise et de la volonté d'apaisement du Premier ministre britannique. Dès son arrivée à Londres, le 17 septembre 1938, Chamberlain déclara:

> «que Hitler était un anormal entouré de mauvais conseillers. Il était difficile de croire qu'un homme puisse demeurer longtemps encore dans cet état d'hystérie. Avant de repartir pour Bad Godesberg, le Premier ministre britannique déclara qu'il s'apprêtait à affronter une bête dangereuse.»[100)]

Si l'on en croit Keith Feiling, son biographe, Chamberlain était convaincu à Munich qu'une guerre avec l'Allemagne était désormais inévitable et il avait orienté sa politique en conséquence.[101)] Une attitude pour le moins belliciste et peu correcte! Keith Feiling montre (et les preuves matérielles de son affirmation ne manquent pas) que Chamberlain n'a signé les accords de Munich que pour gagner du temps en vue du réarmement. Les services de Göring ont pu capter une communication entre Chamberlain et Daladier traduisant les mêmes prises de position. Hitler en fut informé à temps, même s'il ne connaissait pas l'étendue des sphères politiques qui partageaient cette opinion.

Dans une lettre écrite en 1961 au *New York Times*, Georges J. Bonnet, ancien ministre des Affaires étrangères français, confirmait que la Grande-Bretagne et la France n'avaient signé les accords de Munich, en 1938, que pour gagner du temps, permettre un réarmement contre le Reich et la

---

100) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 143.
101) K. Feiling, *op. cit.*, p. 359.

conclusion de pactes internationaux anti-allemands.[102] Ce qui était sans aucun doute, pour reprendre les termes de Chamberlain, une «surprise injurieuse» vis-à-vis du co-signataire de l'accord!

Après la signature des accords de Munich, François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, déclarait à A. Mastny, son homologue tchèque:

> «Croyez-moi! Tout cela n'est pas définitif! Ce n'est qu'un moment d'une histoire qui commence et qui, bientôt, remettra tout en cause.»[103]

Le jour suivant, l'ambassadeur de la Tchécoslovaquie à Londres, devait dire:

> «Après en avoir délibéré avec ces personnes, Churchill nous a conjurés d'attendre encore 48 heures au moins avant de livrer nos fortifications les plus importantes. Il est convaincu qu'une réaction violente interviendra contre la trahison dont nous sommes victimes.»[104]

Contrairement à l'attitude de ces diplomates, la Chambre des députés à Paris accueillit chaleureusement les accords de Munich le 4 octobre 1938, évitant des débats houleux. La veille, Lord Halifax déclarait à la Chambre des Communes:

> «La Grande-Bretagne ne devrait jamais se battre pour un État étranger à moins d'être en mesure de rétablir ses anciennes frontières après une guerre victorieuse.»[105]

L'opinion de Churchill était différente:

> «On ne doit pas laisser Hitler s'en tirer aussi facilement, car c'est le pistolet à la main qu'il a soutiré des concessions à l'Angleterre.»[106]

Pour Churchill, Lord Halifax, Duff Cooper, Vansittart, Eden et ceux qui dirigeaient désormais la politique étrangère de l'Angleterre, ne serait-ce que dans la coulisse, les accords de Munich signifiaient «un bouleversement de l'équilibre européen.»[107] Conformément aux lois de la politique étrangère britannique, cette rupture de l'équilibre européen devait déclencher une lut-

102) *Informationen aus Politik, Wirtschaft und Kultur (PWK)*, Düsseldorf, 8 décembre 1961.
103) A. François-Poncet, *Souvenirs d'une Ambassade à Berlin*, pp. 333-334.
104) F. Lenz, *Zauber um Dr. Schacht*, p. 45.
105) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 188 (éd. all., p. 253).
106) *ibid.*, p. 190 (éd.all., p. 255).
107) W. Churchill, *op. cit.*, tome I, livre I: «D'une guerre à l'autre», p. 335.

te armée contre «le tyran le plus agressif du continent européen», processus qui était bien entamé lorsque survint la *Kristallnacht* [Nuit de cristal] du 9 novembre 1938![108)]

Le comte Raczynski, ambassadeur de Pologne à Londres, résumait la politique de la Grande-Bretagne après Munich en ces termes:

> «Après Munich, la situation a évolué vers un stade intermédiaire entre la paix et la guerre.»[109)]

Il évoquait aussi une certaine phraséologie qui alimentait jour après jour l'opinion publique britannique.[109)] Un état de fait qui était une «surprise injurieuse» pour l'Allemagne!

Le parti conservateur de la Grande-Bretagne a reconnu la validité et l'utilité mêmes des accords de Munich jusque pendant la guerre.[110)]

Peut-on, prétextant des intérêts politiques de quelques-uns, bannir de ce monde des faits historiques authentiques? Aucun conflit n'a été rendu inévitable par Munich ou par l'attitude de Hitler en 1939.

Le 28 avril 1939, Hitler commenta au Reichstag la politique des Alliés après Munich:

> «Où que nous allions de par le monde, une seule clameur s'élève: "Plus jamais Munich". Rien ne leur est plus néfaste, à ces fauteurs de guerre, que le règlement pacifique des problèmes.»

Thèse que Bénès soutenait à sa manière, lors de son retour à Prague après la guerre:

> «N'est-ce pas beau tout cela? La seule ville d'Europe centrale à ne pas avoir été détruite. Tout cela grâce à moi.»[111)]

---

108) H. Dahms, *Roosevelt und der Krieg*, p. 42.
109) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 356.
110) W. Jaksch, *op. cit.*, p. 343.
111) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 185.

Prague

Les événements postérieurs, que la presse a présentés comme «la violation de la petite et inoffensive Tchécoslovaquie», «l'abus de confiance et le manquement à la parole donnée qui caractérisent l'attitude de Hitler», portent en fait une tout autre signification. L'annexion de la Bohême-Moravie n'était pas liée à une revendication territoriale, à un plan d'attaque, à «une conjuration contre la paix» ou à «la création d'une plate-forme d'encerclement de la Pologne». Il s'agissait encore moins d'une tentative de percée vers la mer Noire. Elle n'était que la conséquence d'une évolution dont il est nécessaire ici d'évaluer les données historiques, ethnographiques, politiques et militaires.

Cet État avait été créé au mépris des principes historiques et sociaux. Sa ruine aurait déjà été consommée dès 1918 si l'Allemagne et la Russie d'alors n'avaient pas été aussi faibles et désarmées. On sait qu'il existait jusqu'à la fin deux hymnes nationaux, l'un pour les Tchèques, l'autre pour les Slovaques: fait caractéristique des tensions qui pouvaient exister dans cette Tchécoslovaquie multinationale. Les Slovaques et les Carpato-Ukrainiens revendiquaient leur autonomie, les Polonais et les Hongrois réclamaient la cession de certains territoires ethniquement apparentés. Le 30 mai 1938, le Parti populaire de Hlinka exigea une nouvelle fois l'autonomie de la Slovaquie à l'occasion du vingtième anniversaire des accords de Pittsburgh (États-Unis).

Ce traité avait été conclu pendant la guerre, le 30 mai 1918, par Thomas G. Masaryk (futur premier président de la République tchécoslovaque) et quelques autres émigrants slovaques installés en Amérique. À l'époque, le *Pittsburgh Post* fit part au monde de la création d'un nouvel État, la Tchécoslovaquie.

> «Le professeur T.G. Masaryk était le seul représentant du plus petit parti tchèque (les soi-disant progressistes) au parlement de Vienne. Il n'était en aucun cas habilité à parler au nom de la nation tchèque. Pendant la guerre, son attitude fut extrêmement critiquée, tant à l'étranger qu'en Bohême même.
>
> Le cri de guerre de Masaryk, "Détruisez l'Autriche!", n'a guère

trouvé d'écho chez le peuple tchèque.»[1]

Dès le début, les Slovaques dénièrent tout droit à la «Ligue slovaque d'Amérique» de se poser en interprète de la volonté du peuple slovaque.[2] Quoi qu'il en soit, le traité, ne serait-ce que par égard pour Woodrow Wilson, de qui dépendait l'approbation du texte, garantissait aux Slovaques le droit de décider eux-mêmes de leur sort. Il était convenu que les représentants élus du peuple slovaque seraient appelés à décider du destin de leur pays dans un délai de dix ans. Les accords de Pittsburgh astreignaient le gouvernement et donc le parlement à inclure cet article dans la constitution et à donner à l'État une structure fédérative. Dès 1919, les Tchèques violèrent le traité lorsque l'Assemblée nationale révolutionnaire, dont les membres avaient été désignés arbitrairement et où les Slovaques eux-mêmes étaient représentés par des Tchèques, vota une constitution qui n'en respectait pas certaines clauses fondamentales. Les puissances alliées n'ayant pas fait le moindre geste pour garantir les droits des Slovaques tels qu'ils avaient été définis par les accords de Pittsburgh, la tension augmenta d'année en année entre Tchèques et Slovaques, aggravée par la politique du gouvernement de Prague.[3]

Comme les propositions faites par les Slovaques à l'occasion du vingtième anniversaire des accords de Pittsburgh étaient rejetées, la quasi-totalité des députés slovaques au parlement de Prague (à l'exception des communistes et des sociaux-démocrates) revendiqua une nouvelle fois, le 6 octobre 1938, l'autonomie (et ce sans y avoir été invités par Hitler): une exigence qui, loin de résulter des demandes énoncées par le Reich, n'était que la conséquence logique des accords de Pittsburgh et de leur violation par les Tchèques.

Vingt années durant, les Tchèques ont refusé de tenir leurs engagements. Par décision parlementaire, Mgr Tiso constitua le 6 octobre 1938 à Presbourg (Bratislava en langue slave) un gouvernement slovaque autonome que le gouvernement de Prague reconnut, sous le coup des accords de Munich. Le 9 octobre 1938, un gouvernement autonome d'Ukraine subcarpatique se constituait à Uzhorod sous la présidence d'Andras Brody. Il fut également reconnu par Prague. Les deux présidents du Conseil prêtèrent serment à la constitution du nouvel État fédératif à Prague. Le 22 novembre 1938, un article complémentaire (la loi d'autonomie slovaque) vint s'inclure dans la constitution qui, bien qu'elle n'ait pas satisfait entièrement les aspirations

1) F. O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 176.
2) *ibid.*, p. 196.
3) F. Durcansky, *Die slowakische Frage eine internationale Frage.*

slovaques, n'en constituait pas moins un premier pas vers le développement intérieur séparé des nationalités. Cette loi prévoyait la constitution d'un gouvernement slovaque doté du pouvoir exécutif et d'une diète habilitée à voter des lois dans tous les domaines, à l'exception des questions relatives à la fédération. Dans les débuts, Hitler avait tenté d'apaiser l'impatience des Slovaques et des Hongrois quant à leurs revendications territoriales.[4] (113 000 Allemands vivaient encore en Slovaquie même.)[5] Toutefois, Hitler ne pouvait enterrer les différences fondamentales qui existaient entre les deux nationalités. En application de la loi d'autonomie, les Slovaques demandèrent, au printemps 1939, de participer aux débats et aux votes sur la répartition des impôts, l'administration et la défense nationale. Cette revendication ayant été rejetée, les Slovaques demeurèrent jusqu'à la fin des citoyens de seconde zone à l'intérieur de leur propre pays. Par contre, ils purent intervenir plus efficacement dans la vie politique pour réclamer leur autonomie.

Le 6 mars 1939, Newton, ambassadeur de Grande-Bretagne à Prague, annonce l'imminence d'une crise entre Tchèques et Slovaques.[6] Un mémorandum du Foreign Office daté du 13 mars 1939, relatif à «la politique du gouvernement de Sa Majesté face aux développements possibles de la crise slovaque», fait néanmoins remonter la situation de crise en Slovaquie à Munich. Selon les communiqués de presse allemands qui font état des actes de terrorisme tchèque, Hitler pourrait marcher sur Prague. Littéralement:

> «Il y a peu de temps encore, rien ne laissait prévoir une intervention allemande au sens de (b)... [b = désintégration délibérée de l'État tchécoslovaque par l'Allemagne.]
>
> La radio tchèque et le ministre des Affaires étrangères Chwalkovski lui-même ont reconnu que rien ne suggérait que la propagande autonomiste slovaque était inspirée ni par la minorité allemande ni par le Reich.
>
> Dans la situation actuelle, il faut s'attendre à ce que la Slovaquie acquière son indépendance nominale ou à ce que la création d'un État fédératif relâche encore les liens subsistant entre la Slovaquie et Prague. D'une manière comme de l'autre, l'influence allemande sera prédominante.»[5]

La crise de Prague s'amplifia à tel point que Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, prit sur lui de suggérer à son homologue tchèque Mastny qu'un voyage à Berlin de Chwalkovski, ministre des Affaires

4) M. Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia 1929-1941*, vol. II, p. 214.
5) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 230.
6) J. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 289.

étrangères tchèque, serait souhaitable.[7]

> «Hitler n'a agi que lorsque les faits avaient déjà trahi les promesses contenues dans les accords de Munich.»[8]

Hitler n'a nullement incité les Polonais à annexer la ville de Teschen (Olsagebiet); une partie de la population en était d'ailleurs de souche allemande. Il n'a pas davantage pris part à la constitution de parlements régionaux en Slovaquie et en Ukraine subcarpatique. À raison de 98 % pour les Slovaques et de 92,4% pour les Carpato-Ukrainiens, les populations étaient favorables à la formation d'un gouvernement autonome. Si, après le rattachement de l'Autriche au Reich et le soulèvement de la Slovaquie, les Tchèques ne gardaient plus avec le monde extérieur, en l'occurrence avec une Pologne hostile, qu'une frontière longue de quelque cinquante kilomètres, la faute n'en incombait pas à Hitler. Ce dernier n'avait pas convoqué le professeur Tuka à Berlin. Ce dirigeant slovaque s'y était rendu de sa propre initiative le 12 février et déclara que Tchèques et Slovaques ne pouvaient plus cohabiter au sein d'un même État. Il remit la destinée de son peuple entre les mains de Hitler. «Le peuple slovaque attend de vous, mon Führer, que vous le libériez.»[9] Pourtant, un mois encore avant la crise, Hitler refusait toujours de donner son appui à la création d'un État slovaque indépendant.

> «Hitler répondit évasivement. Il ne veut encore en aucun cas se prononcer et redoute qu'une démarche officielle de l'Allemagne en faveur de la Slovaquie ne porte préjudice au récent traité franco-allemand...
>
> Hitler se contente d'affirmer qu'il garantira l'indépendance de la Slovaquie si elle se constitue en État souverain, conformément à la volonté de son peuple.»[10]

La dissolution illégale du gouvernement ruthène, le 6 mars, puis la destitution tout aussi illégale de Mgr Tiso et de deux de ses collaborateurs, ainsi que l'arrestation de plusieurs hommes politiques slovaques et l'installation du nouveau gouvernement Sidor par les autorités de Prague les 9 et 13 mars 1939, tout cela fut effectué sans l'intervention de Hitler.

> «Les Allemands sont atterrés. Hitler célèbre alors le premier anniver-

7) N. Henderson, *Failure of a Mission*, p. 202.
8) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 203.
9) *ADAP* IV, doc. 168.
10) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 60.

saire de l'*Anschluß* et Göring est en vacances à San Remo.

Lorsqu'il apprend cette nouvelle provocation des Tchèques, l'exaspération de Hitler ne connaît plus de bornes. Il ordonne aussitôt de tout mettre en œuvre pour une prochaine invasion de la Tchécoslovaquie.»[10)]

On comprendra qu'après ces événements, Mgr Tiso ait tenté de se faire accorder un entretien avec Hitler et qu'il ait obtenu de tous les députés de la diète slovaque un vote favorable à l'indépendance de son pays.[11)] Là encore, le chancelier du Reich ne saurait en être tenu responsable. De même, la déclaration d'autonomie formulée par le gouvernement d'Ukraine subcarpatique du 14 mars 1939, et la démarche entreprise par ce même gouvernement pour obtenir l'appui et la protection du Troisième Reich, ne sont aucunement de son fait.[12)]

Hitler n'a pas davantage conseillé ni demandé aux Hongrois d'envahir militairement l'Ukraine subcarpatique, le 14 mars 1939, peu avant l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie, geste qui devait déclencher d'importants bouleversements dans ces territoires.[13)] (La Pologne s'intéressait tout particulièrement à la ville de Mahrisch-Ostrau, près de laquelle elle avait concentré ses troupes).[14)]

Churchill reconnut lui-même que les troupes hongroises qui avaient envahi la province orientale de Tchécoslovaquie (l'Ukraine subcarpatique) avaient reçu le soutien discret de la Pologne et non de l'Allemagne, et que le ministre des Affaires étrangères polonais avait déclaré publiquement, le 14 mars 1939 à Varsovie:

«que la Pologne approuvait entièrement les aspirations slovaques.»[15)]

Le gouvernement polonais fut le premier à déclarer sans fard que la dissolution de la Tchécoslovaquie était inévitable.[16)] Contrairement à Hitler, le colonel Beck, qui aimait à qualifier la Tchécoslovaquie d'«État provisoire» et de «caricature d'État», entreprit à partir de la conférence de Munich d'amener l'écroulement de la Tchécoslovaquie, la constitution d'une frontière polono-hongroise et l'acquisition de territoires slovaques et de zones

---

11) *Monatshefte für auswärtige Politik*, 1939/VI, p. 355 *seq.*
12) *ADAP* IV, doc. 210.
13) *ibid.*, IV, doc. 215, 217.
14) *ibid.*, IV, doc. 189, 190, 211.
15) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I: «D'une guerre à l'autre», p.349.
16) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, p. 285.

industrielles tchèques en exerçant de très fortes pressions «et, si nécessaire, par la force».[17+18]

> «Bien plus, la Pologne considérait que la Tchécoslovaquie devait disparaître dans un proche avenir et elle se préparait elle-même à recueillir une partie de cet héritage. De mon côté, le 25 mai, je m'entretenais du même sujet avec Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris... Je lui demandais d'insister auprès de son Gouvernement pour que la Pologne vînt de bon gré se ranger aux côtés des grandes puissances qui soutenaient la Tchécoslovaquie. Lukasiewicz me répondit que la Tchécoslovaquie, composé arbitraire de nombreuses minorités violemment hostiles les unes aux autres, était un pays condamné à mort. Vouloir le défendre malgré tout était une erreur grave de la part de la France et de l'Angleterre.»[19]

Dès le 21 septembre 1938, alors qu'il n'avait encore aucune connaissance des amendements à la constitution fédérative tchécoslovaque votés ultérieurement, le président Bénès déclarait, en réponse à la publication du plan franco-anglais:

> «Le gouvernement considère que l'adoption d'un tel projet reviendrait à accepter une mutilation complète de l'État dans tous les domaines: l'économie de la Tchécoslovaquie serait totalement paralysée ainsi que son réseau de transport et le pays se trouverait d'un point de vue strictement stratégique dans une situation extrêmement difficile. Tôt ou tard, elle se trouverait pleinement sous la coupe de l'Allemagne.»[20]

Personne ne peut sérieusement prétendre que tous les petits États européens, en l'occurrence ici la Pologne et la Hongrie, aient été «les vassaux de Hitler». Churchill lui-même était surpris de l'attitude polonaise, qui contrariait ses projets:

> «Alors que la puissante Allemagne jetait sur la Pologne des regards menaçants, on vit cette dernière se précipiter pour prendre part au pillage et à la destruction de la Tchécoslovaquie. Au cours de cette crise, on ferma la porte au nez des ambassadeurs d'Angleterre et de France et on leur refusa même accès auprès du ministre des Affaires étrangères de l'État polonais. Il y a là un mystère tragique dans l'histoire

---

17) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 71, 74, 79, 87, 94.

18) Plusieurs témoignages contradictoires qui s'appuyaient sur l'*ADAP* se sont révélés être des documents falsifiés après la guerre. *Nation Europa*, 5/1963, «Glatte Fälschungen».

19) G. Bonnet, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay*, pp. 132-133.

20) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. II, doc. 986.

de l'Europe: ces mêmes Polonais ... témoignent souvent, dans la plupart des manifestations de leur vie gouvernementale, de déficiences incorrigibles...

La Hongrie aussi était demeurée en marge des discussions de Munich. Horthy s'était rendu en Allemagne à la fin d'août 1938, mais Hitler avait observé à son égard une attitude très réservée.»[21)]

La mobilisation tchécoslovaque du 23 septembre 1938 et le projet d'établissement de points d'appui français et soviétiques sur les aérodromes tchécoslovaques, mesures qui ont fait suite à la conférence de Munich, n'ont pas été sans influence.[22)]

«Sans doute ne s'agit-il [la Tchécoslovaquie] que d'un petit État démocratique; sans doute son armée n'est-elle que deux ou trois fois plus forte que la nôtre; sans doute encore ne fabrique-t-il que trois fois plus de munitions que l'Italie, mais ...»[21)]

Pour Churchill, tout cela n'était que d'inoffensives statistiques. Pour l'Allemagne par contre, il y avait là une dure réalité, d'autant que pour chaque crise qui se dessinait, la Tchécoslovaquie et son alliée, l'Union soviétique, pouvaient faire front avec la France contre l'Allemagne. Le pacte d'assistance mutuelle soviéto-tchécoslovaque du 16 mai 1935 était encore en vigueur et l'état-major tchécoslovaque collaborait toujours avec l'Armée rouge. Les usines Skoda livraient une part importante de leur production à l'Union soviétique qui elle-même envenimait des foyers de crise en Europe pour en récolter les fruits et exporter sa révolution dans le monde. Par l'intermédiaire des bases aériennes tchécoslovaques, l'Union soviétique était d'ores et déjà en mesure d'expédier dans des délais très brefs un potentiel militaire important aux frontières de l'Allemagne. Par ailleurs, depuis 1919, Prague se considérait non pas comme un bastion européen face à l'Asie, mais comme un bastion asiatique face à l'Europe.[23)] L'Union soviétique, qui dans l'entre-deux-guerres était prête à employer la force armée contre l'Allemagne, avait très clairement perçu la signification stratégique de la Tchécoslovaquie pour l'Allemagne et en avait tiré les conséquences:[24)]

«L'Allemagne fasciste avait les poings liés tant qu'existait la Tchéco-

---

21) W. Churchill *op. cit.*, tome I, livre I: «D'une guerre à l'autre», pp. 330 et 278.
22) H. E. Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace*, p. 197 (éd. all., *Entlarvte Heuchelei*, p. 125).
23) M. Freund *op. cit.*, vol. I, p. 426.
24) Platanova, Pavlenko, Parotkina «La seconde guerre mondiale», éd. russe, p. 17.

slovaquie. Elle ne pouvait rien entreprendre, ni contre la Pologne, ni contre la France, car l'armée tchécoslovaque, extrêmement bien entraînée et équipée, était pour l'Allemagne un adversaire redoutable.»[25)]

Tous ces éléments nous permettent d'expliquer, et non pas de «juger», la décision de Hitler d'occuper militairement la Bohême-Moravie, les 14 et 15 mars 1939, et de transformer ce territoire en protectorat.

Tout État se fonde sur des critères d'appréciation propres et agit selon les exigences de sa sécurité. Les gouvernements de Grande-Bretagne, de France et d'Union soviétique étaient soumis aux mêmes règles que le gouvernement allemand. Refuser au Reich le droit de juger la situation et d'agir en fonction des impératifs de sa sécurité et nier le droit de chaque peuple à une existence libre revient à élever en maxime les critères politiques des autres nations. On ne saurait reprocher au gouvernement du Reich l'opinion personnelle qu'il se fit de la situation en lui opposant les conceptions d'une nation étrangère, et puis prétendre avoir une vue d'ensemble objective des événements. L'historien doit en revanche s'efforcer de parvenir à une vision globale des événements. Seule une juste appréciation des faits historiques peut permettre de tirer les leçons du passé et de créer un droit international qui ait force de loi pour tous les peuples.

L'opinion publique tchèque n'avait pas fondamentalement changé, après la conférence de Munich, son attitude ou ses méthodes d'agression vis-à-vis de la population allemande de Bohême et de Moravie, pas plus qu'elle n'avait modifié ses vues à l'égard des Slovaques et des Ukrainiens. Le 21 janvier 1939, von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, devait déclarer à son homologue tchèque Chwalkovsky à Berlin:

> «que la persistance des dernières tendances aurait un jour des conséquences dramatiques. Chwalkovsky répondit que cette observation du ministre des Affaires étrangères du Reich ne faisait que confirmer ce qu'il avait soutenu d'innombrables fois en Conseil des ministres.»[26)]

À ces problèmes viennent s'ajouter les conséquences d'une situation géographique particulière. Plusieurs hommes politiques tchèques ont reconnu que la Tchécoslovaquie n'était pas viable sans ses «frontières naturelles».[27)]

---

25) Vorobiev et Kravzov, «La grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1941-1945», éd. russe, p. 24.

26) TMI, vol. XXXI, p. 129 – 2795-PS., éd. all.

27) F.O. Miksche, *Donauföderation*, Salzburg, 1953 pp. 29 et 34, cité d'après E. J. Reichenberger, *Wider Willkür und Machtrausch*, p. 20. cf. F. O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 203.

«Les consignes données par Hitler à la Wehrmacht, le 21 octobre et le 17 décembre 1938, aux termes desquelles l'armée doit se tenir prête à écraser le reste de la Tchécoslovaquie "si elle fait mine de poursuivre une politique anti-allemande", étaient bien moins des plans d'agression qu'une mesure de prudence.

On a souvent cité ces consignes pour affirmer que Hitler n'avait jamais été de bonne foi en acceptant les décisions de la conférence de Munich. Il était vrai plutôt que Hitler doutait de la mise en œuvre des accords. Bien qu'il ait souvent été présenté comme un politique ignorant, il connaissait mieux la question de Bohême que d'autres hommes d'État européens; et il croyait, sans nourrir d'intention malveillante, qu'une Tchécoslovaquie, privée de ses frontières naturelles et ayant perdu son prestige, ne pouvait conserver son indépendance; il ne s'agissait pas là d'un désir de détruire la Tchécoslovaquie. C'était une conviction que partageaient déjà Masaryk et Bénès, lorsqu'ils créèrent la Tchécoslovaquie en 1918. C'était le principe sur lequel l'indépendance tchèque avait reposé du premier au dernier jour.»[28)]

Le changement de cours de la politique britannique, son alignement sur celle du président américain Roosevelt à partir de l'hiver 1938-1939, et les efforts déployés par Londres dès le mois de mars 1939 en vue d'inclure l'Union soviétique dans une vaste opération d'encerclement de l'Allemagne n'ont pas été sans effet sur la Tchécoslovaquie. Hitler ne s'est décidé à soutenir les Slovaques plutôt que les Tchèques que lorsqu'il a eu connaissance du résultat de la visite de Chamberlain et de Halifax à Rome et donc de la démarche britannique en vue d'opérer cet encerclement de l'Allemagne. Il a pu alors tirer les conclusions de cette politique de coup de force et du réarmement britannique, de l'éventualité d'une prochaine brouille germano-polonaise, de l'intimidation de l'Italie, du mépris affiché pour les efforts de paix de l'Allemagne et du refus des nouvelles propositions de désarmement.

«La presse britannique a soutenu avec éclat que Hitler avait manqué au serment prononcé au Palais des Sports de Berlin, le 26 septembre 1938, de ne plus formuler de revendications territoriales. On a prétendu qu'il n'avait pas tenu sa promesse et qu'il n'était plus possible de lui faire confiance. Par contre, on oublie généralement que Chamberlain n'a pas tenu ses engagements relatifs au pacte d'amitié germano-britannique du 30 septembre 1938 en faisant savoir à Mussolini, au cours de sa visite à Rome le 14 janvier 1939, qu'il prévoyait une opération militaire contre Hitler, bien avant que ce dernier entreprenne quoi que ce soit contre la Tchécoslovaquie.»[29)]

---

28) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 193.
29) P. H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 66.

En dépit de l'activité diplomatique déployée par l'Angleterre après Munich, la situation aurait évolué de manière différente si les Tchèques n'avaient pas continué à opprimer leurs minorités comme ils le faisaient depuis 1919, et si les Polonais n'avaient pas suscité une transformation de la scène politique internationale par leurs ultimatums répétés envoyés à Prague. Les Slovaques ne se sont pas vu imposer la protection de troupes allemandes avec l'aide de laquelle ils auraient obtenu de force leur indépendance. Mgr Tiso, Premier ministre du gouvernement slovaque autonome, considérait que l'indépendance de la Slovaquie ne serait acquise que lorsqu'il serait mis un terme aux revendications territoriales et politiques injustifiées des Polonais, des Hongrois et des Tchèques.

Le rejet polonais des propositions allemandes de négociation sur Dantzig et le Corridor de Prusse occidentale a précipité, sinon déclenché les événements de Tchécoslovaquie.[30)] Ce refus polonais s'est manifesté avec toujours plus de clarté dès les mois de janvier, février et mars 1939. Il s'est accompagné de mesures de mobilisation et d'oppression des Allemands de l'Olsagebiet dès octobre1938 et d'une activité journalistique constante.

Chamberlain devait déclarer, dans la matinée du 16 mars 1939, devant la Chambre des Communes:

> «Avec cela [la dislocation intérieure de la Tchécoslovaquie] prend fin une situation que le gouvernement de Sa Majesté avait toujours considérée comme transitoire.»[31)]

Il confirmait ainsi que le gouvernement britannique ne croyait pas, depuis Munich, à une existence durable du reste de la Tchécoslovaquie. Rien ne prouve que Hitler ait prévu de longue date cette marche sur Prague, ce qui aurait pu justifier les démarches entreprises par le gouvernement britannique à partir du mois d'octobre 1938. Chwalkovsky, ministre des Affaires étrangères tchèque, devait déclarer, dans un document daté du 21 janvier 1939, et dont l'authenticité a été reconnue par le Tribunal militaire interallié (TMI) de Nuremberg, en 1945-1946:

> «Il [Hitler] avait entièrement tenu la promesse qu'il lui avait faite le 14 octobre 1938, bien que cela lui eût causé beaucoup d'ennuis.»[32)]

Toujours est-il que le foyer de crise que constituait la Tchécoslovaquie

30) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, p. 413.
31) *ibid.*, vol. II, p. 8.
32) TMI, vol. VII, p. 218, doc. URSS – 266.

en 1939 aurait pu dégénérer en guerre sans l'intervention de Hitler, et que cette nouvelle situation a du moins permis d'éviter à ce moment toute effusion de sang au cœur de l'Europe.

Les preuves affluent de la fragilité d'un État tchécoslovaque amputé du territoire des Sudètes mais poursuivant sa politique d'oppression des minorités. Le 19 septembre 1938, le président Bénès déclarait aux ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne:

> «Le plan anglo-français du 19 septembre 1938 [cession des territoires dans lesquels la proportion d'Allemands était supérieure à 50%] revient à démembrer l'État tchécoslovaque, à le paralyser économiquement, à le livrer stratégiquement à l'Allemagne et à le faire passer sous la domination allemande dans un proche avenir.»[33)]

Les documents français et britanniques authentifiés par le Tribunal militaire inter-allié (TMI) sont tout aussi clairs:

> «En Slovaquie, la crise à laquelle on s'attendait depuis longtemps éclata le 10 mars 1939.»[34)]

Les premiers indices d'une action – ou plutôt d'une réaction – allemande nous sont fournis par des documents datant de la période postérieure à la crise déclenchée par Prague, qui s'est traduite par le renvoi des ministres slovaques. Or dès le mois de février 1939, Tuka, patriote slovaque, avait demandé à Hitler de libérer son peuple du joug tchèque. Après le rattachement du territoire des Sudètes au Reich, Churchill devait déclarer:

> «Je doute que l'État tchécoslovaque puisse longtemps encore rester une entité indépendante...
>
> Peut-être se rattachera-t-il à lui [au régime nazi], par dépit ou par ressentiment.»[35)]

Les revendications territoriales formulées tant par la Pologne que par la Hongrie et les menées autonomistes de la Slovaquie et de l'Ukraine subcarpatique confirmèrent en partie les prévisions de Churchill. Le processus de dissolution intérieure permit à Chamberlain d'affirmer à la Chambre des Communes, le 14 mars 1939, veille de l'entrée des troupes allemandes à

---

33) *Frankfurter Allgemeine*, 11 mars 1959, p. 11.
34) TMI, vol. III, p. 164, M. Aldermann.
35) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, p. 78. Discours prononcé à la Chambre des Communes le 5 octobre 1938.

Prague, qu'aucune agression allemande ne s'était produite.[36)]

> «Chamberlain et Sir John Simon ont déclaré que les mouvements autonomistes slovaques et ruthènes, qu'ils ne songeaient nullement à affaiblir ou à opprimer, ont mis fin à l'existence de l'État tchèque. De ce fait, la protection des frontières tchèques est devenue superflue.»[37)]

Nevile Henderson, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, qui avait été soumis dès le début de la guerre à de fortes pressions en raison de sa politique d'apaisement, écrit dans ses mémoires, publiés à Londres en 1941:

> «Malheureusement, les Tchèques étaient très imprévoyants; ils faisaient preuve d'un despotisme incroyable vis-à-vis des Slovaques, et les séparatistes slovaques n'en étaient que plus aveuglément déloyaux envers les Tchèques. Il allait de soi que leur querelle les exposait tout autant à l'influence allemande. Au cours de la semaine qui a précédé l'occupation de Prague, j'ai fait tout mon possible pour convaincre le ministre tchèque à Berlin d'user de son influence pour amener son gouvernement à apaiser sans tarder le conflit qui l'opposait aux Slovaques et à retirer ses troupes de Bratislava avant qu'il ne soit trop tard...
>
> Je confiai à M. Mastny que son gouvernement jouait le jeu de Hitler et que sa folie aurait des conséquences catastrophiques. Je ne sais si cette mise en garde s'est heurtée à un mur, ou s'il n'avait pas pu lui-même faire entendre raison à Prague, mais le gouvernement tchèque persista dans son entêtement...»[38)]

Le 14 mars 1939, le président Hacha se rendit de sa propre initiative à Berlin.

> «La déclaration d'indépendance de la Slovaquie et de la Ruthénie provoqua une nouvelle crise à Prague. Sir Basil Newton, diplomate britannique en mission en Tchécoslovaquie déclara au président Hacha qu'il était préférable qu'il se rende à Berlin pour discuter de la situation présente avec Hitler.»[39)]

Toujours est-il que ce n'est pas Hitler qui «a précipité les choses».[40)] Le Dr Hacha n'a entrepris son voyage à Berlin qu'après avoir obtenu l'accord

---

36) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 257, p. 173.
37) P.H. Nicoll, *op. cit.*, p. 65.
38) N. Henderson, *op. cit.*, p. 202.
39) P. H. Nicoll, *op. cit.*, p. 63.
40) «Nous avions hâte de faire aboutir les choses», écrivait N. Chamberlain à sa sœur le 10 septembre 1939. Cité d'après K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 416.

préalable de son Conseil. Il l'a fait pour éviter le chaos qui, en l'absence de toute manipulation hitlérienne, menaçait la Bohême-Moravie après la déclaration d'indépendance de la diète slovaque le 14 mars 1939. Le Dr Hacha, dont l'état de santé ne lui permettait pas de prendre l'avion, partit de Prague en train spécial.[41)]

> «Il a été reçu avec tous les honneurs dus à un chef d'État. La compagnie d'honneur présente les armes devant la gare d'Anstalt, on entend l'hymne national tchèque et le *Deutschlandlied*. Devant la Chancellerie du Reich se forme une haie d'honneur composée de la garde personnelle du Führer, la Leibstandarte Adolf Hitler, dont l'orchestre joue le *Präsentiermarsch*, tandis que le Dr Hacha passe les troupes en revue.»[42)]

Sur son chemin entre la gare et l'hôtel Adlon, le Dr Hacha confie, sur un ton animé, au secrétaire d'État Meißner:

> «qu'en raison de la fragilité de la situation régnant dans son pays, il en est venu à demander l'appui et le soutien du Führer et Chancelier du Reich. Il espère trouver chez lui la compréhension et la volonté de coopération nécessaires à un travail politique commun.»[43)]

Aucun principe de droit international n'autorise les gouvernements étrangers à pousser les hauts cris lorsqu'un président élu, confirmé dans sa fonction et félicité par son prédécesseur, en l'occurrence par le président Édouard Bénès,[44)] cède sa souveraineté à un État plus grand parce que son pays se trouve dans l'impasse. Si ce geste du Dr Hacha présentait un aspect dramatique et inattendu, les facteurs qui ont amené une décision de cet ordre sont multiples et ils ne peuvent être ramenés à la volonté malveillante d'un homme. Or, les Allemands des Sudètes mis à part, il restait encore une minorité ethnique composée de 3,5 millions de personnes face à une population de 7 millions de Tchèques. Abandonnée par ses minorités, puis par ses grandes amies (la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique), menacée par la Hongrie et la Pologne, sans garantie économique et impuissante sur le plan militaire, Prague n'était plus maîtresse de la situation.

Le Dr Hacha, jusqu'alors président du Conseil d'État de la République tchécoslovaque, n'a pas été élu au poste de chef d'État par Hitler ou par ses auxiliaires, mais bien par les représentants du peuple tchèque. Il faut en être

41) *ADAP* IV, doc. 223.
42) K. Zentner, *op. cit.*, p. 61.
43) O. Meißner, *Staatssekretär unter Ebert, Hindenburg, Hitler*, p. 476.
44) E. Benes, *Memoirs of Dr. Edouard Benes*, pp. 53, 96-97.

tout à fait conscient lorsqu'on lit le protocole de l'entrevue Hitler-Hacha du 14 mars 1939 authentifié par le TMI. Pour pouvoir apprécier la valeur de ce document, il convient de noter que le monologue introductif du Dr Hacha, qu'il a prononcé librement devant Hitler, sans être interrompu et sans connaître les projets de Hitler au début de l'entretien, n'a généralement été cité que par extraits. Le livre britannique *Documents on International Affairs* renferme le passage suivant:

> «La tâche la plus dure qui soit échue au Dr Hacha a été sa nomination au rang de chef d'État. C'est la raison pour laquelle il avait demandé à être reçu par le Führer. Il était convaincu que le sort du pays tchèque dépendait du Führer et il pensait que sa destinée était en bonnes mains. Il n'avait pas de griefs à formuler en ce qui concerne la Slovaquie. Il était depuis longtemps déjà conscient de l'impossibilité pour les nombreux groupes ethniques de cohabiter au sein d'un même État. Bien que leurs langues se ressemblent, ces populations ont évolué très différemment. Historiquement la Tchécoslovaquie avait toujours été plus en rapport avec l'Allemagne qu'avec la Slovaquie, alors que les Slovaques penchaient plutôt pour la Hongrie. Les Tchèques étaient seulement en relation avec les protestants slovaques, tandis que les catholiques slovaques avaient été rejetés par les Tchèques.... Il n'était d'ailleurs pas le seul à partager cette opinion. Quatre-vingts pour cent de la population étaient de son avis.»[45)]

Les éditeurs des *Documents on International Affairs* ont seulement omis de reproduire le passage suivant:

> «Il y a longtemps qu'il désirait faire la connaissance de l'homme dont il admirait tant les idées qu'il suivait avec grand intérêt...»[46)]

Ils laissèrent, toutefois:

> «Au reste, il a toujours désapprouvé leur politique [Bénès, Masaryk], à tel point qu'il s'est demandé, juste après le revirement [d'octobre 1938], si l'indépendance de la Tchécoslovaquie était un bien en soi... Telles étaient les raisons pour lesquelles une bonne entente ne pourrait jamais se réaliser, et il était content de l'évolution des choses...
>
> Il pensait que l'expérience du Führer avec les Slovaques ne serait pas une réussite...
>
> En outre, il ne versera pas de larmes sur la Slovaquie.»[46)]

---

45) *Documents on International Affairs 1939-1946*, vol. I, pp. 50-51.
46) *Procès des criminels de guerre:* TMI, vol. XXXI, p. 140, doc. 2798 – PS., éd. all.

Plusieurs éléments montrent que le D[r] Hacha n'était pas seul à affirmer cette opinion:

a) Son élection: il n'a pas acquis cette certitude à Berlin, sous l'effet d'hypothétiques «drogues». Il faut noter que son adversaire à la candidature présidentielle, Krulis Randa, défendait le même point de vue;[47)]

b) Le fait qu'il soit venu à Berlin avec un objectif clairement fixé, qu'il a exposé la veille dans un discours radiodiffusé, où il annonçait de nouvelles réformes internes et où il expliquait la démarche qu'il comptait entreprendre; le fait qu'il n'ait pas été retenu à Prague par son ministre des Affaires étrangères;

c) L'entretien téléphonique qu'il a eu avec les membres du Conseil à Prague juste avant la signature de l'accord avec Hitler et l'approbation immédiate de Prague;

d) L'absence de résistance tchèque lors de l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie en dépit de la mobilisation de l'armée et de la présence d'importants stocks d'armes.

Laissons de côté les conflits internes de la République tchécoslovaque. La progression de l'armée hongroise, la veille du 14 mars, sur des territoires frontaliers qu'elle réclamait à cor et à cris et qu'elle avait envahis, ainsi que la menace d'une agression brutale de la Pologne, n'ont pas été sans effet sur la décision du D[r] Hacha de transformer son État en protectorat allemand.

Dès l'époque de la conférence de Munich, ces circonstances, tant extérieures qu'intérieures, laissaient prévoir l'évolution qui se dessinait pour les mois ou les années à venir. Ceci explique le fait qu'à Munich personne n'ait voulu garantir l'existence de la Tchécoslovaquie, bien qu'une telle garantie fût prévue initialement. Cette garantie internationale avait été subordonnée à l'aptitude du gouvernement tchèque à satisfaire les revendications de ses minorités.

> «Nous n'avions pris alors aucun engagement par traité vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Nous ne nous sommes jamais portés garants de sa sécurité.»[48)]

On ne saurait faire reproche à Hitler de ce que, après la conférence de Munich, le gouvernement hongrois et M[gr] Tiso pour les Slovaques aussi bien

47) Livre Blanc Allemand N° 3. doc. 3: Lettre du Voïvode D[r] Grazynski au ministre des Affaires étrangères polonais du 2 novembre 1938 concernant un entretien avec Krulis Randa, l'un des «plus gros industriels tchèques».

48) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, p. 177. Discours prononcé le 28 juin 1939 au Carlton Club, à Londres.

que le Dr Hacha pour les Tchèques se sont adressés à Hitler et à Mussolini et non aux quatre grandes puissances pour trouver une solution aux revendications territoriales hongroises par l'intermédiaire d'un arbitre impartial. Lors des négociations qui ont abouti à l'arbitrage de Vienne, le 2 novembre 1938, l'Allemagne est nettement intervenue en faveur des Tchèques, ce qui était d'autant plus remarquable qu'au cours des vingt années qui avaient précédé les récents accords, les Tchèques avaient toujours été hostiles au Reich tandis que ce même Reich entretenait d'excellentes relations avec la Hongrie. Cet arbitrage montre aussi que Hitler n'avait pas préparé de longue date ni même souhaité l'écrasement de la Tchécoslovaquie. Aucune occasion n'y eût été mieux adaptée en effet que cette commission d'arbitrage de Vienne.

On peut regretter qu'après la visite du Dr Hacha à Berlin, Hitler soit intervenu militairement en territoire tchèque. Toutefois, il serait difficile de condamner ce geste au nom de l'humanité, de la paix ou d'un système de valeurs occidental qui aurait force de loi. Car les puissances occidentales avaient bien admis que l'on force 3,5 millions d'Allemands à cohabiter contre leur gré avec 7 millions de Tchèques. Ces mêmes puissances se sont approprié plus ou moins violemment dans le monde entier des territoires coloniaux et des protectorats avec l'intention de les conserver éternellement, ce qui ne leur confère aucun droit moral à protester lorsque le gouvernement tchèque est amené à intégrer 7 millions de Tchèques, sous réserve de leur accorder un statut d'autonomie, dans un État de 75 millions d'Allemands. Si Hitler n'avait pas agi, sa passivité aurait été lourde de conséquences pour la paix en Europe centrale et pour la sécurité du Reich. En effet, les autres puissances auraient mis à profit ces changements pour alourdir, contre la volonté du gouvernement tchèque, l'atmosphère belliciste en Europe.

Le Reich a respecté la nation tchèque, il lui a garanti tout au long de la guerre l'autonomie culturelle et la prospérité économique; les Tchèques étaient exemptés de service militaire, et l'entrée et l'implantation de familles allemandes en Bohême étaient soumises à une stricte réglementation. C'est ainsi que Hitler a «violé» un pays qui a fait partie du Reich pendant 1000 ans, dans lequel se trouve la plus vieille et la plus célèbre des universités allemandes, dont la capitale même a été pendant 50 ans capitale de l'Empire allemand. Ce que les Tchèques n'ont jamais accordé aux Allemands des Sudètes, un statut d'autonomie, le droit à une vie nationale, culturelle et économique propres et la dispense de service militaire, Hitler l'a accordé au protectorat.

À celui qui ne saisit pas le contexte européen de l'affaire tchécoslovaque et oublie les circonstances historiques de son déroulement, qui pense qu'il n'y a là rien d'autre que le résultat d'une politique impérialiste allemande et qui reste prisonnier de la dialectique attachée au nom de Versailles (la Tchécoslovaquie n'existait pas auparavant), il convient d'opposer les événements qui se sont déroulés en Hongrie en octobre et novembre 1956. Peut-être comprendra-t-il postérieurement ce que signifie ne pas verser le sang et rester maître d'une situation que d'autres ont gâtée.

> «Il est significatif de comparer la générosité de la politique de Hitler en 1939 à la manière d'agir des Tchèques lorsqu'après la défaite de l'Allemagne ils ont repris leur pays en main. Vis-à-vis des Allemands, ils se comportèrent avec plus de barbarie encore que les occupants russes. En expulsant les Allemands de tout le pays, ils multiplièrent par cent la tragédie de Lidice. Souvent, les Allemands, terrorisés, préféraient se rendre aux Russes pour se protéger de la populace tchèque assoiffée de sang. Les Tchèques ont assassiné leurs propres hommes d'État de 1939, bien que ces derniers eussent tout fait pour servir leur pays avec courage et loyauté. Chwalkovsky a été fusillé sans ménagement et Hacha est mort en prison après avoir été torturé et soumis aux pires brutalités.
>
> Il convient de souligner que Hitler n'a jamais annexé la Bohême-Moravie. Il n'a fait que créer un protectorat qui garantissait à la population une large autonomie, notamment en matière de politique intérieure. Personne ne peut prétendre en toute connaissance de cause que Hitler ait traité la République tchèque avec brutalité. Les deux parties antagonistes de cet État délabré et divisé ont demandé à Hitler de les protéger l'une contre l'autre. Or il n'est pas de protection sans protecteur.
>
> Sans doute les Tchèques ne tenaient-ils pas autant que les Slovaques à la protection de Hitler, mais la décision de leur président était irrévocable, même si elle a été prise en quelque sorte à contre-cœur et sous la pression des événements. Pas un coup de feu n'a été tiré contre l'"agresseur", l'"occupant". N'est-il pas étonnant qu'un peuple courageux que l'on dit agressé et asservi n'ait pas lancé un seul appel à une autre puissance pour qu'elle le défende contre l'ennemi? N'est-ce pas significatif de la nature de l'ennemi en question?»[49)]

L'Angleterre n'a jamais mis en parallèle Dantzig et Prague et elle n'a pas jugé utile de recourir au principe d'autodétermination des peuples en proposant, par exemple, à Hitler d'échanger la Bohême-Moravie, qui était tchécoslovaque, contre la ville allemande de Dantzig. Un tel échange aurait

49) P. H. Nicoll, *op. cit.*, pp. 65-67.

impliqué en effet que la Grande-Bretagne imposât aux Tchèques un nouveau gouvernement, attendu que le gouvernement légitime avait accepté l'accord du 15 mars 1939. Toutefois, cette intervention extérieure en faveur du droit à l'autodétermination du peuple tchèque aurait renforcé considérablement le prestige de la Grande-Bretagne, qui aurait ainsi prouvé qu'elle savait allier une fidélité aux principes du droit des peuples à une politique étrangère pacifique et constructive.

En avril 1939, Gafencu, ministre des Affaires étrangères roumain, se rendant à Londres après un séjour à Berlin, laissa entendre à Lord Halifax qu'une telle proposition faite par l'Angleterre ne serait pas nécessairement mal accueillie à Berlin. Halifax ne donna aucune suite à cette affaire.[50) Visiblement, la question tchèque intéressait aussi peu l'Angleterre maintenant qu'après la conférence de Munich du mois d'octobre 1938, ou bien elle ne l'intéressait que dans la mesure où l'entrée des troupes allemandes à Prague pouvait servir les intérêts de sa propagande. Comme l'Angleterre a toujours évoqué par la suite le cas de «Prague» pour motiver sa déclaration de guerre puis l'extension du conflit, il semble que la deuxième explication conviendrait mieux. Le gouvernement britannique préférait invoquer la violation des droits de la petite Tchécoslovaquie pour amener un plus grand nombre de nations à se coaliser contre Hitler plutôt que de s'efforcer d'obtenir le rétablissement de l'indépendance tchèque par une politique positive.

Le 16 août 1939, dans une lettre à Strang, directeur du bureau central du Foreign Office, Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, tente une dernière démarche:

> «La remarque de Hitler, aux termes de laquelle le protectorat est une nécessité dans l'immédiat [l'expression est soulignée par Henderson], mérite réflexion. J'ai quelques raisons de penser qu'il n'est nullement satisfait de la solution du 15 mars et qu'il reconnaît avoir commis une erreur. Comme me le confiait un chef d'état-major de la SA, il se peut que la Bohême ne soit qu'une formule. Peu importe ce qu'il en advient, pourvu qu'elle ne se transforme pas en un bastion contre l'Allemagne en cas d'agression.»[51)]

Le gouvernement britannique ne s'est pas exprimé là-dessus.

---

50) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 278, 279, 285.
51) *ibid.*, vol. VII, doc. 37.

La Pologne veut la guerre
Des terres allemandes aux mains des Polonais

Dès la fin de la première guerre mondiale, le «droit d'autodétermination des peuples» fut élevé en principe de droit international: il devait amorcer une nouvelle ère de paix. Pour y parvenir, le président Wilson tenta de redessiner les frontières des États est-européens de manière à respecter le droit des entités ethniques. Certes, il souhaitait que la Pologne obtînt accès à la mer, mais il entendait par ce terme une internationalisation de la Vistule et la création d'un port libre à Dantzig.[1)] Or, la Pologne n'attendit pas les résultats de la Conférence de Paix de Versailles pour tirer profit de l'armistice et occuper militairement la région de Posen (Posnanie) et la Prusse occidentale.

Wilson, qui, comme on le sait, n'avait aucune connaissance des données politiques et historiques de l'Europe de l'Est,[2)] fut induit en erreur non seulement par les trois propagandistes polonais les plus renommés, Sosnowski, Dmowski et Paderewski, mais aussi par les Français qui, pour parvenir à leurs fins, n'hésitèrent pas à faire usage de cartes géographiques et de statistiques falsifiées et à invoquer la proximité des élections américaines dont l'issue pouvait dépendre des suffrages des Polono-américains.[3)] La Conférence de Paix de Versailles ratifia l'état de fait créé par les Polonais en exigeant de ces derniers, en contrepartie des territoires cédés, d'accorder aux minorités allemandes et juives une large autonomie et de ne pas porter atteinte à leurs coutumes. Au mépris des conventions signées à Versailles, les Polonais occupèrent également la rive droite de la Vistule et quelques nouveaux cantons de Prusse occidentale, interdisant aux Allemands l'accès au fleuve.

La France joua après la première guerre mondiale un rôle capital dans la politique européenne et favorisa «pour des raisons de sécurité» la constitution d'un «bastion» face à l'Allemagne[4)]. De même elle soutint les opérations terroristes polonaises contre la population de Silésie orientale. C'est ainsi que ce territoire fut cédé à la Pologne malgré la victoire plébiscitaire

---

1) W. Recke, *Die polnische Frage als Problem der europäischen Politik*, pp. 286, 314, 315.
2) H. G. Dahms, *Der Zweite Weltkrieg*, p. 19, et W. Recke, *Die polnische Frage als Problem der europäischen Politik*, p. 286.
3) W. Recke, *op. cit.*, pp. 291-354.
4) S. Horak, *Poland and her National Minorities 1919-1939*, p. 36.

allemande de 1921. La Pologne annexait ainsi un territoire de 46 150 km carrés. Ce traité de paix de Versailles, qui était «une façon de continuer la guerre»,[5] «une déclaration de guerre potentielle»[6] et qui «pouvait devenir un mal plus grand encore pour le monde que la guerre elle-même»,[6] donna davantage à la Pologne que ce à quoi elle était en droit de prétendre. Nombreux ont été les hommes politiques de l'époque, puis les historiens, à voir dans cette injustice la source possible d'une nouvelle guerre.

On connaît la phrase célèbre du maréchal Pilsudski:

> «Vous convoitez la Haute-Silésie? Mais la Haute-Silésie est une très vieille colonie prussienne.»[7]

De fait, ils convoitaient la Haute-Silésie. Des années de travail préliminaire en Grande-Bretagne et aux États-Unis avaient fini par porter leurs fruits, surtout dans ce dernier pays, où les agents polonais obtinrent un franc succès. C'est ainsi que dans une lettre du 7 avril 1917, adressée au président Wilson, Sosnowski avait demandé la cession de la Haute-Silésie en arguant du fait que l'industrie houillère et la fabrication de dérivés du charbon avaient permis la naissance du militarisme prussien et qu'il fallait désormais éliminer ce danger.[8] Notons que la destruction de la Prusse, le démantèlement de l'Allemagne et «la restitution des territoires côtiers volés à la Pologne» (la Prusse orientale) figuraient dans tous les programmes.[8] Pour Dmowski, «seule une refonte totale de l'Europe pouvait recréer l'équilibre rompu par la volonté d'expansion allemande»; par ailleurs, la Pologne devait devenir le cœur d'une Europe centrale non allemande. D'où la nécessité d'une Pologne économiquement et politiquement forte. Pour ce faire, il était indispensable qu'elle acquît la Haute-Silésie.[9] Tels étaient les nouveaux maîtres de la Pologne, qui s'étaient toujours élevés contre le partage de leur pays entre plusieurs nations, essentiellement la Russie, en le qualifiant de plus grand crime contre l'humanité, mais qui élevaient en dogme la destruction d'un pays voisin, en l'occurrence l'Allemagne. Pourtant, ils étaient conscients, tout comme le maréchal Pilsudski (qui l'exprimera

5) F. Nitti, *Die Tragödie Europas – und Amerika?* p. 16: déclaration de Georges Clemenceau, Premier ministre français et président de la Conférence de Paix de Versailles.
6) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* pp. 94 et 53: déclaration du général Smuts, Premier ministre de l'Union sud-africaine.
7) F. Heiß, *Deutschland und der Korridor*, p. 122.
8) W. Recke, *op. cit.*, pp. 291-292.
9) *ibid.*, p. 299, et B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 156. Le parti travailliste anglais avait organisé plusieurs manifestations devant l'ambassade de Pologne à Londres contre cette mesure.

ouvertement le 5 février 1919), que «les frontières occidentales de la Pologne étaient un cadeau des Alliés».[10] Cette prise de conscience ne se reflétait nullement dans leur politique.

Lloyd George, Premier ministre britannique lors des négociations de Paris:

> «Je vous répète que nous n'avons jamais eu l'intention de faire céder à la Pologne une province qui ne lui appartient plus depuis 900 ans. Le projet de la commission polonaise, qui vise à placer 2,1 millions d'Allemands d'une religion différente sous l'autorité d'un peuple qui, au cours de son histoire, n'a jamais encore pu se montrer capable de se gouverner, ce projet devrait provoquer un jour ou l'autre une nouvelle guerre en Europe orientale.»[11)]
>
> «La France est moins intéressée au bien de la Pologne qu'à l'affaiblissement de l'Allemagne.»[12)]
>
> «Entourer l'Allemagne de petits États, dont beaucoup sont constitués de peuples qui n'ont jamais appris à se gouverner eux-mêmes et qui renferment un nombre important d'Allemands ayant demandé leur rattachement à la mère-patrie revient à créer le germe d'une nouvelle guerre.»[13)]
>
> «Je suis intervenu avec autant d'ardeur que les autres membres de la Commission en faveur de l'indépendance de la Pologne, mais j'estimais que la présence à l'intérieur de ses propres frontières de populations étrangères et hostiles, loin de renforcer le nouvel État serait pour la Pologne une source permanente de faiblesse et de danger. Je prévoyais qu'il viendrait un temps où l'Allemagne mettrait un terme aux souffrances de ses compatriotes vivant à l'étranger et les ramènerait par la force des armes dans la mère-patrie.
>
> J'insistai donc pour que l'on refuse chaque fois les propositions qui visaient à incorporer à la Pologne des villes et territoires de langue, de culture ou de race allemande..»[14)]

Les paroles de Wilson du 7 avril 1919 nous reviennent en mémoire:

> «À travers la Pologne, la France ne vise qu'à affaiblir l'Allemagne.

---

10) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 4: citation de L. Wasilewski, «Joseph Pilsudski comme je l'ai connu», Varsovie, 1935, pp. 171-172. Déclaration faite à Léon Wasilewski, son biographe et conseiller pour les affaires de l'Est.

11) Seraphim, Maurach, Wolfrum, *Ostwärts von Oder und Neiße*, p. 39.

12) Chr. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 10.

13) F. Grimm, *Frankreich und der Korridor*, p. 34.

14) L.L.Gerson, *Woodrow Wilson und die Wiedergeburt Polens*, p. 209.

La Pologne se voit ainsi attribuer des territoires auxquels elle n'a nullement droit.»[15)]

Lansing, secrétaire d'État américain, le 8 mai 1919:

«Examinez bien le traité de Versailles et vous verrez que des peuples sont arbitrairement incorporés à d'autres peuples qu'ils haïssent, tandis que les ressources naturelles leur sont arrachées et cédées à d'autres puissances. Semblables dispositions ne peuvent amener que haine, exaspération voire désespoir. Il se passera peut-être de nombreuses années avant qu'ils ne puissent secouer le joug, mais aussi sûr que la nuit succède au jour, il viendra un temps où ils tenteront de se soulever.

Ce traité n'apportera pas de paix durable car il est construit sur les sables mouvants de l'égoïsme..»[16)]

D'Abernon, ancien ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, le 23 janvier 1926:

«Le Corridor polonais reste l'immense poudrière de l'Europe!»[16)]

La presse soviétique elle-même a soutenu, à l'époque, les demandes de révision formulées par l'Allemagne.[16)]

Le professeur français René Martel, spécialiste des questions slaves, en 1929:

«Parmi les problèmes complexes de l'après-guerre, il en est peu d'aussi délicat et d'aussi redoutable que celui des frontières orientales de l'Allemagne. Nul n'ignore plus aujourd'hui cette vérité.»[17)]

Aucun des nombreux gouvernements de Weimar, aucun homme politique allemand, quelle que fût sa couleur politique, n'avait reconnu ces nouvelles frontières. Au contraire, tous les partis et tous les gouvernements de la République de Weimar réclamèrent une révision du tracé des frontières de l'est et rejetèrent d'un même élan un «Locarno de l'Est».

À titre d'exemple, il convient de citer Stresemann, ministre des Affaires étrangères:

«Une des tâches qui me tiennent le plus à cœur est la correction des

15) F. Grimm, *op. cit.*, p. 37, et W. Recke, *op. cit.*, p. 344, et B. de Colonna, *op. cit.*, p. 90, et R. S. Baker, *Woodrow Wilson and World-Settlement*, vol. II, p. 60.

16) Chr. Höltje, *op. cit.*, pp. 162, 164, 161.

17) René Martel, *Les Frontières Orientales de l'Allemagne*, p. 5.

frontières à l'est: la restitution à l'Allemagne de Dantzig, du Corridor polonais et la révision du tracé des frontières en Haute-Silésie.»[18]

«Lors d'un discours que je prononçai devant la commission de politique étrangère, j'ai déclaré au grand regret des Polonais que nous ne reconnaîtrions pas les frontières de l'est. J'expliquai qu'aucun gouvernement allemand, des nationalistes aux communistes, ne pourrait jamais accepter les frontières fixées par le traité de Versailles.»[19]

Dans un mémorandum de 1925:

«Tous les espoirs de l'Allemagne doivent être contenus dans un objectif qui est la finalité de toute politique étrangère allemande: la création d'un État regroupant à l'intérieur d'une zone de peuplement fixe toutes les ethnies allemandes souhaitant leur rattachement au Reich et la révision progressive des frontières fixées par les "traités" de paix, inacceptables tant politiquement qu'économiquement (Corridor polonais, Haute-Silésie orientale).»[20]

Il convient ici de citer l'extrait d'une note allemande du 11 juillet 1930 envoyée en réponse à une proposition française visant à l'instauration d'un ordre européen fédéral pour la sécurité:

«Aucun pays ne déplore autant que l'Allemagne le manque de structures de l'Europe. Elle en a particulièrement souffert dans le passé en raison de sa situation géographique au centre du continent. Le gouvernement est donc prêt à collaborer au sein de la Société des Nations pour remédier à ce manque de structures. Ses efforts devraient toutefois aboutir à une réforme courageuse nécessitant un esprit de compréhension mutuelle des États, capable de modifier une situation dont l'absurdité n'est plus guère contestée. Seule une telle réforme amènera une paix durable en Europe, une paix qui repose sur les principes de justice et d'égalité.»[21]

Le Premier ministre Otto Braun (SPD) à Königsberg (Prusse orientale) en novembre 1930:

«Je ne conteste pas la nécessité pour la Pologne d'avoir accès à la mer, mais il eût été possible de lui garantir cet accès par la Vistule et

---

18) H. Bernhard, *Gustav Stresemann, Vermächtnis-Nachlaß*, vol. II, pp. 546-547: Stresemann dans une lettre au prince héritier d'Allemagne, le 7/9/1925.
19) *ibid.*, pp. 233-236, 248.
20) Chr. Höltje, *op. cit.*, p. 103.
21) *ibid.*, pp. 209 et 193.

par le port de Dantzig, comme nous l'avons fait pour la Tchécoslovaquie par Hambourg et l'Elbe. Il n'était pas nécessaire de séparer la Prusse orientale de la mère-patrie et de placer arbitrairement des centaines de milliers d'Allemands sous l'autorité d'une puissance étrangère qui exerce à leur encontre une véritable politique de terreur et les incite ainsi à quitter leur pays. L'Allemagne ne saurait reconnaître une telle injustice.»[21)]

Le *Labour Speakers' Handbook* (1922-1923), manuel des porte-parole du parti travailliste britannique, renferme sous la rubrique «Pologne» le passage suivant:

«La quasi-totalité de la Prusse occidentale a été rattachée à la Pologne alors que les Allemands constituent les deux tiers de la population et qu'ils y ont apporté la civilisation. Aucun plébiscite n'a été autorisé; s'il l'avait été, une écrasante majorité se serait prononcée en faveur du rattachement à l'Allemagne. Les Polonais ont annexé toute la Posnanie bien que la partie occidentale soit peuplée en majorité d'Allemands. Le programme du parti travailliste appelle à corriger l'injustice de ces arrangements territoriaux.»[22)]

Un dictionnaire catholique de droit public, en 1931:

«Historiquement, la Pologne n'avait aucun droit au Corridor, et il ne faisait pas partie des territoires définis par le président Wilson comme étant habités par des populations indéniablement polonaises. En fait, des considérations purement tactiques et stratégiques ont présidé à sa cession. Il s'agissait d'une mesure punitive destinée à affaiblir l'Allemagne et accessoirement à prendre la Prusse orientale à revers dans le but d'annexer ce territoire ultérieurement. Tel était, tout au moins, dès 1918, le but avoué des hommes politiques polonais (Dmowski, Grabski, Srokowski).

Par comparaison, la nécessité du libre accès à la mer n'était qu'un prétexte... Cette nécessité économique aurait pu être satisfaite par la neutralisation du cours inférieur de la Vistule, la création d'un port libre à Dantzig et la fixation d'un tarif préférentiel pour les lignes de chemin de fer conduisant à la mer. L'exemple de la Suisse, du Luxembourg, de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie montre que l'indépendance et la solidité d'un État ne dépendent pas de la création d'un accès territorial à la mer...

La seule présence du Corridor polonais est source de troubles et d'incertitudes tant politiques qu'économiques. Elle empêche une

22) B. de Colonna, *op. cit.*, p. 92.

collaboration germano-polonaise profitable aux deux peuples. La supression de ce Corridor est un élément essentiel de la pacification européenne.»[23)]

Churchill a tout aussi clairement perçu la situation de droit qui régnait en Posnanie et en Prusse occidentale. S'adressant à la Chambre des Communes, le 24 novembre 1932, il demande dans l'intérêt même de la paix un réexamen de la question:

> «Si le gouvernement britannique tient vraiment à contribuer au maintien de la paix, il doit prendre la tête du mouvement et réexaminer la question de Dantzig et du Corridor tant que les puissances victorieuses sont encore en position de force. Il n'y aura pas de paix durable tant que ces problèmes ne seront pas réglés.»[24)]

K. Feiling, biographe de Chamberlain:

> «En 1933, Churchill déclara [à propos de Dantzig et du Corridor] que l'un des objectifs essentiels de toute politique européenne visant au maintien de la paix devait être la réparation de cette insulte à l'histoire mondiale et à la raison.»[25)]

Le 21 mai 1938, Carl J. Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, rapporta aux représentants du gouvernement allemand les paroles prononcées par Lord Halifax quelques jours auparavant. Il avait qualifié Dantzig et le Corridor d'absurdités et déclaré que les dispositions qui les avaient établis étaient certainement les paragraphes les plus insensés du traité de Versailles.[26)] Quelques jours plus tard, le 26 mai 1938, R. Coulondre, ambassadeur français à Berlin, déclarait, lors d'un entretien avec son homologue polonais à Moscou, le comte Grzybowski:

> «Croyez-vous que le couloir polonais ne crée pas dans l'Est de l'Europe un état de choses pour le moins anormal, sinon artificiel? Si vous en doutez, écoutez les réflexions des voyageurs étrangers qui doivent le traverser.»[27)]

Le nouveau tracé des frontières, décidé à Versailles, violait toutes les

---

23) Herder éd., *Staatslexikon*, 5ème édition, vol. IV, p. 321, Friebourg 1931.
24) H. Grimm, *Warum – Woher – Aber Wohin?* p. 246.
25) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 247.
26) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 111 (éd.all., *Der erzwungene Krieg*, p. 152).
27) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, p. 62.

lois de la morale internationale, comme l'a clairement montré Russell Grenfell, historien britannique:

> «En premier lieu, y avait-il quelque chose d'essentiellement injuste dans le désir de Hitler de reprendre le Corridor? [Il n'en a jamais été question avant le début des hostilités – Note de l'auteur] Dans ce cas, cela ne pouvait pas être plus injuste que l'ambition implacable de la France, de 1870 à 1918, de récupérer l'Alsace et la Lorraine. L'Alsace et la Lorraine étaient beaucoup plus allemandes que françaises, bien que, avant 1870, elles eussent fait partie de la France pendant 220 ans et 100 ans respectivement. Mais, de la même manière, le Corridor polonais avait été terre allemande depuis à peu près un siècle et demi; on y comptait beaucoup d'Allemands aussi bien que de Polonais, et son retour à la Pologne nouvellement créée en 1919 séparait la Prusse orientale du reste de l'Allemagne et avait isolé et ruiné à moitié l'importante ville de Dantzig, qui était entièrement allemande. L'Allemagne avait au moins autant de droits sur la Prusse occidentale que la France sur l'Alsace-Lorraine. A Versailles, Les puissances victorieuses, dont la Grande-Bretagne et la France, avaient élevé en principe juridique la précédente appartenance de ces deux provinces à la France. En rejetant comme criminelle la prétention allemande à bénéficier de ce même droit dans le cas du Corridor polonais, elles témoignèrent d'une rare hypocrisie.»[28)]

La zone frontalière de l'Alsace-Lorraine est deux fois moins longue que celle de la Prusse occidentale. Les frontières orientales de l'Allemagne, arbitrairement déplacées vers l'ouest, ont été considérablement étendues du fait de l'isolement de la Prusse orientale. Une terre de peuplement dotée d'une vie économique et d'un patrimoine culturel communs s'est ainsi trouvée démantelée. En 1960, l'ancien haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig notait:

> «L'ambassadeur français à Berlin, Coulondre, a noté à juste titre dans ses Mémoires que si le peuple allemand s'était résigné au retour de l'Alsace à la France, en revanche, il lui avait été impossible d'admettre l'amputation de ses territoires de l'Est. Sur ce point comme sur celui des clauses militaires, il devait avoir trouvé le "Diktat" d'autant plus dur qu'il lui apparaissait comme le résultat d'une trahison à l'intérieur plutôt que d'une guerre perdue. On semble avoir oublié, à l'époque, que la population dantzicoise se composait de 96% d'Allemands et de 4% de

---

28) R. Grenfell, *Unconditional Hatred*, pp. 85-86 (NY 1958).

> Polonais et l'on disposait d'elle au mépris de tous les principes établis.»[29]

Des hommes, tel Roman Dmowski, sont parvenus, à la suite d'une longue et violente campagne, à imposer par la force leurs annexions, mais pas toutes. Ce sont précisément eux qui ont choisi pour fondement de l'État polonais, comme s'ils n'avaient pu faire autrement, «l'inimitié érigée en dogme vis-à-vis de l'Allemagne»,[30] inimitié hautement suggestive, constructive et censée contribuer au maintien de la paix! Ils s'accordaient en cela avec l'armée et l'opinion publique polonaises, lesquelles ne se sont jamais départies de leur attitude jusqu'en 1939.

Si les hommes lucides d'Europe occidentale ont clairement perçu et reconnu les injustices liées à la création du Corridor, en revanche, la politique des puissances concernées est restée inchangée. Ce n'est pas sans raison que les États-Unis ont refusé de signer le traité de Versailles et d'entrer à la Société des Nations. Tout cela n'a pas empêché le futur président F.D. Roosevelt de renverser la vapeur sans aucun scrupule, dans les années 1937-1939, et de prétendre légitimer l'injustice en lui conférant une sorte de «statut juridique». Cette attitude était tout aussi irresponsable et tout aussi superficielle que celle des communistes qui prétendent que:

> «Les minorités ethniques étaient devenues des foyers de conflits internationaux et leurs aspirations autonomistes (indépendamment de toute influence hitlérienne) justifiaient une politique agressive.»[31]

Les puissances victorieuses ont démembré l'Allemagne et, se référant au «droit international», elles ont qualifié de «volonté d'agression» l'aspiration de son peuple à l'unité; elles ont falsifié l'histoire dans le sens d'une responsabilité allemande dont elles pouvaient tirer profit; elles ont délibérément ignoré les mesures coercitives prises par leurs alliés pour liquider les populations détachées du Reich. Il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, et de fait, les Alliés se sont illustrés alors par leur zèle à condamner le peuple allemand et par leur refus de prendre note des crimes commis à son encontre. Toute volonté de justice et de paix a été absente.

---

29) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 27; B. de Colonna, *op. cit.*, p. 110 *seq.*, donne en plus de nombreuses références de sources étrangères.
30) R. Breyer, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937*, p. 108.
31) R. Goguel, *Polen, Deutschland und die Oder-Neiße-Grenze*, p. 411.

Les revendications territoriales de la Pologne

La Pologne n'était pas satisfaite encore par l'annexion du Corridor et de la Haute-Silésie orientale, ce qui lui a valu dès 1919 le reproche d'être une puissance impérialiste.[1]

> «L'État polonais était né en 1918 de l'écroulement des puissances qui s'étaient partagé son territoire. Ces historiens voyaient là une situation transitoire. La "Pologne historique" renfermait de vastes territoires situés à l'est et à l'ouest au-delà de ses frontières actuelles.»[2]

Pour les hommes politiques polonais, l'expansion territoriale était indispensable en ce qu'elle fournissait des matières premières supplémentaires et garantissait à l'État un statut de grande puissance en Europe. En 1918, leurs exigences étaient démesurées. Ils réclamaient la Prusse orientale, Dantzig, la Haute-Silésie, certains territoires de Silésie centrale et la région de l'Oder. De nombreux mémorandums des agitateurs polonais Sosnowski, Dmowski et Paderewski, les notes émanant du Comité national polonais fondé à Paris en 1917 et les déclarations de la délégation polonaise à la Conférence de Paix à Versailles ont conféré à ces ambitions une réelle stature politique.

Les partisans de la politique de Dmowski avaient, dès le début des hostilités en 1914, réclamé, lors d'une conférences à Moscou, l'annexion à la Pologne de la Prusse orientale, de la Posnanie, de la Prusse occidentale, de la Haute-Silésie et deux districts du département de Breslau.[3] Lors des négociations de juillet 1917, Roman Dmowski exigea le rattachement de la Haute-Silésie[*], d'une partie de la Silésie centrale, de la Posnanie[*], de la Prusse occidentale[*], des districts de Lauenburg et de Bütow dans la province de Poméranie et Prusse orientale.[4] Dans son mémorandum, il laissait aux hommes politiques occidentaux le choix entre deux possibilités:

> «Vous pouvez garantir l'avenir de 2 millions d'Allemands de Prusse

1) E. Viefhaus, *Die Minderheitenfrage und die Entstehung der Minderheitenschutzverträge auf der Pariser Friedenskonferenz 1919*, p. 200.
2) H. Laeuen, *Polnische Tragödie*, p. 11 (il s'agit ici des historiens polonais).
3) W. Recke, *Die polnische Frage als Problem der europäischen Politik*, p. 296.
*) sauf un petit territoire au sud-ouest et à l'ouest.
4) W. Recke, *op. cit.*, p. 300.

orientale aux dépens de 25 à 30 millions de Polonais. Pourtant, une part importante de ces deux millions de personnes ne sont Allemands que de langue. Beaucoup sont conscients de leur origine polonaise ou lituanienne. Souvent même, ils sont hostiles aux Allemands.

Vous pouvez aussi donner à la Pologne les frontières proposées. La bande de territoire en question, séparée de l'Allemagne et engagée dans la voie du développement économique, sera ouverte à l'influence et à l'immigration polonaises. Il n'est pas difficile de voir quelle est l'alternative la plus juste et la plus humaine.»[4)]

Un mémorandum polonais du mois de mars 1919 adressé à la Conférence de Paix montre clairement ce que l'on réservait, au nom de la justice, à la population de Prusse orientale:

«L'isolement de la Prusse orientale, ce foyer du militarisme prussien, est indispensable à la sauvegarde de la paix. Il doit se traduire par une dégermanisation volontaire et progressive de ce territoire stratégiquement décisif, dont est issue cette dynastie prussienne qui devait conquérir le monde.»[5)]

Après avoir totalement déformé l'histoire de la ville de Dantzig, Dmowski expose ses arguments en faveur de son rattachement au nouvel État polonais:

«Aujourd'hui, Dantzig est allemande; mais dans des conditions normales, c'est-à-dire dans les conditions d'un développement économique naturel, elle deviendra automatiquement polonaise.»[6)]

Dmowski est plus clair encore dans son mémorandum de mars 1919:

«L'influence allemande à Dantzig est superficielle; dès que les Polonais auront le droit de s'y installer, elle deviendra polonaise comme Cracovie et comme d'autres villes de Pologne qui ont jadis été peuplées en majorité d'Allemands....»[7)]

Jusqu'en 1918, les ambitions polonaises se sont heurtées à des résistances et à des hochements de tête dubitatifs. Dmowski écrit:

«En Europe occidentale, des hommes politiques, mais aussi des hommes de science, des géographes et des statisticiens étaient tellement convaincus que les territoires côtiers de la Mer Baltique à l'embouchure du Niémen étaient et ne pouvaient être qu'allemands que, lorsque j'évo-

5) W. Recke, *op. cit.*, p. 328.
6) R. Dmowski, *Polityka polska* («La Politique polonaise»), p. 491.
7) W. Recke, *op. cit.*, p. 327.

quai nos revendications territoriales sur les côtes de la Mer Baltique, ils se frottèrent les yeux en se demandant si j'avais toute ma raison. Cet état de choses dura près de trois ans.

Ce n'est que peu à peu que les hommes se sont défaits de leurs opinions préconçues. Au printemps 1918, un diplomate français de haut rang, chargé des questions polonaises, me disait encore:

"Mais Monsieur, ce serait un véritable miracle que les frontières de votre État atteignent la Mer Baltique!"

"Cela pourrait bien tenir du miracle en effet", répondis-je, "mais il faut que miracle se produise si nous voulons être un État indépendant"...

Nous n'avons obtenu cette portion de la Mer Baltique que grâce à la durée de la guerre qui nous a laissé le temps de créer des conditions favorables et surtout de propager des informations précises sur la situation régnant en Pomérélie [Poméranie Mineure].»[8)]

Certes, Wilson n'était pas absolument satisfait de constater que la Pologne et la France s'étaient vu confier par la Société des Nations le rôle d'agents d'exécution des traités en Allemagne, et il ne comprenait pas davantage certains arguments des Polonais,[9)] mais tout cela n'a pas empêché que le mémorandum de Dmowski du 8 octobre 1918 fût présenté au président des États-Unis lors de la Conférence de Paix à Versailles et discuté très sérieusement, alors que son acceptation aurait entraîné la création d'une Pologne peuplée de moins de 50% de Polonais.[10)] On pouvait y lire que la Prusse orientale «était encore en plein Moyen-Âge», que «la masse paysanne était maintenue en esclavage et éduquée selon ces mêmes principes [moyenâgeux]». D'après le rapport de Dmowski, qui émanait de l'initiative du comité national polonais, la Prusse orientale ne pouvait ouvrir ses portes au «progrès social et politique» que rattachée à la Pologne.[11)]

La présence de quatre millions d'électeurs d'origine polonaise aux États-Unis fit le reste,[12)] bien que les Polonais ne soient pas parvenus à convaincre tous leurs partenaires occidentaux.

«Pourtant la caste dirigeante en Pologne et les intellectuels de ce pays aspiraient à la reconquête de la Pologne dans ses frontières de 1772. Or ces frontières ne correspondaient nullement aux limites ethnographiques du pays; un tel État ne pourrait donc être un État national.

La Pologne historique n'était pas un État national mais plutôt un

8) R. Dmowski, *op. cit.*, p. 200.
9) W. Recke, *op. cit.*, p. 314.
10) P. Roth, *Die Entstehung des polnischen Staates*, p. 44.
11) W. Recke, *op. cit.*, pp. 318-319.
12) *ibid.*, pp. 320 et 322.

empire multi-national ayant pris forme au cours des siècles, en un temps où le dogme nationaliste, tel que nous le concevons aujourd'hui, n'existait pas.»[13]

Balfour, alors ministre des Affaires étrangères britannique, s'opposa énergiquement à la politique menée à cette époque par la France:

> «J'ai pris connaissance de votre projet avec quelque inquiétude; selon vous, la Pologne de 1918 devrait être celle de 1772. Nous ne nous y sommes pas engagés. Nous avons promis de créer un État polonais peuplé de Polonais. Cet État de 1772 dépasse de très loin nos engagements.»[12]

Cet état de choses explique que dans aucun ouvrage, même polonais, traitant du droit des peuples, il n'est question de recréer (en 1918) l'ancien empire polonais.[14] Les interminables discussions portant sur l'«indépendance de la Pologne» dans les années 1917 à 1923 auraient été superflues sinon absurdes s'il n'avait été question que de recréer l'ancien État polonais.

> «Les vrais Polonais semblent pris d'une fièvre expansionniste; loin de penser à réviser des frontières qui se révèlent difficilement défendables, ils ne songent qu'à de nouvelles conquêtes.»[15]

La Pologne n'a pas cessé d'exiger, après 1919, la révision du traité de Versailles; les hommes politiques entendaient ainsi satisfaire de nouvelles revendications, principalement sur la Prusse orientale et sur Dantzig. Dmowski, le plus grand agitateur polonais à Versailles, déclarait en 1923:

> «Je n'ai pas lutté pour la reconstitution de la Pologne, elle était évidente; j'ai combattu pour la création d'une Grande Pologne. La Pologne actuelle est importante, mais nous ne devons pas perdre de vue qu'elle n'est que l'embryon de la Grande Pologne. La Pologne n'est pas encore un grand empire, mais elle doit le devenir pour que son existence soit solidement garantie.»[16]

Dmowski n'était pas seul de son avis. Le président Wojciechowski appuya les nouvelles revendications territoriales qui devaient préluder à la création d'une Grande Pologne.[16] En 1923, Stanislas Grabski, ministre

13) H. Seton-Watson, *Eastern Europe between the Wars 1918-1941*, p. 320.
14) P. Roth, *op. cit.*, p. 58.
15) F. Grimm, *Frankreich und der Korridor*, p. 92.
16) C. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 136 (citation de J. Curtius, ministre des Affaires étrangères du Reich).

polonais du Culte et de l'Éducation, déclare dans ses *Considérations sur la situation présente de la Pologne dans un contexte historique* que le principe supérieur de toute politique étrangère polonaise doit être l'expansion de la Pologne vers le nord. Elle doit:

> «parfaire sa victoire en poursuivant sa lutte ouverte contre l'Allemagne...
> Tôt ou tard, les côtes de la mer Baltique seront l'objet d'un conflit entre la Pologne et l'Allemagne...
> Le peuple polonais ne peut accepter le résultat du plébiscite en Mazurie et voir en lui le jugement définitif de l'Histoire... L'existence de la République ne sera véritablement assurée que lorsque nous aurons vaincu l'Allemagne dans l'inévitable combat..»[17)]

Les partis de droite en Pologne, notamment les nationaux-démocrates, rejetaient toute idée de révision des frontières fondée sur l'ethnographie. Ils estimaient que le traité de Versailles n'avait pas satisfait leurs revendications territoriales. Les partis du centre et de gauche s'opposaient également à la révision.[18)] Le parti national-démocrate conserva jusqu'en 1939 le programme d'expansion panslave conçu comme objectif de guerre commun par le ministre des Affaires étrangères russe Sasonov et Dmowski en août 1914 avec, par la suite, l'approbation des puissances occidentales.[19)] Un autre membre du parti national-démocrate, Giertych, écrit:

> «Au traité de Versailles, la Pologne a obtenu une part des territoires arrachés à l'Allemagne, plus grosse que celle de tous les autres États européens réunis, y compris la France...
> Si une puissance peut considérer le traité de Versailles comme un véritable triomphe politique, c'est sans aucun doute la Pologne...
> Nous pouvons constater sans aucune exagération que le traité de Versailles constitue, après l'union lettonne de 1386, le plus grand succès de la diplomatie polonaise au cours de son histoire millénaire...
> Versailles est la seule victoire politique de notre histoire depuis le XVIIe siècle.»[20)]

Dans une allocution qu'il prononça à Posen en 1923, Dmowski considérait que les récentes acquisitions territoriales n'étaient que l'embryon de la

17) H. Laeuen, *op. cit.*, p. 313.
18) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 4.
19) O. Wagner, *Der slawische Vorstoß nach dem deutschen Osten*, p. 31.
20) *ibid.*, p. 36, cite: J. Giertych, *Pól wieku Polskiej* polityki («Un demi-siècle de politique polonaise»), 1947 et R. Dmowski, *Polityka Polski i odbudowanie Panstwa* («La politique de la Pologne face à la reconstruction de l'État»), Hanovre 1947.

Grande Pologne. Or loin d'être le fruit du mérite polonais, elles étaient exclusivement dues à la bienveillance des Alliés.[21] D'après les principes mêmes de sa doctrine nationale-démocrate, il ne s'agit pas pour la Pologne de revendiquer ce qui est polonais:

> «La Pologne doit revendiquer les territoires qu'elle est en mesure de coloniser.»[22]

En 1923, le journal polonais *Dzien Polski* écrit:

> «L'annexion du territoire de Memel doit être un acte préparatoire de la prochaine et inévitable annexion par la Pologne de la Prusse orientale.»[23]

Gazeta Gdansk, le 9 octobre 1925:

> «La Pologne doit insister sur le fait qu'elle ne peut exister sans Königsberg et sans la totalité de la Prusse orientale. Nous devons exiger à Locarno la liquidation de toute la Prusse orientale, qui pourra jouir sous la souveraineté polonaise d'une relative autonomie. Ainsi disparaîtra le problème du Corridor. Si ce but n'était pas atteint par des voies pacifiques, il devrait y avoir un nouveau Tannenberg qui ramènerait au sein de la patrie bien-aimée tous ces territoires.»[24]

H. Baginski, officier d'état-major polonais, définissait ainsi, dans un livre édité à Varsovie en 1927 et couronné par la «Commission polonaise de collaboration intellectuelle internationale», les objectifs principaux de la politique étrangère polonaise: annexer Dantzig, la Prusse orientale et une bonne partie de la Silésie.

> «Il n'y aura pas de paix en Europe tant que toutes les terres de Pologne ne lui auront pas été restituées, tant que la Prusse, qui porte aujourd'hui le nom d'un peuple disparu, n'est pas rayée de la carte, tant que les Allemands n'auront pas déplacé leur capitale, Berlin, vers l'ouest, à Magdebourg sur Elbe, par exemple, puisqu'elle fut capitale pendant un temps, ou à Merseburg sur Saale, tant que l'Allemagne ne reprendra pas son ancienne appellation, et tant qu'elle ne cessera pas de rêver à

---

21) ibid., p. 11, instructions données par le maréchal Pilsudski à son ministre des Affaires étrangères, M. Wasilewski, alors en mission à Paris.
22) H. Laeuen, *op. cit.*, p. 298.
23) K. S. von Galera, *Geschichte unserer Zeit*, vol. VI, p. 172.
24) C. Höltje, *op. cit.*, p. 84.

une “correction de ses frontières orientales”.»[25)]

Le professeur René Martel, spécialiste français des questions slaves, en 1929:

> «Tous les efforts de la Pologne se résument à la recherche d'une nouvelle expansion territoriale. Loin de tenter à Dantzig de trouver une solution satisfaisante pour l'Allemagne, les Polonais songent à annexer d'une manière ou d'une autre Dantzig et la Prusse orientale.»[25)]

La revue *Mocartwowiec* («La ligue de la grande puissance»), proche de Pilsudski, soumise comme tous les autres journaux à la censure, écrivait en 1930:

> «Nous avons conscience que la guerre entre la Pologne et l'Allemagne ne pourra être évitée. Aussi, devons-nous nous préparer méthodiquement à cette guerre. La génération actuelle verra s'inscrire sur les pages de l'Histoire une nouvelle victoire de Grunwald [rappel de la bataille de Tannenberg de 1410]. Cette fois, nous engagerons le combat non plus à Grunwald, mais dans la banlieue berlinoise. Notre objectif: repousser nos frontières jusqu'à l'Oder à l'ouest, jusqu'à la Neiße en Lusace et incorporer la Prusse du Pregel à la Spree. Dans cette guerre, nous ne ferons pas de prisonniers, et les sentiments humanitaires n'auront pas de place. Notre guerre contre l'Allemagne surprendra le monde entier.»[26)]

Le journaliste britannique Bertram de Colonna ajoute à juste titre:

> «Il va de soi que ces fanfaronnades ne sont pas à mettre sur le compte du peuple polonais tout entier. Bien au contraire, l'homme du peuple veut la paix. Il est hostile à toute idée de combat pour l'acquisition de nouvelles terres. Mais certains cercles polonais réclament un partage de l'Allemagne.»[26)]

Un rapport officiel sur les «objectifs de la politique étrangère polonaise» publié en 1930-1931 à Varsovie (pour l'Assemblée nationale polonaise, le Sejm) sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, montre que les frontières occidentales auxquelles aspire le gouvernement s'étendent jusqu'à l'Oder et au territoire des Sudètes.[27)]

«Le témoin K.Graebe a été député du Sejm polonais de 1922 à

25) *ibid.* pp. 137 et 141, cite René Martel, *Deutschlands blutende Grenzen.*
26) B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 90.
27) H. Roos, *op. cit.*, p. 39.

1936. Il est né à Karniszewo, canton de Gnese, en Posnanie... Le témoin souligne qu'à partir de la reconstitution de la Pologne, les rapports germano-polonais n'ont cessé d'empirer, ce qui était dû à l'agressivité, voire parfois aux actes terroristes des Polonais vis-à-vis de l'importante minorité allemande...

D'autre part, il ne fait aucun doute que la Pologne a mené dès sa création une politique anti-allemande affirmée qui ne se satisfaisait pas des territoires arrachés à l'Allemagne.

Je me souviens d'avoir lu, dans les années trente, un rapport émanant du ministère polonais des Affaires étrangères intitulé *Objectifs de la politique étrangère polonaise*. Il traitait très précisément du problème des frontières occidentales de ce pays. Les limites territoriales dont ce rapport faisait état étaient déjà la ligne Oder-Neiße... Mes collègues et moi-même, avons pensé alors, que ce rapport contenait une grave menace pour l'Allemagne et que l'hostilité manifestée par les Polonais faisait craindre le déclenchement d'un conflit.»[28)]

Les nationalistes polonais revendiquaient également le pays de Memel, plusieurs territoires lithuaniens et des régions tchèques et slovaques.[29)]

«La presse polonaise ne se contentait pas de refuser toute proposition tendant à une révision des frontières en faveur de l'Allemagne, elle proclamait la nécessité de "la restitution de tous les territoires polonais à la Pologne". C'est ainsi que nous pouvions lire, dans le *Kalendarz Morski* (Gdynia), que le peuple polonais devait réclamer avec fermeté la restitution de la Prusse orientale et qu'en cas de refus par l'Allemagne, le monde pourrait bien se réveiller en plein conflit.

On a attaqué en maintes occasions les résultats des référendums de Prusse orientale et occidentale en affirmant qu'ils faussaient la situation réelle du pays. La Pologne ne pouvait renoncer à ses droits ancestraux.»[30)]

Le colonel Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, en 1932:

«La Pologne ne saurait se satisfaire du statu quo.»[31)]

Lalicki, commissaire général adjoint de Pologne à Dantzig, en 1932:

«Nous ne pouvons dire le jour ni l'heure de la révision du traité de Versailles. Les Polonais de Dantzig et nos frères de Prusse orientale

28) *Krupp-Prozess Verteidigungsdokumentenbuch 2 a* N°133.
29) C. Höltje, *op. cit.*, p. 13.
30) *ibid.*, pp. 157-158.
31) H. Roos, *op. cit.*, p. 35.

asservis par l'Allemagne retourneront alors à la mère-patrie. Le jour viendra (ne pointe-t-il pas déjà?) où Dantzig nous sera restituée.»[32)]

En 1939, des membres du gouvernement polonais contribueront à l'aggravation de la tension et à la diffusion des revendications territoriales, sans compter une presse censurée mais habituée à une atmosphère belliciste. Malheureusement, personne n'avait alors songé à leur reprocher leur «vantardise» et leurs «appels à la guerre». Il n'existait pas en Pologne de lois réprimant de tels abus.

> «Le ciel était couvert et il faisait frais en ce dimanche du mois de mars 1939. Une foule nombreuse s'était assemblée sur la place du marché Elisabeth de Bromberg. Beaucoup d'uniformes, de nombreuses décorations: l'association des anciens combattants et des résistants et l'Association de la Marche de l'Ouest avaient organisé une grande manifestation. Étendards, prières, discours. Une acclamation sans fin accueillit une phrase de l'orateur:“Nous voulons Oppeln et Königsberg”. La foule entonna le chant *Nous ne céderons pas la terre de nos ancêtres*. À l'époque, on apprenait à tous les enfants la *Rota*, un poème violemment anti-allemand, composé par Maria Konopnicka. Il était récité immédiatement après le *Notre Père* et l'hymne national. “Les Allemands ne nous cracheront pas au visage”, entendait-on sur la place. Un prêtre catholique donna sa bénédiction, les drapeaux s'inclinèrent, la foule s'agenouilla, les cloches de l'église Sainte-Élisabeth sonnèrent. Un cortège se forma. Une demi-heure plus tard, les policiers polonais tentaient de protéger les vitrines des magasins allemands dans la grand-rue contre la colère aveugle des manifestants. Ils se postèrent devant les devantures et tentèrent de contenir la foule. Ils firent leur devoir, mais cela ne servit pas à grand chose.
>
> Un ou deux jours auparavant, on avait pu lire dans les journaux que la Grande-Bretagne avait donné des garanties supplémentaires au gouvernement de Varsovie...» [33)]

Le 3 juin 1939, Kwiatkowski, vice-Premier ministre, devait déclarer, lors de son discours d'ouverture au congrès du Conseil économique pour la Poméréli e:

> «La Poméréli e est et reste la communication de la Pologne avec le monde extérieur.»[34)]

32) C. Höltje, *op. cit.*, p. 137.

33) *West-Östliche Begegnung*, N° 6, août/septembre 1959, p. 11, «Dokumentation Karl-Heinz Fenske».

34) Livre Blanc Allemand N° 2, 1939, doc. 378: rapport de l'ambassadeur d'Allemagne von Moltke du 6 juin 1939.

À l'occasion de l'anniversaire de la mort du maréchal Pilsudski, le 4 juin 1939, Koscialkowski, ministre des Affaires sociales, déclarait à Ciechocinek:

> «La possession de la Pomérélie constitue la condition *sine qua non* de l'épanouissement économique et de la prospérité politique de la Pologne... Pour le cas où la lutte serait imposée à la Pologne, le but de cette lutte victorieuse serait le retour des provinces foncièrement polonaises qui devraient depuis longtemps faire partie de la Pologne.»[34)]

Cinq ouvrages reflètent plus particulièrement cet état d'esprit, qui se traduit par d'innombrables articles de journaux et par les déclarations de hauts représentants de l'opinion publique polonaise:

> «Ils [ces livres] devaient rappeler les droits historiques de la Pologne sur les territoires [Dantzig, Prusse orientale, Silésie et Pomérélie]. Grâce à l'habileté de leur argumentation, ils atteignirent de fait leur objectif.»[35)]

Le premier de ces livres est celui de:

Consulibus, *Expériences et insuffisances de notre politique étrangère face à sa mission contemporaine*, Varsovie 1926. Résumé: L'auteur réclame le partage de la Prusse orientale entre la Pologne et la Lituanie, et de la Haute-Silésie entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Le deuxième:

Melchior Wankowicz, *Sur les traces du Smentek*, Varsovie 1936. Résumé: Un voyage en Prusse orientale, où l'on découvre l'«oppression» des Mazures, une population qui serait déjà presque totalement germanisée.

Le troisième:

J. Kilarski, *Gdansk*, Posen 1937. Résumé: Dans l'ancienne ville «polonaise» de Dantzig, la population attend ses libérateurs.

Le quatrième:

Stanislaw Wasylewski, *En Silésie dans la région d'Oppeln*, Kattowitz 1937. Résumé: L'objet de ce livre est de faire découvrir à l'opinion polonaise une portion de territoire trop longtemps négligée et oubliée.

Le cinquième:

Józef Kisielewski, *La terre conserve le passé*, Posen 1939. Résumé: «Nous étions sur l'Elbe, nous avons été repoussés au-delà de l'Oder»...

---

35) W. Wagner, *Die Oder-Neisse-Linie*, pp. 7-8.

Mais «des vents favorables ont commencé à souffler. Après une longue attente»...

«Ces opinions représentatives de la littérature de l'époque s'accompagnaient d'un chœur de déclarations écrites et orales que l'on remarquait moins, mais qui se sont multipliées à mesure que se détérioraient les relations germano-polonaises. Un tract distribué en 1939 à Bielitz par le comité de célébration de la fête de Grünwald (en souvenir de la bataille de Tannenberg en 1410) renfermait le passage suivant: "Nous reprendrons les terres que les Allemands nous ont enlevées sur l'Elbe, l'Oder et la Vistule".»[35)]

Tempo Dnia pouvait annoncer le 30 juillet 1939 quelles seraient les conditions de paix posées par la Pologne lors de la prochaine guerre: annexion de la Prusse orientale, de la Haute-Silésie et de la Poméréliе jusqu'à Kolberg.[36)]

Les villes polonaises virent fleurir sur leurs murs des affiches représentant une carte géographique expansionniste sur laquelle toutes les villes allemandes jusqu'à Stettin étaient signalées par un drapeau blanc et rouge.[37)] L'*Illustrowany Kurjer* du 29 juin 1939 critiquait le tracé des frontières de 1919; selon lui, il portait préjudice aux intérêts de la Pologne. Il fallait donc corriger la frontière occidentale polonaise dès que l'occasion s'en présenterait.[37)] Londres savait également que la Pologne espérait s'approprier les anciennes colonies allemandes.[38)]

«Souvent, les auteurs polonais ont reproduit des cartes censées reconstituer la Pologne telle qu'elle existait à l'époque des rois Boleslas le Vaillant (Chrobry) et Boleslas III dit Bouche-torse, un empire dont les frontières occidentales atteignaient l'Elbe et la Saale. Or, sous plus d'un rapport, ces reconstitutions ne recouvraient pas les réalités historiques. Quelques années avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, un énorme panneau mural reproduisant la scène légendaire de Boleslas le Vaillant (Chrobry) faisant planter les bornes frontalières était inauguré à l'Institut de géographie militaire de Varsovie.»[39)]

Mais la Pologne ne se contentait pas de revendiquer des terres allemandes. Le programme officiel de l'Association de la Marche de l'Ouest, établi en

---

36) *ibid.*, p. 9.
37) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 390 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* p. 518).
38) *ibid.*, p. 275 (éd. all. p. 368), et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 189 et 306.
39) W. Wagner, *op. cit.*, pp. 5-6. Exemples: Kireski, *Pomorze Polskie (Pommerellen),*

avril 1926, réclamait pour la Pologne un territoire borné à l'ouest par l'Oder (Stettin inclus) et à l'est par la Duna et par la ville de Riga (Lettonie).

> «À la même époque [1926], un livre signé du nom de "Consulibus" réclamait le partage de la Prusse orientale entre la Pologne et la Lituanie et celui de la Haute-Silésie entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. En dehors même de ces manifestes et de ces ouvrages protégés par l'anonymat, il faut noter que des hommes politiques de haut rang partageaient ces vues.»[39)]

Bien que le tracé des frontières de 1921 (traité de paix de Riga entre les Polonais et les bolcheviks) ait permis à la Pologne d'incorporer à son État sept millions d'Ukrainiens et deux millions de Russes blancs, elle n'en a pas moins continué à rêver d'un empire bordé par la mer du Nord, la mer Noire et l'Adriatique, la «terre polonaise géopolitique». Le magazine *Nasza Przyszlosc* préconisait une frontière polono-japonaise à l'Oural. Il n'était pas rare de voir figurer sur des cartes géographiques polonaises les frontières de l'État à la Volga ni de trouver des publications et déclarations similaires de la part de personnalités polonaises.[39)] Le rêve d'une Grande Pologne englobant l'Ukraine jusqu'à Kiev et d'une liaison territoriale jusqu'à la mer Noire était tout aussi présent à l'esprit des milieux gouvernementaux polonais en 1939 que dans les années 1919-1920.[40)]

> «Lors de la visite de Ribbentrop à Varsovie, le 1er février 1939, Beck ne lui cacha pas les visées de la Pologne sur l'Ukraine soviétique.»[41)]

Jusque-là, la Pologne n'avait pour toute force qu'un plan destiné à affaiblir la puissance de l'Union soviétique.[42)]

Pendant des années, les gouvernements polonais avaient toléré, encouragé, favorisé et souvent partagé ces opinions. De telles revendications ne répondaient en aucun cas à un besoin de se protéger contre le régime national-socialiste allemand, ni contre sa politique étrangère. L'«idée des Piastes» de l'expansion vers l'ouest appartenait tout autant à la pure mentalité polonaise que l'expansion vers le nord et vers l'est.[43)] On sait que

---

Posen 1928, p. 16; G. Sappok, *Polnische Wunschträume*, Berlin 1943, illustration 13; St. Kozierowski, *Atlas der geographischen Namen des Westslaventums*, Posen 1934-1938.

40) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 126: mémorandum de Ribbentrop du 1er février 1939 relatif à ses entretiens de Varsovie fin janvier.

41) A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 196.

42) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 271 (éd. all., p. 363).

43) G. Moltmann, *Amerikas Deutschlandpolitik im Zweiten Weltkrieg*, p. 111.

l'objectif exprimé par l'opinion publique, avant comme après 1933, était de refouler la population allemande hors des territoires de l'Est.

> «Les Polonais tentèrent d'expulser systématiquement les Allemands. Dès 1933, un observateur américain averti pouvait écrire que certains jours, "la situation était tellement tendue qu'elle semblait ne plus pouvoir durer".» [44)]

De 1916-1918 – époque de sa reconstitution – à 1939, la Pologne a été en guerre ou sur le point de l'être avec tous ses voisins, à l'exception de la Roumanie. Sur ses 5 147 km de frontière, près de 4 000 étaient sujets à controverses. En dépit des nombreuses souffrances qu'il a dû endurer au cours de ces vingt années, le seul pays qui ait entretenu passagèrement des rapports cordiaux avec la Pologne fut l'Allemagne de Hitler. Durant l'ère Stresemann, que l'on reconnaît généralement être une période de calme, la Pologne a mené sa politique germanophobe avec autant d'ardeur qu'à l'accoutumée. Certes, le Troisième Reich ne pouvait entretenir des relations cordiales avec la Pologne que parce que Hitler acceptait de laisser de côté le problème de la révision des articles du traité de Versailles consacrés au tracé de la frontière germano-polonaise et parce qu'il était prêt à «abandonner provisoirement les intérêts allemands à Dantzig pour gagner à lui la Pologne».[45)]

Dans ses mémoires, Roman Dmowski note que le président Wilson n'avait aucune connaissance des données du problème ni de la politique européenne et qu'il s'était imaginé à tort que tout pouvait être résolu sur la base du droit international.[46)] Sous le régime de la Pologne – de 1919 à 1939 – on ne se posait aucune question selon le droit international. On se grisait de propositions différentes, on partait d'autres principes. L'historien britannique John Wheeler-Bennett ironisait à juste titre en écrivant que la Pologne se comportait comme le canari qui tente à lui seul de dévorer deux chats.

Dans ses mémoires, Raczynski, ambassadeur de la Pologne à Londres, a décrit cette politique dans les termes suivants:

> «Pilsudski savait très bien ce que la Pologne devait aux alliés victorieux de la première guerre mondiale. Il connaissait la force des puissances occidentales et il était conscient que leurs seuls intérêts les

---

44) L. de Jong, *Die deutsche fünfte Kolonne im 2. Weltkrieg*, p. 43, et *Das östliche Deutschland – ein Handbuch*, p. 496.
45) H. Roos, *op. cit.*, p. 182.
46) S. Sharp, *Poland – White Eagle on a Red Field*, pp. 266 et 150-151.

avaient conduites à aider la Pologne à se faire une place au soleil, en dépit de la pression exercée par ses voisins à l'est comme à l'ouest. Mais il était plus enclin à se fier à ses propres forces qu'à la bonne volonté d'alliés qu'il n'avait pas le moyen ou le goût de jauger. En outre, Pilsudski, et plus encore ceux de ses émules qui arrivèrent au pouvoir après lui, souffrirent peut-être inconsciemment d'un complexe d'infériorité. À leurs yeux, il était capital de débarrasser leurs compatriotes de cette déférence et de cette servilité vis-à-vis des étrangers dont ils admiraient aveuglément la supériorité matérielle et culturelle. Cet état d'esprit, qui se manifeste chez Pilsudski et chez ses successeurs, a engendré ce que l'on appelle "la politique de Grande puissance". À l'époque du maréchal, celle-ci se justifiait sans aucun doute par des motivations politiques, mais après sa mort, elle dégénéra en une nocive fiction qui mit en péril l'existence même de l'État polonais.»[47)]

Tout cela n'empêcha pas Raczynski de se satisfaire pour lui-même d'une mentalité expansionniste et impérialiste qu'il condamnait chez les dirigeants de son pays, comme le montre une lettre ouverte qu'il écrivit à Lloyd George le 25 septembre 1939. Dans ce texte, il rejetait l'essentiel de la responsabilité de la défaite polonaise sur Lloyd George, qui en 1919 avait refusé de donner à la Pologne des frontières défendables,[48)] et qui avait empêché la «démilitarisation de la Prusse orientale et la reconstitution de l'union historique entre Dantzig et la Pologne».[49)]

On peut accessoirement noter qu'au printemps 1939, les dirigeants polonais faisaient valoir leurs droits coloniaux et qu'ils entendaient aborder ce problème lors de leurs entretiens avec les membres du gouvernement britannique.[50)] Or, trois semaines plus tard, Lord Halifax leur donnait en toute connaissance de cause des garanties supplémentaires contre l'Allemagne.

«L'Europe occidentale ne s'est jamais vraiment rendu compte que le véritable objectif poursuivi par la caste dominante polonaise, loin de répondre à de simples intérêts nationalistes, était d'ordre purement impérialiste: il consistait notamment à placer sous la domination polonaise des groupes de population lui étant totalement étrangers.»[51)]

---

47) E. Raczynski, *In Allied London*, pp. 162-163.
48) Il est probable qu'il s'agissait de la Prusse orientale que l'on n'avait pas voulu rattacher à la Pologne.
49) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 345.
50) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 189 et 306.
51) H. Seton-Watson, *op. cit.*, p. 320.

La Pologne face à ses minorités
Principes fondamentaux

En dépit du traité de protection des minorités décrété par la Société des Nations, la Pologne considéra la Posnanie, la Prusse occidentale, la partie injustement acquise de la Haute-Silésie et la ville allemande de Dantzig comme des terres de «polonisation». Ces objectifs ont été maintes fois répétés et les mesures correspondantes appliquées, malgré l'opposition des habitants. La Pologne utilisa tous les moyens qui lui semblaient opportuns pour la lutte qu'elle avait engagée contre les minorités. Chaque année, des réformes agraires et des remembrements de parcelles ainsi que les lois frontalières contribuaient à déposséder sans effusion de sang la population allemande. Un referendum par lequel les populations frontalières étaient appelées à choisir entre l'Allemagne et la Pologne entraîna l'expulsion en 1920-1921 de centaines de milliers d'Allemands. La langue allemande n'était plus reconnue comme langue officielle et son usage fut réglementé. Impôts anormalement élevés, saisies de bâtiments communautaires et de journaux, boycott systématique des firmes et des magasins allemands, procès intentés à la presse, procédures juridiques et chicanes administratives, interdictions d'associations et de groupements, suppression des licences indispensables à l'exercice de certaines professions, refus d'en délivrer de nouvelles et saisies d'entreprises conduisirent à la ruine économique des Allemands et souvent à leur départ. Les travailleurs allemands qui étaient systématiquement licenciés, ne recevaient pas d'allocation de chômage, et ils étaient expulsés des logements d'entreprise. Par contre, les Polonais qui émigraient dans ces régions se voyaient accorder les postes de confiance. L'artisanat et le commerce allemands étaient ruinés, d'autant que les jeunes se voyaient refuser les postes d'apprentissage. Les écoles allemandes devaient bien souvent fermer et les professeurs, lorsqu'ils n'étaient pas purement et simplement licenciés, étaient soumis à de multiples pressions. Les étudiants allemands étaient renvoyés des universités et se voyaient refuser l'apprentissage d'un métier.

> «En 1925, il existait 657 écoles officielles pour la minorité allemande (en 1927: 498). Au début de l'année scolaire 1938-1939, il n'en restait plus que 185 (dont 150 en Posnanie et en Prusse occidentale, et 35 en Haute-Silésie).

Toute résistance à cette politique était impitoyablement réprimée...
Au cours de l'année 1924, un tiers du patrimoine allemand, soit 510 000 hectares, fut liquidé.»[1]

Les insultes et les voies de fait étaient à l'ordre du jour. Dans la plupart des cas, la police polonaise refusait toute aide aux Allemands qui en étaient victimes. La vie culturelle de la communauté allemande en fut gravement atteinte.

Cette «liquidation des propriétés allemandes et la dégermanisation des Marches de l'Ouest» n'étaient pas de vains mots, lancés au hasard par le Premier ministre Sikorski en 1923. C'était tout un programme de gouvernement[2] depuis 1919. En octobre de cette même année, Stanislaw Grabski, futur ministre de l'Éducation, promulguait son programme de Posen devant des délégués réunis en congrès:

«L'amour du prochain doit être le fondement de notre politique. Mais l'amour que nous éprouvons pour nos compatriotes est différent de celui que nous portons aux étrangers. Ils sont trop nombreux chez nous. La situation de la ville de Posen doit nous montrer le chemin. Il s'agit de réduire le taux d'étrangers de 14% (parfois même de 20%) à 1,5%. L'élément étranger doit trouver ailleurs un pays plus accueillant. La Pologne aux Polonais!»[3]

«Il n'était malheureusement pas rare de rencontrer pareilles déclarations.»[4] Entre autres méthodes utilisées pour refouler la population allemande:

«Privation de nationalité et expulsion du territoire, proscription d'anciens fonctionnaires, d'anciens professeurs et de leur famille, manipulations fiscales déloyales, notamment en matière de lois de recouvrement d'impôts et de réforme agraire, suppression des licences, des concessions et des autorisations professionnelles indispensables à l'exercice de certains métiers, destruction enfin de l'infrastructure économique et appels au boycott. Le sentiment d'insécurité et d'impuissance ressenti par une population pour ainsi dire livrée à une puissance étrangère créa une atmosphère de panique qui elle-même entraîna

1) H.E. Jahn, *Pommersche Passion*, pp. 233-234, S. Horak, *Poland and her National Minorities*, 1919-1939, pp. 127-132, B. de Colonna, *Poland from the Inside*, pp. 133-139 et K. E. Frhr. von Türcke, *Das Schulrecht der deutschen Volksgruppen in Ost- und Südosteuropa*, pp. 165-280.
2) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 7.
3) G. Rohde, *Die Ostgebiete des Deutschen Reiches*, p. 126, et S. Horak, *op. cit.*, p. 136, et R. Breyer, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937*, pp. 51-52.
4) K. Rabl, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, pp. 126-127.

la liquidation des biens et l'émigration d'une quantité d'Allemands plus grande encore que celle qui s'était vue forcée de s'expatrier dans les années précédentes. Cette politique a contraint les Allemands de Prusse occidentale et de Posen à émigrer en masse, entre 1919 et 1926.»[4)]

Une documentation allemande en témoigne:

«La haine anti-allemande avait ses porte-parole dans chacun des partis. À côté des nationaux-démocrates, on trouvait le démocrate-chrétien Korfanti et le voïvode silésien Grazynski, partisan de Pilsudski. Plus encore que par les partis politiques, l'opinion publique était influencée par toute une série d'organisations, d'institutions et par une presse qui se donnait pour tout objectif la lutte contre tout ce qui était allemand. Il convient de citer en tout premier lieu l'Association de la Marche de l'Ouest, qui s'était originellement fixé comme seul objectif la garantie des nouveaux territoires occidentaux par l'expulsion progressive et totale de la population allemande, mais qui avait étendu son audience à toute la Pologne. Son activité consistait à organiser chaque année des semaines de propagande et des "manifestations spontanées" qui après mûre préparation se déchaînaient contre des écoles, des journaux ou des librairies allemandes, parfois aussi contre des personnes individuelles. Le "Dimanche noir des Rameaux" de 1933 à Lodz, qui a vu la destruction de plusieurs établissements culturels allemands (maisons d'édition, écoles, bibliothèques...) est à mettre sur le compte de l'Association de la Marche de l'Ouest. Par ailleurs, les associations d'anciens combattants polonais de Haute-Silésie et de Posnanie se sont toujours illustrées par un anti-germanisme radical et souvent brutal. Ils ont veillé au maintien du sentiment germanophobe dans l'opinion publique dans les années de détente.»[5)]

Il faut noter que cette politique faisait partie intégrante du programme officiel du gouvernement. Quels que soient les enseignements que l'on puisse tirer des documents historiques, les témoignages montrent que jamais la politique menée par la Prusse puis par l'Allemagne vis-à-vis de la population polonaise n'a atteint une telle agressivité. Les Polonais peuvent condamner le *Kulturkampf* des années 1870,[6)] la loi de colonisation de 1886 et la loi d'expropriation de 1908,[7)] le fait est là: après un siècle de gouvernement allemand (1815-1918), les Polonais possédaient 41,3% des

5) *Das östliche Deutschland – ein Handbuch*, p. 496.

6) B. Schumacher, *Geschichte Ost- und Westpreußens*, p. 285. Les expropriations visaient la plupart du temps des terres allemandes. La minorité polonaise était de fait peu concernée.

7) *ibid.* Cette loi garda son caractère de simple autorisation de séjour. Elle ne fut appliquée que dans quatre cas, en 1912.

terres en Posnanie et 24,1% en Prusse occidentale.[8] La Prusse poussa la bienveillance jusqu'à permettre aux travailleurs saisonniers polonais d'acquérir 29 000 ha de terres privées en pleine Prusse orientale, là où les Polonais ne s'étaient jamais implantés jusqu'alors. L'Association de la Marche de l'Ouest, la banque rurale fondée en 1886 à Posen et un réseau très dense de banques populaires polonaises et d'instituts spécialisés se chargeaient de leur venir en aide en leur procurant les moyens financiers nécessaires.[9] Dans un mémoire adressé le 8 octobre 1918 au président Wilson, Dmowski, qui réclamait pour son pays l'annexion de nouveaux territoires, a reconnu implicitement le fait et démenti *ad absurdum* la propagande polonaise ultérieure:

> «Toute l'activité déployée par le peuple allemand et par son gouvernement n'a pas réussi à briser la résistance polonaise. La population s'accrut, de même que la propriété foncière polonaise; le commerçant polonais, l'industrie polonaise firent rapidement concurrence au commerce et à l'industrie allemands. Tout cela montre la force et la vitalité du peuple polonais tout entier. Nous avons ici l'exemple le plus frappant d'un gouvernement qui agit contre la volonté et contre l'intérêt du peuple, d'un gouvernement qui continuera à exercer son influence destructrice tant que les provinces polonaises resteront intégrées à l'Allemagne.»[10]

L'histoire retiendra que sous le gouvernement allemand, «la propriété foncière polonaise s'accrut» et que l'industrie et le commerce polonais «firent rapidement concurrence au commerce et à l'industrie allemands».

La Pologne du XXe siècle considérait la minorité allemande d'un tout autre point de vue:

> «Les mesures économiques et sociales prises contre les minorités (saisies de biens fonciers et d'exploitations forestières, licenciements de fonctionnaires et d'employés du secteur privé, refus d'engager les apprentis, les demandeurs d'emploi et les candidats aux postes administratifs, refus d'accorder des promotions aux fonctionnaires d'origine allemande, suppression des pensions et des aides sociales, absence de toute commande officielle aux entreprises) oppressèrent lourdement la population allemande, en Pologne comme en Tchécoslovaquie. Les

8) F. Heiss, *Deutschland und der Korridor*, p. 159. En 1918, 47,8% des terres de Posnanie appartenaient à des familles allemandes, 10,9% à l'État. En Prusse occidentale, le rapport était respectivement de 55% et de 20,9%.

9) B. Schumacher, *op. cit.*, p. 287.

10) P. Roth, *Die Entstehung des polnischen Staates*, p. 136.

personnes concernées par ces mesures auraient dû pouvoir trouver appui auprès de la Société des Nations. Avec le recul du temps, nous devons malheureusement constater qu'elle s'est fort mal acquittée de sa tâche. La lourdeur de la procédure d'examen des plaintes déposées par les minorités ethniques permettait difficilement de trouver des solutions satisfaisantes aux affaires traitées. Cela explique que moins d'un vingtième des pétitions adressées à la Société des Nations entre 1920 et 1930 a trouvé une solution, 95,5% des requêtes ont été rejetées ou n'ont pu être traitées.»[11)]

En 1936, le *Kurjer Porany*, journal du maréchal Smigly-Rydz paraissant à Varsovie, écrivait sur ce thème:

«Nous pouvons dire sans crainte que les Allemands ne réussiront pas à arrêter le processus de dégermanisation de la partie occidentale du pays. Par contre, il est certain qu'ils tentent actuellement de l'entraver. Les Polonais pouvaient être assurés qu'ils approchaient du but: refouler ou absorber la population allemande. Ils ne devaient redouter des Allemands qu'un ralentissement du processus.»[12)]

Grâce aux expropriations et à la réforme agraire, la Pologne avait acquis, en 1939, 750 000 ha de terres allemandes.[13)] Pourtant, pas plus avant qu'après 1933, l'Angleterre ou la Société des Nations n'ont fait obstacle à cette politique. Bien au contraire, par leur attitude ils l'ont constamment soutenue, même au moment où la Grande-Bretagne prenait conscience du danger qui menaçait la paix en Europe du fait des nouvelles revendications territoriales polonaises. Le 14 décembre 1931, le correspondant du quotidien britannique *Manchester Guardian* pouvait écrire:

«En Pologne, les minorités doivent disparaître, et le gouvernement polonais veille à ce qu'elles ne disparaissent pas seulement sur le papier. Il poursuit brutalement et inexorablement sa politique sans tenir aucun compte de l'opinion publique internationale, de la Société des Nations et des accords internationaux. Sous domination polonaise, l'Ukraine est devenue un enfer. En Russie blanche, la situation est pire encore. La politique du gouvernement polonais vise à rayer de la carte toute minorité nationale.»[14)]

Ce même journal, un an plus tôt, le 17 octobre 1930:

11) K. Rabl, *op. cit.*, p. 120.
12) T. Bierschenk, *Die deutsche Volksgruppe in Polen 1934-1939*, p. 361.
13) F. Heiss, *op. cit.*, p. 243.
14) H. E. Jahn, *op. cit.*, pp. 235-236.

«La terreur qu'exerce la Pologne sur les Ukrainiens est certainement l'un des événements les plus tragiques en Europe. Sous l'action des Polonais, l'Ukraine est devenue un pays ruiné et désespéré. Cette situation est d'autant plus odieuse que les droits des Ukrainiens ont été garantis par les conventions internationales et que la Société des Nations reste sourde à tous les appels tandis que le reste du monde ignore le fait ou n'en a cure...»[15]

Après sa «mission de paix» en 1934, le gouvernement polonais rompit le traité de protection des minorités, qui était la condition même du transfert de territoires allemands à la Pologne[16] et dénia à la Société des Nations le droit d'enquête sur la «situation intérieure de la Pologne». De fait, ce pays pratiquait sa politique d'oppression depuis bien avant 1934 malgré toutes les garanties internationales, en s'efforçant de détruire les fondements mêmes de l'existence de la minorité allemande.[17]

«Un haut représentant du gouvernement polonais en Haute-Silésie: "Nous sommes en train de repoloniser ces terres, dans dix ans tout sera terminé".»[17]

Les tensions qui ont marqué les relations germano-polonaises avant 1933 se traduisent par le fait que jusqu'à 1923, plus d'un demi-million d'Allemands de Posnanie et de Prusse occidentale avaient été contraints d'émigrer. Si l'on en croit les statistiques polonaises, ce chiffre serait passé à un million en 1931,[18] soit presque la moitié de la population allemande résidant en territoire polonais, et ce à une époque où Hitler n'avait pas encore accédé au pouvoir. En août 1939, sur les 2,2 millions d'Allemands qui demeuraient précédemment dans le Corridor polonais et en Haute-Silésie orientale, 1,5 million avaient été contraints de s'enfuir en Allemagne.[19] Dans les seuls mois d'été 1939, à la date du 21 août, 70 000 réfugiés résidaient dans des camps allemands. Ce chiffre ne tient compte ni de ceux qui trouvèrent à se loger dans le privé, ni de ceux qui furent abattus lors de leur tentative d'évasion.[20]

---

15) K. Rabl, *op. cit.*, p. 117.
16) P. Roth, *op. cit.*, pp. 57-58.
17) C. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 42, et S. Horak, *op. cit.*, p. 65.
18) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 10.
19) F. Heiss, *op. cit.*, p. 224.
20) T. Bierschenk, *op. cit.*, p. 351.

Un éminent représentant des coopératives allemandes en Prusse occidentale écrit:

«Pendant vingt ans, l'instruction publique et ses manuels scolaires, la radio et les journaux polonais ont semé la haine.»[21]

«La minorité allemande de Pologne se voyait refuser le droit que lui garantissait le traité de Versailles d'être maître de sa propre destinée (décision du gouvernement polonais de faire disparaître les organisations de la communauté allemande).»[22]

«La méfiance du gouvernement polonais à accepter la collaboration pacifique des coopératives allemandes lors de la création de l'État polonais et les pressions constantes auxquelles celles-ci ont été soumises sont significatives de la condition de la minorité allemande dans l'entre-deux-guerres.»[22]

«Les mesures prises par l'État pour orienter l'activité de l'administration et la surveillance policière, notamment pour la délivrance des passeports, étaient particulièrement sensibles. Le nouveau code de police appliqué aux régions frontalières de 1934 donnait aux autorités des droits presque illimités sur la personne des frontaliers habitant la Pomérélie et la plus grande partie de la Voïvodie de Posen. L'administration pouvait désormais suspendre le droit de résidence et le permis de séjour dans ces régions. Cette réglementation devait être durcie en 1937 et mettait en cause le droit de succession paysan. Bien avant la déclaration de guerre, la police disposait de formulaires qui, dès le début du conflit, l'autorisèrent à arrêter tous les Allemands qui avaient quelque influence locale et ceux qui prêtaient à suspicion. Pour eux, le calvaire vers l'est de la Pologne allait commencer.»[23]

Ce n'est pas un «fasciste de Hitler» qui a écrit ce qui suit:

«La consolidation de l'unité nationale allemande agita dès 1933 l'opinion publique polonaise, et son inquiétude grandit à mesure que se répandaient les fausses nouvelles et les reportages effrénés faisant état de persécutions allemandes contre les Polonais. Par ailleurs, la population polonaise était soumise à une campagne de haine anti-allemande savamment orchestrée...

En mars 1933, l'atmosphère anti-allemande atteignait son comble avec l'incident de la Westerplatte et la campagne de presse qui suivit. La tension diminua non par une accélération des préparatifs de guerre, mais par une série d'agressions contre les Allemands de Pologne.

21) F. Swart, *Diesseits und jenseits der Grenze*, p. 151.
22) *ibid.*, p. 150.
23) *ibid.*, p. 128.

L'opinion publique se calma. On peut voir là le résultat d'une persécution anti-allemande soigneusement préparée et réalisée. Elle n'était nullement l'expression d'une colère populaire spontanée. De fait, elle avait été préparée par la presse germanophobe et par des organisations de même tendance.»[24)]

«Les autorités continuèrent à restreindre la liberté d'action de la population allemande comme si l'accord germano-polonais n'avait jamais été conclu.»[25)]

«Sur le plan de la politique des minorités ethniques, les différences naturelles semblaient être tellement fortes qu'elles menaçaient de rendre impossible toute relation positive entre les États.»[26)]

«Dès le printemps 1933, lors d'un discours-programme devant des responsables du ministère de l'Intérieur, Grazynski, voïvode de Haute-Silésie orientale, avait lancé le slogan: "Exterminez les Allemands".»[27)]

«Le gouvernement polonais ne donna aucune suite aux propositions allemandes et se servit du pacte de non-agression pour couvrir sa politique de restriction des libertés à l'encontre de la communauté allemande.»[27)]

Une autre constatation:

«En dépit des accords qu'elle avait signés, de ses déclarations de bonne volonté en réponse aux protestations émanant des représentants de la minorité allemande et du gouvernement du Reich, la Pologne a poursuivi jusqu'au dernier jour de son existence, en tant que nation indépendante, sa politique d'agression.»[28)]

Louis de Jong, directeur de l'Institut de documentation militaire néerlandais à Amsterdam, reçut de l'Unesco, après la seconde guerre mondiale, la mission d'étudier sur un plan historique cette «cinquième colonne allemande» si mystérieuse et si souvent évoquée pour justifier les mesures de répression. Ses conclusions:

«Le pacte de non-agression germano-polonais de 1934 n'avait pas grande signification. Le gouvernement polonais et l'opinion publique accentuèrent leurs pressions sur la minorité allemande...»[29)]

«Aucun document allemand ne permet de rejeter l'hypothèse selon

---

24) R. Breyer, *op. cit.*, p. 265.
25) *ibid.*, p. 268.
26) *ibid.* p. 299.
27) *ibid.* pp. 306 et 335.
28) S. Horak, *op. cit.*, pp. 140-141.
29) L. de Jong, *Die deutsche fünfte Kolonne im Zweiten Weltkrieg*, p. 44.

laquelle la plupart des Allemands de Pologne sont restés soumis jusqu'à l'entrée des troupes allemandes dans le pays.»[30)]

«Rien ne permet de dire que les observations faites par les Polonais concernent effectivement des actions menées de concert par les Allemands de Pologne et la Wehrmacht.»[31)]

«Lors du procès de Nuremberg contre les principaux criminels de guerre, Bohle a déclaré par écrit, sous la foi du serment, que jamais lui-même, ni son supérieur direct, Rudolf Hess, ni Hitler n'avaient donné à l'*Auslandsorganisation* d'ordres dont l'exécution puisse être assimilée à l'activité d'une cinquième colonne. Bohle admet que des Allemands de l'étranger ont été utilisés pour des tâches relevant de l'espionnage, tout comme les Français ou les Anglais qui espionnaient en Allemagne. Cette activité n'était en aucun cas liée à leur appartenance à l'*Auslandsorganisation.*»[32)]

«Les arguments de Hess et de Bohle n'ont jamais été repris par la presse internationale.»[32)]

Le professeur Hans Koch, irréprochable connaisseur de la question des Allemands de l'étranger, déclarait:

«Kurt Lück, l'un des meilleurs spécialistes des relations germano-polonaises, a récemment édité un dictionnaire qui reproduit sur cinquante pages des chants polonais anti-allemands; une multitude de chants présentant tous les mêmes symptômes de l'outrecuidance, dans lesquels les Allemands étaient le plus souvent comparés à des chiens. On ne connaît aucun chant allemand atteignant ce degré de vulgarité. Par contre, il existe chez nous toute une série de chants qui témoignent de la sympathie pour les Polonais...

De la même manière, il n'existe aucun roman allemand de renom ni aucun poème retraçant la marche sur Moscou ou sur Varsovie. Par contre, un ouvrage en deux volumes paru à Thorn en 1927 traite de la marche (future) sur Berlin...»[33)]

Outre ces témoignages officiels de l'attitude de la Pologne vis-à-vis de

---

30) *ibid.* p. 153.

31) D'après les «observations» réalisées par les Polonais, des marquages sur les toits, les cheminées et à même le sol pouvaient servir de repères aux avions de la Luftwaffe, de même que les prétendus «signaux» lumineux, les feux et les jeux de miroirs. Des boutons, des gilets et des foulards spéciaux étaient censés caractériser ces «agents de l'étranger». De faux prêtres et de faux moines auraient installé, selon eux, des émetteurs clandestins. - L.de Jong, *op.cit.,* p. 154.

32) *ibid.*, pp. 138-139.

33) H. Koch dans *Der deutsche Osten* – Conférences prononcées lors du premier séminaire sur les questions de l'Est à l'école de sciences politiques de Munich en 1956, pp. 28-29.

l'Allemagne, dont les traces subsisteront encore pendant des décennies, il est important de noter que les Polonais ont organisé, dans les années qui ont précédé la guerre, des manifestations placées sous les mots d'ordre: «À Dantzig!», «À Berlin!»[34] Si l'on ajoute que certains groupes à l'intérieur même de l'Association de la Marche de l'Ouest demandaient «la castration de tous les Allemands, pour que la populace allemande ne puisse plus se reproduire»,[35] la frontière qui sépare une politique pacifiste d'une politique belliciste est toute tracée, d'autant que rien de comparable n'existait en Allemagne. Pendant toutes ces années, l'attitude du Reich vis-à-vis de son voisin de l'est se fondait sur le respect du peuple polonais!

Le colonel Beck, ministre des Affaires étrangères polonais, reconnaît lui-même que les accords portant sur le traitement des minorités, bien que signés bilatéralement par l'Allemagne et la Pologne en 1937, ont été constamment violés par la Pologne.[36]

> «Le Ministre Beck admet lui-même, quoiqu'avec quelque réserve, que "certains voïvodes et plus spécialement ceux de Silésie et de Posnanie semblaient rivaliser de zèle pour prendre des mesures inaptes à régler les questions des minorités dans nos provinces occidentales". Les nationalistes polonais considéraient néanmoins comme "provocations" certains comportements les plus inoffensifs des Allemands, tels que l'usage de leur langue, etc..»[37]

En 1937 Erwin Hassbach, sénateur et président du Conseil des Allemands de Pologne, et Rudolf Wiesner, président du parti Jeune-Allemand de Pologne, exposèrent leurs griefs devant le Sejm:

> «Quinze ans après la signature de la convention de Genève, la population allemande de Haute-Silésie est une minorité sous-alimentée, sans travail et désespérée. On nous a tout pris. Quatre-vingts pour cent des Allemands de Haute-Silésie sont sans travail et ne mangent pas à leur faim. Nos enfants grandissent sans pouvoir apprendre de métier. Des campagnes impitoyables sont menées contre nos commerçants et nos artisans. Faut-il encore en plus que nous perdions nos terres? L'État et le peuple polonais doivent pourtant savoir que l'on ne peut franchir un certain seuil de misère et de malnutrition. Que n'avons-nous pas entendu de discours sur l'égalité et sur le droit de tous au travail et au pain? Nous voulons enfin voir des faits. Nous entendons

34) T. Bierschenk, *op. cit.*, p. 320 et Livre Blanc Allemand N° 2, p. XVIII.
35) *Deutsche Arbeit*, 39ème année, p. 326.
36) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 312 and vol. IV, doc. 151.
37) T. Bierschenk, *op. cit.*, p. 363.

> lutter dans de cadre de cet État pour que nos droits nationaux, culturels et économiques soient respectés. Mais il faut que les Polonais renoncent à leur volonté d'extermination.»[38)]

Le gouvernement polonais rejeta plusieurs fois le projet lancé par Berlin d'organiser des conversations d'experts indépendants réunissant des responsables de la politique intérieure des deux pays, en vue d'améliorer le sort des minorités en Allemagne et en Pologne.[39)]

1938-1939: la situation s'aggrave

Lorsque les historiens «antifascistes» sont acculés à évoquer la politique polonaise dans les années d'avant-guerre, ils en arrivent eux aussi à un jugement accablant pour le gouvernement polonais de l'époque. Même eux sont obligés d'admettre que la Pologne «n'a pas eu la main heureuse»[1)] en matière de politique étrangère, qu'elle n'a pas apporté de solution satisfaisante au problème des minorités, ni résolu ses problèmes sociaux et constitutionnels,[2)] qu'elle n'a pas su porter remède à la condition misérable des paysans,[3)] et qu'elle battait tous les records dans la création de camps d'internement. Ils attestent eux-mêmes que le combat des minorités n'était pas une invention de Hitler. Même en cet été menaçant de 1939, le gouvernement britannique posa comme condition à l'allocation d'un prêt à la Pologne le consentement de son gouvernement à prendre les mesures nécessaires à un assainissement de sa situation économique et financière, entre autres une dévaluation du zloty.[4)]

> «En règle générale, l'image qu'elles [les publications allemandes] donnent [des souffrances endurées par les Allemands de Pologne] est assez exacte, comme le montrent les récits publiés par les Polonais eux-mêmes. Pour se faire une idée de ces persécutions, il convient de ne pas ignorer les témoignages des victimes. Elles ont généralement meilleure mémoire que leurs bourreaux.»[5)]

---

38) R. Breyer, *op. cit.*, p. 318.

39) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 151, et P. Aurich, *Der deutsch-polnische September 1939*, p. 22 *seq.*

1) W. Hofer, *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, p. 28.

2) K. Ploetz, *Auszug aus der Geschichte*, p. 758.

3) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 349.

4) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 245.

5) L. de Jong, *Die deutsche fünfte Kolonne im Zweiten Weltkrieg*, p. 49.

Si l'on en croit von Weizsäcker, ancien résistant allemand, le gouvernement du Reich envoya très rapidement ses plus brillants diplomates à Varsovie.[6] Si, pendant des années, la tolérance du gouvernement polonais vis-à-vis de la presse tenait de la plus pure provocation, l'Allemagne en revanche alla jusqu'à censurer dans ses journaux des articles rapportant avec trop de réalisme la situation existant en Pologne. Le nouveau cours suivi par la politique polonaise, au printemps 1939, se traduisit en avril de la même année par le refus de laisser partir les ouvriers saisonniers qui chaque année allaient travailler quelques semaines en Allemagne. Cette mesure a été prise bien avant les événements censés être à l'origine du refroidissement des relations avec l'Allemagne.[7] Par ailleurs, le renforcement des mesures anti-allemandes, décidé par les autorités polonaises en février 1939, avait déclenché une telle atmosphère de haine parmi la population polonaise qu'il fallait désormais s'attendre à des agressions allant jusqu'au meurtre.

«Tout sentiment moral et toute raison semblaient avoir disparu.»[8]

Cette politique du gouvernement polonais ne provenait ni des propositions allemandes de négociation du 24 octobre 1938, ni de l'occupation allemande de la ville de Prague, le 15 mars 1939. Elle correspondait en revanche fort bien à l'image que se faisait la Pologne de ses relations avec l'Allemagne et elle n'était pas sans lien avec l'assurance reçue de Londres en août-septembre 1938 que la Grande-Bretagne ferait «tout son possible» pour soutenir la position polonaise à Dantzig (contre l'Allemagne).[9]

Après l'annexion du territoire de l'Olsa, au début du mois d'octobre 1938, la Pologne prit des mesures draconiennes: licenciements en masse, suppression de l'allemand en tant que langue officielle (mesure que les Tchèques eux-mêmes n'avaient jamais prise), interdictions de journaux, de réunions et de manifestations, arrestations d'Allemands, mais aussi de Tchèques. (Lors des élections de 1935 à Teschen et à Oderberg, les Allemands avaient obtenu respectivement 46,8% et 40% des voix, les Polonais 10 et 20%.) Dès les premiers mois qui suivirent le rattachement de cette région de Tchécoslovaquie à la Pologne, 20% de la population allemande, soit 5 000 personnes, durent émigrer.[9] Grâce à la discrétion imposée par le gouvernement du Reich à toute la presse allemande, les relations germano-polonaises restèrent intactes.

6) E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, pp. 241-242.
7) H. Springer, *Es sprach Hans Fritzsche*, p. 214.
8) T. Bierschenk, *Die deutsche Volksgruppe in Polen 1934-1939*, p. 348.
9) D. Hoggan, *The Forced War*, pp. 111 et 163 (éd.all., *Der erzwungene Krieg,* pp. 152, 221).

La presse polonaise n'attendit pas de recevoir la garantie britannique pour reprendre ses attaques contre l'Allemagne. Elle se contenta des assurances discrètes données par Londres en août-septembre 1938 et des nouvelles assurances reçues de Londres et de Washington de janvier à mars 1939.[10] Le 15 février 1939, un mois avant l'entrée de Hitler à Prague,

> «le gouvernement polonais publia malgré les conseils des puissances occidentales une liste de tous les biens qui allaient être confisqués en vertu de la réforme agraire. Cette liste contenait une multitude de noms allemands. Les 24 et 25 février, les étudiants commettaient de graves infractions contre la population allemande.»[11]

S'il est vrai que la réforme agraire de 1938 dépossédait la minorité allemande des deux tiers de ses terres arables, en revanche la loi sur les territoires frontaliers et la réforme agraire expropriaient en février 1939 des parcelles qui appartenaient à raison de 72 % à des Allemands (au cours des années précédentes, les parcelles confisquées par l'État appartenaient pour 66% à la communauté allemande).[12] À l'intérieur d'une bande frontalière de 30 km de large, aucun Allemand ne pouvait posséder de terres. Dans le Corridor, large de 85 à 110 km, cette mesure touchait pratiquement l'ensemble du territoire de Prusse occidentale.[13] S'y ajoutait l'activité de l'Association de la Marche de l'Ouest dont «l'unique programme était l'extermination de l'élément allemand à la frontière occidentale du pays».[13] À la même époque, Zaleski, directeur de cette association, affirmait dans une allocution prononcée à Kattowitz que le pacte germano-polonais de 1934 n'avait été conclu par la Pologne que pour des raisons tactiques, afin de préparer le terrain pour un prochain conflit. Au reste, c'était une excellente couverture que le gouvernement polonais pouvait utiliser contre la minorité allemande,[14] ce qu'avaient perçu depuis longtemps déjà les milieux généralement bien informés.[13] Parallèlement à cette réforme agraire, le gouvernement fit fermer ou démolir un certain nombre d'entreprises allemandes et de bâtiments communautaires. Les écoliers polonais, excités par la campagne de haine généralisée, s'attaquaient à leurs condisciples allemands. Des fermes allemandes furent incendiées à l'occasion de manifesta-

10) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 395.
11) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, p. 410.
12) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 260-261 (éd. all., p. 349) et A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 39.
13) *ADAP* V, doc.51.
14) Livre Blanc Allemand , N° 2, doc. 145.

tions germanophobes. La police procéda à des arrestations en masse et à des déportations de populations. Elle tolérait et encourageait même les rixes. Les ouvriers étaient systématiquement licenciés, l'état d'exception étendu à plus d'un tiers du territoire polonais,[15] et on préparait déjà de longues listes de personnes destinées à être emprisonnées en cas de conflit.

La garantie britannique d'août-septembre 1938, le chèque en blanc du 31 mars 1939 et l'agressivité du président Roosevelt envers le Reich étaient autant d'encouragements au chauvinisme polonais et à la persécution ouverte de la minorité allemande. Depuis plusieurs mois, l'ambassadeur britannique Kennard faisait part à son gouvernement des retombées possibles de ces menées polonaises.

Au cours des cinq mois décisifs de l'année 1939 (avril-août), le gouvernement allemand s'est chargé de son côté de tenir Londres au courant des très graves événements qui secouaient la Pologne. Le Livre Blanc Allemand, qui n'a jamais été remis en question par la recherche historique, relate pour 1939 les faits suivants:

> «Les protestations allemandes demeurent sans résultat (n° 360). Au début d'avril, une proclamation est répandue dans toute la Pologne: elle contient un programme général de dégermanisation (n° 358). Mi-avril les premiers fugitifs allemands passent la frontière (n° 359). Il est presque impossible aux consulats d'énumérer tous les cas qui se présentent (n° 361). En Haute-Silésie également, l'agitation anti-allemande bat son plein (n° 362). Les rapports des consulats allemands sont remplis d'actes de terrorisme (n° 363). C'est l'Association des insurgés qui ordonne ces actes (n° 364). Le 6 mai, le consulat général de Kattowitz rapporte 200 actes de terrorisme (n° 365), le 19 mai, il en signale une centaine d'autres (n° 372) rien que pour la Haute-Silésie. Aucun Allemand n'est sûr de sa vie et de son patrimoine. La terreur gagne aussi la Pologne du Congrès; elle est aggravée par des incendies méthodiques (n° 366). Les derniers points d'appui culturels de la minorité allemande sont détruits (nos 369, 373, 374, 377, 379, 383, 385, 390, 391, 399, etc.) Dans son désespoir, la minorité allemande s'adresse au Président de la République polonaise (n° 369). L'ambassade d'Allemagne à Londres tient au courant le gouvernement britannique de cette évolution dangereuse pour la paix (n° 368), sans que l'on fasse rien. Au milieu du mois de mai, l'agitation prend la tournure de pogroms contre les Allemands, pogroms au cours desquels des milliers d'Allemands sont pourchassés en "outlaws" (n° 370 et 371). Le flot des fugitifs s'enfle (n° 374), tandis que se multiplient en Pologne les manifestations belliqueuses, les proclamations de buts de guerre annexionnistes (n°

15) *ibid.*, doc. 349-450.

367 et 378) ainsi que les injures et insultes publiques à l'égard du Führer, injures et insultes, qui doivent faire de nouveau l'objet de protestations énergiques (n° 382). Dans le secteur économique, coopératives, laiteries et pharmacies allemandes sont systématiquement liquidées (n° 380 et 395). Le consulat d'Allemagne à Lodz rapporte le 7 juin: "Les menaces d'assassinats, de torture etc. dont les membres de la minorité allemande sont l'objet, sont des faits quotidiens considérés comme allant de soi". Craignant pour leur vie des familles entières passent leurs nuits dans les forêts (n° 381).

Les protestations adressées au ministère des Affaires étrangères polonais sont accueillies par des haussements d'épaules, l'aveu discret que l'on est impuissant à l'égard des militaires et que l'on est prisonnier du chauvinisme polonais (n° 382 et 385).... Un colonel d'État-Major invite des évêques polonais à prier "pour que le temps de leurs épreuves soit abrégé et pour demander au Ciel qu'un miracle se produise, un second Grünwald". (n° 392)... Il s'avéra, de plus en plus, que c'étaient les autorités elles-mêmes qui étaient responsables de l'œuvre de liquidation (n° 396)...

En Galicie, la minorité allemande est à la veille de disparaître. Elle n'a plus aucun avenir devant elle et elle est sous la menace d'incendies, ainsi que de violences qui peuvent être mortelles (n° 407). Ce que le terrorisme du poing n'a pas frappé, tombe sous le terrorisme fiscal et est à la merci des chicanes administratives (n° 408).»[16]

Ces faits ont été confirmés après la guerre par de nombreux historiens indépendants.

«Ce qui est arrivé à la Pologne en 1939 n'était nullement surprenant. Nous savons que dès les années vingt, des observateurs avisés, dont quelques hommes d'état, avaient prédit ces événements. Ces prévisions étaient très vite tombées dans l'oubli. La stabilité superficielle de la situation, la propagande, une vue optimiste mais subjective des données réelles, un jugement fondé sur les sentiments et une surestimation des forces de la Pologne sous ce régime de traîneurs de sabres partisans de Pilsudski, tout cela contribuait à donner l'impression, dans les années trente, que, malgré des conditions difficiles, la Pologne avait définitivement maîtrisé les choses. L'anéantissement de l'État polonais a dû plonger dans la stupéfaction bon nombre de personnes qui se trouvaient encore sous l'emprise d'un optimisme de rigueur (et notamment la grande masse de la population polonaise qui, induite en erreur, au point de prendre les fanfaronnades du gouvernement pour preuves de sa force). Les observateurs avertis n'en ont guère été surpris, mais il est

---

16) *ibid.*, p. XVIII-XIX, et Livre Blanc Allemand N° 2, p. XII-XIII.

d'usage, dans les milieux diplomatiques, d'affecter l'étonnement lorsque survient un événement parfaitement prévisible.»[17)]

«Plusieurs mois avant le déclenchement des hostilités, le gouvernement polonais avait ordonné l'établissement d'une liste de tous les suspects allemands. Cette mesure a dû être prise en avril-mai 1939, époque à laquelle Hitler dénonçait le pacte de non-agression germano-polonais. Plusieurs groupes d'Allemands de Pologne ont été arrêtés avant même la déclaration de guerre et détenus dans des camps d'internement.»[18)]

«En beaucoup d'endroits, les associations patriotiques polonaises avaient dressé leur propre liste des gens qui leur paraissaient suspects. Ces listes furent également utilisées [à partir du 1er septembre 1939].»[19)]

«Plusieurs coopératives agricoles allemandes furent dissoutes et la majorité des écoles fermées (il en restait de fait très peu). Dans le même temps, les Allemands qui avaient une activité culturelle étaient arrêtés. À la mi-mai, dans une petite ville comptant 40 000 Polonais et 3 000 Allemands, un grand nombre de maisons et de magasins allemands avaient été saccagés. À la mi-juin, les locaux de réunion existant encore étaient fermés.

Vers la mi-août, les Polonais commencèrent à arrêter à titre préventif des centaines d'Allemands de Pologne, s'attachant plus particulièrement à ceux qui exerçaient une certaine influence sur la vie de la communauté. Ils fermèrent des imprimeries allemandes et plusieurs centrales syndicales. Le 24 août, huit Allemands de Pologne arrêtés en Haute-Silésie étaient abattus au cours de leur transfert.»[20)]

«À la suite de la garantie donnée par la Grande-Bretagne à la Pologne en 1939, la vague de répression de la minorité allemande de Pologne redoubla et occulta quelque peu le problème original: Dantzig et la traversée du Corridor.» [21)]

Le professeur et historien français, Henri Lebre, écrit:

«Les nationalistes polonais résolument opposés à la politique d'accord avec l'Allemagne et qui comptaient des hommes à eux dans l'armée, et surtout au ministère de l'Intérieur, profitèrent de la situation (annexion de l'Olsagebiet) pour se livrer à des brimades contre les Allemands résidant sur ce territoire nouvellement occupé.»[22)]

---

17) S. L. Sharp, *Poland – White Eagle on a Red Field*, p. 151.
18) L. de Jong, *op. cit.*, p. 54.
19) *ibid.*, p. 55.
20) *ibid.*, p. 45.
21) E. von Weizsäcker, *op. cit.*, p. 242.
22) H. Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 49.

«Cet état d'esprit (un manque total de réalisme) se traduisait par des provocations maladroites et le comte Szembek [sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères polonais] se voyait obligé, le 16 mai 1939, d'attirer l'attention du président du Conseil Skladkowski "sur les excès de notre propagande à l'intérieur à l'égard de l'Allemagne, par exemple sur la diffusion d'une carte faisant aller nos frontières de Berlin jusqu'à Moscou et englobant toute la Lithuanie dans notre territoire. Les chansonniers se livrent à toutes sortes de plaisanteries déplacées sur l'Allemagne et sur la personne de Hitler".»[23)]

«Cet état de surexcitation où était parvenue l'opinion polonaise peut expliquer, entre autres, l'attitude irréductible du colonel Beck dans les heures les plus critiques et, en particulier, dans ces deux derniers jours d'août.»[24)]

N'est-il pas significatif que dans des ouvrages documentaires de référence, tels que la *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten* du professeur Michael Freund (livres qui ont pour but de démontrer la culpabilité de Hitler dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale), les auteurs se contentent d'affirmer que certaines provocations allemandes dans le Corridor étaient à l'origine de la dégradation des rapports germano-polonais en 1939, sans pouvoir apporter la moindre preuve susceptible d'étayer leur interprétation? Aucune de ces publications ne met en cause l'authenticité des documents ni la véracité des rapports parus dans les Livres Blancs Allemands, relatifs aux mauvais traitements et à l'expulsion des Allemands de Pologne dans les années qui ont précédé la guerre. Bien au contraire, nous y trouvons des témoignages du «traitement rigoureux et même cruel qui était infligé aux Allemands de Pologne». On peut y lire aussi que «le peuple polonais était pris d'une haine insatiable contre l'Allemagne».[25)]

«Personne ne prétend que les minorités allemandes de Pologne aient été traitées avec générosité.»[26)]

Par contre, personne ne parle plus aujourd'hui des expropriations de 1918-1919, de l'appel à la dégermanisation du pays, lancé dans toute la Pologne et qui se traduisit par un boycott commercial de la communauté allemande.[27)] On ne parle plus non plus des directives appelant à «réduire par tous les moyens la propriété de la minorité», des arrestations arbitraires et

23) *ibid.*, p. 101.
24) *ibid.*, p. 101.
25) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, p. 88.
26) *ibid.*, p. 240.
27) Livre Blanc Allemand N°2, doc. 358.

des chicanes de la justice, enfin de toutes les existences brisées par l'action des autorités polonaises.[28)]

La minorité allemande de Pologne est toujours restée loyale, et des milliers d'Allemands ont fait leur devoir dans l'armée polonaise.

> «Durant tout leur règne, les autorités polonaises n'ont jamais tenté d'apporter les preuves concrètes de la déloyauté des Allemands de Pologne, car à quelques exceptions près, c'eût été impossible.»[29)]

Aucune organisation politique ou économique des Allemands de Pologne n'a pris part à des opérations militaires allemandes. On ne peut en dire autant des associations des minorités polonaises en Allemagne.[30)] La déclaration faite dans l'après-midi du 31 août 1939 par le colonel Beck reste incontestée: «Il n'y eut aucun autre incident grave [du côté allemand].»[31)] Il faisait ainsi allusion à la seule et unique fois qu'il s'était plaint d'«un acte de sabotage» auprès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne. L'acte en question se produisit le 31 août 1939 à 19h 41, et Beck ne savait pas si ses auteurs étaient Allemands ou Ukrainiens.[32)]

La correction allemande s'opposait aux provocations polonaises. Un historien allemand relate sa propre expérience en Prusse occidentale:

> «Les menaces de gens affirmant vouloir en finir avec les Allemands s'ajoutaient aux coups de main et aux agressions. De nombreux Polonais laissaient entendre que des listes noires avaient été établies ou étaient sur le point de l'être. La plus grande partie du peuple polonais se laissait dominer par un sentiment de haine contre les Allemands et par une atmosphère qui créait en lui un véritable état de psychose l'amenant à commettre les actions les plus invraisemblables et les plus cruelles à l'encontre de la communauté allemande. Ils le faisaient individuellement, mais plus encore collectivement, en tant que peuple. Les menaces devinrent de plus en plus haineuses, les agressions de plus en plus sanglantes. Les autorités commencèrent alors à prendre leurs dispositions pour arrêter et déporter en masse une partie de la population allemande.»[33)]

---

28) *ibid.*, doc. 408 Ordonnance de l'administration polonaise des finances de Graudenz, été 1939.
29) R. Breyer, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937*, p. 262.
30) *ibid.*, p. 296.
31) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 388.
32) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 612.
33) T. Bierschenk, *op. cit.*, pp. 351-352.

Un autre historien écrit:

«Dès le printemps [1939], la Pologne entreprit d'importants préparatifs de guerre. Pendant tout l'été, une armée polonaise progressa sur une ligne allant de Posen au nord à Bromberg au sud. Dans le même temps, le gouvernement polonais était résolu à dissoudre par simple décision administrative toutes les organisations de la minorité allemande.»[34)]

L'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden, le *Statistisches Bundesamt*, peu suspect de parti pris en la matière, note:

«[L'analyse statistique des mouvements de population des Allemands de Pologne] ne tient pas compte de l'exode des Allemands déclenché par la persécution polonaise, présage du drame qui allait se produire peu après. Fin août [1939], 70 000 Allemands de Pologne étaient accueillis dans des camps en Allemagne, tandis que plusieurs milliers étaient logés dans le privé.

Dès 1933, l'aggravation de la tension due à toute une série de mesures prises par le gouvernement polonais, entre autres la loi sur les territoires frontaliers, qui privait du droit de succession les Allemands habitant une vaste bande frontalière, entraîna l'exode de nombreux Allemands de Pologne.[35)]

En Pologne centrale, région qui n'était pas touchée par ladite loi, la lutte contre les nationalités ne menaça vraiment la vie de la minorité allemande que peu de temps avant le déclenchement de la guerre...»[36)]

Un historien allemand:

«Cependant [après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique], Varsovie semblait rester indifférente. Les chauvins les plus enragés du pays intensifiaient la terreur qu'ils exerçaient depuis quelques temps déjà contre la population allemande; les batteries de DCA polonaises abattirent des avions de transport étrangers.

Tandis que le Quai d'Orsay pressait presque désespérément le gouvernement à Varsovie de prendre en considération le plan allemand, Downing Street souhaitait maintenant une "concrétisation de la volonté polonaise de négociation".

Varsovie n'avait rien fait pour réfréner les excès sanglants des associations patriotiques semi-officielles, qui avaient causé la mort de 3 à

34) F. Swart, *Diesseits und jenseits der Grenze*, p. 145.
35) Statistisches Bundesamt éd., *Die deutschen Vertreibungsverluste*, p. 285.
36) *ibid.*, p. 286.

4000 membres de la communauté allemande. Loin d'ordonner qu'il soit mis un terme à leurs agissements, Varsovie toléra les provocations incessantes de la presse...»[37)]

«Finalement, il s'agissait bien de ce que le maréchal Pilsudski nommait à si juste titre le sentiment germanophobe séculaire des Polonais. Ajouté aux influences américaines, il contribua au rejet des propositions hitlériennes.» [38)]

Un journaliste anglais qui séjournait en Pologne en été 1939 notait:

«Il convient de se demander si les droits des nationalités sont compatibles avec le rattachement de celle-ci à des États qui les soumettent à de tels traitements. La Pologne a tenté d'amener les minorités à abandonner leur langue et leurs coutumes. Malgré vingt années d'une politique telle que je viens de la décrire au chapitre présent, elle n'y est pas parvenue. Or elle persiste dans sa volonté. J'en viens à me demander pour quelle raison la Grande-Bretagne n'offrirait pas aussi sa protection aux Ukrainiens, aux Russes blancs et aux Allemands, plutôt qu'aux seuls Polonais.»[39)]

Avant même le début de la seconde guerre mondiale, ce fut le sang des Allemands de Pologne qui coula en premier. Malgré la signature du pacte de non-agression germano-soviétique et le refroidissement des relations entre la Pologne et l'Union soviétique, la première n'a pas hésité à intensifier la persécution de la minorité allemande ni les campagnes de presse germanophobes. À la mi-août 1939, 76 535 Allemands de Pologne avaient déjà

---

37) H. G. Dahms, *Der Zweite Weltkrieg*, pp. 45 et 48.
Selon d'autres sources, le nombre des victimes allemandes aurait été de 30 à 40 immédiatement avant la guerre, et de 7000 au total. La bataille des chiffres a commencé après la guerre lorsque les vainqueurs et leurs alliés ont commencé à trafiquer les documents allemands pour les faire jouer en leur faveur, à écarter les documents indésirables et ainsi à influer sur l'écriture de l'histoire. Toutefois, les historiens de la Pologne communiste ont dû reconnaître que ces Allemands de Pologne ont été les premiers morts de la seconde guerre mondiale. Or, l'abjection des crimes n'est nullement diminuée par le fait que les Alliés veuillent reconnaître quelques milliers de victimes en moins, ou que les vainqueurs allemands de l'époque aient grossi l'ampleur du drame. Les experts soulignent que le chiffre indiqué est très nettement inférieur à la réalité et ne comprend pas les innombrables victimes de la terreur polonaise depuis 1919. G. Rhode, *Die Ostgebiete des deutschen Reiches*, p. 134; W. Kuhn, *Osteuropa-Handbuch Polen*, p. 151; K. M. Pospieszalski, *Sprawa 58 000 Volksdeutschow* (polonais); S. Horak, *Poland and her National Minorities 1919-1939*, p. 135 (le nombre des victimes y est estimé à 8000).

38) H. Roos, *op. cit.*, p. 399.

39) B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 132.

gagné le Reich[40] et ce n'est certainement pas Hitler qui les y a poussés. De plus, 20 000 Allemands ont été abattus avant et pendant le déclenchement des hostilités; 12 500 d'entre eux ont pu être identifiés individuellement.[41] Cela signifie que le nombre de victimes de l'oppression polonaise est pratiquement le double du nombre total des pertes militaires allemandes de la campagne de Pologne (10 572). Ces excès ne peuvent être excusés sous prétexte qu'ils auraient été commis par des éléments incontrôlés. C'est le gouvernement polonais lui-même qui, après des années de travail ininterrompu, a suscité dans la population polonaise de telles actions.

> «Cette offensive contre les Allemands de Pologne était préparée, elle était orchestrée. Les Allemands n'étaient pas abattus en vertu d'une loi martiale ou de quelque autre loi, ils n'étaient accusés d'aucun acte criminel. Leur massacre était purement gratuit. C'est sans raison qu'ils étaient torturés, battus à mort et, pour la plupart d'entre eux, atrocement mutilés: il s'agissait de meurtres préventifs, commis le plus souvent par des soldats, des policiers et des gendarmes polonais, mais parfois aussi par des civils, des apprentis et des lycéens armés.»[42]

Quelle fut la position officielle de l'État polonais après la guerre?

> «Les Polonais n'ont rien regretté de ce qu'ils avaient fait.»[43]

---

40) A. Buckreis, *op. cit.*, p. 223.
41) Seraphim, Maurach, Wolfrum, *Ostwärts von Oder und Neiße*, p. 43, et P. Aurich, *Der deutsch-polnische September 1939*, p. 5 *seq.*
42) H. E. Jahn, *Pommersche Passion*, p. 243 *seq.* (pour plus de détails), et P. Aurich, *op. cit.*
43) L. de Jong, *op. cit.*, p. 57.

La politique étrangère de la Pologne envers l'Allemagne

Stratégie

De 1919 à 1939, une même junte militaire a imposé à la Pologne une certaine conception de l'État et donné sa forme à la politique étrangère polonaise. Cela explique que cette politique étrangère a été liée si étroitement, tout au long de cette période, aux plans et aux objectifs des militaires qui ont dirigé le pays.

> «Pilsudski, temporairement Premier ministre, fut toujours ministre de la Guerre et eut constamment le contrôle de l'ensemble de l'armée, dont il resta jusqu'à sa mort l'Inspecteur général. Il casa ses protégés à tous les postes stratégiques de l'État polonais, dans l'armée, dans l'industrie, dans les banques et dans la presse. Les adversaires du régime disaient à bon droit que la Pologne s'était transformée en une colonie chargée de fournir aux anciens membres des légions de Pilsudski des postes lucratifs.»[*)]

Les situations que se sont acquises les militaires lors de la création de l'État permettent de comprendre qu'ils aient été à la tête des affaires publiques de 1919 à 1939. Leur politique d'expansion s'est tournée vers l'ouest («d'une importance vitale car cela augmentait la base de matières premières et conférait à l'État un statut de grande puissance»[1)]), vers le nord (l'accès à la Mer Baltique, aux territoires de l'Oder, au Corridor, à Dantzig, à la Prusse orientale et à une grande partie de la Lituanie était indispensable au bon fonctionnement de l'État polonais), vers l'est (car la Pologne aurait possédé un droit historique sur la partie est du pays, y compris sur l'Ukraine) et vers le sud (pour atteindre la frontière «légitime» entre la Pologne et la Hongrie).

Cet objectif devait se refléter dans la politique étrangère de la Pologne et dans sa stratégie militaire. Des démonstrations de force devaient impres-

---

*) H. Seton-Watson, *Eastern Europe between the Wars 1918-1941*, p. 163.

1) R. Dmowski, *Upadek Mysli Konserwatywnej w Polsce* («Le déclin de la pensée conservatrice en Pologne»), Varsovie 1914, p. 123, cité dans Johann Alhers, *Polen*, Berlin 1935 p. 70 *seq.* et dans D. Hoggan, *The Forced War*, pp. 20-21 (éd. all., pp. 25-26).

sionner ses voisins et témoigner de son statut de grande puissance. Adolf Bochenski, l'auteur polonais le plus compétent pour les questions de politique étrangère de son pays de 1935 à 1939, approuvait ouvertement ces effusions de sang et condamnait toute tentative de conciliation avec l'Allemagne ou la Russie.[2)]

L'existence de différents plans d'attaque conçus par Pilsudski et par Beck dans les années 1919 à 1939 (trois pour la seule année 1933) est indéniable. Celui qui fut des années durant le directeur du Foreign Office britannique, Vansittart, l'a d'ailleurs reconnu.[3)] Certes, on a coutume de désigner ces plans sous le nom de «plans d'attaque préventive», de manière à en atténuer la portée, mais leur établissement supposait que l'on eût connaissance d'un plan d'attaque allemand, ce qui n'était pas le cas. Or les dirigeants polonais savaient pertinemment que ni la République de Weimar ni le Troisième Reich n'envisageaient une action militaire contre la Pologne, d'autant moins que le peuple allemand était prisonnier du traité de Versailles, du moins dans la première période. En 1939, Varsovie considérait encore que l'Allemagne n'était nullement préparée pour une guerre généralisée. Pour Varsovie, dans l'éventualité d'un conflit, les troupes polonaises devaient marcher dès le premier jour sur Berlin en négligeant toutes mesures défensives.

Le Dr Joseph Wirth, ancien chancelier du Reich puis homme politique pro-communiste après la guerre, déclarait, lors de l'un des «procès de criminels de guerre»:

> «De 1918 à 1933 tous les gouvernements allemands, de même que l'état-major de l'armée de terre, étaient préoccupés par la faiblesse de la politique intérieure et extérieure qui mettait en danger l'existence du Reich. Au cours des premières années qui suivirent la fin de la première guerre mondiale, la Pologne tenta d'arracher à l'Allemagne certains territoires. Les craintes de nouvelles attaques n'étaient pas sans fondement. Les milieux nationalistes polonais exigeaient de nouvelles annexions. Or l'armement de la Reichswehr était minable... Le Dr Brüning, chancelier du Reich, et Gröner, ministre de l'Armée, décidèrent pour cette raison d'évacuer la Silésie en cas d'attaque des Polonais. Il est vraiment pitoyable que, au vu de cet état de choses, certains affirment que nous avions conçu des projets d'agression. Face aux provocations polonaises, nous étions calmes et résignés. Devant la situation misérable de nos frontières orientales, il était normal que nous passions en revue tout ce qui pouvait améliorer l'état de l'armée. En tant qu'Allemands du

2) D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 44-47 (éd.all., p. 69).
3) R. G. Vansittart, *The Mist Procession*, pp. 412, 468, 478.

> sud, catholiques et démocrates, nous n'avions aucune haine pour les Polonais. Je dois pourtant dire que mes amis et moi-même, nous avons connu avec les Polonais les pires déboires.»[4)]

Le professeur Heinrich Brüning, ancien chancelier du Reich, dans une lettre adressée au professeur Rudolf Pechel en 1947 et publiée dans le *Deutsche Rundschau*:

> «En automne 1931, la Société des Nations avait omis d'entreprendre une action contre l'occupation de la Mandchourie par le Japon. Or, la même année, il existait un nouveau plan politique de mobilisation, dont nous n'avions été informés que par une puissance étrangère. Cela ne manqua point d'irriter de plus en plus le général von Schleicher. Indéniablement ce plan polonais était conçu de telle manière que son objectif était de s'emparer par un simple coup de main, de toute la Silésie à la première occasion.» [5)]

Du 6 au 15 mars 1933, la Pologne concentra ses troupes une nouvelle fois (ce ne devait pas être la dernière) en Posnanie et en Prusse occidentale de manière à pouvoir les envoyer en ligne au moment voulu sur Dantzig, la Prusse orientale et la Silésie. «Même en temps de paix, le maréchal Pilsudski faisait stationner la moitié de ses troupes à la frontière germano-polonaise».[6)] Les trois divisions d'infanterie allemandes (à Königsberg, Stettin et Berlin) et les deux divisions de cavalerie (à Francfort-sur-l'Oder et Breslau) qui devaient intervenir sur la frontière germano-polonaise avaient en face d'elles cinq corps d'armée polonais comprenant quinze divisions d'infanterie et de nombreuses troupes de l'armée de terre.[6)] Des plans de marche et d'opération avaient été conçus dès 1923 en collaboration avec l'état-major français. C'est sur ces plans qu'étaient organisés depuis 1931 des exercices périodiques de «mobilisation», qui prévoyaient des «actions offensives à caractère préventif».[7)] Seuls le refus final du gouvernement français et les craintes polonaises d'une attaque éventuelle de l'Union soviétique empêchèrent le déclenchement de cette guerre préventive contre l'Allemagne.[8)] Malgré la signature du pacte d'amitié et de non-agression germano-polonais, la Pologne était prête, en 1936, lors de l'occupation de la rive droite du Rhin, à donner le

---

4) *Krupp-Prozess Verteidigungsdokumentenbuch* 2a, N° 47.
5) B. von Richthofen, *Deutschland und Polen*, p. 38.
6) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 6.
7) *ibid.*, p. 38.
8) C. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 39, et B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 387.

coup de grâce à l'Allemagne en attaquant ses frontières orientales. L'«étude de l'opération Allemagne», fondée, comme nous l'avons dit, sur une «attaque préventive», était prolongée, depuis le mois de mai 1938, par de nouveaux travaux des états-majors polonais et français.[9)]

Tandis que le «bandit de grand chemin accourt au pas de charge»[10)] et «s'acharne à briser la paix mondiale»,[11)] les responsables de la politique «pacifique» de la Pologne sont «pénétrés d'un optimisme illusoire, qui leur fait croire qu'après quelques semaines de combats, l'armée polonaise campera devant Berlin».[12)] Dès le printemps 1939, la Pologne lève des troupes. Dans les mois qui suivent, elle mobilise un nombre d'unités si important que «la mobilisation générale ne concernera finalement que ceux des conscrits qui n'ont pu être avertis directement».[13)] Or le colonel Beck n'avait aucune raison sérieuse de proclamer le 23 mars 1939 une mobilisation partielle, puis d'étendre cette mesure pour pouvoir disposer immédiatement de 334 000 hommes, soit du double des effectifs normaux de l'armée polonaise. Au cours de cette mobilisation et de l'opération militaire qui suivit, l'armée polonaise campa tout le long de la frontière allemande, où elle devait rester jusqu'au début du conflit.[14)] Le plan d'opération qui consistait pour l'armée à marcher sur Berlin dès le déclenchement des hostilités ne subit aucun changement jusqu'à la guerre. Hitler en avait été informé.

Plusieurs indices nous permettent d'affirmer que cette stratégie était prise très au sérieux:

Après la mobilisation russe de 1914 et la mobilisation tchèque du 20 mai 1938, qui avaient pesé si lourdement sur la destinée des peuples européens, chacune des nations devait être tout à fait consciente de ses responsabilités et des conséquences logiques d'une nouvelle mobilisation. Pour prendre cette décision, il fallait être persuadé de l'imminence d'un conflit. La mobilisation partielle polonaise du 23 mars 1939 était d'autant plus grave que le colonel Beck et, à son instigation le 26 mars, son ambassadeur à Berlin, Lipski, avaient répondu à la proposition allemande de négociation d'octobre 1938 par une menace de guerre.[15)]

Les diplomates polonais firent savoir à Hitler d'une manière provocante que la Pologne n'hésiterait pas à déclarer la guerre à l'Allemagne si Hitler

9) H. Roos, *op. cit.*, p. 338.
10) Terminologie d'après-guerre pour désigner Hitler.
11) Accusation portée par le Tribunal de Nuremberg contre Hitler et la NSDAP.
12) W. Hofer, *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, pp. 71 et 76.
13) *ibid.*, p. 128.
14) D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 317-321 (éd. all., pp. 425-428).
15) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 208.

persistait à chercher un compromis dans la question de Dantzig et du Corridor. Le soir du 28 mars 1939, le colonel Beck renouvela cette menace à l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie, Moltke, en ajoutant que «l'Allemagne serait désormais tenue pour responsable de toute mesure prise par le sénat de Dantzig».[16) Dantzig était une Ville libre, ne l'oublions pas!

Quelques mois plus tard, une note polonaise (du 10 août) révélait que la défense par l'Allemagne des intérêts dantzicois autoriserait la Pologne à ouvrir les hostilités.[17)]

Le 25 mars 1939, Kennard, ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie, admit que beaucoup de diplomates étrangers pensaient que la Pologne était sur le point de déclencher une guerre. Dans un télégramme qu'il envoya à son ministre des Affaires étrangères, il déclarait:

> «Le rappel des réservistes dépasse, je crois, de façon considérable, les estimations de mon télégramme n° 79. Une personnalité compétente estime à 750 000 le nombre des soldats actuellement sous les drapeaux. Cette décision, et les mesures évoquées sous toute réserve dans mon télégramme n° 7 (non-imprimé) sur Dantzig, laissent prévoir que Beck compte entamer les discussions sur Dantzig au moment qui lui plaira...
>
> J'ai été frappé par les déclarations de Monsieur Beck et du vice-ministre des Affaires étrangères aux termes desquelles la question de Dantzig devait être réglée rapidement (mes télégrammes....)
>
> Je ne partage pas les opinions alarmistes de certains de mes collègues, qui pensent que le gouvernement polonais envisage d'acculer l'Allemagne à la guerre.»[18)]

Quelques heures plus tard, dans un autre télégramme:

> «Le vice-ministre des Affaires étrangères a déclaré que tout ultimatum et tout empiétement allemand sur le territoire du Corridor entraîneraient la guerre... L'opinion publique est belliciste. Elle est prête à soutenir le gouvernement dans sa lutte pour la défense des intérêts nationaux...
>
> Il a précisé qu'il avait dû assister à une discussion de politique étrangère au Sejm pendant laquelle il avait été constamment hué. D'une manière générale, il lui est apparu que Monsieur Beck se trouve devant une situation très délicate. Certes, il doit tout mettre en œuvre pour éviter une situation qui débouche sur la guerre, mais d'un autre côté, il

16) *ibid.*, doc. 211.

17) *Les Relations Polono-Allemandes et Polono-Soviétiques 1933-1939*, Livre Blanc Polonais, doc. 86.

18) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 523.

doit tenir compte des sentiments qui agitent l'opinion publique à la suite des récents événements survenus aux frontières nord et sud du pays.»[19]

Le 28 mars 1939, l'ambassadeur allemand à Varsovie notait:

«L'excitation des esprits, qui se constate depuis quelque temps en Pologne, a encore fortement augmenté. Les rumeurs les plus extraordinaires sont répandues parmi la population... De plus grave importance est la naissance d'un état d'esprit belliqueux favorisé par la presse, par des manifestations publiques anti-allemandes, notamment en province, manifestations qui ont souvent amené des incidents, et, en partie également, par une propagande officieuse cocardière. Une grande partie de la population croit actuellement que la guerre est devenue inévitable et est à la veille d'éclater.

Les mesures pratiques prises par le Gouvernement contribuent à augmenter encore la psychose de guerre...

Un article, souvent reproduit, publié sous le titre: "Nous sommes prêts" par la Revue militaire *Polska Zbrojna*, caractérise particulièrement ce genre de propagande officielle en faveur de l'Armée. Il y est dit, entre autres, que, différant en cela des Tchèques, les Polonais n'éprouvaient aucun sentiment d'infériorité en présence des peuples puissants de cette terre. Le nombre des divisions étrangères n'effrayait pas la Pologne, car sa propre armée, avec son équipement et l'esprit belliqueux du peuple polonais, suffisait à assurer la victoire à la Pologne. De nombreux autres articles paraissant, depuis, journellement dans la presse, sont écrits dans le même esprit et sur le même ton.

Ce sentiment d'assurance et cette présomption en ce qui concerne sa propre force militaire, tels qu'ils s'expriment dans la presse, constituent un danger, étant donné le caractère de la nation polonaise. Un propos, dont l'authenticité est garantie, tenu par le vice-ministre de la Guerre, M. Gluchowski, au cours d'un entretien sérieux, montre qu'il ne s'agit pas là seulement d'une propagande journalistique; M. Gluchowski déclara que l'armée allemande n'était qu'un "grand bluff", car l'Allemagne manquait de réserves instruites pour remplir ses unités. Comme on lui demandait s'il croyait sérieusement que la Pologne était militairement supérieure à l'Allemagne, M. Gluchowski répondit: "Mais naturellement".»[20]

Le colonel Beck se rendait bien compte que la provocation inhérente à sa politique militaire et à son utilisation du chèque en blanc de la Grande-Bretagne pouvait amener un conflit armé avec l'Allemagne; les documents

19) *ibid.*, vol. IV, doc. 524.
20) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 210.

britanniques et américains relatifs aux entretiens de Beck à Londres, au début du mois d'avril 1939, et la correspondance diplomatique, qui révèle entre autres les lignes directrices de la politique polonaise en 1939, en sont témoins.

> «La diplomatie polonaise des années 1938-1939 était l'exemple même d'une politique désastreuse. Beck avait poussé la Pologne bien trop loin sur la voie de la guerre et de l'anéantissement national. Cette politique devait fatalement déboucher sur un drame.»[21)]

Répondant aux officiers d'état-major français qui lui demandaient si les fortifications établies à la frontière germano-polonaise résisteraient à une attaque allemande, le général Kasprzycki, ministre de la Guerre, déclara le 18 mai 1939:

> «Nous n'en avons pas, car nous comptons sur une guerre de mouvement et nous pensons envahir l'Allemagne dès le début des hostilités.»[22)]

Le gouvernement français s'accordait sur ce point avec son partenaire polonais, dans la mesure où par la signature d'une convention militaire il s'engagea, lors des discussions d'état-major, à lancer une offensive contre la frontière occidentale de l'Allemagne au plus tard quinze jours après l'ouverture des hostilités. Ce n'est pas tout: la garantie française s'étendait à Dantzig, comme nous pouvons le constater à la lecture du passage suivant:

> «En cas d'agression allemande contre la Pologne ou en cas de menace de ses intérêts vitaux à Dantzig qui provoquerait une action par les armes de la part de la Pologne, l'armée française déclenchera automatiquement une action de ses diverses forces armées.»[22)]

Il n'est pas impossible que cette clause ait été destinée à pousser la Pologne davantage encore dans les bras des Alliés:

> «[Les engagements pris par la France aux termes de la convention militaire] n'étaient que des mots destinés à empêcher tout dialogue entre la Pologne et l'Allemagne.»[23)]

Si l'on peut se permettre aujourd'hui un jugement sur les circonstances de l'époque, il est tout à fait vraisemblable que le ministre des Affaires étrangères

---

21) C. Tansill, *Back Door to War*, pp. 510 et 514.
22) G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, pp. 222-223.
23) D. M. Projektor, «La Guerre en Europe 1939-1941», éd. russe, p. 35.

français ait gardé en mémoire l'opinion exprimée de Varsovie par son ambassadeur Noël le 31 mai 1938, lorsqu'il offrit à la Pologne ces garanties:

> «Rompre l'alliance franco-polonaise équivaudrait, sans profit et sans contrepartie d'aucune sorte, à jeter, pour très longtemps sans doute, ce pays dans les bras de l'Allemagne...
>
> Ce serait renoncer à ce qui, malgré tout, peut constituer, à certains moments, un atout dans notre jeu. Ce serait achever d'éloigner, en même temps et par contre-coup, la Roumanie de notre système politique. La position géographique de la Pologne, l'attachement à la France de la majorité des Polonais, leurs traditions militaires sont autant de raisons qui doivent nous inciter à conserver de l'alliance ce qui peut en être sauvé. Ainsi il sera plus difficile à la Pologne de se rapprocher davantage du Reich et de s'inféoder complètement à lui. Alors, quand les circonstances se révéleront plus favorables, nous aurons moins de peine à la ramener à nos conceptions.»[24)]

Le 20 juillet 1939, dans un communiqué officiel transmis par l'agence télégraphique polonaise, le maréchal Smigly-Rydz, commandant en chef de l'armée polonaise, déclarait:

> «Dantzig est vital pour la Pologne. Qui contrôle Dantzig contrôle notre économie...
>
> L'occupation de Dantzig par l'Allemagne serait un acte à nous rappeler les partages de la Pologne. C'est pourquoi j'ai décrété la mobilisation, il y a quatre mois, lorsque le chancelier allemand a renouvelé ses exigences concernant Dantzig et le Corridor. Croyez bien que cette mobilisation n'était pas un simple geste démonstratif. Nous étions prêts à la guerre, même si la Pologne, abandonnée de ses alliés, avait été seule à combattre.»[25)]

L'assurance aveugle du gouvernement polonais, qui pensait pouvoir assiéger Berlin dès les premiers jours de la guerre, est attestée par de multiples témoignages:

> «Lors de la grande parade [à Varsovie], le jour de la fête nationale, les masses en délire saluaient chaque corps de troupe par des cris tels que: "À Dantzig!", "À Berlin!"

---

24) G. Bonnet, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay*, p. 138.

25) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 368; le *News Chronicle* publiait le 19 juillet une interview de Smigly-Rydz de la même teneur. A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 193.

Les orateurs expliquaient souvent en public, lors de réunions, qu'il fallait répondre par la guerre à l'exigence allemande de créer une voie de communication avec la Prusse orientale et du retour de Dantzig à la Prusse orientale. Cette ridicule infanterie allemande, composée des classes sous-alimentées issues du traité de Versailles et armée de chars en carton pâte, serait refoulée et écrasée à Berlin. L'orateur ajoutait dans un jeu de mots que l'armée allemande serait anéantie à Berlin Grunwald comme l'avaient été l'armée des chevaliers teutoniques en 1410 près de Grunwald [nom polonais de Tannenberg].»[26]

Le 15 août 1939, Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris, déclarait à Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères français:

«C'est l'armée polonaise qui envahira au contraire l'Allemagne dès les premiers jours.»[27]

Le 26 août 1939, E. Davies, ambassadeur des États-Unis à Moscou:

«Un haut fonctionnaire polonais me disait avec assurance que son gouvernement n'admettrait jamais que la Pologne et l'Allemagne négocient pour aplanir leurs différends concernant le Corridor polonais et Dantzig. Il s'est violemment élevé contre ce qu'il appelle la surestimation de la puissance militaire allemande. D'après lui, la ligne Siegfried n'était qu'un fil de coton. Il pense que la Pologne peut se passer de l'aide russe et en finir seule facilement avec les Allemands.»[28]

De même, Lipski, ambassadeur de Pologne à Berlin, à Ogilvie-Forbes, membre de la légation britannique à Berlin, le 31 août 1939:

«Il [Lipski] semble persuadé que des troubles éclateront dans le pays [l'Allemagne] en cas de conflit et que les troupes polonaises marcheront victorieusement sur Berlin.[29]

... Selon lui, ce plan [proposition de Hitler du 29 août 1939] ne pouvait être accepté car il signifiait une violation de la souveraineté polonaise. Ayant une longue expérience de l'Allemagne, il était prêt à mettre sa réputation en jeu dans la certitude que le moral de l'Allemagne était sur le point de s'effondrer et que le régime actuel ne tarderait pas à tomber ... Cette proposition allemande était un piège; elle trahissait aussi

---

26) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 66.
27) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. III, p. 90, et G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, p. 277.
28) J. E. Davies, *Als USA-Botschafter in Moskau*, p. 355.
29) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 372.

la faiblesse de l'Allemagne, comme le confirmaient les derniers rapports de son ambassadeur.»[30)]

A cette opinion, les Polonais s'accrochèrent désespérément, même après la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique, ce qui ne fut pas sans conséquence sur la conduite de la politique étrangère du pays.

«Les raisons de la victoire allemande ["campagne des 18 jours"] sont multiples. La première, que l'on passe volontiers sous silence, tient aux prévisions de l'état-major polonais. La grande masse de l'armée était parée pour l'attaque, nullement pour la défense. Comme le voulaient les slogans d'avant-guerre, elle était prête à s'élancer en Prusse orientale. Cette situation s'explique par le fait que le gouvernement polonais avait reçu des puissances occidentales des garanties qui l'autorisaient à compter sur une attaque des frontières occidentales de l'Allemagne immobilisant l'essentiel des forces armées allemandes. Les puissances occidentales ne sont pas intervenues et ainsi le gros des troupes de la Wehrmacht a pu être engagé en Pologne. Les deux autres raisons de ce succès sont l'extrême nouveauté de la stratégie allemande et l'emploi d'armes modernes sur lesquelles elle se fondait.»[31)]

Lors des procès de Nuremberg contre les prétendus «criminels de guerre» ces facteurs n'ont jamais été évoqués. Le vainqueur ne s'intéressait pas aux circonstances qui avaient amené le déclenchement de la seconde guerre mondiale. L'historien, par contre, se doit d'en saisir tous les aspects.

---

30) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 597.
31) K. Zentner, *op. cit.*, p. 74.

De «Munich» à la guerre

La politique étrangère de la Pologne des années 1938-1939 était étroitement liée à sa conception de l'État et à sa stratégie. Vers la fin de l'année 1938, elle renonça à la «collaboration avec le Reich hitlérien».[1] Cette décision provoqua une crise qui s'amplifia de mois en mois sans que la Pologne songeât à la désamorcer par la voie des négociations. Les offres allemandes, même celle du 29 août 1939 qui dans son principe n'allait pas au-delà de la proposition du 24 octobre 1938,[2] n'étaient que des offres de trêve, «car depuis des mois, l'Allemagne et la Pologne ne vivaient plus en état de paix».[3]

En octobre 1938, le colonel Beck s'était déclaré prêt à discuter avec Hitler du problème de Dantzig et des conditions d'établissement d'une liaison Berlin-Königsberg.[*] Toutefois, il fit traîner en longueur ces négociations auxquelles il répugnait pour permettre à la Grande-Bretagne d'achever son réarmement. Le comportement du colonel Beck face à ces négociations n'était nullement lié à l'absence de traité d'alliance avec la Grande-Bretagne. De fait, Beck n'avait pas attendu de recevoir de l'Angleterre des garanties précises pour mener sa politique impérialiste avec l'esprit d'indépendance qui le caractérisait. C'est ainsi qu'il n'avait pas hésité à agiter la menace d'une guerre, à décréter la mobilisation partielle, à concevoir un plan militaire offensif, à faire pression sur les minorités et à déclarer que la Pologne rendrait désormais l'Allemagne responsable de tous les actes passés par le sénat dantzicois (23, 26 et 28 mars 1939). Depuis septembre 1938, le colonel Beck avait en poche l'assurance que la Grande-Bretagne ferait tout son possible pour appuyer la Pologne à Dantzig.[4] La sympathie sans réserve que le gouvernement des États-Unis affichait pour la Pologne dès la fin de l'année 1938 fut d'une importance décisive sur les décisions du gouvernement polonais, d'autant que les diplomates américains «n'étaient pas sans exercer une certaine influence» sur les hommes politiques

---

1) Livre Blanc Polonais, p. 25.
2) Si l'on en croit la propagande polonaise, un plébiscite organisé en Prusse occidentale aurait donné la victoire à la Pologne.
3) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 562 (éd. all., p. 741), et N. Henderson, *Failure of a Mission*, p. 245.
*) Les circonstances des discussions germano-polonaises sont traitées dans un chapitre ultérieur.
4) D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 61-62 et 111 (éd. all., pp. 72, 152).

polonais.[5] Le rejet du projet allemand de négociation du 26 mai 1939 avait pris une forme résolument provocante, alors qu'il n'y avait là aucun motif de lancer des menaces de guerre, de mobiliser ou de renforcer les pressions à l'encontre des minorités, rien qui puisse expliquer le développement des sentiments hostiles à l'Allemagne parmi les Polonais des classes et des milieux les plus divers,[6] rien enfin qui oblige le gouvernement polonais à faire dépendre sa décision de l'acceptation du chèque en blanc du gouvernement britannique.

Cette attitude n'était nullement liée à l'entrée des troupes allemandes à Prague, le 15 mars 1939. Le gouvernement polonais, «le seul à ne pas avoir protesté, ne fût-ce que pour la forme, contre l'annexion de la Tchécoslovaquie»,[6] ne croyait pas que l'établissement du protectorat (qui s'était réalisé avec l'accord du gouvernement tchèque) fût une menace pour son pays. Bien plus, il considérait que la Tchécoslovaquie devait disparaître. Après la conférence de Munich, il contribua, par ses exigences et ses ultimatums, à son démantèlement. Par ailleurs, il s'était donné pour objectif l'établissement d'une frontière avec la Hongrie.[7]

Dès le 27 octobre 1938, Moltke, ambassadeur d'Allemagne à Varsovie, rapportait au ministre des Affaires étrangères du Reich:

> «Ainsi que je l'ai mentionné dans mon rapport... du 14 octobre 1938, la Pologne tente d'amener la Slovaquie à sortir de cette union politique dans laquelle elle se trouve enfermée.»[8]

Par la suite, le colonel Beck a tenu à féliciter la Slovaquie à l'occasion de sa déclaration d'indépendance. Il a reconnu cet État dès le 15 mars 1939.[9] Aussi la Pologne n'a-t-elle pas invoqué, le 26 mars 1939, les événements de Prague pour prendre ses mesures contre le Reich. Une telle attitude aurait supposé en effet que la Pologne reconnût avec réalisme la puissance de l'Allemagne, ce qui n'était pas le cas. Bien au contraire, le gouvernement polonais a toujours souligné la volonté de paix de Hitler, sa perception du danger bolchevique et sa faiblesse militaire, pour affirmer que les provocations polonaises ne comportaient aucun risque. Le colonel Beck, lors d'un entretien avec Gafencu, ministre des Affaires étrangères roumain, en mars 1939:

---

5) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 395.
6) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 43.
7) G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, p. 249.
8) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 87.
9) *ADAP* VI, doc. 4.

«Contrairement à tous ses prédécesseurs, Hitler connaît la réalité du danger bolchevique, et il l'a toujours combattu; je sais que c'est là, pour l'Allemagne de Hitler, le problème central, capital, décisif – auprès duquel tous les autres problèmes sont secondaires. Quel peut être par conséquent l'intérêt de l'Allemagne à faire la guerre à la Pologne? Si le "bastion" polonais devait tomber, les portes de l'Europe s'ouvriraient devant la poussée soviétique. Croyez-vous que Hitler veuille cela? Moi, je sais qu'il ne le veut pas! Certes, il désire Dantzig, mais jamais il ne consentirait à payer d'un tel prix l'acquisition de la Ville libre.»[10)]

Beck n'avait entamé les négociations avec von Ribbentrop en octobre 1938 que pour faire naître l'espoir d'un règlement satisfaisant les exigences allemandes: de fait, il n'avait pas l'intention de faire la moindre concession. Sa politique devait trouver son aboutissement dans la menace de guerre polonaise, la mobilisation, le renforcement des pressions sur les minorités et l'acceptation du chèque en blanc britannique de 1939. Elle ne résultait ni du contenu des propositions allemandes, ni de la conduite des négociations, ni même de la politique allemande en tant que telle. Dans le Livre Blanc Polonais d'avant-guerre, on trouve le passage suivant:

«Le gouvernement polonais, tout comme d'autres gouvernements qui ne se dérobaient pas aux essais de collaboration avec le Reich hitlérien, jusqu'en 1938 inclusivement, partait du principe qu'on ne devait rien négliger de ce qui pouvait faire éviter la guerre à l'Europe.»[11)]

Ce texte indique que c'est dans les derniers mois de l'année 1938 que la Pologne et l'Angleterre ont modifié leur attitude vis-à-vis de l'Allemagne. Pour reprendre les termes de l'auteur polonais, ils refuseront désormais de chercher un terrain d'entente avec le Reich et accepteront de négliger ce qui peut contribuer à la sauvegarde de la paix. On pourrait même dire que toute la politique étrangère de la Pologne se fondera sur le constat que la guerre ne peut plus être évitée. C'est ainsi que des diplomates étrangers en poste à Varsovie ont pu penser que la Pologne était sur le point de provoquer un conflit.[12)] Le 16 mars 1939, Noël, ambassadeur de France à Varsovie, rapportait à son ministre des Affaires étrangères:

«Le développement des sentiments hostiles à l'Allemagne parmi les

10) G. Gafencu, *Derniers Jours de l'Europe*, pp. 56-57 (éd. Egloff, Paris 1946).
11) Livre Blanc Polonais, p. 25.
12) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 524 et 523.

> Polonais des classes et des milieux les plus différents n'échappe d'autre part à aucun observateur.»[13]

Le 31 mars 1939, Beck accepta le blanc-seing britannique et, le 5 avril 1939, il offrit à la Grande-Bretagne son assistance spécialement pour le cas où celle-ci – en dehors d'une attaque contre les Iles britanniques – considérerait un acte quelconque comme une menace contre ses intérêts vitaux et s'y opposerait par des mesures militaires. Quel motif a poussé le ministre des Affaires étrangères polonais à prendre ce chemin aventureux? Il connaissait pourtant lui-même les exigences de Londres: la collaboration avec l'Union soviétique, l'achat d'armes soviétiques en cas de conflit et la conclusion d'une alliance militaire avec la Roumanie contre l'Allemagne et la Hongrie.

Beck avait clairement perçu:

> «que la manière dont l'Angleterre avait réglé cette affaire lui permettait d'obtenir beaucoup plus facilement de la Pologne à peu près tout ce qu'elle voulait.»[14]

Beck savait que Hitler n'avait fait peser aucune menace sur lui, et il «ne voulait pas croire à des intentions offensives de l'Allemagne».[15] Beck ne pensait pas que Hitler pût constituer un danger pour la Pologne car:

> «finalement, c'était un Autrichien timide qui ne risquerait pas une guerre contre des ennemis puissants et résolus.»[14]

Lors des conversations du 4 au 6 avril 1939 à Londres, Beck souligna qu'il régnait en ce moment «un calme plat», du fait que le gouvernement allemand avait été impressionné par la vague d'indignation que les récents événements avaient soulevée à travers le monde.[16] (En l'occurrence, il s'agissait de l'établissement du protectorat de Bohême-Moravie, le 15 mars 1939). Beck était conscient que sa politique allait provoquer «la colère de Hitler et de tous les dirigeants allemands». Il escomptait toutefois que le Führer enverrait «avec tous les accents de la cordialité» son ministre des Affaires étrangères à Varsovie, celui que Beck aimait à qualifier de «fou dangereux». Vu la situation, il pensait pouvoir décider lui-même du «moment où les négociations cesseraient» pour faire place à une guerre «dont, pensait-il, l'Allemagne ferait les frais». Beck était

---

13) *Livre Jaune-Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 75.
14) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, pp. 113, 118 et 119.
15) G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, p. 172.
16) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, p. 118.

> «très satisfait du texte de la déclaration britannique, qui ne laissait planer aucun doute quant à sa portée: c'était à la Pologne de décider à quel moment l'Angleterre devrait intervenir pour la sauver.»[17]

Dès le 5 octobre 1938, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Varsovie exprimait ses craintes:

> «Les récents événements lui donneront confiance et l'inciteront [Beck] à faire peu de cas de nos suggestions et de nos conseils.»[18]

Ses craintes étaient tout à fait fondées. Pour le colonel Beck, il incombait à la Pologne en tant que grande puissance européenne de décider de l'évolution politique de l'Europe. Beck entendait dicter ses conditions; cela explique qu'il n'ait pas attendu de recevoir la garantie britannique pour brandir la menace d'une guerre. Cet «homme ambitieux et vaniteux» dont «certains traits de caractère s'accordaient si mal au tempérament d'un homme d'État»,[19] qui croyait «que la Pologne n'avait rien à perdre par la menace d'une action directe»,[20] trouva le partenaire pour lui accorder sans scrupule les pleins pouvoirs.

Ce n'était ni plus ni moins qu'un appel à la guerre, que le colonel Beck ne tentait même pas de justifier en évoquant l'«agressivité» de Hitler, sa volonté de «conquérir le monde» ou plus simplement ses «intentions bellicistes». Beck partait du principe que Hitler ne voulait pas la guerre car il ne pouvait se la permettre et qu'il lui faudrait donc tolérer, d'une Pologne résolue et prête au combat, les pires provocations jusqu'à devoir envoyer à Varsovie son ministre des Affaires étrangères. L'Angleterre se prêta à cette entreprise bien que, d'une part, elle en connût les motivations et que, d'autre part, elle fût consciente du véritable rapport de forces existant entre l'Allemagne et la Pologne, plusieurs mois avant que la tension n'atteignît son paroxysme. Il lui fallut par la suite témoigner d'un certain cynisme pour évoquer la «protection des petites nations», le «christianisme» et ses «engagements qui l'obligeaient à combattre un agresseur menaçant l'Europe et le monde».

Certains diplomates polonais ont reconnu que l'encouragement incessant du gouvernement britannique, qui a précédé la garantie définitive, avait été interprété comme un appel à la guerre:

---

17) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 113.
18) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 137.
19) *ibid.*, doc. 206.
20) *ibid.*, doc. 206.

«Il est d'une puérile naïveté et, de plus, peu correct, de proposer à un État se trouvant dans les conditions de la Pologne qu'il compromette ses relations avec un aussi puissant voisin que l'Allemagne et qu'il expose le monde à la catastrophe d'une guerre, rien que pour se conformer aux besoins de la politique intérieure de M. Chamberlain. Mais il serait plus naïf encore de croire que le Gouvernement polonais ne saisisse pas le véritable sens de cette manœuvre et ses conséquences.»[21)]

Ce jugement accusatoire est porté par Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris, dans une lettre adressée le 29 mars 1939 à son ministre des Affaires étrangères. Parmi beaucoup d'autres,[22)] cette déclaration montre clairement que la Pologne avait été invitée à compromettre ses relations avec l'Allemagne avant même que la Grande-Bretagne ne lui donnât des garanties satisfaisantes. Le gouvernement polonais s'habitua très rapidement à ce langage.

«Lorsque se répand la nouvelle de la réception par le gouvernement polonais des garanties française et anglaise, la Pologne est littéralement prise d'une fièvre anti-allemande....

Les journaux polonais exigent l'occupation de la ville de Dantzig.

Ce n'est pas tout. Selon eux, l'armée polonaise doit envahir la Prusse orientale et l'annexer à la Pologne. D'autres journaux formulent des revendications plus importantes: la frontière de la Pologne devrait être repoussée jusqu'à l'Oder. D'autres exigences énoncées lors de réunions paraissent plus extravagantes: l'Elbe, et non l'Oder, doit délimiter la frontière entre la Pologne et l'Allemagne. Berlin, loin d'être une ville allemande, est une ancienne colonie polonaise. La Pologne décrète une mobilisation partielle. Des affiches commencent à apparaître sur les murs des maisons: "À Berlin!".»[23)]

Dans une note du 26 mars 1939 adressée au ministre des Affaires étrangères du Reich, Beck décrète que toute tentative allemande de règlement de la question de Dantzig constitue désormais pour la Pologne un motif de guerre suffisant: début avril il fait part de cette décision à son homologue britannique.[24)] Donnant ses instructions aux diplomates polonais en poste à l'étranger le 20 avril 1939, il signalait encore que malgré la garantie bilatérale britannique, qui avait été rendue publique entre temps, «aucun signe de pré-

---

21) Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 11, p. 31.
22) cf. p. 318 et suivantes du présent ouvrage.
23) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 64.
24) *Documents on British Foreign Policy 1919-1938*, vol. IV, doc. 579. Kennard à Halifax le 31 mars 1939.

occupation ne s'était fait sentir en Allemagne». Par contre, il notait une nouvelle vague de rumeurs en Pologne.[25] Quelques semaines plus tard, le 5 mai 1939, il prononçait devant le Sejm une allocution qui, parce qu'elle était malhonnête et dissimulait les véritables données de la situation, devait précipiter les événements. Par ce discours en effet, il rejetait désormais toute tentative de conciliation, quelle qu'elle fût. Si l'on considère les récentes négociations germano-polonaises et la volonté allemande d'apaisement, les paroles prononcées par Beck («Nous autres Polonais, nous ne partageons pas la conception de la paix à tout prix») dénotaient des intentions guerrières et un cynisme indéniables. Il est faux que l'Allemagne ait posé des exigences sans proposer de contrepartie. Au reste, à l'agressivité inhérente aux discours du colonel Beck s'ajoutait une falsification des faits historiques, comme en témoigne cette allocution du ministre des Affaires étrangères:

> «J'insiste sur ces mots de "palatinat de Poméranie", car le terme "Corridor" est une invention artificielle, puisqu'il s'agit d'une province de tout temps polonaise n'ayant qu'un pourcentage insignifiant de colons allemands.» [26]

L'opinion publique polonaise accueillit ce discours avec enthousiasme. Beck reçut un flot de télégrammes de félicitations. Il savait, comme tous les militaires polonais, que son discours ne laissait plus place à aucune alternative et annonçait:

> «que deux pays relativement aussi pauvres que l'Allemagne et la Pologne dussent se livrer à une lutte qui, en dernier ressort, était uniquement conforme à l'intérêt des pays riches.»[27]
>
> «Lorsqu'au printemps 1939, la politique de conciliation qu'il [Beck] prônait s'effondra, il resta en poste et s'acquit une grande popularité par son discours du 5 mai 1939, qui rompait délibérément avec la politique qu'il avait menée jusqu'alors.»[28]

La garantie inconditionnelle de la Grande-Bretagne «aveugla le gouvernement polonais, qui ne vit pas les avantages pratiques qu'il pouvait tirer d'une entente avec l'Allemagne». Hitler n'avait exercé aucune pression ni

---

25) W. Jedrzejewicz, *Poland in the British Parliament 1939-1945*, vol. I, pp. 41-42.
26) *ibid.*, p. 48, et Livre Blanc Polonais, doc. 77, p. 114.
27) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 216.
28) *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 1/1954, p. 88: G. Rhode, «Außenminister Joseph Beck und Staatssekretär Graf Szembek».

laissé peser aucune menace sur la Pologne, il n'avait fixé aucun délai de négociation, enfin ses exigences étaient loin d'être démesurées. Comme le faisait remarquer à Londres le colonel Beck, la politique de Hitler reflétait un «calme plat». Néanmoins, le ministre des Affaires étrangères se crut obligé de se placer à la tête d'une opinion publique belliciste et germanophobe, il répandit à l'étranger des rumeurs alarmistes et fausses,[29] et ne fit rien pour empêcher ou du moins réduire les excès de ses compatriotes.

> «De nos jours, les autorités polonaises expliquent que la déclaration de guerre du 1er septembre 1939, cet acte d'agression du puissant voisin allemand contre une Pologne désarmée, fut soudaine et inattendue. Elles oublient que la Pologne était alors soumise depuis le mois de mars à une véritable frénésie guerrière et qu'un grand nombre d'articles de journaux et de lettres de lecteurs traduisaient l'espérance d'un proche conflit. Il s'y ajoutait des actions telles que l'engagement de volontaires dans un commando de "torpilles humaines" (selon un modèle japonais mal compris) et des conférences au cours desquelles les officiers polonais portaient aux nues les qualités du soldat polonais tout en sous-estimant délibérément l'efficacité de l'armement allemand. Il y avait là de quoi susciter une certaine certitude de la victoire. On se prenait à rêver d'une prochaine marche sur Berlin.»[30]

Rien de semblable n'agite l'Allemagne de 1939. Aucun homme politique, aucun diplomate, aucun général ni aucun journaliste allemand ne reste insensible au dilemme «la guerre ou la paix?» Par contre, cette question laissait indifférents les diplomates polonais, comme devait le constater Bonnet, ministre des Affaires étrangères français. Exposant à Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris, la signification des pourparlers militaires anglo-franco-soviétiques, il s'entendit répondre:[31]

> «Nous ne craignons rien, la Russie ne permettra pas que l'Allemagne nous touche; l'Allemagne empêchera la Russie de nous faire quoi que ce soit.»[32]

Dans la conférence du 24 mars 1939 avec le ministre des Affaires étrangères polonais, on fixa la ligne politique étrangère polonaise de la façon suivante:

---

29) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 101.

30) G. Rhode, «Die deutsch-polnischen Beziehungen und ihre neuralgischen Punkte» in *West-Ost Berichte,* II/III, 1961, p. 97.

31) G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, p. 277.

32) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 394.

«Nous avons déterminé exactement la limite de nos intérêts directs... Au-delà de cette ligne: nous nous battrons.»[*)]

Cette confiance, telle qu'elle s'exprimait à travers les paroles du président polonais Moscicki au début de l'année 1937 devait prendre deux ans plus tard des accents plus agressifs. Dans l'exposé de ses revendications, le gouvernement polonais tenait peu compte de «l'opinion internationale». Dans les derniers jours et les dernières heures de paix, il rejeta avec arrogance les conseils que lui prodiguaient de bonne foi ses alliés.

Ce n'est pas sans raison que, peu de temps avant la visite de Beck à Londres, l'ambassadeur britannique à Varsovie télégraphiait à son ministre des Affaires étrangères, le 2 avril 1939:

«La difficulté essentielle provient de ce que le gouvernement polonais n'a pas su informer l'opinion publique de l'opportunité de quelques concessions.» [33)]

Londres n'en tira aucune conséquence pour le maintien de la paix.

Le 17 mai 1939 les représentants de France et de Pologne signaient une convention militaire, aux termes de laquelle l'état-major français s'engageait à percer la ligne Siegfried dans un délai de quinze jours après la déclaration de guerre. Ainsi cette «guerre de mouvement avec invasion de l'Allemagne et marche sur Berlin», rêvée par l'opinion publique polonaise, semblait-elle proche de sa réalisation.[34)] Lorsque le même jour, Lukasiewicz, ambassadeur à Paris, demanda à Bonnet d'inclure dans la convention finale une clause secrète reconnaissant l'«importance vitale de Dantzig pour la Pologne», ce dernier perçut très clairement les buts poursuivis par la Pologne. Il écrit dans ses mémoires:

«Il me paraissait que le jeu subtil de Beck consistait à utiliser la solidarité franco-anglaise pour nous entraîner l'un par l'autre à contracter des engagements de plus en plus vastes et précis.»[35)]

La crise s'envenima sans que le gouvernement polonais ne tentât de l'apaiser.

«Les Polonais laissèrent venir cette crise avec imperturbabilité, as-

*) C. J. Szembek, *Journal 1933-1939*, p. 434.

33) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 605.

34) D. J. Dallin, *Soviet Russsia's Foreign Policy*, p. 36.

35) G. Bonnet, *De Munich à la Guerre*, p. 220.

surés que Hitler prendrait le rôle d'agresseur et que, dès lors, on oublierait le bien-fondé de ses revendications à propos de Dantzig.»[36)]

Le 13 juin 1939, Henderson, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, conseilla aux Polonais:

«de parler un peu moins de leur courage et de réfléchir un peu plus aux réalités de leur situation géographique.» [37)]

Le 26 juillet 1939, Carl J. Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, écrivait à Avenol, secrétaire général de cet organisme:

«Chez les Polonais, une conception dangereuse se faisait jour: on admettait, et pis encore, on disait qu'une guerre générale serait l'unique et dernier salut pour la République. On commençait, ce qui est particulièrement dangereux, à s'habituer à l'idée d'une catastrophe inévitable; des paroles dénuées de toute mesure furent prononcées, et le résultat de tout cela fut une sorte d'empoisonnement psychique dans cette cité malheureuse où commençaient à évoluer, en oiseaux de mauvais augure, des bandes de journalistes empressés à accentuer la crise, soit par leurs interventions personnelles dans le débat local, soit par leurs reportages plus que fantaisistes.»[38)]

La Grande-Bretagne connaissait la situation. Lors de la rédaction d'une déclaration de politique étrangère sur la Pologne que Chamberlain devait faire à la Chambre des Communes:

«Beck demanda à Halifax [le 5 juillet 1939] de rayer le passage compromettant, dans lequel il déclarait que le gouvernement polonais "était prêt à participer à ces pourparlers [avec l'Allemagne] avec objectivité et bonne volonté". Le passage fut supprimé du discours que Chamberlain prononça finalement le 10 juillet.»[39)]

Un rapport de voyage, écrit par deux diplomates britanniques le 9 juin 1939 et présenté par eux à leur ministre des Affaires étrangères, Lord Halifax, vient d'être publié après quarante ans par le Foreign Office. Ses auteurs sont Sir William Strang, à l'époque chef du *Germany and Eastern Europe Department* du Foreign Office à Londres, et Gladwyn Jebb, le secrétaire privé du sous-secrétaire d'État du ministère britannique des

36) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 249.
37) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. Vl, p. 702.
38) C.J. Burckhardt, *op. cit.*, pp. 352-353, et *ADAP* VI, doc. 771.
39) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers*, p. 247, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 236.

Affaires étrangères. Le rapport avait été rédigé par Jebb, qui occupait un poste subalterne dans la hiérarchie, et fut approuvé ensuite par Strang. De toute façon, ce rapport contenait les observations de chacune de ces deux personnes. Le titre en était: *Visit of Mr. Strang and Mr. Jebb to Poland.* Il était contresigné, en date du 13 juin 1939, de la main de Kirkpatrick, l'officier responsable en fonction.

Gladwyn Jebb écrivait:

> «Ce qui me fascinait le plus était le calme apparent et la confiance des Polonais avec lesquels je parlais. Je pense que certains d'entre eux étaient excessivement confiants, et ne se rendaient pas compte des dangers très réels d'une attaque par une division allemande disciplinée et mécanisée. Le vice-consul de Sa Majesté à Katowitz, par exemple, me disait que les officiers polonais sur le terrain étaient "terriblement hautains" dès qu'ils eurent reçu notre garantie, et ils parlaient déjà d'une rapide défaite de l'Allemagne et d'une occupation de Wroclaw [Breslau]. Encore une fois les paysans dans une propriété au sud de Thorn, où j'ai passé un week-end vraiment reposant, aspiraient ardemment (comme me l'avait assuré le fils de la maison) à s'attaquer aux Allemands. Cela me fut confirmé plus tard par un homme très intelligent, le chef du département économique du ministère des Affaires étrangères, Monsieur Wszelaki, qui ajoutait que l'attitude belliqueuse et l'antigermanisme des paysans étaient dus pour une part à des raisons raciales et pour une autre à des raisons économiques (accroissement de la population et, par conséquent, convoitise de la terre du paysan allemand). En effet, Wszelaki allait jusqu'à dire que, au cas où une guerre éclaterait, il craignait qu'un terrible massacre de paysans allemands en Pologne serait difficile à prévenir. En outre, il semble que les paysans polonais, tout en restant russophobes, sont à présent moins conscients du danger russe. Mes amis n'étaient pas disposés à me dire que cela entraînerait le retour au panslavisme, mais ils admettaient que, à la longue et en face d'une pression persistante de la part des Allemands, quelque chose de ce genre pourrait en résulter. ...
>
> Naturellement, je ne prétends pas savoir ce qu'en pensent les militaires polonais. Tout ce que je peux dire est que le colonel que j'avais comme voisin de table durant un dîner – assistant principal du Général Stachiewicz, le chef du Grand État-Major – était un homme intelligent et raisonnable. Il admettait franchement qu'en effet l'armée polonaise était déficiente à certains égards, mais il était tout à fait convaincu qu'en cas de besoin, elle ferait fort bien son devoir. En partie par lui, et en partie par d'autres personnes, j'ai compris que les Polonais envisageaient de lancer une attaque contre la Prusse orientale dès le début de la guerre, étant donné que les Allemands auraient beaucoup de mal à fortifier cette province rapidement et efficacement d'autant plus qu'il y avait moyen de l'attaquer de plusieurs côtés à la fois. Le réconfort d'une occupation de Königsberg

pourrait, espérait-on, contrebalancer une retraite inévitable du saillant occidental. De toute façon, la Pologne ne serait pas nécessairement vaincue, même si elle se retirait sur la ligne de la Vistule. Et le temps que les armées polonaises mettraient pour revenir à cette ligne, les Allemands, aussi bien que les Polonais, pourraient bien être tombés à court de certains éléments essentiels de leurs fournitures. On avait tendance à insister sur la probabilité de voir la guerre à l'Est devenir une "guerre ouverte" permettant de manœuvrer librement, ce qui pourrait tendre, dans un premier temps tout au moins, à favoriser les Polonais.

Afin de faire parler mes amis polonais, j'avais coutume, à un certain moment, de leur poser la question de savoir ce qu'ils se proposaient de faire des Allemands dans le cas où – comme ils le croyaient probable – la fortune des armes déciderait en leur faveur. Il n'y eut pas deux personnes pour me donner la même réponse à cette délicate question. Mais la thèse générale semblait être que l'Allemagne devrait être coupée en deux ou plusieurs morceaux, et que la part la plus grande devrait former un bloc catholique au sud, peut-être sous l'archiduc Otto [de Habsbourg]. En tout cas, il semblait exister un avis unanime quant à la Prusse orientale, qui devait revenir à la Pologne. Le chef adjoint de la section orientale du Foreign Office alla en effet jusqu'à déclarer que cela était bien le plan polonais. Il se justifiait par le fait que la population de la Prusse orientale était sur le déclin, qu'une grande partie de cette province était en réalité polonaise, que de toute façon des transferts de population pourraient être organisés, et que la Pologne, étant un jeune État à croissance rapide, devrait avoir des côtes maritimes proportionnées à son importance nationale.

Mais, sauf erreur de ma part, il existe un autre projet plus grandiose encore et plus nébuleux pour l'avenir de la Pologne après "une guerre victorieuse contre l'Allemagne". C'est le concept d'une Pologne fédérale, comprenant la Lituanie, avec une certaine forme d'autonomie pour les Ruthènes. Conformément à ce rêve, Varsovie serait le centre d'un gigantesque conglomérat, dont les frontières occidentales pourraient bien s'étendre presque jusqu'à l'Oder, et, dans le sud, à une Hongrie reconstituée...

Il n'y a, je pense, qu'un très petit nombre de dirigeants polonais à n'être pas conscients des très réels dangers d'une guerre avec l'Allemagne, et beaucoup d'entre eux semblent se rendre compte du fait que cela pourrait en effet signifier un retrait constant vers l'intérieur du pays. C'est une situation qui pourrait ne pas être contre-balancée par l'occupation de la Prusse orientale, même si les dispositifs de défense (indépendamment des difficultés actuelles de renforcement) y sont très forts. Néanmoins, ils sont persuadés que dans la guerre générale qui ferait suite à une attaque allemande contre la Pologne, c'est l'Allemagne qui serait vaincue à la fin, et que l'armée polonaise, même si elle était gravement touchée, resurgirait ensuite des marais du Pripet ou de la "forêt vierge" de Bialowiecza et s'avancerait pour occuper la Grande Pologne à peu près dans les mêmes circonstances qu'en 1919. Cette conviction

n'est en aucune manière pathétique ni fantasque. Les Polonais font remarquer, à juste titre selon moi, que la situation de l'Allemagne, militaire, intérieure ou économique, est beaucoup moins forte que la machine de propagande allemande voudrait bien nous le faire croire. Les Polonais estiment que l'effondrement de l'Allemagne dans l'année qui suivra le début du conflit généralisé constitue une très réelle possibilité. Et bien qu'ils ne doutent pas que les Allemands combattront extrêmement bien dans les premiers stades, ils sont convaincus que l'encerclement tiendra et que l'effet du blocus se fera sentir beaucoup plus tôt qu'en 1914-1918...»[*)]

Le gouvernement britannique avait ainsi admis et accepté spontanément que la Pologne avait refusé de négocier. Résultat: de nouveaux hurlements à la guerre en Pologne. Chodacki, commissaire général de Pologne à Dantzig, était l'un des piliers de la politique étrangère polonaise, parce qu'il était au cœur des relations germano-polonaises. Or, il évoquait souvent et ouvertement la perspective d'un conflit,[40)] notamment lorsque, menacée de la famine par suite des pressions polonaises, Dantzig tenta d'ouvrir ses frontières avec la Prusse orientale.

Le 10 août 1939, bien que soumis à une stricte censure, le *Kurjer Polski* écrivait:

> «Deux mille ans après la destruction de Carthage, de plus en plus nombreuses s'élèvent les voix qui entendent mettre un terme définitif à la volonté allemande de dominer les autres peuples européens. On s'accorde aujourd'hui à dire que "Carthage" doit être détruite. Le temps est proche où tous reconnaîtront la nécessité de détruire ce foyer de peste en Europe. L'Allemagne alors sera réduite à un tas de cendres.»[41)]

Loin d'être rare, ce genre de déclarations se rencontrait fréquemment dans la presse polonaise d'avant-guerre. Bien plus, il donnait le ton à un journalisme très strictement censuré. Le fait que des représentants éminents de la Pologne aient enflammé leur peuple par des discours bellicistes et annexionnistes fut interprété comme une politique d'incitation à la guerre.[41)]

L'agresseur, dans ce cas, est celui qui, par une politique visant depuis des années à persécuter ses minorités ethniques, accule son adversaire à recourir aux armes. Non pas celui qui le premier ordonne une opération militaire.

Carl J. Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig,

---

*) *Frankfurter Allgemeine*, 31 août 1979, pp. 5-6.
40) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 358.
41) A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, pp. 127-128, 164-167, 231.

dans une déclaration faite le 20 décembre 1938:

«Les Polonais ont un grain. À minuit, ils commencent à casser les verres. Ils sont le seul peuple d'Europe à avoir la nostalgie du champ de bataille. Ils sont épris de gloriole et ce désir de gloire ne connaît pas de limites. Il y a Monsieur Beck, mais il y a aussi l'armée, et une opinion publique qui peut exploser à tout instant comme un baril de poudre.»[42)]

Le 11 juin 1939, Roger Makins, délégué britannique de la Société des Nations à Bâle, rapportait une conversation qu'il avait eue avec Burckhardt:

«Burckhardt percevait certains signes d'un impérialisme polonais; il pensait que la Pologne poursuivait de très vastes objectifs.»[43)]

Coulondre, ambassadeur de France à Berlin:

«Leur salut [celui de la Pologne et de la Roumanie] était dans le maintien de la paix et ils n'ont pas fait de ce qu'il fallait pour la sauvegarder.»[44)]

Un historien connu pour son hostilité à Hitler:

«L'histoire de la Pologne dans les dernières années qui précèdent la seconde guerre mondiale se résume à un mélange d'héroïsme et de folie.

La Pologne se laissait également aller à une haine passionnée des Allemands. On ne peut se dissimuler que face à tout conflit, les Polonais adoptent l'attitude la plus dure qui soit (en dehors de l'intervention armée proprement dite).»[45)]

«Surestimant ses forces, la Pologne n'a pas fait tout ce qui aurait été nécessaire pour éviter le conflit.»[46)]

«Et la Pologne? Ce pacte [anglo-polonais] si lourd de conséquences semblait la laisser indifférente. Elle persistait à refuser avec hauteur toute discussion [avec l'Allemagne]. La presse redoublait littéralement d'ardeur belliciste et multipliait ses attaques contre l'Allemagne. À titre d'exemple, un journal de Prusse occidentale, paru ces jours derniers, publiait un article dans lequel la guerre imminente était comparée à un match de football. Le journal se moquait des joueurs allemands sur un ton de pure provocation. Les Polonais sauraient bien leur montrer, à ces Allemands, de quoi ils sont capables! Et les Dantzicois n'auraient qu'à

---

42) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, pp. 394 et 401.
43) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 36.
44) R. Coulondre, *De Staline à Hitler*, p. 282.
45) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 9.
46) H. Buchheim, *Das Dritte Reich – Grundlagen und politische Entwicklung*, p. 47.

regarder leurs compatriotes en train de se faire battre. Les arrestations se poursuivaient contre les Allemands de Pologne et personne n'était autorisé à connaître les motifs de leur incarcération. On ne peut nier que la Pologne ait tout fait pour exciter son voisin et le conforter dans ses intentions guerrières.

L'une des trouvailles les plus invraisemblables était une carte postale représentant les frontières occidentales "légitimes" de la Pologne. Elles longeaient l'Oder et la Neiße. Une telle arrogance ne pouvait être interprétée du côté allemand que comme une incitation à la guerre. Les Allemands de Pologne se contentaient de la tourner en ridicule. Qui pouvait savoir à l'époque que cette frontière deviendrait un jour réalité?»[47)]

Le gouvernement polonais a saisi toutes les occasions pour envenimer la crise: politique étrangère, mobilisation, pourparlers avec la France, mesures visant à refouler les Allemands hors des frontières de l'État, presse et propagande radiophonique, affiches, littérature, intervention officielle d'orateurs éminents, manœuvres contre Dantzig, diplomatiques rebuffades contre le voisin allemand, multiplication des incidents frontaliers (l'*Illustrowawy Kurjer* a pu parler le 7 août 1939 d'une compétition entre les différentes unités polonaises pour détruire et confisquer le matériel de la Wehrmacht),[48)] mise en alerte de l'armée, menaces officielles de guerre, consigne donnée à Lipski, au plus fort de la crise, de «ne pas s'engager dans une discussion sur les questions fondamentales», mobilisation générale. Le tir d'artillerie sur la ville ouverte de Beuthen, dans la nuit du 31 août au 1er septembre et le coup de main contre l'émetteur de Gleiwitz n'étaient que des éléments insignifiants d'une longue chaîne d'événements: les dés étaient déjà jetés lorsqu'ils sont survenus.

«Une part importante de la population polonaise était fermement résolue à la guerre.

La Pologne n'a même pas tenté de gagner du temps.»[49)]

La politique de la Pologne à Dantzig et son attitude envers ses voisins, à la veille de la seconde guerre mondiale, méritent une attention toute particulière. Elles ne font toutefois que confirmer et compléter le rôle de la politique étrangère polonaise de 1939 contre l'Allemagne.

---

47) *Posener Stimmen*, Lüneburg, mars 1964, pp. 2-3.
48) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 419 (éd. all., p. 556).
49) G. Rhode, *Die Ostgebiete des Deutschen Reiches*, p. 134.

Les interventions polonaises contre Dantzig

> «Les manœuvres perpétuelles de la Pologne visant à étendre ses prérogatives dans la Ville libre et si possible à lui retirer son autonomie ont amené des conflits durables.»[1]

Ces «manœuvres perpétuelles» remontent à 1919 et font partie intégrante des revendications territoriales de la Pologne. En 1939, les interventions polonaises se multiplièrent. Si l'on en croit Chodacki, haut-commissaire de Pologne à Dantzig, une quinzaine de gros volumes de mille pages chacun auraient été nécessaires pour exposer les différends existant, en 1939, entre la Pologne et Dantzig.[2] Dantzig, que les Polonais reconnaissaient être une ville allemande, avait été dotée par le «traité» de Versailles d'un statut de Ville libre. En fait, sa «liberté» d'action était très mince. Les droits que la Pologne y exerçait depuis 1919 étaient si étendus que Varsovie jouait un rôle déterminant dans la vie économique et par là même dans la vie politique de la ville. La Pologne représentait Dantzig à l'étranger, et donc à la Société des Nations. La Pologne était représentée à Dantzig par un ambassadeur, tandis que l'Allemagne et les autres États y étaient représentés tout au plus par un consul. La Pologne surveillait les frontières de la Ville libre, y compris celles qui reliaient son territoire à la Prusse orientale. Elle fixait les droits de douane. La Pologne entretenait vingt-trois officiers des douanes à Dantzig et y disposait, en plus, d'un bureau de poste. Elle administrait les chemins de fer de Dantzig et assurait la défense du territoire. La Pologne disposait à l'intérieur de la Ville libre, sur la Westerplatte, d'un contingent militaire et d'un dépôt de munitions.

La Société des Nations, «protectrice» de Dantzig et de sa constitution, envoyait un haut-commissaire élu pour trois ans et chargé d'empêcher toute agression extérieure, de parer aux éventuels troubles intérieurs et d'arbitrer les différends. Comme la plupart des tentatives d'arbitrage entre la Pologne et Dantzig échouaient, c'était à l'instance juridique suprême, le Conseil de la Société des Nations à Genève, que revenait la tâche de régler ces différends. Toutefois, ce même Conseil n'avait aucune

1) C. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 43.
2) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 63 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* p. 89).

attribution définitive ni la puissance nécessaire pour imposer un règlement constructif. L'été 1936, il créa un «Comité des Trois», composé des ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et du Portugal (plus tard de la Suède), «chargé des affaires étrangères de la Ville libre». La Pologne était également membre de ce Comité, ce qui, vu l'attitude de son représentant, conduisait à une situation paradoxale: «les rôles de la Pologne et de la Société des Nations semblaient intervertis.»[3] Ce «Comité des Trois» devait décharger le Conseil de la Société des Nations des affaires dantzicoises. En réalité, par la création du Comité, la France et la Grande-Bretagne s'engageaient plus profondément encore dans les affaires de Dantzig. Désormais, pour le haut-commissaire de la Société des Nations, la voie hiérarchique passait directement par Londres et Paris. Ce règlement ne satisfaisait personne. Il n'est donc pas étonnant que les différents hauts-commissaires de la Société des Nations aient toujours plaidé en faveur d'une nouvelle réglementation des conditions régissant Dantzig (par cette formule, ils entendaient la rétrocession de Dantzig au Reich), d'autant que l'argument invoqué par la Pologne (nécessité pour ce pays de disposer d'un port) avait été rendu caduc par suite de l'extension du port de Gdynia, de l'étranglement économique de Dantzig et de l'assurance renouvelée à la Pologne qu'elle pourrait disposer à l'intérieur même de Dantzig d'un port libre. Le comte Manfredo Gravina, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig de 1929 à 1932, avait proposé le système suivant:

- relier la Prusse orientale au Reich en élargissant le territoire de Dantzig;
- doter la Société des Nations, en tant que protectrice de Dantzig, des pouvoirs indispensables;
- libérer Dantzig de toute limitation polonaise de sa souveraineté (chemins de fer, douane, économie, politique étrangère, etc.);
- rattacher à la Pologne la ville de Gdynia et le territoire limitrophe, ainsi qu'un port libre à l'intérieur même de Dantzig et faire garantir ces dispositions par la Société des Nations.[3]

Dès 1937, Carl J. Burckhardt estima que le retour de Dantzig au Reich était indispensable.[4] Toutefois, il devait reconnaître son impuissance à modifier la situation et avouer qu'en haut lieu, il lui avait été conseillé de renoncer à son idée, car elle était «néfaste».[5] Comme le note dans son journal le comte Szembek, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères polonais:

---

3) C.J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig 1937-1939*, pp. 32, 28 et 289.
4) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 296.
5) C.J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 115.

> «[Depuis 1935] beaucoup de personnes ont intérêt à amplifier le différend polono-dantzicois. Ce sont les nationalistes polonais et les Allemands antihitlériens de Dantzig, les Juifs, ainsi que les hommes d'affaires du port de Gdynia.»[6)]

Ce sont précisément les groupes désignés par le comte Szembek qui n'ont cessé d'agir.

L'offre faite par Hitler à la Pologne, le 24 octobre 1938, était beaucoup plus modeste que toutes les propositions formulées au sujet de Dantzig par les autres hommes politiques allemands et étrangers. Les documents dont nous disposons aujourd'hui montrent qu'elle avait été conçue dans le but d'établir des relations d'amitié durables entre les deux peuples par la résolution des différends sur une base solide. Hitler n'a jamais laissé entendre qu'au besoin, il imposerait ses exigences par la force. Il n'a fixé aucun délai de négociation. Bien au contraire, jusqu'au déclenchement de la guerre, Hitler a demandé au Sénat de Dantzig de faire preuve de souplesse tout en lui garantissant le soutien du Reich.[7)]

Comme on le sait, Hitler ne s'est décidé à intervenir dans les affaires dantzicoises qu'après réception de l'ultimatum polonais du 4 août 1939:

a) Il rappela le gauleiter Forster en consultation à Berchtesgaden (10 août 1939) et ordonna «d'éviter à Dantzig tout nouvel incident, afin de ne pas compliquer les choses».[8)]

b) Il demanda l'arbitrage de Carl J. Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

c) Il informa la Pologne que l'Allemagne ne permettrait pas une occupation militaire ou un blocus polonais à Dantzig, ce qui fut interprété dans la déclaration polonaise du 10 août 1939 comme une menace des intérêts polonais et un «acte d'agression».[9)]

> «Hitler ne s'opposa pas aux mesures économiques prises par la Pologne mais il était décidé à ne pas tolérer de régime polonais à Dantzig.»[10)]

---

6) J. Szembek, *Journal 1933-1939,* p. 112 – Commentaire détaillé de cet ouvrage in *Nation Europa*, 1959, N° 5, p. 22.

7) *ADAP* VII, doc. 188. Le 22 août Hitler annule son voyage à Dantzig à l'occasion d'une inspection du croiseur «Königsberg».

8) *Livre Jaune Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 188.

9) *Les Relations Polono-Allemandes et Polono-Soviétiques* 1933-1939, Livre Blanc Polonais, doc. 86.

10) D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 329 et 405 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* pp. 439 et 538).

> «Les nazis des Sudètes, comme les Autrichiens avant eux, firent monter la tension graduellement sans y être incités par Hitler. À Dantzig, cette tension était déjà totale, et Hitler, si tant est qu'il fît quelque chose, retint les nazis.»[11)]

Par contre, Beck y poursuivait sa politique, «non pas pour Dantzig même, mais par principe. Dantzig était devenue une sorte de symbole».[12)]

En quoi consistait sa politique? C'est ce que nous explique Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris:

> «La thèse d'un réveil "spontané" du nationalisme polonais après Munich est insoutenable, pour peu qu'on examine sérieusement les choses. Les manifestations anti-allemandes et la revendication de Dantzig et de la Prusse Orientale avaient lieu en de trop nombreux endroits, trop éloignés les uns des autres; le boycottage des magasins de langue allemande était trop bien synchronisé; les jets de pierre contre les fenêtres de l'ambassade d'Allemagne, à Varsovie, et du Consulat allemand, à Thorn, étaient trop simultanés pour que la spontanéité de ces manifestations parût vraisemblable.»[13)]

Le blanc-seing britannique a permis à Varsovie d'intensifier à Dantzig sa campagne de polonisation. Comme dans beaucoup d'autres cas depuis 1919 la Pologne, et elle seule, prit l'initiative de détériorer la situation. Et la Grande-Bretagne l'incitait à «faire fausse route».[14)] Après la défaite de la Pologne en 1939, Beck, en exil en Roumanie, devait confier à un ami:

> «Aucun homme sain d'esprit ne pourra prétendre que Dantzig était la cause de cette guerre.» [15)]

Il n'en reste pas moins que:

---

11) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 248.

12) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, doc. 49, p. 122 – Compte rendu des entretiens de Beck à Londres, le 4 avril 1939.

13) O. Abetz, *Histoire d'une Politique Franco-Allemande*, pp. 101-102. Après l'armistice de 1940, Abetz fut nommé ambassadeur à Paris.

14) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 158. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin au Premier ministre britannique, le 22 août 1939.

15) S. L. Sharp, *Poland – White Eagle on a Red Field*, p. 143.

> «durant les mois critiques de l'année 1939, il avait agi de telle sorte que l'on pût croire qu'il ne s'agissait réellement que de Dantzig.»[15]

À la fin de l'année 1938, entre autres mesures, le gouvernement polonais émit des timbres-poste sur lesquels Dantzig était présentée comme une ville polonaise.[16]

> «Le 2 mai, la presse polonaise en était arrivée à exiger que: "Dantzig devienne polonaise". L'ultra-nationalisme qui se manifestait à Varsovie diminuait considérablement les chances d'un accord germano-polonais.»[17]

Le 5 mai 1939, le ministre polonais des Affaires étrangères, Beck, prononçait une allocution devant le Sejm:

> «La majorité prédominante de la population de Dantzig est aujourd'hui allemande, mais son existence et son bien-être dépendent du potentiel économique de la Pologne. Quelles conséquences en avons-nous tirées? Nous sommes toujours placés et nous nous plaçons résolument sur le terrain des droits et intérêts de notre commerce maritime et de notre politique maritime à Dantzig.»[18]

Il fallait donc que Dantzig continue à dépendre économiquement du potentiel de la Pologne et il fallait même si possible accentuer cette dépendance.

Le 11 juin 1939, Varsovie augmenta le nombre de ses douaniers à Dantzig et mit leur entretien à charge de la Ville libre. Cette mesure était d'autant plus surprenante que le nombre des fonctionnaires des douanes polonais avait quadruplé depuis 1929 alors que le commerce extérieur dantzicois avait vu son chiffre d'affaires diminuer des deux-tiers.[19] Toujours en ce même mois de juin, on ferma la frontière polono-dantzicoise. D'après les chiffres officiels polonais, en 1924, 10,9% des transports destinés à l'outremer s'effectuaient à partir des voies fluviales intérieures; ce pourcentage

---

16) Catalogue de timbres Yvert et Tellier et Livre Blanc Allemand, N° *2*, doc. 198.
17) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 523.
18) Livre Blanc Polonais*,* doc. 77.
19) *Livre Jaune Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 175.

tomba à 4% en 1937 et à 2,3% en 1938.[20] À la fin du mois de juin 1939, Budzynski, représentant de la minorité polonaise à la diète de la Ville libre, déclarait à ses compatriotes, lors d'une allocution prononcée à l'occasion du «Festival de la Mer» à Gdynia, que l'armée rattacherait Dantzig à la Pologne.[10]

Le 11 juillet 1939, Lord Halifax rapportait à son ambassadeur à Varsovie un entretien qu'il avait eu avec le comte Raczynski, ambassadeur de Pologne, revenu à Londres peu de temps auparavant:

> «Le colonel Beck est conscient de la trop grande passion qui agite l'opinion publique polonaise. Il a été amené à déclarer qu'il comptait tenter de calmer les esprits...
>
> Beck reconnaît que rien n'a été fait pour modifier la situation et que la Pologne continue à gouverner la ville de Dantzig...
>
> Cependant, Beck avait annoncé l'accélération des préparatifs militaires autour de Dantzig. Néanmoins, le colonel Beck a senti que cette situation ne pouvait durer éternellement et qu'il fallait craindre de se trouver un jour devant le fait accompli. Bien qu'il ne fût pas encore parvenu à une décision définitive, le colonel Beck pensait que le meilleur moyen d'enrayer cette évolution serait peut-être de rechercher un fait spécifique qui, bien que constituant une violation caractérisée de la constitution, ne serait pas de nature suffisamment grave pour provoquer une explosion. Si la Pologne se maintenait avec fermeté sur ce terrain bien choisi, il lui serait alors possible d'amener les Dantzicois à battre en retraite. Le colonel Beck envisageait une action commune des trois [puissances], non pas à Berlin, mais à Dantzig. Il croyait que cette solution serait plus appropriée car elle n'imposerait pas directement au chancelier allemand une perte de prestige probable, et il lui serait plus aisé d'effectuer une retraite par le biais [de la question] de Dantzig...
>
> Le colonel Beck s'opposait toutefois à l'envoi de notes dures qui ne pouvaient avoir que des effets déplorables si elles n'étaient pas rédigées avec la plus grande circonspection...
>
> En réalité, le colonel Beck ne voulait pas entreprendre de pourparlers sur la question de Dantzig et il considérait qu'une lutte acharnée serait nécessaire pour rétablir la situation, le statut de Dantzig ayant été trop souvent bafoué.»[21]

---

20) B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 153.
21) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 293.

Le gouvernement britannique avait appris, au plus tard à la mi-juillet 1939:

a) que la Pologne songeait à s'ingérer dans les affaires dantzicoises et à rechercher les prétextes qui lui permettraient de restreindre puis de réduire à un minimum l'influence allemande,

b) que Hitler ne fixait aucun délai de négociation au problème de Dantzig et qu'il était prêt à négocier avec la Société des Nations («Nous avons recours au Haut Commissaire, et non à Genève en tant que Genève»).[22)]

Néanmoins, la Grande-Bretagne et la France envoyèrent une mission militaire à Moscou pour amener l'Union soviétique à intervenir en Europe et combattre le Reich allemand.

Lorsqu'Albert Forster, gauleiter de Dantzig, avait proposé l'abandon des récentes mesures militaires prises par la Pologne en cas de détente entre les deux pays, la Pologne réagit si violemment que Lord Halifax dut inviter Varsovie, sans succès d'ailleurs, à éviter «d'affirmer de façon provocante que le Gouvernement allemand faiblit».[23)]

Le 1er août 1939, Varsovie bloqua l'exportation, libre jusqu'alors, des harengs et de la margarine de Dantzig vers la Pologne. Cette mesure concernait 10% du commerce dantzicois et aggravait considérablement les perspectives déjà bien sombres de l'économie de la Ville libre. Le 1er août, le consul français à Dantzig en informa son ministre des Affaires étrangères:

> «Le Sénat ayant adopté la politique du silence vis-à-vis des protestations renouvelées du Gouvernement polonais au sujet des inspecteurs des douanes, celui-ci vient de prendre des mesures de représailles économiques qui pourraient être lourdes de conséquences...
>
> Ces représailles étaient inattendues, elles ont produit un effet de surprise dont la presse locale s'est faite l'écho dès le 31 juillet. Les deux quotidiens protestent hautement contre la jonction ainsi établie entre une question économique et une question qu'ils jugent politique, celle des inspecteurs. Ils traitent le tout comme une violation de l'accord d'échanges valable jusqu'au 31 juillet 1940 et, à plusieurs reprises, ils taxent cette attitude "d'action directe", procédé vis-à-vis duquel ils paraissent manifester une grande indignation...»[24)]

---

22) *Livre Bleu Anglais N° 1, – Documents concernant les Relations Germano-Polonaises et le Début des Hostilités entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne le 3 septembre 1939,* doc. 37.

23) *ibid.*, doc. 38.

24) *Livre Jaune Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 175.

Tous ces événements se déroulaient à une époque où la Pologne savait pertinemment que «le Sénat ne s'était jamais compromis et qu'il n'avait pas pris très au sérieux la menace liée à une union douanière avec l'Allemagne». Le 2 août, Arciszewski, sous-secrétaire d'État adjoint au ministère des Affaires étrangères, laissait entendre à Kennard, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Varsovie, «que la situation générale risquait de devenir dangereuse vers la fin du mois».

> «Il admettait que la situation pourrait passer en l'espace de quelques heures du plan politique au plan militaire...»[25]

Par ailleurs, les entraves que la Pologne mettait au développement économique de Dantzig démentaient les déclarations visant à montrer que la Pologne ne pourrait survivre sans Dantzig. Ces mesures, destinées à entraver le commerce extérieur de Dantzig (la Pologne avait considérablement restreint ses échanges avec la Ville libre depuis 1919), répondaient à des objectifs résolument hostiles.

Le 4 août, la Pologne présentait un ultimatum à la Ville libre et la menaçait de représailles immédiates si, dans les dix-sept heures, un décret (fantôme) du Sénat n'était pas abrogé. Ce décret aurait concerné le comportement des inspecteurs des douanes polonais qui seraient désormais munis de leurs armes, et il allait compliquer ou entraver leur tâche. Or, la démarche polonaise était fondée sur de simples bruits.

> «L'ambassadeur de France à Varsovie pense que la Pologne a commis une erreur tactique. Le professeur Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, déclare que l'ultimatum polonais du 4 août a détruit toutes les possibilités d'un apaisement. Il ne fait aucun doute que la Pologne a monté en épingle un conflit qui aurait pu être évité sans perte de prestige et sans aucun inconvénient pour elle.»[26]

Tôt dans la matinée du 5 août, Greiser, président du Sénat, était informé que l'importation des produits alimentaires serait bloquée si Dantzig s'opposait à l'ultimatum de la veille. Greiser, considérant que «le ton de l'ultimatum, la brièveté du délai et le contenu même de la menace excluaient toute réponse», s'adressa au haut-commissaire, se déclarant prêt à s'entretenir avec Chodacki, commissaire général de Pologne, pour lui expo-

---

25) *Livre Bleu Anglais N°1*, doc. 42,

26) M. Freund *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. III, p. 14, et Livre Blanc Polonais, doc. 82.

ser l'état actuel de la situation et à démontrer ainsi que les allégations contenues dans l'ultimatum étaient dénuées de tout fondement.[27] Bien que Chodacki ait accepté d'amener son gouvernement à conférer à l'entretien téléphonique la valeur d'une note verbale, il tint à ce que le Sénat de Dantzig confirmât par écrit «son acceptation des termes de l'ultimatum polonais». Entre temps, Chodacki avait informé Burckhardt que les femmes et les enfants polonais allaient être évacués. En menaçant la Ville libre le gouvernement polonais s'en prenait sans raison valable aux intérêts vitaux de Dantzig et du Reich. Il ressort de la correspondance diplomatique secrète:

> «que des mesures militaires auraient pu être prises [par le gouvernement polonais] dans le cas où le Sénat aurait repoussé la note polonaise.»[28]

La Pologne a contribué à aggraver la crise en refusant de retirer son ultimatum, de lever les mesures économiques contre la population dantzicoise et en prescrivant à ses inspecteurs de douane d'être armés, alors que les motifs invoqués pour justifier cette décision étaient sans fondement.

Le 6 août, dans le discours prononcé à Cracovie devant 150 000 légionnaires, le maréchal Smigly-Rydz proclamait:

> «que la Pologne était décidée à repousser "la force par la force" et à s'opposer à toute tentative directe ou indirecte de toucher à ses intérêts et à ses droits. Il ajoutait que Dantzig, liée à la Pologne depuis de nombreux siècles, constituait le poumon de son organisme économique et que dans cette question le Gouvernement de Varsovie avait précisé son attitude d'une manière nette et exempte d'équivoque.»[29]
>
> «Dantzig est le poumon de la Pologne! Nous avons des amis qui nous comprennent et qui nous ont montré leur attachement à notre cause.
>
> Écho de la masse: "Nous voulons Dantzig!"»[30]

Commentant l'événement, le journal conservateur polonais *Czas* écrivait le lendemain:

---

27) *ADAP* VI, doc. 774, note.

28) *Livre Jaune Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 182. Déclaration du colonel Beck le 7 août 1939.

29) *ibid.*, doc. 185, et Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 448.

30) W. Ziegler, *Wie kam es zum Kriege 1939?* p. 65.

> «que si les nazis de Dantzig essayaient de créer un fait accompli, “les canons gronderaient”.»[29)]

> «Les canons sont braqués sur Dantzig; ils protègent l'honneur de la Pologne. Tout le monde doit savoir que les coups partiront si les autorités de la Ville libre veulent mettre la Pologne devant un fait accompli compromettant les véritables intérêts de la population de Dantzig.»[29)]

Ce même 7 août, Jerzy Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, tirait des discussions auxquelles il avait assisté à Varsovie une brève conclusion:

> «La Pologne préfère Dantzig à la paix.»[31)]

Dans une telle atmosphère, le président Greiser se plia à l'ultimatum polonais non seulement en adressant une note verbale téléphonique mais aussi en confirmant sa réponse par une déclaration écrite comme l'avait exigé le gouvernement polonais. Même si cette déclaration était très bien rédigée et contenait une protestation solennelle contre les procédés utilisés par la Pologne, Greiser malgré tout avait dû battre en retraite. Le ministre des Affaires étrangères polonais et la presse mondiale ne s'y sont pas trompés.[32)] Beck:

> «voit dans l'issue de la crise de Dantzig une confirmation de sa “politique de fermeté” comme le rapporte à son gouvernement, le 7 août 1939, l'ambassadeur de France à Varsovie. Le 8 août 1939, il écrit que la marge des concessions polonaises éventuelles est si étroite que la moindre imprudence pourrait être lourde de conséquences.»[33)]

Greiser avait au préalable informé le haut-commissaire de la Société des Nations de la note polonaise, témoignant ainsi clairement de sa volonté de trouver un terrain d'entente. Il avait également tenté d'obtenir ses conseils et son approbation. La Pologne n'a pas cru bon de suivre la même voie lors de ses interventions contre Dantzig.

---

31) *Ilustrowany Kurjer*, 7 août 1939 et *New York Times*, 8 août 1939.
32) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 585 et 588.
33) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 15.

Le 8 août, l'ambassadeur Henderson en informait le ministre des Affaires étrangères britannique:

> «Les éléments destinés à humilier l'Allemagne sont renforcés par des articles de journaux britanniques et polonais. On sait ici [à Berlin] que la Pologne ne se laisserait pas entraîner à de telles provocations sans l'appui de la Grande-Bretagne...
>
> Il se peut que cette humiliation lui soit salutaire [à Hitler]. Mais si cette politique dangereuse n'est pas celle du gouvernement de Sa Majesté, je propose que tout soit fait à Varsovie comme à Londres pour éviter que Hitler ne soit placé ces prochaines semaines dans une situation où la fierté du dictateur ne lui permettrait plus de paisiblement poursuivre dans la voie des négociations, même s'il le voulait.»[34)]

Dans son rapport final, il déclare que les commentaires de la presse à Varsovie et à Londres sur le discours du maréchal Smigly-Rydz le 6 août ont compromis sérieusement les possibilités d'un règlement du conflit dantzicois du 5 août. Henderson termine en déclarant avec force:

> «L'attitude des Polonais me paraît extrêmement et inutilement dangereuse.»[35)]

En outre, le même jour, Henderson rendit compte au sous-secrétaire d'État permanent des Affaires étrangères, Sir A. Cadogan, de son entretien avec Weizsäcker, secrétaire d'État allemand et membre de la résistance. Ce dernier lui aurait demandé:

> «L'ambassadeur de Pologne vit-il encore, ou est-il mort? Ou bien ne demeure-t-il plus à Berlin?»[36)]
>
> «Là-dessus j'ai demandé à l'ambassadeur de Belgique d'en informer Lipski; il a appris que Lipski avait reçu de son gouvernement la consigne d'éviter tout contact avec les Allemands.
>
> Personnellement, je trouve cette attitude complètement ridicule; je ne sais ce qu'on en pense à Londres. La Grande-Bretagne est l'ennemi public numéro un, mais moi-même je ne conseillerais certainement pas une telle tactique.

34) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 585.
35) *ibid.*, doc. 588.
36) *ibid.*, doc. 594.

> Je parlerai au [prince] Lubomirski de l'article du *Czas*…
>
> En effet, Lubomirski est l'un de ces fonctionnaires de l'ambassade de Pologne qui, par ses déclarations hautement bellicistes, a alarmé la plupart de mes collègues.
>
> À condition que nous maintenions notre fermeté nous ne perdons rien et avons tout à gagner en donnant à Hitler une occasion de faire ce geste de paix qu'il cherche peut-être. Nous avons tout à perdre si nous ne lui donnons pas cette chance. En effet, il peut montrer à son peuple, dans le cas contraire, qu'aucune occasion ne lui a été offerte de faire ce geste pour sauvegarder la paix.
>
> Non seulement les Allemands mais aussi les Italiens pensent que la Pologne veut provoquer une réaction cette année même, car elle croit que l'appui britannique se relâchera avec le temps.»[36)]

Le 9 août, le gouvernement du Reich faisait savoir au gouvernement polonais qu'une répétition d'exigences coercitives adressées à Dantzig amènerait une aggravation des rapports entre l'Allemagne et la Pologne et qu'un embargo sur ses produits contraindrait la Ville libre à chercher d'autres possibilités d'importations et d'exportations. Par cette déclaration, Hitler affirmait certes son soutien à Dantzig, mais il ne proférait aucune menace. Or:

> «sans consulter Londres ni Paris, il [le gouvernement polonais] répondit vingt-quatre heures plus tard. Il affirmait que la Pologne considérerait comme "acte d'agression" toute intervention du Gouvernement du Reich dans les affaires de Dantzig portant atteinte aux droits et intérêts polonais dans cette ville. Cette réponse était la preuve de la situation à laquelle on en était arrivé après vingt ans de querelles ininterrompues entre Berlin et Varsovie à propos de Dantzig.»[37)]

La note polonaise du 10 août contenait une preuve supplémentaire que la Pologne avait l'intention de supprimer complètement par tous les moyens, et même par le recours éventuel aux armes, toute influence de l'Allemagne à Dantzig – y compris en cas de blocus. La Pologne avait en cela aggravé la situation au point que Lord Halifax, le 15 août, par égard pour l'opinion publique, donna le conseil au gouvernement polonais d'examiner les possibilités de traiter au sujet de Dantzig, de crainte de fournir à Hitler un

---

37) E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, pp. 244-245.

prétexte d'action.[38)] L'ambassadeur Henderson avait perçu la portée de la note polonaise: il «ne pouvait croire» que Hitler ne réagît pas avec plus de violence à la lecture de cette note, dont il venait de prendre connaissance.[39)] Burckhardt admet que les Polonais:

> «ont envoyé leur ultimatum pour se créer un succès dangereux et qu'ils n'ont pas tardé à clamer.»[40)]

Le gouvernement polonais n'était pas seul dans cette affaire. Le 13 août, le colonel Beck a pu montrer à Biddle, ambassadeur des États-Unis à Varsovie, un rapport de Raczynski, ambassadeur de Pologne à Londres, aux termes duquel le gouvernement britannique approuvait toutes les mesures prises par la Pologne jusqu'alors.[41)] Le gouvernement polonais se trouvait renforcé dans ses convictions. Les conséquences allaient s'ensuivre.

Le 18 août, Chodacki, commissaire général de Pologne à Dantzig, proposa de lever les obstacles à l'importation à condition que les fonctionnaires des douanes pussent exercer sans aucune restriction leurs prérogatives sur l'ensemble du territoire de Dantzig. L'acceptation d'une telle offre eût signifié l'occupation militaire de Dantzig par la Pologne et par suite la polonisation de la Ville libre. Dantzig était à présent quasiment confrontée à un second ultimatum qui ne lui laissait guère de choix en dehors de quatre possibilités:

a) blocus douanier, ruine de l'économie et, à long terme, de l'existence même de la Ville libre (les mesures polonaises adéquates étaient déjà en vigueur depuis le 1er août);

b) acceptation d'une occupation militaire polonaise;

c) ouverture des frontières vers la Prusse orientale pour éviter la famine: il fallait alors compter avec l'éventualité d'une intervention armée de la Pologne;[42)]

d) recours à l'aide du Reich allemand: là aussi, il fallait compter avec la possibilité d'une guerre déclenchée par la Pologne.[43)]

Le Sénat de Dantzig s'accommoda du blocus économique et ne réagit pas. Sans prendre même congé du Sénat de la Ville libre, le consul britannnique Shepherd quitta Dantzig le 24 août. Il ne devait plus y revenir.[44)]

---

38) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, pp. 20-21.
39) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 37.
40) C. J. Burckhardt, *op. cit.*, p. 388.
41) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 214.
42) *ADAP* VI, doc. 771 – 4 août 1939 et doc. 773.
43) Livre Blanc Polonais, doc. 86.
44) *ADAP* VII, doc. 254 et 232.

Halifax ne mit pas à profit les rapports de cet expert pour tenter de trouver un règlement pacifique des problèmes.

Ce même 24 août, la Pologne interrompit les pourparlers dans l'affaire des inspecteurs des douanes à Dantzig.[44] Les documents de l'*ADAP* tendent à montrer que le Sénat de Dantzig a conduit ces négociations avec beaucoup de réticences. Quand bien même ces documents seraient authentiques, il est curieux que la Pologne ne se soit jamais plainte de la lenteur de ces négociations et qu'elle n'ait pas réclamé une concrétisation des discussions.[45] En rompant les pourparlers, en s'abstenant de faire appel à un médiateur (tel que Burckhardt ou le gouvernement britannique par exemple), et en refusant jusqu'à la fin d'entamer des négociations sur quelque sujet que ce fût avec le Sénat dantzicois ou avec le gouvernement du Reich, enfin en exhibant très nettement ses projets d'annexion, la Pologne montrait le peu d'intérêt qu'elle attachait à ces discussions et dévoilait ses véritables objectifs.

Le soir du 26 août 1939, Chodacki conseilla à Burckhardt d'évacuer sa famille dans les plus brefs délais «car les hostilités pouvaient se déclencher d'un jour à l'autre, Dantzig risquait d'être bombardée».[48]

> «La situation empira également du fait que l'attitude du Sénat dantzicois était interprétée comme un signe de faiblesse.»[46]

Les Polonais en tirèrent les conséquences et poursuivirent leurs provocations, espérant:

> «que des troubles éclateraient en Allemagne dès le déclenchement des hostilités et que les troupes polonaises pourraient marcher victorieusement sur Berlin.»[47]

Depuis la fin mars 1939, le gouvernement polonais refusait toute discussion avec le Reich et répondait aux propositions allemandes par des me-

45) Aucun document polonais ne permet de conclure à une réticence du Sénat. Lors du procès de la Wilhelmstrasse (1946-1949), M. Veesenmayr, «signataire» des présents documents de l'*ADAP*, a été reconnu innocent du chef d'accusation n°1 (crime contre la paix). Le tribunal a pu se convaincre qu'il n'avait pas eu connaissance des «projets d'agression hitlériens». Ces deux facteurs nous permettent de douter de l'authenticité de ces «documents reproduits d'après originaux». *Das Urteil im Wilhelmstraßenprozeß*, p. 43.

46) M. Freund, *op. cit*., vol. III, p. 14.

47) *ibid*., vol. III, p. 372. L'ambassadeur Lipski, le 31 août 1939.

48) C. J. Burckhardt, *op. cit.*, pp. 392 et 332.

naces de guerre. Il rejetait tout compromis et au plus fort de la crise, il refusait encore de faire le moindre effort pour relancer une négociation. Burckhardt a pu écrire que le 27 mai 1939 déjà, «il [Beck] lui aurait plutôt donné l'impression de lui adresser des instructions que de faire appel à sa collaboration».[48] Lors de cet entretien, Beck confia à Burckhardt que «Dans l'état de tension actuelle, des pourparlers entre Berlin et Varsovie n'étaient pas possibles».[48] Cette donnée n'excuse pas le peu d'enthousiasme manifesté par les Polonais pour une reprise des négociations, un désintéressement qui a précisément amené le pourrissement de la situation.

Comme nous l'avons déjà signalé, Dantzig n'était pas l'unique objectif des Polonais; elle n'était pas non plus le seul terrain sur lequel s'exerçaient les provocations polonaises, elle n'était qu'un moyen d'atteindre de plus vastes objectifs.[49] La Pologne et ses alliés français et britanniques entendaient empêcher la Ville libre de vivre en conformité avec ses liens ethniques et ils se sont efforcés de lui ôter les bases mêmes de sa vie économique. Finalement, pour expliquer leur audace, ils ont pu proclamer que la «liberté» du monde entier était menacée par Hitler.

> «Dantzig est allemand, les seules élections le prouvent. J'ai fait état de l'opinion d'hommes illustres. Personne ne peut nier que la grande majorité des Dantzicois est allemande et qu'elle souhaite le rattachement à l'Allemagne. Si les Polonais pensent le contraire, pourquoi ne pas organiser un plébiscite sous contrôle britannique et s'en tenir au résultat de cette consultation populaire? Varsovie refuserait cette solution, comme cela m'a été confirmé là-bas, parce qu'elle sait pertinemment quel en serait le résultat. Des Polonais m'ont confié que le test serait sans valeur puisqu'ils ont déjà proclamé leurs revendications sur l'embouchure de la Vistule. Ayant examiné ces revendications dans un autre chapitre, je ne puis ici que répéter que de tels arguments reviendraient à vouloir incorporer le delta hollandais du Rhin à l'Allemagne ou la rive Portugaise du Tage à l'Espagne de Franco.
>
> Se battre pour interdire à un groupe d'Allemands de se joindre à un autre groupe d'Allemands n'a pas de sens. Cela équivaudrait à interdire à l'Angleterre et à la Nouvelle Zélande de former un gouvernement unique si elles le voulaient. La ville de Dantzig a été construite par des Allemands. Le fait que des Slaves, il y a des siècles et des siècles, y aient fondé un comptoir ne peut être une raison de rattacher la ville à la Pologne. Les

49) S. L. Sharp, *op. cit.,* p.143.

Serbes sont aussi des Slaves, et on pourrait tout aussi bien leur donner Dantzig, car nous n'avons aucune preuve montrant que les Polonais sont les descendants de ces Slaves fondateurs. En fait, les historiens s'accordent à dire qu'ils ne le sont pas. Pourtant, ce point ne présente même pas un intérêt académique, et si nous laissions reposer les revendications sur une occupation antérieure des territoires, nous pourrions commencer par céder la côte orientale de l'Angleterre au Danemark, car les Slaves qui ont ouvert leurs comptoirs à Dantzig étaient partis depuis longtemps quand les Danois occupaient encore l'Angleterre. Imaginons l'Allemagne ou – pourquoi pas? – la France, la Russie ou l'Italie s'occupant à garantir les droits historiques du Danemark sur la côte orientale de l'Angleterre! Certes, les arguments historiques seraient probants, mais leur absurdité provoquerait l'hilarité dans toute l'Europe.»[50)]

50) B. de Colonna, *op. cit.*, pp. 149-150. B. de Colonna fut pendant de longues années le correspondant de plusieurs journaux britanniques et néo-zélandais. Il eut l'occasion d'étudier d'assez près la situation qui régnait dans les pays de l'Europe de l'Est et plus particulièrement en Pologne. En été 1939, il visita ce pays. Son livre parut en automne de la même année à Londres.

Hitler face à la Pologne
Sa position de principe à partir de 1933

En 1933, année de la prise du pouvoir par Hitler, le maréchal Pilsudski envisagea trois fois d'attaquer le Reich en faisant appel à la collaboration de la France. À cette époque déjà, près de la moitié des Allemands de souche avaient été contraints de se réfugier en Allemagne. Les revendications territoriales de la Pologne traduisaient une agressivité marquée, et aucun des gouvernements de la République de Weimar ne fut capable d'esquisser un rapprochement avec la Pologne. L'une des premières initiatives de politique étrangère de Hitler fut précisément de tenter de renouer des relations amicales avec son voisin oriental. La déclaration de paix et d'amitié du 26 janvier 1934 impliquait le renoncement à l'emploi de la force pendant dix ans et le règlement pacifique des différends. Les problèmes de frontière étaient provisoirement laissés de côté. Si Hitler ne pouvait conclure avec la Pologne «le pacte de Locarno de l'Est», qui impliquait la reconnaissance des frontières de l'Est, fixées à Versailles (ce qu'aucun des gouvernements de Weimar n'avait pu sanctionner), il fit néanmoins tout ce qui était en son pouvoir pour permettre aux peuples de Pologne et d'Allemagne une coexistence pacifique durable. Tous les documents attestent que Hitler signa cet accord en toute franchise et que sa politique étrangère demeura fidèle, jusqu'à l'été 1939, aux préceptes fixés par celui-ci. À partir du 28 avril 1939, il s'efforça chaque fois de s'adapter aux diverses fluctuations de la politique internationale (garantie britannique, mobilisation partielle de la Pologne), tout en restant fidèle aux principes fondamentaux de l'accord.

> «Le silence qui a accueilli les chicanes et les injustices flagrantes que l'État polonais faisait subir à la population allemande vivant en son sein est peut-être la preuve la plus éclatante de la volonté allemande de rester fidèle à l'esprit du traité de 1934.
>
> Si la Pologne avait fait pour sa minorité allemande la moitié de ce que l'Allemagne a accordé à sa minorité polonaise, l'opinion publique allemande n'aurait pas ressenti ce sentiment d'amertume et de dépit.»[1]

1) F. Heiß, *Deutschland und der Korridor*, p. 296.

Les propositions allemandes de règlement des questions en suspens depuis 1918 ont toujours tenu compte des intérêts polonais, à tel point que Hitler a été le premier homme politique allemand depuis le traité de Versailles à reconnaître la nécessité pour la Pologne d'un libre accès à la mer Baltique, à avoir fait des concessions territoriales et à avoir évité toute menace d'ordre militaire pour faire pression sur la Pologne lors des négociations. Le principe fondamental qui guida Hitler pendant ces années fut le suivant: les questions frontalières et le problème des minorités sont secondaires face à la nécessité d'une entente entre ces deux peuples. Nous n'en voulons pour preuve que ces quelques témoignages:

1935:

> «Les formules extraordinairement conciliantes de Hitler et ses allusions à la nécessité d'une "entente" germano-polonaise en cas de "danger" montraient l'importance qu'il donnait à la Pologne face à l'alliance franco-soviétique du 2 mai.»[2]

1936:

> «Ribbentrop et Hitler ne voyaient les rapports entre la Pologne et l'Allemagne que sous l'angle des dispositions à prendre face à l'activité diplomatique fébrile déployée par la politique étrangère soviétique. Ils soulignaient l'identité des intérêts polonais et allemands.»[3]

Le comte Szembek, sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères polonais, note à l'occasion d'un entretien avec Hitler, le 12 août 1936:

> «En 1933, lorsqu'il prit le pouvoir, les relations entre la Pologne et Dantzig étaient des plus tendues. Le Chancelier ordonna alors à ses gens de se mettre d'accord avec la Pologne. On peut déplorer les résolutions du Traité de Versailles et s'en montrer mécontent, néanmoins il faut tenir compter des faits qui ont résulté dudit traité. La question de Dantzig est insignifiante, comparée à l'immensité des problèmes qui recommandent un ajustement des deux politiques polonaise et allemande. L'ordre donné par le Chancelier à Dantzig de mettre fin aux dissensions avec la Pologne s'était heurté à de véhémentes attaques à la fois

2) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 232.
3) *ibid.*, p. 244.

des nationaux allemands, des socialistes et communistes, ceci aussi bien à Dantzig que dans le Reich. On accusa le Chancelier d'avoir trahi les plus impérieux intérêts allemands. Cependant le Chancelier n'en a nullement tenu compte; il n'a pas cédé d'un pas et a suivi la voie qu'il s'était tracée, celle notamment d'une entente indispensable avec la Pologne.»[4)]

1937: Le compte-rendu de l'entrevue entre le maréchal Smigly-Rydz et le feld-maréchal Göring:

«M. Göring déclara que le Chancelier Hitler lui avait enjoint d'insister sur sa décision plus ferme que jamais de continuer sa politique de rapprochement avec la Pologne... Du côté allemand il n'y a aucune aspiration à prendre à la Pologne quoi que ce soit de son statut territorial... Il est d'ailleurs parfaitement compréhensible qu'une Pologne forte, ayant un accès à la mer et avec laquelle l'Allemagne peut coordonner sa politique, est bien plus nécessaire et présente plus d'avantages pour l'Allemagne qu'une Pologne faible et amputée. On se rend parfaitement compte en Allemagne qu'une Pologne isolée serait plus facilement vulnérable; c'est alors que toute la masse russe foncerait directement sur la frontière allemande.»[5)]

1938: Le 26 septembre 1938, Hitler prononce un discours au Sportpalast de Berlin:

«Nous nous rendons compte qu'il y a là deux peuples qui doivent vivre l'un à côté de l'autre et dont aucun ne peut éliminer l'autre. Un État de trente-trois millions d'habitants tendra toujours à avoir un accès à la mer. Il fallait donc trouver une voie pour un accord. Cet accord a été trouvé et se développe de plus en plus. L'élément décisif est que les deux Gouvernements et tous les êtres raisonnables et clairvoyants, dans les deux peuples, dans les deux Pays, aient la ferme volonté d'améliorer sans cesse les relations.»[6)]

1939: Les notes prises lors d'un entretien entre Hitler et le colonel Beck, le 5 janvier 1939:

---

4) Livre Blanc Polonais, doc. 24.
5-7) Livre Blanc Polonais, doc. 29, 42, 48.

«Le Chancelier déclara que, dans l'affaire dantzikoise, il conviendrait de rechercher quelque chose de tout à fait nouveau, une nouvelle forme qu'il appela la "Körperschaft", laquelle, d'une part, garantirait les intérêts de la population allemande et, de l'autre, les intérêts polonais. Le Chancelier affirma de plus que le Ministre pourrait être complètement tranquille, qu'il ne se produirait à Dantzig aucun fait accompli et que rien ne serait entrepris qui pût rendre difficile la situation du gouvernement polonais.»[7)]

«...chaque division polonaise...épargnait une division correspondante allemande. ...une Pologne forte était purement et simplement une nécessité pour l'Allemagne.»[8)]

«Finalement, vainqueurs comme vaincus, nous serions enterrés sous les mêmes ruines. Le seul à en tirer profit serait Moscou.»[9)]

Le 9 janvier, Beck déclara, à la fin de son entretien avec Ribbentrop à Munich, que «c'était avec grande satisfaction qu'il avait accueilli la politique claire et ferme d'apaisement du chancelier, qui visait à une entente amicale avec la Pologne».[10)]

Ces citations n'ont pas été choisies arbitrairement. Chacune d'elles caractérise la position de Berlin face à la Pologne. En revanche, rien en Pologne ne traduisait une attitude comparable.

8-9) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 119. p. 153 *seq.*

10) *ibid.*, doc. 120, p. 159.

Les propositions allemandes du 24 octobre 1938
Pourquoi avoir choisi cette date?

Le projet d'établissement dans le Corridor d'une autoroute à caractère exterritorial reliant la Prusse orientale au reste de l'Allemagne remonte à 1933:

> «En mai 1935, Hitler exprimait l'opinion que l'établissement d'une autoroute et d'une voie ferrée reliant les deux parties de l'Allemagne pouvait résoudre le problème du Corridor. Ce règlement technique faisait partie de toute une série de tentatives visant à étouffer les foyers de crise entre l'Allemagne et la Pologne.»[1]

Dès le mois de mai 1935, le ministre des Affaires étrangères polonais s'efforça de retarder et d'éluder les questions en suspens. Pourtant dès 1937 il estima nécessaire, de même que son gouvernement, de trouver un règlement définitif au problème de Dantzig.[2]

En fait, les experts doivent admettre aujourd'hui ce que les personnes clairvoyantes avaient déjà perçu en leur temps: que les prescriptions du traité de Versailles ne pouvaient de toute éternité empoisonner les relations germano-polonaises.

Le gouvernement polonais avait, quant à lui, admis ce raisonnement, comme le montre le passage suivant du mémorandum qu'il adressa aux autorités allemandes le 5 mai 1939:

> «2. Le Gouvernement polonais prévoyait depuis plusieurs années que les difficultés que rencontrait l'exercice des fonctions de la Société des Nations à Dantzig, créeraient une situation embrouillée qu'il importerait d'éclaircir dans l'intérêt de la Pologne et de l'Allemagne. Depuis plusieurs années, le Gouvernement polonais donnait à entendre au Gouvernement allemand qu'il y avait lieu de procéder à des conversations sincères à ce sujet; toutefois, le Gouvernement allemand avait tendance à s'y soustraire et se bornait à constater que les relations germano-polonaises ne devraient pas rencontrer de difficulté du fait des problèmes dantzikois. Ce qui plus est, le Gouvernement allemand

1) R. Breyer, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937*, p. 334, et *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 86.

2) D. Hoggan, *The Forced War*, pp. 174, 61-62 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* pp. 286, 109).

avait, à plus d'une reprise, donné des assurances au Gouvernement polonais au sujet de la Ville Libre de Dantzig...

Enfin, le Gouvernement polonais soulignait que son attitude au sujet des facilités de communications à travers la Poméranie dépendait de l'attitude du Reich au sujet de la Ville Libre de Dantzig.»[3)]

Il va de soi pour tout observateur averti que le règlement envisagé allait directement à l'encontre des intérêts allemands. Fin octobre 1938, Hitler jugea le moment venu d'ébaucher, avec la plus grande circonspection, un nouveau débat sur ce thème, tout en manifestant sa volonté de compromis. Créer les bases de la négociation et choisir le moment opportun pour engager le débat nécessitait une grande habileté diplomatique. C'était aussi une nécessité politique. Hitler a-t-il choisi le moment le plus favorable? Il avait en tout cas d'excellentes raisons de penser que la seconde quinzaine d'octobre 1938 offrait à l'Allemagne une occasion favorable d'entamer des négociations avec la Pologne.

Le 22 juillet 1938, trois mois avant la proposition allemande, Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, avait déclaré à C.J. Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig:

«Sans subir de pression ni de menace, nous pourrons régler avec le Reich maintes difficultés, reliquats du traité de Versailles. La création hybride de la Ville libre a eu lieu en 1918, dans l'intention de fomenter entre la Pologne et l'Allemagne une mésentente durable.»[4)]

Il lui affirmait aussi:

«Le statut de la Ville libre de Dantzig était sans doute la création la plus bizarre et la plus complexe du traité de Versailles. On ne pouvait s'empêcher de penser qu'il avait été établi de cette manière uniquement pour conserver une source permanente de conflit entre l'Allemagne et la Pologne, ou du moins pour réserver un moyen de marchandage, où les intérêts de la Pologne seraient sacrifiés au bénéfice de l'Allemagne.»[5)]

Cinq semaines avant que soit connu le contenu des propositions alle-

3) Livre Blanc Polonais, doc.78.
4) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 184.
5) *ibid.*, p. 25

mandes, le 20 septembre 1938, Lipski fit un premier pas en proposant à Hitler un règlement de la question dantzicoise. L'offre de Hitler, formulée «d'une façon très amicale»,[6] n'avait donc pas de quoi surprendre.

Début octobre, Beck demandait à l'Allemagne un crédit de l'ordre de 120 millions de zlotys. Il l'obtint. À cette époque, la cordialité des relations germano-polonaises était bien connue des puissances européennes. Le 10 octobre, lors d'une interview accordée à un journaliste de la presse de Hearst (magnat des États-Unis), Beck fit démentir les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne avait exigé le rattachement de Dantzig au Reich. Il souligna que «la paix européenne ne se concevait que si les nations parvenaient à une entente avec l'Allemagne».[7]

La Grande-Bretagne et la France critiquèrent vivement l'attitude de la Pologne pendant la crise tchécoslovaque (notamment son annexion de Teschen) et sa politique en ce domaine. Par contre, les relations entre le Reich et la Grande-Bretagne d'une part, et entre le Reich et la France d'autre part, semblaient bonnes, même si depuis la conférence de Munich on notait à Londres une certaine hostilité, dont le Reich ne pouvait d'ailleurs mesurer l'importance. Le gouvernement polonais craignant de son côté que leur action contre la Tchécoslovaquie provoque une intervention soviétique demanda au Reich de l'assurer de sa neutralité bienveillante.[8] Ses craintes furent renforcées par une note soviétique du 23 septembre 1938 menaçant de dénoncer le traité de non-agression polono-soviétique et par la concentration de plusieurs corps d'armée soviétiques à la frontière polonaise.[9] Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, confirma par la suite que les relations polono-soviétiques «avaient grandement empiré après la crise tchèque» au début d'octobre 1938.[10]

Cependant, le tournant se produisit à la suite d'une rencontre entre Lipski, ambassadeur de Pologne, et Weizsäcker, secrétaire d'État allemand, une entrevue à laquelle ni Hitler ni Ribbentrop n'ont assisté. Le 22 octobre 1938, Lipski faisait savoir à Woermann, sous-secrétaire d'État allemand, qu'il avait reçu de son gouvernement l'ordre de demander au Reich d'appuyer la proposition visant à incorporer l'Ukraine subcarpatique, qui était en territoire tchèque, à la Hongrie. Weizsäcker transmit cette requête à Ribbentrop et à Hitler en les priant d'«examiner soigneusement» s'«il n'y avait pas lieu

6) H. Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 52.

7) *Archiv des deutschen Auswärtigen Amtes* Série 52a, 34476, cité dans D. Hoggan, *op. cit.*, p. 144.

8) *ADAP* V, doc. 54 et IV, doc. 83.

9) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 106 et 108.

10) Livre Blanc Allemand N° 3, *Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre,* doc. 7.

d'entamer avec la Pologne un débat élargi et de lui demander des compensations». Il pensait en l'occurrence à Dantzig et au territoire du Memel.[8)]

Le revirement brutal de la politique britannique après la déclaration de paix et d'amitié germano-britannique signée fin septembre à Munich amena Hitler à tirer au clair ses relations avec la Pologne.[11)] Il ne pouvait savoir avec quelle fermeté Roosevelt surtout avait changé d'orientation en vue d'empoisonner toutes les mesures favorables à l'Allemagne – quelle que fût la situation juridique et sans égard pour la volonté de Hitler de parvenir à un accord par voie de négociations. De fait, le président Roosevelt disposait de moyens de pression considérables. Bullitt, son envoyé spécial, s'en est souvent vanté au cours de ses entretiens diplomatiques avant la guerre. Après s'être entretenu avec Roosevelt, Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, a pu dire de lui, le 21 novembre 1938, qu'il considérait:

> «que seule la force [une guerre], et la force exercée à la fin d'une guerre, pouvait à l'avenir mettre un terme à la folle expansion de l'Allemagne. Comme je lui demandais la façon dont il se représentait cette guerre future, il répondit que notamment les États-Unis, la France et l'Angleterre devaient puissamment réarmer afin de pouvoir faire front à la puissance allemande. Ce n'est en effet que lorsque le moment sera mûr que l'on pourra passer à la dernière décision.»[12)]

En déclenchant six semaines après la conférence de Munich une «guerre économique et politique contre l'Allemagne», alors qu'il n'avait pas encore connaissance des entretiens germano-polonais, et en créant «parmi les Américains une psychose analogue à celle que l'on avait vue en 1917 avant la déclaration de guerre de l'Amérique à l'Allemagne»,[12)] Roosevelt voulait amener la Pologne et l'Union soviétique à constituer un front commun contre le Reich.[13)]

Comme nous l'avons dit, Hitler ne savait rien de l'activité diplomatique déployée par Roosevelt. C'est la raison pour laquelle aucun historien ne peut lui reprocher ni la substance ni les conséquences de ses pourparlers avec la Pologne.

11) Le 10 octobre1938, Londres ordonna la mise sur pied de 16 divisions d'infanterie; le 13 octobre le gouvernement britannique instaurait le service militaire obligatoire. Le 14 octobre Roosevelt annonçait à la presse l'élaboration d'un vaste programme aérien et maritime et le 15 octobre l'envoi à la Grande-Bretagne de 400 avions de guerre.

12) Livre Blanc Allemand N° 3, *Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre,* doc. 4.

13) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 395. cite J. Szembek, *Journal 1933-1939*, pp. 381, 388, 389, 390, 404.

Le déroulement des négociations

La prudence de Hitler, en invitant en octobre 1938 von Ribbentrop à conduire les négociations engagées par Lipski puis étendues par Weizsacker, était telle que le ministre des Affaires étrangères polonais put croire pendant de nombreuses années que l'initiative de ces discussions revenait à Ribbentrop, et non à Hitler.[1] La base de négociation allemande avait été communiquée oralement. On avait choisi ainsi la forme diplomatique la moins compromettante, de manière à pouvoir éventuellement amorcer un repli sans perte de prestige. Les propositions du gouvernement allemand n'étaient pas formulées sous forme d'exigence, aucun délai de négociation n'était fixé, aucune pression n'était exercée sur la Pologne; elles ne portaient atteinte ni à l'honneur de la Pologne, ni à sa souveraineté territoriale, enfin elles n'entraînaient pour la Pologne aucune humiliation. Le projet allemand prévoyait en outre le renforcement à la fois de l'amitié germano-polonaise et d'un front de défense européen contre le bolchevisme. Son contenu:

Rétrocession de Dantzig, comme État libre, au Reich. Établissement dans le Corridor d'une autoroute et d'une voie ferrée à caractère exterritorial. En compensation, Hitler se déclarait prêt à:

a)garantir les droits économiques de la Pologne à Dantzig, lui assurant notamment la disposition d'un port libre;

b)reconnaître les frontières actuelles entre le Reich et la Pologne;

c)prolonger le Pacte germano-polonais de non-agression de 10 à 25 ans;

d)faire garantir en commun par l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie, l'indépendance de l'État slovaque, ce qui, pratiquement, implique renonciation à toute prédominance exclusive de l'Allemagne sur ce territoire;

e)intervenir militairement aux côtés de la Pologne en cas d'agression soviétique contre celle-ci.

Pendant plusieurs mois, le colonel Beck n'a manifesté contre les propositions allemandes aucune indignation, bien qu'il ne se soit aucunement montré disposé à «céder la moindre parcelle du butin de guerre de Versailles».[2] Pendant des mois, Beck n'a rien laissé transparaître de la substance même des pourparlers avec le gouvernement du Reich, si bien que l'on a pu «craindre», dans les pays occidentaux, la prochaine conclusion d'un accord germano-polonais.[3] Il est significatif que Beck ait été lui-même conscient de la nécessité d'une révision de la question dantzicoise. Le 31 octobre

1) J.Beck, *Dernier Rapport,* p. 182 *seq.*
2) C. Tansill, *Back Door to War,* p. 519.
3) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 207.

1938, une semaine après avoir pris connaissance des propositions allemandes, il donnait ses instructions à Lipski, son ambassadeur à Berlin. Le point «4 b» renfermait le passage suivant:

> «Le gouvernement polonais estime que le traité envisagé, qui vise au renforcement des liens d'amitié entre les deux pays doit avoir pour objectifs:
>
> a) ....b) un tel règlement de la question de la Ville Libre de Dantzig qui préviendrait à l'avenir les difficultés incessantes d'ordre technique et psychologique consécutives aux frottements surgis sur le territoire de Dantzig. La question de la Ville Libre devient d'actualité car, dans l'état présent des choses, alors que la Société des Nations s'est réservé de très larges prérogatives et n'offre pas les moyens de remplir sa mission de façon profitable à la Ville Libre et aux intérêts de la Pologne, se manifeste la nécessité d'un examen franc de ce problème par les Gouvernements polonais et allemand.»[4)]

Peu après, Beck déclarait officiellement que «la Pologne n'entreprendrait aucune négociation se rapportant à Dantzig et au Corridor».[5)] Officieusement toutefois, il confiait le 21 novembre 1938 à Burckhardt que «la Pologne ne comptait plus représenter Dantzig en politique étrangère. Après tout, la Pologne n'avait à Dantzig que des intérêts principalement économiques».[6)] L'intention qui était à la base de cette communication sautait aux yeux: informer Hitler de l'intention véritable de Beck, c'est-à-dire qu'il comptait accepter la proposition de Weizsäcker (lier la question de l'Ukraine subcarpatique à celle de Dantzig), mais qu'il fallait y aller progressivement. Hitler se trouva ainsi renforcé dans son sentiment que Beck avait l'intention d'aborder franchement ces questions, d'autant que lors d'une visite à l'Obersalzberg, le 5 janvier 1939, il lui avait laissé entendre:

> «qu'il comprenait fort bien la position allemande et qu'il entendait y réfléchir en toute tranquillité.»[5)]

En réalité, Beck était opposé à toute négociation en la matière. Dans la seconde quinzaine de janvier 1939, Ribbentrop se rendit à Varsovie et souligna la volonté de Hitler de parvenir à un rapprochement des politiques des deux pays. Comme il en avait déjà informé le gouvernement polonais, ce

4) Livre Blanc Polonais, doc. 45.
5) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, pp. 324 et 405.
6) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, vol. V, doc. 102.

rapprochement pouvait se concrétiser par une alliance défensive germano-polonaise, par la reconnaissance allemande des frontières actuelles, par le renoncement définitif de l'Allemagne à la Posnanie, à la Prusse occidentale et à la Haute-Silésie orientale, enfin par la signature d'un pacte de non-agression de vingt-cinq ans.[6)]

> «La modération et la légitimité de ces exigences allemandes [rattachement de Dantzig au Reich, création d'une voie de communication exterritoriale reliant le reste du Reich à la Prusse orientale] apparaît clairement lorsqu'on les compare aux revendications formulées par l'opposition allemande, et notamment par Goerdeler, pendant la guerre, à une époque où la fortune des armes nous avait quittés depuis longtemps: Goerdeler exigeait le retour aux frontières de 1914.»[7)]

Il est indéniable que le ministre des Affaires étrangères du Reich a tenté d'établir des relations cordiales avec la Pologne. Bonnet, son homologue français, commente dans les termes suivants la visite de Ribbentrop à Varsovie:

> «Rien dans ce discours n'était de nature à jeter l'alarme. À Paris, certains s'inquiétèrent même de la cordialité des propos échangés: n'était-ce pas l'indice que la Pologne s'apprêtait à consolider à notre détriment ses liens avec l'Allemagne?»[8)]

Le 30 janvier 1939, Beck assura Noël, ambassadeur de France à Varsovie, qu'il s'était:

> «trouvé complètement d'accord avec son interlocuteur [Ribbentrop] sur la nécessité et la possibilité de régler dans "l'esprit de bon voisinage", qui est à la base du pacte de 1934, les difficultés présentes et futures entre les deux pays.»[9)]

Malgré le demi-échec de la visite de Ribbentrop à Varsovie, Hitler n'oublia pas, lors du discours qu'il prononça le 30 janvier 1939 au Reichstag, d'adresser quelques paroles conciliantes à la Pologne. La presse allemande

---

7) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 60, et R. Breyer, *Carl Goerdeler und die deutsche Ostgrenze*, pp. 198-208.
8) G. Bonnet, *De Munich à la guerre*, p. 123.
9) *Livre Jaune Français – Documents Diplomatiques 1938-1939*, doc. 42.

avait toujours consigne de s'abstenir de publier tout article défavorable à la Pologne. Hitler ordonna à son ministre des Affaires étrangères et au Sénat dantzicois de ne pas répondre aux provocations.

> «La collaboration avec la Pologne demeurait l'objectif allemand, Dantzig constituant seulement une sécurité à cet égard. C'était bien l'idée de Hitler. Le 25 mars, il fit paraître une directive:
>
> "Le Führer ne désire pas résoudre la question de Dantzig par la force. Il ne désire pas pousser ainsi les Polonais dans les bras des Anglais. Une occupation militaire de la ville ne pourrait être envisagée que si Lipski indiquait que le gouvernement de Varsovie, incapable de justifier la cession volontaire de Dantzig devant son peuple, désire se trouver placé devant le fait accompli pour que la chose lui soit plus facile."
>
> Lipski revint à Berlin le 26 mars. Il ramenait un refus très ferme de céder sur Dantzig, mais pas un refus de négocier. Jusqu'à ce moment, tout s'était déroulé en secret, la brouille ne transpirant pas en public. Alors elle éclata ouvertement. Beck, pour bien démontrer sa résolution, rappela des réservistes. Hitler, pour la première fois, permit à la presse de parler de la minorité allemande en Pologne.»[10)]

Varsovie se déclara uniquement prête à traiter la question du remplacement du haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, et, dans cette éventualité, à faciliter le transit vers la Prusse orientale. Beck avouait «la complication d'un tel système».[11)] «...toute autre solution devrait inévitablement aboutir à un conflit»:[11)] telles étaient les instructions reçues par Lipski le 31 octobre 1938. Cette réponse ne signifiait pas autre chose pour le gouvernement du Reich que le choix entre trois solutions possibles: accepter inconditionnellement la proposition polonaise, tolérer l'élargissement de l'influence polonaise à Dantzig en maintenant un statu quo que l'impuissante Société des Nations avait charge de garantir ou encourir le risque d'une guerre. Varsovie n'acceptait à Dantzig que les modifications qui s'opéraient au détriment de l'Allemagne. Le gouvernement du Reich était enfin tenu responsable de toute action entreprise par le Sénat de Dantzig.[12)]

> «Seule Dantzig empêchait la collaboration entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler désirait donc éliminer cet obstacle, et Beck le maintint

---

10) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 210.
11) Livre Blanc Polonais, doc. 45.
12) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 211.

précisément pour la même raison; il ne lui vint pas à l'esprit qu'une rupture fatale pouvait en résulter.»[13)]

En acceptant la garantie unilatérale britannique et en élargissant la portée de ce chèque en blanc donné à la Pologne par un accord bilatéral le 31 mars et au début du mois d'avril 1939, lors de sa visite à Londres, Beck intensifia le drame de la rupture objectivement injustifiée des pourparlers avec l'Allemagne. Pour compléter le tout, il déclara devant le Sejm, le 5 mai 1939, que les concessions allemandes étaient sans valeur et qu'elles ne pouvaient être prises au sérieux. Dans son discours, Beck oublia de dire que les concessions que pouvait faire l'Allemagne ne l'intéressaient absolument pas.

«Un État qui se respecte ne fait point de concessions unilatérales. Où est donc cette réciprocité? Les propositions allemandes manquent de clarté à cet égard.»[14)]

Telle fut la déclaration que le ministre polonais des Affaires étrangères osa faire dans ce discours du 5 mai, bien qu'une semaine auparavant, le 28 avril 1939, Hitler eût communiqué au Reichstag et à l'opinion publique internationale les termes exacts des propositions allemandes et l'étendue de ses concessions. Pour Beck, elles portaient atteinte à «l'honneur de la Pologne», un honneur dont la sauvegarde était plus importante que celle de la paix.

Les documents secrets, qui n'ont été produits qu'après la guerre, confirment que la rigidité de l'attitude du colonel Beck au profit de l'opinion publique et de l'armée de son pays était due non pas à la teneur ou à la formulation des propositions allemandes, émises par von Ribbentrop, mais au désir du ministre polonais des Affaires étrangères qui voulait s'engager dans «la Politique des Grandes Puissances», provoquer Hitler et définir lui-même les conditions d'existence de l'Europe future.[15)] En cela, il pouvait compter sur la bienveillance de la Grande-Bretagne. Dans un autre passage de son discours, il déclarait:

«S'il a été possible d'aboutir rapidement à une définition des principes de la collaboration anglo-polonaise, c'est surtout parce que nous avons clairement constaté la concordance des intentions des deux Gouvernements en ce qui concerne les grands problèmes européens.»[14)]

---

13) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 196.
14) Livre Blanc Polonais, doc. 77.

Les documents diplomatiques nous montrent quelles étaient précisément «les intentions des deux gouvernements».[15]

Dans une lettre adressée à son ministre des Affaires étrangères, le 26 avril 1939, Nevile Henderson, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, écrivait:

> «Si Dantzig était tombée aux mains des Allemands il y a six mois, personne ne s'en serait soucié. Quant à la création d'un passage exterritorial à travers le Corridor, ce n'est là que justice. Si l'Écosse était séparée de l'Angleterre par un Corridor irlandais, nous n'exigerions rien de moins des Irlandais que ce que Hitler demande aujourd'hui aux Polonais. Si l'on considère ces seules demandes, nous aurions tort de sombrer dans une guerre mondiale pour cela. Pouvons-nous permettre au gouvernement polonais d'être trop intransigeant concernant ces points?
>
> ... Je n'arrive pas à croire qu'une politique visant à la confrontation maintenant plutôt qu'ultérieurement trouve actuellement une légitimation morale ou pratique.»[16]

Le même Henderson écrit le 4, puis le 6 mai 1939:

> «Si j'en crois mon collègue belge, la quasi-totalité des diplomates ici présents sont surpris par la générosité de l'offre allemande. Le ministre hollandais, le chargé d'affaires américain et mon collègue sud-africain m'ont confirmé ce sentiment.
>
> ... Je dois reconnaître que lorsque Göring m'évoquait la proposition de la création d'un Corridor à l'intérieur du Corridor, je ne la prenais même pas en considération, car elle était trop belle pour être vraie.»[17]

Le même Henderson, dans une lettre du 26 juillet 1939:

> «J'ai toujours pensé que le Memel et Dantzig, puisque tous deux étaient territoires pratiquement entièrement allemands, devaient un jour ou l'autre retourner au Reich et se libérer ainsi du joug imposé par Versailles; cela serait conforme au principe d'autodétermination.»[18]

---

15) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 113.
16) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, Appendix I, p. 798 et M. Freund, *op. cit.*, vol. II, p. 200.
17) *ibid.*, vol. V, doc. 364 (4 mai) et doc. 403 (6 mai) et M. Freund, op. cit., vol. II, pp. 242, 256.
18) *ibid.*, vol. VI, doc. 460.

Un historien allemand hostile à Hitler:

«En fait, il est difficile de nier qu'aucun gouvernement allemand ne pouvait formuler des exigences plus modérées que celles de Hitler.»[19)]

Un historien américain résume ainsi la situation:

«En octobre 1938, Ribbentrop et Hitler proposèrent un règlement beaucoup moins favorable à l'Allemagne que ne l'aurait été l'application du treizième point du président Wilson. Ce règlement ne prévoyait pas de revenir à la situation qui aurait prévalu si les Alliés avaient respecté les conditions d'armistice...

Les principes du droit international considéraient l'établissement d'une voie de communication exterritoriale comme une prestation de service plutôt que comme un transfert de souveraineté. Les Allemands n'auraient en fait qu'un privilège de passage sur un territoire restant sous la souveraineté de la Pologne...

L'offre de Hitler d'octobre 1938 était la proposition la plus modeste que la Pologne eût jamais reçue d'un gouvernement allemand depuis 1918...

...ce fut à l'impatience des gouvernants polonais plutôt qu'à celle de Hitler qu'il faut imputer la rupture des négociations en mars 1939... Hitler était également prêt à modérer ses propositions originelles et à abandonner la suggestion d'une ligne de chemin de fer prévue le long de l'autoroute qui devait relier le Reich à la Prusse orientale.

Tout se serait peut-être passé autrement si Beck s'était entretenu franchement avec Hitler au sujet du problème de Dantzig. Hitler aurait pu ainsi évaluer la situation avant de se trouver confronté à la mobilisation polonaise et à la politique britannique d'encerclement du Reich.»[20)]

---

19) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, p. 231.

20) D. Hoggan, *The Forced War*, pp. 256, 257, 265 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* pp. 342, 343, 354). – Le 13e point du programme de Wilson prévoyait «la création d'un État indépendant disposant d'un accès à la mer, l'indépendance politique et économique de l'État polonais et son intégrité territoriale qui devaient être garantis par des traités internationaux».
Le 8 janvier 1918, Wilson publiait son programme pour la paix mondiale; par le terme «accès de la Pologne à la mer», il entendait l'utilisation par la Pologne de la Vistule et la création à Dantzig d'un port libre. Aucun homme politique allié ne pensait alors à ce «Corridor» qui devait finalement être imposé à l'Allemagne par la force des armes.

Du printemps jusqu'au mois d'août 1939

Hitler a déploré ce refus brutal de la Pologne. Au cours du procès de Nuremberg, von Ribbentrop devait déclarer:

> «Je viens de dire que Hitler avait pris d'une façon très calme la communication très dure et très grave de l'ambassadeur polonais[le 26 mars 1939]. Il me demanda ensuite de communiquer à l'ambassadeur de Pologne qu'une solution ne pourrait naturellement pas être trouvée sur cette base. Il n'y avait pas lieu d'évoquer la perspective d'une guerre.»[1)]

L'Allemagne s'abstint de tout commentaire agressif visant à présenter ce refus comme une atteinte à son honneur. Aucun plaidoyer ressemblant de près ou de loin à l'important discours prononcé devant le Sejm le 5 mai 1939 par le colonel Beck. Les provocations bellicistes qui accompagnèrent le refus polonais aggravèrent pourtant la situation. La presse allemande s'en tint dans ses articles aux communiqués «minimisés»[2)] de l'agence de presse allemande *Deutsches Nachrichtenbüro* (DNB) et resta jusqu'en août 1939 sur la défensive.

Hitler avait fait une proposition honnête à la Pologne: des avantages économiques, une garantie contre la menace d'une invasion étrangère, une offre d'amitié, la reconnaissance définitive des frontières de Versailles et des intérêts de la Pologne. C'est ce que confirma, à sa manière, Beck lors de ses entretiens londoniens du 4 au 6 avril 1939:

> «Le gouvernement allemand soulignait récemment encore que jamais il n'avait contesté les droits des Polonais à Dantzig.
>
> Beck répondit que rien de ce qui s'était passé [pourparlers germano-polonais] n'avait dépassé le stade de la discussion. Aucune revendication écrite n'avait été adressée au gouvernement polonais.»[3)]

Pourtant, la Pologne préféra la garantie de l'Angleterre, qui lui laissait entrevoir la proximité d'une guerre européenne puis mondiale, bien qu'elle

1) TMI vol. X, p. 299 (éd. fse, p. 277) .
2) H. Sündermann, *Das Dritte Reich*, pp. 61-62.
3) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 2.

ne lui donnât aucun avantage économique, aucune aide militaire ni aucune certitude quant à la délimitation de ses frontières ou de son indépendance. Les hommes politiques britanniques ont ainsi amorcé un tournant dans le destin de l'Europe. Ils ont compté sur une réaction violente de Hitler.[4] L'accès de rage ne s'est pas produit. Hitler se borna à prendre quatre dispositions:

1) Pour la première fois, il autorisa la presse allemande à rendre compte de la situation en Pologne et même de l'escalade des actes de violence et de la répression dont était victime la minorité allemande. Encore la rigoureuse censure du *Deutsches Nachrichtenbüro* limita-t-elle pendant de longs mois la portée et la taille de ces reportages.

2) Jusqu'au mois d'août 1939, il convia le Sénat dantzicois à la modération et lui conseilla d'éviter tout ce qui pourrait apparaître comme une provocation.

3) Il donna l'ordre au haut-commandement de la Wehrmacht d'élaborer un plan d'opérations qui puisse entrer en vigueur à partir du 1er septembre 1939 (Plan Blanc, 3 avril 1939) et qui faciliterait une action immédiate contre la Pologne. Les opérations militaires ne devaient être déclenchées que s'il était possible d'isoler la Pologne et ainsi de limiter la guerre à la Pologne. Il s'agissait d'instructions secrètes, conçues pour une éventualité spécifique et en aucune façon une préparation à la guerre: elles ne pouvaient en aucun cas aggraver l'état des relations germano-polonaises. Par ailleurs, contrairement au plan polonais, aucune mobilisation n'était prévue.

En dehors même du fait qu'il était de coutume en Europe de disposer de plans opérationnels contre des voisins avec lesquels les relations diplomatiques n'étaient pas nécessairement rompues, la directive de Hitler répondait à une nécessité née de la transformation de la situation européenne. Si, après la création du protectorat de Bohême-Moravie, l'Angleterre et la Pologne avaient voulu s'assurer contre une nouvelle annexion allemande, ils auraient dû tenter de supprimer les sources de conflit subsistant et favoriser la naissance de négociations sur les motifs élémentaires de différends. Ils auraient ainsi agi dans le sens des règles de droit international. Or, ils ont préféré suivre les préceptes de l'«équilibre européen». Si des engagements multilatéraux pouvaient permettre de résorber les foyers de crise, la garantie donnée à la Pologne ne pouvait par contre qu'aggraver la situation présente en créant des perspectives totalement nouvelles: les forces bellicistes purent agir efficacement.

La Pologne avait préparé depuis longtemps déjà son plan d'attaque contre

---

4) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 118.

l'Allemagne, mais ce n'est qu'à présent qu'elle se mit à prendre des mesures pour son exécution. L'enjeu de la guerre était l'annexion de Dantzig, de la Prusse orientale et des «territoires de l'Oder». Par contre, le plan d'opération de Hitler ne comportait aucun objectif politique de guerre. Bien au contraire, une semaine plus tard, le 11 avril 1939, Hitler déclarait dans une nouvelle directive que le Plan Blanc n'était qu'une mesure préventive destinée à parer à toute menace polonaise à l'encontre de l'Allemagne. La politique étrangère de l'Allemagne visait toujours à éviter tout incident avec la Pologne.[5)] Le maréchal Keitel écrivit dans sa prison de Nuremberg:

> «Hitler renouvelait constamment l'assurance qu'il ne voulait pas de guerre avec la Pologne et qu'il ne laisserait pas la situation se développer au point où une intervention française résultant des engagements extérieurs de ce pays serait à craindre...»[6)]

Le Plan Blanc n'était que la mesure minimum qui aurait été prise par n'importe quel gouvernement placé dans la même situation ou dans une situation semblable.

> «Cette directive ne résultait pas du rejet des propositions par la Pologne. Elle avait été rédigée après l'annonce de l'alliance anglo-polonaise. À cette époque, Hitler pensait déceler que la Grande-Bretagne était décidée à la guerre.»[7)]

4) Contrairement aux pronostics formulés à l'étranger, le discours de Hitler au Reichstag, le 28 avril 1939, fut nuancé. Constatant que les garanties données à la Pologne par la France et la Grande-Bretagne et la politique militaire de ces pays constituaient une atteinte aux accords signés avec l'Allemagne, Hitler déclara que le pacte germano-polonais de 1934 et l'accord maritime anglo-allemand de 1935 avaient été rompus par la partie adverse. Malgré les traités signés avec le Reich, la Pologne et la Grande-Bretagne s'étaient donné des garanties mutuelles dans la perspective d'une intervention militaire contre l'Allemagne. À ces accords s'ajoutèrent la mobilisation polonaise et un durcissement de la persécution des minorités. Une telle attitude était en contradiction avec les déclarations de paix et d'amitié formulées quelques mois auparavant lors de la conférence de Munich.

---

5) *ADAP* VI, doc.185.
6) W. Görlitz, *Keitel – Verbrecher oder Offizier?* p. 207.
7) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 110.

Comme on le sait, celles-ci prévoyaient le renoncement à toute menace de guerre et à l'emploi de la violence.

La Grande-Bretagne a sans raison valable conduit l'Europe à un tournant de son histoire. Le gouvernement allemand n'avait aucunement menacé la Pologne, et encore moins la Grande-Bretagne. Il peut donc paraître curieux que Hitler ait encore cherché la faveur de l'Angleterre, alors que dès la fin de l'année 1938 le gouvernement britannique était résolu à refuser tout compromis avec l'Allemagne, qu'il avait agi dans le sens d'une aggravation de la tension (chèque en blanc à la Pologne, approbation des mesures prises par celle-ci et pourparlers avec l'Union soviétique), et qu'il avait favorisé le déclenchement d'une campagne de haine contre l'Allemagne (grossières exagérations et utilisation du mensonge de «Tilea» – un coup monté destiné à persuader l'opinion publique que Hitler avait des visées sur la Roumanie – déclarations de Chamberlain accusant Hitler de vouloir «conquérir le monde», etc...)

Dans son discours du 28 avril 1939, Hitler a tenté de rétablir le prestige de l'Allemagne mis à rude épreuve par ses ennemis. Ses déclarations, reposant sur des faits concrets, ne pouvaient aggraver la crise. Aucune accélération du programme naval n'était prévu.

Hitler n'excluait pas davantage les efforts visant à parvenir à un règlement avec la Pologne.

> «Dans son discours au Reichstag du 28 avril (n° 214) ainsi que dans le Mémorandum du Gouvernement allemand du même jour (n° 213), le Führer mettait le point final à six années d'efforts loyaux et patients en vue de gagner l'amitié polonaise, tout en tendant, en ce moment grave, encore une fois la main à la Pologne et en déclarant que l'Allemagne était prête à accepter un nouveau règlement contractuel. La Pologne n'a pas fait usage de cette offre: elle a, au contraire, répondu par l'arrogant discours du 5 mai de M. Beck, par une recrudescence de l'agitation anti-allemande ainsi que par une série ininterrompue de discours et d'articles où l'on exigeait pour la Pologne de nouveaux territoires de minorité allemande et du Reich. Des milieux polonais autorisés, on a eu la confirmation que M. Beck était non seulement le prisonnier du chauvinisme polonais mais qu'il avait succombé également aux machinations anglaises (n° 216).»[8)]

---

8) Livre Blanc Allemand N° 2, p. VII.

Les mois suivants, Hitler resta dans l'expectative, évitant tout ce qui pouvait entraîner une aggravation de la situation. La signature du «Pacte d'Acier» avec l'Italie, le 22 mai 1939, n'avait qu'un caractère défensif. Hitler entreprit à la même époque un certain nombre de replis diplomatiques.[9] Il renouvela l'assurance que le gouvernement du Reich ne souhaitait pas être mêlé à une guerre pour Dantzig et qu'il était prêt à payer son tribut à la détente.

> «Bien que le Führer [en juillet 1939] se soit refusé à "apporter la moindre modification aux exigences allemandes concernant Dantzig et le Corridor", il a ajouté cette affirmation spectaculaire que "rien ne sera fait du côté allemand pour provoquer un conflit sur cette question. Si c'est nécessaire, la solution de ces problèmes peut être différée pendant un an ou même plus longtemps éventuellement".»[9]

Le principal collaborateur du gauleiter Forster, Zarske, chef de la presse du parlement et rédacteur en chef du *Vorposten*, ainsi que le gauleiter de Prusse orientale, Koch, ont tous les deux effectué des démarches séparées auprès de Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, et lui ont répété avec insistance:

> «que Dantzig ne valait vraiment pas une guerre.
>
> M. Zarske s'est en même temps préoccupé, d'une manière assez frappante, d'écarter le souvenir du précédent tchécoslovaque. Il a confessé que "cette expédition avait été une erreur" et a même ajouté qu'"à Berlin on ne savait plus comment en sortir et qu'on voudrait bien trouver une solution"...»[10]

Dans ce même rapport transmis à Paris, Léon Noël, ambassadeur de France à Varsovie, faisait état des impressions personnelles de son premier secrétaire à Dantzig. Ce dernier confessait:

> «que l'effervescence qu'on avait observée dans la Ville libre a été considérablement exagérée par le souci d'une propagande intéressée et n'a jamais présenté le caractère de préparatifs organisés en vue d'une action violente....
>
> Les autorités dantzicoises déclarent que la Ville libre veut être en

---

9) D. J. Dallin, *Soviet Russia's Foreign Policy*, p. 36.
10) *Livre Jaune Français*, doc. 160: Noël à Bonnet, le 10 juillet 1939.

état “de ne pas se laisser envahir sans résistance”. Elles disent aussi que Dantzig doit se défendre contre une agression éventuelle des Polonais. Cet argument n’est pas d’ailleurs de pure propagande; il répond à une inquiétude réelle de la population. Ces derniers jours, alors qu’en Europe occidentale on envisageait la possibilité d’un prochain putsch à Dantzig, les Dantzicois, eux, ont paru redouter sincèrement une initiative polonaise.»[10)]

Helmut Sündermann, sous-directeur des services de presse du Reich, rappelle à juste titre les directives auxquelles était soumise la presse allemande au début de l’été 1939, directives qui ont été en grande partie soustraites à la recherche historique depuis 1945:

«Tout commença par l’accueil réservé à une députation dantzicoise venue féliciter Hitler pour son cinquantième anniversaire: Il n’est pas question, pour le moment, de rattachement de Dantzig au Reich. Par la suite, la presse allemande fut soumise à de nombreuses réglementations. Depuis plusieurs mois, la politique d’“encerclement” et, accessoirement la Pologne, faisaient la une des journaux: la presse fut invitée à limiter ses articles à la tension politique concernant la Pologne en s’alignant sur les communiqués du *Deutsches Nachrichtenbüro* (DNB). Ces communiqués devaient revêtir une forme concise. Encore fallait-il ne pas les mettre en avant. Les rédacteurs allemands eurent beaucoup de peine à s’en tenir à ces strictes directives, d’autant que “Dantzig” et le “Corridor” faisaient les manchettes de tous les journaux étrangers et que les conjectures et les spéculations sur l’issue de la crise s’y succédaient à bon train.

On peut citer, à titre d’exemple, une directive du 3 juillet 1939:

“Le DNB passera en revue les communiqués de ces derniers jours sur l’étendue de l’agitation émanant de l’étranger et même des plus hautes sphères gouvernementales: “Le Führer arrive à Dantzig”, “Putsch à Dantzig”, etc. Comme leurs prévisions ne se réalisent pas, les journalistes déclarent après coup que le Führer a cédé aux menaces: une très vieille tactique qui révèle les lubies effrénées du chauvinisme polonais.”

Ces mesures de précaution ne furent ordonnées qu’au début du mois d’août et elles concernaient en fait le prétendu conflit des fonctionnaires des douanes à Dantzig...»[11)]

11) H. Sündermann, *op. cit.*, pp. 61-62.

Le 11 juillet 1939, «une haute personnalité nazie» a fait à l'un des collaborateurs de l'ambassade de France à Berlin une déclaration que Coulondre, ambassadeur français, a jugée autorisée par le gouvernement du Reich. Il apparaît selon cette déclaration que Hitler était prêt à se désolidariser de son ministre des Affaires étrangères Ribbentrop, qui avait été l'initiateur officiel du dialogue germano-polonais et à améliorer les relations avec la Pologne, la France et la Grande-Bretagne. Le contenu de cette déclaration était en effet le suivant:

> «Monsieur de Ribbentrop ne jouit plus de la confiance absolue du Führer. Celui-ci formule contre son ministre un certain nombre de griefs. Il lui reproche notamment de lui avoir volontairement caché plusieurs renseignements prouvant l'importance du potentiel de guerre de l'Angleterre. De plus, il accuse son ministre de l'avoir engagé, à propos de Dantzig, dans une affaire difficile qui risque de compromettre le prestige de l'Allemagne, si une solution satisfaisante n'est pas bientôt trouvée.
>
> Il ne faut pas oublier que la question de Dantzig est l'œuvre personnelle de Monsieur de Ribbentrop. Or celui-ci ne pensait pas, lorsqu'il a entrepris la campagne du rattachement au Reich de ce territoire, qu'il se heurterait à la résistance tenace des Puissances occidentales.
>
> Il semble que les Polonais pourraient encore faire des propositions que notre gouvernement consentirait à examiner...
>
> N'avez-vous pas été frappé de voir ces derniers temps le ton de notre presse changer quelque peu vis-à-vis de la Pologne? On ne trouve plus de récits d'incidents polono-allemands. Or, cependant, d'après nos renseignements, les habitants continuent, sous les prétextes les plus futiles, à molester nos ressortissants résidant en Pologne. Notre ministre voudrait une dernière fois tendre la perche au Gouvernement de Varsovie.
>
> Le Gouvernement, et spécialement les dirigeants de la Wilhelmstrasse, envisagent l'avenir avec une certaine inquiétude. Ils réalisent que le sentiment de haine à l'égard de l'Allemagne grandit de jour en jour. Hier encore, cette haine et cette irritation étaient le propre des dirigeants de certains États. Aujourd'hui il semble que les masses soient gagnées à ces sentiments. Cette évolution est surtout sensible en Angleterre.»[12]

---

12) *Livre Jaune Français*, doc. 161.

Coulondre qui avait été envoyé en mission à Moscou de novembre 1936 à octobre 1938 pour «parvenir à un accord franco-soviétique contre Hitler» s'était déclaré très surpris de sa nomination à Berlin,[13] dont le sens, apparemment, lui échappait. Il mit aussitôt en garde son ministre des Affaires étrangères Bonnet contre ce «piège» et l'engagea à «mettre tout en œuvre pour ouvrir les yeux à leurs opinions publiques», car l'Allemagne voulait «le retour aux frontières de 1914» et «ébranler la position des Puissances occidentales». Il a toutefois admis que ces déclarations faites par «une haute personnalité nazie»:

> «concordent assez exactement dans l'ensemble avec l'impression qui se dégage de la lecture des journaux allemands comme avec les renseignements que j'ai pu recueillir par ailleurs...
>
> Plusieurs journaux ont déclaré que Dantzig n'était pas un casus belli et la *Deutsche Zeitung* paraît même inviter à la négociation en écrivant qu'une solution raisonnable est entièrement du domaine des possibilités. C'est la même note que l'on recueille dans les cercles dirigeants où on laisse entendre qu'on ne se refuserait pas à discuter, si la Pologne faisait des propositions.»[12]

Le gouvernement français ne donna, une fois de plus, aucune suite à cette nouvelle tentative allemande et la fit ainsi échouer.

La volonté allemande de conciliation avec la Pologne demeurait intacte. Les représentants officiels du gouvernement du Reich et de Dantzig exprimèrent devant les diplomates étrangers leur «préoccupation commune» et, alors que «la question de Dantzig ne présentait pas un caractère urgent», certains milieux à l'étranger tentèrent de monter cette affaire en épingle, rendant ainsi de plus en plus difficile de «réserver à l'Allemagne des voies de retraite».[14] Hitler, qui depuis le 28 avril 1939 n'avait plus évoqué le problème de Dantzig et qui avait fait savoir, dès le 25 avril, aux diplomates spécialement concernés qu'il était prêt à attendre aussi longtemps qu'il le fallait pour trouver un règlement pacifique de la question,[14] convoqua le 7 août Forster, le gauleiter de Dantzig, en lui demandant de se renseigner sur les motifs qui avaient provoqué l'échec de ses tentatives de détente.[15] Le rappel de l'ambassadeur allemand en Pologne était certes un avertissement adressé à la Pologne, mais il exprimait également la nécessité d'une tentative

---

13) L.B. Namier, *In the Nazi Era*, p. 168.
14) *Livre Jaune Français,* doc. 171 et 172.
15) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 366.

polonaise de conciliation.[16] Là encore, la Pologne n'a pas su saisir l'occasion qui se présentait.

Comme on le sait, Hitler:

> «intervint peu au cours des événements diplomatiques entre avril et août 1939. Comme précédemment, il se contenta de préparer et d'attendre, avec la conviction que les obstacles se désagrégeraient devant lui d'une façon ou d'une autre.»[17]

Pourtant, des transformations importantes se produisirent sur la scène internationale dans cet intervalle. Que l'on pense aux suggestions britanniques repoussées début avril 1939 par le ministre des Affaires étrangères polonais,[18] à la propagation de fausses nouvelles (telles que l'évocation de mouvements de troupes allemands vers la frontière polonaise),[19] au zèle déployé par l'Angleterre pour accorder des garanties à des pays qui ne les demandaient pas, à l'activité débordante du président Roosevelt qui tentait par tous les moyens de faire échec à une politique de conciliation en Europe, enfin aux tentatives faites pour englober l'Union soviétique dans une vaste coalition contre l'Allemagne.

> «À Berlin, la situation est très différente. Les pourparlers trilatéraux et l'annonce du prochain envoi à Moscou de missions militaires anglaises et françaises inquiètent fort les milieux gouvernementaux hitlériens, qui discutent fébrilement des mesures susceptibles d'empêcher la signature d'un Pacte à Trois ou du moins d'en repousser la date.»[20]

Pendant l'été 1939, l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne changea. La proposition allemande de négociation du 24 octobre 1938 était caduque. À cette époque, l'actualité était marquée, du côté polonais, par la poursuite des mesures de dégermanisation du Corridor, de la Prusse occidentale, de la Haute-Silésie orientale et de Teschen, par le renforcement des dispositions prises contre Dantzig, qui devait maintenant choisir entre la famine et l'occupation militaire polonaise, et par le refus polonais de régler les différends par voie de négociations. Pour bien comprendre la situation, il faut noter que le gouvernement polonais n'était pas dupe des

16) *ADAP* VII, doc. 2.
17) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 219.
18) *ibid.,* p. 212.
19) *ibid.,* p. 210.
20) I.M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 174.

manœuvres anglaises, qu'il savait que pour la Grande-Bretagne, Dantzig n'était qu'un prétexte,[21)] et que sa promesse d'engagement aux côtés de la Pologne en cas de conflit n'était qu'une vaste escroquerie.[22)] Il n'était pas nécessaire que Chamberlain dévoilât ses intentions véritables le 1er septembre, devant la Chambre des Communes.

Il va de soi que les concessions que Hitler était prêt à faire avaient une limite. Cette limite était atteinte là où les Polonais auraient pu croire qu'ils pouvaient impunément intimider, provoquer l'Allemagne et porter atteinte à son prestige. Seul un homme politique de l'étoffe de Hitler pouvait imposer aux Allemands l'abandon définitif de la Posnanie, de la Prusse occidentale et de la Haute-Silésie orientale. Quel État pacifique, quel «État modèle pour les peuples civilisés» a jamais accepté, ne fût-ce qu'une seule fois, semblable abnégation? Aucun! Ce qui n'empêche pas certains historiens de montrer l'Allemagne du doigt et de stigmatiser toute revendication de territoires allemands, voire un prétendu manque de sincérité apportée au renoncement. Ce faisant, ils détournent l'attention de l'opinion publique des conquêtes mondiales qui se sont pourtant opérées avec la plus grande brutalité par les Démocraties.

> «Si Hitler avait voulu provoquer la Pologne, il aurait exigé Dantzig et l'ensemble du Corridor. Pourtant, cette revendication n'aurait pas donné à la Pologne de justification morale pour déclencher une agression car la combinaison qui avait été trouvée pour résoudre le problème du Corridor témoignait de l'esprit de revanche et des appétits de vengeance des Alliés...
>
> Loin d'accroître ses revendications, de faire preuve d'impatience et d'agressivité, Hitler fit de nouvelles concessions à la Pologne et manifesta un calme absolu [en dépit du refus polonais]...
>
> Dans l'intérêt même d'un règlement pacifique, Hitler était prêt à abandonner les minorités allemandes de Pologne, bien qu'elles fussent particulièrement maltraitées. Les Polonais n'ont pas su apprécier la modération des exigences allemandes ni le choix des termes volontairement bienveillants dans lesquels elles étaient présentées.»[23)]

Londres n'accorda pas la moindre attention aux paroles adressées par Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, le 26 juillet 1939, à son ministre Halifax:

---

21) J. Szembek, *Journal 1933-1939*, p. 481.
22) P.H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 138.
23) *ibid.,* pp. 147-148 et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 455.

> «Après avoir tant obtenu, Hitler trouverait peut-être plus sage d'éviter le déclenchement d'un conflit pour la réalisation de ses derniers objectifs.»[24)]

En interdisant à Danzig, le 1er août 1939, la libre exportation des biens de consommation de première nécessité, en adressant le 4 août un ultimatum à Dantzig et le 10 août une note à Berlin aux termes de laquelle toute action nouvelle de l'Allemagne pour défendre les intérêts vitaux de Dantzig serait considérée comme un acte d'agression (qui désormais, grâce au chèque en blanc britannique, ne manquerait pas de déclencher un conflit européen!), le gouvernement polonais se rendait indubitablement coupable d'actes d'agression. Brandissant la menace d'une guerre, les Polonais ne demandaient ni plus ni moins au gouvernement du Reich que de renoncer à tous les droits dont avaient bénéficié tous les gouvernements allemands depuis 1919.

Hitler s'abstint toutefois de répondre à cette nouvelle provocation. Au reçu, le 10 août, de la note polonaise, Hitler convoqua le jour suivant à l'Obersalzberg le haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, C.J. Burckhardt, et lui demanda sa médiation. Il mit à sa disposition un avion privé. Le seul document écrit rapportant l'entretien est dû à l'initiative de deux représentants de Halifax et de Bonnet.[25)] Il n'émane ni de Burckhardt ni d'aucun autre participant à cet entretien. De ce fait même, il est à manier avec précaution. Le 11 août, sans aucun doute après avoir pris connaissance de la nouvelle note polonaise de la veille, Hitler communiqua à Burckhardt qu'il ne projetait pas actuellement de faire de nouvelles propositions touchant à Dantzig mais qu'il comptait rester dans l'expectative, pour autant que la Pologne ne provoquât pas elle-même une action et qu'elle s'abstînt de porter atteinte au prestige de l'Allemagne. Des négociations locales restaient possibles, les Polonais savaient d'ailleurs que l'Allemagne souhaitait une négociation globale des problèmes. C'était toutefois à eux qu'incombait le soin de prendre l'initiative des pourparlers puisqu'ils avaient cru bon le 26 mars 1939 de brandir la menace d'une guerre.

Hitler:

> «Je souhaite vivre en paix avec l'Angleterre et conclure avec elle un pacte définitif..»[26)]

---

24) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 460.
25) C. J. Burckhardt, *op. cit.*, pp. 374 et 376.
26) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, pp. 58-60.

Si Burckhardt n'a pu remplir sa mission, la faute n'en incombe pas aux Allemands. Il s'est abstenu de s'expliquer clairement là-dessus. Toutefois, il a laissé entendre que certains milieux occidentaux avaient exprimé leur intention de «compliquer» un repli allemand et lui avaient conseillé de «renoncer à ses manœuvres néfastes d'apaisement à Dantzig».[27]

Quand il fut informé de la démarche entreprise par Hitler, Lord Halifax communiqua le 15 août 1939 à son ambassadeur de Varsovie:

> «J'ai l'impression que Herr Hitler est toujours indécis, qu'il est désireux d'éviter la guerre et de ne point frapper, s'il peut faire ainsi sans perdre la face.»[28]

L'historien britannique A.J.P. Taylor écrit:

> «Il [Hitler] entendait réussir sans guerre, ou, en tout cas, par une guerre nominale à peine discernable de la diplomatie. Il n'en voulait pas de grande... Une longue guerre contre les puissances occidentales ne l'intéressait pas.
>
> Sans le vouloir, la politique britannique venait de faire de Dantzig la question décisive pour 1939, comme, avec plus de réflexion, elle avait présenté celle des Allemands des Sudètes comme la question décisive de 1938.
>
> Dantzig constituait le grief le plus justifié des Allemands: la ville avait une population exclusivement allemande qui, manifestement, désirait rentrer dans le Reich et que Hitler ne refrénait qu'avec difficulté.
>
> La destruction de la Pologne n'entrait pas dans son projet originel. Bien au contraire, il désirait résoudre la question pour que l'Allemagne et la Pologne pussent demeurer en bons termes.»[29]

Adolf Hitler expliqua sa politique à Daladier, Premier ministre français, dans une lettre qu'il lui adressa le 27 août 1939:

> «J'ai réellement essayé d'année en année d'obtenir par la voie des négociations la révision tout au moins des conditions de ce dictat les plus invraisemblables et les plus insupportables. Cela fut impossible. Qu'il devait y avoir une révision, beaucoup d'hommes perspicaces de

---

27) C. J. Burckhardt, *op. cit.*, pp. 389 et 115.
28) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 20.
29) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, pp. 217, 250, 215, 216.

toutes les nations s'en rendaient clairement compte. Quoi que l'on puisse objecter à ma méthode, quoi que l'on croie devoir lui reprocher, il n'est pourtant pas permis d'ignorer ou de contester qu'il m'a été possible de trouver, dans de nombreux cas, sans nouvelle effusion de sang, des solutions satisfaisantes pour l'Allemagne et, qui plus est, de dégager, grâce au procédé employé, les hommes d'État d'autres peuples de l'obligation souvent intenable de prendre devant leurs propres peuples la responsabilité de cette révision. [...] Pas un Français digne de ce nom, vous non plus, Monsieur Daladier, n'aurait agi autrement que moi dans une situation analogue. [...]

C'est un mensonge qu'on profère en certains endroits du monde, lorsqu'on affirme que nous ne cherchons à réaliser toutes nos révisions que par la force. Pendant quinze ans, avant l'accession du national-socialisme au pouvoir en Allemagne, on avait eu l'occasion de réaliser les révisions par la voie de l'entente la plus pacifique. On ne l'a pas fait. Dans chaque cas particulier, j'ai formulé par la suite, de ma propre initiative, non pas une fois, mais en des occasions réitérées, des propositions tendant à réviser ces situations intolérables...

Je suis maintenant profondément convaincu que si en particulier l'Angleterre, avait alors, au lieu de déchaîner dans la presse une violente campagne contre l'Allemagne et de lancer le bruit d'une mobilisation allemande, conseillé à la Pologne d'être raisonnable, l'Europe pourrait jouir aujourd'hui et pendant vingt-cinq ans de la paix la plus profonde.

Mais en agissant comme on l'a fait, on a tout d'abord agité l'opinion publique polonaise en répandant la contre-vérité d'une agression allemande, on a rendu plus difficile au gouvernement polonais de prendre les décisions claires et nettes qui s'imposaient et, surtout par la promesse de garantie qui suivit, on a fait perdre de vue les limites des réalités possibles. Le gouvernement polonais rejeta les propositions. Dans la conviction absolue que l'Angleterre et la France combattraient désormais pour la Pologne, l'opinion publique polonaise commença à élever des revendications que l'on pourrait caractériser peut-être de folies ridicules si elles n'étaient infiniment dangereuses. Alors débuta un terrorisme sans bornes, oppression physique et économique des Allemands des territoires enlevés au Reich, Allemands dont le chiffre atteignait encore plus d'un million et demi. [...]

Dantzig aussi eut de plus en plus conscience, par suite des empiétements continuels commis par les autorités polonaises, qu'elle était apparemment livrée sans défense à l'arbitraire d'un pouvoir étranger au

caractère national de la ville et à sa population. [...] Je vous prie de bien comprendre ceci: il est impossible pour une nation qui a le sentiment de l'honneur, de renoncer à presque deux millions d'hommes et de les voir maltraités à ses propres frontières.»[30)]

Tout homme avisé devait reconnaître que la population allemande de Pologne et de Dantzig, qui était en proie aux provocations continuelles des Polonais avait un besoin urgent de cette aide allemande, la seule sur laquelle elle aurait pu compter. Non seulement le gouvernement allemand, mais également n'importe quel gouvernement, ne pouvait rester passif face à de telles provocations. Son prestige en aurait souffert, mais surtout il ne pouvait sacrifier à une puissance étrangère les droits des minorités dont il se devait moralement d'assurer l'existence.

Le 3 septembre 1949, l'historien britannique, Liddell Hart, spécialiste des questions militaires, écrivait:

«Dès la fin de la guerre, les principales archives allemandes sont tombées entre nos mains, et nous pouvions nous faire une idée précise de la peur extrême de la guerre au sein des milieux dirigeants allemands [à l'époque]..»[31)]

Ces documents ont généralement été soustraits aux regards de l'opinion publique mondiale. Le gouvernement du Reich s'est abstenu de les publier de manière à ne pas fournir à ses ennemis des preuves de ses propres faiblesses. Quant aux vainqueurs, qui ont mis la main sur ces archives, ils n'avaient aucun intérêt à les communiquer au public.

Des hommes politiques éminents du «camp adverse» ont montré que les motivations auxquelles obéissent les différentes nations en matière de politique étrangère sont les mêmes quel que soit le «régime» qui les gouverne.

British Yearbook of International Law, Londres, 1923:

«Un gouvernement ne peut rester indifférent au sort réservé aux personnes qui, bien que vivant à l'étranger, sont de la même nation d'origine, parlent la même langue et partagent la même foi religieuse que la majorité de ses propres citoyens.»[32)]

---

30) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 461, 471, et Adolf Hitler, *Der Großdeutsche Freiheitskampf*, pp. 13-17.

31) B.H. Liddell Hart in *Picture Post*, 3 septembre 1949.

32) K. Rabl, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, p. 122.

Le colonel Beck devant le Sejm, le 5 mai 1939:

«Pour nous, Polonais, la notion d'une paix à tout prix n'existe pas. Il n'y a qu'une chose dans la vie des hommes, des peuples et des États qui soit sans prix: cette chose, c'est l'honneur.»[33)]

Lloyd George, ancien Premier ministre britannique:

«Si l'Angleterre devait être acculée à une situation dans laquelle les décisions les plus fondamentales seraient prises sans elle, où sa voix ne compterait plus dans le concert des nations que pour quantité négligeable, je dirais que la paix serait une humiliation qu'un grand pays ne pourrait se permettre.»[34)]

Le président américain Eisenhower, le 16 mars 1959, dans un discours télévisé:

«Nous ne pouvons acheter la paix en sacrifiant deux millions de Berlinois libres.»[35)]

---

33) Livre Blanc Polonais, doc. 77.
34) *Dokumente der Deutschen Politik und Geschichte*, vol. II, p. 237.
35) *Das Neue Reich* N° 13, 28 mars 1959.

L'état de l'armement en 1939

Allemagne

Dans leur analyse du potentiel militaire des puissances européennes, les historiens qui s'attardent volontiers sur le réarmement allemand négligent le plus souvent d'évoquer les plans d'attaque et de défense des états-majors polonais, anglais, français et soviétique. Pourtant l'examen du potentiel de guerre des différentes nations européennes doit nous permettre de déterminer si un pays donné s'est livré à un «réarmement intensif et criminel», et s'il a «conspiré contre la paix mondiale».

Comment le réarmement allemand s'est-il effectué dans les années 1933-1939?

Le professeur Michael Freund, qui n'a acquis sa renommée qu'après 1945, écrivait dès 1944:

> «La lutte menée par l'Allemagne pour rétablir sa situation militaire et effectuer son réarmement entrait dans le cadre d'une course mondiale au réarmement et d'une révolution militaire qui affectait le monde entier.
>
> 30 juillet 1934: Le lancement d'un programme britannique de réarmement aérien est expliqué par la déclaration fracassante de Stanley Baldwin, lord président du Conseil du gouvernement national, c'est-à-dire de coalition: "le Rhin est la frontière de l'Angleterre!"
>
> 24 septembre 1934: Introduction d'un Service Auxiliaire en Pologne.
>
> 28 novembre1934: Accélération du programme de réarmement aérien britannique.
>
> 6 décembre 1934: Augmentation de la durée du service militaire en Suisse.
>
> 1er janvier 1935: La durée du service militaire est portée à deux ans en Tchécoslovaquie.
>
> 30 janvier 1935: L'Armée rouge, dont les effectifs ont été renforcés, compte désormais plus d'un million d'hommes.
>
> Janvier-mars 1935: L'annonce de l'Entente franco-soviétique s'accompagne en France de mesures importantes de réarmement, notamment une réorganisation de la flotte aérienne.
>
> Le Livre Blanc Anglais du 1er mars 1935 ayant fait état du réarmement allemand pour justifier les mesures de réarmement britanniques, le

Times écrit que ses arguments "auraient pu être exposés avec plus d'objectivité".»[1]

L'Allemagne devait tenir compte du réarmement des autres puissances et des dangers résultant du bellicisme de certaines nations qui, comme la Pologne, envisageaient l'occupation militaire de l'Allemagne.

> «Par ailleurs, lors de la prise du pouvoir [par Hitler], le Feld-maréchal [Hindenburg] s'était réservé un pouvoir discrétionnaire sur l'armée et la politique étrangère, droit auquel Hitler ne porta jamais atteinte, jusqu'à la mort du maréchal...
>
> On s'efforça tout d'abord de ne pas violer extérieurement les articles du traité [de Versailles], tels que la réduction des effectifs de l'armée allemande à 100 000 hommes; Hitler s'en tint strictement aux négociations sur le réarmement. Les menaces constamment répétées d'une guerre préventive contre l'Allemagne fournissaient toutefois une excellente justification aux revendications allemandes en matière de réarmement.»[2]

Si l'on en croit le général Adam, chef d'état-major allemand, «rien n'a été fait, pratiquement, en 1933, pour augmenter les effectifs de l'armée».[3] À la même époque, le général Gamelin affirmait que l'armement français avait sur celui de l'Allemagne une avance que l'on pouvait chiffrer à 20 milliards de francs.[4] Toujours à la même époque, le gouvernement français rejetait les propositions de désarmement allemandes, sans pourtant exposer les véritables motifs de sa décision:

> «Vous perdez votre temps, la convention dont vous êtes partisan ne sera pas conclue. Jamais nous ne la signerons! Hitler n'en a plus pour longtemps! Son sort est réglé. Une convention avec lui le consoliderait. Si la guerre éclate, il ne s'écoulera pas une semaine, avant qu'il ne soit déposé et remplacé par le Kronprinz.»[4]

À l'époque Lord Vansittart, premier fonctionnaire du Foreign Office,

---

1) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten 1934-1935*, pp. XVIII, 73, 93, 408, 436, I. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 125, F. Berber, *Deutschland-England 1933-1939*, p.189.
2) H. Roos, *Polen und Europa*, pp. 88, 87.
3) *ibid.*, p. 103. Déclaration sous serment du général Adam lors du procès Krupp, *Verteidigungs-dokumenten-Buch* 2b, n° 104.
4) A.Francois-Poncet, *Souvenirs d'une Ambassade à Berlin*, pp. 179 et 176. Déclaration du ministre français Tardieu à l'ambassadeur Francois-Poncet au printemps 1934.

avait lui aussi ce sentiment: il fallait veiller à ce que l'économie allemande ne puisse se relever:

> «Nous ne pouvons nous permettre de laisser l'Allemagne de Hitler se redresser. Le conseil des syndicats est du même avis, bien que ses raisons soient différentes des nôtres, comme le montre la récente déclaration appelant au boycott des marchandises allemandes.»[5)]

Selon lui, il fallait tout mettre en œuvre pour affaiblir et ruiner l'Allemagne, de manière à ce que les communistes eux-mêmes se refusent à s'engager sur ce terrain.[5)] Un rapport issu de la commission de défense de la Chambre des Communes (*Defence Requirements Committee*) réunie en mars 1934 à l'initiative du gouvernement nous montre l'influence que des prises de positions semblables pouvaient exercer sur l'état-major et le gouvernement britanniques: ce rapport considère de prime abord que l'Allemagne est l'adversaire potentiel.[5)] Or il est clair que ce document avait des antécédents, et qu'il se fondait sur une situation datant pour une part de l'époque où Hitler n'était pas encore parvenu au pouvoir, où l'Allemagne n'était pas encore nationale-socialiste et où elle ne disposait pas non plus d'aviation. Or dès le mois de novembre 1932, les hommes politiques britanniques envisageaient des plans d'attaque prévoyant des manœuvres de dissuasion aérienne qui permettraient à la Grande-Bretagne «d'exercer une influence militaire en Europe sans qu'il lui soit nécessaire pour cela d'entretenir une importante armée sur le continent».

> «Exposant le rôle que devaient jouer les bombardiers, Baldwin déclarait: "La seule défense, c'est l'attaque. Ce qui signifie que pour se sauver, il faut parvenir à tuer, plus rapidement que l'adversaire, un plus grand nombre de femmes et d'enfants".»[5)]

Quelles mesures prenait donc cet adversaire allemand?

Les exercices 1933-1934 et 1934-1935 ne font apparaître aucun accroissement des dépenses militaires. Le budget de l'armée, qui représente en Allemagne 4% du produit national brut, est relativement modéré si on le compare aux dépenses des pays voisins (Grande-Bretagne: 3%, France: 8,1%, Union soviétique: 9%).[6)] Ce budget n'a été renforcé en Allemagne qu'au cours de l'exercice 1935-1936, par suite de l'évolution de la situation

5) I. Colvin, *op. cit.*, pp. 28-29, 35, 121.

6) Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, *Die deutsche Industrie im Kriege 1939-1945*, p.16.

internationale (échec des négociations sur le désarmement, pacte d'assistance franco-soviétique). Les hommes politiques et les journalistes étrangers avaient deux années durant accusé Hitler de réarmer en prévision d'une guerre d'agression et de faire naître ainsi à travers le monde un sentiment de crainte et d'insécurité. Vu les effets de ces accusations mensongères, il se vit contraint de reconstruire l'armée allemande de manière à protéger son pays dans la perspective de la formation d'un bloc de nations hostiles à l'Allemagne. Les mensonges touchant au réarmement allemand n'ont été répandus que pour faire échec au désarmement, tout en justifiant chez les Alliés les mesures de réarmement, les projets d'alliance, la construction de fortifications et les discussions d'état-major, enfin pour rendre légitime la politique de Versailles. Les attachés militaires et les services secrets étrangers connaissaient très exactement l'état de l'armement allemand. Une foule de documents témoigne de ce que les gouvernements étrangers (de Pologne, Grande-Bretagne, France, États-Unis) ont pris leurs mesures contre le Reich parce qu'ils y étaient encouragés par les faiblesses de son armement.[7] Cette situation n'a pas empêché les gouvernements et les journalistes de ces pays d'abuser consciemment les populations en leur fournissant des données fausses et des conclusions erronées.

L'historien britannique A.J.P. Taylor écrit:

> «Les Français venaient de donner le coup d'envoi de la course aux armements.»[8]
>
> «L'Allemagne ne fut guère mieux préparée à une grande guerre de 1933 à 1936, qu'elle ne l'était avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. La différence résidait dans ce que celui-ci avait les nerfs plus solides que ses prédécesseurs.»[9]
>
> «Bon nombre de rumeurs alarmistes sur le réarmement allemand étaient dénuées de tout fondement. Même en 1939, l'armée allemande n'était pas équipée pour un long conflit. Et en 1940, exception faite de son encadrement, l'armée de terre était en tous points inférieure à celle de la France.»[10]
>
> «Le secret des nazis ne tenait pas de leur production d'armements mais de leur affranchissement par rapport aux principes économiques tenus alors pour orthodoxes.»[11]

7) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 554.
8) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 77.
9) *ibid.,* p. 119.
10) *ibid.,* p. 75.
11) *ibid.,* p. 104.

«Sous la direction de Hitler, l'Allemagne fut équipée pour gagner la guerre des nerfs, la seule qu'il comprît et aimât, non pour conquérir l'Europe...

En examinant l'armement allemand de l'époque nous sortons du domaine mystique de la psychologie de Hitler pour trouver la réponse dans celui des faits. Elle est claire: l'état de l'armement allemand en 1939 montre que Hitler n'avait pas envisagé de guerre généralisée et qu'au reste, il n'avait probablement aucune intention d'en livrer une.»[12)]

L'armement allemand représentait en

1937 = 9%
1938 = 16% } de ce qu'il était en 1944 [13)]
1939 = 18%

Selon d'autres sources, en

1933 = 2%
1934 = 2%
1935 = 4%
1936 = 6% } de ce qu'il était en 1943 [14)]
1937 = 9%
1938 = 20%
1939 = 25%
1940 = 44%

Le 4 juin 1946, à Nuremberg, le général Jodl fit la déclaration suivante:

«Lorsqu'en 1935, nous avons mis sur pied 36 divisions, la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie possédaient 90 divisions du temps de paix (sic) et 190 divisions du temps de guerre (sic). Nous n'avions pas d'artillerie lourde, et l'arme blindée en était encore à ses débuts...

Un réarmement intensif ne commença, en réalité, qu'après le début de la guerre. Nous sommes entrés dans cette guerre avec environ 75 divisions; 60% de notre potentiel d'effectifs n'avait encore subi aucune formation militaire, l'armée du temps de paix comprenait environ 400 000 hommes contre nos 800 000 hommes en 1914. Nos réserves en munitions et en obus atteignaient alors un niveau dérisoire... Nous pouvions nous battre pendant dix à quinze jours...

---

12) *ibid.,* p. 218.
13) D. Hoggan, *The Forced War* (édition allemande), pp. 391, 829.
14) Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, *op. cit.*, p. 23.

Si nous ne nous sommes pas effondrés dès 1939, cela est dû simplement au fait que, pendant la campagne de Pologne, les 110 divisions françaises et britanniques à l'Ouest sont demeurées absolument inactives en face des 23 divisions allemandes.»[15]

Or ces divisions n'étaient dotées que d'une très faible artillerie, elles étaient peu mobiles et les défenses antichars manquaient.[16] Même en comptant les divisions de l'armée territoriale, la *Landwehr*, et les divisions de remplacement des troisième et quatrième «vagues», l'historien américain T. Taylor en arrive pour l'année 1939 à un total de 106 divisions allemandes; la seule armée française en avait autant, si l'on tient compte des troupes de réserve et des armées coloniales. Par ailleurs, les troupes françaises avaient reçu une instruction militaire plus complète.[17] Si l'on ajoute les divisions britanniques, belges (23 divisions: 550 000 hommes) et néerlandaises aux divisions françaises, dont la plupart étaient massées à la frontière allemande, on en arrive à un total de 156 divisions.[18] Le gouvernement allemand devait tenir compte de la possibilité d'une intervention de ces troupes contre le Reich en cas de conflit avec la Pologne. En plus des 2,6 millions de soldats allemands répartis en «102 divisions»,[19] 500 000 hommes rejoignirent en automne 1939 les formations para-militaires.[20] Pourtant, 52 divisions seulement pouvaient être engagées sur le front.[19] En 1914, il y avait près d'un million d'hommes de plus sous les drapeaux.[21]

«À la différence de la situation qui régnait en 1914, où l'Empire allemand pouvait faire appel à 25 classes d'âge militairement formées, l'Allemagne de 1939 ne pouvait mobiliser que 5 classes.»[19]

«En 1935, la France, sans l'aide de ses anciens alliés, aurait pu envahir et réoccuper l'Allemagne presque sans lutte sérieuse. En 1936, son écrasante supériorité ne faisait toujours aucun doute. Nous savons

15) TMI vol. XV pp. 385-386 (éd. fse., p.364-366). Ces déclarations sont confirmées par les experts alliés. L'effectif d'une division (15.000 hommes) était à peu près le même dans les divers pays.
16) D. M. Projektor, «La Guerre en Europe 1938-1941», éd. russe, p. 20.
17) T. Taylor, *Sword and Swastika*, pp. 256 et 306.
18) W. A. Sekistow, «L'étrange guerre en Europe de l'ouest et dans la Méditérranée 1939- 1943», éd. russe, p. 85.
19) H. Michaelis, *Handbuch der deutschen Geschichte*, vol. IV, p. 14.
20) F. Halder, *Kriegstagebuch*, vol. I, p. 48. – dont 1,5 millions prévus pour la campagne de Pologne. – Voir aussi B. Müller-Hildebrand, *Das Heer 1933-1945*, vol. II, p. 15, qui donne de chiffre de 109 divisions.
21) B. Klein, *Germany's Economic Preparation for War*, pp. 73 et 3.

maintenant, d'après les révélations allemandes, qu'il en était encore de même en 1938...

Au cours de l'année qui suivit Munich [1939], l'armée allemande, quoique demeurée plus faible en réserves entraînées que l'armée française, atteignit presque son rendement maximum...

L'armée allemande n'était pas capable de battre la France en 1938 ou 1939.

...quand l'armée allemande pouvait aligner à peine une demi-douzaine de divisions bien entraînées sur le front occidental, tandis que la France, avec près de 60 ou 70 divisions, était en mesure de franchir rapidement le Rhin ou d'occuper la Ruhr.»[22)]

Il convient ici de comparer la population de ces deux pays: Allemagne: 80 millions d'habitants, France: 42 millions.

Dans une étude sur les préparatifs de guerre allemands, Burton Klein, chercheur américain de l'université Harvard, nous fournit les données suivantes:

«Jusqu'à la réoccupation de la Rhénanie, au printemps 1936, le réarmement [allemand] était pour ainsi dire un mythe...

Les forces armées ne disposaient même pas d'une administration économique centrale en mesure de calculer les besoins en matériel et de dresser les listes de demandes d'équipement.

Hitler partait du principe que les économistes ne devaient pas se mêler de stratégie militaire...

En août 1939, les réserves en matières importantes telles que cuivre, minerai de fer, essence, pétrole et caoutchouc étaient considérées suffisantes pour 3 à 6 mois de guerre seulement.

...en 1939, l'industrie sidérurgique dépendait de l'étranger pour 65% du minerai de fer et pour la quasi-totalité des alliages ferreux...

En 1937-1938, les importations alimentaires augmentèrent plus rapidement en volume que les importations de matières premières, ce qui fait que la structure des importations était pratiquement la même qu'en 1929...

Nous pouvons dire qu'en 1939, la main d'œuvre était tout entière employée, dans la mesure où il n'y avait pas de chômage... La répartition de la main d'œuvre n'a pratiquement pas évolué au cours de ces quatorze

22) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 345, 347, 354.

années [1925-1939]. Deux secteurs seulement étaient soumis à des variations notables: l'agriculture et l'administration. Des franges importantes de l'économie n'étaient pas concernées par la mobilisation de temps de guerre...

En 1939, l'économie civile disposait d'importantes réserves de main d'œuvre... Les investissements ne se sont nullement concentrés sur les secteurs de l'économie chargés des préparatifs militaires... En fait, au cours des années qui ont précédé la seconde guerre mondiale, l'économie allemande a produit plus de "beurre" et moins de "canons" qu'on a bien voulu le dire. En 1937, la consommation civile, les investissements pour la production de biens de consommation et les dépenses publiques destinées à des fins pacifiques égalaient ou dépassaient même les niveaux les plus élevés des années précédentes. Il ne peut être question de parler d'un programme de réarmement si étendu qu'il aurait étouffé une reprise de la production civile....

La production de munitions et le nombre des divisions mobilisées en Allemagne étaient très modestes comparés aux estimations officielles. Les investissements dont bénéficiaient les industries de guerre étaient à peine plus importants en 1939 que pendant les années prospères précédentes. Ils étaient faibles comparés à l'ensemble des investissements...»[23)]

«La répugnance du gouvernement à exiger de son peuple des sacrifices économiques se manifesta à plusieurs reprises. C'est ainsi qu'il se refusa à augmenter les impôts plutôt que d'ouvrir le déficit budgétaire. En 1937, il s'abstint de réduire les importations de produits alimentaires au profit des matières premières. Il se refusa de même à déplacer les ouvriers des secteurs économiques de moindre importance. Un autre exemple nous est fourni par la relative inefficacité de l'administration chargée du plan...

Lorsque Schacht [président de la Reichsbank] tenta de réduire les crédits destinés au financement des travaux des communes, il se heurta systématiquement à la résistance de membres influents du parti. Lorsqu'il essaya à plusieurs reprises de réduire le budget du Front du Travail, l'affaire fut présentée à Hitler, qui s'opposa au projet. Le parti se refusa à intégrer dans la population active un plus grand nombre de femmes car cette décision eût été contraire à l'idéologie officielle...

En 1937 et en 1938, les dépenses publiques consacrées à des buts non militaires étaient plus importantes que jamais...

---

23) B. Klein, *op. cit.*, pp. 17, 37, 38, 56, 58, 57, 61, 72, 75, 15, 76.

Les motifs qui empêchaient les nationaux-socialistes d'entreprendre un réarmement plus important étaient:

a) la crainte de déficits plus lourds,

b) la répugnance du gouvernement à exiger de la population des sacrifices financiers,

c) l'incapacité de Hitler de soumettre de nombreux intérêts privés à ses objectifs,

d) un manque d'efficacité dans la réalisation du programme.»[24)]

Un autre témoignage le confirme:

«Il s'avéra que l'appareil du militarisme national-socialiste ne fonctionnait pas en tenant compte d'une stratégie d'ensemble ou d'un programme d'armement à long terme.»[25)]

Le 5 mai 1938, le général Ludwig Beck, chef de l'état-major de l'armée de terre, exposait dans son rapport la situation politique et militaire du pays et justifiait sa résistance ultérieure à Hitler:

«...1. Dans l'absolu, la situation militaire de l'Allemagne n'est pas comparable à sa faiblesse des années précédentes, mais dans la situation actuelle, elle nous est plus défavorable qu'en 1914, car toutes les puissances susceptibles de faire front contre l'Allemagne ont considérablement augmenté leurs armements, et ce depuis des années. Par ailleurs, il faudra encore attendre de nombreuses années avant que la reconstruction de la Wehrmacht soit achevée.»[26)]

Après la campagne de Pologne:

«Le gouvernement allemand entreprit d'adapter son industrie aux exigences de l'économie de guerre et d'élargir son programme militaire.»[27)]

Les auteurs communistes admettent eux-mêmes que la plus grande partie de l'industrie allemande n'était pas «adaptée aux exigences d'une économie

---

24) *ibid.*, pp. 79, 80, 81.
25) W. Hofer, *Der Nationalsozialismus – Dokumente 1933-1945*, p. 214.
26) *ibid.*, p. 340.
27) Platanova, Pavlenko, Parotkina, «La seconde guerre mondiale», éd. russe, pp.69-70.

de guerre et que le programme militaire n'avait pas été élargi avant le déclenchement des hostilités».

> «Le motif essentiel qui a contraint le haut-commandement de l'armée allemande à repousser plusieurs fois la date de l'ouverture des hostilités [avec la France] était que les Allemands n'étaient pas parvenus à réunir à temps les corps d'armée nécessaires.»[27)]

Si le Reich avait prévu le conflit de longue date et s'il avait entrepris son réarmement plusieurs années auparavant en prévision d'une guerre d'agression, il aurait été au moins en mesure de «réunir ses corps d'armée à temps»!

Les Soviétiques ont confirmé que la campagne de France avait été menée avec des effectifs inférieurs en nombre aux troupes ennemies:

> «Les forces armées britanniques, françaises, belges et néerlandaises comprenaient au total 142 divisions (selon d'autres sources 156 divisions), auxquelles s'opposaient 136 divisions fascistes allemandes...
>
> Si l'on examine ce rapport de forces et les moyens dont disposaient les Alliés, rien ne permet de conclure à leur faiblesse, à l'insuffisance de leurs préparatifs de guerre ou à une supériorité indéniable de l'agresseur fasciste.[28)]
>
> Au cours de la campagne de Pologne, il apparut que l'artillerie allemande était insuffisante et qu'elle n'atteignait pas la puissance de feu adaptée à la rapidité des combats modernes. Le haut-commandement de l'armée allemande était contraint d'augmenter la puissance de feu de son artillerie en faisant appel à la Luftwaffe... Les erreurs d'appréciation des généraux hitlériens en matière d'artillerie devaient peser très lourd sur le cours de la guerre et le destin de l'armée fasciste allemande.[29)]
>
> Les experts militaires américains ont découvert que les indications fournies par Churchill quant à l'infériorité de l'armement français face au matériel de guerre allemand étaient totalement erronées...
>
> Un rapport officiel adressé en octobre 1947 au ministre de la guerre américain a montré l'extrême inexactitude des chiffres et des estimations fournies par Churchill.»[30)]

Ce rapport a été publié par l'Académie des Sciences de l'Union sovié-

---

28) W. A. Sekistow, *op. cit.*, éd. russe, p. 85.
29) *ibid.*, p. 133.
30) E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, pp. 162-163.

tique. Il était repris in extenso et sans commentaire par un recueil officiel du ministre de la Guerre américain. Cet aveu d'une puissance occidentale supérieure était ici confirmé par l'Union soviétique:[31)]

> «En 1938, l'Allemagne construisait 3 350 avions de guerre (5 235 avions de tous types), ce qui était nettement peu pour une guerre longue. En 1939, à la veille du conflit, l'industrie allemande produisait 4 733 avions de guerre (8 295 avions de tous types), l'Angleterre 8 000 avions de tous types...
>
> Les flottes aériennes anglaises et allemandes étaient donc sensiblement équivalentes par leurs effectifs. L'Allemagne construisait surtout des chasseurs et des bombardiers, l'Angleterre principalement des chasseurs.
>
> Dans les quatre derniers mois de l'année 1939 [les quatre premiers mois de guerre], l'Allemagne construisit 247 chars et canons d'assaut, l'Angleterre 314.[30) + 32)]
>
> En septembre 1939, l'ensemble de la production de chars allemands s'élevait à 3 mille, dont trois cents chars lourds seulement. Jusqu'en 1939, l'Allemagne n'a construit aucune nouvelle usine d'armement... (*«W germanskeu woenneu promüschlennosti do 1939 goda ne bülo wüstroeno ni odnogo nowogo puschetschnogo sawoda»*).
>
> Lorsque l'Allemagne attaqua la Pologne, l'armée de Hitler n'était équipée que pour six semaines de guerre! La Luftwaffe ne comptait que mille avions susceptibles d'être engagés en première ligne, les stocks de bombes ne suffisaient que pour trois mois de guerre (d'après les normes d'utilisation de la campagne de Pologne): les forces terrestres ne comptaient que trois divisions blindées, et les réserves s'élevaient à 600 chars; la Kriegsmarine comptait 53 sous-marins.
>
> Le Reich était formidablement armé pour une guerre courte et localisée contre un adversaire unique, il ne l'était pas pour une guerre longue contre une coalition mondiale.»[31)]

---

31) A. M. Nekritsch, «La politique de l'impérialisme anglais en Europe», éd. russe, p. 436. Nekrisch cite Hanson W. Baldwin, «Hitlers's Power in 1939», *New York Times*, 9 mai 1948. Le rapport de H. W. Baldwin s'appuie sur des documents du ministère de la Guerre américain de 1947.

32) B. H. Klein, *op. cit.*, p. 19 confirme ces chiffres. Avant 1938, l'Allemagne ne produisait que des chars légers, de types Mark I et Mark II. Peu après l'ouverture des hostilités ils ne furent plus utilisés, en raison de leur vétusté. La production du Mark III commença en 1938, les Mark IV apparurent en 1939. Au cours des trois derniers mois de l'année 1939, l'Allemagne produisit 247 chars.

Il convient de lire ces citations plusieurs fois et d'en noter la source. Une page plus loin, on peut lire que l'Allemagne n'a pu accroître aussi considérablement sa production d'avions et de chars que parce qu'elle avait pu écraser l'armée française, refouler les troupes britanniques hors du continent et utiliser ainsi les riches provisions de l'Europe occupée.

Par rapport à sa population (80 millions d'habitants), l'Allemagne ne disposait en 1939 que d'un peu plus de la moitié de l'armement de la Grande-Bretagne, qui n'était que l'un de ses adversaires principaux (50 millions d'habitants). Par ailleurs, il faut aussi mentionner les industries canadiennes, qui fournissaient une partie de l'armement britannique, et les promesses d'aide formulées plusieurs mois avant le déclenchement des hostilités par le président Roosevelt. Il faut enfin tenir compte de l'insularité de la Grande-Bretagne, qui lui conférait une certaine protection.

> «Les professeurs américains William L. Langer et S. Everett Gleason, dans un livre intitulé *The Challenge to Isolation*, rejettent définitivement les thèses absurdes énoncées par Churchill sur la supériorité indéniable de l'Allemagne. Dans ce même ouvrage pourtant, les deux professeurs, favorables aux Alliés et hostiles au révisionnisme, contestent l'opportunité d'une révision des traités [dictés par les Alliés après la première guerre mondiale]:
>
> "Il ne fait plus guère de doute qu'en 1939, les Allemands étaient loin d'être prêts à une guerre longue et généralisée. Leur production de guerre était inférieure à la production combinée de la France et de la Grande-Bretagne, et leurs réserves en munitions étaient nettement insuffisantes. Des quelque 100 divisions qu'ils ont envoyées sur le front de Pologne, trois seulement étaient mécanisées, aucune n'était entièrement motorisée. En un mot: les Allemands étaient équipés pour une guerre éclair de deux mois, telle que la campagne de Pologne, et non pour une guerre telle qu'elle allait se présenter."»[30]

Le Comité de Défense du Reich n'envisageait seulement qu'«une guerre défensive». Comment aurait-il pu en être autrement? «L'artillerie lourde faisait cruellement défaut, les blindés étaient à l'essai, l'état de nos munitions était catastrophique».[33] Les programmes d'armement allemands étaient reportés aux années 1943-1944.[34] Bien que l'élaboration d'un programme d'armement ne soit pas nécessairement la preuve d'une volonté d'agression,

---

33) TMI, vol. XIX, pp. 10-11. Prof. Exner, avocat du général Jodl.
34) T. Taylor, *op. cit.*, p. 277.

cet exemple montre du moins que l'Allemagne n'avait pas «projeté» la guerre de 1939. En décembre 1938, un an avant que Hitler n'entreprît de «conquérir le monde», le haut-commandement de l'armée de terre reçut l'ordre de se consacrer jusqu'en 1945 à la restructuration de l'armée et à l'instruction des soldats, de ne pas entreprendre de préparatifs de guerre et de renoncer même à garantir les frontières du Reich.[35)]

> «La ligne Siegfried (*West Wall*) était insuffisamment pourvue en meurtrières, tourelles, et nids de mitrailleuses.»[36)]
>
> «Sur le plan militaire, le réseau de communications allemand était encore insuffisant.»[37)]

L'industrie lourde, qui dépendait pour 80% des importations de fer et de manganèse, n'avait rien fait pour augmenter ses approvisionnements dans la perspective d'une nouvelle guerre.[38)] Aucune matière première n'était disponible ni ne pouvait être produite en quantité suffisante.[39)] Le parc de locomotives et de wagons de la *Reichsbahn* était moins important qu'en 1914.[40)] Le passage d'une économie de paix à une économie de guerre dut être improvisé. Rien n'était prévu, ni les directives, ni les centres de coordination, ni les normes, ni la mesure des restrictions par type, ni les plans correspondants pour le personnel.[41)]

> «Certaines mesures telles que les approvisionnements alimentaires montrent que jusqu'à 1939, les dirigeants du secteur agricole du Reich, loin de compter sur les ressources des territoires occupés, ne comptaient en cas de conflit que sur les leurs propres.»[42)]

Un autre aveu, de source soviétique cette fois:

> «L'absence des bases matérielles, techniques et économiques indispensables à la conduite d'une guerre mondiale contre les grandes

---

35) H. Laternser, *Verteidigung deutscher Soldaten*, p. 28.
36) T. Taylor, *op. cit.*, p. 281.
37) *ibid.*, p. 280. Déclaration du colonel Gercke, ancien chef du service des transmissions de l'état-major de l'armée de terre.
38) L.P. Lochner, *Die Mächtigen und der Tyrann*, p. 226.
39) *Bilanz des Zweiten Weltkrieges*, Bericht der Sachverständigen, p. 272.
40) *ibid.*, p. 302.
41) *ibid.*, p. 215.
42) *ibid.*, p. 332.

puissances est l'un des points faibles de la machine de guerre hitlérienne. Cette insuffisance provient principalement de l'absence de quantités suffisantes de matières premières essentielles et de la dépendance dans laquelle se trouvait l'armée vis-à-vis de matières premières dont l'importation était toujours plus problématique. La réduction globale des exportations et l'importance de la dette publique de l'État allemand posaient de graves problèmes économiques, qui pesèrent directement sur la production de temps de guerre et sur l'état des forces armées.

Il faut également noter que la Wehrmacht disposait d'un arsenal d'armement restreint, comparé aux exigences d'une guerre mondiale. L'observation vaut en particulier pour les stocks de matériel militaire et, à un moindre degré, pour l'arme blindée. L'insuffisance du parc de chars moyens et lourds, la prédominance de chars légers, qui, comme l'expérience l'a montré, ne répondaient pas, ne serait-ce que du fait de leur date de construction, aux normes de sécurité, obligea le haut-commandement allemand à limiter le nombre des unités blindées et à improviser leur composition....

L'État hitlérien était incapable de soutenir le poids d'une guerre longue contre la coalition des États européens.»[43)]

L'état-major de l'armée de terre craignait fort une intervention militaire des puissances occidentales en cas de conflit avec la Pologne:

«Tout le monde à Berlin savait pertinemment que la coalition des armées française, britannique et polonaise surpassait la Wehrmacht. La guerre sur deux fronts était le vieux cauchemar des militaristes allemands; or dans les conditions de 1939, elle pouvait avoir des conséquences désastreuses pour le Troisième Reich. Les divers plans d'opération élaborés par l'état-major de l'armée de terre témoignaient de cette inquiétude.»[44)]

«Avec rien de moins que 270 divisions, des milliers de chars et d'avions», l'Angleterre, la France et l'Union soviétique réunies auraient pu en 1939 «prendre l'Allemagne en étau entre deux fronts».[45)]

Du 1er janvier au 5 septembre 1939, les États-Unis ont fourni pour 23 000 $ de matériel militaire à l'Allemagne, pour 16 000 000 $ à la France et

43) D. M. Projektor, *op. cit.*, p. 9.
44) *ibid.*, p. 19.
45) *ibid.*, p. 20.

21 000 000 $ à la Grande-Bretagne.[46] On sait que l'Allemagne arrivait en dernière position pour ses achats de matériel militaire à l'étranger. En 1939, Hitler n'avait pas conçu de plan d'armement particulier et l'été de cette année-là, il déconseillait encore à ses généraux d'accroître la masse des armements. Il n'envisageait la possibilité d'une crise sévère que dans les années 1943-1945, c'est pourquoi il consacrait l'essentiel de sa politique économique à la construction de routes et à l'extension des villes.

Lors du déclenchement des hostilités, il n'existait aucun plan allemand d'attaque contre la France, son voisin occidental, ni contre cette grande puissance maritime qu'était à l'époque la Grande-Bretagne.[47 + 48] Jusqu'au printemps 1939, il n'existait qu'un plan de défense des frontières orientales. L'établissement d'un plan d'attaque contre la Pologne (Plan Blanc) date du 3 avril 1939,[49] et il n'était explicitement prévu que «pour faire face à une menace éventuelle sur ce front».[50] Il a été conçu à l'époque de l'annonce du chèque en blanc britannique, au plus fort de la crise, lorsque le chauvinisme des Polonais aveuglait ces derniers sur leurs propres forces et «les empêchait de prendre conscience de la menace mortelle qui pesait sur eux»[51] alors qu'il y avait tout lieu de craindre un conflit armé. Au terme de la campagne de Pologne, l'Allemagne ne disposait toujours pas de plan d'attaque contre les puissances occidentales.[52]

> «Peu de préparatifs furent faits même pour une guerre défensive contre la France. Une faible fraction de l'aviation fut stationnée en Allemagne occidentale, "pour empêcher la France d'avoir sa liberté d'action totale dans le ciel". Deux divisions de l'armée prirent position sur la ligne Siegfried où deux autres vinrent les rejoindre en septembre – alors que les Français pouvaient en engager plus de 80...
>
> Les Allemands remportèrent leur victoire [pendant la campagne de France en 1940] sans disposer d'une bien grande supériorité en effectifs et en matériel.»[53]

46) S. Hedin, *Amerika im Kampf der Kontinente*, p. 92.
47) H. Springer, *Das Schwert auf der Waage*, p. 183.
48) W. Hofer, *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, p. 106.
49) T. Taylor, *op. cit.*, p. 264.
50) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, doc. 53.
51) H. Mau et H. Krausnick, *Deutsche Geschichte der jüngsten Vergangenheit 1933 bis 1945,* p. 133.
52) B. H. Liddel-Hart, *The Other Side of the Hill*, p. 114.
53) A.J.P. Taylor, *op. cit.,* pp. 167, 115.

Forces aériennes

Du côté allemand comme du côté des Alliés, on s'accorde à estimer à 3 000 le nombre des avions que l'Allemagne pouvait engager en première ligne.[54)] Selon une autre source, elle possédait 1 000 bombardiers et 1 050 chasseurs.[55)] La Luftwaffe n'avait aucun bombardier quadrimoteur, et les bimoteurs (Dornier V 17 et Heinkel 111) se sont avérés d'un faible rendement.[56)] Les bombardiers équipés pour des missions à longue distance, les Junkers 88, étaient très peu nombreux. Ils n'ont pas pu être utilisés pendant la campagne de Pologne. «Malgré toutes ses qualités, le Ju 88 n'était pas un vrai bombardier lourd.»[57)] La flotte aérienne franco-britannique comprenait 7 300 avions.[58)] En 1939, l'Angleterre possédait 2 327 avions susceptibles d'être engagés en première ligne, 1 715 sur son territoire (855 bombardiers, 560 chasseurs et 300 avions de reconnaissance), 222 affectés à la marine et 354 outremer.[59)] Jusqu'au début du déclenchement des hostilités l'Allemagne n'avait pas conçu de bombardiers ayant un grand rayon d'action tandis que la Grande-Bretagne l'avait fait depuis 1934 et les États-Unis depuis 1935.[59)]

> «[Les économistes britanniques et américains] ont ainsi découvert qu'en automne 1939, sa production [allemande], qui s'élevait à 675 avions, ne dépassait pas celle de la Grande-Bretagne; l'Allemagne construisait moins de blindés qu'elle et ne disposait que d'un stock de trois mois de carburant pour avions lors de l'ouverture des hostilités.»[60)]

> «Ce fut l'Angleterre qui, la première, souligna l'importance stratégique de la guerre aérienne. Dès le 1er avril 1918, les gouvernants britanniques transformèrent la R.A.F. en un corps indépendant et dissocièrent très nettement son encadrement de celui de l'armée de terre ou de la marine. L'Angleterre disposait déjà à l'époque d'unités de bombardiers, l'*Independent Air Force*. Leur nombre s'accrut sensiblement

---

54) T. Taylor, *op. cit.*, p. 253.
55) B. H. Klein, *op. cit.*, p. 19.
56) T. Taylor, *op. cit.*, p. 255.
57) *ibid.*, p. 254.
58) *Kommunist* N° 4, mars 1959, p. 138.
59) E. Spetzler, *Luftkrieg und Menschlichkeit*, pp. 224-225.
60) I. Colvin, *op. cit.*, p. 274.

à partir de 1925. Le modèle d'avion le mieux adapté au combat aérien était un bombardier lourd, bien armé, et qui disposait d'un très grand rayon d'action. Conçu dès 1934, puis fabriqué en série à partir de 1936, il ne put être engagé en nombre suffisant dans la guerre aérienne qu'en 1941.

Bien avant 1939, la Grande-Bretagne usait déjà de toute son énergie pour la réalisation de cet objectif, qui permettait d'établir un plan de guerre aérienne contre l'Allemagne. Les Anglais consacrèrent beaucoup de temps au succès de l'entreprise.»[59)]

«Les Allemands ne prévirent pas d'aviation de bombardement indépendante [des opérations terrestres], ils la considéraient comme une auxiliaire de l'armée et durent improviser leurs attaques contre l'Angleterre à l'été de 1940.»[61)]

Le passage suivant mérite d'être noté:

«Au milieu des années vingt, les Britanniques entreprirent pour la première fois un examen du potentiel industriel allemand dans la perspective de raids aériens. Les États-Unis avaient préparé leur entrée en guerre en établissant une liste de 124 objectifs dans le domaine de la production d'électricité, des communications et du raffinage, et de 30 objectifs dans celui de l'industrie aéronautique et de l'industrie des métaux légers. Les instructions destinées aux bombardiers anglo-américains chargés de ces raids aériens étaient prêtes dès 1932.»[62)]

Forces navales

La flotte allemande était beaucoup plus réduite qu'en 1914.[63)] Elle était inférieure à la flotte française et du fait de «l'écrasante supériorité franco-britannique... ne pouvait guère se risquer en haute mer».[64)] Elle n'avait pas de porte-avions et ne disposait que de 57 sous-marins (U-Boot) dont 42 étaient «aptes au combat».[65)] Si l'on considère qu'un tiers seulement de l'ensemble des sous-marins peut attaquer l'ennemi, les deux tiers restants effectuant le

61) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 116.
62) *US Navy*, août 1956, N° 8, p. 837 *seq.* Lieutenant Commander Richard G. Alexander cité dans *Marine Rundschau* N° 3, 1957, p. 95.
63) W.P. Potjomkin, *Geschichte der Diplomatie*, p. 764.
64) T. Taylor, *op. cit.*, pp. 259-260.
65) F.O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 223.

trajet aller retour, étant en révision ou faisant fonction de navires-écoles, le nombre des sous-marins prêts à intervenir en haute mer était en 1939 extrêmement modeste.

«Cependant, à peine la moitié d'entre eux pouvait intervenir sur le front atlantique. En fait, 18 [sous-marins] ont été engagés dans la guerre contre la Grande-Bretagne et trois ont été envoyés dans la mer Baltique pour appuyer les opérations contre la Pologne.»[64)]

«De 1933 à 1938, la marine allemande n'avait établi aucun plan de construction d'une flotte de haute mer susceptible de rivaliser avec celle de l'Angleterre.»[66)]

Face aux 57 modestes sous-marins de la marine allemande, la France et la Grande-Bretagne réunies alignaient dès le début de la guerre 135 sous-marins.[67)] Le grand amiral Raeder ajoute:

«Nos deux croiseurs de bataille et nos trois cuirassés légers avaient en face d'eux 22 bâtiments similaires français ou anglais. Nous n'avions pas un seul porte-avions, alors que nos adversaires en possédaient sept. À nos deux croiseurs lourds s'opposaient 22 croiseurs alliés de la même catégorie. La proportion était de 6 contre 61 pour les croiseurs légers; de 34 contre 255 pour les torpilleurs.»[68)]

Churchill, dans un discours prononcé le 16 mars 1939 devant la Chambre des Communes:

«Il faudra encore de nombreuses années à la marine allemande avant de pouvoir aligner un nombre de bâtiments suffisant à engager un véritable combat naval.»[69)]

Le même Churchill, dans ses mémoires:

«Alors [1939], la flotte allemande venait à peine de commencer à se

---

66) T. Taylor, *op. cit.*, p. 257.

67) *Bilanz des Zweiten Weltkrieges*, p. 79.

68) E. Raeder, *Mein Leben*, vol. II, pp. 172-173, et Benoist-Mechin, *Histoire de l'Armée Allemande*, tome VI, p. 137. Une autre source mentionne 11 porte-avions franco-britanniques – *Bilanz des Zweiten Weltkrieges*, p. 118.

69) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, pp. 139 et 137.

reconstituer et était d'une puissance trop restreinte pour pouvoir même former une ligne de bataille. [...]

Ainsi, aucune formation ne pouvait prétendre nous ravir la domination des mers. Sans aucun doute, la flotte britannique avait sur la flotte allemande une supériorité écrasante en puissance comme en nombre et rien ne permettait de supposer que l'entraînement technique des équipages et leur habileté dussent être inférieurs à ceux de l'ennemi...

Elle [la flotte britannique] avait moins à faire face à un ennemi qu'à remplir de très nombreuses missions importantes.»[70)]

Comme le confirment les Soviétiques:

«En 1939, le nombre d'avions affectés à la marine de guerre allemande était très insuffisant.»[71)]

Le grand amiral Raeder devant le Tribunal de Nuremberg le 17 mai 1946:

«Il existe les preuves les plus diverses établissant que je ne comptais en aucune façon sur une guerre en automne [1939] et, en raison du médiocre réarmement de la Marine allemande, c'était bien naturel. J'ai clairement exprimé à Swinemünde, dans une allocution aux officiers de sous-marins, qu'il n'y avait pas à compter là-dessus.»[72)]

Grande-Bretagne

En 1939, la Grande-Bretagne n'était pas aussi désarmée qu'on a bien voulu le dire. «Elle produisait autant, sinon plus d'avions et de blindés que l'Allemagne nationale socialiste»[73)], sans parler même de sa marine, qui dominait les mers. Comme en 1914, l'Amirauté britannique avait conçu en 1939 un plan d'anéantissement de la flotte allemande qui prévoyait un débarquement à partir de la Manche.[74)]

---

70) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre II, «La drôle de guerre», p. 10.
71) Platanova, Pavlenko, Parotkina, *op. cit.*, p. 97.
72) TMI, vol. XIV, p. 79 (éd. fse., p. 72).
73) E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, p. 162.
74) H. Grimm, *Die Erzbischofsschrift*, p. 121.

Fin 1937, Churchill pouvait déjà écrire:

> «que la marine était puissante et que même pendant les années de désarmement, un budget lui avait été alloué pour assurer le maintien de son équipement et son organisation, déjà établis sur une vaste échelle; celui-ci n'avait jamais été inférieur à 50 millions de livres sterling...»[75)]

Le 3 octobre 1938, trois jours après la signature à Munich de la déclaration de paix et d'amitié, N. Chamberlain annonçait à l'improviste la nécessité d'un réarmement à tout prix:

> «Il y a un certain temps déjà que nous nous employons dans ce pays à réaliser un grand programme de réarmement, programme de plus en plus ample qui s'exécute à une cadence de plus en plus accélérée.»[76)]

À Blackburn, le 22 février 1939, un mois avant Prague:

> «De fait, notre armement est considérable: il est si considérable que les gens ne peuvent probablement pas en saisir toute l'étendue.»[77)]

Même en admettant qu'il ait grossi la réalité, il ne faut pas perdre de vue l'impact durable que de telles paroles, venant d'un Premier ministre, ont pu avoir sur les nations «concernées». En fait, elles étaient destinées à inciter les alliés français à consentir de nouveaux sacrifices en matière d'armement. Elles devaient créer dans chaque camp une psychose de guerre et accélérer la course aux armements.

> «L'Angleterre avait déjà à sa disposition six divisions d'active auxquelles elle pouvait en ajouter dix dans un délai très bref, et seize autres dans un deuxième temps, ce qui représentait au total trente-deux divisions. L'armée de l'air réunissait plus de 3 000 avions susceptibles d'être engagés en première ligne.»[78)]

Le 1er septembre 1939, Chamberlain faisait devant la Chambre des Communes la constatation suivante:

---

75) E. Hughes, *op. cit.,* p. 160.
76) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 218.
77) *ibid.*, doc. 242.
78) I. M. Maisky, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 158.

«Le grand point à observer, le point le plus satisfaisant, est que nous n'avons aucun besoin, aujourd'hui, de faire appel d'une façon générale à des recrues, comme le fit Lord Kitchener, il y a vingt-cinq ans. Cet appel a été devancé de plusieurs mois et les hommes sont déjà prêts à être employés..»[79)]

Même en temps de guerre, Albion, dominant les mers, pouvait se procurer matières premières et armements dans presque tous ses dominions et auprès de nations amies dans toutes les parties du monde. Or dès 1939, le volume d'armements des Îles britanniques était sensiblement au même niveau que celui de l'Allemagne; il était nettement supérieur si l'on tenait compte de la différence de population entre ces deux pays (Allemagne: 80 millions, Grande-Bretagne: 50 millions). En cas de crise, l'Allemagne pouvait être soumise à un blocus efficace, tandis que l'Angleterre avait libre accès à la mer. Dans l'étude du potentiel militaire de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, il nous faut tenir compte de l'ensemble des facteurs politiques, stratégiques et géographiques.

Il faut également savoir que le ministère britannique de la Guerre avait établi sa stratégie en fonction d'une guerre longue. Dans un premier temps, la Grande-Bretagne comptait sur ses alliés pour mener le combat. Elle-même n'envisageait guère que l'envoi d'un faible contingent sur le continent. Cette tactique n'était d'ailleurs pas en contradiction avec l'opinion exprimée par Chamberlain, qui affirmait pouvoir vaincre Hitler dans un délai très court grâce à l'action de la résistance allemande: il ne serait pas nécessaire alors d'envoyer des troupes nombreuses sur le continent.

«Début septembre 1939, le ministère britannique de la Guerre déclarait encore que la guerre s'étendrait sur trois ans et établissait un plan de mobilisation des réservistes calculé sur ce délai. Le plan prévoyait un renforcement de la flotte, la création de 55 divisions pour l'automne 1941 et l'extension du parc d'avions à 12 000 appareils pour le printemps 1940. On s'accordait à dire que l'Allemagne était confrontée à de graves difficultés d'approvisionnement en matières premières stratégiques et que ses réserves seraient épuisées dans un délai de six mois...

Dès le printemps 1939, les Britanniques avaient élaboré les mesures concrètes qu'il convenait de prendre en cas de guerre économique contre l'Allemagne. En premier lieu, il fallait organiser le blocus maritime.

---

79) *Livre Bleu Anglais N°1*, doc. 105.

> Cette tâche revenait à la flotte de la métropole [*Home Fleet*]. Le blocus devait s'étendre à la mer du Nord, à la Méditerranée et pour une part à la mer Baltique.»[80)]

Plusieurs années auparavant, le gouvernement britannique avait créé une «commission consultative pour le commerce en temps de guerre». Ces soi-disant «planificateurs de blocus» avaient déjà conçu en 1937 un blocus contre trois adversaires hypothétiques: l'Allemagne, l'Italie et le Japon.[81)] Ces projets d'action à l'échelle mondiale témoignent du rapport de forces qui existait alors. Car à la même époque, l'Allemagne connaissait de graves problèmes d'approvisionnement en matières premières. Certains pays étrangers avaient résilié leurs contrats avec elle. Les répercussions furent sensibles dans le domaine des métaux non ferreux. En 1937, les principaux dirigeants de l'industrie lourde allemande avaient rédigé un mémorandum que le Dr Goerdeler communiqua secrètement au gouvernement britannique. Selon ce rapport 40 à 60% des besoins de l'Allemagne en matières premières et 25 à 30% de ses besoins en denrées alimentaires n'étaient pas couverts. Ses exportations avaient diminué d'un tiers.

> «Dans les quatre années suivantes, sa production intérieure ne devrait plus couvrir que 50% de ses besoins en fer et en acier; le rapport serait de 70% pour le zinc, de 45% pour le plomb et de 15% pour le cuivre. La production intérieure de matières premières ne couvrait guère que 25% de ses besoins.»[81)]

France

En août 1939, la mobilisation était pratiquement achevée. Churchill pouvait affirmer que cinq millions de soldats français avaient reçu leur instruction militaire.[82)] Le 28 août, Phipps, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris, envoyait un rapport à Londres dans lequel il faisait état de son entretien avec Bonnet, ministre des Affaires étrangères français :

> «Bonnet est calme: il semble conserver encore quelque espoir de sauvegarder la paix et s'étonne que Hitler ait permis la mobilisation de 2

80) D. M. Projektor, *op. cit.*, p. 413.
81) I. Colvin, *op. cit.*, pp. 140 et 152.
82) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, p. 172.

> 700 000 soldats français sans frapper au préalable. Sur les 5 500 000 hommes mobilisables, il n'y avait en réalité qu'un peu plus d'un demi-million de combattants, le reste se composant de personnes qui effectuaient leur service militaire à l'arrière etc...»[83)]

L'ambassadeur soviétique à Londres connaissait assez bien l'état de l'armée française. Il écrit:

> «[En 1939] la France disposait de 110 divisions, sans compter les unités de DCA, de protection des côtes et les troupes d'Afrique. Pas moins de 200 000 soldats de l'Espagne républicaine s'étaient enfui en France après la victoire de Franco et avaient demandé leur incorporation dans l'armée française. Sur le plan matériel, les troupes françaises possédaient 4 000 chars modernes et 3 000 canons de calibre égal ou supérieur à 150 mm (sans compter l'artillerie affectée aux différentes divisions). L'armée de l'air française comprenait 2 000 avions susceptibles d'être engagés en première ligne, dont les deux tiers étaient de conception récente; leurs chasseurs atteignaient une vitesse de 450 à 500 km/h, leurs bombardiers de 400 à 450 km/h.»[78)]

En juin 1940, la France avait à elle seule (c'est-à-dire sans la Grande-Bretagne, la Hollande et la Belgique) un plus grand nombre de chars que l'Allemagne.[84)] Au cours des années qui ont précédé la guerre, l'Angleterre comme la France ont consacré à leurs armements une somme d'argent plus importante que l'Allemagne.[85)]

> «En 1939, les dépenses d'armement britanniques et françaises, qui avaient été alignées en vertu d'un certain nombre d'accords et d'engagements militaires, étaient beaucoup plus importantes que celles de l'Allemagne. En septembre 1939, au moment où la guerre a éclaté, l'armée française était plus puissante que la Wehrmacht, elle était bien entraînée et fortement retranchée derrière la ligne de fortification célèbre, impressionnante et, croyait-on, imprenable qu'était la ligne Maginot.»[86)]

---

83) *Documents on British Foreign Policy 1919-1938*, vol. VII, doc. 442.
84) *Deutsche Hochschullehrerzeitung* 4/1961, p. 18 cite le colonel Goutard, *The Battle of France, 1940*, New York 1959
85) B. Klein, *op. cit.*, p. 19.
86) P. H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 120.

Tchécoslovaquie en 1938

«Trente à quarante divisions tchèques se déployaient sur la frontière orientale de l'Allemagne, et le poids de l'armée française, évalué approximativement à huit contre un, commençait à se faire lourdement sentir sur le Mur de l'Ouest [ligne Siegfried]. En cas d'hostilités, la Russie pourrait opérer à partir des aérodromes tchèques et les armées soviétiques pourraient avancer par la Pologne ou la Roumanie.»[87)]

L'armée tchèque, qui comptait 120 000 hommes en temps de paix,[93)] se composait l'été 1938 de 30 à 40 divisions (21 divisions régulières et 15 ou 16 divisions de seconde ligne déjà mobilisées.[88)] «Les Tchèques avaient un million et demi d'hommes en armes derrière la ligne fortifiée la plus solide d'Europe, équipée par une industrie fort bien organisée et puissante.»[89)]

«Pour vaincre l'armée tchèque et percer, ou tourner la forteresse bohémienne, il ne fallait pas moins de 35 divisions.. [90)] soit l'essentiel des effectifs de l'armée allemande motorisée et la mieux entraînée.[88)]

Ainsi, une attaque de la Tchécoslovaquie ne laisserait pas plus de 5 divisions d'active et 8 de réserve pour la défense de toute la frontière occidentale contre une armée française capable d'aligner jusqu'à 100 divisions.»[88) + 90)]

«Avec ses 34 divisions bien équipées, l'armée tchèque était probablement en état de faire face à l'armée allemande de 1938, dont le degré d'instruction était très inégal.»[91)]

Pologne

On s'accorde à estimer le potentiel militaire de la Pologne d'avant-guerre à 55 divisions d'infanterie, 12 brigades de cavalerie et 2 unités motorisées.[92)] À l'automne 1939, 1,5 million de soldats polonais étaient

87) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 317-318.
88) *ibid.,* p. 344.
89) *ibid.,* p. 316.
90) *ibid.,* p. 294.
91) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 154.
92) T. Taylor, *op. cit.*, p. 269.

sous les drapeaux. Les effectifs du temps de paix s'élevaient à 200 000 hommes (211 000), ce qui n'était pas négligeable.[93] Une comparaison de ces chiffres démontre les intentions belliqueuses de l'armée polonaise qui entreprit des mobilisations partielles depuis le printemps 1939. Le 25 mars 1939, Kennard, ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie, rapportait à son ministre des Affaires étrangères que des personnalités bien informées lui avaient confié que 750 000 hommes avaient déjà été touchés par cette mobilisation.[94] À l'automne 1939, l'armée de l'air polonaise comptait plus de 1 200 avions.[95]

Il ne fait aucun doute que l'état-major polonais était prisonnier tant sur le plan stratégique que technique de conceptions anciennes et dépassées: il a accordé trop d'importance à la cavalerie et sous-estimé la valeur de l'ennemi. La Pologne avait peu d'avions, de blindés et de canons antichars, son artillerie et sa DCA étaient insuffisantes; le manque de mobilité de l'armée polonaise, l'absence de toute stratégie défensive, le peu d'enthousiasme manifesté par le grand nombre des soldats des minorités ethniques (52,7% seulement de la population de «l'État polonais» étaient des Polonais authentiques) et les illusions qu'entretenait Varsovie sur les «amis» français, britanniques et américains, tous ces facteurs ont contribué considérablement au désastre militaire de septembre 1939. Le gouvernement allemand ne pouvait pas prendre en considération ces insuffisances dont les dirigeants polonais n'avaient pas conscience. Le gouvernement polonais avait fondé sa politique sur une forte puissance militaire, et de fait, par rapport à la population de l'État polonais, son armée était nombreuse. Le chancelier allemand devait en tenir compte et ne pas se fier aux faiblesses hypothétiques de l'armée polonaise.

Union soviétique

Si en 1939 le Reich allemand pouvait aligner plus de 75 divisions, 1 000 avions susceptibles d'être engagés en première ligne (aviation tactique) et 3 000 chars, les dirigeants soviétiques se vantaient en été 1939 de posséder 136 divisions massées aux frontières occidentales du pays et immédiatement disponibles dans la perspective d'une guerre contre l'Allemagne,

93) F. O. Miksche, *op. cit.*, p. 222.
94) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 523.
95) *Kommunist* N°4, mars 1969, p. 138.

5 000 canons de moyenne et longue portée, 9 à 10 000 chars et une flotte d'intervention de plus de 5 000 (certains parlent de 5 500) avions.[96]

Or ce n'étaient pas là pures fanfaronnades: en juillet-août 1939, lors des pourparlers militaires anglo-franco-soviétiques, l'Union soviétique avait proposé aux puissances occidentales d'engager immédiatement la lutte contre l'Allemagne, ce qui nous donne une idée de l'état d'esprit des Soviétiques à la veille du pacte germano-soviétique de non-agression signé le 23 août 1939. Si ces pourparlers ont échoué, la faute n'en incombe pas à la Grande-Bretagne, mais essentiellement à la Pologne et à la Roumanie qui ont refusé de laisser les troupes soviétiques traverser leur territoire et empêché ainsi une intervention de l'Armée rouge en Europe en 1939. Les auteurs soviétiques confirment aujourd'hui que l'Union soviétique avait très sérieusement songé «avant la guerre à déclencher les hostilités contre l'Allemagne, "l'agresseur"».[97]

> «Au cours de ces derniers mois, l'Armée rouge avait considérablement accru sa puissance,...
>
> Fin 1938, le rappel des unités de réserve avait porté les effectifs de l'Armée rouge à 2 millions d'hommes en temps de paix et au triple des soldats allemands en temps de guerre.»[98]

Selon les indications fournies, le 13 mars 1939, par Vorochilov, ministre de la Guerre de l'époque, l'Armée rouge avait doublé ses effectifs et sa puissance en l'espace de quatre ans, de 1934 à 1938. La grande Union soviétique, la nation la plus militante du monde, avait consacré l'essentiel de sa production industrielle à l'industrie lourde et à l'armement. Depuis 1937, 25% de son produit national était consacré aux dépenses militaires (Allemagne 10% en 1937 et 15% en 1938-1939).[99]

---

96) *Geschichtsfälscher*, Documents relatifs à l'histoire des origines de la seconde guerre mondiale, p. 43; *Die Geschichte der UdSSR, die Epoche des Sozialismus*, («L'histoire de l'URSS, la période socialiste») éd. russe, p. 530; *Internationales Leben* («Vie internationale»), éd. russe, 1959 N°3, p. 139; W. G. Truchanovsky, *Die Außenpolitik Englands*, («La politique étrangère de la Grande-Bretagne»), éd. russe, p. 362.

97) Platanova, Pavlenko, Parotkina, *op. cit.*, p. 17.

98) D. Hoggan, *The Forced War*, p. 198 (éd. all., *Der erzwungene Krieg,* p. 267).

99) *ibid.,* pp. 423-424 (éd. all., pp. 561-562).

Préparation psychologique à la guerre

Ayant examiné la situation militaire des États belligérants nous pouvons aborder l'étude des mécanismes auxquels obéissait la propagande anti-allemande.

Pour aborder son thème favori, le réarmement allemand, Churchill basait sa propagande sur des assertions mensongères. Ces assertions manifestement fausses étaient reprises à l'époque non seulement par la propagande mondiale – la «presse libre» – mais aussi par les différents gouvernements, qui, tels les dirigeants de Grande-Bretagne, de France, des États-Unis et d'Union soviétique, les mettaient eux-mêmes à profit.

Ainsi Churchill devant ses électeurs, le 27 août 1938:

> «Les dangers qui menacent la paix n'auront pas disparu tant que les vastes armées allemandes qui ont été mobilisées n'auront pas regagné leurs foyers. Qu'un pays qui n'est lui-même menacé par personne, et n'a personne à redouter, mette ainsi sur pied de guerre 1 500 000 soldats, c'est une mesure très grave... Il me semble [...] qu'on ne mobilise pas des forces aussi considérables sans avoir l'intention d'obtenir une décision à très brève échéance.»[100)]

À quelques pages d'intervalle, Churchill ajoute sans sourciller, dans ses mémoires, qu'en 1938 les Tchèques ont appelé 1 500 000 hommes sous les drapeaux. Que l'État tchèque multinational de 15 millions d'habitants (dont 7 millions seulement sont tchèques) mobilise 1,5 million d'hommes, rien de plus normal. Que la Pologne, peuplée de 35 millions d'habitants (dont 15 millions font partie des diverses minorités) mobilise 1 500 000 hommes, il n'y a là rien d'extraordinaire. Mais qu'un pays comme l'Allemagne, qui compte 80 millions d'habitants, dispose en temps de crise d'une armée de 1 500 000 hommes (soit, proportionnellement, le cinquième des effectifs tchèques si l'on compare la population de ces deux États), c'est là un crime contre la paix et une preuve de la volonté allemande de dominer le monde. Churchill, dans un discours prononcé en 1936:

---

100) W. Churchill, *op. cit.*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 298-299.

«L'Allemagne, pour sa part, ne craint personne. Elle réarme d'une manière encore inconnue dans les annales de son histoire. Elle est menée par une poignée d'aventuriers triomphants. L'argent y est rare, des mécontentements grandissent sous le despotisme de ces maîtres. Très bientôt, il leur faudra choisir, d'une part, entre un effondrement économique et financier ou une révolte des masses, et, d'autre part, une guerre qui ne pourrait avoir d'autre objet, et en cas de victoire d'autre résultat, qu'une totale germanisation de l'Europe sous la tutelle des nazis. Il m'apparaît donc que toutes les anciennes conditions se retrouvent, [la lutte pour l'hégémonie d'une puissance européenne qui doit être éradiquée] et que, par la suite, notre salut national exige qu'une fois encore nous rassemblions les forces européennes pour tenir en respect, arrêter, et, au besoin, anéantir l'entreprise allemande de domination.» [101)]

Dans ses mémoires, Churchill écrit:

«En 1938-1939, l'ensemble des dépenses militaires anglaises atteignait 304 millions de livres et celles de l'Allemagne étaient d'au moins 1 500 millions de livres. Il est probable qu'au cours de la dernière année qui précéda l'ouverture des hostilités, l'Allemagne fabriqua au moins le double, peut-être même le triple des munitions de la Grande-Bretagne et de la France réunies; et ses grandes usines pour la production des chars atteignirent leur pleine capacité de rendement. Elle était donc en train de s'armer à une cadence bien plus accélérée que nous.»[102)]

«Les quarante heures françaises ne pouvaient rivaliser avec l'effort intense de production d'une Allemagne travaillant dans un climat de guerre...

Les usines d'armement poussaient leur production au maximum. Les machines tournaient à plein, les marteaux battaient nuit et jour: l'industrie allemande se transformait en un vaste arsenal et la population n'était plus qu'une machine de guerre disciplinée.»[103)]

Lors d'un débat à la Chambre des Communes, le 16 mars 1939, Churchill

---

101) *ibid.,* p. 213.
102) *ibid.,* p. 344.
103) *ibid.,* pp. 241 et 215.

exposa assez librement les motifs qui le portaient à propager les rumeurs d'un réarmement massif de l'Allemagne:

> «Nous devons penser que l'Allemagne est en plein réarmement, comme les autres pays, et qu'elle gémit et se cabre sous le poids de ce formidable effort. 26% de son produit national est consacré à la préparation de la guerre. Formé ou pas, tout le monde travaille. On en arrive à fondre les grilles de jardin et même les croix métalliques des cimetières...
>
> C'est pourquoi j'étais heureux hier d'entendre Lord Chatfield exposer sa conviction et déclarer que c'était le rôle de la Royal Navy de dépister et de détruire la flotte ennemie. C'est là le seul registre qui convienne...»[104]

Il est difficile de témoigner d'un parti-pris aussi mensonger. Personne ne semble au reste s'offusquer des multiples contradictions que renferme son livre lorsqu'il aborde le thème du réarmement allemand, ni de la «rhétorique d'écolier que Winston Churchill ne manque jamais d'adopter lorsque l'occasion s'en présente».[105]

> «La machine de guerre allemande avait tant bien que mal traversé la frontière [germano-autrichienne, mars 1938] pour s'immobiliser près de Linz. Malgré des conditions atmosphériques et des routes parfaites, la majorité des chars refusa tout service. Des défauts apparurent dans l'artillerie lourde motorisée. La route de Linz à Vienne était bloquée par des véhicules lourds en panne. Le général von Reichenau ... fut tenu pour responsable de ce fiasco qui révélait au monde l'état de préparation insuffisante où se trouvait l'armée allemande à cette étape de sa réorganisation.»[106]

Le 27 septembre 1938, après s'être réunis au ministère de la guerre pour s'entretenir de la situation présente, les généraux du plus haut grade rédigèrent un mémoire à l'intention de la Chancellerie du Reich. Churchill nous confirme que:

> «Il insiste sur la pénurie d'officiers. Pas moins de 48 000 officiers

104) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, pp. 138 et 142.
105) E. Hughes, *op. cit.,* p. 125.
106) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 275.

et de 100 000 sous-officiers seraient nécessaires pour porter l'armée [allemande] sur le pied de guerre, et en cas de mobilisation générale, 18 divisions au moins manqueraient d'officiers subalternes suffisamment instruits.»[107]

Il faut acculer les «historiens anti-fascistes» à examiner la question du réarmement allemand de sorte qu'ils soient obligés de préciser leurs affirmations. Un livre publié sous licence américaine en 1947 renferme le passage suivant:

«La grande masse de la population ignorait tout des entretiens secrets et des directives confidentielles.»[108]

L'auteur de cet ouvrage omet toutefois de nous fournir le moindre renseignement quant au contenu, à l'objet et au nom des personnes concernées par ces directives et ces entretiens secrets sur le réarmement. Ce type de déclarations est sans valeur sur le plan historique. L'auteur poursuit:

«Les firmes chargées du réarmement allemand étaient peu nombreuses avant 1939 et leur activité était tenue secrète.»[108]

Là encore, l'auteur ne nous propose aucune donnée chiffrée, il ne nous indique ni le lieu ni l'objet de la production; par contre, il admet que le nombre des firmes allemandes qui travaillaient au réarmement était limité jusqu'en 1939, contrairement aux affirmations des propagandistes alliés. Plus loin:

«Il y a tout lieu de penser que le programme économique du parti se fondait sur les nécessités du réarmement et sur la perspective d'une guerre: l'autarcie de l'économie allemande en est un élément fondamental... On a construit de grandes usines pour la fabrication de BUNA (ersatz du caoutchouc) et d'essence (à partir du charbon). Ainsi, l'économie allemande réduisait sa dépendance des importations étrangères...

Le financement [de ces mesures de planification] exigeait des sommes considérables, que l'on prélevait en accroissant la circulation monétaire et le déficit du budget.»[108]

---

107) W. Churchill, *op. cit.,* tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 320.
108) J. Eckert, *Schuldig oder entlastet*, p. 110.

L'argumentation est intéressante. Si ces mesures, d'ordre purement économique, avaient englouti des sommes aussi considérables, le budget strictement militaire devait être relativement restreint. Qu'en est-il en fait?

> «Les usines dont l'expansion était prévue par le plan quadriennal et qui devaient réduire la dépendance allemande en importations ne devaient atteindre leur plein rendement qu'en 1943. Leur capacité de production immédiate [1939] était extrêmement faible.»[109)]

Quel que soit l'objet de l'étude historique que l'on entreprend, on en revient toujours à la constatation suivante: l'Allemagne disposait d'un armement minimum. Or l'adversaire s'employait désespérément à répandre la haine et le mensonge, évoquant «le réarmement fébrile de l'Allemagne depuis 1933» et expliquant que «le Reich n'avait pu venir à bout de la crise économique en 1933 que par un réarmement qui menaçait la paix entre les peuples».

Il convient de s'interroger sur les droits que ces moralistes conféraient aux différents États. Ont-ils le droit de se défendre? Comme nous l'avons vu, tous le peuvent à l'exception de l'Allemagne. Or le Reich était entouré de nations hostiles, puissamment armées et liées par des accords militaires. Pendant toute cette époque, l'Allemagne «n'a construit aucune usine d'armement». Or ces mêmes puissances, parmi lesquelles les vastes empires enrichis de rapines à travers le monde et s'efforçant d'acquérir la domination mondiale, accusaient l'Allemagne de prétendre à une telle domination, de conspirer contre la paix et de concevoir des projets criminels.

Tout ce qui ne s'accordait pas avec la thèse d'une «conspiration contre la paix» était expliqué par le seul mot de «dilettantisme»[110)] – comme on le sait, les Alliés étaient rarement à court d'arguments et de slogans. Hitler n'aurait sans doute pas été accusé de «dilettantisme» si, comme les États-Unis après la seconde guerre mondiale, il avait accumulé les trois quarts des stocks de matières premières lui permettant de satisfaire toutes les demandes de son industrie pendant trois à cinq ans et s'il avait installé à travers le monde plus de 2 200 points d'appui dans 69 pays de la planète.[111)] Je ne parle pas ici de l'Union soviétique, mais il va de soi que la démonstration y est plus éclatante encore.

---

109) H. Michaelis, *op. cit.,* p. 22.

110) W. Hofer, *op. cit.,* p. 106.

111) D'après les déclarations de A. Fleming, responsable américain de l'armement et des mesures de mobilisation, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *US News and World Report*; cité in *Nationale Rundschau*, 27 mars 1957, p. 9, et *Politische Informationen*, 5 mars 1963.

Au reste, les puissances qui entouraient l'Allemagne n'étaient nullement terrorisées à l'idée d'une guerre avec ce «Troisième Reich si puissamment armé». Bien au contraire: confiants dans l'aide que pourraient leur apporter leurs «amis», ainsi que dans la puissance de la résistance à l'intérieur du Reich, elles espéraient faire camper leur armée devant Berlin peu après l'ouverture des hostilités. Si les Polonais, les Britanniques, les Français et les Soviétiques avaient craint une attaque de l'Allemagne, l'opinion publique et les autorités polonaises n'auraient pas manifesté une telle haine et une mauvaise foi aussi évidente vis-à-vis des minorités allemandes et du Reich. Les propagandes française, britannique, américaine et soviétique n'auraient pas osé se livrer à d'aussi grossières provocations. Lorsque l'on craint la force de quelqu'un, on ne foule pas aux pieds délibérément des droits auxquels il peut légitimement prétendre et qu'il serait facile de lui garantir. Bien au contraire, on a soin de lui accorder ces droits, de manière à éviter tout risque de conflit.

Or le Conseil des ministres britannique était remarquablement bien informé de l'état de l'armement allemand. Les informations que Londres recevait étaient dignes de foi. Il est d'autant moins pardonnable dans ces conditions que des hommes politiques britanniques influents, sans parler même de la «presse libre» et de la BBC, aient constamment échauffé les esprits dans les années 30 en invoquant «la fébrilité du réarmement allemand», tandis qu'en petit comité, ils portaient un jugement lucide sur le potentiel militaire du Reich, comme en témoignent ces paroles prononcées lors d'un déjeuner le 9 mars 1939 par Robert Hudson, secrétaire d'État au ministère du Commerce d'outremer, en présence de l'ambassadeur de Pologne à Londres, Raczynski:

> «Quant aux Allemands, ils seront obligés de traiter car ils sont au bord de la banqueroute: ils n'ont ni or ni devises, et les matières premières leur font défaut.»[112]

Birger Dahlerus, un médiateur suédois digne de foi, a décrit ainsi l'image que la propagande polonaise se faisait de l'armée allemande:

> «On disait que les chars allemands n'étaient faits que de carton-pâte, que les soldats allemands désertaient en masse et que leurs uniformes ne tenaient qu'avec des ficelles.»[113]

112) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 11.
113) B. Dahlerus, *Der letzte Versuch*, p. 96.

Aucun document ne nous permet d'affirmer que la Pologne a cru, en 1939, à un réarmement massif de l'Allemagne ou à sa volonté de conquérir le monde. La signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 était même interprétée par les diplomates polonais comme une preuve évidente de l'impasse dans laquelle se trouvait le Reich.[114)]

> «Aux mesures prises par les autorités polonaises et qui contribuèrent au déchaînement de sentiments anti-allemands, s'ajouta le renforcement de la propagande belliciste dans la presse et à la radio, où les commentateurs rendaient compte des plus légers indices, vrais ou faux, des difficultés que rencontrait l'Allemagne en matière de ravitaillement, des insuffisances de la Wehrmacht, etc. tandis que les Polonais étaient présentés comme "les meilleurs soldats du monde". On faisait naître chez eux le sentiment d'une supériorité infinie vis-à-vis du Reich. On s'imaginait que les formations de l'armée polonaise, son moral et son équipement étaient incomparablement supérieurs, que la situation du Reich était désespérée, puisqu'il était encerclé de toutes parts. La Pologne se prenait pour une grande puissance.»[115)]

Ces paroles n'ont pas été écrites entre 1933 et 1945. Telle est la conclusion à laquelle est parvenu, aux termes d'une étude, un écrivain, auteur d'un ouvrage sur la minorité allemande en Pologne paru en 1954, dans un chapitre qui s'intitule: «Le bellicisme en Pologne».

Le 26 février 1938, Paul Reynaud, ministre français des Finances (il sera Premier ministre de mars à juin 1940), déclarait devant la Chambre des députés:

> «N'est-il pas admis que les Allemands n'ont pas la moitié des officiers nécessaires pour encadrer leurs divisions?»[116)]

La même année, en novembre 1938, le Komintern publiait un manifeste renfermant le passage suivant:

> «L'Allemagne hitlérienne, ni sous le rapport militaire, ni sous le rapport économique, n'était prête à la guerre. Elle manquait de matières

---

114) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 112: l'ambassadeur de Pologne à Moscou, Waclaw Grzybowski.

115) T. Bierschenk, *Die deutsche Volksgruppe in Polen 1934-1939*, p. 345.

116) H. Lebre et M. de Mauny in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 31.

premières, de vivres, de ressources financières... Son armée ne disposait pas de cadres expérimentés en nombre suffisant.»[117)]

Il s'agit là du sentiment, exposé un an avant l'ouverture des hostilités, par des hommes politiques influents et certainement bien informés. Comment croire, dans ces conditions, que la guerre, «prévue dès 1933, devait assurer à l'Allemagne une domination mondiale»?

Évoquant les entretiens diplomatiques qui avaient eu lieu quelques mois avant le déclenchement des hostilités et qui réunissaient les représentants d'Union soviétique, de Grande-Bretagne et de France, l'ambassadeur d'Union soviétique à Londres tirait les conséquences suivantes:

«Comme nous pouvons le constater, les forces armées dont disposaient alors les signataires du Pacte à Trois étaient largement supérieures à celles de l'Allemagne et de l'Italie réunies.»[118)]

Qu'en pensait à l'époque le ministre des Affaires étrangères français?

«C'est ainsi que l'on escomptait une victoire facile et rapide. Il faut reconnaître que de nombreuses informations venues de l'étranger pouvaient nous faire croire que notre adversaire était déjà en bien mauvaise posture. À côté des vieilles histoires bien connues sur les ouvriers allemands qui se mettaient en grève et les soldats qui refusaient de se battre, on nous rapportait périodiquement l'espoir d'un attentat qui se préparait,... qui était prêt, et qui mettrait fin au nazisme.»[119)]

Et le ministre des Affaires étrangères britannique?

«Tandis que Halifax parlait, il était de plus en plus clair ... que la Grande-Bretagne espérait mettre un terme au conflit avant l'avènement d'une tragédie mondiale et qu'elle comptait pour cela avant tout sur un écroulement intérieur de l'Allemagne. Ils [les dirigeants britanniques] se sont fiés aveuglément aux rapports de leurs services secrets, qui indiquaient que les stocks de pétrole et d'essence dont disposait l'Allemagne ne dureraient pas plus de quatre mois, qu'il régnait dans ce pays

---

117) *ibid.*, p. 153.
118) M. Maiskii, *op. cit.,* p. 158.
119) G. Bonnet, *De Munich à la guerre*, p. 373.

> une atmosphère résolument pacifiste et que Hitler serait renversé dès les premières difficultés économiques.»[120)]

Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, a décrit avec beaucoup de justesse, devant le tribunal de Nuremberg, la situation de son pays:

> «Si je conteste que la politique allemande ait projeté ou préparé une guerre d'agression, ce n'est pas une excuse. Cette vérité est prouvée par les forces que nous avons déployées au cours de la dernière guerre mondiale et par la faiblesse qui était la nôtre au début de cette guerre. L'histoire nous croira si je dis que nous aurions préparé une guerre d'agression infiniment mieux si nous l'avions réellement projetée.
>
> Ce que nous désirions, c'était maintenir notre existence de la façon la plus élémentaire, de même que l'Angleterre a maintenu ses intérêts afin de soumettre un cinquième du monde, alors que la Russie et les États-Unis amenaient sous leur hégémonie la masse de tout un continent. La seule différence de la politique de ces pays par rapport à la nôtre était que nous exigions le retour de parcelles minuscules qui nous avaient été enlevées contre tout droit, comme Dantzig et le Corridor, alors que ces puissances ne sont habituées à parler que de continents.»[121)]

---

120) C. Tansill, *op. cit.*, p. 554. L'ambassadeur américain Kennedy au secrétaire d'État américain, Hull, le 4 septembre 1939.

121) TMI, vol. XXII, p. 426 (éd. fse., p. 401).

La politique étrangère des grandes puissances à la veille de la guerre

Grande-Bretagne

La politique de «l'équilibre européen» dans les années précédant la guerre

Dans ses mémoires, Winston Churchill nous décrit en toute sincérité les fondements de la politique étrangère de la Grande-Bretagne avant la seconde guerre mondiale. Les Anglais considèrent de prime abord que si un pays européen acquiert une certaine puissance et qu'il jouit d'une situation intérieure stable, il est «agressif» et dirigé par des «tyrans». Peu importe au reste l'époque et les circonstances de cette évolution ainsi que le type de gouvernement. La loi qui a dicté de tout temps la politique étrangère britannique, qui a perpétué la désunion de l'Europe et permis à la Grande-Bretagne d'imposer sa loi aux autres peuples se fonde sur cette hypothèse fondamentale. Churchill reconnaît lui-même que pour lui, et conséquemment pour la politique britannique, le régime hitlérien ne différait aucunement des autres formes de gouvernement rencontrées au cours de l'histoire européenne. Il admet ainsi que sa «croisade» était dénuée de tout fondement juridique et ne répondait à aucune norme éthique. Par là même, il nous révèle que la politique britannique des 400 dernières années n'était pas tournée vers le droit et la justice, l'humanité et l'entente internationale, mais vers une loi despotique qui, au gré des besoins, déclarait tel ou tel État tyrannique, agressif et criminel.

> «Depuis quatre cents ans, la politique étrangère de l'Angleterre a consisté à s'opposer à la puissance la plus forte, la plus agressive et la plus dominatrice du continent...
>
> Devant Philippe II d'Espagne, contre Louis XIV sous Guillaume III [d'Angleterre] et Marlborough, contre Napoléon et contre Guillaume II [d'Allemagne]...[nous nous sommes] alliés avec les moins forts, formant avec eux des coalitions pour toujours réussir à battre et à arrêter le tyran militaire continental, quel qu'il fût et quelque fût le peuple qu'il menait...
>
> Remarquez que la politique anglaise ne se soucie pas de savoir quelle est celle des nations qui ambitionne de dominer l'Europe. La question n'est pas que ce soit l'Espagne, ou la monarchie française, ou

l'empire français, ou l'empire allemand, ou le régime hitlérien. Cette politique n'a rien à voir avec les nations ou leurs chefs, et seul nous inquiète, quel qu'il soit, le tyran le plus puissant ou qui est prêt à s'imposer. Aussi ne devrions-nous pas craindre de nous voir accusés d'être francophiles ou germanophobes. Dans des circonstances inverses, nous serions de la même manière germanophiles et francophobes....»[1]

Aucun homme politique, aucun gouvernement anglais n'a démenti les paroles de Churchill. Au contraire! Lord Halifax a exprimé la même opinion lors de son discours du 30 juin 1939 devant l'Institut Royal des Affaires Internationales.[2] C'est enfin ce même sentiment qui ressort du rapport sur la politique traditionnelle d'équilibre de l'Angleterre, adressé au président Truman par le Département d'État américain en juillet 1945, peu de temps avant la conférence de Potsdam.[3]

Lord Vansittart, premier conseiller du gouvernement britannique après avoir été pendant plusieurs années le plus haut fonctionnaire du Foreign Office déclarait de même:

> «Si cette domination [d'une puissance continentale européenne] s'établissait, nous serions confrontés à une situation que d'instinct nous avons toujours cherché à éviter: toute hégémonie durable en Europe reléguerait ce pays [la Grande-Bretagne] à une position de second plan. »[*]

La déclaration de Churchill nous montre que les principes moraux tels que la «protection des petites nations», la «justice internationale», le «combat pour la liberté et la démocratie» et la «lutte armée contre les tyrans» ne sont pour la Grande-Bretagne que des slogans de propagande. La seconde guerre mondiale ne fait pas exception à la règle. En 1939, l'Angleterre disposait encore de 40 000 000 km carrés, elle imposait son pouvoir à une multitude de peuples étrangers et, de plus, elle dominait les mers. Il n'est pas sérieux de prétendre qu'une telle nation «défendait les droits des petites nations» et ceux du «monde libre». Il n'est pas plus sérieux de voir ces hommes

1) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 211-212.

2) A. Rein, *Warum führt England Krieg?* pp. 35-36, et A. Buckreis «*Politik des 20. Jahrhunderts*», p. 163.

3) *Foreign Relations of the United States: The Conference of Berlin (Potsdam Conference)*, vol. I, p. 258.

*) I. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 209.

politiques anglais reprocher de tenter la domination du monde à une nation qui ne possédait que 600 000 km carrés, soit un peu plus que le centième de la superficie des possessions britanniques. Mais il se trouvait des gens pour y croire.

Et lorsque Churchill précise sa pensée en déclarant que la seconde guerre mondiale est une «guerre anglaise» (c'est avec cet argument qu'il a rejeté, dans un message radio-diffusé sur BBC Londres, l'offre de médiation faite conjointement par LL MM le Roi des Belges et la Reine des Pays-Bas après la campagne de Pologne en 1939) et que cette guerre vise à la «destruction de l'Allemagne»,[4] l'opinion publique internationale s'abstient de tout commentaire. De même, elle évitera tout commentaire du célèbre et cynique avis de Churchill, par lequel il reconnaissait après la guerre avoir «tué le mauvais cochon». Le droit des gens ne saurait être dicté par l'«opinion publique internationale».

Un diplomate britannique membre du parti conservateur, le propre parti de Churchill, déclarait:

> «Dans le monde entier, Churchill était considéré comme le bellicisme incarné. Le fait de l'avoir introduit au gouvernement à l'époque où l'opinion était encore partagée sur l'opportunité d'une nouvelle guerre peut bien avoir fait pencher la balance définitivement du côté de la guerre.»[5]

Les dirigeants britanniques se sont toujours entendus pour justifier l'agressivité de leur politique. Le diktat de Versailles avait mis la corde au cou de la République de Weimar. Il avait amené en Allemagne la division et le chaos économique, bien que les dirigeants de l'époque aient d'emblée accepté de jouer le jeu démocratique. La constitution libérale n'offrait pas à la jeune république la moindre occasion d'épargner ces maux ou de prendre en considération ses besoins. Mais lorsqu'elle céda devant la dictature, on trouva là le prétexte d'une nouvelle guerre. Pour reprendre les propres paroles de l'Anglais William H. Dawson:

> «Si l'Allemagne de 1933 était si différente de ce qu'escomptaient ses adversaires, la raison en semble évidente: les Alliés avaient tout fait pour l'affaiblir et la détruire. Ils l'avaient brisée dans son essence même en recourant à des annexions, ils avaient ruiné son économie en

4) K. Hierl, *Schuld oder Schickal?* p. 25.
5) Viscount Templewood (S. Hoare), *Nine Troubled Years*, p. 386.

exigeant des réparations de guerre, ils avaient porté atteinte à sa réputation et à son honneur en répandant la calomnie et le mensonge, et en lui faisant subir les pires affronts et les pires humiliations...

Comment s'étonner dès lors qu'au vu des épreuves infligées à la République de Weimar, de 1919 à 1932, des experts aient pu dire que c'était miracle qu'elle ait survécu à tant de maux et à tant d'outrages?»[6]

Après que les Allemands eurent finalement su se frayer un chemin à travers le chaos, c'était maintenant au tour du national-socialisme d'être présenté comme le malfaiteur. Ainsi pouvait-on légitimement traiter les Allemands comme des êtres inférieurs, des parias. Certains hommes politiques britanniques, français et américains s'empressèrent, de concert avec leurs collègues soviétiques, de condamner les «éternels ennemis de la paix». En dénonçant par anticipation le réarmement allemand à une époque où, contrairement aux autres nations occidentales, le Reich était totalement désarmé, ils rejetèrent sur l'Allemagne la responsabilité de guerres futures.[7] Ces mêmes personnes, qui bénéficiaient d'un appareil de propagande gigantesque, prétendirent désormais établir une distinction entre les «bons» peuples et les «mauvais» peuples, les systèmes de gouvernement pacifiques et bellicistes, et dénoncèrent les «dangers» imminents qui menaçaient tel ou tel pays en se référant à des informations soi-disant confidentielles.

Déjà en 1935, lors d'une entrevue avec le maréchal Pilsudski, Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères britannique, questionna ce dernier sans ménagement:

«Est-ce que vous croyez, monsieur le maréchal, que nous devrions rester dans notre petite île?»[8]

Le plus haut fonctionnaire du Foreign Office, Vansittart, en 1933:

«Si Hitler échoue, le bolchevisme lui succédera [affaiblissement politique de l'Allemagne]. S'il gagne, il aura une guerre européenne dans cinq ans.»[9]

À la même époque, en 1933, Vansittart rédigeait un mémorandum dans

---

6) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* p. 134.
7) A. von Ribbentrop, *Verschwörung gegen den Frieden*, p. 241.
8) J. Szembek, *Journal 1933-1939*, p. 54.
9) R. Vansittart, *Even Now*, p. 69.

lequel il prônait ni plus ni moins la destruction de l'Allemagne (*Germaniam esse delendam*).[10)]

Des années durant, cet homme eut la plus haute fonction en tant que fonctionnaire à l'intérieur du Foreign Office, et il exerça une influence durable sous le gouvernement Chamberlain, bien que ce dernier lui ait retiré son poste en 1938 pour le nommer conseiller diplomatique du gouvernement. Ces gens, qui jugeaient l'unité de l'Allemagne indécente,[11)] prirent prétexte de la rupture par l'Allemagne de l'équilibre européen (symbolisée par son travail de reconstruction) pour s'immiscer dans ses affaires intérieures. Pourtant, par opposition aux années qui avaient précédé la première guerre mondiale, l'Allemagne n'avait pas pris part à la course aux armements,[12)] et son commerce extérieur n'influait guère sur le marché mondial. Malgré tout, elle était encore trop puissante et, pendant des années, ces mêmes gens s'ingénièrent à renforcer leur programme d'armement et à créer autour du vaincu un cordon de puissances hostiles. Il est significatif de constater que dès le printemps 1934, à une époque où l'Allemagne avait un potentiel d'armement incomparablement inférieur à celui de la Grande-Bretagne et où elle n'avait formulé aucune revendication territoriale, la commission de défense nationale britannique décrétait que le «véritable ennemi potentiel» en cas de conflit élargi serait l'Allemagne.[13)] De nombreuses personnalités britanniques, françaises et américaines se justifiaient de leurs sentiments hostiles à l'Allemagne en évoquant sa trop grande puissance.

En 1943, Eden, donnant un petit-déjeuner d'adieu à l'ambassadeur soviétique, qui devait quitter Londres pour remplir ses nouvelles fonctions de secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères à Moscou, déclara:

> «Au cours des 150 dernières années, la Grande-Bretagne et la Russie ont toujours combattu côte à côte lorsqu'une grave crise s'est déclarée en Europe, que ce soit à l'époque de Napoléon, pendant la première guerre mondiale ou aujourd'hui, au cours de cette guerre. Quelle en est la raison? Ces deux États grands et puissants que sont l'Angleterre et la Russie, situées aux deux pôles de l'Europe, ne peuvent tolérer la réalisation de l'hégémonie d'une troisième puissance. La présence d'une troisième grande puissance est un danger pour l'Angleterre aussi bien

10) A. von Ribbentrop, *op. cit.*, p. 134, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, série 2, vol. V, doc. 127 – Vansittart donne ici son accord à une motion conjurant les hommes politiques à s'unir contre le «chien enragé» (l'Allemagne) pour l'abattre.

11) cf. déclarations pp. 374-376 du présent ouvrage.

12) cf. chapitre correspondant.

13) I. Colvin, *op. cit.*, pp. 35, 124-125.

que pour la Russie, c'est la raison pour laquelle ces deux pays s'unissent pour la combattre et la mener à sa perte.»[14)]

Eden n'avait pas coutume, en cercle restreint, d'évoquer la dépravation abyssale du national-socialisme comparée aux autres formes de gouvernement qui ont régi l'Europe au cours de son histoire. C'est qu'il partageait en cela le sentiment du Premier ministre: il ne voyait «aucune différence entre Philippe II d'Espagne, Napoléon Ier, Guillaume II et Hitler». Seul comptait l'«équilibre européen».

Winston Churchill, qui «après une brillante carrière politique derrière lui avait occupé toute une série de sièges ministériels avant d'accéder au plus haut poste de la hiérarchie gouvernementale, celui de ministre des Finances (1924-1929)», déclara à l'ambassadeur soviétique Ivan Maiskii à la fin de juillet 1934:

«"L'Empire britannique", me dit Churchill, "est le début et la fin de toute considération. Ce qui est bon pour l'Empire britannique est également bon pour moi. Ce qui nuit à l'Empire britannique me nuit…

En 1919, je pensais que la plus grave menace pour cet Empire était votre pays, j'étais donc votre adversaire. À présent, je crois que l'Allemagne est le plus grand danger qui pèse sur l'Empire britannique, c'est pourquoi je suis l'ennemi des Allemands. En fait, je pense que l'expansion allemande est dirigée contre mon pays mais aussi contre le vôtre. Pourquoi ne nous unirions-nous pas contre l'ennemi commun? J'ai été l'adversaire du communisme et je le demeure, mais pour garantir l'intégrité de l'Empire britannique, je suis prêt à faire cause commune avec les Soviétiques."»[15)]

Cette méfiance envers l'Allemagne ne provenait pas de son seul poids politique, elle résultait aussi de son potentiel économique et de sa force intellectuelle. Dès 1919, le *Times* écrivait:

«Si dans les cinquante prochaines années, l'Allemagne recommence à commercer, cette guerre [la première guerre mondiale] aura été inutile.»[16)]

---

14) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 43.
15) *ibid.*, pp. 49-50.
16) H.H. Löwenstein, *Deutsche Geschichte*, p. 474, et les rapports sténographiés de l'assemblée nationale constitutionnelle (*Nationalversammlung*) – 1919, p. 1083.

Rétrospectivement, le général J.F.C. Fuller, historien britannique, déclara que ce n'étaient pas les théories politiques de Hitler qui avaient provoqué la guerre mais le succès de ses nouveaux principes économiques.[17]

> «Cette guerre est née de la jalousie, de l'avidité et de la peur.»[17]

Lord Lothian, diplomate britannique et futur ambassadeur de la Grande-Bretagne aux États-Unis, écrivait à un ami, le 23 juillet 1936:

> «Tout le sens de mon discours est (*my whole point is*) que l'on ne peut traiter avec l'Allemagne nazie sans lui rendre justice. Mais si on lui fait justice, deux possibilités se présentent. D'un côté, les éléments modérés en Allemagne peuvent opposer une résistance (probablement parce qu'ils ne sont jamais arrivés à le faire vis-à-vis de la République de Weimar). D'un autre côté, la Grande-Bretagne peut être amenée à envisager une guerre si l'Allemagne persiste à agir dans un sens qui pourrait favoriser son hégémonie en Europe.»[18]

Churchill en 1936:

> «Nous acculerons Hitler à la guerre, qu'il le veuille ou non.»[19]

Vers la fin de la guerre, le 18 janvier 1945, et en mars 1946 à Fulton (États-Unis), en présence du président Truman, Churchill définit ainsi l'une des causes de la seconde guerre mondiale:

> «[Lors de cette guerre] il s'agissait aussi de conquérir les débouchés allemands.»[20]

Lors d'un entretien avec C. J. Burckhardt, haut-commissaire de la SDN à Dantzig, au début de l'année 1937:

> «[Churchill] me dit que l'Allemagne redevenait trop forte, que seule la force en imposait aux Allemands. Si l'on en venait à un conflit, les

---

17) J.F.C. Fuller, *Decisive Battles of the Western World,* vol. III, pp. 368-370; *The Second World War, 1939-1945: A Strategical and Tactical History*, p. 412.
18) J.R.M. Butler, *Lord Lothian*, p. 216.
19) *Das Neue Reich* N° 15, 11 avril 1959, p. 4, H. Grimm.
20) *Der Ring*, avril 1959, p. 4.

excès du national-socialisme aideraient l'Angleterre à créer un fort système d'alliances.»[21)]

Le simple fait qu'un grand peuple eût retrouvé son identité nationale devenait un acte d'agression (au début de l'année 1937) de par les rumeurs que la centrale londonienne répandait à travers le monde. L'objectif était clair: il fallait «créer un fort système d'alliances» pour détruire l'Allemagne.

Le général américain Robert E. Wood rapporta devant une commission du Sénat à Washington une phrase que Churchill lui avait dite en novembre 1936:

«L'Allemagne devient trop puissante, il faut l'écraser.»[22)]

Ce témoignage n'est pas unique. L'été 1937, lors d'un entretien accordé à Ribbentrop, qui était alors ambassadeur d'Allemagne à Londres, Churchill déclara: «Si l'Allemagne devient trop forte, de nouveau il faudra la détruire [comme en 1914].»

Ribbentrop: «Cette fois, la chose ne sera plus aussi facile qu'auparavant, l'Allemagne ayant désormais des amis.»

Churchill: «Oh, nous saurons bien leur faire changer d'avis en définitive.»[23)] «Il ne faut pas que vous sous-estimiez l'Angleterre... Ne jugez point d'après l'attitude de son gouvernement actuel. Qu'une grande cause s'offre à son peuple, et vous verrez de combien d'actions inattendues seraient capables ce même gouvernement et la nation britannique!»[24)]

Le Tribunal militaire inter-allié de Nuremberg et les gouvernements britanniques d'après-guerre ont déclaré n'avoir retrouvé aucune trace ni aucun document concernant cet entretien. Pourtant, plusieurs éléments permettent d'ajouter foi à l'authenticité de ce témoignage:

a) l'«inexistence» de tout document relatif à cet entretien, tant dans les archives britanniques que dans les archives allemandes pillées par l'ennemi,

b) l'absence de tout autre document présentant une version différente de cette entrevue dont nous savons qu'elle a eu lieu,

c) le refus du Tribunal militaire inter-allié de Nuremberg d'entendre le témoignage de Churchill,

---

21) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 77.
22) J.F.C. Fuller, *Decisive Battles of the Western World*, vol. III, p. 369,
E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, p. 145 et *Hearings on Lend and Lease*, février 1941, p. 275.
23) J. von Ribbentrop, *De Londres à Moscou – Mémoires,* p. 81.
24) W. Churchill, *op. cit.*, p. 228.

d) le fait que Churchill mentionne cet entretien dans ses mémoires.

Ainsi, la requête présentée à Nuremberg par l'avocat de Ribbentrop relative à la situation de son gouvernement à l'époque, bien que rejetée, avait une importance légitime et réaliste sur le plan politique:

> «Aux dires de Churchill, dans la déclaration dont je viens de parler, aux dires aussi d'autres personnalités britanniques, l'Angleterre voulait préparer en quelques années une coalition contre l'Allemagne afin de faire obstacle à Hitler par tous les moyens possibles. Hitler devint dès lors plus âprement soucieux que jamais d'augmenter ses propres armements et de pousser ses préparatifs stratégiques.»[25)]

Duff Cooper, Premier Lord de l'Amirauté, fut le premier orateur à prendre la parole à la Chambre des Communes au cours d'un débat consacré à la conférence de Munich, le 3 octobre 1938:

> «Il souligna avec force que son pays avait combattu pour cet équilibre des puissances qui était si cher à plus d'un cœur britannique. Il exprima le sentiment que lui et son pays avaient mission d'empêcher une primauté allemande sur le continent.»[26)]

L'historien britannique A.J.P. Taylor le confirme:

> «Les adversaires déclarés de Munich, tels que Winston Churchill, affirmaient tout simplement que l'Allemagne était trop puissante en Europe et qu'il fallait freiner son élan, soit par la menace d'une grande coalition, soit par un recours aux armes.
>
> Duff Cooper, Premier Lord de l'Amirauté, lorsqu'il démissionna pour protester contre les accords de Munich, se préoccupait de l'équilibre européen et de l'honneur britannique, et non pas du droit à l'autodétermination des peuples ou des iniquités du traité de Versailles.»[27)]

Le sentiment belliciste de ces cercles londoniens était déjà présent plusieurs mois, voire plusieurs années avant la conférence de Munich. Le comte Szembek, sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères à Varsovie, écrivait dans son journal à la date du 7 juillet 1938:

25) TMI, vol. VIII, pp. 229, 230 (éd. fse., p. 209).
26) D. Hoggan, *The Forced War,* p. 181 (éd. all., *Der erzwungene Krieg*, p. 243).
27) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 190.

«[Vansittart] est le principal moteur de la politique d'encerclement de l'Allemagne, dirigée et encouragée par certains éléments gouvernementaux anglais...

Ils désirent nous entraîner, nous aussi, dans la politique d'encerclement de l'Allemagne et pour cette raison ils sont favorables à la pression exercée chez nous en ce sens par tous les clans anglais de gauche qui ... forment aujourd'hui un parti de la guerre et acceptent même l'idée d'une guerre préventive.»[28]

Lord Halifax a révélé dans ses mémoires de telles relations qui existaient déjà en février 1938, et évoqué les «pressions» auxquelles il était soumis:

«Il ne se passait pratiquement pas de jour que l'on ne me conseillât d'entreprendre une action qui pût favoriser le déclenchement de la guerre, même si le bluff ne réussissait pas.»[29]

Dans ses mémoires, Raczynski, ambassadeur de Pologne à Londres, évoque le souvenir d'un déjeuner en présence de Churchill et son épouse, la veille de la conférence de Munich, le 28 septembre 1938:

«Nous nous dirigeâmes ensuite vers le Parlement. Churchill me dit que le seul espoir était dans la résolution, le cas échéant même dans la guerre. Se faisant menaçant, il me confia que si Chamberlain choisissait de battre en retraite, "il entendrait parler de lui".»[30]

Le jour suivant, Halifax accueillit à l'aéroport de Londres le Premier ministre qui revenait de Munich. Se rendant avec lui à la City, il lui conseilla de prendre cet homme (Churchill) dans son gouvernement, de même que plusieurs dirigeants travaillistes du parti de la guerre et Eden, ancien ministre des Affaires étrangères, qui avait donné sa démission en 1938 afin de protester contre l'*Appeasement Course* (la politique d'apaisement).[31] Or on savait pertinemment à Londres de quelle manière Churchill comptait résoudre la question allemande. Quand un homme tel que lui déclare à l'attaché de presse de l'ambassade d'Allemagne, Fritz Hesse, que,

---

28) J. Szembek, *op. cit.*, pp. 322-323.
29) Halifax, *Fulness of Days*, p. 196.
30) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 8.
31) Halifax, *op. cit.*, p. 200.

> «si un chien enragé est sur le point de m'attaquer, je l'abats avant qu'il ne puisse me mordre,»[32]

on peut s'imaginer qu'il soit plus franc encore avec ses collègues. L'un d'entre eux, Lord Vansittart, n'hésitait pas à dire:

> «Mais mon cher Hesse, vous ne pouvez éviter une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre. Voyez, Monsieur Hitler veut faire de l'Allemagne la première puissance européenne, et je crois que mes renseignements à ce sujet sont exacts. Or, cela, nous ne pourrons le tolérer.»[32]

De fait en Angleterre,

> «les haines historiques étaient courantes...; la germanophobie...tirait ses racines du passé et demeurait insensible à toute argumentation.»[33]

Churchill s'était toujours refusé à admettre «l'égalité des armements»[34] pour l'Allemagne et comme il le confirma officiellement par la suite, il avait recommandé «d'empêcher le réarmement de l'Allemagne»[35] de façon définitive. Ses différentes visites entreprises systématiquement en 1936 à chacun des pays membres de la Société des Nations en vue de les faire mobiliser contre l'Allemagne[36] n'eurent pas le succès escompté. Pourtant, la plupart des hommes politiques qui avaient vécu le traité de Versailles refusaient comme lui d'accorder à l'Allemagne de 1933 comme à l'Allemagne de Weimar une égalité des droits et la possibilité pour le peuple allemand de décider librement de son sort (le droit à l'autodétermination). La nation allemande devait reconnaître que, contrairement aux affirmations des Alliés, la première guerre mondiale n'était pas dirigée contre la monarchie allemande, mais contre le peuple allemand en tant que tel. Les vainqueurs de Versailles ont voulu imposer la thèse de la seule responsabilité de l'Allemagne en dépit des résultats auxquels était parvenue la recherche historique, afin de cautionner le système de réorganisation établi à partir de

---

32) F. Hesse, *Das Spiel um Deutschland*, p. 38 *seq.*
33) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers,* pp. 23, 24.
34) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 65.
35) R. S. Churchill, *The Sinews of Peace – Post-War-Speeches by Winston Churchill*, p. 41. Discours prononcé à Bruxelles le 16 novembre 1945.
36) *ibid.*, p. 167. Discours prononcé devant la Chambre des Communes le 5 juin 1946.

1919. En 1933, Churchill affirmait encore que l'Allemagne portait l'entière responsabilité du déclenchement de la première guerre mondiale et que le traité de Versailles avait établi une paix juste.[37] Tout au long de sa vie, il est resté fidèle aux principes qui l'avaient guidé dans l'élaboration de ses campagnes de propagande. En février 1944, alors qu'il occupait le poste de Premier ministre, il évoqua une fois encore cette «guerre de trente ans contre l'agression allemande de 1914».[38] Il partit en guerre contre l'empire allemand, contre la République de Weimar puis contre le Troisième Reich, il eut recours aux armes comme à la parole. Parallèlement pourtant, il parlait de paix, de justice et d'égalité entre les peuples et décrivait cette Angleterre généreuse et pacifique qui venait en aide aux petites nations.

De nombreux personnages influents partageant la politique européenne de Churchill étaient au Foreign Office, dans l'administration et aux leviers de commande de la presse. Ils étaient de ceux, une «minorité» en Angleterre, qui, dès 1935:

> «étaient décidés à écraser l'Allemagne en déclenchant une nouvelle guerre, qui trouvaient une justification morale à leur politique, à les entendre, la seule bonne! Je fus alors frappé que certains Américains, dont j'ai oublié les noms, aient défendu ce point de vue vivement. L'ambassadeur était de ceux-là.»[39]

Il n'est pas surprenant que Lord Halifax ait très tôt pris une position qui correspondait exactement à la politique britannique d'équilibre des forces. Dès les mois de septembre-octobre 1938, il intervint dans les relations germano-polonaises à une époque où Hitler n'avait pas encore abordé ce thème devant ses interlocuteurs polonais, en assurant le colonel Beck qu'il allait faire tout son possible pour soutenir la Pologne dans la question dantzicoise.[40] Halifax donna cette garantie à la Pologne bien que, lui-même, aimât à qualifier d'«absurdité» le statut imposé à Dantzig par le traité de Versailles, et en dépit du fait que son ambassadeur à Varsovie lui avait déclaré:

> «Il est assez clair qu'à plus ou moins brève échéance, Dantzig rede-

37) H. Lutz, *op. cit.*, p. 21.

38) «Correspondance entre le Président du Conseil des ministres de l'URSS, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la grande guerre patriotique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 204.

39) F. Hesse, *op. cit.*, p. 40.

40) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 111 (éd. all., p. 152).

viendra allemand, et que Monsieur Beck aura le plus grand mal à persuader le peuple polonais de s'en accommoder sans quelque compensation.»[41)]

En fait, Halifax préféra s'accorder un délai plus long pour réaliser son objectif: réduire la puissance de l'Allemagne. Dans cet esprit, il incita Hitler à formuler des revendications. Et aussitôt que Hitler fit mine de suivre son conseil, il s'insurgea par tous les moyens diplomatiques et politiques à sa disposition.

Son prédécesseur à la tête du Foreign Office, Anthony Eden, n'avait pas agi différemment. Le 4 mai 1937, le diplomate britannique Lord Lothian rencontrait pour la seconde fois le chancelier allemand. Il l'informait d'une déclaration officielle que le ministre des Affaires étrangères britannique avait rapportée dans un discours à Leamington, dans le centre de l'Angleterre, le 20 novembre 1936, déclaration aux termes de laquelle «la Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts essentiels en Europe orientale». Lothian l'assura que contrairement à Mussolini et au pape, l'Angleterre ne ferait pas obstacle à une solution du problème autrichien.[42)]

Un autre envoyé de l'Angleterre, Halifax, se rendit chez Hitler le 19 novembre 1937. Il lui déclara:

«On considère en Grande-Bretagne que les équivoques qui existent actuellement pourraient être complètement dissipées. On connaît les mérites que s'est acquis le Führer dans son entreprise de reconstruction de l'Allemagne, et si l'opinion publique britannique adopte parfois une attitude critique vis-à-vis de certains problèmes allemands, cela tient au fait qu'elle n'est pas toujours très bien informée des raisons de certaines mesures allemandes ni des conditions dans lesquelles elles ont été prises. C'est ainsi que l'Église anglicane suit avec beaucoup d'inquiétude et de crainte l'évolution de la situation religieuse en Allemagne, et que les milieux du parti travailliste formulent certaines craintes vis-à-vis de la politique allemande. En dépit de ces difficultés, Lord Halifax est convaincu que le Chancelier n'a pas seulement rendu de grands services à l'Allemagne mais qu'en empêchant l'entrée du Communisme dans son pays il a pu arrêter sa progression dans les pays occidentaux...

Halifax souligne que tout le monde en Angleterre sait reconnaître

41) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc 206. – Kennard à Halifax le 14 octobre 1938.

42) J. R. M. Butler, *op. cit.*, pp. 341-342.

dans le peuple allemand un grand peuple, souverain, et que toute négociation doit être menée sur cette base. Les Anglais étant un peuple réaliste, il est probablement plus que tout autre convaincu de la nécessité d'une rectification des défauts du traité de Versailles...

Du côté anglais, on pense que le statu quo ne doit pas être maintenu à tout prix. On admet la possibilité d'une évolution correspondant à des conditions nouvelles, d'une rectification de certaines erreurs passées et la nécessité d'une modification de la situation actuelle...

Il lui faut à nouveau souligner au nom du gouvernement britannique qu'aucune possibilité de modification de la situation actuelle ne doit être exclue mais que des transformations ne seront possibles que sur la base d'un règlement acceptable...»[43)]

Un historien tchèque commente ainsi ces paroles:

«Les documents allemands révèlent que Hitler a été particulièrement encouragé par la visite de Lord Halifax en novembre 1937. À l'époque, Lord Halifax était lord président du Conseil, le second personnage du gouvernement britannique. D'après le document relatant l'entretien, il a laissé entendre à Hitler que la Grande-Bretagne lui laisserait les mains libres en Europe centrale. Il se peut qu'il n'ait pas été aussi loin dans son intention, toujours est-il que c'est l'impression qu'il a produite. Les conséquences en étaient décisives. Puis en février 1938, à la suite de nombreux différends avec Chamberlain, Eden démissionna et fut remplacé au poste de ministre des Affaires étrangères par Lord Halifax. Quelques jours plus tard, Sir Nevile Henderson, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, sollicitait une entrevue secrète avec Hitler. Au cours de l'entretien, qui faisait suite à celui de Halifax au mois de novembre, il lui laissa entendre que le gouvernement ne désapprouvait nullement son désir de "transformations en Europe" en faveur de l'Allemagne. Comme en témoignent plusieurs documents, ces événements précipitèrent l'entrée en action de Hitler.»[44)]

Un Anglais:

«Lors de la conférence de Munich, en été 1938, Chamberlain savait

43) *ADAP* I, doc.31.
44) F.O. Miksche, *Unconditional Surrender*, p. 229; voir aussi *ADAP* I, doc. 31, pp. 56-66.

que Halifax, ministre des Affaires étrangères, et Duff Cooper, Premier Lord de l'Amirauté et député, avaient invité les Polonais à rejeter toute exigence allemande tandis que Halifax avait déclaré à Hitler que la Grande-Bretagne ne verrait pas d'inconvénient à ce que Dantzig réintègre le Reich. Le Premier ministre britannique savait pertinemment que l'ambiguïté de la politique suivie par ses ministres pouvait très vite déchaîner une nouvelle guerre, mais il n'eut pas le courage d'évoquer la situation devant Hitler.»[45)]

Au cours des mois qui ont suivi le rattachement de l'Autriche au Reich, l'Angleterre a incité Hitler à formuler ses revendications vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. «Il en fut effectivement étonné.»[46)] Le même phénomène s'est produit pendant la crise des Sudètes, à laquelle Hitler n'a pris aucune part. Par la suite, le Führer a été présenté dans la presse anglo-américaine comme un «agresseur», un «impérialiste» et on a ainsi pu rallier contre lui un certain nombre de puissances.

Telle était la «politique de l'équilibre des forces», et c'est en vain que Henderson a mis en garde son ministre, le 18 juillet 1939, contre de telles pratiques![47)]

À l'origine, il semble que Neville Chamberlain, Premier ministre de l'époque, ait été partisan de la paix, ne fût-ce que pour gagner du temps en vue du réarmement. La déclaration de paix et d'amitié signée à Munich, le 30 septembre 1938, fut son dernier acte de politique étrangère en tant qu'homme politique indépendant. Les décisions qu'il a prises par la suite en son propre nom lui ont été dictées contre sa volonté par Lord Halifax, son ministre des Affaires étrangères, par les plus hautes instances du Foreign Office, par une fraction importante des députés du parti conservateur et par l'ensemble de ceux du parti travailliste, par les directeurs des services d'information et par le président Roosevelt. Après la conférence de Munich, l'opinion prévalut qu'«il fallait rétablir le rapport de forces qui avait été rompu à Munich».[48)] Cette ingérence dans les affaires allemandes, qui faisait suite au brusque changement de cours de la politique britannique, n'était pas due à la seule initiative de Londres, comme le montre cette affir-

---

45) P. H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 57.
46) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 161.
47) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 347.
48) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, p. 121. Discours prononcé à Londres le 14 mars 1939.

mation stupéfiante de Chamberlain: «L'Amérique et la juiverie mondiale ont poussé l'Angleterre à la guerre.»[49)]

L'étude des événements qui ont précédé le déclenchement de la seconde guerre mondiale montre que la Grande-Bretagne s'est refusée au printemps 1939 à reconnaître à la population dantzicoise, et à plus forte raison aux habitants de Prusse occidentale, le droit à l'autodétermination. Si elle s'est au contraire ingéniée à aggraver la tension germano-polonaise, ce n'est pas par attachement à certains principes éthiques ou par amour pour le statu quo. La Grande-Bretagne a admis et même favorisé l'impérialisme des milieux polonais qui souhaitaient une révision du statu quo en leur faveur tout comme elle a admis et favorisé l'expansion soviétique aux dépens de la Pologne et des États baltes. Il va sans dire que les Alliés ne se sont nullement préoccupés de justifier le «déplacement vers l'ouest des frontières de la Pologne». Ils ne se sont même pas donné la peine de prétendre que c'est par affection pour les Polonais que cet arrangement territorial avait été conclu. Churchill lors de la conférence de Yalta, en février 1945:

> «Je voudrais dire un mot sur la frontière de la Neiße: nous avons toujours favorisé l'expansion vers l'ouest des frontières de la Pologne, à la condition toutefois qu'ils [les Polonais] ne prennent pas plus de territoires qu'ils n'en souhaitent, ou ne sont capables de gérer. Il serait dommage de gaver l'oie polonaise de nourriture allemande au point qu'elle en vienne à mourir d'indigestion.»[50)]

Les termes «nous», «toujours», «nourriture allemande» et «oie polonaise» méritent d'être soulignés.

Il convient d'étudier la diplomatie secrète de la Grande-Bretagne à la lumière de cet aveu tardif. Sans faire partie encore du gouvernement britannique, Churchill n'en était pas moins l'une des personnalités qui ont poussé Chamberlain dans la direction qu'ils voulaient. «Son influence a grandi à mesure que la guerre approchait».[*)] Eden, à nouveau ministre des Affaires étrangères à partir de 1940, s'était déjà activement opposé à l'Allemagne avant la guerre et dans le cadre de son poste ministériel et quand il n'était plus en fonction. Le 16 décembre 1944, il déclarait, devant la Chambre des Communes:

---

49) W. Millis, *The Forrestal Diaries*, p. 122.
50) *Die Jalta-Dokumente*, pp. 166 et 171.
*) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 406.

«Cela fait des années que, indépendamment de mes fonctions, je défends l'opinion que l'État polonais ne pouvait s'affirmer en tant que nation souveraine tant que se perpétuerait l'existence du Corridor...

J'ai siégé à Genève comme rapporteur au parlement de cette lamentable affaire de Dantzig. Il était évident que le système ne pouvait fonctionner...

Pour régler la question, il n'y avait qu'une seule alternative: il fallait céder la Prusse orientale à la Pologne et transplanter la population.» [51)]

Le terme «des années» est important ici, car il nous ramène à la période d'avant-guerre. De fait, cette déclaration concorde avec la politique menée par les collègues de Eden et par Lord Halifax, dont il était le prédécesseur et le successeur. En 1939, Eden était l'une des personnalités les plus influentes de la société britannique et de la politique du pays; et de décembre 1935 à février 1938, il fut ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté.

L'attitude des hommes politiques avant le mois de septembre 1939 et pendant la guerre montre à quel point ils se sentaient peu concernés par le destin de la Pologne. Entre autres déclarations des hommes politiques britanniques, celle de Churchill à Yalta, en 1945:

«Personnellement, les Polonais m'intéressent peu.»[52)]

Ce manque d'intérêt à l'égard de la Pologne se reflétait tant dans son comportement vis-à-vis du gouvernement polonais en exil que dans ses efforts pour étouffer la vérité sur le massacre de plus de 10 000 officiers polonais dans la forêt de Katyn.[53)] Churchill eut en outre soin de ne pas mentionner son alliée, la Pologne, dans son «calcul de pourcentages» à la conférence de Moscou en octobre 1944, au cours de laquelle il fit passer à Staline une note comportant les pourcentages d'influence qu'il souhaitait sur les États d'Europe orientale.[54)]

Le Président Roosevelt était au courant et approuvait la politique perfide de Londres à l'égard de la Pologne, ainsi que le prouve sa remarque, en mars 1943, au ministre des Affaires étrangères britannique, Eden:

---

51) R. Goguel, *Polen, Deutschland und die Oder-Neiße-Grenze*, p. 316.

52) *Die Jalta-Dokumente*, p. 266.

53) J. K. Zawodny, *Death in the Forest; The Story of the Katyn Forest Massacre*; «Correspondance entre le Président du Conseil des ministres de l'URSS, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la grande guerre patriotique 1941-1945», éd. russe, vol. I, doc. 161, pp. 120-121. Lettre de Churchill à Staline, 24 avril 1943.

54) W. Churchill, *The Second World War,* vol. VI, book I, «The Tide of Victory», p. 198.

> «Les Grandes Puissances devraient déterminer ce qui reviendrait à la Pologne.»[55]

Et, déjà au cours des années précédant le début de la guerre, les Grandes Puissances concernées, à l'exclusion de tous les États européens continentaux, «déterminèrent» en partie directement et en partie indirectement les lignes directrices de politique étrangère de leurs propres alliés et des sympathisants de Versailles, donc aussi de la Pologne.

Par leur propagande et leur potentiel économique, ils fixèrent des valeurs, liées à leurs propres intérêts: les bonnes et pacifiques démocraties, et les Allemands malfaisants et barbares. On ne peut, dans cet ordre d'idées, qu'approuver les historiens communistes:

> «La Pologne s'était placée, irrémédiablement, sous la dépendance des puissances impérialistes occidentales qui imposaient au gouvernement polonais une politique contraire aux intérêts du peuple polonais, et à cause de laquelle l'État polonais devait finalement s'écrouler en 1939.»[56]

La Pologne avait été choisie pour servir les objectifs égoïstes de la Grande-Bretagne dans le sens d'un «équilibre des forces». Par ignorance des motifs réels de Londres, Varsovie assuma ce rôle avec un zèle passionné et en périt.[57]

---

55) R. Sherwood, *Roosevelt und Hopkins*, pp. 581-582 (éd. anglaise, p. 710).
56) R. Goguel , *op. cit.*, p. 863.
57) E. Rozek, *Allied Wartime Diplomacy*, p. 26.

La politique allemande de la Grande-Bretagne depuis «Munich» jusqu'au 15 mars 1939

La politique britannique suivie après la conférence de Munich visait à discréditer la déclaration de paix et d'amitié, faite le 30 septembre 1938 par Chamberlain et Hitler, et – c'est le moins qu'on puisse dire – à rétablir les positions d'alliances de la France (et donc de l'Angleterre) en Europe de l'Est, alliances fixées par le Traité de Paix de Versailles, mais devenues assez précaires depuis. Les moyens adoptés à Londres dans ce sens étaient plutôt équivoques. La politique intérieure et étrangère, les médias et l'économie étaient plutôt orientés non plus vers la paix et l'amitié, mais vers une évolution belliqueuse. «La City devient belliciste» – c'est ainsi qu'en 1958 un historien français définit la situation régnant à Londres à l'époque.[1] Churchill reconnut avoir été décidé, depuis octobre 1938, «à en venir aux mains avec Hitler» – et il ne parlait là certainement pas pour lui seul.[2]

> «Ce groupe belliciste britannique recrutait ses adeptes au sein de tous les partis du pays, les membres des partis libéral et travailliste se montrant les plus disposés au combat.
>
> Le jour même où Chamberlain quittait Munich pour Londres, Alfred Duff Cooper, Premier Lord de l'Amirauté, germanophobe invétéré, fit parvenir un message à Chamberlain dans lequel il blâmait sa politique étrangère et annonçait sa démission du gouvernement.»[3]

Les débats parlementaires sur les accords de Munich, du 3 au 5 octobre 1938, firent apparaître, dans leur longue et ample polémique, les évolutions suivantes.

a) Le Conseil des ministres qui avait convenu, à la mi-septembre 1938, de rendre le territoire des Sudètes à l'Allemagne, ne s'en tenait plus nettement à sa décision.

b) Ces débats renforcèrent la presse dans sa conviction d'avoir le champ libre contre l'Allemagne.

c) Chamberlain ne se retourna pas contre les agitateurs, adversaires

---

1) H. Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 46.
2) O. Abetz, *Histoire d'une Politique Franco-Allemande*, p. 104, et E. Raczynski, *In Allied London*, p. 8.
3) P.H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 122.

implacables des accords de Munich et qui – comme par exemple Churchill – avaient coutume de traiter le chancelier du Reich de «voleur de grands chemins», de «gangster» et de traiter les accords eux-mêmes de «chantage allemand». Il se conforma plutôt petit à petit à leur ligne et renforça la position de son ministre des Affaires étrangères, Lord Halifax. Celui-ci aussi, eu égard à la résolution de Munich, avait soudainement menacé de démissionner, si bien que progressivement la responsabilité exclusive de la politique étrangère britannique revint à Halifax.[4)]

d) Sous le prétexte de la «menace allemande», Chamberlain annonça un programme d'armement, le plus important jusqu'alors.

e) La politique de «fatalité de la guerre» fut introduite avec emphase sous forme de fausses alertes largement diffusées par les médias, d'accords de coalition conclus avec d'autres puissances, d'encouragements à refuser tout compromis avec l'Allemagne, en accentuant l'agitation déjà suscitée par les slogans (Allemagne = «nation agressive») et en passant publiquement sous silence les efforts allemands pour la paix.

f) La pression exercée sur la France, en vue de l'inciter à «organiser la défense» du pays, fut accrue. Par «pression», on entend ici tout au moins l'empressement sans relâche du gouvernement britannique à exposer au partenaire français la nécessité d'intensifier la production des armements.[5)]

g) La mise en place d'un service national d'assistance en temps de guerre et les préliminaires de la propagande pour l'instauration du service militaire obligatoire furent bientôt recommandés.

> «La politique de Chamberlain fut aussi attaquée par les principaux conservateurs au Parlement, tels que Eden et Churchill, en des termes par lesquels on pouvait comprendre qu'eux aussi auraient préféré la guerre aux accords de Munich. Mais le plus uni des groupes avides de guerre était constitué par les dirigeants du parti travailliste...
>
> Chamberlain bénéficia d'un vote de confiance, mais avec une majorité remarquablement réduite. Les représentants du parti libéral et du parti travailliste votèrent en bloc contre Chamberlain et au moins la moitié des principaux conservateurs s'abstinrent ostensiblement de voter en faveur de Chamberlain et de sa politique.»[6)]

D'autres étapes de cette politique britannique réadaptée furent, par

4) *ibid.*, p. 126.

5) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 122 (4 octobre 1938), doc. 282 (28 octobre 1938), doc. 285 (1er novembre 1938), doc. 288 (3 novembre 1938), doc 325: procès-verbal de l'entretien entre Chamberlain et Daladier à Paris le 24 novembre 1938, entretiens à Paris les 2/3 décembre sur la production d'avions entre autres; et G. Bonnet *De Munich à la Guerre*, pp. 55-58, qui fait le rapport de ses efforts d'armement.

6) P. H. Nicoll, *op. cit.*, p. 123.

exemple, l'allocution de Lord Halifax, le 23 octobre 1938, à Édimbourg, dans laquelle il soulignait:

> «que la paix armée en Europe ne devait pas être considérée comme une paix permanente sur la base de la compréhension mutuelle,»[7)]

de même que l'incorporation de l'industrie canadienne au programme d'armement aérien britannique à partir de 1938 et la visite de Chamberlain et Halifax à Paris, le 24 novembre 1938, pour s'entretenir des mesures militaires et d'armement. La remarque faite par Halifax à son ambassadeur à Paris, le 1er novembre 1938, resta visiblement sans effet:

> «À l'avenir, nous devons compter avec la prédominance de l'Allemagne en Europe centrale. J'ai d'ailleurs toujours eu le sentiment que lorsque l'Allemagne aura rétabli des forces normales, sa prédominance sera inévitable pour des raisons géographiques et économiques évidentes...
>
> C'est une chose de permettre l'expansion de l'Allemagne en Europe centrale, ce qui, à mon avis, est une affaire normale et naturelle...»[8)]

Le 17 novembre 1938, Winston Churchill fit un long discours pour la création d'un ministère d'Approvisionnement de guerre.[9)]

Le 30 novembre 1938, R. S. Hudson, secrétaire du département britannique pour le Commerce d'outre-mer, fit remarquer, sans raison apparente, devant la Chambre des Communes, la menace de concurrence économique que représentait l'Allemagne, et la prétendue nécessité de contre-mesures économiques et politiques.

> «C'est dans ces semaines fiévreuses de novembre 1938 que les milieux dirigeants de Londres ont fait prendre à l'Angleterre son tournant belliqueux et ont résolu de faire la guerre à un adversaire qui menaçait le commerce britannique dans ses œuvres vives. La politique de fermeté intraitable qui ne pouvait avoir d'autre issue que la guerre étant donné la situation internationale, c'est dès ce moment-là qu'elle est décidée. Elle n'attendit plus qu'une occasion de se manifester au grand jour; c'est la Pologne qui devait la fournir au gouvernement de Londres.»[10)]

Le 4 décembre 1938, le ministre de l'Éducation britannique déclarait

---

7) *ibid.*, p. 126.
8) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 285.
9) W. Churchill, *Ins Gefecht, Reden 1938-1940*, p. 94 *seq.*
10) H. Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 48.

qu'en Angleterre se répandait l'idée qu'une entente avec l'Allemagne était impossible.[7]

> «L'excitation provoquée par les accords de Munich se serait peut-être calmée au cours des mois suivants si les dirigeants conservateurs n'avaient pas trouvé en permanence de nouveaux moyens pour tenir l'opinion publique en alerte à propos de l'Allemagne. Ainsi, le comte de La Warr, ministre de l'Éducation dans le gouvernement de Chamberlain, fit valoir, dans une allocution prononcée le 4 décembre 1938 à Bradford, qu'en Grande-Bretagne, l'impression générale était qu'on ne pouvait jamais rien faire qui puisse satisfaire l'Allemagne. Il s'agissait là d'une ruse de la propagande, visant à créer l'atmosphère voulue.»[11]

Le 7 décembre 1938, le discours de McDonald, secrétaire d'État aux Colonies, opposa un refus brutal à l'Allemagne sur la question des territoires outre-mer, sans que celle-ci eût été soulevée par Berlin.

Le 16 décembre 1938, l'ambassadeur de Pologne à Londres, Raczynski, rapportait à son ministre des Affaires étrangères la «phraséologie dont on abreuve ici régulièrement l'opinion publique»:

> «On décrit ici la situation après Munich comme n'étant ni la guerre, ni la paix. La déclaration du Premier ministre Chamberlain, selon laquelle on serait au seuil d'une nouvelle ère garantissant la paix à "notre génération", est considérée par tous comme pure illusion qui aura tôt fait de se dissiper sous le choc de la réalité.»[12]

Le 11 janvier 1939, Chamberlain et Halifax se rendent à Rome avec un groupe de six conseillers, afin d'intimider l'Italie et de propager des nouvelles de troubles entre l'Allemagne et la Pologne, ainsi qu'avec l'Union soviétique («Hitler aurait visiblement l'intention de créer un État ukrainien indépendant»), alors que Londres n'avait à cette époque reçu aucune indication dans ce sens ni de Berlin, ni de Varsovie. Ces hommes d'État n'ont pas pris la peine de clarifier la position de la politique étrangère de l'Allemagne, de s'engager à réunir une conférence sur le désarmement, de promouvoir une action commune contre le bolchevisme, ni de favoriser une initiative active de paix et une décrispation des fronts.[13]

Le 23 janvier 1939, Chamberlain prononça un discours devant la Chambre des Communes ayant pour teneur:

---

11) D. Hoggan, *The Forced War,* pp.194-195 (éd. all., *Der erzwungene Krieg*, p. 262).
12) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. I, p. 356.
13) I. Colvin, *Vansittart in Office*, pp. 287-288.

a) l'introduction du service national volontaire qui devait permettre à l'Angleterre «d'être prête pour la guerre».[14]

b) la déclaration publique du gouvernement britannique d'intervenir militairement sur le continent en cas de menace des intérêts vitaux de pays européens non désignés.

La politique selon laquelle une intervention militaire ne pouvait être prévue qu'en cas d'attaque sur les Îles britanniques était ainsi publiquement révoquée.

Par cette mesure et par celle qui précède, Chamberlain a non seulement fait sien le point de vue du président Roosevelt, exprimé par celui-ci le 4 janvier 1939 dans un message devant le Congrès, «de choisir des méthodes juste en-deçà de la guerre»,[15] mais il a aussi mis en œuvre ces méthodes mêmes.

Au cours des mois de décembre 1938 et de janvier 1939, Lord Halifax et d'autres personnalités publiques soutinrent le président Roosevelt dans sa politique, en diffusant une série de fausses informations alarmantes et un flot d'articles de presse de même mouture: Hitler aurait l'intention de créer une Ukraine indépendante («ces informations provenaient d'Europe occidentale»[16]): il voudrait anéantir les puissances occidentales par une attaque surprise avant de se tourner vers l'Est; il viserait à acculer l'Italie à un conflit dans la région méditerranéenne afin d'en faire le prétexte d'une guerre; il regrouperait des troupes allemandes le long de la frontière tchèque; l'Allemagne serait au bord d'une crise économique et financière telle que Hitler serait contraint à l'agression; l'«état mental de Hitler, sa rage insensée envers la Grande-Bretagne et sa folie des grandeurs» seraient autant de menaces imminentes.[17] Dès l'automne 1938 la résistance clandestine allemande intensifiait ses contacts amicaux avec Londres, qui s'en trouvait encouragée. Cette résistance nourrissait l'espoir d'une démonstration de force, ou plutôt d'une «guerre préventive», qui serait déclenchée par un putsch militaire au sein du Reich allemand.

Parmi les initiatives britanniques, il faut mentionner le jeu diplomatique, organisé à l'arrière-plan contre l'Allemagne, «de crainte que la Pologne ne puisse opter pour le côté allemand» et fasse échouer ainsi l'encerclement prévu. Quand les historiens parlent ici des «craintes» britanniques quant à

---

14) P. H. Nicoll, *op. cit.*, p. 129.

15) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 392.

16) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 378 – Le propagandiste Sefton Delmer avait écrit de tels rapports: voir S. Delmer, *Die Deutschen und ich*, p. 390.

17) M. Freund, *op. cit.*, vol. I, pp. 355-356, et D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 240-241 (éd.all., pp. 325-327).

une entente ou même à une alliance entre la Pologne et l'Allemagne, ils reconnaissent involontairement que l'Allemagne n'a jamais menacé son voisin oriental mais désirait bien au contraire faire œuvre commune avec la Pologne. Le 1er novembre 1938 Halifax avouait à son ambassadeur à Paris:

> «La Pologne ne peut vraisemblablement que tomber de plus en plus dans la sphère d'influence allemande.»[18)]

Ainsi, tous les hommes initiés à la politique européenne de l'époque – une partie, malheureusement non des moindres, de l'opinion occidentale – étaient conscients des «craintes» éprouvées par Londres «que l'on en viendrait peut-être à une entente sur Dantzig et le Corridor».[19)] La France, de son côté également, déploya tout un arsenal de harcèlements afin d'ôter toute chance de succès à la visite du ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, à Varsovie en janvier 1939.[20)]

> «[Beck] prit grand soin de ne pas avertir les Britanniques que les négociations avec l'Allemagne se trouvaient dans une impasse, mais laissa entendre, au contraire, que la question de Dantzig serait bientôt réglée. Une fois de plus, les Britanniques s'alarmèrent. La Pologne, craignaient-ils, pouvait se rapprocher de l'Allemagne plus qu'elle ne l'avait fait en 1938. La participation de la Pologne à un "Front de la paix" leur parut vitale. Seule elle était capable de faire une réalité de la menace d'un second front...
>
> La Pologne, supposaient les Britanniques, ne courait aucun danger imminent de la part de l'Allemagne. Bien au contraire, ils craignaient qu'elle ne ralliât le camp germanique, surtout avec Memel en jeu. Les Polonais non plus ne s'estimaient pas en danger.»[21)]

Le 6 février 1939, Chamberlain déclarait devant la Chambre des Communes qu'en cas de menace des «intérêts vitaux», la Grande-Bretagne se tiendrait militairement et inconditionnellement aux côtés de la France. Il déclarait aussi que Bonnet, ministre français des Affaires étrangères, aurait déjà donné une assurance équivalente à Londres. Cette promesse réciproque concernait exclusivement «l'éventualité d'une guerre» et non «une attaque de l'Allemagne». Déjà dans cette alliance – comme plus tard dans la garantie donnée à la Pologne – «on ne parlait pas de l'agresseur». La Grande-Bretagne s'est engagée dans cette alliance étendue et sans restriction, alors

---

18) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 285.
19) C.J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig*, p. 362.
20) A. von Ribbentrop, *Verschwörung gegen den Frieden*, p. 296.
21) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, pp. 207 et 209.

que la France, du fait de nombreuses obligations d'alliances (par exemple avec la Pologne, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie), pouvait être impliquée dans tous les foyers de crise possibles en Europe.[22)]

Mi-février 1939, la Grande-Bretagne et la France résilièrent d'importantes dispositions des actes généraux de Genève sur le droit à la neutralité, et en particulier sur le droit maritime: elles se soustrayaient ainsi, avec effet au 16 août 1939, à la procédure arbitrale neutre – mesure visiblement étudiée pour le cas d'un conflit européen.

> «Le 21 février, Chamberlain déclarait que, pour le moment, il n'y avait aucune raison de convoquer une conférence sur le désarmement et qu'elle échouerait de toute façon: il ajoutait que tous les partis en Grande-Bretagne faisaient à présent front commun sous le programme d'armement. Mais il prit suffisamment conscience d'une certaine tendance pacifique récemment apparue en Angleterre, pour admettre, quelques jours plus tard, qu'une possibilité de négociations sur le désarmement pourrait être envisagée vers la fin de l'année. Le 10 mars, Halifax lui reprocha cette dernière déclaration.»[23)]

Déjà le 1er mars 1939, Chamberlain avait accepté de se rendre à une réception à l'ambassade soviétique à Londres. Le Premier ministre rendit une nouvelle visite à l'ambassadeur soviétique, le 9 mars 1939[24)] – conduite peu ordinaire pour un Premier ministre – et, au dire de Churchill, il fit ainsi à nouveau valoir l'intérêt

> «que l'Angleterre porte à l'accroissement du commerce et à l'intensification de la coopération avec la Russie.»[25)]

Dans les *Documents on British Foreign Policy* on trouve la preuve qu'en plus de Chamberlain, Hudson, secrétaire au ministère du Commerce d'outre-mer avait, ce même 9 mars, tenté d'imposer à l'Union soviétique un crédit britannique au profit de son pays. Et ce de telle sorte que l'ambassadeur Maiskii en fut surpris et troublé, et qu'il ne put s'expliquer cette initiative que par des motifs politiques non-déclarés.[26)] L'initiative de la Grande-Bretagne d'engager l'Union soviétique contre l'Allemagne peut donc être

---

22) A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 34.
23) P. H. Nicoll, *op. cit.*, p. 128 (dans l'éd. de 1999), cite *The Times*, Londres, des 23 janvier, 4 et 22 février 1939, *HANSARD's Parliamentary Debates*: «Commons, 31 January 1939».
24) A. Buckreis, *op. cit.*, p. 54.
25) E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, p. 168.
26) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 193 et 194.

établie dès une époque où le prétexte n'existait pas encore. L'occupation de la Bohême-Moravie n'eut lieu que six jours plus tard!

En octobre 1939, faisant la rétrospective des mois passés sous son ministère, Chamberlain écrivit qu'il ne croyait pas:

> «pouvoir faire davantage après "Munich" pour préparer le pays à la guerre.»[27)]

Que cette justification tardive de Chamberlain soit peut-être aussi quelque peu exagérée, elle n'en établit pas moins la preuve de la pression à laquelle il était soumis pendant ces mois dans ses propres rangs.

Toutes ces mesures reflètent les initiatives britanniques après la déclaration de paix et d'amitié signée par Hitler – à une époque où Hitler s'en tenait incontestablement à cette déclaration. Le gouvernement britannique ne pouvait, en toute équité, se tirer d'affaire en affirmant que ces initiatives étaient nécessaires dans le contexte de la sauvegarde de la paix en Europe et de la sécurité européenne, puisqu'elles équivalaient à une rupture évidente des principes de l'attitude pacifique convenus avec l'Allemagne. Il devait être clair aux yeux de tout homme raisonnable que l'activité britannique alimentait le feu de la guerre. Winston Churchill affirmait, le 10 mars 1939, à Bernard Baruch, premier conseiller de Roosevelt, lequel n'ignorait rien de la situation au sein du gouvernement britannique:

> «La guerre viendra très bientôt. Nous y serons impliqués et vous [les États-Unis] aussi.»[28)]

Le gouvernement à Londres savait que l'Allemagne ne cherchait pas querelle à l'Angleterre mais s'efforçait bien plus à vivre en paix et amitié avec les autres pays. L'unique réaction de Hitler au jeu britannique fut l'entrée dans Prague, le 15 mars 1939, bien que – comme on l'a montré plus haut – tout un éventail d'autres causes ait joué ici un rôle (l'allocution de Hitler à Saarbrücken, le 9 octobre 1938, interprétée par les puissances occidentales comme une «provocation», se limitait à énoncer les dangers que pourrait engendrer l'attitude britannique et mettait en garde contre la poursuite d'une telle politique. Elle ne remettait aucunement en cause la signature de Munich).

---

27) K. Feiling, *op. cit.*, p. 456.
28) R. Sherwood, *Roosevelt und Hopkins*, p. 76 (éd.anglaise, p. 113); J.F.C. Fuller, *Decisive Battles of the Western World*, vol.III, p. 375.

La réaction britannique au 15 mars 1939

Le gouvernement britannique et le gouvernement français réclamèrent ensemble dans une note à Hitler une explication sur son comportement à Prague. Chamberlain n'avait pas voulu prendre la création du protectorat de Bohême-Moravie comme occasion de réponse par la guerre.[1] Mais, comme il était devenu habituel entre temps, il se plia de nouveau aux pressions qu'on exerçait sur lui.

> «Il [Chamberlain] ne jugeait pas utile de conseiller au Parlement de prendre une quelconque mesure pratique...
>
> Cette attitude de Chamberlain [le 15 mars 1939 à la Chambre des Communes] provoqua une violente réaction, non seulement du côté de l'opposition travailliste et libérale, mais aussi de la part de certains éléments importants du parti conservateur. Eden se distingua en particulier par ses critiques acérées contre la politique étrangère du gouvernement et il mit en garde contre le fait qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie, de nouveaux actes d'agression de la part des dictateurs fascistes ne tarderaient pas à suivre. Eden exigea énergiquement la mise en place d'un gouvernement de coalition de tous les partis. La lutte efficace contre l'agression serait l'objectif principal de ce gouvernement qui entreprendrait, dans ce but, une coopération étroite avec d'autres États pacifiques.»[2]

Lord Halifax expliquait, le 15 mars 1939, à l'ambassadeur allemand à Londres, von Dirksen, qu'il:

> «comprenait bien le goût de Hitler pour les victoires non-sanglantes mais, un de ces jours, il serait contraint de faire couler le sang.»[3]

Les méthodes appliquées par ces groupes en vue de préparer la guerre et d'imposer leur volonté dépassaient de loin la simple définition de leur propre position en cas de conflit.

---

1) Livre Blanc Allemand N° 2, p. IX, et doc. 257, 264, 265.
2) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 93.
3) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 279, et A.J. Toynbee in *Survey of International Affairs – 1939-1946*, vol. X, p. 61.

«Le silence singulier de Halifax au cours des semaines précédant l'occupation de Prague par les Allemands, alors qu'il avait pleinement connaissance de la crise imminente, et surtout son omission de répondre à la note de Ribbentrop du 28 février, permirent aux Allemands de présumer que l'occupation de la Tchécoslovaquie n'aurait aucune conséquence spéciale ou défavorable sur les relations germano-anglaises.

L'évolution ultérieure établit clairement que Halifax visait justement à amener les Allemands à penser que non seulement il ne ferait aucune objection à l'action prévue en Tchécoslovaquie, mais même qu'il la favoriserait peut-être. Toute l'attitude de Chamberlain et de Halifax dans la question tchèque depuis novembre 1938 jusqu'au 15 mars 1939 montre clairement pourquoi ils n'osèrent pas faire des actions des Allemands leur raison officielle de protester et d'ameuter l'opinion publique britannique. Mais, grâce à l'aide de Vansittart, ils purent offrir un faux prétexte au changement de cours de leur politique, prétexte qui pouvait être inscrit sans problème dans un procès verbal officiel.»[4)]

C'est ainsi qu'à une date bien étudiée, le 17 mars 1939, le ministre plénipotentiaire roumain, Virgil Tilea, «à la suite d'un appel téléphonique de Paris»[5)] très certainement arrangé par le Foreign Office,[6)] annonça au ministre des Affaires étrangères britannique la fausse nouvelle selon laquelle l'Allemagne aurait adressé un ultimatum à la Roumanie, ou plutôt que le gouvernement allemand aurait exigé de la Roumanie l'octroi du monopole des exportations roumaines, et des mesures de restrictions industrielles en faveur des intérêts allemands, lui garantissant parallèlement la non-violation des frontières roumaines par l'armée allemande. Le prétexte lui en fut fourni par l'annonce du séjour d'une délégation commerciale allemande, tout à fait par hasard à la mi-mars 1939, en Roumanie. Les suppositions émises jusque là, à savoir que le «mensonge de Tilea» aurait été mis en circulation par le Foreign Office, sur la base d'un «appel téléphonique» fictif «de Paris», ont pu être confirmées et formellement prouvées.[7)]

Au sein des cercles dirigeants britanniques on était alors décidé à suivre

4) P. H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 131.

5) Déclaration orale de Tiléa à Helmut Sündermann.

6) P. H. Nicoll affirme avoir eu droit de regard dans des documents, selon lesquels des entretiens secrets auraient eu lieu entre Vansittart et Tiléa avant le «mensonge de Tilea»; Tilea devait toucher, en contrepartie de ses services, un pourcentage d'un prochain crédit britannique à son gouvernement destiné à l'achat de munitions anglaises.

7) F. Lenz, *Nie wieder München*, vol. I, pp. 91-107. Le 28 août 1939 Lord Halifax réitéra cette méthode de télégramme fictif dicté par téléphone dans une affaire encore plus lourde de conséquences, «inventant» ainsi l'approbation de la Pologne aux débats. Voir, dans le présent ouvrage, le chapitre «Les derniers jours de paix».

une voie axée sur des slogans, tels que «*Stop Hitler*», sur un refus absolu de tout compromis et sur des «méthodes juste en-deçà de la guerre».[8] Ces plans étaient basés sur des activités et initiatives, sans que l'on se donne même la peine, ne serait-ce que par simple velléité de propagande, d'affirmer que la sécurité de l'Angleterre serait menacée par Hitler. La décision librement prise par la Roumanie de développer son commerce avec l'Allemagne était déjà qualifiée par les cercles britanniques autorisés de nouvelle «perturbation de l'équilibre européen». C'était le moyen de conclure à la «nécessité» d'intervenir contre l'Allemagne. Et, pour reprendre les termes du Premier ministre:

> «Si l'Allemagne obtenait la maîtrise des ressources roumaines en pétrole et en céréales (*resources in oil and wheat...*), directement ou indirectement peu importe, cela représenterait un important gain de forces pour l'Allemagne et un affaiblissement des pays adverses.»[9]

À cette époque déjà, Chamberlain avait coutume de désigner les activités économiques allemandes, le travail et les prestations pacifiques allemands d'«ingérence économique qui aurait toutes les conséquences d'une conquête». Il y joignait la question de savoir comment on pourrait arrêter l'Allemagne «par un ultimatum ou, en d'autres termes, par une guerre préventive et précaire».[10]

Le Premier britannique ne voulait évidemment pas avoir à répondre d'une telle guerre, mais il pouvait recourir à un nombre suffisant de zélateurs au sein du Foreign Office, qui reprendraient ses remarques à leur propre compte, tout en étant décidés à les transposer dans la réalité. Ce «cas de la Roumanie», évoqué par Chamberlain – où il était bien difficile de «faire la différence entre des actions guerrières flagrantes et une pénétration économique avec toutes les conséquences d'une conquête» – n'était-il pas justement, pour ses collaborateurs du Foreign Office, une invitation à l'action?

Le «mensonge de Tilea» – tant par le choix de sa date que par sa teneur – paraît être parfaitement intégré à la politique de diffusion de rumeurs déjà pratiquée à Londres, au point qu'on ne pouvait pas supposer trouver sa source ailleurs qu'au Foreign Office. À l'époque où le gouvernement britannique n'avait pas encore choisi la Pologne comme le pays qui pouvait se dresser contre l'Allemagne, même pas en alarmant l'opinion mondiale. En

---

8) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 392.
9) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 2 – Chamberlain au ministre des Affaires étrangères polonais à Londres, le 4 avril 1939.
10) K. Feiling, *op. cit.*, p. 402.

outre, le gouvernement anglais en était encore à «redouter», on le sait, «un rapprochement entre la Pologne et l'Allemagne».[11] Il craignait donc ne pas rencontrer l'écho voulu en Pologne. Mettant à profit son réseau mondial d'information ainsi que les objectifs anti-allemands des autres pays, le Foreign Office suggéra à l'opinion publique mondiale qu'outre la Roumanie, l'Ukraine ainsi que les puissances occidentales et des pays de la région méditerranéenne étaient confrontés, eux aussi, à la menace d'une attaque allemande imminente.[12] La Pologne s'empressa aussitôt de soutenir cette psychose, engendrée à Londres, en propageant ses propres informations alarmantes,[13] et les Soviétiques, de leur côté, s'emparèrent de cette agitation à leurs propres fins.

Cette information alarmante de Roumanie était trop soigneusement adaptée à la mentalité anglaise et au niveau intellectuel de l'opinion publique internationale: en outre, elle était trop précisément orientée vers l'objectif d'agitation choisi pour la propagande et avait déjà été considérablement exagérée par Churchill lors des débats à la Chambre des Communes après la conférence de Munich: «Ouverture de l'accès à la Mer Noire».

a) Or l'Allemagne n'avait pas de frontière commune avec la Roumanie. Le point le plus proche du territoire roumain se trouvait à 350 km, séparé par autant de territoire hongrois: on insinuait par cette information une intention d'agression contre la Hongrie.

b) Les causes de la désintégration de la Tchécoslovaquie pouvaient ainsi être falsifiées, et une telle falsification pouvait être exploitée par la presse. Celle-ci présentait la marche de Hitler sur Prague comme une étape supplémentaire de son plan d'agression contre les peuples du monde entier, comme l'avait prévu Eden lors des débats aux Communes le 15 mars 1939.[14]

c) La susceptibilité britannique quant aux rapports économiques avec les pays balkaniques était dans le cas de la Roumanie particulièrement importante. En effet, la Roumanie était en passe de devenir le plus important fournisseur de pétrole de l'Allemagne et la Grande-Bretagne y possédait une importante participation dans l'industrie du pétrole ainsi que dans d'autres secteurs.

La preuve formelle du rôle personnel joué par Lord Halifax dans l'élaboration de la «fable de Tilea» se manifeste par un enchaînement d'indices sur son comportement en cette journée du 17 mars:

---

11) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 207.
12) D. Hoggan, *The Forced War,* p. 240 (éd. all., *Der erzwungene Krieg*, p. 326).
13) *ADAP* VI, doc. 6.
14) J.M. Maiskii, *op. cit.*, p. 93.

a) Dès le 16 mars, Halifax avait annoncé à l'ambassadeur soviétique, par l'entremise de Lord Vansittart, le changement de cap de la politique britannique – en rapport avec l'allocution de Chamberlain du 17 mars;[*)]

b) Le fait que Halifax avait persuadé son Premier ministre de prendre l'initiative de manifester contre l'Allemagne a été confirmé par plusieurs historiens britanniques;[*)]

c) «Le matin» [du 17 mars], Halifax savait déjà que «Chamberlain allait prononcer le soir un discours assez raide», puisqu'il en fit part au chargé d'affaires américain, Johnson. Évidemment, il ne lui dévoila pas tout, mais juste assez pour amener Johnson à câbler à Washington:

> «On s'attend à ce que Hitler continue à avancer et ce très vite.»[15)]

d) L'«après-midi», Tilea demanda une «entrevue urgente» avec le ministre des Affaires étrangères britannique. Ce n'est qu'à ce moment que Halifax «eut officiellement connaissance» de l'«ultimatum allemand». Au cours de cet entretien, il déclara à Tilea que Chamberlain prononcerait le soir une allocution dans laquelle serait déjà traitée la portée de cette nouvelle information. Tilea ne semble pas non plus avoir été surpris de ces faits.[16)]

e) Halifax fait annoter, dans le procès-verbal de son entretien de l'après-midi avec Tilea, que l'envoyé roumain lui a «confié un télégramme» lui ordonnant de faire cette démarche auprès de lui, Halifax.[16)] Or, ce télégramme ne se retrouve dans aucun autre document et personne d'autre ne le cite comme source. Tilea semble avoir également été laissé dans l'ombre quant à «ce télégramme» désigné expressément dans le procès-verbal, alors qu'il ne se référait, lui, qu'à un «appel téléphonique de Paris».

Il est frappant de constater que cette «mention d'un ultimatum» se limitait exclusivement à Londres, alors qu'un silence absolu régnait à ce sujet dans les autres capitales. Ainsi, le ministre plénipotentiaire britannique à Bucarest, Sir R. Hoare, télégraphia, le 18 mars, à Londres:

> «2. Il me parut si invraisemblable que le ministre des Affaires étrangères [de la Roumanie] ne m'eût pas informé d'une aussi dangereuse évolution de la situation dans l'immédiat que je lui ai rendu visite dès que furent déchiffrés vos télégrammes envoyés à Varsovie et Moscou. Il me déclara être submergé de demandes de renseignements analogues quant au rap-

---

*) J. Colvin, *Vansittart in Office*, pp. 295, 294.
15) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 454.
16) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 395.

port sur l'ultimatum allemand, paru le jour même dans le *Times* et le *Daily Telegraph*. Il n'y avait pas un mot de vrai.»[17)]

Pendant ce temps, Lord Halifax déployait un zèle empressé pour tenter de savoir ce que Varsovie, Belgrade, Ankara, Athènes, Paris, Moscou et Washington comptaient entreprendre en cas d'agression allemande contre la Roumanie.[18)]

Les dirigeants britanniques refusèrent d'opposer un démenti à ce «mensonge» malgré la réfutation irrécusable du bluff de Tilea et les protestations en provenance de Bucarest. Bien au contraire, le gouvernement britannique s'en servit pour justifier des initiatives lourdes de conséquences:

Le Premier ministre Chamberlain prononça l'allocution annoncée à Birmingham, en s'appuyant sur les «plus récentes informations» de Lord Halifax.

Dès lors, selon le dessein de la politique britannique, Hitler ne fit plus seulement figure d'«agresseur» mais passa aussi pour un homme qui avait l'intention de «dominer le monde par recours à la violence».[19)]

Le gouvernement britannique – et, dans son ombre, le gouvernement français – exercèrent «une pression peu commune sur la Roumanie» en vue d'empêcher la conclusion d'un accord économique avec l'Allemagne.[20)]

> «Il [Gafencu] s'est plaint de l'énorme pression de l'étranger exercée jusqu'à la fin sur le gouvernement en vue d'empêcher l'aboutissement du traité de Wohlthat. Ainsi, le ministre plénipotentiaire anglais était venu le trouver pour un soi-disant ultimatum économique allemand: il l'aurait démenti. Le ministre plénipotentiaire était revenu à la charge, Londres ne voulant pas ajouter foi à son démenti...
>
> Gafencu se plaignit en outre des rumeurs invraisemblables colportées sur son compte, en vue de le faire renvoyer...»[21)]

S'appuyant sur le «mensonge de Tilea», Halifax renforça, en ce même 17 mars, l'initiative visant à amener l'Union soviétique à se joindre à la coalition contre l'Allemagne. Il suggérait que l'Union soviétique se déclare disposée à prêter assistance à la Roumanie contre l'agression allemande et que l'Union soviétique conclue un accord dans ce sens. Ainsi furent tissés les

17) *ibid.*, doc. 399.
18) *ibid.,* doc. 416.
19) K. Feiling, *op. cit.*, p. 400, et F. Berber, *Deutschland - England 1933-1939*, p. 189.
20) *ADAP* VI, doc. 131.
21) *ibid.*, VI, doc. 80 – Rapport du Ministre plénipotentiaire allemand à Bucarest, Fabricius, au Ministère des Affaires étrangères, du 24 mars 1939.

liens étroits menant aux entretiens diplomatiques et militaires avec l'Union soviétique, liens déjà noués les 1er et 9 mars 1939 lors des visites de Chamberlain à l'ambassade soviétique à Londres.[22)]

Bien que Chamberlain ait appris au plus tard le 18 mars que jamais un ultimatum allemand n'avait été adressé à la Roumanie, il prit l'initiative d'«une manifestation immédiate contre une progression allemande»,[23)] en invitant concrètement l'Union soviétique, la France et la Pologne à s'unir en un système de «sécurité collective».

Les historiens soviétiques ont certainement raison d'écrire:

> «Pendant un mois, du 18 mars au 17 avril, aucun entretien [entre l'Angleterre, l'URSS et la France] portant sur une alliance possible n'eut lieu: il s'agissait plutôt de tentatives du gouvernement anglais d'acculer l'URSS à de telles actions diplomatiques contre l'Allemagne qui auraient entraîné une escalade de la complication des relations germano-soviétiques, et auraient amené l'Allemagne à renoncer à la réalisation de ses objectifs les plus proches concernant la Roumanie et la Pologne. Ces tentatives étaient calculées en vue de provoquer une attaque de l'Allemagne contre l'URSS.»[24)]

Ils présentent entre autres comme justificatif un mémorandum du Foreign Office du 22 mai 1939, où il est écrit:

> «Si une guerre devait être déclenchée, il serait important de tenter d'y impliquer l'Union soviétique, sinon – à la fin de la guerre, lorsque l'Angleterre et l'Allemagne seraient en ruines – l'Union soviétique, disposant encore d'une armée intacte, dominerait l'Europe.»[25)]

Le 20 mars 1939, Chamberlain écrit à Mussolini:

> «De nombreuses rumeurs me sont parvenues, selon lesquelles Monsieur Hitler prépare un nouveau coup...
>
> Cela signifie-t-il que les événements en Tchécoslovaquie ne sont que les préliminaires d'autres tentatives conduisant à la mise sous tutelle d'autres États?

---

22) E. Hughes, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, p.168.
23) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, p. 207.
24) W.G. Truchanowsky, «La politique étrangère anglaise au premier stade de la crise générale du capitalisme (1918-1939)», (éd. russe), p. 354.
25) *ibid.*, p. 358, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 285, p. 331 et doc. 589, p. 646.

Si c'est le cas, je présage que tôt ou tard – et probablement plus tôt – une autre grande guerre est inévitable.»[26)]

Chamberlain laissa entendre que l'Allemagne lui semblait décidée à imposer sa volonté à «tous les autres» peuples. Pourtant, il ne jugea pas utile de taper sur les doigts des propagateurs de rumeurs et des têtes chaudes de ses propres rangs, ni de se désolidariser de ces rumeurs et slogans.

Les entretiens qui eurent lieu à Londres du 4 au 6 avril 1939 avec le ministre des Affaires étrangères polonais, Beck, mettaient en évidence à quel point les dirigeants britanniques ne cessaient de jouer les cartes «Hongrie», «Roumanie» et «Yougoslavie» contre une Pologne réticente et qui – tout comme les pays balkaniques – ne s'estimait aucunement menacée, afin de l'attirer à ses côtés par le biais d'une psychose de peur.[27)] Ces efforts, résultant de longues réflexions dans les correspondances entre Londres et Paris depuis début mars 1939, permettent également de reconnaître l'action orientée du «mensonge de Tilea» par le Foreign Office. Un homme politique non-impliqué dans ce mensonge n'aurait certes pas, malgré d'innombrables démentis, tenté, quinze jours plus tard, d'ébranler le gouvernement polonais par une «menace d'invasion aérienne allemande en Roumanie», celui-ci ne s'étant pas laissé impressionner par l'ultimatum économique imaginaire de l'Allemagne contre la Roumanie. Beck repoussa ce reproche de Halifax, en le qualifiant de «purement théorique».

L'Angleterre principalement, suivie d'autres pays, a vu dans la création du protectorat de Bohême-Moravie l'un des motifs décisifs de la guerre. Ce n'est qu'un prétexte: car les intentions du gouvernement britannique étaient déjà manifestes, bien avant «Prague»; les diverses initiatives prises après la conférence de Munich et la mise en scène de la «supercherie de Tilea» excluent tout doute à ce sujet.

---

26) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 448.
27) *ibid.*, vol. V, doc. 2 et 10.

Le blanc-seing anglais à la Pologne du 31 mars 1939

À la mi-mars 1939, le gouvernement britannique se mit à définir clairement sa politique d'intervention sur le continent et à élargir les éventualités d'une déclaration de guerre sans tenir compte de la situation juridique, voire à faire de la guerre une nécessité inévitable. Lord Halifax mit la Pologne en état d'alerte et recommanda la transformation de l'alliance polono-roumaine contre l'Union soviétique en une alliance anti-allemande, bien que ni la Pologne, ni la Roumanie ne fussent préparées à cette transformation.[1] Varsovie fut ainsi toutefois avertie à nouveau de la résolution de la Grande-Bretagne à combattre l'Allemagne, et la Pologne fut assurée de l'appui sans réserve de Londres. De telles assurances avaient de toute façon déjà été données par les États-Unis.[2]

Finalement, selon le concept déjà évoqué le 15 novembre 1938 par Kennard, on s'attacha à contrecarrer les «craintes» britanniques et françaises quant à une éventuelle entente germano-polonaise sur Dantzig,[3] craintes suscitées lors de la rencontre amicale de Ribbentrop à Varsovie fin janvier 1939, et précédemment dès novembre 1938:

> «Une telle politique (selon laquelle la Pologne aurait pu choisir de prendre parti pour l'Allemagne, [écrivait Kennard]) serait tellement impopulaire en Pologne que je ne pense pas qu'elle serait applicable tant que les puissances occidentales sembleraient avoir de bonnes chances de vaincre l'Allemagne. Je pense que la Pologne resterait neutre aussi longtemps que possible mais que, dès que se manifesteraient des signes d'une défaite allemande, l'opinion publique pousserait le gouvernement à se rallier aux puissances occidentales, dans la mesure où une action préalable de la Russie soviétique n'aurait pas contraint la Pologne à s'engager à repousser l'avance des troupes bolcheviques à travers le territoire polonais.»[4]

---

1) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 551 (28 mars 1939), et vol. V, doc. 278 et 279.
2) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 395.
3) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. III, doc. 321.
4) *ibid.*, vol. III, doc. 312.

Au moment où le ministre des Affaires étrangères français «avait l'impression»:

> «que, du point de vue du gouvernement polonais, il n'y avait aucune menace imminente d'agression de l'Allemagne contre la Roumanie, de la Hongrie contre la Roumanie ou de l'Allemagne contre la Hongrie,»[5)]

Chamberlain, Lord Halifax et Bonnet tentaient, le 22 mars 1939, de mettre sur pied «une organisation de défense de la Roumanie et, dans ce but, de gagner la Pologne comme partenaire»[5)]. Chamberlain déclara au cours de cette conférence londonienne:

> «Ce dont il s'agit, c'est d'empêcher une expansion du germanisme. C'est pourquoi il faut faire comprendre à l'Allemagne qu'elle se heurte à une résistance à l'Est. Si la Pologne et la Roumanie donnent l'impression de ne favoriser aucun schéma d'organisation défensive contre l'Allemagne, il s'avérera impossible de susciter une telle impression en Allemagne.»[5)]

L'Union soviétique serait alors intégrée à ce système. Aussi bien Chamberlain que Bonnet étaient d'avis que ni la Roumanie, ni la Pologne ne se sentaient menacées, que ces deux pays ne voyaient aucun signe d'«expansion du germanisme», que tous deux (hormis la fâcheuse question des minorités en Pologne) vivaient en parfaite et paisible entente avec l'Allemagne. Chamberlain et Bonnet étaient également d'accord sur le fait qu'il suffisait de faire miroiter cette «menace» à plusieurs reprises et avec suffisamment d'insistance aux yeux de ces pays pour que, finalement, ils fassent ce que Paris – et surtout Londres – attendaient d'eux. Étant donné que, jusque là, ni le mensonge de Tilea, ni les nombreuses rumeurs – ni même la création du protectorat de Bohême-Moravie par Hitler – n'avaient laissé présager un changement de la politique polonaise et roumaine, on se vit contraint, à Londres, à encore plus de clarté:

> «M. Bonnet approuvait cette conclusion et pensait que des mesures pourraient être prises dans ce sens. Il avait acquis l'impression que les Polonais n'aiment pas les obligations mal définies mais que si on leur propose quelque chose de précis, ils l'accepteront probablement.»[5)]

Le jour même de cet entretien à Londres au cours duquel Chamberlain se

5) *ibid.*, vol. IV, doc. 484.

rallia à l'avis de Bonnet de «tenter cette nouvelle tactique» [5] l'ambassadeur britannique à Varsovie, Kennard, envoyait un télégramme à son ministre des Affaires étrangères:

> «1. Monsieur Beck ne parviendrait certes pas à réaliser l'un de nos objectifs (*Mr. Beck would clearly not achieve one of our objects*), celui de donner une mise en garde publique à Herr Hitler...
>
> 2. Mais, avec l'accord de la Pologne, une publication serait peut-être possible dès lors que la Pologne aurait reçu l'assurance – au cours de pourparlers secrets – que des mesures efficaces et immédiates de résistance à l'agression allemande seraient envisagées par les puissances occidentales.
>
> 3. La difficulté du problème de Dantzig réside dans le fait qu'il n'est pas **en lui-même** un **casus belli** suffisant. Monsieur Beck serait heureux de savoir (bien qu'il ne puisse l'admettre) qu'il ne serait pas sans appui dans le cas où les négociations avec l'Allemagne prendraient une méchante tournure. Toutefois il pense évidemment plus aux avantages qu'il pourrait tirer d'une garantie collective qu'aux contributions qu'il devrait apporter à cet effet. L'occupation des territoires de Memel l'a rapproché d'un pas de nos idées. Et son offre de consultations secrètes – j'en ai le sentiment – ne devrait pas être rejetée d'office mais plutôt être utilisée pour parachever sa conversion.»[5a]

En ce même 22 mars, parallèlement à la communication de Kennard, parvenaient à Londres des informations selon lesquelles Beck serait plus enclin à «s'appuyer sur l'Allemagne» qu'à juger nécessaire une promesse d'aide britannique contre le Reich.[6] Mais cela non plus ne parvint pas à détourner le gouvernement britannique de son projet.

Entre-temps, l'ambassadeur extraordinaire américain à Paris était particulièrement occupé. Le 23 mars 1939, Bullitt insista auprès du président Roosevelt, «pour que "certaines nations européennes" s'élèvent au plus vite contre l'Allemagne».[7] Ensuite, il s'adressa à l'ambassadeur polonais à Paris qui définissait ainsi le jeu envisagé par les puissances occidentales avec les nations de l'Europe centrale et orientale:

> «La tendance [l'effort] ostensible à collaborer avec la Russie sous une forme et dans une mesure correspondant uniquement aux exigences de la politique intérieure de M. Chamberlain, donne lieu à la supposition mal fondée qu'il ne s'agit pas seulement ici de la défense de ces pays

---

5a) *ibid.*, doc. 489: 22 mars 1939.
6) J. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 301.
7) H.E. Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace,* p. 204 (éd.all., *Entlarvte Heuchelei*, p. 131).

menacés par les méthodes nouvelles de la politique allemande, mais encore d'une lutte idéologique contre l'hitlérisme et que le but final des actions entreprises n'est pas de maintenir la paix, mais de provoquer une révolution en Allemagne...

Il est triste, voire presque tragique, que dans l'état actuel des choses, il ne s'agisse pas seulement de sauvegarder les intérêts d'un seul pays, mais – sans exagération – d'éviter un conflit armé qui prendrait les proportions d'un cataclysme. Prenons comme exemple la Pologne. Je ne connais ni le texte de la proposition anglaise, ni les intentions de Hitler. Mais, me basant sur des éléments indubitables, je me fais une idée personnelle de la situation véritable. L'initiative anglaise, imprudente dans sa forme et pleine de lacunes quant au fond, place le Gouvernement polonais devant l'alternative de compromettre ses relations avec l'Allemagne ou de laisser échouer les négociations avec Londres. Au premier cas, Hitler peut se voir contraint de recourir à la violence contre nous, à quoi nous ne saurions répondre qu'en prenant les armes. Il en résulterait un conflit général en Europe ...

Au second cas, l'échec des négociations avec Londres sera pour Hitler la preuve de l'insincérité et de la faiblesse de la politique anglaise et française et l'incitera à chercher dans l'Europe orientale et centrale des expansions nouvelles, qui tôt ou tard aboutiront à une catastrophe guerrière. Les choses en étant là, il est aussi puéril que criminel de vouloir faire endosser à la Pologne la responsabilité du choix entre la paix et la guerre. Il y a lieu de constater, une fois pour toutes, que cette responsabilité pèse pour la plus grosse part sur la France et l'Angleterre, dont la politique, insensée ou ridicule dans sa faiblesse, a produit cette situation et provoqué les événements dont nous sommes témoins.»[8)]

Lukasiewicz élude la question de Bullitt, à savoir «si nous accepterions une alliance commune au cas où demain l'Angleterre et la France nous la proposeraient», en alléguant que cela dépendait du degré de disponibilité militaire de l'Angleterre. Les mesures britanniques n'auraient jusqu'à présent pas réussi à engendrer la conviction que l'Angleterre fût irréfutablement décidée à renoncer à ses relations avec l'Allemagne. Jusqu'alors, seuls les autres – la Pologne par exemple – devaient compromettre leurs relations avec l'Allemagne. Bullitt «avait fait siennes mes manières de voir», les fit transmettre à Chamberlain et fit ensuite (le 26 mars) remarquer que les États-Unis disposaient de moyens:

---

8) Livre Blanc Allemand N°3, *Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre*, doc. 11: rapport de l'ambassadeur polonais à Paris envoyé à Varsovie le 29 mars1939.

«grâce auxquels ils pouvaient effectivement user de contrainte envers l'Angleterre. Il songerait sérieusement à mobiliser ces moyens.»[8)]

Pendant ces journées et plus précisément le 24 mars 1939, le gouvernement britannique apprit par le prince régent Paul de Yougoslavie:

«que le gouvernement polonais n'acceptera en aucune circonstance de s'engager préalablement à combattre l'Allemagne dans des conditions hypothétiques.»[9)]

Les gouvernements polonais, britannique et français n'avaient non seulement aucun indice d'une menace de l'Allemagne contre la Pologne, mais les informations secrètes des experts militaires britanniques indiquaient au contraire:

«que, du point de vue purement militaire, le moment présent semblait le meilleur pour faire la guerre (*that the present moment was the best to go to war*).»[10)]

Le 6 avril 1939, l'attaché de l'armée de l'air britannique, J.L. Vachell, communiquait textuellement au Foreign Office, via l'ambassade britannique à Berlin:

«Comme vous le savez, je suis revenu hier soir d'un court séjour en Pologne, au cours duquel j'ai eu l'occasion de discuter de la situation avec un certain nombre de personnes à Varsovie. Au retour, j'ai consacré une visite à Dantzig où, grâce à l'amabilité de Monsieur Shepherd, notre consul général, j'ai pu me faire une idée de la situation locale. Pendant mon séjour à Varsovie, l'ambassadeur me montra une dépêche qu'il avait reçue de Berlin, dont le contenu laissait entendre que, du point de vue de l'armée, l'occasion semblait présentement très opportune pour le déclenchement d'une guerre préventive afin de contrecarrer les ambitions allemandes, et qu'il serait même avantageux pour nous de provoquer nous-mêmes une telle guerre.»[10)]

Les documents britanniques font ressortir de façon convaincante que de tels points de vue stratégiques n'étaient pas la conséquence mais bien davantage le fondement de la garantie donnée par les Britanniques à la Pologne. Le gouvernement britannique disposait de moyens à travers le

9) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 511.
10) *ibid.*, vol. V, doc. 51 et annexe.

monde pour imposer sa volonté de «politique de l'équilibre des forces européennes».

> «Fin mars [1939], le correspondant berlinois du *News Chronicle* répandait la rumeur insensée de l'invasion imminente de l'Allemagne en Pologne. Cette rumeur servait les intentions du gouvernement. L'opinion n'y attacha aucun crédit mais exigea toutefois que des mesures fussent prises. Le gouvernement décida en conséquence de publier la proposition faite à Beck. Ainsi, l'opinion publique dans le pays serait satisfaite et Beck, ayant reçu une promesse ouverte, se sentirait contraint de faire un geste réciproque en accordant, à son tour, une garantie à la Roumanie...
>
> Les Britanniques commencèrent donc à exercer une pression sur Beck afin qu'il donnât cette garantie à la Roumanie.»[11)]

Le gouvernement britannique ne fut évidemment pas livré, sans volonté aucune, à la pression de la presse ou de l'«opinion dans son pays». C'était plutôt lui qui, dans une large mesure, manipulait l'«opinion publique dans son pays». Ainsi, l'objectif visé, à savoir que la Pologne «compromette» ses relations avec l'Allemagne, ou encore les facteurs indispensables avancés plus tard pour justifier la garantie donnée à la Pologne, avaient été débattus au sein des cercles dirigeants de Londres et de Paris bien avant que «la volonté de l'opinion publique» ne se manifeste. La garantie à la Pologne n'était pas non plus un «acte spontané» à la suite d'une publication de presse, mais avait été adaptée aux informations secrètes dont on disposait. Les mesures prises jusque là et la garantie donnée à la Pologne, facteur décisif de guerre ou de paix en Europe, avaient été décidées «par une poignée d'hommes», sans aucun débat parlementaire, pis encore, «sans consultation du Conseil des ministres».[12)] Cela montre à quel point le gouvernement britannique se moquait bien de la volonté du peuple et ne se voyait nullement dans le rôle d'exécuteur d'une «opinion publique».

Ainsi, le 31 mars 1939, sans réserve et sans y avoir été convié ou contraint, et sans aucune nécessité évidente, Neville Chamberlain laissait au gouvernement polonais, et même à des organes subalternes de celui-ci, la décision de l'Empire britannique de recourir à la force, avec toutes les conséquences que cela impliquait. Et ces pouvoirs étaient délégués sous

---

11) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers*, p. 236 (éd. all., *Der gescheiterte Frieden*, p. 188).
12) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 484, et M. Gilbert et R. Gott, *op. cit.*, p. 235 (éd. all., *Der gescheiterte Frieden*, p. 187).

une forme qui ignorait délibérément «la question de l'agresseur».[13] Chamberlain accordait ce blanc-seing à un pays qui:

a) quelques jours auparavant avait nettement manifesté sa volonté de guerre par une mobilisation partielle et par le déchaînement de son opinion publique envers le Reich allemand et les minorités allemandes;[14]

b) ne comptait absolument pas au nombre des proches alliés de l'Angleterre mais avait été auparavant et jusqu'en 1938 considéré avec scepticisme et jugé peu fiable par le gouvernement britannique (cf. la crise des Sudètes);[15]

c) depuis 1918, était passé fondamentalement et en permanence au-dessus des principes de la Société des Nations, aussi bien dans la question des minorités que dans son attitude de politique étrangère, et qui, même en 1938-1939, n'avait donné aucun indice exprimant une quelconque volonté de réorientation en faveur d'une réconciliation avec ses minorités et ses voisins;

d) depuis 1919, avait déclaré et visé des objectifs expansionnistes;

e) était gouverné de façon dictatoriale;

f) ne pouvait même pas être protégé par l'Angleterre;

g) n'était pas menacé par l'Allemagne.

> «Cette inféodation de l'Angleterre à une quelconque action, toujours sans condition, de la Pologne constituait un procédé unique dans les annales de la diplomatie.»[16]

Le gouvernement britannique accorda ce blanc-seing pour un engagement unilatéral contre l'Allemagne, tout en ne tenant délibérément aucun compte de la menace que la présence de l'Union soviétique faisait peser sur la Pologne. L'appréciation de cette menace faisait partie des connaissances générales de tout homme politique occidental, comme le prouve entre autres une abondante correspondance diplomatique d'avant-guerre. La garantie de l'Angleterre ne s'étendait pourtant pas jusqu'aux frontières nationales polono-allemandes, mais elle visait à ce que les territoires de Prusse orientale et de Haute-Silésie orientale, dérobés en 1918 à l'Allemagne, restent acquis à la Pologne et que

---

13) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 584.

14) cf. les télégrammes de l'ambassadeur britannique à Varsovie où celui-ci souligne cette psychose polonaise de guerre dès le printemps 1939, dans *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 573.

15) *ibid.*, vol. III, doc. 137 et 206. Dès octobre 1938, l'ambassadeur Kennard avait mis son ministre des Affaires étrangères en garde contre l'indépendance de Beck et l'ordre dictatorial en Pologne.

16) K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 70.

soit maintenu le statut particulier et insensé de Danzig. Il tombe sous le sens qu'en l'occurrence aucun droit n'était garanti mais que de la sorte on contrevenait à la paix.

L'ambassadeur de Pologne à Londres, Raczynski, fut lui-même surpris de cet «acte spontané»:

> «On ne sait pas exactement qui était responsable, mais ce fut vraisemblablement Halifax. Et surtout, je ne sais pas comment le gouvernement britannique a pu savoir que la situation était mûre pour une telle garantie. En tout cas, ce n'était pas nous qui le lui avions rapporté.»[17)]

Même l'ambassadeur polonais n'avait pas été avisé de la déclaration britannique de garantie, bien qu'il ait eu un entretien circonstancié avec Lord Halifax le 30 mars 1939.[18)] Peut-être est-ce dû au fait que Raczynski se soit refusé à admettre que la Pologne était menacée par l'Allemagne. Raczynski réaffirmait notamment au cours de cet entretien qu'une telle menace ne planait aucunement. Mais ce n'était pas nouveau pour Lord Halifax. Il avait sous la main suffisamment de preuves de la volonté de Hitler de conclure un accord avec la Pologne.[19)] De même le gouvernement français «ne redoutait aucun coup imminent contre la Pologne».[20)]

Le jour où fut déclarée la garantie, Chamberlain souligna ce que Lord Halifax répétait le 3 avril à la Chambre des Lords, juste avant l'arrivée à Londres du ministre polonais des Affaires étrangères Beck:

> «Le gouvernement de Sa Majesté n'a aucune confirmation officielle des rumeurs d'un quelconque projet d'attaque: il ne faut donc pas considérer qu'il accepte ces rumeurs comme véridiques.»[21)]

Ces faits sans équivoque n'empêchèrent toutefois pas Lord Halifax de communiquer à l'opinion mondiale, avec l'évidente intention de tromper – comme dans le cas suivant en disant au gouvernement roumain:

> «que nous [le gouvernement britannique] n'avions été amené à prendre cette mesure provisoire quant à la Pologne, seulement sur la base

---

17) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 12.
18) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 5.
19) *ibid.*, vol. IV, doc. 573.
20) *ibid.*, doc. 574.
21) W. Jedrzejewicz, *Poland in the British Parliament 1939-1945*, vol. I, pp. 5, 23.

> d'informations en sa possession, qui semblaient indiquer l'éventualité d'actions contre la Pologne dans l'immédiat.»[22]

Les motifs sur lesquels se fondait l'octroi de la garantie du gouvernement britannique découlent de deux faits vérifiables: d'une part, Londres ne s'inquiétait nullement des intentions d'agression allemandes; d'autre part Halifax, malgré les nouvelles rassurantes reçues, informa l'opinion publique d'«intentions d'agression allemandes». Enfin, les motifs résident dans le contenu même de la garantie. Le Premier ministre Chamberlain déclarait dans son discours ci-dessus mentionné du 31 mars 1939:

> «Toute modification des statuts juridiques entre la Pologne et l'Allemagne, ou plutôt Dantzig, déclencherait la guerre de la part de l'Angleterre contre l'Allemagne, si les Polonais estimaient qu'on portait préjudice à leurs droits.»[23]

La Grande-Bretagne s'engagea «spontanément» à apporter son aide en cas de guerre, dans la mesure où la Pologne voudrait considérer une action quelconque comme une «menace à son indépendance» et y «répondre» par les armes. L'éventualité d'une guerre ne reposait donc pas sur des faits mais sur toutes «motivations» que la Pologne choisirait comme prétexte à son déclenchement. Ainsi que l'on put le constater par la suite, ces «motivations» incluaient même les propositions allemandes de discussion, voire les offres allemandes de compromis bien que celles-ci aient toujours été refusées du côté polonais comme autant d'«aveux dissimulés de capitulation».[24]

Il faut souligner ici que l'ambassadeur Kennard, à qui l'on avait transmis le projet de la garantie britannique pour avis, avait explicitement demandé au ministre des Affaires étrangères britannique d'intégrer au texte de la garantie prévue le terme «non provoquée»[25] (c'est-à-dire: en cas d'attaque «non provoquée»), en attirant son attention sur la psychose de guerre régnant en Pologne à ce moment-là. Lord Halifax s'y refusa tout aussi formellement:

> «la technique d'agression allemande était si diversifiée et si insidieuse qu'il se pourrait que la Pologne fût contrainte, dans certaines circonstances nécessitant l'autodéfense, d'entreprendre une action qui serait provocatrice, techniquement parlant.»[26]

---

22) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 583.
23) A. Rein, *Warum führt England Krieg?* p. 10.
24) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 23.
25) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 573.
26) *ibid.*, vol. IV, doc. 584 (Halifax le 31 mars 1939).

Neville Chamberlain avait donné cette garantie à la Pologne «au nom de la France» également, sans toutefois y avoir été habilité par le gouvernement français. Les Français ne s'étaient montrés aucunement disposés à «mourir pour Dantzig»: cette décision de Londres, tout comme plus tard l'ultimatum et la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne, le 3 septembre 1939, les impliqua pourtant dans une situation telle qu'elle ne leur offrait quasiment plus aucune possibilité de s'opposer à la politique belliciste de la Grande-Bretagne. Aussi, de gré ou de force, Paris dut ultérieurement accepter de concourir à la garantie britannique accordée à la Pologne «également au nom de la France».

Si le gouvernement britannique, sachant que l'Allemagne avait l'intention d'attaquer la Pologne et soucieux de la menace qu'elle représentait pour la paix, avait donné la garantie de soutenir la Pologne pour le cas d'une agression – non-provoquée par la Pologne – de la part de Hitler, cette garantie aurait alors été légitime et pas nécessairement préjudiciable pour la paix européenne. Une fois de plus, la Grande-Bretagne, sous prétexte de la garantie donnée, s'était d'office adjugée le rôle «d'arbitre» sur des nations européennes jouissant de l'égalité des droits et de gardien des valeurs de ce monde – bien évidemment dans son propre intérêt national. Cette politique aurait encore pu être qualifiée de «britannique» si la Grande-Bretagne s'était au moins réservé le droit de faire la différence entre provocation et agression, et s'était efforcée d'obtenir un équilibre impartial et juste.

Pour la première fois dans l'histoire britannique, Londres a abandonné sans réserve la décision de guerre ou de paix à une puissance étrangère et approuvé d'avance toutes les mesures envisagées par la Pologne. Les temps étaient révolus où un Premier ministre français (Poincaré en 1923) pouvait encore déclarer:

> «Le gouvernement britannique ne veut pas se laisser entraîner dans une guerre pouvant résulter d'un conflit en Europe centrale ou orientale, car il redoute qu'un tel conflit puisse être provoqué par l'imprudence des puissances qu'il ne veut pas encourager à suivre une politique aventurière par des promesses faites à l'avance.»[27]

Churchill lui-même qualifiait, en mars 1939, la garantie britannique à la Pologne de «tournant décisif menant à la catastrophe»; il plaidait toutefois pour cette décision, il en était même «heureux» comme il le déclara à la con-

---

27) C. Höltje, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno-Problem 1919-1934*, p. 67: Poincaré à l'ambassadeur de Saint-Aulaire le 23 janvier 1923.

férence de Téhéran en 1943[28] – sans se soucier du chauvinisme polonais qui faisait rage au printemps et en été 1939. Le chef du gouvernement britannique écrivait à propos de la garantie à la Pologne:

> «On peut fouiller dans tous ses recoins ce tableau ... qu'on appelle l'histoire, sans qu'il soit possible d'y trouver un équivalent à ce renversement soudain et total, par lequel une politique de facilité et d'apaisement propitiatoire, vieille de cinq ou six ans, se trouva transformée presque du jour au lendemain en une sorte d'empressement à accepter une guerre évidemment imminente, dans les plus mauvaises conditions et sur la plus vaste échelle possible.[29]... Notre garantie à la Pologne [était]... une suite de tournants décisifs menant à la catastrophe...[*]
>
> C'était, au bout du compte, une décision prise au plus mauvais moment, sur le terrain le moins favorable, et qui devait sûrement provoquer le massacre de dizaines de millions d'hommes.»[29]

Churchill reconnaît en outre qu'il n'était pas le seul, mais que «tout homme politique au fait de la situation» se rendait compte – ou l'aurait dû – lors de la conclusion de l'accord, du pouvoir explosif belliqueux de la garantie à la Pologne.

> «Mais pour toute personne bien informée il ne pouvait faire de doute un instant qu'[en donnant la garantie britannique à la Pologne] il en résulterait une guerre considérable dans laquelle nous serions entraînés.»[29]

Ce même Churchill déclarait devant la Chambre des Communes le 3 avril 1939:

> «Cette nouvelle politique une fois engagée, il n'est plus permis de reculer...
>
> En finir ici avec une garantie à la Pologne signifierait s'exposer sans abri dans le no-man's land au feu des deux lignes de tranchées...
>
> Nous devons aller de l'avant jusqu'à ce que soit atteinte une conclusion. Après avoir commencé à créer une grande alliance contre l'agression, nous ne pouvons nous permettre d'y échouer. En cas d'échec, nous serions en danger de mort...
>
> C'est devenu une question de vie ou de mort.»[30]

---

28) *Foreign Relations of the United States – Diplomatic Papers, The Conferences at Cairo and Teheran 1943*, doc. 598.

29) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale,* tome I, livre I, «D'une guerre à l'autre», pp. 354-355.

*) W. Churchill, *The Second World War,* vol. I, book I, «The Gathering Storm», p. 271.

30) W. Jedrzejewicz, *op. cit.*, vol. I, pp. 15-16.

Et Churchill poursuivait avec instance ses déclarations dans ce sens, c'est-à-dire dans le sens d'un durcissement des fronts et de la conclusion d'une convention d'alliance sans réserve avec l'Union soviétique.

Le secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères allemand, E. von Weizsäcker, qui fut membre de la résistance clandestine, écrit:

> «Dans une convention d'alliance normale, les partenaires se garantissent une assistance militaire en cas d'une attaque non-provoquée par un tiers. C'est évidemment au partenaire qui apporte son aide de décider s'il s'agit d'un cas d'application. Ici, ce fut l'inverse. Varsovie avait le pouvoir d'entraîner l'Empire britannique dans la guerre.»[31)]

> «Si cette garantie n'avait pas pour objectif de provoquer la guerre, elle avait bien certainement celui d'empêcher une nouvelle révision pacifique des conditions du diktat de Versailles.»[32)]

Le Britannique Duff Cooper, ministre de l'Économie de guerre:

> «Nous n'avons, à aucun moment de l'histoire, laissé une autre puissance décider si oui ou non l'Angleterre devait intervenir dans une guerre. À présent, la décision se trouve aux mains d'une poignée d'hommes dont les noms – hormis peut-être celui du Colonel Beck – sont parfaitement inconnus de notre peuple [tout comme étaient inconnus les actes qu'ils allaient commettre en 1939 – remarque de l'auteur]. Ces inconnus ont donc le pouvoir de déclencher dès demain une guerre à l'échelon européen.»[33)]

Un Français, le professeur Henri Lebre, émit le jugement suivant en 1958:

> «L'histoire enseignait, du reste, que la Pologne et ses dirigeants, dont la mégalomanie était connue et chez lesquels la bravoure, la témérité plus justement, ne laissaient guère de place au bon sens, étaient les derniers à qui on pût confier une responsabilité pareille à moins de vouloir courir au-devant d'une catastrophe.»[34)]

---

31) E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, p. 222.

32) Cette constatation correspond aux déclarations de Halifax: «La prochaine fois, Hitler sera obligé de faire couler le sang», *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 279.

33) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 103, et A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 230.

34) H. Lebre in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 104.

Liddell-Hart, le célèbre auteur militaire et historien britannique, reconnaît que la garantie à la Pologne, telle qu'elle fut accordée, avait «le pouvoir de provoquer une guerre», pouvoir encore renforcé par l'instauration du service militaire obligatoire en Angleterre.[35)]

Russell Grenfell, autre historien britannique, saisissait que:

> «Une garantie est en soi un défi. Elle met publiquement un rival au défi de ne pas en tenir compte et subir les conséquences de ce choix, après quoi il n'est guère possible pour l'adversaire d'envisager une solution pacifique de son litige avec le pays bénéficiant de cette garantie, s'il ne veut pas donner l'impression d'avoir cédé au chantage.»[36)]

L'historien allemand Michaël Freund constatait:

> «La promesse d'assistance britannique à la Pologne marque le tournant de la question européenne. L'Angleterre a jeté les dés. "Les Anglais sont maintenant prêts", selon le Premier ministre français, Daladier, "à ne plus considérer que leur frontière est sur le Rhin, mais sur la Vistule"...»[37)]

Sans parler du non-respect ainsi légalisé des minorités allemandes en Pologne, ce blanc-seing ne tenait en outre aucun compte de la volonté de la ville allemande de Dantzig qui, comme on le sait, n'était pas soumise à la souveraineté polonaise. Toute tentative de la population de Dantzig de se libérer des liens établis par Versailles et resserrés progressivement par la Pologne au fil des années suivantes (pression économique, extension de la compétence polonaise) devait désormais déclencher la décision de la Grande-Bretagne de se mettre en guerre. Tout État indépendant est habilité à conclure des alliances avec qui il veut et de la teneur qu'il veut: il peut conclure des accords militaires, économiques et politiques, dans la mesure où il le juge nécessaire. Mais, par contre, si une ville «libre» allemande décide de se rattacher à l'Allemagne et refuse de se laisser ruiner économiquement pour être conquise progressivement par une puissance étrangère, cela doit entraîner une déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne!

La lettre de franchise eut toutes les conséquences prévues par toutes les parties concernées: non seulement le gouvernement polonais ne s'imposa aucune restriction propre à la situation dans laquelle il se trouvait, mais au

---

35) B.H. Liddell Hart, *Warum lernen wir denn nichts aus der Geschichte?* p. 56.
36) R. Grenfell, *Unconditional Hatred,* pp. 86-87.
37) M. Freund, *op. cit*, vol. II, p. 102.

contraire – comme en de précédentes occasions déjà – il perdit de vue la mesure de ses possibilités.[38]

Peu de jours après la publication de la garantie britannique, le ministre polonais des Affaires étrangères se rendit à Londres. Après les entretiens qu'il y eut du 4 au 6 avril 1939, le Colonel Beck était lui-même «très surpris» de la manière dont on le «travailla» pour en faire le héros de la résistance contre l'Allemagne.[39] Beck déçut les espoirs britanniques «avec son habituelle arrogance de grande puissance,... il n'allait pas se laisser émouvoir par les aimables invitations de Chamberlain et de Halifax».[40] Les espoirs britanniques déçus par Beck et les suggestions auxquelles il s'opposa – tout comme les rumeurs sans fondement sur les mouvements de troupes allemands vers la frontière polonaise qui avaient été mises en circulation en temps opportun et dans un but bien déterminé de la même façon que les rumeurs sur les mouvements de troupes du 21 mai 1938 – ne visaient qu'à refiler le «nain-jaune» à la Pologne.[41] Beck avait très bien enregistré ces manœuvres du Foreign Office: selon Joseph Potocki, chef du secteur occidental du ministère polonais des Affaires étrangères, Beck considérait ces entretiens comme un instrument d'intimidation contre les Allemands et «les conditions exactes des accords ne l'intéressaient pas».[42] Plus concrètement, c'étaient les conditions essentielles plus profondes de Londres qui ne l'intéressaient pas.

> «Il [Beck] n'avait "remarqué aucun signe d'une opération militaire dangereuse de la part de l'Allemagne"; "aucune négociation n'était en cours" au sujet de Dantzig; "le gouvernement allemand n'avait jamais contesté les droits de la Pologne à Dantzig et les avait récemment confirmés"; "s'il devait prendre les Allemands au mot, il dirait que la question coloniale était alors la plus grave".»[43]

Le 3 avril 1939 Neville Chamberlain reconnut devant la Chambre des Communes qu'il essayait d'encercler l'Allemagne, dans des intentions défensives toutefois. Un coup d'œil sur les deux pays conviés à cet effet par

---

38) J. F. C. Fuller, *The Second World War 1939-1945, A Strategical and Tactical History,* p. 23, (éd. all., *Der Zweite Weltkrieg – Eine Darstellung seiner Strategie und Taktik*, p. 18).
39) H. Dahms, *Roosevelt und der Krieg*, p. 30.
40) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 212.
41) *ibid.*, p. 210.
42) E. Raczynski, *op. cit*, p. 343.
43) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 212, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 1.

l'Angleterre montre à quel point cet encerclement serait «défensif»: depuis 1919, la Pologne avait proposé à plusieurs reprises d'attaquer l'Allemagne par l'Est. Pourtant – ou peut-être même de ce fait – la Pologne représentait un atout important dans le jeu britannique. L'Union soviétique avait ouvertement menacé d'extermination tous les États non-communistes. Pourtant – ou peut-être même de ce fait – la Grande-Bretagne tentait de s'assurer son aide militaire contre l'Allemagne.

À quel point ce plan d'encerclement était en outre agressif, voilà qui ressort des entretiens diplomatiques avec le ministre des Affaires étrangères Beck, à Londres. Lord Halifax ne se contentait pas de ce que Beck avait accepté de soutenir la Grande-Bretagne en cas d'une guerre germano-britannique. Il voulait que la Pologne prenne part à tout autre conflit dans lequel l'Allemagne serait impliquée. Beck devait aussi revoir son refus d'un soutien soviétique et enfin transformer en pacte anti-allemand le traité polono-roumain contre l'Union soviétique.[44)] Beck lui-même refusa d'assumer simultanément tant d'aléas. Lord Halifax se faisait l'artisan de cette politique, tout en sachant et en reconnaissant que ni Hitler ni Mussolini ne désiraient la guerre.[44)]

Précisons la situation: le gouvernement britannique poussait le ministre polonais des Affaires étrangères à l'éventualité élargie d'une guerre possible et paraphait la garantie réciproque en pleine connaissance du fait que Beck voulait humilier Hitler et lui imposer des conditions qui ne pouvaient aboutir qu'à porter la crise à son paroxysme.[45)] Chamberlain, de son côté, suivait le même cours:

> «Le Premier ministre [Chamberlain] était d'accord sur le fait que les questions les plus graves (*gravest matters*) étaient en jeu, l'avenir des deux pays notamment. Il était essentiel qu'ils ne soient pas finalement confrontés aux deux pires alternatives possibles (*that they should not find themselves left with the worst of both worlds*), c'est-à-dire d'avoir provoqué l'Allemagne sans avoir pourvu en même temps à une défense efficace.»[44)]

Les entretiens de Londres aboutirent à la conclusion d'un accord de garantie mutuelle par lequel la Pologne s'engageait à soutenir l'Angleterre sans réserve, quel que soit l'agresseur.

---

44) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 2 et 10. Protocole d'un entretien entre Chamberlain et Beck à Londres, les 4-6 avril 1939.

45) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 118: rapport de Bullitt au secrétaire d'État américain, Hull, du 6 avril 1939.

Le chargé d'affaires américain à Berlin, Geist, rapporte, le 6 avril 1939, à propos de l'humeur de l'opinion publique et des gouvernements dans les principales capitales en cette période:

> «L'ambiance paisible au sein de la capitale du Reich est radicalement opposée à celle de Paris et de Londres où le bruit des rumeurs et des conversations de guerre sont le thème du jour. À Berlin, par contre, on est en général confiant quant au maintien de la paix en 1939.»[46)]

Le chargé d'affaires britannique à Berlin, Ogilvie-Forbes, constate finalement, dans un rapport du 23 avril 1939, sur la parade à l'occasion du cinquantième anniversaire d'Adolf Hitler, que «les applaudissements de la population dans son ensemble lui paraissaient artificiels et apathiques et manquant de l'enthousiasme nécessaire à toute nation qui risque de se trouver en face d'une guerre d'un moment à l'autre.»[47)]

---

46) D. Hoggan, *The Forced War,* p. 351 (éd. all., *Der erzwungene Krieg*, p. 467).
47) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 275.

Politique de rumeurs et d'encerclement de mars à août 1939

Les efforts diplomatiques dont nous venons de parler ont joué un rôle important dans les préparatifs de la seconde guerre mondiale. Il faut y ajouter les rumeurs et diffamations systématiques répandues sur les prétendus objectifs de la politique étrangère allemande, sur les mouvements des troupes allemandes, sur les efforts allemands pour l'armement, sur les plans allemands de domination mondiale. Après l'*Anschluß*, des diplomates britanniques mirent la Tchécoslovaquie en jeu, ce qui «le [Hitler]surprit».[1] De fausses rumeurs à propos de mouvements de troupes allemands déclenchèrent la crise de mai 1938: l'armée tchèque fut mobilisée et ses effectifs de guerre furent maintenus un mois encore après le strict démenti de ces rumeurs. L'ensemble des États de l'Est, la Roumanie et la Pologne en tête, furent avertis des plans fictifs d'offensive allemands et les États voisins furent instamment invités à faire savoir s'ils étaient ou non disposés à s'engager dans le conflit armé imminent. Après la conférence de Munich en 1938, la presse britannique réservait, sans parcimonie, de larges colonnes au «problème ukrainien» et aux «ambitions allemandes» en la matière: en même temps, certainement aux fins d'alarmer l'Union soviétique, elle sous-entendait que ce territoire n'était pas dans la sphère des intérêts britanniques. Dans leurs déclarations, certains représentants gouvernementaux observaient eux-mêmes cette ligne de conduite.[2] Citons un propagandiste britannique à propos de Staline et de son allocution devant le 18e Congrès du PCUS, le 10 mars 1939. Staline était

> «convaincu que les rapports de reporters étrangers quant aux ambitions allemandes sur l'Ukraine – des rapports donc, tels que j'en avais écrit – n'étaient qu'un rêve éveillé.»[3]

Selon les propres dires de Staline alors:

---

1) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 161.

2) Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 14: lettre de l'ambassadeur polonais à Londres, le comte Raczynski, du 26 avril 1939, au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie.

3) S. Delmer, *Die Deutschen und ich*, pp. 390-391; cf. aussi le Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 4: l'ambassadeur américain Bullitt sur les intentions allemandes de fonder un état-marionnette Ukrainien, le 19 novembre 1938.

«Le bruit qui court dans la presse nord-américaine, française et britannique concernant l'Ukraine soviétique est assez significatif. Les représentants de cette presse crièrent à tue-tête que les Allemands se dirigeaient vers l'Ukraine soviétique, qu'ils détenaient déjà l'Ukraine dite carpatique, comptant environ 700 000 habitants, et que les Allemands réaliseraient au plus tard au printemps courant l'annexion de l'Ukraine soviétique, avec plus de 30 millions d'habitants, à ladite Ukraine carpatique. Il semblerait que ces rumeurs suspectes aient pour objectif d'exciter la colère de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer ainsi un conflit avec l'Allemagne, sans en donner des motifs évidents...

Plus caractéristique encore est le fait que certains hommes politiques et représentants de la presse en Europe et aux États-Unis d'Amérique, devant l'expectative d'une "campagne contre l'Ukraine soviétique", aient perdu patience et se soient décidés à dévoiler les dessous réels de la politique de non-ingérence. Ils déclarent ouvertement, noir sur blanc, être fort "déçus" des Allemands, étant donné qu'au lieu de poursuivre leur avance plus à l'Est, contre l'Union soviétique, ils se tournent – pensez donc! – vers l'Ouest et exigent des colonies...»[4]

En dépit des démentis répétés de Staline et de la presse allemande, Churchill appela à nouveau l'attention, le 19 mai 1939, devant les Communes, sur «le danger d'une attaque allemande en Ukraine»,[5] mais à nouveau sans la moindre preuve documentaire concrète.

Ainsi, les tendances en vue de la création d'un «front "anti-agressif" d'États "démocratiques"», y compris l'Union soviétique, furent-elles de plus en plus mises en valeur auprès des factions britanniques qui – comme Churchill, Duff Cooper, Vansittart, Eden...:

«sont partisans d'un combat décisif contre l'Allemagne... [et] se préparent manifestement à une guerre, et voient dans l'U.R.S.S un État possédant de grosses réserves et une grande Puissance militaire.»[2]

Ce n'était pas en Allemagne, mais en Grande-Bretagne et aux États-Unis:

«que la guerre occupait le centre des délibérations et des pourparlers.»[6]

4) J. Staline, *Fragen des Leninismus*, pp. 769-770.
5) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, p. 383.
6) «Documents et matériaux traitant de la période précédant la seconde guerre mondiale 1937-1939»(russe), 1948, vol. II (Archives Dirksen 1938-1939), p. 62: Rapport de l'ambassadeur allemand à Londres, von Dirksen, au Ministère des Affaires étrangères, du 10 juillet 1939.

Ainsi, la Pologne reçut à elle seule pendant l'été 1939 un minimum de 49 informations prétendues secrètes quant à une agression imminente, informations chaque fois liées à la question de connaître ses intentions en la matière. Dès mars 1939, les journaux polonais durent «mettre en garde contre la diffusion de rumeurs qui inquiètent la population. Des arrestations de semeurs de panique ont lieu continuellement».[7)]

Début juillet 1939, le ministre polonais des Affaires étrangères répondit à l'ambassadeur britannique à Varsovie:

> «La rumeur selon laquelle les Allemands allaient envahir incessamment la Pologne était la 49e du genre. Il avait parlé au chef d'état-major et il fut décidé par la suite de ne pas mobiliser un seul soldat polonais.»[8)]

L'état-major français était parallèlement inondé d'«informations» similaires, relatives à la France.

Personne ne peut qualifier d'efforts pacifiques cette politique systématique et orientée. Tout psychologue sait ce qu'implique «la mise du terme "guerre" au centre des délibérations et des pourparlers». À cela s'ajoute que certains gouvernements n'osaient plus, pour des raisons de politique intérieure, poursuivre une politique de pacification, qui aurait mis un terme à leur cabinet.[9)]

Quelques exemples de telles rumeurs.

Après le 15 mars 1939:

> **a)** «Mais le gouvernement britannique est entraîné très rapidement par la vague d'indignation générale qui surgit en Angleterre. Un flot de rumeurs assaille le gouvernement. Les dossiers britanniques sont pleins de communiqués et d'informations sur les nouveaux plans des Allemands à l'Est.»[10)]

> **b)** «Juste après l'invasion de Hitler à Prague, des rumeurs surgissent, selon lesquelles le Reich aurait l'intention, immédiatement après avoir joué la carte slovaque, d'abattre la carte croate de la même manière, lui permettant ainsi de s'établir au bord de l'Adriatique.»[10)]

> **c)** Avril 1939: «Les rumeurs se succèdent entre-temps. L'attaché militaire polonais à Berlin raconte au chargé d'affaires anglais que l'armée

---

7) A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 85.
8) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 436.
9) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 277.
10) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, pp. 9, 138, 129.

allemande est prête à marcher. L'état-major général français apprend de source suisse que le Reich dresse les plans d'une attaque surprise contre la France.»[10)]

d) Lord Halifax, dans un rapport confidentiel à Roosevelt, du 4 avril 1939:

«La flotte britannique pourrait, à tout instant, faire l'objet d'une attaque surprise de la part de l'Allemagne.»[11)]

e) «Malgré les rumeurs sur les projets allemands portant sur l'invasion de l'Ukraine et de la Hollande, de la Suisse et de la Roumanie...»[12)]

f) «Malgré les diverses rumeurs à propos de Dantzig...»[13)]

Concrètement: «Le gouvernement allemand projetterait la réintégration de Dantzig au Reich à l'occasion de l'anniversaire du Führer.»[13)]

«Vers la fin juin, une nouvelle rumeur indiquait qu'on s'attendait à un coup de main des Allemands à Dantzig.»[14)]

«Comme aucun coup de main ne s'était produit on attribua cette défection à de grossiers prétextes, tels par exemple que le Führer aurait reculé devant les menaces et la détermination des démocraties.»[15)]

Pour pousser à l'action, Lord Halifax prophétisait, le 12 juin 1939, à l'ambassadeur soviétique Maiskii:

«À ce qu'il me semble, il sera difficile à Hitler de paraître devant le Congrès de Nuremberg sans avoir tenté au préalable de résoudre le problème de Dantzig. Nous devons donc nous attendre à ce que juillet et août soient des mois perturbés.»[16)]

Maiskii a très bien saisi ces pointes, lancées sans explications, parce que, par de nombreux autres indices, il n'était pas sans savoir que Halifax agissait en vue d'impliquer l'Union soviétique dans ces «mois perturbés», au lieu de prendre des mesures pour détendre l'atmosphère.[17)] Au cours d'un entretien

11) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 514.
12) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 460.
13) *ibid.*, vol. IV, doc. 547, et vol. V, doc. 163.
14) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers,* p. 244.
15) A. Buckreis, *op. cit.*, p. 191.
16) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 123.
17) *Neue Zeit*, Moscou 1962, N° 2, p. 29; N° 3, p. 26; N° 4, p. 26: I. M. Maiskii, «Am

antérieur, le 22 mai 1939, à Genève, Maiskii s'était déjà vu contraint de répondre à Halifax que visiblement, lui, Halifax, appréciait fort mal la psychologie d'un homme tel que Hitler.

> «Il est loin d'être un sot. Hitler ne se lancera jamais dans une guerre s'il pense qu'il pourrait la perdre. Nos négociations actuelles le poussent même à une certaine réserve, le fait est qu'il n'a toujours pas attaqué la Pologne. Mais si notre accord de soutien tripartite était conclu, il serait bien contraint de reculer.»[18)]

C'étaient les hommes politiques britanniques qui passaient et repassaient ces slogans explosifs à la «presse libre». De sorte qu'ils orientaient la tension internationale en direction de l'explosion. La parole fut progressivement retirée aux publicistes consciencieux et pondérés, du fait que, au début tout au moins, ils ne lançaient pas de nouvelles à sensation. Finalement, seul passait pour patriote et partisan de la paix celui qui prêchait l'intransigeance dans l'humiliation de l'Allemagne. Ceci s'appliquait tant aux états à régime autoritaire, comme la Pologne, qu'aux «gouvernements démocratiques», supportés par l'«opinion publique» et faciles à «renverser». L'historien anglais Taylor a montré combien les hommes politiques pacifistes du gouvernement britannique ont pu être impressionnés par des remarques sur la chute du gouvernement:

> «Il [le gouvernement britannique] n'attacha jamais de valeur pratique à une alliance avec l'Union soviétique et n'engagea des négociations qu'à contrecœur, sous la pression de l'agitation régnant au sein du Parlement et dans le pays.
>
> Les Britanniques avaient les mains liées, non tant par leur alliance officielle avec les Polonais que par la résolution de l'opinion publique britannique.»[19)]

Le gouvernement britannique ne se contentait pas de la «vague de rumeurs» quant à de prétendus ordres de marche allemands vers l'Est et l'Ouest[20)] (il est impossible d'ailleurs de vérifier si des tentatives de réaction à ces rumeurs ont été entreprises par les Britanniques) mais, après les promesses de garantie faites à la Pologne, il poursuivit au contraire sa politique d'encerclement de l'Allemagne. Le 9 mars 1939, il entama des pourparlers diplomatiques avec

---

Vorabend des Zweiten Weltkrieges», et *ibid.*, N° 2, 1964, p. 22: I. M. Maiskii, «1940 in England».

18) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe, p. 120.

19) A. J. P. Taylor, *op. cit.*, pp. 266, 272.

20) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, pp. 129, 171, 150-152, 178.

Moscou visant à impliquer militairement l'Union soviétique en Europe centrale. Ainsi, la puissance qui aurait dû représenter la plus grande menace à l'ordre social et politique en Europe aux yeux de tout européen perspicace fut-elle invitée à se mêler des litiges des nations européennes, litiges dont l'importance était comparativement ridicule. Le gouvernenement britannique promit aux Pays-Bas, à la Suisse, à la Roumanie et à la Grèce de garantir leur indépendance; il tenta d'intégrer la Turquie et la Yougoslavie, se déroba aux efforts de pacification germano-italiens, exigea, en exerçant une forte pression, en avril 1939, que la Suède se joignît à un blocus contre l'Allemagne en cas de guerre, et réaffirma la «déclaration morale de guerre» de Roosevelt (requête du 15 avril 1939 à Hitler et à Mussolini de promettre la non-agression à toute une série d'états et même à l'extérieur de l'Europe).[20]

> «Le 14 avril, le gouvernement britannique s'adressa au gouvernement soviétique en lui demandant officiellement de bien vouloir donner une garantie unilatérale à la Pologne et à la Roumanie, identique à celle que l'Angleterre et la France ont donnée, le 31 mars, à la Pologne et, le 13 avril, à la Roumanie et à la Grèce.»[21]

Une telle «garantie unilatérale» signifierait en outre la mise entre parenthèses de la question de l'agresseur, le transfert à Varsovie du pouvoir de décider de la guerre ou de la paix en Europe, et une plus grande facilité, pour les dirigeants polonais, de déclencher la guerre.

En avril 1939, le ministre des Affaires étrangères roumain, Gafencu, recommandait aux Britanniques, à l'occasion d'un voyage à Londres, de déclarer qu'un changement de l'attitude britannique à l'égard de l'Allemagne dépendrait du nouveau règlement des rapports tchèques au sujet desquels Hitler semblait disposé à négocier. Ce fut en vain. Par contre, Gafencu fut convié à établir le traité polono-roumain contre l'Allemagne.[22]

Fidèle à la recommandation de Washington d'instaurer le service militaire avant l'allocution de Hitler au Reichstag prévue pour le 28 avril 1939, le gouvernement britannique décida de prendre cette mesure deux jours plus tôt et «déclara effectif l'état de menace de guerre».[20] Londres a ainsi sciemment créé une situation qui non seulement gênait Hitler dans son intention de céder, mais devait même le provoquer. Cette politique de Chamberlain qui n'offrait plus aucune possibilité de recul à aucun autre gouvernement, ni même au sien, était à ce stade d'autant plus préoccupant que l'Angleterre et la

---

21) I. M. Maiskii, *op. cit.*, p. 102.
22) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 278, pp. 304-306.

France avaient déjà entamé l'intégration de l'Union soviétique à la coalition anti-allemande.

Chamberlain introduisit le service militaire sans que l'Allemagne ne lui en fournît aucune raison et sans en référer au Parlement; il «justifia cette étape décisive vers la guerre» en prétextant qu'il voulait éviter qu'on lui reproche d'avoir uniquement repoussé l'avance de Hitler sans plus.[23] Le fait que le gouvernement britannique ait refusé l'établissement du service militaire en 1937 en faisant remarquer «que les troupes étaient bien mieux préparées à entrer en action qu'en 1914» et «que les guerres ne se gagnaient pas seulement par les armes et les soldats, mais plutôt avec des réserves de sources auxiliaires et de crédits»,[24] prouve l'importance qu'attachait Chamberlain à cette démarche. L'industrie britannique ne devait pas être affaiblie et – selon les déclarations catégoriques de 1937 – le service militaire ne devait être établi qu'après l'entrée dans la «phase définitive d'approche de la guerre».[24]

En mars 1939 les cercles dirigeants avaient averti Chamberlain qu'il ne devait donner aucune occasion à l'Allemagne de se sentir encerclée et qu'il fallait donc se garder «de mettre en jeu la Russie, ce qui pourrait provoquer une guerre immédiatement». Quelle fut l'attitude de Chamberlain devant ces avertissements? Le 26 mars 1939 il professait:

> «...la plus profonde méfiance à l'égard de la Russie. Je ne crois absolument pas à sa capacité de poursuivre une offensive efficace, même si elle le voulait. Et je me méfie de ses motifs qui me paraissent avoir peu en commun avec nos idées de liberté mais visent plutôt à se jouer des autres. En outre, la Russie est haïe et méprisée par de nombreux petits États, en particulier la Pologne, la Roumanie et la Finlande;[25]
>
> qu'une alliance avec la Russie diviserait la résistance des Balkans contre l'Allemagne, attirerait l'Espagne aux côtés de l'Axe et que nous perdrions ainsi plus à l'Ouest que nous ne gagnerions à l'Est.»[25]

Et pourtant, Chamberlain consentit non seulement aux pourparlers de coalition avec un tel partenaire «qui poursuit davantage une politique de domination que la recherche de la paix»,[25] mais il intensifia même ces entretiens tripartites «qui jouèrent un rôle important dans les évènements précédant immédiatement le déclenchement de la seconde guerre mondiale».[26] Sans aucun doute, le fit-il sous la pression de «l'opinion publique» (disons plutôt

---

23) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 405, et M. Freund, *op. cit.*, vol. II, p. 178.
24) K. Feiling, *ibid.*, pp. 318-319.
25) *ibid.*, pp. 403, 408, 407.
26) I. M. Maiskii, *op. cit.*, p. 95.

des manœuvriers d'opinion de la presse), de chefs de parti et du Foreign Office. Il en assumait toutefois la responsabilité. Il connaissait lui aussi, tout comme Lord Halifax et le gouvernement français, les menaces qui pesaient sur la Pologne et la Roumanie, menaces engendrées par la politique britannique. Dans ses mémoires, Halifax les résume franchement en ces termes:

> «Leur crainte [celle des gouvernements polonais et roumain] des Soviétiques était au moins égale, voire supérieure, à leur crainte de l'Allemagne. Un lapin intelligent n'accueillerait certes pas la protection d'un animal dix fois plus grand que lui-même et auquel il attribuerait les mœurs d'un boa constrictor.»[27]

Si Halifax avait confirmé, le 1er novembre 1938, dans une lettre à son ambassadeur à Paris, Phipps, «que la Pologne ne pourra jamais s'allier à la Russie soviétique»,[28] et si, devant la crise des Sudètes, ces thèmes avaient déjà été débattus en détail à Paris en mai 1938,[29] les entretiens de Beck à Londres, début avril 1939, eurent pour conséquence de raviver la crainte des Polonais non à l'égard de l'Allemagne mais plutôt à celui des Soviétiques. Malgré cette situation, Chamberlain et Halifax cherchaient continuellement à persuader leur partenaire polonais de la «menace allemande» et tentèrent de lui imposer l'aide soviétique, agissant ainsi nettement contre les intérêts vitaux de la Pologne.

Sans aucun égard pour les parties concernées, et bien que n'étant pas membre du gouvernement à l'époque, Churchill tenta de faire accorder à l'Armée rouge un droit de passage à travers les pays de l'Europe de l'Est.

> «Ce qu'il faut surtout, c'est ne pas perdre de temps. Dix ou douze jours se sont déjà écoulés depuis que la proposition soviétique a été faite. Le peuple britannique, consentant au sacrifice de coutumes séculaires et profondément enracinées, accepte désormais le principe du service obligatoire, et a le droit, de concert avec la république française, d'exiger de la Pologne qu'elle ne fasse rien qui soit de nature à nuire aux intérêts de la cause commune. Non seulement il nous faut accepter la coopération totale de la Russie, mais les trois États baltes, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, doivent également faire partie de cette association.»[30]

---

27) Halifax, *Fulness of Days*, p. 206.
28) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. III, doc. 285.
29) G. Bonnet, *Fin d'une Europe. De Washington au Quai d'Orsay,* pp.199-200 et pp.134-135.
30) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, «L'orage approche», livre I, «D'une guerre à l'autre», p. 373.

Le 18 mai 1939, Churchill appela l'ambassadeur soviétique:

«"Demain", dit-il, "des débats sur la politique étrangère auront lieu au Parlement. J'envisage de m'y produire et d'appeler l'attention sur la conduite inacceptable des négociations avec la Russie... Mais, avant de parler publiquement de ce thème, j'aimerais que vous me disiez ce qu'il en est réellement des propositions du gouvernement soviétique, que Chamberlain refuse d'accepter. Diverses rumeurs circulent en ville à ce propos!"»[31)]

Churchill déclara, après avoir pris connaissance des propositions soviétiques:

«Selon moi, elles sont toutes acceptables.»[31)]

Winston Churchill ajoute, dans ses mémoires:

«Quand les événements vont aussi vite et se succèdent aussi nombreux qu'ils le firent dans cette conjoncture, il est sage de procéder par étapes. L'alliance de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie aurait jeté profondément l'alarme au cœur de l'Allemagne en 1939, et nul ne peut affirmer que la guerre n'aurait pu alors être évitée. À l'étape suivante, la supériorité des forces se serait trouvée du côté des Alliés.»[32)]

Peut-on encore, devant ces préliminaires historiques, douter de ce qu'entendait Churchill par «l'étape suivante» qu'il prévoyait? Churchill déclare en outre:

«C'est grand dommage de ne pas l'avoir placé [Hitler] alors dans cette position fausse qui aurait pu lui coûter la vie...

Si par exemple M. Chamberlain, au reçu de l'offre russe, avait répondu: "Oui, liguons-nous tous les trois contre Hitler pour lui tordre le cou" ou quelque chose dans ce sens, le Parlement aurait approuvé, Staline aurait compris et le cours des événements aurait pu en être changé.»[32)]

Anthony Eden s'offrit à se rendre à Moscou afin de conclure un accord avec les Soviétiques, mais Chamberlain s'y opposa catégoriquement.[33)] À

31) I. M. Maiskii, *op. cit.*, pp. 115-116.
32) W. Churchill, *ibid.*, pp. 371 et 373.
33) I. M. Maiskii, *op. cit.*, p. 133.

l'occasion du congrès de la Société des Nations à Genève, le 22 mai 1939, Lord Halifax tenta une fois de plus d'amener l'ambassadeur soviétique à accepter la proposition britannique sur l'accord des garanties soviétiques aux pays est-européens et de le convaincre du risque que comportait une véritable alliance militaire d'assistance mutuelle.

> «Halifax comptait m'intimider tout à coup: un tel pacte [le pacte tripartite d'assistance mutuelle, proposé par l'Union soviétique, concernant tous les États d'Europe orientale] pourrait mettre Hitler en rage, il commencerait à vociférer sur le thème d'un "encerclement de l'Allemagne" et, avec ce slogan, à rassembler tout le peuple allemand autour de lui et à déclencher la guerre. Nous provoquerions ainsi ce que précisément nos mesures visaient à empêcher.»[34]

Mais, en juillet 1939, alors que «Hitler avait déjà effectué de nombreux petits reculs diplomatiques»,[35] le gouvernement britannique était déjà revenu sur son jugement, voire sur ses scrupules. Au cours de la seconde moitié de juillet 1939, un accord politique entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique amorça des pourparlers militaires à caractère offensif.

Cet accord du 24 juillet, qui devait entrer en vigueur après la conclusion d'une convention militaire, engageait la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique à s'apporter une assistance mutuelle immédiate en cas de guerre (sans attendre les démarches de la Société des Nations): soit en cas d'agression directe ou «indirecte» de l'Allemagne contre l'une des puissances signataires ou «contre un autre État européen» – au cas où une «partie intéressée» considérerait qu'une action quelconque (même une unification pacifique) représentait une «menace» pour l'indépendance ou la neutralité de cet État et aurait à y «répondre» militairement.

Ainsi formulé, ce texte d'accord permettrait à toute «partie intéressée» de se baser sur n'importe quel cas et de l'interpréter comme «neutralité menacée» ou «indépendance menacée» ou comme «agression indirecte» ou encore «menace de violence», même si les pays concernés refusaient une telle «interprétation». Selon le texte de cet accord, une guerre européenne et en conséquence une guerre mondiale pourrait être déclenchée, par exemple, si «une partie intéressée» qualifiait la cession volontaire de Dantzig de la Pologne à l'Allemagne ou encore un contrat économique germano-roumain ou un soutien moral (pas même matériel) de l'Allemagne aux partis de droite finlandais,

---

34) *ibid.*, pp. 119, 120.
35) D. J. Dallin, *Soviet Russia's Foreign Policy*, p. 36.

lituaniens, lettons ou estoniens, de «neutralité menacée» ou d'«agression indirecte».

Si le projet d'abord discuté entre la Grande-Bretagne et la France, avait déjà été formulé le 17 juin 1939, de manière que tout État d'Europe, si petit soit-il, ait pu se confronter à l'Allemagne et déclencher une guerre sur tous les fronts, cet accord politique avec les Soviétiques ne demandait alors même plus un affrontement de l'Allemagne avec l'un de ses voisins. Selon le texte de cet accord, le gouvernement du Reich aurait pu adopter n'importe quelle attitude: même ses efforts de rapprochement amical avec ses voisins déclencheraient l'automatisme des alliances militaires adverses. L'avis des voisins était déclaré nul. Et, comme écrivit Kennard de Varsovie:

> «les Polonais de toute classe sont obsédés par la peur du communisme et qu'aucun Polonais ne s'attendrait jamais à récupérer un territoire, une fois celui-ci occupé par les troupes soviétiques.»[36)]

Ce fait n'intéressait nullement Londres. Dès lors, seule l'opinion d'une des «parties intéressées», c'est-à-dire celle de la Grande-Bretagne, de la France ou de l'Union soviétique, était valable.[37)]

> «Fin juillet [1939], le Reich se trouvera devant une décision à prendre. C'est que l'envoi des militaires occidentaux donne aux négociations entre Moscou et l'Occident un aspect plus réel et menaçant.»[38)]

> «Les Français pensaient de façon plus pratique. Une seule chose les intéressait: enrôler l'Armée rouge dans un conflit avec Hitler, et peu leur importait que ce fût aux dépens de la Pologne.»[39)]

Le ministre des Affaires étrangères britannique y était d'ailleurs tout aussi intéressé, et il essayait d'engager l'action de l'Union soviétique en recourant aux informations alarmantes d'une attaque allemande imminente en Pologne, utilisées avec succès à plusieurs reprises.[40)] Les pourparlers militaires avec Staline atteignirent leur point culminant quand la France puis l'Angleterre se mirent d'accord pour livrer les Pays Baltes à l'Union soviétique et lui offrir au dernier moment la Pologne orientale, ou plutôt la Pologne toute entière et la

---

36) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. VII, doc. 90, Kennard à Halifax le 20 août 1939.
37) Rönnefarth, Helmut K. G., *Konferenzen und Verträge: Vertrags-Ploetz*, pp. 171-172.
38) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 130.
39) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 258.
40) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 94.

Roumanie, sans le consentement des gouvernements des pays concernés.[41] Il est extrêmement important de remarquer que cet accord politique du 24 juillet 1939 et la convention militaire envisagée n'échouèrent pas du fait des scrupules de la Grande-Bretagne ou de la France, mais bien à cause du refus de Staline de sortir les marrons du feu pour la Grande-Bretagne et d'entrer en Pologne, en Roumanie, en Lituanie, en Lettonie et Estonie sans l'accord de ces États, alors que la Grande-Bretagne ne laissait entrevoir que deux divisions de soutien pour ce cas.[41]

Ainsi, Chamberlain qui, dès avril 1939, parlait d'«une zone ni de guerre, ni de paix»[42] n'a pas seulement rendu la situation européenne plus tendue, mais, à partir du 9 mars et au plus tard à partir de la mi-juillet 1939, l'a aussi rendue sans issue. D'ailleurs, il ne croyait pas lui-même à la sauvegarde de la paix par une alliance avec l'Union soviétique.[43] Mi-juillet 1939, il définit son attitude à ce sujet:

> «Dantzig, naturellement, est pour l'heure le foyer du danger. J'ai clairement dit à Musso que si Hitler envisageait d'occuper Dantzig, cela équivaudrait au déclenchement de la guerre européenne. Ce à quoi M. répond:
>
> "Arrangez-vous pour obtenir l'approbation de la Pologne pour que Dantzig réintègre le Reich, et je ferai de mon mieux pour arriver à une solution pacifique".
>
> Mais cela ne suffit pas...»[44]

Par conséquent, cette solution «ne suffisait pas»! Le 1er septembre 1939, il complétait devant les Communes:

> «Nous ne sommes pas en conflit avec le peuple allemand si ce n'est qu'il accepte de se laisser gouverner par un gouvernement nazi. Tant que ce gouvernement existe et poursuit des méthodes comme celles qu'il a appliquées obstinément au cours des deux dernières années, il n'y aura pas de paix en Europe...
>
> Ils luttaient, dit-il aux Communes, pour des principes dont la destruction comporterait l'anéantissement de toute possibilité de paix et de sécurité, et pas seulement pour la lointaine ville de Dantzig.»[45]

---

41) *ibid.*, vol. III, pp. 96-124.
42) K. Feiling, *op. cit.*, p. 406.
43) D. Hoggan, *The Forced War,* p. 440 (éd. all., *Der erzwungene Krieg*, p. 594).
44) K. Feiling, *op. cit.*, p. 407.
45) *ibid.*, pp. 415 et 418.

Chamberlain a ainsi reconnu sans équivoque que, bien avant le litige de Dantzig, le gouvernement britannique s'était fixé un cours qui prévoyait l'«extermination du régime nazi» du fait de la «politique étrangère de Hitler en 1938». Londres s'adjugeait le droit de déterminer quelle forme de gouvernement pouvait se donner un autre État, avec lequel il entretenait des relations diplomatiques. En fait, on «ne peut trouver trace de motifs idéologiques» dans l'attitude de Chamberlain.[44] Oui, Chamberlain savait et reconnaissait que Hitler avait sérieusement élaboré un accord avec l'Angleterre ainsi qu'un règlement généreux et pour une durée illimitée avec la Pologne.[46]

> «Aucun indice de hâte de la part de l'Allemagne ne transparaissait.»[47]

L'époque était révolue où Chamberlain prononçait ces paroles:

> «La manière dont fut traitée l'Allemagne par le passé n'était ni généreuse, ni sage: aussi longtemps que l'occasion ne sera pas donnée à ce peuple fort et viril d'améliorer le sort commun en coopération avec les tiers, on ne connaîtra en Europe ni la paix, ni le progrès, pour ce qu'il en est des choses qui rendent la vie digne d'être vécue.»[48]

Depuis lors Chamberlain s'était laissé mener au rang de protagoniste d'une politique qui consistait à traiter l'Allemagne «sans générosité ni sagesse» s'opposant ainsi à «la paix et au progrès en Europe». Pour Londres, ce n'était plus le droit ni la justice qui tranchaient – ni en 1938, ni en 1939 – mais bien les «principes britanniques». Chamberlain puisait une assurance croissante:

a) dans le «soutien positif et l'aide opportune des États-Unis» et le «ton de plus en plus acerbe» de Roosevelt;

b) dans le renforcement de l'armement depuis «Munich»;

c) dans «l'affaiblissement des finances allemandes» et

d) dans l'espoir d'un «effondrement du moral de la population en Allemagne».[49]

L'Allemagne, pour sa part, ne pouvait fonder de tels «espoirs» à propos de ses adversaires ni baser sa politique sur de telles espérances.

Mi-juillet 1939, la Grande-Bretagne promulguait la loi sur la garantie des crédits pour l'exportation portant sur plus de 60 millions de livres, devant faciliter à la Pologne, la Grèce, la Roumanie et la Turquie l'achat de matériel de

---

46) *ibid.*, p. 417.
47) W. Jedrzejewicz, *Poland in the British Parliament 1939-1945*, vol. I, p. 42.
48) K. Feiling, *op. cit.*, p. 392.
49) *ibid.*, pp. 394, 412, 418.

guerre en Grande-Bretagne. Bien que cette loi n'ait finalement pas porté de fruits, elle a donné une impulsion psychologique importante à la Pologne, d'autant plus que l'inspecteur général de l'armée britannique, le général Ironside, arrivait le 19 juillet 1939 à Varsovie pour des consultations complémentaires d'état-major,[50] et que, le 3 août, Londres garantissait un crédit de 8,163 millions de livres à la Pologne pour l'achat de marchandises au Royaume-Uni.[50]

L'ambassadeur britannique à Berlin était bien au fait de l'attitude officielle et, dans une large mesure également, des processus internes de la capitale du Reich. Il adressa une première mise en garde à son ministre des Affaires étrangères. Il se basait pour cela sur ses impressions tirées de la presse internationale et sur la connaissance des procédés de la diplomatie britannique secrète au cours des mois d'été 1939. Dans cette note du 18 juillet 1939, Henderson reprochait à son gouvernement, en des termes assez directs, de poursuivre rien de moins qu'une politique belliqueuse:

> «Il est fort concevable qu'un jour les sages diront que nous aurions dû livrer la guerre à l'Allemagne en 1939, comme beaucoup disent aujourd'hui que nous aurions dû le faire en 1938 (*that we should have made war on Germany in 1939, just as many now say that we should have done so in 1938*). Mais tant que l'on ne m'aura pas informé du contraire, mon avis repose sur le principe que nous voulons si possible éviter la guerre.
>
> Ceci garanti, notre politique doit, à mes yeux, faire preuve de la plus grande fermeté pour éviter tout ce qui pourrait être interprété comme provocation délibérée ou comme l'intention de notre part d'oser lancer une guerre préventive, ou comme le ferme propos d'humilier personnellement Hitler. Si nous l'acculons, il ne sera plus en mesure de se libérer sans guerre...
>
> Hitler peut bien penser que l'Angleterre veut la guerre avec l'Allemagne quoi qu'il arrive. Et s'il n'en a pas encore la conviction, il n'en faut pas tant pour l'en convaincre. Il a l'avantage de pouvoir prendre l'initiative où et quand il le désire, s'il en est convaincu. Et – honnêtement (*honestly*) – je n'estime pas qu'il soit politiquement sage, voire loyal, d'émouvoir la Pologne excessivement (*unduly*)...
>
> Tant de personnes, tels Otto Strasser et autres de même orientation, cherchent avec un rare acharnement à nous acculer à une guerre avec l'Allemagne. Je redoute parfois que leur campagne visant à cette issue n'influence outre mesure les conseillers de chez nous.»[51]

---

50) D. M. Projektor, «La Guerre en Europe 1939-1941», éd. russe, p. 35, et A. Buckreis, *op. cit.*, p. 221.

51) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. VI, doc. 347.

Rien dans cette lettre confidentielle n'indiquait que Hitler aurait fait peser une menace sur la Grande-Bretagne ou tout autre pays avec pour motif la «conquête de l'espace vital» ou que Hitler aurait eu l'intention de «faire la guerre». En fait, Hitler avait bien peu contribué à la «marche des événements diplomatiques» entre avril et août 1939.[52)]

Le 8 août 1939, le journal britannique *Daily Mail* remarque l'absence

> «de déclarations du Premier ministre quant à savoir s'il approuve de tels discours contre Dantzig et contre l'Allemagne, qui tendent obligatoirement à la guerre. Il faut objectivement faire remarquer que, du côté allemand, aucun discours d'hommes politiques dirigeants n'est prononcé contre la Pologne, à l'instar de celui du maréchal [Smigly-Rydz – "Dantzig est le poumon de la Pologne"...] à Cracovie, dimanche dernier [6 août]. Si la Grande-Bretagne permet une telle évolution de la situation, elle se rendra complice en cas d'explosion.»[53)]

N'était-il pas vrai que le gouvernement britannique s'était immiscé volontairement dans ces questions étrangères, dans cette «cité lointaine», se rendant ainsi co-responsable? Chamberlain avait-il vraiment agi dans le sens de Winston Churchill, membre de son parti, qui, en 1933, avait recommandé de rectifier «ce défi à l'histoire et à la raison» (la frontière orientale de l'Allemagne tracée par Versailles) et avait qualifié cette rectification de «l'un des principaux objectifs pratiques de la diplomatie européenne aspirant à la paix»?[54)]

En 1939, les questions juridiques et humanitaires brûlantes des relations germano-polonaises n'étaient pas dignes d'intérêt et encore moins d'action pour la politique britannique. Pourtant, la Grande-Bretagne à ce moment-là encore restait astreinte à observer les décisions arrêtées à Versailles en 1919, et elle était liée comme membre du Comité des Trois de la Société des Nations pour Dantzig. Elle était donc doublement tenue de veiller à la protection des minorités en Pologne. L'accord sur la Protection des Minorités et son respect avaient été considérés comme la condition de la reconnaissance de la Pologne. La note de Clemenceau, en sa qualité de président du Conseil suprême de la conférence de Versailles pour la paix, au Premier ministre polonais, Paderewski, du 24 juin 1919:

> «appelle l'attention de la Pologne sur le fait qu'elle doit sa restauration et son indépendance à la victoire des puissances alliées. Ceci tou-

---

52) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 219.
53) A. Buckreis, *op. cit.*, p. 222.
54) K. Feiling, *op. cit.*, p. 247.

tefois entraînerait des obligations bien définies pour les grandes puissances, qui doivent veiller à ce que, par la garantie de certains droits fondamentaux politiques et humains, la stabilisation de cet espace, dans lequel elles ont établi un nouvel ordre durable, ne soit pas menacée. Ces obligations des principales grandes puissances seraient évidemment étroitement liées à leur devoir envers les nations vaincues. La sauvegarde de la stabilité interne et de la paix dans la région orientale de l'Europe centrale, grâce à une protection des minorités internationalement garantie, devrait occuper un rang prioritaire.»[55)]

Mais ceci semblait être oublié depuis longtemps. Reconnaître que les plaintes des minorités allemandes étaient justifiées était désormais qualifié de «trahison envers les intérêts nationaux de la Pologne», de «menace de la liberté et de l'indépendance de la Pologne». Les désirs polonais d'annexion de la Prusse orientale et des régions de l'Oder étaient à présent tolérés, voire approuvés en secret.[56)] Entre-temps, les Britanniques avaient coutume de qualifier la persécution des Allemands de souche en Pologne de «point de moindre importance».[57)] En faisant remarquer que les «Polonais n'admettraient jamais que quiconque leur envoie un Runciman»,[58)] on disqualifiait aisément les plaintes allemandes sans les approfondir ou tenter de faire cesser la politique polonaise de «dégermanisation». En même temps, Londres s'immisçait pourtant dans les relations germano-polonaises, en imposant à la Pologne une garantie sans réserve, dirigée toutefois exclusivement contre l'Allemagne. Ni la Grande-Bretagne, ni les États-Unis n'ont fait le moindre pas pour freiner les débordements du chauvinisme polonais qui duraient depuis des mois – si ce n'est une tentative superficielle de Londres, à la veille du déclenchement de la guerre.

Sans doute, les trois citations suivantes concernent-elles la Tchécoslovaquie, mais elles s'appliquent avec la même pertinence à la politique franco-britannique à l'égard de la Pologne jusqu'au déclenchement de la guerre en 1939:

Le 22 mai 1938 Lord Halifax déclarait à l'ambassadeur allemand von Dirksen

---

55) E. Viefhaus, *Die Minderheitenfrage und die Entstehung der Minderheitenschutzverträge auf der Pariser Friedenskonferenz*, p. 208.

56) *Die Jalta-Dokumente*, pp. 166 et 171; cf. aussi les cartes géographiques de la Pologne, connues à Londres, avec les prétendues «Frontières historiques de la Pologne» contre lesquelles le gouvernement britannique n'a pas protesté – B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 160 *seq.*

57) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 339, et la déclaration de l'ambassadeur Henderson.

58) *ibid.*, vol. II, p. 200; le Chargé d'affaires britannique à Varsovie, Norton, au Directeur du bureau central du Foreign Office, Strang.

[qui rapporte à son ministre des Affaires étrangères]:

> «qu'en cas d'invasion allemande en Tchécoslovaquie, quelles qu'en soient les circonstances, et même en cas de graves provocations de la part des Tchèques, les Français marcheraient contre nous [Allemagne].
> En cas de conflit européen, il était impossible de prévoir si la Grande-Bretagne ne serait pas entraînée.»[59]

«Quelles que soient les circonstances, même en cas de graves provocations tchèques» – celui qui prononçait ces paroles était largement responsable de la lettre de franchise qui serait accordée dix mois plus tard à la Pologne.

Le 8 juillet 1938, le secrétaire d'État von Weizsäcker, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Hugh Wilson:

> «Jamais, en Grande-Bretagne ou même en France, on n'aurait exprimé *publiquement* que les Tchèques ne devraient pas dépasser une certaine limite de tolérance, sans perdre définitivement l'appui des puissances occidentales en cas de conflit...
> Wilson le reconnut parfaitement et fit remarquer que telle était depuis dix ans déjà la politique britannique. Elle ne souhaitait certes pas la guerre, mais ne faisait rien de ce qui eût été réellement nécessaire pour l'éviter.»[60]

Un historien allemand à propos de la crise des Sudètes en 1938:

> «Une fois l'absence de la Grande-Bretagne établie, aucun grand conflit international au sujet de la Tchécoslovaquie ne pouvait même être conçu.
> La Grande-Bretagne se réservait en vérité la décision, non de savoir si elle resterait neutre dans une guerre européenne (ce n'était d'ailleurs pas possible), mais elle déciderait plutôt si seulement une telle guerre européenne aurait lieu, oui ou non.»[61]

On voit donc qu'il est juste d'appliquer ces trois citations au cas de la Pologne, en 1939, d'autant plus:

> «qu'en fait, il importe peu au gouvernement londonien que Dantzig ou le Corridor soit allemand ou polonais.»[62]

---

59) *ADAP* II, doc. 191.
60) *ibid.*, doc. 286.
61) M. Freund, *op. cit.*,vol. I, p. 15.
62) *ibid.*, vol. III, p. 261.

Mais, comme on devait le constater, le gouvernement de Londres n'était précisément pas indifférent. Il ne s'agissait évidemment pour lui ni de Dantzig, ni du Corridor, mais d'«exterminer» ou écarter la «pestilence nazie» – c'est-à-dire le concurrent allemand, selon les «principes» de la politique européenne britannique.

Pendant toute l'année 1939, la Grande-Bretagne ne contribua nullement à la détente de la situation européenne de plus en plus critique, mais elle prit au contraire plusieurs mesures désastreuses. Comme il est dit plus haut, même l'ambassadeur britannique Henderson ne put réprimer ses scrupules face à une telle politique. Le 23 mai 1939, il écrit à son collaborateur de longue date, Kirkpatrick:

> «Le gouvernement de Sa Majesté a-t-il des propositions? ... Dans une telle affaire, où il existe de réels sujets de plainte, il ne suffit pas de répondre simplement "non" au dictateur. Il convient de trouver un remède adéquat, sans lequel ce "non" reste purement platonique.»[63]

Henderson avait évidemment été laissé dans l'ignorance du fait que, deux jours plus tôt, le 21 mai, à Genève, son ministre des Affaires étrangères, Halifax, avait à nouveau clairement exposé ses «propositions» à Carl J. Burckhardt:

> «Les Britanniques se battraient pour la Pologne dans toute guerre germano-polonaise, quelles que soient les origines du conflit.»[64]

Le gouvernement britannique ne pouvait se retrancher derrière une prétendue «méconnaissance» des événements de Pologne, traités des mois durant par la presse internationale: ses propres ambassadeurs – conformément à leur devoir de défendre les intérêts de la Grande-Bretagne – avaient mis en garde à plusieurs reprises contre l'imprévisible impulsivité des Polonais et recommandé de faire pression sur leur gouvernement.[65] Ainsi, le 30 mars 1939, à la veille de la déclaration de garantie à la Pologne, Kennard avait télégraphié de Varsovie:

> «Il est évidemment invraisemblable que le gouvernement polonais provoque intentionnellement l'Allemagne. Mais, vu l'état actuel de la

---

63) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. V, doc. 605.
64) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 393 (éd. all., p. 522).
65) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 110: Kennard à Halifax le 16 février 1939.

situation émotionnelle ici, la possibilité de certaines actions impulsives ne doit absolument pas être écartée.»[66)]

Kennard, le 16 août 1939:

«Peu satisfait des passages de mon entretien avec Monsieur Beck, portant sur la presse et les minorités, je soulevais à nouveau ces problèmes ce matin auprès du ministre des Affaires étrangères adjoint, chargé de ces questions...

Je sentais que le gouvernement polonais devait tout faire pour empêcher la parution de tout article dans la presse polonaise ... qui pourrait provoquer chez Herr Hitler une grande irritation, et qu'instruction devait être donnée aux autorités compétentes pour éviter tout acte de violence envers les minorités allemandes.»[67)]

Kennard, le 17 août 1939:

«J'ai fait comprendre à ces gens [les Polonais] que Hitler semble présentement encore indécis et qu'il est donc essentiel qu'aucun incident, que pas un mot dans la presse et qu'aucun cas de mauvais traitement des minorités ne puisse lui donner prétexte à foncer tête baissée (*to go off the deep end...*)...

J'ai évoqué devant mon collègue américain qui jouit ici d'une forte influence, qu'il serait bon de souligner qu'aux yeux de l'opinion publique américaine, il pourrait s'avérer bien désavantageux pour la Pologne que Hitler présente une longue liste de mauvais traitements de la minorité allemande ou puisse prouver d'une manière quelconque que la Pologne s'est conduite de façon déraisonnable...

Vous pouvez être assuré que je ferai de mon mieux pour contenir l'émotion extrême ici, mais on ne peut naturellement pas exercer trop de pression sur eux [les Polonais] – en fait, cela serait inutile.»[68)]

Henderson, le 16 août 1939:

«Les déclarations de Hitler quant à l'attitude de la presse sont malheureusement vraies. Si nous désirons éviter une catastrophe, il nous faut reconnaître ce fait. Nous aurons certainement la guerre si la presse écrit que Hitler se serait laissé intimider. Si on le lui faisait réellement comprendre, la presse prendrait certainement conscience de sa respon-

---

66) *ibid.*, vol. IV, doc. 573.
67) *ibid.*, vol. VII, doc. 21.
68) *ibid.*, vol. VII, doc. 48.

sabilité. L'histoire condamnera la presse en général d'avoir été la cause principale de la guerre...

Je suis convaincu que Hitler dit la vérité quand il déclare devoir retenir ses généraux cette année. Que vous le croyiez ou non, de tous les Allemands Hitler est le plus modéré en ce qui concerne Dantzig et le Corridor...

Si une trêve doit être instaurée – et c'est le dernier espoir – il faut mettre terme aux sévices infligés aux minorités allemandes en Pologne. Je souhaiterais que certains journaux anglais y envoient des correspondants afin de leur permettre de s'informer eux-mêmes et de vous informer ensuite. Weizsäcker, avec amertume, m'a déjà assez pressé en la matière. Notre ambassade à Varsovie ne sait rien – tout comme moi d'ailleurs – de ce qui se passe dans les provinces allemandes. Comment le pourrait-elle? Varsovie et sa clique civilisée et intelligente, pour ne pas dire astucieuse, que l'on fréquente, est une chose. Mais, à l'extérieur, à la campagne, les Polonais constituent une masse extrêmement peu civilisée. "Calmes et réservés". Oui, sans aucun doute, dans les hautes sphères, et si ces mots ont un sens. Mais d'autre part, non. J'ai trop entendu d'histoires de "neutres" bien disposés pour en croire un seul mot.»[69)]

Mais même ces recommandations ne décidèrent pas le gouvernement britannique à s'informer, ni à conseiller plus de modération à la Pologne. Ce ne fut pas avant le 26 août que Londres suggéra aux dirigeants polonais de demander au gouvernement du Reich son accord sur «un échange des populations ethniques».[70)] En même temps, la Pologne devait garantir la libre entrée aux observateurs neutres. Ces deux propositions devaient ôter à Hitler matière aux plaintes détaillées sur les Allemands de souche maltraités en Pologne.

Même si Beck était «en principe» d'accord avec l'expulsion des Allemands de souche [Volksdeutschen], sa «première réaction» fut de refuser les observateurs neutres, sans jamais revenir sérieusement sur ce point, chaque fois qu'il en était question dans les pourparlers.

Et même lorsque Kennard suggéra ultérieurement d'utiliser un moyen détourné en ayant recours à la médiation du Pape, et malgré «l'impression excellente sur l'opinion publique internationale», Beck n'en démordit pas.[70)] Ce jour-là déjà, le gouvernement polonais avait réclamé par un acte de politique intérieure la mobilisation immédiate «en raison de la façon de parler de

69) *ibid.*, vol. VII, doc. 37.
70) *ibid.*, vol. VII, doc. 335, 365 et 372.

Hitler lors de son entretien avec Henderson le 25 août».[71] Une nouvelle fois la Pologne avait marqué sa préférence malencontreuse de recourir à la «violence ou à la menace» comme méthode pour atteindre ses objectifs politiques. Ce recours continu peut être démontré depuis la nouvelle formation de l'État polonais à partir de 1918.[72]

L'ambassadeur britannique, Henderson, ne fut pas le seul à s'émouvoir singulièrement à la nouvelle que Hitler acceptait, même encore le 29 août, de négocier un échange de populations avec la Pologne.[73] Visiblement il n'avait aucune connaissance du fait que, dès l'été 1939, Berlin avait conseillé aux chefs de famille allemands liés au régime d'envoyer leurs femmes et enfants en Allemagne.

> «Au cours de la dernière semaine d'août, l'ambassade [allemande à Varsovie] devait en outre mettre en garde les personnes sans emploi ou ceux qui "paraissaient plus particulièrement menacés" et leur demander de regagner le pays. Les autres devaient tenter de se protéger contre les persécutions jugées inévitables. Les fonctionnaires du Parti et les journalistes devaient tenter de trouver refuge chez des amis, ressortissants d'États neutres.»[74]

Henderson reconnaissait que «nous avons mené la Pologne en bateau»[75] et que, de ce fait, c'est Londres qui avait assumé la direction et la responsabilité dans cette évolution:

> «Si la guerre est fatale, elle viendra. Mais ce sera la plus stupide des guerres et l'histoire expliquera que le monde était devenu complètement fou...
>
> Je suis convaincu – et je le redoute – que les Polonais essuieront des coups atroces et il m'est difficile d'imaginer ce qu'ils pourraient y gagner en vérité. L'extension de leurs frontières n'équivaudra certainement qu'à des querelles réciproques pour les générations futures. Je prie pour que nous n'ayons pas à regretter de les avoir menés en bateau à ce point, uniquement pour éprouver le plaisir d'avoir envoyé quelques coups de pieds dans les tibias de Hitler et des gangsters nazis.»[76]

---

71) *ibid.*, vol. VII, doc. 391.
72) E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, p. 285.
73) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. VII, doc. 455.
74) L. de Jong, *Die deutsche fünfte Kolonne im 2. Weltkrieg*, p. 146.
75) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. VII, doc. 158: Henderson à Halifax, le 22 août 1939.
76) *ibid.*, vol. VII, doc. 49: Henderson à Sir O. Sargent le 17 août 1939.

L'extension du chèque en blanc du 25 août 1939

Après l'échec des entretiens militaires anglo-franco-soviétiques et la conclusion surprenante du pacte germano-soviétique de non-agression – il ne s'agissait pas d'«alliance» à l'exemple de celle qu'auraient voulu conclure les puissances occidentales – une constellation s'était créée en Europe telle qu'aucune des parties ne l'avait prévue. Comment les deux hommes politiques britanniques compétents, Neville Chamberlain et Lord Halifax, considéraient-ils la nouvelle situation, et comment réagirent-ils?

Le 23 août 1939, l'ambassadeur américain à Londres, Kennedy, rapporte à son secrétaire d'État, Hull, l'entretien qu'il a eu avec Chamberlain. Celui-ci déclara ne rien pouvoir entreprendre pour amener les Polonais à quelque concession que ce fût et Kennedy ajouta textuellement:

> «Au cas où le président [des États-Unis] envisagerait une action pour la paix, il me semble que c'est Beck en Pologne qu'il faudrait travailler. Et pour plus d'efficacité, il faudrait faire vite. Je ne vois aucune autre possibilité.»[1)]

Kennedy, quelques jours plus tard:

> «À vrai dire, il [Chamberlain] semble davantage inquiet de devoir rappeler à la raison les Polonais plutôt que les Allemands. Il sent qu'une puissante pression de l'opinion publique en Angleterre, vraisemblablement guidée par Eden et Churchill, recommande aux Polonais de ne renoncer à rien et leur affirme qu'ils ont mis Hitler en fuite. Ce qui signifie évidemment la guerre. Mais entre-temps, il [Chamberlain] poussait Henderson à faire remarquer à Hitler à chaque occasion que somme toute la situation de Dantzig n'est qu'une petite affaire et que ce qui en vérité est à entreprendre, c'est plutôt le remaniement du problème politico-économique européen dans son ensemble.»[2)]

Le 24 août Chamberlain reconnut devant les Communes ne pas encore avoir pris la peine de porter un jugement objectif sur les doléances allemandes quant au traitement des Allemands de souche par la Pologne.[3)] Dans la

---

1) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, pp. 355-356.
2) *ibid.*, p. 392: Kennedy à Hull le 30 août 1939.
3) W. Jedrzejewicz, *Poland in the British Parliament 1939-1945*, vol. I, pp. 152-155 et *Livre*

position où la Grande-Bretagne s'était elle-même placée, il aurait été indispensable de s'efforcer intensivement à arbitrer objectivement les divergences d'opinion et à endiguer toutes les menaces (mobilisation, articles incendiaires dans la presse, entre autres). Mais rien de tel. Chamberlain n'a pas refréné la presse britannique, dont il affirmait que sa ligne de conduite «signifiait évidemment la guerre». Il n'a même pas essayé de la refréner. Au contraire. En ce mémorable 24 août 1939, Chamberlain a, de son côté aussi, sciemment fourni des informations trompeuses aux députés de la Chambre et livré ainsi à la presse de nouveaux slogans incendiaires qui «signifiaient évidemment la guerre». Il déclarait notamment dans ce discours:

> «La situation internationale s'est progressivement détériorée, si bien qu'à l'heure actuelle nous nous trouvons en présence d'un péril de guerre imminent...
>
> La presse allemande a déclaré que Dantzig ne pouvait faire l'objet d'une conférence ou d'un compromis et devait être restituée au Reich immédiatement et inconditionnellement...
>
> Elle [la presse allemande] a publié des reportages sur le prétendu mauvais traitement infligé aux Allemands demeurant en Pologne. Nous n'avons pas le moyen de contrôler la véracité de ces dires, mais nous ne pouvons nous empêcher d'être frappés du fait qu'ils ressemblent étrangement à des allégations analogues présentées, l'an dernier, à propos des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie...
>
> Mais on m'accordera, je pense, qu'en présence de cette campagne [de la presse allemande?] les déclarations des hommes d'État polonais ont fait preuve d'un grand calme et d'une grande retenue. Les dirigeants polonais, s'ils ont été fermes dans leur résolution de résister à toute attaque contre leur indépendance, se sont abstenus de toute provocation. Ils ont toujours été prêts, et je suis certain qu'ils le seraient aujourd'hui, à discuter de leurs différends avec le Gouvernement allemand s'ils pouvaient être certains que de telles discussions seraient menées sans menaces de recours à la force ou à la violence, et avec une certaine confiance que, si on aboutissait à un accord, les stipulations en seraient observées, par la suite, d'une façon permanente, dans la lettre et dans l'esprit...
>
> À Berlin, l'annonce [du pacte de non-agression germano-soviétique] fut saluée avec un cynisme extraordinaire, comme une grande victoire diplomatique éliminant tout danger de guerre, puisqu'il n'y avait plus guère de chances que nous et la France remplissions nos obligations envers la Pologne. Nous avons cru devoir, avant tout, dissiper des illusions si dangereuses.»[3]

Bleu Anglais N° 1, doc. 64.

«La dégradation continue de la situation internationale» au cours des derniers mois ne permit toutefois pas à Chamberlain de réviser la politique britannique: il mettait d'ailleurs en garde contre «des illusions si dangereuses». Alors que Chamberlain citait exclusivement la «presse allemande» et l'assimilait à «Berlin», il cachait aux députés que Hitler n'avait jamais jusqu'à ce jour exigé «le retour inconditionnel et immédiat de Dantzig au Reich» et avait dans l'ensemble fait preuve d'«une grande tranquillité et de réserve». Tandis que, le 24 mars 1939, Lord Halifax faisait devant la Chambre des Lords une distinction capitale entre «la presse polonaise agressive» et «l'attitude du gouvernement polonais», Chamberlain ne reconnaissait plus une telle différence entre le gouvernement allemand et la presse allemande. Pourtant la Pologne était régie de façon tout aussi autoritaire et la presse polonaise – bien que basée sur des fondements différents de ceux de l'Allemagne – était rigoureusement censurée. De même, Chamberlain informait bien les députés de la Chambre des Communes des préparatifs militaires en Allemagne, mais en revanche il ne disait pas un mot des préparatifs en Pologne. C'était mentir de prétendre que les dirigeants polonais n'étaient pas provocants et qu'ils avaient été, comme ils l'étaient «encore à présent», prêts à «discuter des différends avec le gouvernement allemand». Certes, jusqu'en janvier 1939, la Pologne avait été disposée à de telles discussions – jusqu'à ce que Londres s'en mêle, le gouvernement britannique «craignant» que la Pologne et l'Allemagne puissent s'allier.[4] Sa garantie sans réserve imposée à la Pologne – qui ne la souhaitait même pas à l'origine – eut visiblement pour résultat que la Pologne n'était plus disposée dès lors à «discuter de ses différends avec le gouvernement du Reich allemand». Ce contexte était tellement évident – et Chamberlain avait eu cinq mois pour l'étudier en détail – qu'il devait en être conscient ce 24 août. Et, à la fin du mois de mars 1939, Chamberlain devait savoir que, sous la menace d'une guerre, la Pologne avait refusé tout entretien avec le gouvernement du Reich, tout comme il devait être au courant du fait que les rapports de presse allemands de septembre 1938 sur les mauvais traitements infligés aux Allemands des Sudètes par les Tchèques étaient fondés, l'ambassadeur extraordinaire, Runciman, l'ayant confirmé depuis longtemps.[5]

Tous ces mensonges et omissions ne pouvaient conduire qu'à pousser à son paroxysme la crise internationale. D'autant plus que, dans son discours,

---

4) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 207 et J. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 301.

5) «Documents et matériaux traitant de la période précédant la seconde guerre mondiale 1937-1939», éd. russe, vol. I, 1937-1938, p. 226 *seq.*

Chamberlain n'avait pas jugé utile d'aborder la question de savoir comment on pourrait «arranger les choses» par le biais d'une solution politique ou diplomatique.

Il déclarait, bien au contraire:

> «que le temps était venu [pour le gouvernement] de requérir l'approbation du Parlement pour des mesures de défense supplémentaires.» 6)

Et comment se comporta son ministre des Affaires étrangères en ce mémorable 24 août 1939? Lord Halifax fit comprendre sa décision définitive pour la guerre à l'ambassadeur polonais, d'une manière telle que Raczynski fut à ce moment-là encore «effrayé d'une telle tentative». Halifax:

> «ne douta pas un seul instant que toute tentative d'arranger les choses était hors de question depuis la conclusion de l'accord germano-soviétique (had been out of the question).»7)

Son Premier ministre venait juste de reconnaître – sans pour autant saisir cette occasion – qu'à Berlin cet accord germano-soviétique était salué comme un pacte excluant la guerre et que la Grande-Bretagne avait été sollicitée pour y mettre du sien et faire tout ce qui était en son pouvoir en vue d'éviter le conflit. Halifax, par contre, croyait, selon la sentence:

> «Ma raison ne me montre aucune autre issue que la guerre,»8)

«que la Pologne n'avait pas l'intention de prendre les contacts absolument nécessaires avec l'Allemagne» pour discuter «si ce n'est de Dantzig, tout au moins des minorités ou de tout autre point». Dans la même lettre, l'ambassadeur américain précise:

> «que l'Angleterre s'engagera définitivement dans la guerre si la Pologne commence à se battre (*if Poland starts to fight*),»9)

– donc non pas si la Pologne **était attaquée**!

Si l'on considère que le gouvernement britannique a en fait contraint Hitler à rechercher une entente avec Staline, la réaction de Halifax, après le 23 août, signifie avec force que Londres voulait la guerre. En toute

---

6) W. Jedrzejewicz, *op. cit.*, vol. I, p. 155.
7) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 24.
8) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 342.
9) *ibid.*, p. 341: Kennedy à Hull le 23 août 1939.

franchise, on fit entendre aux diplomates «amis» que dès lors il fallait penser à «l'inéluctabilité d'une guerre avec l'Allemagne». Cette position était bien de nature à encourager à de nouvelles provocations les Polonais, «dont les puissances occidentales sous-estimaient le courage et la pugnacité».[10] Des cercles non officiels mais très influents entouraient Lord Halifax.

L'ambassadeur de Pologne à Londres, Raczynski, rapporte à ce sujet:

> «Churchill me téléphone chaque jour et Lord Lloyd en a fait de même ce soir. M. Harcourt Johnstone, qui représente le parti libéral, est venu me voir. Tout le monde exprime sa peur de voir la Pologne faiblir et plier devant la violence. De mon côté, je les ai poussés en retour (*in return*) à orienter leurs concitoyens, étranges et parfois difficiles à situer, dans la bonne direction. [La «bonne direction» de Raczynski était le refus de tout compromis – voir même source, page 23].»[11]
>
> «Outre ceux de Dalton et de Harcourt Johnstone, je recevais chaque jour des appels téléphoniques de Churchill, Bracken, Sandys et autres, qui reflétaient les mêmes inquiétudes: le Premier ministre respecterait-il sa parole envers nous et, de notre côté, pourrions-nous nous maintenir sur le continent en tant que pierre angulaire du "front pacifique" britannique? Cette attitude [mépris de la politique de paix] était caractérisée par un flot quotidien de lettres, en partie signées, en partie anonymes. Pendant les premières phases de la crise, elles nous conseillaient de raser Dantzig ou de profiter du congrès des nazis à Tannenberg (qui finalement n'eut pas lieu) pour anéantir Hitler et ses amis d'une bombe bien placée.»[12]

Et les répercussions?

> «En cette période inquiétante, je me rendais presque quotidiennement chez Lord Halifax dont j'avais gagné la confiance et qui laissait de temps à autre nettement percevoir qu'il partageait ma propre opinion sur la situation [refus de tout apaisement], bien qu'il se sentît obligé d'exprimer des arguments bien différents, développés au Conseil de cabinet. En général, il prenait note de mes commentaires, dans le but évident de les utiliser comme munitions devant cette tribune.»[12]

Ses arrières assurés par ces forces, Lord Halifax entreprit, au cours des ultimes journées de paix, une nouvelle opération que les historiens qualifient

---

10) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 22; *ibid.*, p. 20.

11) *ibid.*, p. 20.

12) *ibid.*, pp. 24, 23. Le dernier entretien téléphonique de Winston Churchill à ce sujet eut lieu, de façon significative, le 3 septembre 1939 à 23 heures. Il déclarait: «A partir d'aujourd'hui, je suis le Premier Lord de l'Amirauté. Si vous deviez avoir besoin de moi, je suis en tout temps à votre disposition» (*ibid.*, p. 30).

d'habitude de «malhonnête»[13] (voir dans le présent ouvrage le chapitre «Les derniers jours de paix»).

Bien que, depuis un an, le gouvernement britannique eût été régulièrement mis en garde par ses propres diplomates contre l'entêtement des Polonais,[14] il n'a pas remis en question sa garantie sans réserve, même au cas où la Pologne refuserait les négociations. Cette menace ne fut évoquée qu'une seule fois: lors de la visite à Londres du ministre polonais des Affaires étrangères, du 4 au 6 avril 1939, Beck ne se déclarant pas disposé à conclure un pacte d'assistance avec la Roumanie. Ce pacte devait être appliqué tant en cas d'attaque de l'Allemagne contre la Pologne qu'en cas d'attaque de la Hongrie contre la Roumanie.[15] En d'autres termes:

> «lorsque les Britanniques furent déçus et sentirent qu'il [Beck] n'était pas disposé à assurer la coopération qu'ils estimaient nécessaire.»[16]

Le gouvernement britannique se servit donc franchement de sa garantie comme moyen de pression en vue d'élargir le foyer de crise.

Et pourtant, le 25 août 1939, cela faisait des mois que s'accumulait la tension face à l'attitude de la Pologne, et le président Roosevelt avait déjà adressé à Varsovie une note officielle en ces termes:

> «Le président exprime sa conviction qu'il est de la plus haute importance pour l'opinion publique, tant aux États-Unis que dans le reste du monde, qu'en cas de crise militaire résultant de la question de Dantzig, l'histoire n'ait pas à enregistrer (*history should not record*) que c'est la Pologne qui aurait commis le premier acte d'agression militaire.»[17]

Le 23 août Lord Halifax avait appris par l'ambassadeur polonais à Londres que la Pologne n'envisageait pas de négocier ou plutôt «qu'il était sceptique quant à la valeur d'une telle action», «tant que nous resterions impliqués dans une opération de guerre des nerfs» qui assurément persisterait pour quelque temps encore.[18] Le lendemain, il apprenait de Varsovie que le gouvernement

---

13) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 272, et D. Hoggan, *The Forced War,* pp. 605-606 (éd. all., p. 719).
14) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 110: Kennard à Halifax, le 16 février 1939.
15) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 117: Bullitt à Hull, le 6 avril 1939.
16) *ibid.*, p. 112: Kennedy à Hull, le 5 avril 1939.
17) *ibid.*, p. 211: Biddle à Beck, le 11 août 1939.
18) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 206 et 227.

polonais avait pris «des mesures militaires extrêmement graves conduisant à la mobilisation des deux tiers de l'armée polonaise».[18] Malgré ces nouvelles alarmantes, le gouvernement britannique étendit de son propre chef, le 25 août, la garantie à la Pologne aux cas «de menace indirecte contre l'indépendance» et de «menace contre la neutralité» des pays suivants: Belgique, Hollande, Lituanie, Estonie, Lettonie – évidemment pour le seul cas où la menace proviendrait de l'Allemagne. Quelques jours auparavant, le gouvernement se proposait encore de vendre la Pologne, ou plutôt la Pologne orientale, ainsi que les États baltes, à l'Union soviétique. Il n'entrait donc pas réellement dans les visées de l'Angleterre de garantir l'indépendance ou la neutralité de ces États. Ce passage de la garantie élargie à la Pologne devait donc viser un autre objectif que celui qu'on proclamait. L'accord englobait en outre l'obligation de ne conclure aucun armistice ou paix séparée, clause qui jusque-là n'était d'usage que pour les accords entre belligérants.

Une autre innovation de cet accord du 25 août était le fait que Chamberlain et Halifax approuvaient le soutien sans réserve de la Grande-Bretagne alors que le texte publié ne mentionnait aucunement ce que cela pouvait signifier. Dans un accord secret complémentaire, il fut toutefois signifié à la Pologne qu'il s'agissait là de la Ville libre de Dantzig.

> «Hitler ne pouvait le savoir et il supposait que l'Angleterre ne s'opposerait pas à la restitution de Dantzig à l'Allemagne. Beck, lui, le savait et pouvait refuser d'aborder l'avenir de Dantzig avec l'Allemagne, sûr que toute démarche allemande en vue de conquérir la Ville libre conduirait les Britanniques à intervenir aux côtés de la Pologne. Beck savait en outre que le protocole secret était exact et précis: "le cas traité à l'art. 2 s'applique à la Ville libre de Dantzig". Le contrat prendrait effet même en cas de menace indirecte contre Dantzig.»[19]

Bien que la Grande-Bretagne ait dû reconnaître, tout au moins au cours des négociations de plusieurs mois avec Moscou, que la Pologne redoutait l'Union soviétique alors qu'elle se croyait supérieure à l'Allemagne, et bien que par ailleurs on sût que Hitler, au contraire de Staline, n'avait aucune intention d'annexer du territoire polonais, mais s'était plutôt déclaré disposé à garantir les frontières et l'indépendance de la Pologne, cette garantie élargie resta orientée uniquement contre l'Allemagne. Il est donc évident, de ce fait, que

19) M. Gilbert et R. Gott, *The Appeasers*, p. 261; cf. le projet d'accord du 10 août 1939 dans *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, doc. 613, surtout Art. 3, qui considère aussi «des procédés de pénétration économique» comme «des tentatives de miner l'indépendance de la Pologne.»

Londres n'était nullement inquiète de l'indépendance et de la situation des biens de la Pologne. Churchill reconnaîtrait plus tard:

> «Nous n'avons jamais garanti une frontière définie de la Pologne.»[20)]
> «Nous ne sommes pas entrés en guerre pour une quelconque ligne frontalière définie.»[21)]

La déclaration de Lord Halifax (23 août 1939), qualifiant de «hors de question» «toute tentative de remettre les choses en ordre»,[22)] traduisait clairement une volonté de guerre pour des intérêts purement britanniques et non la volonté d'aider la Pologne.

Les insinuations de membres de la résistance allemande ont joué un rôle déterminant dans cette volonté de guerre de l'Angleterre. Par les contacts secrets engagés dès 1934-1935 entre certains responsables des autorités allemandes (entre autres: Goerdeler, Erich et Theo Kordt, le secrétaire d'État von Weizsäcker) – qui avaient déjà, de leur côté, tramé des plans de conjuration avec des officiers de la Wehrmacht et des responsables de l'économie et de l'administration – et des hommes politiques britanniques (tels que Churchill, Vansittart, Halifax), les dirigeants britanniques furent confortés dans leur conviction qu'un «langage ferme», une décision de guerre et, en tout état de cause, la guerre elle-même entraîneraient la chute du «régime de Hitler» par une révolution intra-allemande.[23)] C'est aussi la raison pour laquelle Chamberlain, attaqué par de nombreux cercles en Angleterre et aux États-Unis, et s'attendant à perdre son poste de Premier ministre, considéra l'occasion qui se présentait d'une victoire facile sur l'Allemagne et consentit à la guerre.

Seuls ces aspects firent que les Polonais aient pu tomber aussi dans cette folie de croire qu'ils pourraient entrer dans Berlin quelques jours à peine après le déclenchement de la guerre et que, devant la chute rapide et escomptée de l'Allemagne, la puissance soviétique n'aurait pas le temps de franchir la frontière orientale de la Pologne. Mais ces illusions prouvent à leur tour qu'à Londres, Washington et Varsovie, on savait qui détenait, et à quel point, le pouvoir de décision en matière de «guerre ou de paix».

---

20) E. J. Rozek, *Allied Wartime Diplomacy*, p. 109: Churchill le 22 février 1944.

21) «Correspondance entre le Président du conseil des ministres de l'URSS, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la grande guerre patriotique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 193: Churchill à Staline le 1er février 1944.

22) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 24.

23) I. Colvin, *Vansittart in Office*, pp. 125-126, 135, 210, 234-237, 281, 315, 331 *seq.*

Objectif de la guerre: l'anéantissement de l'Allemagne

En tant que «protectrice des petites nations», l'Angleterre avait tenté, dès le printemps 1939, par le biais de garanties, de fausses alertes, d'interpellations et d'encouragements, de mettre la volonté des petites nations au pas, d'une façon qui ne pouvait qu'accroître l'insécurité et les dangers. Pourquoi Paris et Londres, dans leur aparté avec Moscou, avaient-elles pratiquement offert à Staline les Pays Baltes et la Pologne orientale en guise de mise? Halifax «avait parfaitement reconnu les inconvénients et les risques qu'impliquerait l'admission des troupes soviétiques en territoire polonais».[1] La déclaration unilatérale de guerre à l'Allemagne au cours de la campagne polonaise, déjà déterminée dans une clause secrète supplémentaire de l'accord anglo-polonais [d'assistance mutuelle], prouve qu'il ne s'agissait aucunement de principes éthiques. L'attitude ultérieure du gouvernement britannique et en particulier sa coopération militaire avec l'Union soviétique et la capitulation devant Staline lors des conférences de Moscou, Téhéran, Yalta et Potsdam, accrurent encore les dimensions de ce déracinement moral. Il suffit de comparer le volume des transferts de territoires accordés sans discussion aux Soviétiques par les Alliés occidentaux (suprématie sur toute l'Europe orientale et les Balkans, participation au pouvoir en Méditerranée et au Proche-Orient) avec le désir du retour de Dantzig au Reich allemand, pris par ces mêmes puissances comme prétexte d'une seconde guerre mondiale.

Nonobstant cet arrière-plan, Lord Halifax prétendait lutter pour les droits de l'homme, la paix, les principes d'idéal, et déclarait, le 7 novembre 1939, à l'antenne de la BBC à Londres:

> «Le nouvel ordre mondial que la Grande-Bretagne tente de réaliser entraînera la coopération de tous les peuples, sur la base de l'égalité, de la dignité personnelle, de la tolérance et de l'entente de l'humanité. La Grande-Bretagne devra trouver les moyens de lier les révisions inéluctables dans un monde en constante mutation à la garantie contre les perturbations de la paix générale par recours à la force.»[2]

Mais il venait justement de refuser l'application de ces principes à

---

1) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 91.
2) S. Hedin, *Amerika im Kampf der Kontinente*, p. 175.

l'Allemagne. À Londres, «droit», «égalité», «dignité personnelle» devaient servir à l'«équilibre européen», c'est-à-dire aux intérêts de la puissance britannique. Une comparaison s'impose entre les objectifs de la guerre proclamés ultérieurement et la pratique. Alors qu'on venait tout juste de déclarer encore ouvertement que l'on serait entré en guerre contre l'Allemagne précisément à cause de la forme de son gouvernement, la Charte de l'Atlantique établissait que tout peuple pouvait choisir la forme de gouvernement qu'il désirait. Aucun des postulats dressés au cours des conférences de guerre des Alliés ne fut pris en considération dès lors qu'il s'agissait de l'Allemagne, mais aussi de la Pologne et des autres pays d'Europe orientale.

Le 31 août 1939, à la veille donc de la campagne de Pologne, Vansittart, premier conseiller du ministre des Affaires étrangères britannique, «tremblant d'excitation», déclarait à un résistant allemand:

> «La Grande-Bretagne soutiendra cette guerre jusqu'à l'extrême limite et, comme Samson dans la Bible, nous détruirons les colonnes du palais, ensevelissant tout au-dessous...
>
> Si l'on arrêtait la guerre en temps opportun ["*arrêter la guerre*"? Il s'agit vraisemblablement d'une faute typographique intentionnelle pour atténuer la signification de son affirmation: il est écrit en allemand "Kriegsabbruch" au lieu de "Kriegsausbruch" = commencement de la guerre, ce qui n'a pas de sens non plus car ce n'est pas d'une interruption de la guerre dont il s'agissait, mais de son commencement – note de l'auteur] il s'ensuivrait certes la mort de milliers mais non de millions de personnes.»[3)]

En novembre 1939, quelques jours après les propositions de médiation de la Belgique et des Pays-Bas, Churchill avouait à la radio britannique:

> «Cette guerre est une guerre britannique et son objectif est l'anéantissement de l'Allemagne.»[4)]

Et non l'anéantissement du national-socialisme. Churchill n'omet évidemment pas, lui non plus, de proclamer l'extirpation de la «tyrannie nazie»:

> «Ce n'est pas une question de lutte pour Dantzig ou la Pologne. Nous luttons pour délivrer le monde entier de cette peste de tyrannie nazie et pour défendre en particulier ce que l'homme a de plus sacré.»[5)]

3) E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, p. 338.
4) H. Grimm, *Warum – Woher – Aber Wohin?* pp. 350 et 441 et S. Hedin, *op. cit.*
5) J.F.C. Fuller, *The Second World War 1939-1945*, pp. 26-27.

Si l'objectif de la politique de Hitler avait été de délivrer «le monde entier» de cette «peste de tyrannie britannique» et ainsi de «défendre tout ce que l'homme a de plus sacré» – à quelles accusations ne se serait-il pas exposé?

Quelques semaines après le début de la guerre, le feld-maréchal britannique, Lord Milne, mettait en garde:

> «contre la théorie dangereuse, selon laquelle nous ne luttons pas contre le peuple allemand. La guerre en Pologne est l'exemple typique de la brutalité innée du peuple allemand par excellence. La guerre, c'est la guerre ... J'espère que les coups que nous porterons seront durs, multiples et sans aucune pitié.»[6)]

Dans une lettre du 8 octobre 1939, le Premier ministre Chamberlain fait un aveu assez original pour un «homme politique pacifique»:

> «Pendant trois jours, je reçus, la semaine dernière, 2 450 lettres dont le contenu de 1 860 d'entre elles réclamait de mettre fin à la guerre (*"Stop the War"*) sous telle ou telle forme...
>
> Je reconnais avoir été anxieux (*anxious*) en lisant la déclaration habile (*clever*) de Hitler [offre de paix de Hitler après la campagne de Pologne] et en particulier à l'annonce de la première réaction américaine selon laquelle il aurait émis toute une série de propositions très intéresssantes...»[7)]

Combien le gouvernement britannique s'est efforcé de saboter toutes les possibilités de paix, afin de satisfaire ses objectifs de guerre, ressort entre autre de la réaction au voyage en Europe du sous-secrétaire d'État américain, Sumner Welles, en février-mars 1940. Le secrétaire d'État américain, Cordell Hull, écrit à ce sujet:

> «Les rumeurs [à propos de ce voyage de Sumner Welles] remplirent les Alliés et les petits pays neutres de consternation, ceux-ci craignant qu'au retour de Welles, le président fasse un geste en faveur de la paix. Ainsi, le 16 mars 1940, Roosevelt faisait une déclaration radiodiffusée, de laquelle il ressortait que de telles craintes n'étaient pas justifiées. J'informai la presse dans le même sens. Avant que Welles ne quitte Rome, il assurait, lui-aussi, encore une fois à la presse que son voyage n'avait pas pour but une médiation pacifiste mais seulement une prise de renseignements. Le 22 mars 1940, l'ambassadeur britannique à Washington, Lothian, adressait ses remerciements au président et à moi-même pour la

---

6) E. J. Reichenberger, *Wider Willkür und Machtrausch*, p. 535.
7) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 424.

promptitude avec laquelle notre gouvernement agit en vue d'enrayer et de dissiper la diffusion du sentiment pour la "paix à tout prix", qui avait pour base les rumeurs de toutes sortes autour de ce que Welles pourrait faire en Europe en vue de parvenir à une paix négociée, qui équivaudrait à une victoire allemande.

Il disait que les efforts visant à établir une paix négociée pourraient causer du tort à la situation militaire britannique et française.»[8)]

Duff Cooper, Premier Lord de l'Amirauté et ministre de l'Économie de la Guerre, déclarait, le 25 avril 1940, à l'occasion des cérémonies de la Saint-Georges, en portant un toast à l'Angleterre:

«Le futur traité de paix doit être bien plus dur et impitoyable que celui de Versailles. Nous ne pouvons faire aucune différence entre Hitler et la nation allemande. Après la victoire, les supplications des Allemands, alléguant que bien peu d'entre eux, ou que seul le gouvernement de Hitler, auraient commis ces crimes, ne doivent plus nous influencer. Nous devons prendre Hitler au mot quand il déclare "être la nation allemande".»[9)]

Lord Vansittart, Premier conseiller du Foreign Office, en 1941:

«Hitler n'est pas un caprice du hasard. Il est le produit d'une race qui, depuis la nuit des temps, a la réputation d'être rapace et belliqueuse...

Par la grâce de Dieu et pour la sauvegarde de l'humanité, nous libérerons la terre de l'Allemagne et l'Allemagne d'elle-même.»[10)]

La teneur de ses allocutions radiodiffusées sur la BBC en 1941:

«Violence et imposture, imposture et violence: tel est le vieil adage allemand... Les Allemands n'ont jamais donné leur parole sans la rompre, n'ont conclu de contrat sans le déshonorer, n'ont jamais envisagé un pacte international de bonne foi sans le souiller. Depuis des générations, ils minent toute confiance entre les hommes.»[11)]

Winston Churchill devant les Communes, le 15 février 1942:

«J'en avais rêvé [de la participation des États-Unis d'Amérique à la guerre], j'en ai fait mon but, j'y ai travaillé et cela s'est enfin réalisé.»[12)]

---

8) C. Hull, *The Memoirs of Cordell Hull*, pp. 739-740.
9) E.J. Reichenberger, *op. cit.*, pp. 114-115.
10) R. Vansittart, *Black Record*, pp. 16, 13.
11) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* p. 4.
12) E. Hughes,*Winston Churchill–British Bulldog–His Career in War and Peace*, p. 203.

Et dans une lettre à Staline du 24 janvier 1944:

> «Nous n'avons jamais pensé à faire une paix séparée, même en cette année où nous étions seuls et aurions pu aisément conclure une telle paix sans dommages graves pour l'Empire britannique, et ce surtout à vos [Staline] dépens. Pourquoi donc devrions-nous changer d'avis maintenant, alors que, pour nous trois, la conclusion victorieuse de cette affaire est proche?»[13)]

Russell Grenfell écrivait à propos des objectifs de guerre de Churchill et donc de la Grande-Bretagne:

> «Quel objectif de guerre restait-il donc à Churchill? Nos vieilles connaissances: l'extirpation de la tyrannie nazie et du militarisme prussien...
>
> Cette tyrannie en soi n'opprimait pas le peuple britannique. Que lui importait-il donc que les Allemands veuillent vivre ou non sous une forme de gouvernement tyrannique? La Charte de l'Atlantique ne venait-elle pas de déclarer que les Britanniques "respectaient le droit des peuples de choisir librement la forme gouvernementale sous laquelle ils voulaient vivre"? Si les Allemands ne pouvaient décider eux-mêmes de se débarrasser de la tyrannie nazie, pourquoi une multitude d'Anglais devraient-ils donc périr pour en délivrer les Allemands?
>
> Admettons toutefois que la suppression par la force de la tyrannie dans les pays étrangers représente une obligation pour la Grande-Bretagne: pourquoi dès lors une autre tyrannie fut-elle appelée comme partenaire des Britanniques dans ce projet? La tyrannie communiste en Russie était pire que la tyrannie nazie en Allemagne: les conditions générales de vie du peuple russe étaient bien inférieures à celles du peuple allemand. Le travail d'esclave y prenait des dimensions gigantesques par comparaison avec les mesures similaires en Allemagne...
>
> Et pourtant, Churchill accueillait la Russie comme une alliée bienvenue lorsqu'elle fut amenée à participer à la guerre: un tyran devant aider à en battre un autre. Il est évident que l'objectif de Churchill n'était nullement de détruire la tyrannie en elle-même. Il n'était même pas tellement intéressé à surmonter la tyrannie nazie, même lorsque la possibilité lui fut offerte d'atteindre ce but (avec l'aide de la résistance allemande)...

---

13) «Correspondance entre le Président du conseil des ministres de l'URSS, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne pendant la grande guerre patriotique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 189.

> La menace de Churchill d'extirper la tyrannie nazie ne pouvait certes pas convaincre les Allemands que cette tyrannie était nécessairement néfaste pour eux: au contraire, ils la considéraient comme une grande réussite puisque les ennemis de l'Allemagne étaient si décidés à l'anéantir....»[14)]

Et qu'écrivit Churchill après la fin de la guerre, dans ses mémoires, sur ses objectifs de rage aveugle et ceux de ses Alliés?

> «La principale raison, pour laquelle je me suis toujours opposé, à ce que des conditions de paix fussent formulées alors qu'on les réclama si souvent, provenait du fait que les conditions inévitablement exigées par les trois grandes puissances sous la pression de leur opinion publique eussent encore été jugées beaucoup plus inacceptables par tout mouvement allemand en faveur de la paix, que l'expression générale "reddition sans conditions". Je me rappelle que l'on essaya plusieurs fois de rédiger un projet de propositions de paix susceptibles de satisfaire la colère des vainqueurs contre l'Allemagne. Elles paraissaient si effroyables, une fois couchées sur le papier, elles dépassaient de si loin ce qui fut fait dans la réalité, que leur publication n'eût abouti qu'à exaspérer la résistance allemande. À la vérité, il suffisait de les voir noir sur blanc pour y renoncer aussitôt.»[15)]

C'est de l'Angleterre que, pour la première fois, l'extermination d'un peuple fut annoncée comme objectif de guerre. À cette époque il n'existait en Allemagne ni programme de «solution finale de la question juive», ni programme d'«extermination du peuple polonais», pas plus que des orateurs ou hommes d'État allemands n'ont évoqué l'anéantissement de la Grande-Bretagne ou d'autres peuples comme objectif de guerre, ou n'en ont même évoqué le souhait. La Grande-Bretagne a déclaré la guerre à l'Allemagne pour une affaire qui ne touchait pas directement aux intérêts britanniques, elle a réclamé son anéantissement et a tout fait pour étendre la guerre et la rendre plus brutale.

N'importe quel historien se penchant sur l'histoire de la division territoriale de l'Allemagne devrait reconnaître que de tels plans «avaient été discutés du point de vue politique et journalistique, bien avant de faire l'objet de réflexions diplomatiques». Ces idées auraient préconisé et recommandé un

---

14) R. Grenfell, *Unconditional Hatred,* pp. 98-99 et 135.
15) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome IV, livre II, «L'Afrique sauvée», pp. 289-290.

«affaiblissement permanent de la puissance allemande en Europe centrale».[16] Juste après sa démission en tant que président tchèque, en octobre 1938, Édouard Bénès alla jusqu'à proposer qu'au moins 800 000 à un million d'Allemands des Sudètes, principalement l'intelligentsia et la bourgeoisie, soient expulsés de leur patrie.[17]

L'Allemagne ne devait plus avoir le droit de revendiquer aucun titre juridique de droit international. Churchill définissait cet objectif en ces termes:

> «Par les mots "reddition sans condition", je veux dire que les Allemands n'auront aucun ***droit*** à un traitement particulier quel qu'il soit. La Charte de l'Atlantique, par exemple, ne leur sera pas applicable ***de droit.***
>
> Il ne pourra pas être question, par exemple, d'appliquer de droit la Charte de l'Atlantique à l'Allemagne, ainsi que d'exclure la possibilité de transferts ou d'ajustements dans les territoires ennemis.»[18]

Citons trois publications d'après-guerre de l'Angleterre, illustrant combien on y approuvait avec suffisance la politique d'alors et combien on la trouve encore digne d'éloges à l'heure actuelle [1965].

Lord Beaverbrook, dans son hebdomadaire populaire *Sunday Express*, le 25 mars 1958:

> «Que l'on veuille bien se rappeler que la dernière guerre avait pour but de détruire l'Allemagne.»[19]

L'historien britannique A.J.P. Taylor, également dans le *Sunday Express*, octobre 1957:

> «Les Allemands n'apprécieraient certes pas la division [de leur pays], mais elle est "excellente" pour les autres. La Grande-Bretagne aura mené deux guerres contre l'Allemagne, déclenchées pour des motifs différents. Mais, au fond, c'est toujours la même chose: il y a trop d'Allemands et l'Allemagne est trop forte. Si on permet à l'ensemble des Allemands de s'unir, ils éclipseront l'Europe. Une solution nous est actuellement servie sur un plateau. Nous devrions nous en montrer reconnaissants: mais

---

16) E. Deuerlein, *Die Einheit Deutschlands*, p. 141.
17) *Das östliche Deutschland – ein Handbuch*, p. 532.
18) W. Churchill, *ibid.*, pp. 290-291: Churchill devant la Chambre des Communes le 22 février 1944; en italiques dans l'original.
19) G. Kass, *England und Deutschland von 1900-1958*, p. 97.

non, au lieu de cela nous déclarons que l'Allemagne devrait être réunifiée.»[20]

Au printemps 1965, ce même historien, l'«un des germanophobes britanniques les plus forcenés»,[21] menait, dans une série de conférences devant les caméras de la BBC, une «campagne générale contre toute assistance britannique en faveur de la réunification de l'Allemagne»,[21] et déclarait:

> «Le peuple britannique n'a aucun intérêt à voir l'Allemagne réunifiée. Bien au contraire. La grande majorité est enchantée de cette chance inouïe qui a permis de diviser l'Allemagne, et de lui retirer toute sa puissance... Les principaux partisans de Wilson [Premier ministre en 1965 et dirigeant du parti travailliste] sont ceux qui s'opposent en même temps le plus fermement à une réunification allemande.»[21]

---

20) *ibid.*, p. 109.
21) *Frankfurter Allgemeine*, 15 mars 1965, p. 3.

Les États-Unis d'Amérique

> «Roosevelt et le *New Deal* ont accompli un bon travail de réparation, mais n'ont pas résolu notre problème, pas plus que ne l'avait fait l'économie privée. Nous avons honte de le reconnaître mais les faits restent simplement ce qu'ils sont: notre problème n'a trouvé une solution provisoire que grâce à l'aide opportune du plus grand des maux: la guerre! Notre mémoire défaillante aurait-elle oublié que la grande dépression qui avait duré jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale n'était pas encore surmontée? À ce moment, notre production n'avait atteint que le niveau de 1929, nous comptions encore huit millions de chômeurs, notre produit national était encore, d'après les prix de 1939, de 10 milliards de dollars inférieur à celui de l'année du krach de la bourse au début de la dépression.»[1)]

Voilà le résumé des expériences de William Shirer, admirateur de Roosevelt et publiciste, à propos de la politique du *New Deal*. Proclamé en 1933 par Roosevelt, ce programme était un mouvement de dirigisme politico-économique tenté par le gouvernement américain pour surmonter les effets de la crise économique mondiale. Le président Roosevelt sut toutefois détourner la crise politique interne qui l'attendait, et ce par des moyens qui ne font certes pas honneur à la démocratie américaine. Les détails de sa politique de guerre ne sont plus un secret pour personne: on peut les trouver dans tout ouvrage historique bien documenté. Traçons un bref aperçu des lignes directrices de sa politique étrangère au cours des années décisives jusqu'au déclenchement de la guerre.

Cela commença de manière bien innocente:

> «Depuis 1933, Hitler avait été critiqué de façon mordante dans la presse américaine.
>
> Des dépêches de représentants américains à Berlin renforcèrent les sombres appréhensions et le pessimisme des journaux américains.
>
> Entre 1933 et 1939, de larges couches de la population américaine ont été victimes d'un conditionnement progressif pour livrer bataille sur une frontière étrangère...
>
> Lorsque Hitler réarma l'Allemagne.., de plus en plus de gens de cet

---

1) E. J. Reichenberger, *Wider Willkür und Machtrausch*, p. 334.

hémisphère pensaient que sa volonté de puissance les menaçait tout autant que ses voisins européens.»[2]

On jugera de la forme donnée aux «dépêches de représentants américains à Berlin» déjà à cette époque par l'exemple du rapport du 21 avril 1934 de l'attaché commercial adjoint, Douglas Miller, sur la situation en Allemagne:

«L'objectif fondamental des nazis est de garantir aux Allemands une part supérieure des biens futurs du monde, l'expansion du territoire allemand et la croissance de la race allemande, jusqu'à devenir la nation la plus grande et la plus puissante du monde et, selon les déclarations de certains dirigeants nazis, jusqu'à dominer le globe entier.»[3]

Pour se conformer à la vérité historique, il faut remarquer ici qu'il n'existe aucune pareille déclaration de «dirigeants nazis».

La presse et, en particulier, les milieux financiers se heurtèrent de prime abord aux succès économiques de Hitler, d'autant plus que – comme il a été dit – ils n'étaient pas eux-mêmes en mesure de surmonter leur propre crise dans ce domaine. Les succès de Hitler touchaient aux intérêts des États-Unis en ce sens que 40% des dettes extérieures allemandes, soit 1,8 milliard de dollars, reposaient sur des crédits américains, contractés à l'époque de la République de Weimar et dont le remboursement devait être effectué maintenant selon des critères qui ne contrecarraient pas la relance économique de l'Allemagne. Hitler était décidé à éliminer toute pression économique et financière de l'étranger, mais tout en restant entièrement disposé à honorer toutes les dettes de banque et de commerce. Un rapport de la *Commercial and Financial Chronicle* sur le plan Dawes de 1924 illustre le progrès par rapport à la dépendance économique de la République de Weimar:

«Le processus que l'on a proposé n'a pas son pareil dans l'histoire. L'Allemagne est considérée et administrée comme une société qui, n'étant plus en mesure de remplir ses obligations de paiement, est adjugée au tribunal et transférée au curateur de la faillite.

En fait, les affaires intérieures ont été soumises à des contrôles étrangers, sans précédent de nos jours comme dans le passé.

Il n'a jamais été proposé de s'emparer aussi totalement des biens d'une nation.»[4]

---

2) C. Tansill, *Back Door to War*, pp. VII-VIII, 40.

3) Department of State, *Peace and War – United States Foreign Policy 1931-1941,* p. 15.

4) M. Sering, *Germany under the Dawes Plan*, London 1929, p. 64 *seq.*, cité par C. Tansill, *op. cit.*, p. 30.

Jusqu'à présent, la question des réparations de Versailles et la politique américaine d'emprunt branchée en parallèle (voir les plans *Dawes* et *Young*, de 1924 et 1929 respectivement) avaient été établies exclusivement au profit des intérêts politiques et économiques des vainqueurs. En juin 1933, F.D. Roosevelt pensait encore pouvoir continuer à mépriser, toujours aussi radicalement, les problèmes vitaux de l'Allemagne et d'autres États européens en faveur de ses intérêts politiques. Il torpilla la conférence économique mondiale assemblée à Londres le 12 juin 1933, en refusant d'adhérer à nouveau à l'étalon or pour les échanges internationaux, et d'aborder la question des problèmes monétaires découlant de la crise économique mondiale, de la politique de réparation et de la nouvelle situation politique de l'Allemagne. Les questions de la politique des crédits, du niveau des prix, de la limitation de la circulation monétaire, de la balance des paiements, des tarifs douaniers, des quotas, des subventions et de la reprise de la circulation internationale des crédits, restèrent en suspens. Plus les inconvénients provoqués par son attitude étaient mis en lumière, plus Roosevelt en faisait endosser la responsabilité aux «agresseurs» et ce de manière provocante et arrogante. Pour les paralyser économiquement, il conclut bientôt des accords bilatéraux avec les «démocraties pacifistes» et, le 31 janvier 1934, il fixa de son propre chef une nouvelle parité entre le dollar et l'or, qui ne représentait que 59,66% de la parité courante. Le commerce extérieur avec les autres pays, et particulièrement avec l'Allemagne, fut fortement entravé par cette dévaluation radicale de la monnaie américaine. Le boycott par Roosevelt de la conférence économique mondiale eut dans l'ensemble l'effet suivant:

a) La mise en difficulté des exportations allemandes déclencha inévitablement des tentatives d'autarcie;

b) Les efforts d'entente des États européens (négociations pour un pacte quadripartite entre l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne en juillet 1933, conférences de désarmement, etc...) furent largement entravés, voire anéantis;

c) La «presse libre» des États-Unis fut encouragée à envenimer sa polémique hostile;

d) Vu la situation économique dépressive permanente des États-Unis, le rétablissement économique de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon n'était pas propre à amener Roosevelt à changer sa position envers ces trois pays. Il recherchait toujours de nouveaux prétextes pour distraire la population de son pays inquiète sur le plan économique, par des alertes contre de prétendues menaces provenant de l'étranger.

Dès avant 1937 des hommes politiques et des diplomates étrangers avaient signalé que les travaux préparatoires des journalistes aux États-Unis n'allaient pas par hasard dans le sens indiqué par Roosevelt. Le 11 avril 1935, le comte Szembek, alors sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Varsovie, notait dans son journal l'entretien qu'il avait eu avec Bullitt, l'ambassadeur américain:

> «En terminant, j'ai formulé l'avis qu'actuellement nous étions témoins d'une politique agressive du monde extérieur contre Hitler beaucoup plus que d'une action agressive de la part de l'Allemagne.»[5)]

Dès le 4 avril 1935, le comte Szembek constatait:

> «que toutes les rumeurs qui circulent au sujet de la guerre, proviennent toujours de la même source, c'est-à-dire des milieux juifs et francs-maçons, et sont répandues par les IIe et IIIe Internationales.»[5)]

Le mois précédent, le 18 mars 1935, le même comte Szembek inscrivit dans son journal une remarque de l'ambassadeur des États-Unis à Varsovie, Cudahy, laquelle fit apparemment référence aux années immédiatement précédentes:

> «Les Juifs et les intellectuels allemands, qui y sont réfugiés, inspirent l'opinion publique américaine dans un sens défavorable à l'Allemagne hitlérienne.»[6)]

Indépendamment de ces accusations éventuellement justifiées de certains émigrés, on ne peut absoudre le gouvernement des États-Unis d'avoir favorisé les mensonges exprimés dans la presse. Roosevelt lui-même incitait la presse à soulever le peuple américain.

Dans le discours de la quarantaine, le 5 octobre 1937 à Chicago, Roosevelt recommandait de mettre en quarantaine les «agresseurs» – bien évidemment seuls les Allemands, les Italiens et les Japonais. Il recommandait aussi de combattre le «règne de la terreur et l'illégalité selon le droit international» et il désignait clairement les pays susmentionnés. Tout cela démontrait combien la politique du président américain devenait de plus en plus belliqueuse.

> «En réalité, cette allocution n'était que vantardise de haute gamme.

---

5) J. Szembek, *Journal 1933-1939*, pp. 60 et 58.
6) *ibid*, p. 48.

Roosevelt était bien davantage inquiet des défaites électorales de son propre parti que des mouvements des Japonais en Mandchourie. Une récession économique aux États-Unis avait démontré clairement que le battage des politiciens du *New Deal* avait été très mal reçu par les ouvriers au chômage. Le journal de Morgenthau [*Morgenthau Diaries*] renferme des preuves irréfutables de l'inquiétude profonde du gouvernement devant l'ampleur de l'effondrement de l'économie nationale...

Ce "discours de la quarantaine" avait des résonances sinistres destinées à terrifier le peuple américain. Dans de vastes contrées du monde régnait un "régime de terreur" et les "événements marquants et les traditions qui caractérisent le progrès des civilisations dans une vie empreinte de légalité, d'ordre et de justice" étaient balayés. "Des peuples et nations innocents" étaient "sacrifiés cruellement à l'avidité de pouvoir et de prédominance, vides de tout sens de justice et de conception philanthropique". Si une telle situation alarmante existait dans d'autres contrées du monde, ce serait vaine illusion de "s'imaginer que l'Amérique puisse y échapper, puisse s'attendre à la clémence et que l'hémisphère occidental échappe à l'agression et puisse continuer à développer les mœurs et les arts de la civilisation dans le calme et la paix".»[7)]

Nous voici en présence de la phraséologie provocatrice qui d'ordinaire aplanit les voies vers la guerre. La presse américaine réagit certes de différentes façons devant cette invitation à l'«action commune», mais elle était unanime à reconnaître que le président F.D. Roosevelt avait prononcé là son premier appel qui ferait date dans l'histoire de la croisade. Des connaisseurs et des collaborateurs de Roosevelt qualifient ce «discours de la quarantaine» de «jalon pour la politique étrangère des États-Unis».[8)] Ce «premier roulement de tambour dans l'orchestre démocratique»[9)] fut mis en scène en un temps où aucune révision territoriale n'avait été revendiquée par la partie allemande, et où aucun pays européen ne se sentait menacé par l'Allemagne – et où, par contre, Roosevelt et ses conseillers s'inquiétaient de la régression économique et du chômage dans leur propre pays et avaient reconnu être «arrivés au terme des improvisations».[10)]

En janvier 1938, Roosevelt laissait percevoir qu'il voulait concentrer la politique des dépenses de l'État sur la construction de navires de guerre afin de pallier la crise économique.[11)]

7) C. Tansill, *op. cit.*, pp. 476-477.
8) S. J. Rosenmann, *Working with Roosevelt*, p. 161.
9) E. Ludwig, *Roosevelt, Studie über Glück und Macht*, p. 242.
10) C. A. Beard, *American Foreign Policy in the Making 1932-1940*, p. 178.
11) J. T. Flynn, *The Roosevelt Myth*, p. 174.

Le 28 janvier 1938, dans un message écrit adressé au Congrès, Roosevelt recommandait un renforcement de la défense nationale, vu l'armement croissant «à une vitesse alarmante et sans précédent» d'autres nations:

> «Le président dit qu'une "défense suffisante" signifie que nous devons arrêter tout ennemi potentiel à des centaines de kilomètres des frontières de notre continent, non seulement pour la protection de nos côtes mais aussi pour la protection de nos populations situées loin à l'intérieur des terres. Nous ne pouvons croire, dit-il, que notre défense se limite à un océan et une côte et que les autres resteront avec certitude à l'abri des menaces.»[12)]

Début février 1938, Roosevelt écrit dans une lettre privée à Lord Elibank, homme politique influent en Angleterre, qu'il œuvre corps et âme pour:

> «éduquer l'opinion publique américaine pour l'amener à se joindre à une croisade contre Hitler.»[13)]

L'*Anschluß* de l'Autriche, le 11 mars 1938, dont le secrétaire d'État Hull avait pris acte sans «inquiétude» ni «attitude critique, voire défavorable», était caractérisée quelques jours plus tard – «vraisemblablement», selon l'ambassadeur allemand aux États-Unis, Dieckhoff, «sur intervention personnelle du président» – de «rupture de traité, de militarisme et de viol».[14)] La mobilisation tchèque non motivée du 20 mai 1938 – et donc la crise des Sudètes – fut renforcée par Roosevelt, fin juin 1938, par son annonce publique du retrait de la flotte américaine du Pacifique pour la concentrer dans l'Atlantique.

> «C'était suffisamment clair et ce fut d'ailleurs interprété à Londres comme une sommation à se préparer à la guerre.»[15)]

En août 1938, Roosevelt prononça un discours au Canada, dans lequel il se livrait de nouveau à l'agitation:

> «Le Dominion canadien fait partie de la famille d'États qui constituent l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des États-

---

12) Department of State, *Peace and War – United States Foreign Policy 1931-1941*, pp. 52-53.
13) Lord Elibank, *Contemporary Review*, juin 1955, «Franklin Roosevelt, Friend of Britain».
14) C. Tansill, *op. cit.*, p.383.
15) H. Sündermann, *Die Pioniere und die Ahnungslosen*, p. 150.

> Unis ne restera pas inactif lorsque la souveraineté du territoire canadien sera menacée par un autre empire.»[16)]

Comme il avait déjà en tout cas divisé le monde en «démocraties pacifiques» et en «États totalitaires», les allusions subliminales, continuellement ressassées, au danger d'une agression contre le continent américain ne pouvaient s'adresser qu'à l'Allemagne ou au Japon.

Début septembre 1938, le président Roosevelt donna instruction à son ambassadeur à Londres, Kennedy, de faire part au Premier ministre britannique que les États-Unis approuveraient tout parcours dans lequel Chamberlain désirerait s'engager.[16)] Kennedy assura au ministre des Affaires étrangères britannique que – au cas où la Grande-Bretagne serait impliquée dans la guerre européenne,

> «l'histoire de la dernière guerre se répéterait, mais que l'Amérique interviendrait bien plus rapidement qu'au cours de la dernière guerre....
>
> Il s'agissait là d'un chèque en blanc important et Chamberlain l'avait sans aucun doute en mémoire lors de la crise de Munich. Pourtant, je [Tansill] n'ai pu trouver aucun témoignage dans les archives du Département d'État montrant nettement que l'on aurait fait pression sur le Premier ministre en faveur d'une paix à tout prix.»[17)]

Les raisons de l'antipathie de Roosevelt envers l'Allemagne ne peuvent guère s'expliquer par rapport à la «question juive»: les milieux compétents des États-Unis savaient parfaitement bien que les Juifs étaient sensiblement moins bien traités en Pologne qu'en Allemagne. Jusqu'au déclenchement de la guerre, les protestations adressées au Congrès à Washington contre les mesures antisémites de la Pologne dépassaient largement en nombre et en substance les plaintes contre les mesures antisémites du gouvernement du Reich.[18)] Les raisons de Roosevelt ne peuvent toutefois pas reposer davantage sur des motifs éthiques ou idéologiques. En effet, Roosevelt avait même essayé de se lier très tôt avec Staline. Celui-ci gouvernait pourtant de manière bien plus dictatoriale que Hitler. Il n'avait pas été élu par le peuple et il réclamait en fait «la suppression de toutes les religions et démocraties», objectif pour lequel Roosevelt blâmait bien à tort le national-socialisme.[19)]

---

16) E.E. Robinson, *The Roosevelt Leadership 1933-1945*, p. 241.

17) C. Tansill, *op. cit.*, pp. 407, 427-428.

18) *Foreign Relations of the United States 1938*, vol. II, p. 647 *seq.*, D. Hoggan, *The Forced War*, p. 101 (éd. all.,*Der erzwungene Krieg*, p. 813) et H. Sündermann, *op. cit.*, p. 164 *seq.*

19) F.D. Roosevelt, *Amerika und Deutschland 1936-1945*, p. 39: allocution de Roosevelt le 15 mars 1941 à la radio, p. 67; allocution de Roosevelt le 6 janvier 1942 devant le Congrès.

La conférence de Munich ne concernait pas plus les États-Unis que, par exemple, une conférence des États panaméricains sur la cession d'une zone frontalière du Mexique aux États-Unis n'aurait jamais été l'affaire de l'Allemagne. Néanmoins, le président américain s'immisçait dans les problèmes d'un continent étranger, fort lointain. Roosevelt qui, dès septembre 1938, ayant un mauvais rhume, «voulait tuer Hitler et avoir le nez amputé»[20] et qui alors – peut-être pour mieux exécuter ce projet? – suggérait à Hitler d'accepter une conférence internationale, en terrain neutre, sans la participation des États-Unis,[20] éprouvait – après la conférence de Munich

> «de fortes inquiétudes devant la politique d'apaisement de Chamberlain et ses implications. Il déclara sombrement... qu'il soupçonnait la Grande-Bretagne et la France de vouloir donner Trinidad et la Martinique à Hitler pour le contenter – et que si tel était le cas, il enverrait sa flotte pour prendre les deux îles.»[20]

Afin de donner un poids réel à cette belliqueuse agitation, Roosevelt dépêcha son ambassadeur, Bullitt, en Europe, avec des instructions à ce sujet et des pouvoirs étendus. En même temps, il rappela d'Europe à Washington son ami personnel et conseiller, Bernard Baruch, et lui demanda d'«informer» la presse d'«une menace allemande réelle et imminente contre l'Amérique du Sud», thème que Churchill récupéra immédiatement à Londres pour son action d'agitateur.[21]

Par contre, le 19 novembre 1938, Bullitt déclarait à l'ambassadeur polonais à Washington, Jerzy Potocki:

> «Ce serait le désir des États démocratiques de voir se déclencher à l'est un conflit belliqueux entre le Reich allemand et la Russie.
>
> Comme je lui demandais si les États-Unis prendraient part à une telle guerre, il [Bullitt] répondit: "Sans aucun doute, mais à la seule condition que l'Angleterre et la France fassent le premier pas". Les esprits aux États-Unis, me dit-il, étaient si montés contre le nazisme et l'hitlérisme que dès maintenant régnait parmi les Américains une psychose analogue à celle que l'on avait vue en 1917 avant la déclaration de guerre de l'Amérique à l'Allemagne...
>
> Ensuite Bullitt parla de la question Ukrainienne et des tentatives de l'Allemagne en Ukraine. Il confirma que l'Allemagne disposait d'un personnel ukrainien complet qui allait prendre en mains à l'avenir le Gouvernement de l'Ukraine et y fonder un État ukrainien indépendant sous

20) J. Burns, *Roosevelt: The Lion and the Fox*, pp. 387-388.
21) *The Times*, Londres, 15 octobre 1938, cité par H. Sündermann, *op. cit.*, p. 155.

l'influence allemande. "Une telle Ukraine, continua Bullit, serait naturellement très dangereuse pour vous, car elle ferait sentir directement son influence sur les Ukrainiens de la partie orientale de la Petite Pologne"...»[22)]

Potocki sembla, lui aussi, singulièrement étonné par ces explications, puisqu'il conclut son rapport à Varsovie en ces termes:

> «En ce qui concerne la situation à l'est de l'Europe, Bullitt ne se montra pas trop bien informé et poursuivit la conversation d'une façon assez superficielle.»[22)]

On relève un encouragement similaire pour un affrontement avec l'Allemagne dans une note du haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, Carl J. Burckhardt. Le 2 décembre 1938, Burckhardt rapporte un entretien avec l'ambassadeur des États-Unis à Varsovie, Biddle, au secrétaire général de la Société des Nations, Avenol:

> «Il [Biddle] prétend, avec une satisfaction surprenante,[23)] que les Polonais sont décidés à faire la guerre pour Dantzig. Qu'ils opposeront la souplesse à la force motorisée de l'armée allemande... Au mois d'avril nous aurons la nouvelle crise, me dit-il, jamais, depuis le Lusitania, il n'y a eu en Amérique une telle haine religieuse de l'Allemagne. Chamberlain et Daladier seront balayés par l'opinion publique. Guerre sainte.»[23) + 23a)]
>
> «Dès le 1er décembre, l'ancien ministre adjoint américain à la Guerre communiquait, lors d'une convention militaire américaine, que 10 000 usines auraient reçu "leurs programmes définitifs de production pour la guerre"; une communication analogue était faite le même jour devant la Chambre des Communes britannique à propos de l'industrie anglaise.»[24)]

Le 14 novembre 1938, Roosevelt rappela son ambassadeur à Berlin, Hugh Wilson, pour consultation et rapport à Washington. Wilson ne retourna plus à son poste, si bien que la mesure prise par Roosevelt équivalait quasiment à une rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

Le 6 décembre 1938, Roosevelt réprouvait ouvertement la déclaration germano-française de paix et d'amitié, qui venait d'être signée.[25)] Il se trouvait

---

22) Livre Blanc Allemand N° 3, *Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre*, doc. 4, Potocki après Varsovie le 21 novembre 1938.

23) C. J. Burckhardt, *Meine Danziger Mission 1937-1939*, p. 225.

23a) C.J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig 1937-1939*, pp. 252-253.

24) H. Sündermann, *op. cit.*, p. 158, cite *The Times*, Londres, 2 décembre 1938.

25) G. Bonnet, *Fin d'une Europe, De Munich à la Guerre*, p. 40.

ainsi en bonne compagnie avec Staline, car sa politique visait à miner la paix et l'amitié d'autres nations pour de simples motifs idéologiques. Le 4 janvier 1939 – deux mois et demi avant l'entrée de Hitler à Prague! – Roosevelt demanda au Congrès la révision de la loi de neutralité, l'approbation d'un crédit de près de 1,3 milliard de dollars pour l'armement[26)] et lança une mise en garde provocatrice et vexatoire à l'Allemagne.[27)]

Ses motifs en étaient:

> «Nous sommes entourés du grondement de guerres – militaires et économiques – non déclarées. Tout autour de nous, pleuvent des menaces de nouvelles agressions – militaires et économiques.
>
> Il vient un moment dans l'histoire où les hommes doivent se préparer à défendre, non seulement leurs foyers, mais leurs doctrines religieuses et humanitaires, sur lesquels sont fondés leurs cultes religieux, leurs gouvernements et leurs civilisations. Il s'agit d'une seule et même lutte, qu'il s'agisse de la défense de la religion, de la démocratie ou de la bonne foi entre les nations. Pour sauver l'une d'entre elles, nous devons nous décider maintenant (*we must now make up our minds*) à les sauver toutes...
>
> Les pieuses (*God-fearing*) démocraties ne peuvent pas toujours laisser passer, sans protester efficacement, des actes agressifs. Il existe bien des méthodes à la limite de la guerre, mais plus durables et plus efficaces que de simples mots, pour démontrer énergiquement aux gouvernements agresseurs tous les sentiments de notre propre peuple.»[27)]

En déclarant que «notre frontière [américaine] se trouve sur le Rhin»,[28)] il posait de nouveaux jalons:

> «Que Roosevelt ait prononcé cette phrase ou non, il croyait en tout cas fermement que la frontière de l'Amérique longeait le Rhin, et il a agi en conséquence...»[29)]

Cette déclaration n'était qu'une répétition des idées proclamées le 28 janvier 1938 devant le Congrès et, début février 1939, il allait la répéter sous la forme suivante:

> «En cas de guerre, la frontière des États-Unis serait en France.»[30)]

---

26) H. Dahms, *Roosevelt und der Krieg*, p. 25.
27) J. Burns, *op. cit.*, p. 389.
28) E. Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace*, p. 203 (éd. all., *Entlarvte Heuchelei*, p. 131).
29) R. Sherwood, *Roosevelt und Hopkins*, pp. 85-86.
30) G. Bonnet, *op. cit.*, p. 106.

L'Ambassadeur extraordinaire américain, Bullitt, contesta certes ce mot de Roosevelt «que la frontière de l'Amérique se situerait sur le Rhin», mais il déclarait cependant:

> «Le président a certainement dit qu'il vendait des avions à la France, l'armée française étant la première ligne de défense des États-Unis.»[31)]

Le point de vue de Roosevelt ressort dans ce même rapport de février 1939 [ci-dessus] de l'ambassadeur polonais à Paris, Lukasiewicz, à savoir que:

> «les nouveaux succès de l'axe Rome-Berlin qui ruinent le prestige comme l'autorité de la France et de l'Angleterre, en tant que Puissances impériales, menacent déjà presque directement les intérêts matériels des États-Unis.»[31)]

On ne parle pas seulement de «moyens de contrainte d'une importance capitale» à l'égard de l'Angleterre qui suffiraient «à empêcher l'Angleterre de s'engager dans la voie d'une politique de compromis dont la France ferait les frais», mais encore de moyens de pression, surtout de caractère économique, tout aussi efficaces envers l'Allemagne et l'Italie, «d'une nature telle qu'on peut y avoir recours sans avoir le moins du monde à redouter de résistance dans la politique intérieure». Cette pression que l'on envisageait comme possible

> «pourrait largement contribuer à prévenir l'explosion d'un conflit armé ou empêcher l'évolution de la situation européenne dans une direction indésirable du point de vue de Washington.»[31)]

La première partie de la phrase n'a certainement été rédigée que pour les actes, car l'«évolution de la situation européenne» devait, selon le souhait du président américain, aller dans le sens de:

> «voir se déclencher à l'est un conflit belliqueux entre le Reich allemand et la Russie.»[22)]

Le mot d'ordre du gouvernement américain disait déjà que la frontière des États-Unis devait être sur le Rhin[32)] et la frontière anglaise à la Vistule.[33)] Il

---

31) Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 9.
32) J. Burns, *op. cit.*, p. 400.
33) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 102. Le Premier

n'est donc pas étonnant qu'à la mi-janvier 1939 le gouvernement polonais, «influencé sans doute aussi par la diplomatie des États-Unis, se soit définitivement décidé à un refus à l'égard du Reich», et ait préféré considérer une «acceptation des propositions au sujet de Dantzig et des voies routières comme équivalent à la perte de l'indépendance de la Pologne et à l'acquiescement d'un rôle de vassal».[34] Ainsi, l'ambassadeur américain à Londres, Kennedy, pouvait déclarer rétrospectivement, en décembre 1945:

> «Ni les Français, ni les Anglais n'auraient pris la question germano-polonaise comme prétexte de guerre, si Washington n'avait pas constamment insisté.»[35]

Des rapports de l'ambassadeur polonais à Washington, Potocki, les 12 et 16 janvier 1939, rendent compte de la teneur d'entretiens avec des hommes politiques et des diplomates nord-américains compétents.[36]

Cinq points caractéristiques de l'évolution y sont cités:

a) Relance de la politique étrangère par F.D. Roosevelt;

b) Condamnation renforcée et sans équivoque des États «totalitaires», terme par lequel il faut toutefois comprendre uniquement l'Allemagne, l'Italie et le Japon et non l'Union soviétique, la Pologne, le Portugal, la Chine ni d'autres États;

c) Préparation rapide et considérable à la guerre;

d) Pression sur la France et l'Angleterre notamment en se référant aux statistiques de l'armement américain. Toute politique de compromis de la part des «États totalitaires» doit être combattue et tout pourparler concernant les modifications de frontières doit être refusé;

e) Abandon de la politique d'isolement grâce à l'assurance donnée par les États-Unis qu'ils interviendraient activement aux côtés de l'Angleterre et de la France en cas de guerre.

Le 12 janvier 1939, Potocki note spécifiquement:

> «L'état d'esprit qui règne actuellement aux États-Unis se caractérise par une haine toujours croissante du fascisme... La propagande est sur-

---

ministre français, Daladier, déclarait en avril 1939 à propos de la promesse d'assistance britannique: «Les Anglais sont disposés maintenant à voir leurs frontières, non plus au Rhin mais à la Vistule».

34) H. Roos, *Polen und Europa*, p. 395.

35) C. Tansill, *op. cit.*, p. 556, et W. Millis, *The Forrestal Diaries*, p. 121 *seq.*

36) L'authenticité de ces documents parus dans le Livre Blanc Allemand N° 3 est établie. Voir pp. 113-114.

tout entre les mains des Juifs; la radio, le cinéma, la presse et les périodiques leur appartiennent presque 100 p. c. [sic]...

La situation telle qu'elle se présente ici, constitue un excellent forum pour les orateurs de tous genres et les émigrés d'Allemagne et de Tchéco-Slovaquie qui n'épargnent mot pour exciter, par les calomnies les plus diverses, le public de ce pays...

Il est très intéressant de constater que, dans cette campagne, très bien conçue, menée principalement contre le national-socialisme, la Russie soviétique est presque complètement exclue. Si jamais elle est mentionnée, elle l'est de façon amicale et l'on présente les choses comme si la Russie soviétique faisait partie intégrante du bloc des États démocratiques...

En dehors de cette propagande, on crée, de plus, artificiellement une psychose de guerre: on raconte au peuple américain que la paix en Europe ne tient plus qu'à un fil, qu'une guerre est inévitable. A ce sujet, on démontre, sans équivoque, au peuple américain que, dans le cas d'une guerre mondiale, l'Amérique devrait, elle aussi, intervenir activement pour défendre les mots d'ordre de liberté et de démocratie dans le monde...

La méthode était très simple, il suffisait de mettre en scène adroitement, d'une part, le danger de guerre que le Chancelier Hitler faisait planer sur le monde, il fallait, d'autre part, créer un épouvantail évoquant une attaque des États totalitaires contre les États-Unis. Le Pacte de Munich a été une bonne aubaine pour le Président Roosevelt. Il l'a présenté comme une capitulation de la France et de l'Angleterre devant le militarisme belliqueux de l'Allemagne...

En outre, c'est la brutale action entreprise en Allemagne contre les Juifs et c'est le problème des émigrés qui attisent toujours à nouveau la haine existant contre tout ce qui se rapporte d'une façon quelconque au national-socialisme allemand. A cette campagne ont participé les divers intellectuels juifs... qui sont personnellement liés d'amitié avec le Président Roosevelt. Ils veulent que le Président Roosevelt devienne le protagoniste des Droits de l'homme, de la liberté religieuse et de la liberté de parole; il doit, à l'avenir, punir les fauteurs de troubles. Ce groupe de personnes, qui occupent les plus hautes situations dans le Gouvernement américain et qui voudraient se faire passer pour les représentants du "vrai américanisme" et pour les "Défenseurs de la démocratie" se rattachent, au fond, par d'insolubles liens, à la juiverie internationale. Pour cette Internationale juive, qui a surtout en vue les intérêts de sa race, la promotion du Président des États-Unis à ce poste "idéaliste au possible" de défenseur des Droits de l'homme, a été un coup de génie. Ils ont de cette façon créé un très dangereux foyer de haine et d'hostilité dans cet hémisphère et ont divisé le monde en deux camps ennemis. Tout ce problème est machiné de façon mystérieuse. On a mis à la disposition de Roosevelt les éléments fondamentaux qu'il fallait pour animer la politique extérieure de l'Amérique et, ainsi, créer, en même temps, les stocks militaires énormes à utiliser pour la guerre prochaine, à laquelle les Juifs poussent

en pleine connaissance de cause. Au point de vue politique, il est très commode de détourner l'attention du public de l'antisémitisme toujours croissant en Amérique, en parlant de la nécessité de défendre la foi et la liberté individuelle contre les assauts du fascisme.»[37)]

L'ancien haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, C.J. Burckhardt – un observateur et expert, sans aucun parti pris favorable à l'Allemagne – commente ce document en ce sens:

«Ce texte pourrait émaner d'un diplomate allemand, [mais jamais un tel diplomate n'aurait été aussi bien informé].»[38)]

On peut admettre avec certitude que Burckhardt avait des motifs solides en 1960 pour émettre un tel commentaire. Ne se souvenait-il pas toujours nettement du conseil que lui avait donné le président du Congrès juif mondial, Nahum Goldmann, avant guerre?

«Vos manœuvres d'apaisement à Dantzig sont néfastes. Une protestation publique contre la situation de Dantzig est nécessaire au nom de l'intérêt général, à cause de la situation du peuple juif dans son ensemble.»[39)]

En fin de compte, cette recommandation n'avait pas d'autre but que de raviver les querelles attisées depuis des années par de semblables groupes d'intérêt à Dantzig.

En février 1939, l'ambassadeur Bullitt déclarait à son collègue polonais à Paris, Lukasiewicz que:

«Cette manière de voir des milieux dirigeants de Washington est dépouillée de toute idéologie et procède exclusivement de la nécessité de défendre les intérêts pratiques des États-Unis...

Les États-Unis disposent à l'égard de l'Angleterre de différents moyens de contrainte d'une importance capitale. La seule menace de leur emploi suffira à empêcher l'Angleterre de s'engager dans la voie d'une politique de compromis....»[40)]

---

37) Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 6.
38) C. J. Burckhardt, *Meine Danziger Mission 1937-1939,* pp. 253-256 (ce texte manque dans la traduction française ainsi que le rapport de J. Potocki - voir note 37- dont Burckhardt cite un passage important. Note du traducteur).
39) *ibid.*, p. l04 (éd. fse. p. 115).
40) Livre Blanc Allemand N° 3, doc. 9.

Toutes ces données sont **antérieures** à l'entrée des Allemands dans Prague. L'occupation de la Bohême-Moravie ne pouvait donc être la cause de cette attitude.

Après que Hitler eut occupé la Bohême-Moravie, et Mussolini l'Albanie, Roosevelt expédia une note de menace à Chamberlain, dont le contenu signalait que «l'Amérique ne soutiendrait plus les démocraties si celles-ci s'en tenaient aux accords de Munich» (il était fait allusion ici aux déclarations de paix et d'amitié avec l'Allemagne).[41)]

Le 19 mars 1939, Lukasiewicz et Bullitt affirmaient au ministre des Affaires étrangères polonais que le président Roosevelt ferait tout pour affronter militairement l'Allemagne.

> «Bullitt fit savoir à la Pologne que l'espoir des Allemands de conquérir Dantzig lui était connu et qu'il comptait sur ce que les Polonais se tiennent prêts à exploiter la question de Dantzig comme une occasion de provoquer la guerre. Il pressa Lukasiewicz de répondre à la demande de livraison d'armes et d'autre assistance militaire de l'Occident.»[42)]

L'ambassadeur extraordinaire du président américain activa en outre les préparatifs de guerre diplomatiques à Paris et Londres. Le 26 mars 1939, il pressait son collègue à Londres, Kennedy, d'informer Chamberlain du souhait des États-Unis:

> «de voir la Grande-Bretagne entrer en guerre contre l'Allemagne au cas où le litige à propos de Dantzig déclencherait une conflagration entre l'Allemagne et la Pologne.»[43)]

Comment les États-Unis – qui, à ce moment-là, doutaient encore de la détermination des dirigeants britanniques d'entrer en guerre – pensaient-ils donner plus de poids à leurs «recommandations» à Londres? La réponse à cette question découle des entretiens secrets entre Bullitt et Lukasiewicz qui eurent lieu au même moment. Bullitt assura à son collègue polonais à Paris «qu'au sommet de la prochaine crise, les États-Unis seraient bien en mesure de provoquer une mobilisation britannique».[44)]

---

41) J. Béarn in *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45*, p. 211.
42) D. Hoggan, *op. cit.*, p. 308 (éd. all., p. 412).
43) *ibid.*, p. 336 (éd.all., p. 448).
44) *ibid.*, p. 326 (éd. all., p. 436).

Informé de la garantie britannique à la Pologne, envisagée pour le 31 mars 1939, le président Roosevelt déclara à son ambassadeur à Londres qu'il «estimait cette déclaration excellente» et «qu'elle aurait une très grande influence».

> «Les États-Unis, disait-il [l'ambassadeur Kennedy à Halifax], pensent qu'une guerre est imminente mais le président [Roosevelt] n'estime pas que cela soit préjudiciable.»[45]

Roosevelt rendit l'atmosphère plus alarmante encore dans son pays par de nombreux discours où il plaça aussi «la guerre au centre des délibérations» (discours à Warm Springs des 8 et 9 avril, et à Washington le 14 avril devant le comité directeur de l'Union panaméricaine). L'alerte fut donnée en secret par des messages de Bullitt et du ministre des Affaires étrangères français, Bonnet, à Paris. D'après eux «la guerre pouvait éclater d'un moment à l'autre»,[46] ce qui n'était pas de nature à calmer les esprits. Si Roosevelt déclarait encore le 14 avril qu'il n'y aurait pas d'«encerclement... d'une nation pacifique bien définie par d'autres nations pacifiques», il n'en comparait pas moins les Allemands et les Italiens aux Huns et aux Vandales, montrant ainsi clairement combien activement il avait lui-même travaillé à cet encerclement. Plus tard, à la conférence de Yalta, le 8 février 1945, Staline devait lever son verre et porter un toast à Roosevelt, le qualifiant de «premier forgeron des outils ayant conduit à la mobilisation du monde contre Hitler» et cela «bien que son pays ne fût pas immédiatement menacé».[47]

Les intentions de Roosevelt devinrent d'autant plus claires qu'immédiatement après le discours du 14 avril 1939, il lança un appel à Hitler et à Mussolini leur suggérant de faire une promesse de non-agression de dix ans à 31 pays, dont deux États du Proche-Orient se trouvaient même sous mandat étranger.

Les États-Unis participeraient aux négociations ainsi engagées. Aucun des pays mentionnés ne s'était plaint jusqu'alors à Roosevelt d'une menace de la part de l'Allemagne.

> «En accusant les dictateurs d'être de nouveaux Huns et de nouveaux Vandales le président ne pouvait que provoquer une riposte acerbe. Afin d'attiser leur colère au plus haut point et de les exciter à tenir des propos violents dans leurs réponses – ce qui mettrait l'opinion publique américaine

---

45) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 586.
46) C. Tansill, *op. cit.*, p. 518.
47) *Die Jalta-Dokumente*, p. 225.

> d'humeur belliqueuse – le président tint une conférence de presse le 15 avril [1939] et eut ici recours à ses talents de comédien afin de faire une impression particulièrement forte sur ses auditeurs par la manière dont il avait giflé en paroles Hitler et Mussolini.» [48)]

L'information de Bullitt, du 11 avril 1939, selon laquelle la France refuserait de se joindre à la Grande-Bretagne et de participer à une entreprise dirigée contre l'Allemagne si, suivant une promesse antérieure faite à l'Australie, la flotte britannique était envoyée à Singapour, amena Roosevelt à envoyer la flotte américaine dans le Pacifique, le 15 avril 1939.[49)] Le général de brigade et historien militaire britannique, J.F.C. Fuller, a révélé un autre fait ressortissant à la diplomatie secrète américaine:

> «Weigand, le doyen des journalistes américains en Europe, rapporte que, le 25 avril 1939, il fut appelé auprès de Bullitt, l'ambassadeur américain à Paris, qui lui déclara: "La guerre en Europe est une affaire décidée... L'Amérique entrera en guerre après la France et la Grande-Bretagne!"
>
> Ceci est confirmé par les *White House Papers* de Harry Hopkins selon lesquels Winston Churchill disait à peu près au même moment à Baruch: "La guerre est maintenant proche. Nous allons nous y lancer et vous (les États-Unis) aussi. Vous (Baruch) vous mènerez l'affaire là-bas, mais moi je serai dans les coulisses ici".»[50)]

Le 1er mai 1939, la prétendue clause «*cash and carry*» de la loi de neutralité de 1937 (section 2) était arrivée à terme. Dès lors, les États-Unis approvisionnèrent sans restrictions la Grande-Bretagne et la France «en matières premières importantes pour la guerre» et en armements.[51)] Une nouvelle étape décisive était franchie.

Le 23 mai 1939 le Premier ministre japonais, le baron Hiranuma, proposait, au cours d'une conférence secrète avec le conseiller de l'ambassade américaine, Eugène H. Doomann, de

> «sonder l'Allemagne et l'Italie pour que, si Roosevelt était prêt à s'adresser à la Grande-Bretagne et à la France à ce sujet, on réunisse une conférence pour tenter d'en finir avec les difficultés européennes. Hull trouva cette proposition "étonnante" et la rapporta personnellement à Roosevelt. Mais la réponse fut retardée de près de trois mois, au cours

---

48) C. Tansill, *op. cit.*, p. 520.
49) H.E. Barnes, *op. cit.*, p. 205 (éd. all., p. 132).
50) J.F.C. Fuller, *The Decisive Battles of the Western World and their influence upon history*, vol. III, p. 375.
51) *ADAP* VII, doc. 239, note.

desquels la situation avait changé. On avait ainsi manqué – ou évité – une occasion favorable importante.

Les préparatifs de guerre américains progressaient silencieusement et en secret. Le 23 juin 1939 un accord secret d'échange en troc fut conclu avec la Grande-Bretagne, et une somme d'argent considérable fut engagée pour l'achat de matériel de guerre. Dix-neuf nouveaux cargos furent lancés avant le 9 août, cent autres commandés et, le 10 août, fut créé un Service du Matériel de guerre.»[52)]

Indépendamment des décisions et mesures individuelles, la propagande se poursuivait en faveur de la guerre:

«Tout ce qu'avaient entrepris les puissances de l'Axe en Amérique du Sud – ambassades, sociétés, lignes aériennes, missions commerciales et militaires, associations, journaux, offices de propagande – même le plus futile détail était considéré comme le premier signe d'une menaçante "agression" notamment aussi par Hull qui, se basant sur de telles indications, décida la conférence panaméricaine de Lima à publier une déclaration spectaculaire de solidarité des deux Amériques.»[53)]

Durant l'été 1939, Roosevelt pressait Chamberlain et Daladier de faire des promesses à la Pologne, réalisables ou non. Ces propos furent retransmis à Kennedy à Londres sous une forme classique:

«Il devait marquer d'un fer chaud l'arrière-train de Chamberlain.»[54)]

Pendant ce temps, Roosevelt faisait tout pour amener son Congrès à modifier la loi de neutralité.

Le 28 mai 1939, Roosevelt eut un entretien avec l'ex-président tchèque, Bénès, à Hyde Park, au nord de New York. Bénès transcrit dans ses mémoires cette conversation:

«Je pense que les États-Unis devront en tout cas participer à la guerre. L'Europe n'est pas en mesure de gagner, seule, une guerre contre Hitler. Et même si les États-Unis n'entrent pas en lutte contre le nazisme, le nazisme, lui, attaquera les États-Unis. On ne doit pas oublier que Hitler et ses adeptes sont des fous, incapables de se maîtriser, et donc prêts à tout.»[55)]

---

52) H.E. Barnes, *op. cit.*, p. 207 (éd. all., pp. 133-134).
53) H. Dahms, *op. cit.*, p. 24.
54) C. Tansill, *op. cit.*, p. 556.
55) E. Benes, *The Memoirs of Dr. Edouard Benes*, p. 79.

Le 6 juillet 1939 le sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères polonais, le comte Szembek, résumait comme suit les impressions de l'ambassadeur polonais, le comte Jerzy Potocki, à son retour de Washington:

> «Il est stupéfait de l'atmosphère qui règne en Pologne. Par comparaison avec la psychose qui a envahi l'Occident, on a l'impression que notre pays est une maison de repos...
>
> En Occident, il y a toutes sortes d'éléments qui poussent ouvertement à la guerre: les Juifs, les grands capitalistes, les marchands de canons. Tous ceux-là se trouvent aujourd'hui devant une conjoncture excellente: ils ont trouvé un point inflammable: Dantzig, et une nation qui veut se battre: la Pologne. Ils veulent faire des affaires sur notre dos. La destruction de notre pays les laisserait indifférents. Au contraire, il faudrait, plus tard, tout y reconstruire et c'est eux qui y gagneraient.»[56)]

L'ancien ministre américain de la Guerre, James Forrestal, consigne dans son journal:

> «[Bullitt], pendant l'été de 1939, avait insisté auprès de Roosevelt pour que les Allemands soient stoppés net dans l'affaire polonaise (*must be faced down about Poland*). Ni la France ni la Grande-Bretagne n'auraient déclaré la guerre pour la Pologne sans les perpétuels coups d'épingle de Washington.»[57)]

Le 4 août 1939, Roosevelt intervint directement dans les négociations des militaires occidentaux avec les Soviétiques – ces négociations dont tout homme politique aurait dû reconnaître qu'elles ne pouvaient conduire qu'à la guerre ou à la paix. Roosevelt signifia à l'ambassadeur soviétique à Washington, Umansky, qui partait pour Moscou, que les États-Unis considéraient la situation européenne à l'instar de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Union soviétique. Aussi les États-Unis approuvaient-ils la conclusion d'une alliance militaire de ces trois pays dans l'intérêt de tous. Une victoire des puissances de l'Axe dans une guerre européenne et en Extrême-Orient affecterait la position des États-Unis dans la même mesure que celle de l'Union soviétique. Roosevelt fit ensuite part de ces mêmes réflexions à Moscou dans une note secrète.[58)]

---

56) J. Szembek, *op. cit.*, pp. 475-476.
57) W. Millis, *op. cit.*, pp. 121-122.
58) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, pp. 293-294.

Roosevelt repoussa même les requêtes plus ou moins platoniques de médiation et d'arbitrage de Chamberlain:

> «Le 23 août 1939, Sir Horace Wilson, agissant au nom de Chamberlain, vit Kennedy, l'ambassadeur américain. Après la conversation, celui-ci téléphona au département d'État: "Les Britanniques désirent une chose de notre part, et une seule: que nous fassions pression sur les Polonais. Ils pensent ne pouvoir le faire eux-mêmes à cause de leurs obligations, mais que nous en conservons la possibilité". Le président Roosevelt rejeta cette idée sur-le-champ.» [59)]

Le 24 août le chargé d'affaires allemand à Washington communiquait que la presse des États-Unis faisait tout:

> «pour établir clairement à l'avance la culpabilité de l'Allemagne en cas de guerre et pour implanter ainsi davantage encore auprès du peuple l'idée de la nécessité d'une intervention.»[60)]

Le 26 août 1939 l'ambassadeur britannique à Washington, Sir Ronald Lindsay, rapporta un entretien avec Roosevelt au cours duquel le président américain se montra ravi à l'idée d'une nouvelle guerre mondiale.[61)]

> «Roosevelt assura également à Lindsay qu'il arrêterait des navires allemands sous de faux prétextes et les inspecterait pour y trouver des armes, si bien qu'ils pourraient aisément tomber aux mains des Britanniques, selon des conditions qui pourraient être exactement fixées entre l'Amérique et la Grande-Bretagne. L'ambassadeur britannique était personnellement troublé de voir que le président d'un pays aussi considérable pût se montrer gai et heureux devant une tragédie qui paraissait devoir anéantir tous les espoirs de l'humanité. Il rapporte:
>
> "Roosevelt parlait d'un ton jubilant, quasiment espiègle. Je peux me tromper mais l'affaire me faisait l'effet d'une gaminerie d'écolier".» [61) + 62)]

Malgré la volonté des deux pays d'éviter un conflit avec les États-Unis, Roosevelt montrait peu de compréhension ou de prévenance envers l'Allemagne et le Japon. Il refusait tout compromis dans l'espace européen ou asiatique, dans des contrées donc qui ne le concernaient nullement. Afin de déjouer les propositions d'autres hommes d'État, il poussait à la conclusion de nouvelles

---

59) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 272.
60) *ADAP* VII, doc. 239.
61) D. Hoggan, *op. cit.*, pp. 517-519 (éd. all., pp. 683-684).
62) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 318.

alliances, de pactes militaires et de promesses d'assistance contre l'Allemagne. Et ceci se passait des années avant le déclenchement de la guerre, d'une manière qui dépassait même l'entendement des cercles gouvernementaux britanniques.[63]

Il n'y a pour ainsi dire pas d'historiens qui nieraient qu'à partir de 1937-1938, par ses interventions publiques, sa diplomatie secrète, ses pressions et son influence sur l'économie d'autres pays, Roosevelt a téléguidé la Grande-Bretagne, la France et la Pologne et a exercé de fortes pressions sur ces pays. Il porte une large part de responsabilité dans le déclenchement, l'expansion et la brutalité de la seconde guerre mondiale.[64]

Ne citons que quelques exemples des mesures prises par Roosevelt dès le début de la guerre européenne; elles sont consignées chronologiquement dans de nombreux ouvrages.

Le président Roosevelt refusa toutes les propositions allemandes de médiation:

> **a)** «Il est connu que Hitler mit un terme à la campagne de Pologne de septembre 1939 par une offre de paix, qu'il émit au cours de la session du Reichstag du 6 octobre 1939. Je me rappelle cet instant d'autant plus nettement que, avant la session, mon ancien chef, le Dr Dietrich, fit appeler les correspondants de journaux américains en poste à Berlin, les mit au fait des principaux points de vue exprimés dans la déclaration de Hitler et les conjura franchement de considérer que "c'était là l'heure du président Roosevelt".
>
> Évidemment, Dietrich ne se rendait pas compte du peu de sens qu'un tel appel pouvait avoir, alors que les documents secrets de l'intervention "rooseveltienne" dans les prolégomènes de la guerre n'étaient pas encore connus. Pourtant l'intervention de Dietrich, qui n'avait sans aucun doute pas eu lieu sans l'approbation de Hitler, retint l'attention générale. L'information atteignit aussi la Maison-Blanche et fut même mentionnée dans la conférence de presse du Congrès – mais elle fut écartée sur un simple geste de la main du président.»[65]

b) Le 3 octobre 1939 Hermann Göring déclarait au négociateur américain W.R. Davis:

---

63) Viscount Templewood (S. Hoare), *Nine Troubled Years*, pp. 270-271 (éd. all., p. 239) et H. Sündermann, *op. cit.*, p. 148.

64) F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism*, pp. 273-274 (éd. all., *Der Barbarei entgegen*, p. 302), C.A. Beard, *President Roosevelt and the Coming of the War*, F.R. Sanborn, *Design for War*, W.H. Chamberlin, *Amerikas Zweiter Kreuzzug* et C. Tansill, *Back Door to War.*

65) H. Sündermann, *op. cit.*, p. 169.

«Vous pouvez assurer à Monsieur Roosevelt que s'il veut intercéder, l'Allemagne approuvera un règlement, par lequel un nouvel État polonais et un nouveau gouvernement tchèque indépendant verraient le jour. Je propose Washington comme lieu de conférence.»[66)]

À son retour Davis avait essuyé un refus d'audience privée et donc fit remettre au président Roosevelt un rapport écrit sur ses entretiens à Berlin. Ni lui ni le gouvernement du Reich ne reçurent jamais de réponse.

c) Mi-octobre 1939 et début 1940, Göring réitéra son offre au cours d'une conférence avec le président de la "General Motors Overseas Corporation", J.D. Mooney, et la compléta même d'une remarque sur la possibilité d'un remaniement du gouvernement du Reich.

d) Même les tentatives de rapprochement de l'ancien président de la Banque du Reich, Hjalmar Schacht, furent refusées.[67)]

e) Par la volonté de Roosevelt, les contacts du chef de la presse du Reich, le Dr Dietrich, avec le correspondant à l'étranger et chef du Bureau berlinois de l'"Associated Press", L.P. Lochner, restèrent infructueux.

Roosevelt justifiait son refus de médiation en ces termes:

«Il ne pouvait servir d'intermédiaire sans l'approbation des deux puissances occidentales.»[67)]

Roosevelt, au fait des accords secrets, doutait manifestement, dès le départ, des intentions pacifiques de la Grande-Bretagne et de la France. De toute façon, il n'existait aucun indice d'un sondage sur la possibilité d'une paix sûre ni de Londres et ni de Paris. Les objectifs de guerre de Roosevelt étaient notamment l'annihilation de l'Allemagne et l'établissement après la guerre d'un gouvernement mondial des «quatre agents de police» («l'U.R.S.S, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine»)[68)]. Le président américain attachait une bien plus grande importance à leur réalisation qu'à un programme raisonnable en faveur de la paix mondiale.

Le 10 janvier 1941, Roosevelt avait envoyé son conseiller spécial, Harry Hopkins, en mission secrète à Londres, au cours de laquelle Hopkins, «les yeux brillants de passion contenue», déclarait au Premier ministre, Winston Churchill:

---

66) H. Dahms, *op. cit.*, p. 37 et C. Tansill, *op. cit.*, pp. 560-561.
67) H. Dahms, *ibid.*, p. 39.
68) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome V, livre II, «De Téhéran à Rome», p. 38.

> «Le président est fermement décidé à nous faire gagner la guerre en commun. N'en doutez pas!
>
> Il m'a dépêché pour vous dire qu'il vous fera réussir quoi qu'il en coûte et par tous les moyens, peu importe ce qu'il lui arrivera – il ne négligera rien qui soit en son pouvoir.»[69)]

Le 15 mars 1941, dans une allocution radiodiffusée destinée à l'étranger, Roosevelt définissait en ces termes sa décision d'entrer en guerre:

> «L'absolutisme prussien était déjà assez grave, mais le nazisme est bien pire. Les nazis ne se contentent pas de viser à des modifications de propriété des colonies ou des modestes transformations de frontières en Europe. Ils visent ouvertement à la destruction de tous les systèmes gouvernementaux issus d'élections populaires, y compris le nôtre, et veulent les remplacer par un système gouvernemental qui soumet tous les hommes au commandement d'une poignée de tyrans, venus au pouvoir par la force...
>
> Ces tyrans modernes estiment qu'ils doivent anéantir toute démocratie – l'une après l'autre – s'ils veulent réaliser leurs plans. Les peuples d'Europe – et nous-mêmes, Américains – n'avions pas percé ces plans à jour. Maintenant, nous les avons décelés...
>
> Nous avons pris une décision, cela met fin chez nous à toute tentative d'apaisement; fin à la pression de nous accommoder des dictateurs; fin aux compromis de la tyrannie et des forces de l'oppression...
>
> Le monde ne peut rien avec un peuple qui, parce que plus nombreux et militairement plus fort, s'octroie le droit de marcher au pas de l'oie par-dessus d'autres peuples et races pour dominer le monde...»[70)]

> «Le président a déjà en fait déclaré la guerre. Il a désigné l'ennemi et parle de victoire.»[71)]

À l'occasion des entretiens sur la Charte de l'Atlantique, le 14 août 1941 – quatre mois avant l'entrée en guerre des États-Unis – Roosevelt répéta une nouvelle fois sa préférence pour les actions de combat sans déclaration de guerre préalable, en confiant à Churchill:

> «Il se peut que je ne déclare jamais la guerre; mais je peux la faire. Si je devais demander au Congrès de déclarer la guerre, il en discuterait probablement pendant trois mois.»[72)]

---

69) A. C. Wedemeyer, *Wedemeyer Reports!* p. 9, (éd. all., *Der verwaltete Krieg*, p. 20).
70) *Documents on American Foreign Relations,* vol. III, July 1940-June 1941, pp. 35, 36, 40.
71) *Christian Century*, avril 1941.
72) H. E. Barnes, *op. cit.*, p.218 (éd. all., p. 143) et A. C. Wedemeyer, *op. cit.*, pp. 6-7 (éd. all., p. 17).

Il fit rédiger la Charte de l'Atlantique, en d'autres mots la promulgation de prétendus objectifs de guerre, bien avant l'entrée des États-Unis dans le conflit: il la formula de telle sorte que, du fait de sa puissance, il plaçait tous les autres États devant le seul «choix» possible: celui qui se déclare pour la liberté, la démocratie et la paix – pour la Charte de l'Atlantique – doit suivre la politique américano-britannique et lutter pour l'extermination du «nazisme» ou fournir l'aide nécessaire à cette lutte. Ainsi, le 23 août 1941, Roosevelt pouvait déclarer devant le Congrès:

> «La déclaration de principe est si clairement conçue qu'il est difficile de refuser n'importe lequel de ses grands points sans automatiquement reconnaître que l'on est disposé à un compromis avec le nazisme.»[73)]

Les Trois Grands – l'Union soviétique a signé également la Charte de l'Atlantique le 24 septembre 1941 – étaient dès le départ convenus:

> «que, pour l'application pratique de la Charte de l'Atlantique, on ne pouvait éviter de prendre en considération la situation, les nécessités et les particularités historiques de chacun des pays,»[74)]

et que, grâce à cette réserve, aucun des États signataires n'était obligé de s'en tenir aux postulats de cette déclaration des objectifs de guerre – ce que, d'ailleurs, aucun ne fit.

Le 1er septembre 1941, Fête du travail en Amérique, Roosevelt annonçait:

> «Nous avons une pénible et dangereuse tâche à remplir. Des forces d'une violence barbare et démentielle ont été déchaînées sur cette terre par Hitler. Nous devons y consacrer toutes nos forces pour les détruire...
>
> J'ai la conviction de parler en accord avec la conscience et la résolution du peuple américain quand je dis que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour écraser Hitler et ses forces nazies.»[75)]

Roosevelt, devant le Congrès, le 6 janvier 1942:

> «On peut retracer les plans de conquête nippons jusqu'à cinquante ans en arrière. Mais les rêves des Japonais et des chefs fascistes étaient bien modestes, comparés à l'avidité vorace de Hitler et de ses nazis, dont les plans de conquête étaient déjà prêts avant qu'ils n'accèdent au

---

73) J. W. Gantenbein, *Documentary Background of World War II 1931-1945*, p. 220.
74) S. Boratünskij, «La diplomatie de la période de la seconde guerre mondiale», éd. russe,p.157.
75) *Documents on American Foreign Relations,* vol. IV, July 1941-June1942, pp. 15, 46-48.

pouvoir en 1933. Ces plans visaient à la prédominance exclusive non seulement sur une partie du monde, mais sur le monde entier et sur toutes les mers...

La destruction des centres de culture matérielle et spirituelle est et a toujours été l'objectif de Hitler et de ses figurants italiens et japonais. Ils veulent abattre la puissance du Commonwealth britannique, de la Russie, de la Chine et des Pays-Bas pour concentrer ensuite toute leur énergie sur le but final: la conquête des États-Unis...

Le monde est trop exigu pour offrir un "espace vital" commun convenable à la fois à Hitler et à Dieu. La preuve en est que les nazis ont maintenant annoncé leur projet d'imposer leur nouvelle religion païenne germanique au monde entier, et de prétendre remplacer la Sainte Écriture et la Croix de grâce par *Mein Kampf*, la croix gammée et le glaive...»[75)]

Après la signature de la Charte de l'Atlantique, Churchill rapportait à la Chambre des Communes:

«que la conférence de l'Atlantique lui avait donné la ferme assurance que, "même s'ils n'étaient pas eux-mêmes attaqués", les États-Unis interviendraient dans la guerre en Extrême-Orient, et que si le Japon se prenait d'un accès de folie furieuse dans le Pacifique, nous ne nous battrions pas seuls.»[76)]

Roosevelt confirma cyniquement cette politique – la sienne – dans une allocution devant l'Union de politique étrangère le 21 octobre 1944:

«Nous aurions pu évidemment nous entendre avec Hitler et jouer un quelconque rôle secondaire dans son monde totalitaire. Nous nous y sommes refusés. Nous aurions pu conclure un compromis avec le Japon. Nous en avons rejeté l'idée.»[77)]

Sven Hedin, le célèbre explorateur et homme de sciences suédois, écrivit en se fondant sur ses recherches historiques et leurs résultats pendant la seconde guerre mondiale:

«Cette guerre sera connue dans l'histoire sous le nom de guerre du président Roosevelt.»[78)]

Et pourtant, à ce moment-là, Sven Hedin n'était toujours pas au fait de tous

---

76) A. C. Wedemeyer, *op. cit.*, p. 18 (éd. all., p. 31).
77) *Documents on American Foreign Relations*, vol VII, July 1944-June 1945, p. 5.
78) S. Hedin, *Amerika im Kampf der Kontinente*, p. 202.

les actes de Roosevelt. À la même époque, le 27 avril 1941, le sénateur américain Nye, qui avait présidé en 1936 la Commission Nye chargée d'analyser des motifs de l'entrée des États-Unis dans la Grande Guerre, utilisait presque les mêmes termes que Sven Hedin:

> «Les mêmes puissances qui s'étaient jouées de nous au cours de la guerre mondiale nous tournent maintenant en dérision... Si nous devions un jour être mêlés à cette guerre, elle ne sera citée par les historiens de l'avenir que sous le nom de "guerre du président", parce que, depuis son discours à Chicago [5 octobre 1937], chacun de ses pas se dirige vers la guerre.»[79)]

Sous les ordres de Marshall, chef d'état-major et futur secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères), le général américain Albert Wedemeyer fut chargé de la mise sur pied d'un «programme de victoire» en vue de la défaite de Hitler. Après analyse des différentes mesures en faveur de la guerre prises par Roosevelt pendant les années 1940-1941, il conclut par ces mots:

> «Ainsi nous aurions participé ouvertement à la guerre des mois avant Pearl Harbor, sans la décision manifeste de Hitler de ne pas se laisser entraîner à nous déclarer la guerre en dépit de nos actions belliqueuses...
>
> Dans une démarche contraire à la neutralité, Roosevelt avait mené le Congrès à ces actions, plus très neutres, en évoquant le spectre d'une attaque surprise contre l'Amérique. Grâce à l'examen approfondi des archives secrètes allemandes lors du procès de Nuremberg, nous savons aujourd'hui qu'un tel plan d'attaque contre les États-Unis n'a jamais existé. Au contraire: la masse énorme des documents étudiés a prouvé que Hitler s'est toujours efforcé d'éviter un conflit armé avec les États-Unis. Il ne nous déclara la guerre que lorsqu'il y fut contraint par son alliance avec le Japon.
>
> L'éminent historien militaire britannique, le général de brigade J.F.C. Fuller, écrit en 1956 dans *A Military History of the Western World* (p. 629):
>
> "La deuxième croisade américaine se termina de façon encore plus désastreuse que la première, et cette fois, le fauteur de troubles n'était pas un empereur allemand, mais le président américain dont l'aversion envers le national-socialisme et le désir de puissance précipitèrent son peuple dans le conflit européen, l'étendant ainsi à nouveau au monde entier. Les archives allemandes confisquées ne donnent aucune preuve pouvant soutenir la prétention du président, à savoir que Hitler projetait

---

79) H. Sündermann, *op. cit.*, p. 181.

une offensive contre l'hémisphère occidental: mais on y trouve une foule de témoignages pour montrer qu'il voulut justement l'éviter, jusqu'à ce que l'Amérique entrât en guerre."

Les provocations extrêmes n'ayant pas réussi à décider l'Allemagne à nous faire la guerre, et n'ayant aucune chance d'amener le Congrès à déclarer cette guerre, du fait de la détermination de la grande majorité du peuple américain à ne pas intervenir activement dans le conflit, Roosevelt se tourna vers le Pacifique. Peut-être le Japon se montrerait-il moins réfractaire, car il était possible d'exercer une pression diplomatique et économique le contraignant pratiquement à nous faire la guerre...»[80)]

«Clare Booth-Luce a choqué bien des gens en déclarant, à l'occasion du congrès du Parti Républicain en 1944, que Roosevelt "nous [les États-Unis] a entraînés dans la guerre par le mensonge". Lorsque cette constatation se révéla toutefois fondée, les partisans de Roosevelt cessèrent de la contester et la louèrent même en affirmant qu'il avait "dû mentir" pour sauver son pays, puis l'Angleterre et même "le monde".» [81)]

Quel poids le TMI de Nuremberg aurait-il accordé en 1945-1946 à un seul de ces éléments, s'il avait été possible de produire de telles citations, principes et initiatives de politique étrangère provenant des dirigeants de la NSDAP?

---

80) A. C. Wedemeyer, *op. cit.*, pp. 7-9 (éd. all., p. 17).
81) P.H. Nicoll, *Englands Krieg gegen Deutschland*, p. 45.

L'Union soviétique

La politique intérieure du KPD (parti communiste allemand) était impitoyable. Son slogan était: «Frappez les fascistes là où vous les rencontrez». De la même façon, les conceptions de politique étrangère de l'Union soviétique ont été dès le début orientées vers le combat contre les «fascistes» et leur extermination. D'une part, les communistes déclaraient reconnaître les principes de droit international, et donc notamment le droit à l'autodétermination des peuples – c'est-à-dire, le droit à l'autodétermination! D'autre part – en raison du revirement de la politique intérieure du Reich – ils s'arrogeaient le droit de se ruer contre l'Allemagne avec leur puissante armée.

Pour les communistes il n'existe aucun système relatif à l'ordre public ayant force de loi à l'intérieur du droit international. Les communistes ne font appel aux dispositions du droit international que lorsqu'elles apparaissent utiles pour des raisons tactiques. À l'époque, tout comme aujourd'hui [1965], la politique étrangère de l'Union soviétique était – et est encore [1965] – déterminée par des principes idéologiques qui ne reposent pas sur le respect de termes juridiques généraux, sur des normes de droit international ou sur des accords conclus, mais qui servent uniquement l'objectif final de la domination du monde. Maintenant comme alors, les maximes de Lénine font toujours autorité:

> «Pas un seul marxiste ne peut nier – sans rompre avec les principes du marxisme et du socialisme en soi – que les intérêts du socialisme sont supérieurs aux intérêts du droit à l'autodétermination des peuples.»[1)]
>
> «Si la guerre ne vient pas d'elle-même, il faut la provoquer. Si nous sommes contraints de tolérer des gredins, tels que ces voleurs de capitalistes dont chacun affûte son couteau contre nous, il est de notre devoir immédiat de dégainer à notre tour.»[1)]
>
> «Aucune puissance au monde ne peut arrêter la révolution communiste dans sa marche vers une République soviétique universelle.»[1)]

---

1) V. I. Lénine, *Ausgewählte Werke*, vol. II, p. 310, et *ibid.*, vol. VIII, p.303, et J. Bochenski et G. Niemeyer, *Handbuch des Weltkommunismus*, p. 174: allocution devant l'assemblée des secrétaires des cellules de Moscou, le 26 novembre 1920. V. I. Lénine, «Œuvres», éd. russe, vol. XXIX, p. 125.

L'Allemagne était l'une des principales pierres de l'édifice de la révolution universelle soviétique, mais le «fascisme», ou pire «le fascisme hitlérien», en entravait la construction et fut donc déclaré l'ennemi numéro un. (Selon une définition de l'encyclopédie soviétique, le fascisme est la dictature la plus terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capitalisme.) Dès lors, l'orientation et les intentions de la politique étrangère soviétique des années 1933 à 1939-1941 vis-à-vis du Reich allemand sont historiquement établies. Seule sa faiblesse militaire de l'époque a empêché l'Union soviétique de se ruer sur l'Allemagne. Depuis 1918, les bolchevistes aspiraient sans relâche, et avec tous les moyens à leur disposition, à la conquête de l'Allemagne, à une époque où Hitler n'avait encore absolument aucune activité politique et où l'Allemagne était maintenue par le diktat de Versailles à l'état d'impuissance en politique étrangère, économique et militaire. Les communistes ne se sont certes pas fixé cet objectif de révolution mondiale pour repousser une invasion de l'Allemagne en Russie. Cette révolution, n'était-elle pas dirigée, non pas contre ces «peuples barbares et rapaces» ou contre des intérêts nationaux, mais vers une conquête mondiale – avec tous les moyens violents disponibles?

Le cours de la politique étrangère de Moscou, depuis 1918, s'alignait – ce qui n'est pas étonnant – sur des directives résultant des revendications du marxisme-léninisme, indépendamment de la politique ou de la composition des gouvernements allemands. Les bolchevistes reconnaissent ouvertement avoir adopté cette attitude de façon conséquente pendant des années jusqu'à ce jour. Le 1er août 1931, Wilhelm Pieck, ex-président de la «République démocratique allemande», déclarait, en tant que député au Reichstag:

> «L'Armée rouge en Russie soviétique est prête à apporter une aide militaire à l'armée communiste en Allemagne, si celle-ci se préparait à mettre un terme à l'État bourgeois.»[2)]

L'été 1932, Klara Zetkin, la député communiste et doyenne du Reichstag,

> «avait déclaré dans son allocution – sous un flot d'insultes de la part des nationaux-socialistes – parler au nom de Moscou en signalant "dès à présent" la disponibilité de l'Armée rouge à assister l'Allemagne prolétarienne, au cas où elle en viendrait à une guerre de libération.»[3)]

Tout homme politique allemand était contraint de tirer des conclusions

---

2) O. Schmidt-Hannover, *Umdenken oder Anarchie*, p. 52.
3) H. Frank, *Im Angesicht des Galgens*, p. 112.

évidentes sur la situation de la République de Weimar, que les historiens soviétiques devaient caractériser plus tard comme suit:

> «Au cours de la période de passage du fascisme au pouvoir, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) était la section la plus importante et la plus puissante de l'Internationale communiste dans les pays capitalistes. Vers la fin de l'année 1932, il comptait plus de 300 000 membres dans ses rangs...
>
> Le KPD en appela à l'organisation de la lutte des masses pour le renversement du régime fasciste...»[4)]

Les *Isvestia* moscovites publièrent, le 22 janvier 1934, la constatation suivante, écrite de la plume de Kaganovitch, beau-frère de Staline:

> «Le conflit opposant l'Allemagne à la France renforce notre position en Europe... Les divergences d'opinion entre les pays européens doivent être approfondies.»

Et, afin d'approfondir les divergences entre l'Allemagne et la France et de les faire évoluer en conflit, l'Union soviétique proposa aux Français «son Armée rouge bien équipée et bien formée, en cas de conflit avec l'Allemagne».[5)]

Depuis longtemps, en 1925 ou plutôt 1927, Staline avait établi sa maxime. Elle avait aussi peu de rapport avec la personne d'Adolf Hitler ou ses objectifs et conceptions qu'avec le national-socialisme en tant que tel. Et Staline ne se limitait pas seulement à l'Allemagne.

Le 19 janvier 1925, à une séance du comité central du parti communiste de l'Union soviétique:

> «Si toutefois la guerre éclate, nous ne resterons pas les bras croisés – nous serons obligés d'intervenir, mais nous serons les derniers. Et nous interviendrons afin de jeter le poids décisif dans la balance.»[6)]

Peu avant sa mort, Staline devait, une fois encore, confirmer cette stratégie.[6)] Et d'ailleurs, le même Staline déclarait à un autre moment:

> «Nous devons nous rappeler que Lénine a souligné combien il est

---

4) G. Novikova, «Histoire récente – Les pays d'Europe de l'ouest et l'Àmérique 1918-1939», éd. russe, vol. I, pp. 150-151.

5) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten 1934-1935*, pp. 220-221.

6) J. Staline, «Œuvres», éd. russe, vol. VII, p. 14, et J. Staline, «Die ökonomischen Probleme des Sozialismus in der UdSSR», dans *Neue Zeit*, 44/1952, supplément p. 40.

> important que nous puissions retarder cette guerre inévitable avec les pays capitalistes, car la guerre doit être repoussée soit jusqu'à ce que la révolution s'affirme dans les colonies, soit jusqu'à ce qu'en fin de compte les capitalistes se combattent mutuellement... La base de nos relations avec les pays capitalistes consiste à assurer une coexistence pacifique entre les deux systèmes opposés.»[7)]

Se fondant sur ces motifs et se conformant rigoureusement à la doctrine léniniste de stratégie et de tactique, l'Union soviétique tenta d'approfondir les divergences politiques entre les pays européens; elle fomenta ouvertement la haine et la discorde au sein des peuples européens et se servit à cet effet, comme à l'accoutumée, de sa phraséologie dialectique. Résultat: agitation contre l'unité nationale en Allemagne, contre les «annexions impérialistes» (Rhénanie, Autriche, pays des Sudètes, Bohême-Moravie, Memel), le fait que les bolchevistes se soient antérieurement dressés contre la réglementation de Versailles ayant ici peu de poids.

> «Au plan politique, la seconde guerre mondiale a démarré en fait le 30 janvier 1933.»[8)]

Cet appel à l'insurrection correspondait aux intérêts tactiques de l'Union soviétique. N'ouvrait-elle pas des perspectives de coalition militaire contre l'Allemagne et ainsi donc des possibilités d'expansion? Attribuer avec monotonie une volonté de guerre ou des préparatifs de guerre à d'autres gouvernements relève de toute façon du caractère idéologique et politique du communisme, les faits étant totalement insignifiants. Le journal marxiste de Prague *Pravo Lidu* écrivait, le 18 septembre 1938, donc avant le retour des Sudètes allemands au Reich:

> «Peut-être ne sommes-nous pas assez forts pour battre l'Allemagne, mais nous le sommes suffisamment pour impliquer l'Europe entière dans une guerre.»[*)]

On exprime ici ouvertement une idée qui n'est pas seulement conséquente à l'idéologie communiste, mais qui a été aussi arrêtée de longue date au sein du Komintern (Organe exécutif central de la III[e] Internationale communiste). Citons ici brièvement l'aveu soviétique déjà mentionné:

---

7) G. Kass, *England und Deutschland von 1900-1958*, p. 68.
8) *Kommunist*, N° 2, février 1957, p. 60.
*) G. Rühle, *Das Dritte Reich*, vol. 1938, p. 255.

«Pendant toutes les années d'avant-guerre, le gouvernement soviétique était disposé à recourir à la force armée contre l'Allemagne.»[9)]

Dans le cadre des négociations militaires anglo-franco-soviétiques, le 22 août 1939, le maréchal Vorochilov confirmait, lui aussi, à son interlocuteur français, le général Doumenc:

«Lorsque la Tchécoslovaquie fut engloutie l'an passé, nous attendions un avertissement de la France. Nos troupes étaient prêtes, mais aucun signe ne nous fut adressé.»[10)]

Ceux donc qui voulaient recourir à la force armée et montrer ainsi leur agression au cours des années d'avant-guerre étaient bien, reconnaissons-le, les Soviétiques. Si l'on poursuit les arguments des communistes, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis se sont donc principalement imputé une «responsabilité historique» pour avoir mené une «politique de non-ingérence» envers Hitler et ne s'être pas joints immédiatement à la politique soviétique d'ingérence et d'extermination. Nikita Khrouchtchev avoue, dans une interview de novembre 1958:

«En 1939, Staline vit une chance d'affaiblir Hitler, avant son attaque contre la Russie, en l'encourageant à mener une guerre à l'Ouest.»[11)]

Khrouchtchev à Kattowitz, en juillet 1959:

«Staline avait-il raison de conclure à l'époque un pacte avec Hitler? Staline s'y décida en pensant que cela déclencherait la guerre contre les autres. Il me disait alors :

"Nous serons contraints d'entrer en guerre contre Hitler. Il ne peut pas se battre seulement contre l'Ouest. Mais nous devons gagner du temps. Et c'est d'ailleurs ce qui se passa".»[12)]

Et plus tard encore, nonobstant des accords conclus entre-temps (pacte de non-agression du 23 août 1939 et accord d'amitié du 28 septembre 1939), l'Union soviétique poursuivit intensivement le but de mettre à bas à la première occasion le national-socialisme, ou plus exactement l'Allemagne – voire l'Europe – et cela pour des motifs d'éthique communiste. Elle ne reconnaît que

9) Platanova, Pavlenko, Parotkina, «La seconde guerre mondiale», éd. russe, p. 17.
10) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. III, p. 116.
11) *Die Welt*, 12 novembre 1958, p. 6: interview avec le journaliste américain Walter Lippmann.
12) *Kölner Stadtanzeiger*, 17 juillet 1959.

ce qui peut servir les intérêts du marxisme-léninisme ou plutôt le Parti communiste révolutionnaire universel.

> «Le pacte de non-agression avec l'Allemagne était calculé de manière à gagner du temps et à renforcer notre puissance défensive... Les réels combattants n'étaient pas l'Angleterre et la France. Les vrais combattants contre la menace fasciste, les combattants conséquents du début à la fin étaient les partis communistes. Les communistes luttaient implacablement contre le fascisme.»[13)]

Le pacte entre Staline et Hitler n'a pas rendu caduc cet objectif de révolution mondiale. La phraséologie de Moscou évitait certes depuis lors le ton tranchant habituel envers l'Allemagne, mais la dialectique, elle, restait sauve et inchangée, éveillant ainsi la méfiance. Tous les indices montraient que Staline n'avait conclu cet accord que dans le sens de la tactique de Lénine – ce que les historiens soviétiques avouèrent d'ailleurs ouvertement après la guerre:

> «Les activités stratégiques de base de la classe ouvrière restèrent inchangées pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale. Elles consistaient à anéantir le fascisme mais surtout sa forme hitlérienne, en tant qu'obstacle le plus important et le plus dangereux sur la voie des peuples vers la paix, le progrès social, le socialisme...
>
> Même si la ligne stratégique des partis communistes resta inchangée pendant les années de la seconde guerre mondiale, les formes tactiques du combat de la classe ouvrière, elles, furent transformées selon les circonstances historiques concrètes de telle ou telle phase de la guerre...
>
> La tactique des partis communistes avait été fixée par le comité central de l'Internationale communiste. En octobre 1939, on lança un appel dans lequel la guerre des deux camps belligérants était qualifiée d'impérialiste. Cet appel comprenait le mot d'ordre:
>
> "Pas de soutien à la politique des classes dominantes..."
>
> Déjà au cours de la seconde quinzaine de septembre 1939, les partis communistes commencèrent à réaliser les nouvelles lignes tactiques élaborées par le Comité central du Komintern...
>
> Les communistes français changèrent de tactique devant l'invasion des conquérants fascistes allemands en France. Fin mai 1940, leur parti approuva une déclaration sur la lutte contre les conquérants étrangers et les traîtres nationaux...
>
> Le manifeste du 10 juillet 1940 du parti communiste français fut le premier appel pour le déclenchement de la guerre anti-hitlérienne. Il

13) *Kommunist*, N° 5, avril 1958, pp. 77 et 80.

fut la pierre angulaire du mouvement de résistance du peuple français. Fin 1940, les communistes furent les organisateurs des premiers groupes aptes au combat, qui engagèrent leur lutte en 1941. C'était la période de rassemblement des forces patriotiques antifascistes...

Les partis communistes ont partout encouragé les mouvements patriotiques à créer un front antifasciste unifié et à former la résistance – et ils en étaient les organisateurs. En Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce et dans d'autres pays, des unités armées furent dressées pour la lutte contre les conquérants étrangers.

Au printemps 1940, la défaite militaire de nombreux pays européens et leur occupation par les troupes hitlériennes mirent les partis communistes devant de nouvelles situations dans la lutte pour l'unité des forces prolétaires contre le fascisme.»[14)]

Lors de la conclusion du pacte de non-agression le 23 août 1939, l'Union soviétique n'a, comme nous l'apprennent les historiens soviétiques,

«douté à aucun moment de l'intention de l'Allemagne d'attaquer l'Union soviétique.[15)]

Dès le premier instant [après la conclusion du pacte], la guerre avec l'Allemagne semblait inévitable pour les semaines à venir.»[16)]

Quiconque versé dans le jargon dialectique ne peut que conclure de ces lignes que Staline n'a pas un instant pris au sérieux les accords passés avec Hitler, mais qu'ils n'étaient pour lui – conformément à la doctrine léniniste de stratégie et de tactique – que des feintes, des ruses «tactiques» au service de sa révolution mondiale. Ces auteurs soviétiques ne prétendent pas une seule fois que Moscou se serait efforcée de respecter ces accords. Les entretiens de Staline avec la Grande-Bretagne et la France, juste avant le déclenchement de la guerre, partaient du même objectif. Staline savait qu'il atteindrait un résultat pouvant l'aider à promouvoir la révolution mondiale s'il arrivait à impliquer les puissances européennes dans une guerre. Ainsi, au cours d'une séance secrète du 23 août 1939 dévoilait-il ses intentions aux membres du Politburo (bureau politique):

«J'ai la conviction que si nous poursuivons l'alliance avec la France et la Grande-Bretagne, l'Allemagne se verra contrainte de reculer devant la Pologne. La guerre pourra ainsi être évitée. Mais les événements re-

14) M. I. Semiriaga, «La seconde guerre mondiale et l'internationalisme prolétarien», éd. russe, pp. 11, 12, 13, 16, 17.
15) Platanova, Pavlenko, Parotkina, *op. cit.*, p. 155 *seq.*
16) *Kommunist*, 12/1960, pp. 74-80.

vêtiront alors pour nous un caractère dangereux.

Par contre, si nous acceptons les propositions de l'Allemagne, l'intervention de la France et de l'Angleterre deviendra inévitable. Quoi qu'il en soit, nous devons nous tenir hors du conflit. Nos intérêts l'exigent. Nous devons donc accepter la proposition allemande et renvoyer la mission anglaise et française par un refus courtois.

Il est important pour nous que cette guerre éclate. Il nous faut renforcer l'activité communiste de façon à être bien préparés pour le moment où le conflit touchera à sa fin.»[17)]

L'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan M. Maiskii, confirme cette attitude en déclarant dans ses mémoires que «le gouvernement soviétique n'[avait] jamais considéré le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 comme un acte accompli».[18)] Le seul fait que la littérature soviétique souligne sans cesse que, depuis la conclusion du pacte avec Hitler, l'Union soviétique aurait considéré la guerre avec l'Allemagne «inévitable» (bien que cette «inévitabilité» ne soit pas motivée), alors que, pour 1941, l'argument pertinent était avancé selon lequel Staline aurait été «surpris» et n'aurait pas compté avec une attaque allemande, prouve indubitablement que ce fut l'intention de Staline d'attaquer qui avait rendu cette «guerre inévitable».

Si Staline a conclu ce pacte de non-agression dans l'intention de faire déclencher une guerre européenne par Hitler – et Khrouchtchev confirma plus tard que c'était là l'intention de Staline[19)] – en poursuivant dans cette voie, il ne pouvait escompter que d'attendre l'occasion la plus favorable d'abattre le «fascisme» et dès lors de conquérir toute l'Europe. Même si les guerres éclair de l'armée allemande en Pologne, en Norvège, en Hollande, en Belgique et en France avaient surpris Moscou, il restait tout de même encore à l'Allemagne à effectuer un bond sur les îles britanniques. Dans ce but il lui faudrait dégarnir à nouveau ses frontières orientales avec l'Union soviétique, ce qui permettrait à celle-ci une marche en avant irrésistible à travers l'Europe continentale. Durant des mois précédant le début de la campagne de Russie, les dirigeants du Reich avaient eu les preuves de l'intention soviétique de mettre à profit cette situation favorable pour se ruer en avant.[20)] Au nombre de ces preuves il y avait les revendications toujours

17) *Nation Europa*, 10/1961, p. 26, cite Georges Suarez (et Guy Laborde), *Agonie de la Paix*, Paris 1942, p. 97, note 1.

18) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe p. 194.

19) *Die Welt*, 12 novembre 1958, p. 6.

20) W. Schellenberg, *Memoiren*, p. 377 *seq*, et H. Springer, *Das Schwert auf der Waage*, pp. 99 et 210, et H. Springer, *Es sprach Hans Fritzsche*, pp. 88-89, et TMI, vol. X, pp. 328, 589, 590 et vol. XV, pp. 425-432, 655.

croissantes contraires aux intérêts vitaux de l'Allemagne. Staline les multipliait en profitant de la tournure des hostilités en Europe, tout en intensifiant les activités communistes clandestines et l'espionnage, ainsi que la préparation de sabotage dans les territoires sous administration allemande. Le comportement des Soviétiques envers la Pologne orientale (motif et date de l'attaque, concentration renforcée des troupes au terme des combats, construction accélérée de nombreux aérodromes aux abords immédiats de la ligne de démarcation, etc...) ne devait pas manquer de surprendre et d'intriguer les États baltes, la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et la Turquie, à une époque où il n'existait aucun indice de la volonté de Hitler de violer le pacte d'amitié et de non-agression avec l'Union soviétique – ne serait-ce qu'en raison des périls d'une guerre sur deux fronts. La pression soviétique se maintint sur ces pays et, ainsi, la menace évidente contre les sources vitales de matières premières (centre pétrolier de Ploesti et minerais de nickel près de Petsamo). Pourtant dès l'origine, les exigences de Staline avaient été satisfaites. D'autres revendications s'étaient encore ajoutées, allant jusqu'à l'établissement de bases soviétiques dans les Dardanelles et en Bulgarie, l'extension de la Bulgarie jusqu'à la mer Égée, l'annexion du reste de la Bucovine (ce qui revenait à poursuivre le démembrement de la Roumanie), jusqu'au droit d'intervention dans les débouchés de la mer Baltique – autant de revendications annoncées comme «provisoires».

L'opération de mise en position offensive de l'Armée rouge, commencée dès la fin de l'automne 1939 – bien que l'Allemagne eût dégarni son front oriental – se renforçait sans cesse et prenait une ampleur sans précédent le long de la frontière occidentale de l'Union soviétique.[21)] L'opération s'étendait de la Finlande et des Pays Baltes jusqu'à la mer Noire. Il fallait bien la considérer comme nouvelle preuve de la menace imminente d'une grande offensive du bolchevisme. «Avec un luxe de précautions et très progressivement»,[22)] on avait du côté soviétique – du propre aveu des Russes[23)] – mis en place jusqu'au mois de juin 1941 dans les régions limitrophes occidentales: 13 armées – avec 131 divisions d'infanterie, 23 divisions de cavalerie, 36 brigades motorisées et 40 divisions blindées avec environ 4 700 000 soldats.[24)] Il faut remarquer, en comparaison, qu'en 1939 les effectifs de l'Armée rouge

---

21) H.G. Seraphim, *Die deutsch-russischen Beziehungen 1939-1941*, pp. 62-68: déclaration du général Halder devant la Commission de la cour militaire de justice IV (affaire n°11): Nuremberg, 9 septembre 1948.

22) Platanova, Pavlenko, Parotkina, *op. cit.*, p. 178.

23) Ph. Fabry, *Der Hitler-Stalin Pakt 1939-1941*, p. 396 *seq.*, et «Histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 471 *seq.*

24) H.A. Jacobsen, *Der Zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten*, vol. I, p. 372.

tout entière ne s'élevaient qu'à deux millions d'hommes.[25)] En juin 1941, l'Union soviétique possédait 21 000 blindés, y compris les blindés légers et obsolètes, ainsi que la surprise de cette campagne: les T34 et KV [pour K. Voroshilov].[26 + 24)] Les services de renseignements allemands avaient sous-estimé l'armée soviétique de 100 formations et n'«avaient par ailleurs aucune notion de son armement moderne».[27)]

Face à ces données, c'est-à-dire face à «la supériorité soviétique écrasante à la veille de l'attaque du 22 juin»,[28)] quelle était la situation du côté allemand? Ce n'est qu'à partir de janvier 1941 que l'on a pu parler de déploiement de forces allemandes. Pour la concentration de troupes extrêmement bien formées, effectuée seulement à partir du 27 mai 1941, ainsi que leur mise en position offensive, il fallut attendre le 15 juin 1941, soit une semaine avant l'attaque du 22. À quelques exceptions près, aucune unité blindée n'était sur place jusque-là.[28) + 29)]

Le bilan des forces allemandes était fort inférieur à celui de l'ennemi. Voici quelques éléments et quelques chiffres: 118 divisions, 19 divisions blindées, 15 ¼ divisions motorisées, avec un total de 3 050 000 hommes (ce qui correspond aux trois-quarts de l'armée). Cela étant, le transfert des hommes et de leur matériel exigeait quand même 17 000 convois de chemin de fer. Cet état de fait nous amène à conclure que si Hitler avait seulement attendu le déferlement massif de l'Armée rouge, aucune armée européenne, ni en 1941, ni en 1942, n'aurait pu l'arrêter dans sa marche vers les côtes de l'Atlantique.

Les historiens soviétiques ne justifient pas les préparatifs d'attaque de l'Armée rouge par des mesures concrètes du gouvernement du Reich. Cela n'a rien de surprenant si l'on se souvient de l'objectif de révolution mondiale poursuivi avec constance depuis 1917. Toute prétendue recherche de domination mondiale, toute prédisposition à un désir effréné de faire la guerre, tout délire de conquête et d'«assujettissement» des peuples européens pour s'assurer des zones pour le déploiement de troupes contre l'Union soviétique, ainsi que les énormes «contradictions du système capitaliste» etc., ne sont pas des raisons valables mais des formules tirées par les cheveux, des insinuations visant à dissimuler sous la propagande sa propre politique expansionniste. Ce sont des slogans de ce genre que l'on jette à la figure de tout non-communiste dès qu'il met le pied sur la scène politique.

---

25) Ph. Fabry, *op. cit.*, pp. 399, 415 et 420.
26) *ibid.*, p. 525.
27) D.M. Projektor, «La Guerre en Europe 1939-1941», éd. russe, p. 394.
28) Ph. Fabry, *op. cit.*, pp. 384-385.
29) *ibid.*, p. 425.

Les preuves dont disposaient les dirigeants du Reich sur la perspective d'une vaste offensive soviétique ont été détruites ou tout au moins soustraites au public à Nuremberg en 1945-1946. Mais un certain nombre d'éléments probants purent malgré tout être rendus publics après la guerre. Ainsi, l'ex-général soviétique, Alexei Markoff, qui, au printemps 1941, commandait un détachement de troupes à la frontière occidentale soviétique, a publié dans la revue américaine *Saturday Evening Post* du 13 mai 1950, un article selon lequel Staline, après la défaite de la France l'été 1940, ordonna des «préparatifs de guerre contre l'Allemagne, parce que Hitler avait gagné trop vite».

> «À sa question de savoir de combien de temps il disposait pour la formation de ses troupes au combat, l'état-major soviétique répondit: "Vous avez jusqu'à l'automne. Nous ne sommes pas encore prêts. Nous attaquerons dès que cela nous conviendra" (*we will strike when convenient for us*).»[30]

Même dans les publications officielles du Parti à Moscou, les Soviétiques ont reconnu les intentions agressives de Staline à cette époque: «En mai-juin 1940» – c'est-à-dire pendant la campagne de France – «les Soviétiques ont modifié leur conception et se sont décidés à la guerre et à la destruction du fascisme».[31] Une autre source officielle du Parti ajoute qu'«à la veille de la guerre l'atmosphère répandue dans l'opinion d'une victoire facile sur l'ennemi» avait eu plus tard des répercussions funestes.[32] Ainsi donc, l'«ennemi» était-il désigné d'emblée, tout comme la volonté de le vaincre, indépendamment du fait qu'un pacte d'amitié et des traités économiques lucratifs venaient d'être conclus avec lui.

D'autres aveux peuvent être tirés de l'ouvrage *Die Geschichte des Grossen Vaterländischen Krieges 1941-1945* («Histoire de la grande guerre patriotique»), publié par l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du PCUS, Moscou 1960, tome I. Les citations suivantes parlent d'elles-mêmes et réfutent authentiquement ce qui fut, pendant des années, le dogme établi par la propagande, à savoir la responsabilité exclusive de l'Allemagne pour la campagne de Russie et même d'ailleurs pour la seconde guerre mondiale. À la page 177 de l'ouvrage, il est affirmé que le cours de la politique étrangère de l'Union soviétique – indépendamment du pacte

---

30) H. Sündermann, *Die Pioniere und die Ahnungslosen*, p. 181.
31) *Kommunist*, 5/1958, pp. 77-84, et *Geschichtsfälscher*, pp. 56-57.
32) *Kommunist*, 12/1960, pp. 74-80.

d'amitié et de non-agression germano-soviétique – restait axé sur les préparatifs:

> «de la création d'une puissante union de peuples et de gouvernements contre l'Allemagne hitlérienne...
>
> De sérieuses transformations se dessinaient dans la situation internationale grâce au pacte germano-soviétique.»

Sans tenir aucun compte du pacte avec Hitler, Moscou soutenait – à la veille de la guerre et après son commencement – la lutte illégale des antifascistes en Allemagne.[33] Les communistes ont sans cesse souligné le fait qu'au cours de la période entre 1939 et 1941, l'Union soviétique avait solidement renforcé sa capacité offensive. Et si dès juin 1941 les unités «surpassaient de loin celles des Allemands dans les zones militaires occidentales»,[34] «le gros des activités d'élaboration du dispositif devait y être terminé entre juillet et septembre 1941».[34]

> «Les forces et les possibilités accrues de l'Union soviétique permettaient de fixer un objectif stratégique déterminant en cas de guerre, jusqu'à l'anéantissement total de l'agresseur sur son propre territoire. Le critère principal réglant les actes de guerre dans la poursuite de cet objectif était l'attaque, à l'élaboration théorique de laquelle on prêtait une grande attention.»[35]

> «Nous conduirons une guerre offensive en la transposant sur le territoire de l'adversaire.»[36]

> «Conformément à la théorie [à savoir la conception stratégique] de parvenir à percer la défense tactique de l'ennemi par des opérations offensives de grande envergure, les unités de l'armée... devraient percer en profondeur, non seulement le front de défense tactique des armées de l'ennemi, mais aussi – et ceci est particulièrement important – son dispositif de défense. Cette percée devrait intervenir de façon foudroyante, ne laissant aux troupes adverses aucune possibilité de repli. Les troupes, chargeant l'adversaire en retraite, devraient le dépasser et ne laisser à ses réserves aucune occasion de renforcer ses lignes intermédiaires de défense. Elles devraient découvrir les flancs adverses, créant ainsi des

33) «Histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1941-1945», éd. russe, vol. I, p. 388.
34) *ibid.*, p. 476.
35) *ibid.*, p, 440.
36) *ibid.*, p, 441 (Projet de règlement sur le service en campagne 1939, p. 9).

conditions favorables pour porter atteinte à ceux-ci ou pour encercler les unités adverses.»[37)]

«Une importance particulière fut attachée, lors des opérations d'attaque, aux "unités de choc", c'est-à-dire des troupes particulièrement renforcées, destinées à l'axe principal de poussée.»[38)]

«Selon les prévisions, la puissance au combat de ces unités de choc devait être extrêmement forte: 3 ou 4 corps d'infanterie légère (12 à 15 divisions d'infanterie légère), 1 ou 2 corps motorisés ou corps de cavalerie, 3 ou 4 divisions d'aviation, 10 à 12 régiments d'artillerie, quelques régiments blindés, des bataillons de pionniers, des unités de défense chimique, etc. Pour l'axe principal de poussée, la densité opérationnelle de percée des positions de défense de l'adversaire était la suivante: 1 division d'infanterie légère sur 2 à 2,5 km, 50 à 100 pièces d'artillerie et tout autant de chars sur un kilomètre. On prévoyait 150 à 250 km pour les opérations d'attaque en profondeur, et 75 à 100 km pour les opérations des armées de choc. La largeur générale du front pouvait varier de 150 à 300 km pour de telles opérations, celle des armées de choc entre 50 et 80 km. La largeur de l'attaque principale, c'est-à-dire du segment de percée du front, pouvait atteindre 60 à 80 km, celle des armées de choc de 20 à 30 km. Les armées devaient avancer de 10 à 15 km en 24 heures, les unités motorisées de 40 à 50 km. Les opérations d'attaque devraient être précédées de préparatifs par l'artillerie et le recours à l'infanterie et aux blindés.»[39)]

«On attachait peu d'importance aux opérations de défense. La défense n'était prévue qu'en tant qu'auxiliaire pour la garantie de l'attaque.»[40)]

«La largeur d'attaque d'une division d'infanterie légère fut fixée à 3 ou 4,5 km, et pour un corps d'infanterie légère à 8 ou 12 km.

L'armée de l'air avait pour mission d'exécuter les opérations en profondeur afin de s'assurer la suprématie aérienne. Selon l'opinion soviétique alors en vigueur, la suprématie aérienne rouge pouvait être obtenue à l'échelle opérationnelle, à condition que l'entrée en ligne des forces armées aériennes survienne soudainement, de façon massive et ininterrompue, par tous les temps.»[41)]

«Les ordres et principes directeurs des forces armées maritimes soviétiques étaient également orientés vers l'attaque. Ici aussi, des coups brefs, soudains et massifs portés contre les navires ennemis, les postes de liaisons maritimes et les objectifs côtiers, ainsi que des barrages de mines devaient mettre rapidement la flotte ennemie hors de combat.»[42)]

---

37) *ibid.*, p. 442.
38) *ibid.*, p. 443.
39) *ibid.*, p. 444.
40) *ibid.*, p. 445.
41) *ibid.*, pp. 448-449.
42) *ibid.*, p. 450.

«La concentration des troupes était particulièrement forte dans la zone militaire spéciale de Kiev. Dans cette zone se trouvaient cinq armées et un certain nombre d'unités mécanisées...

Les forces stationnées au front Sud-Ouest suffisaient à maîtriser non seulement les opérations de défense, mais aussi d'attaque...

Aucune mesure n'était néanmoins prévue pour le cas où l'ennemi attaquerait sans déclaration de guerre, ni pour le cas où les combats frontaliers n'auraient pas d'issue favorable pour nous.»[43)]

Voilà pour les plans stratégiques d'attaque de l'Union soviétique contre son adversaire à la frontière occidentale: l'Allemagne. Il est par ailleurs caractéristique de la littérature historique soviétique de taire systématiquement le pacte d'amitié germano-soviétique du 28 septembre 1939. Ce qui montre bien que les Soviétiques l'avaient jadis pris encore moins au sérieux que le pacte de non-agression signé quatre semaines auparavant avec Hitler.

Un autre témoignage mérite de retenir l'attention. Le Général Andrej Andrejevich Vlassov était le commandant en chef, abondamment décoré, de la 20e armée soviétique. Il fut promu au début de l'année 1942 au rang de commandant en chef adjoint du groupe Volkhov. Après sa capture par les Allemands, il fut interrogé en 1942 à Berlin pour savoir si Staline avait eu l'intention d'attaquer l'Allemagne et pour quelle date une telle attaque aurait été prévue. Il répondit:

«que l'attaque avait été prévue pour août-septembre 1941. Les Russes avaient commencé dès le début de l'année leur acheminement, qui devait durer assez longtemps, du fait des mauvaises liaisons ferroviaires russes. Hitler avait vu juste et était intervenu en plein milieu de l'opération russe.»[44)]

Cette constatation revêt d'autant plus d'importance que Vlassov mentionna cette date en 1942, que le Tribunal militaire international de Nuremberg disposait de ce témoignage en 1945 et qu'indépendamment de ce fait, le général soviétique Markoff, déjà cité, avait confirmé en 1950 cette même date. Avec tant de preuves concordantes, il aurait été certes dans l'intérêt de l'historiographie soviétique – qui se veut toujours «innocente» – de déplacer tout au moins cette mention de la période en question. Ici c'est l'inverse. Comme on l'a vu plus haut, l'historiographie soviétique, en 1960, déplaçait

---

43) F.D. Vorobiev, V.M. Kravzov, «La grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1941-1945», éd. russe, *ibid.*, p. 56.

44) H.G. Seraphim, *op. cit.*, p. 85.

le point culminant de l'avance militaire allemande et le situait dans la période de juillet à septembre 1941, bien qu'elle passe plus ou moins les détails sous silence.[34] Notons au passage que, lors de leur entrée en Union soviétique, les troupes allemandes trouvèrent des cartes d'état-major soviétiques portant des objectifs d'attaque profondément enfoncés en Allemagne. Il s'y ajoute des indices d'autre nature mais qui ne trompent pas, tels que les manuels scolaires soviétiques enseignant la nécessité d'une conquête de l'Europe.[45]

On ne peut que juger étrange ce procédé qui consiste à considérer ces faits comme autant de détails sans importance en les omettant complètement sans accepter leur validité.

Il est vrai que, dans son livre *Mein Kampf*, Hitler a attiré l'attention sur la nécessité d'«un espace vital à l'Est» pour le peuple allemand. Il n'a pourtant pas prétendu – et c'est là une différence de poids – vouloir le conquérir s'il devenait un jour le chef du gouvernement allemand. Il ressort d'ailleurs de tous les documents que le plan «Barbarossa» n'avait aucun rapport avec ce fait. Le livre de Hitler était un écrit polémique, remontant à la période d'une lutte de politique intérieure; le plan «Barbarossa», quant à lui, était conçu exclusivement pour devancer les attaques imminentes d'extermination par l'Armée rouge.[46]

Au cours du conflit meurtrier entre l'Allemagne et l'Union soviétique, la notion d'espace vital se fit plus vive et conduisit aux conséquences fatales que l'on sait. Cela est conforme aux réalités de ce monde.

Il n'existe guère d'États vainqueurs qui ne cherchent à compenser les pertes en vies humaines qui leur ont été imposées par un accroissement de leur influence, de leur espace économique et de leur sécurité stratégique. Il nous semble inutile ici de renvoyer en particulier à Versailles en 1919, à Yalta, à Potsdam et à Tokyo en 1945. Il est historiquement faux de faire découler tout simplement le plan «Barbarossa» ou la campagne de Pologne, voire la seconde guerre mondiale elle-même des commentaires de Hitler dans *Mein Kampf*. Ni la Pologne, ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni l'Union soviétique, ni les États-Unis n'ont aligné leur politique sur ces commentaires, mais, sans en tenir aucun compte, ils se sont activement mis au travail au profit de leurs propres intérêts, de leur propre expansion.

Ce ne sont ni la personne d'Adolf Hitler, ni la teneur de ses idées, ni telles mesures individuelles prises par le gouvernement du Reich qui servaient de valeur de référence aux communistes. Hitler n'a jamais voulu s'engager

---

45) *ibid.*, pp. 87-89.
46) Ph. Fabry, *op. cit.*

au profit des plans moscovites de révolution mondiale et il s'est toujours refusé à reconnaître que le marxisme-léninisme était l'ultime solution. Voilà qui a suffi à condamner sommairement Hitler, son parti et, en fin de compte, l'ensemble du peuple allemand dont il était le chef – comme criminels, agresseurs, conspirateurs, impérialistes, militaristes, capitalistes, etc.

Le fait d'avoir réussi à mettre un terme à l'infiltration communiste était une raison suffisante pour le système communiste de lancer une campagne mondiale démesurée de diffamation et de mensonges. Sous l'autorité de la structure du pouvoir communiste des millions d'êtres humains ont été contraints à reconnaître les jugements de valeurs établis jusque-là comme «des vérités prouvées scientifiquement», comme faisant partie du «bien commun universel de l'esprit» et à risquer leur vie pour cela. Il appartient à la tactique communiste de soumettre les adversaires (c'est-à-dire les hommes politiques non-communistes) l'un après l'autre au feu roulant de sa propagande et d'inciter les autres «États capitalistes» à détruire l'adversaire le plus proche «par tous les artifices et combines». Ceux qui connaissent la question ne s'étonneront donc pas de voir précisément ces mêmes méthodes de diffamation et ces mêmes slogans, jadis utilisés contre le Reich allemand, simplement réactivés après la seconde guerre mondiale à l'encontre des États-Unis.

Les communistes ne cachent absolument pas qu'ils tiennent pour moral même le mensonge, la diffamation, la rupture des traités, la falsification de l'histoire, pourvu que cela serve leur intérêt, c'est-à-dire celui de la révolution mondiale. C'est là que l'on reconnaît l'inconsistance et le danger de la base de valeurs sur laquelle tablent les communistes. Tant qu'on accuse immédiatement de «crime», et menace même de liquider celui qui ne pense pas selon la ligne marxiste-léniniste – stalinienne à l'époque – et qui refuse de se soumettre à la volonté de Moscou, tant qu'on traite de prime abord tout non-communiste d'agresseur et d'ennemi de la paix, on ne peut

ni procurer ou garantir la paix,
ni résoudre les problèmes au plan national,
ni faire naître la confiance internationale,
ni surtout constituer des «principes de droit».

Les derniers jours de paix
Le pacte de non-agression germano-soviétique

Le 22 août 1939 – vraisemblablement impressionné par les événements qui se profilaient à Moscou – Chamberlain adressait à Hitler une lettre où il soulignait en termes très généraux les obligations de l'alliance de la Grande-Bretagne avec la Pologne et combien il était nécessaire de discuter en confiance. Mais il se gardait de ne proposer aucune mesure concrète indispensable. Dans sa réponse, Hitler renvoyait aux causes de la tension germano-polonaise et appelait l'attention sur le fait que la Pologne se verrait incitée à commettre de nouvelles provocations si le gouvernement britannique persistait à soutenir sans réserve ces excès et ne faisait pas valoir son influence pour insuffler une «atmosphère de confiance» à Varsovie.

Dès ce jour, il était devenu évident que le gouvernement britannique avait «fait échouer complètement les négociations» engagées, le 7 août, au cours d'une conférence secrète tenue à la frontière germano-danoise. À ces entretiens, tenus dans la propriété de l'industriel suédois, Birger Dahlerus, participaient Hermann Göring, le Général Bodenschatz, un interprète et sept Anglais, «relations d'affaires» de Dahlerus. Ces entretiens aboutirent à l'accord de Hitler pour la tenue d'une conférence quadripartite secrète.[1]

Le 23 août, le Ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, signait à Moscou le Pacte de non-agression germano-soviétique. Ce pacte était imprévisible. Hitler l'avait conclu parce que les pourparlers anglo-franco-soviétiques duraient depuis des mois. L'envoi de missions militaires à Moscou, fin juillet, prenait pour l'Allemagne un caractère menaçant. Hitler était placé devant une alternative: soit tolérer cette coalition massive d'alliés contre lui, soit la rompre par voie diplomatique. Ces tentatives alliées impliquaient, il faut le dire, les actions expansionnistes des Soviétiques en Europe centrale.

La Grande-Bretagne et la France étaient en réalité prêtes à céder aux

1) B. Dahlerus, *Der letzte Versuch*, pp. 46-48, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VI, pp. 743 *seq* et 751 *seq*: les entretiens de Dahlerus avaient déjà débuté en juillet.

Soviétiques les États baltes, la Pologne et la Roumanie.[2] Ceci contre le gré de leurs peuples et gouvernements et en pleine connaissance des «risques et inconvénients qu'entraînerait l'admission de la présence de troupes soviétiques sur le sol polonais».[3]

Il est stupéfiant de constater que, le 22 août, le ministre des Affaires étrangères français, Bonnet, mentait en affirmant à Londres que la Pologne acceptait la traversée de son territoire par les troupes soviétiques, et que Halifax, qui connaissait le caractère mensonger de cette affirmation, n'en transmettait pas moins une note au chef de la délégation britannique à Moscou, l'Amiral Drax. Par cette note Halifax le priait de s'aligner sur les déclarations du général français Doumenc.[4]

(En juillet 1940, après la reprise de ces contacts, à l'instance de son gouvernement, l'ambassadeur britannique à Moscou, Cripps, recommandait à Staline d'occuper aussi les Balkans et des réserves dans les Dardanelles).[5] En vue de ces circonstances ainsi manipulées, la garantie britannique à la Pologne, qui ne concernait que la frontière germano-polonaise, se trouvait démasquée et réduite à une vile imposture visant à dissimuler des intentions belliqueuses. Le 22 août 1939, l'ambassadeur britannique à Berlin, Henderson, reconnaissait, dans une lettre adressée à Lord Halifax, que c'était la Grande-Bretagne qui avait contraint Hitler à cet intermède moscovite.

> «Mais je ne peux dire avoir été surpris, étant donné que j'ai toujours pressenti que notre politique à l'égard de la Pologne ne pourrait avoir d'autre issue que le rapprochement de l'Allemagne et de la Russie. En fin de compte, on ne peut en blâmer l'Allemagne...»[6]

Connaissant ces faits, on ne peut pas rendre Hitler responsable de ce que le pacte de non-agression avec Moscou, conclu par ses soins, tenait compte également de modifications qui trouvèrent leur expression dans un protocole secret supplémentaire. Ce protocole portait une délimitation des sphères d'intérêts «dans le cas de modifications territoriales». Pourtant, à la différence du but que les Alliés avaient visé dans leurs tentatives diplomatiques, le pacte de non-agression signé avec Staline n'était pas une alliance militaire.

---

2) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. III, pp. 96-124, et I. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 336, et K. Zentner, *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, p. 69.

3) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 91.

4) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 124.

5) A. Seidl, *Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion 1939-1941*, p.195.

6) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 158.

Hitler ne l'avait pas non plus conclu avec l'intention de déclencher une guerre. Les efforts entrepris, du 23 août au 1er septembre 1939, par Hitler et von Ribbentrop, mais aussi par le feld-maréchal Göring, dans une procédure diplomatique non officielle, visaient à établir des rapports amicaux avec la Grande-Bretagne et un équilibre avec la Pologne en profitant du changement de cours de Moscou. Le gouvernement du Reich en avait d'ailleurs informé Staline tout comme Chamberlain.[7)] La requête de Ribbentrop aux Soviétiques de masser des troupes le long de la frontière polonaise ne doit en outre être interprétée que comme un moyen utilisé pour amener la Pologne à céder et à accepter ainsi un règlement pacifique.[8)] Avant le début de la guerre, il n'existait aucun plan d'action commune contre la Pologne et, avant la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France à l'Allemagne, le gouvernement du Reich n'avait déployé aucun effort pour pousser l'Union soviétique à intervenir à ses côtés dans le conflit l'opposant à la Pologne. Ces faits démentent la thèse selon laquelle du côté allemand, le pacte de non-agression avait eu pour objectif l'anéantissement de la Pologne, voire le déclenchement d'une guerre.[9)]

> «Par respect pour la vérité historique, il convient de retenir que la première tentative de rapprochement du 10 mars [1939] de Staline fut bien enregistrée et bien comprise en Allemagne, mais qu'aucune réaction correspondante ne suivit du côté allemand. Hitler ne voit en Staline un allié possible qu'après la déclaration de garantie anglo-française à la Pologne et après les exactions polonaises contre tout ce qui est allemand.»[10)]

L'ancien secrétaire d'État Meißner déclare à propos des motifs de Hitler:

> «Autant qu'il était possible de juger de son attitude personnelle et de ses déclarations, Hitler, au moment de la conclusion du pacte de Moscou, était, pour des raisons de politique réaliste, déterminé à laisser de côté les contradictions idéologiques entre le national-socialisme et le bolchevisme. Je fus le témoin de plusieurs entretiens au cours desquels Hitler tentait de convaincre, en des termes percutants, les membres dirigeants du Parti du bien-fondé de sa décision.»[11)]

---

7) B. Dahlerus, *op. cit.*, p. 53.
8) *ADAP* VII, doc. 360.
9) Ph. Fabry, *Der Hitler-Stalin Pakt 1939-1941*, pp. 123-125, et A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 262.
10) K. Zentner, *op. cit.*, p. 66.
11) O. Meißner, *Staatssekretär unter Ebert, Hindenburg, Hitler*, p. 514.

De même, l'ex-conseiller d'ambassade Hilger:

«En ce qui concerne Hitler, il semble avoir cru, dans les 5 à 6 mois suivant la conclusion des accords avec l'Union soviétique, que ceux-ci non seulement atteignaient leur objectif immédiat mais aussi qu'ils formeraient pour des années la base de relations avantageuses pour les deux parties. Je possède des informations sûres, selon lesquelles Hitler se serait souvent confié dans ce sens à ses proches collaborateurs au cours de l'hiver 1939-1940. L'idée que Staline aurait pu, le moment venu, exercer une pression sur une Allemagne affaiblie par la guerre n'avait pas à ce moment encore effleuré Hitler. Au contraire, il paraissait alors convaincu que la supériorité militaire de l'Allemagne était garantie à long terme et que, par ce seul fait, Staline se verrait contraint de respecter les accords existants.»[12)]

L'ordre de marche du 23 août 1939

L'accord transforma la situation de manière déterminante: il scellait l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques. Hitler a tenté de profiter de l'effet de choc que ce pacte devait provoquer dans les pays occidentaux. Le 23 août, il édicta le plan de concentration des troupes contre la Pologne pour le 26 août.[13)] Le feld-maréchal Keitel affirmait dans ses écrits de la prison du TMI [Tribunal militaire inter-allié] de Nuremberg,

«que le déblocage des mouvements de troupes vers la frontière polonaise était synchronisé de telle sorte qu'après une marche nocturne, les combats devaient commencer le 26 au matin.»[14)]

Le 23 août,

«seul était donné l'ordre de mise en préparation des troupes sur la base de départ, pour l'attaque du 26 août. À cette occasion, Hitler avait expressément commandé que l'arrêt des opérations devait être garanti par un contre-ordre. Ce contre-ordre fut donné le 25 août à 18 h 15.»[15)]

---

12) G. Hilger, *Wir und der Kreml*, p. 290.
13) TMI, vol. XXVIII, p. 389.
14) W. Görlitz, *Generalfeldmarschall Keitel – Verbrecher oder Offizier?* p. 211.
15) F. Lenz, *Nie wieder München*, vol. I, p. 304.

À la question de savoir s'il n'avait pas entendu parler du premier ordre d'attaque, le feld-maréchal Milch répondit devant le Tribunal militaire interallié de Nuremberg:

> «Oui, j'en ai entendu parler. À vrai dire, pour être juste, il ne s'agissait pas du déclenchement d'une attaque proprement dite, mais des dispositions à prendre en prévision d'une attaque. Si bien que le terme "attaque" lui-même n'était ainsi pas encore utilisé. Cela fait une différence.»[16)]

Hitler – comme tout homme politique en mesure de le faire – avait coutume de recourir au moyen de pression militaire pour imposer ses objectifs, tout en cachant à ses généraux l'effet politique des mesures militaires. Cet ordre du 23 août, malgré son apparente clarté militaire, ne doit donc pas être considéré comme une décision politique définitive. L'évaluation de l'objectif politique, quant à elle, est toutefois déterminante lorsque la responsabilité de la guerre est en question.

Keitel relate une lettre adressée par Hitler à Mussolini, au même moment:

> «Hitler comptait bien que la teneur de sa lettre serait immédiatement communiquée à Londres par les soins de son service des Affaires étrangères, si "digne de confiance". À son avis, la lettre devait pouvoir convaincre Londres du sérieux de ses intentions sans toutefois révéler la date réelle de son intervention armée, de sorte que la Pologne soit avertie, tout en sauvegardant l'effet de surprise de son attaque. Finalement, en avançant la date prescrite, Hitler avait voulu hâter l'intervention anglaise sur laquelle il comptait fermement pour éviter la guerre et pour laquelle il comptait sur le soutien de Mussolini.»[17)]

Il est probable que Hitler s'attendait également à ce que ses ordres militaires soient communiqués à l'Angleterre – l'Allemagne, en tant que «pays ouvert», n'était nullement à l'abri de l'espionnage comme l'Union soviétique. Il tentait ainsi de contraindre Londres à prendre une initiative sérieuse en vue d'arriver à un compromis. Il faut aussi considérer que Hitler voulait contrôler l'efficacité de la Wehrmacht en état d'ultime alerte. En tout cas – et les déclarations de tous les participants coïncident largement – pour tirer profit de l'effet de surprise du pacte de non-agression avec l'Union soviétique, Hitler, comme il a été dit plus haut, avait lié à son ordre de marche du 23 août l'intention politique d'amener l'Angleterre et la Pologne à la table des négociations. Mais ce calcul n'a pas réussi.

---

16) *Procès de la Wilhelmstrasse*, affaire XI, rapport du procès, vol. 77, p. 25558.
17) W. Görliz, *op. cit.*, p. 210.

Le feld-maréchal von Manstein confirme cette attitude fondamentale:

> «Quoi qu'il en soit, les mesures militaires prises en août 1939 pouvaient effectivement être destinées – malgré le plan de marche "Plan Blanc" – à renforcer la pression politique sur la Pologne afin de l'amener à la conciliation. Par ordre de Hitler, on travaillait fiévreusement à la construction d'un *Ostwall* – "rempart de l'Est" – l'équivalent à l'est de la ligne Siegfried. Des divisions entières, dont la 18e, étaient stationnées en roulement permanent pour quelques semaines à la frontière polonaise afin de travailler à ce rempart. À quoi bon ce déploiement si Hitler avait eu l'intention d'attaquer la Pologne? Et au cas où – à l'encontre de toutes ses assurances – il aurait envisagé la possibilité d'une guerre sur deux fronts, ce rempart aurait été tout à fait mal placé. Car, dans une telle éventualité, la seule chose à faire serait de vaincre tout d'abord la Pologne en l'attaquant, le front occidental restant sur la défensive. La solution inverse, à savoir offensive à l'ouest et défensive à l'est, était hors de question vu les rapports de forces de l'époque. Il n'existait d'ailleurs aucun plan pour une quelconque offensive à l'ouest, et aucun préparatif ne fut envisagé à cet effet. Si donc la construction d'un "rempart de l'Est" devait revêtir un sens quelconque dans la situation donnée, ce serait sans aucun doute seulement pour exercer une pression sur la Pologne par une importante concentration de troupes à la frontière polonaise. Le déploiement des divisions d'infanterie sur la rive orientale de l'Oder pendant les dix derniers jours du mois d'août et le stationnement des divisions blindées et motorisées dans les zones d'attente tout d'abord à l'ouest de l'Oder, ne constituaient pas nécessairement des préparatifs d'attaque mais pouvaient aussi être interprétés comme un moyen politique de pression.»[18)]

La grande déception de Hitler, en ce 25 août, fut que Mussolini ne se comportait pas selon ses intentions. Keitel se souvient:

> «Mais alors, la cause profonde de sa déception face à la "trahison" de Mussolini parut au grand jour. Il dit à peu près ceci: "La Grande-Bretagne a évidemment appris que l'Italie ne veut pas coopérer. Dès lors la Grande-Bretagne va aussitôt durcir sa position et elle [la Grande-Bretagne] épaulera la Pologne. Le résultat politique de ma lettre va ainsi exactement à l'opposé de mes espérances".»[14)]

Entre-temps, dans une note-réponse que l'ambassadeur italien Attolico remit à Hitler dans l'après-midi du 25 août, Mussolini faisait dépendre ses obligations envers l'alliance de fournitures irréalisables par l'Allemagne: six

---

18) E. von Manstein, *Verlorene Siege*, pp. 17-18.

millions de tonnes de charbon, deux millions de tonnes d'acier, sept millions de tonnes de mazout etc., plus 150 batteries antiaériennes. Après cette réponse, Hitler devait escompter que la Grande-Bretagne était au courant de l'attitude de l'Italie et refuserait maintenant à plus forte raison tout compromis. Juste après, Hitler reçut effectivement par câble la nouvelle que la Grande-Bretagne s'était liée encore plus étroitement à la Pologne par un accord de garantie élargie.

L'objectif politique des mesures militaires devenait ainsi caduc. L'ordre de marche fut immédiatement annulé.

Hitler n'escomptait ni ne voulait la participation militaire de l'Italie au conflit avec la Pologne, mais seulement la solidarité **politique** du partenaire de l'Axe. Cette rebuffade **politique** de l'Italie, d'autant plus sensible que la Grande-Bretagne fut immédiatement avisée de la neutralité absolue de l'Italie, a particulièrement ébranlé Hitler du fait du durcissement inévitable de la position britannique et de ses conséquences immédiates. Le 22 août, Chamberlain avait à nouveau insisté sur l'alliance contractuelle avec la Pologne – le 25 août, Hitler ne pouvait être concerné par cette alliance. Hitler savait très bien, dès le départ, qu'il n'avait aucunement le moyen de scinder le front polono-britannique. Cela ressort de tous les documents à ce sujet. Le 23 août, en pleine connaissance de ces circonstances, il avait donné l'ordre de mise en préparation. Il retira l'ordre en fait, sous les mêmes circonstances: non-participation de l'Italie, promesse d'alliance de la Grande-Bretagne envers la Pologne et manque de médiation de Londres. Oui, il l'annula malgré la décision prise le 23 août par la Pologne «de mobiliser une grande partie de l'armée [les trois-quarts]».[19]

Ces faits prouvent que l'ordre du 23 août poursuivait uniquement l'objectif politique de provoquer des négociations par le biais de la pression des décisions militaires en gestation. Sans cette pression, aucune négociation n'aurait pu être amorcée pendant des mois, au contraire. Les provocations polonaises n'avaient cessé de se multiplier. Le 24 août, Henderson ne voyait:

> «plus aucun espoir d'éviter la guerre si instruction n'était pas donnée à l'ambassadeur polonais de demander, aujourd'hui ou au plus tard demain, un entretien privé avec Hitler (lequel peut bien refuser de l'accorder, vu l'heure tardive).»[20]

---

19) *Livre Jaune Français*, doc. 219, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939,* vol. VII, doc. 238.

20) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 241.

D'autres indices confirment la thèse que cet ordre de marche du 23 août visait ledit objectif politique:

a) Alors qu'on dispose de la teneur écrite de la «Directive n°1 pour la conduite de la guerre» du 31 août 1939 (document assez volumineux, au demeurant), on ne connaît aucun écrit sur l'ordre d'attaque du 23 août. Il n'était pourtant pas dans les habitudes de la Wehrmacht de ne communiquer qu'oralement un ordre d'une telle portée.

b) Le plan de Hitler «Fall Weiß» (Plan Blanc) prévoyait le 1er septembre 1939 comme première date possible; hâter cette date aurait exigé de nombreuses modifications des opérations. Rien ne nous en est pourtant parvenu.

c) Le 25 août, les troupes allemandes sur la frontière de l'ouest, par exemple, n'occupaient pas encore leurs bases de défense – ce qui était prévu pour le 1er septembre. Il n'est fait cas d'aucun ordre qui aurait prévu d'occuper ces ouvrages défensifs avant la date.[21)]

d) Si des mesures ont été déclenchées à l'avance dans des proportions croissantes dès le 18 août, l'ordre de mobilisation camouflée ne fut donné, lui, de Berlin que le 25 août, vers midi.[22)] Cette mobilisation camouflée, qui devait se dérouler de manière à ne pas entraîner une aggravation de la situation politique étrangère, fut donc commandée une nouvelle fois indépendamment de l'ordre de marche du 23 août, et poursuivait donc bien un but politique différent; elle n'était pas subordonnée à un ordre de marche; en revanche, l'ordre de marche du 23 août n'était pas, quant à lui, subordonné à la mobilisation camouflée.

Si vraiment l'ordre de marche du 23 août avait été sérieux, Hitler n'aurait eu aucune raison de le retirer le 25 août, puisque l'attitude de ses adversaires ne s'était pas modifiée depuis le 23 août. S'il avait été prêt à marcher plus tôt, alors il aurait dû le faire le 25 août. Étant donné que ce ne fut pas le cas, il y a lieu de contester le sérieux politique de l'ordre de marche du 23 août. La question se pose toutefois: Hitler serait-il aussi revenu en dernière minute sur son ordre de marche (ce qu'il fit le 25 août peu après douze heures),[23)] si la Grande-Bretagne n'avait absolument rien entrepris le 25 août? Faute de documents, on ne peut répondre à cette question, d'ailleurs hypothétique. Le seul indice favorable à l'hypothèse selon laquelle il aurait

---

21) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 270.

22) TMI, vol. XXX, doc. 2353-PS, p. 263, et *ADAP* VII, p. 253 (éd. anglaise, p. 302) et B. Müller-Hillebrand, *Das Heer 1939-1945*, vol. II, p. 15.

23) Aucun document spécifique à l'heure de l'annulation de cet ordre n'a été mis à disposition pour la recherche. Cf. *ADAP* VII, p. 470 (éd.anglaise, p. 560) et *Nation Europa*, 5/1963, «Die Legenden um Hitlers Angriffsbefehl vom 25 August 1939».

annulé l'ordre même dans ce cas, pourrait être la proposition d'alliance de Hitler à la Grande-Bretagne, du 25 août vers midi.

On ne pouvait en effet s'attendre à ce que la Grande-Bretagne saisît cette proposition si, le lendemain, les troupes allemandes devaient entrer en Pologne. Cette proposition de dernière minute ne peut donc pas non plus être interprétée comme une diversion militaire tactique, la Grande-Bretagne n'étant de toute façon pas en mesure d'intervenir tout de suite militairement en cas d'une invasion de la Pologne par les troupes allemandes; il faut présumer en outre que la Pologne était également déjà informée de l'ordre de marche de la Wehrmacht et qu'une diversion était ainsi peu probable. En tout état de cause, le 25 août à 13 h 30, Hitler avisait Henderson, l'ambassadeur britannique, qu'après avoir réglé le problème germano-polonais, il adresserait une proposition généreuse d'alliance à la Grande-Bretagne. Il est évident qu'un tel plan ne pouvait réussir que grâce à un «règlement pacifique du problème germano-polonais». Devant ces perspectives d'une future coopération germano-britannique, énoncées par Hitler, la Grande-Bretagne aurait pu aider à convaincre la Pologne de se raviser. Ni Chamberlain, ni Henderson n'ont affirmé que Hitler aurait fait allusion à un «règlement armé», ou qu'il aurait pu le faire. Bien plus, ils étaient plutôt convaincus qu'il fallait rappeler les Polonais à la raison, et non les Allemands.[24)]

D'ailleurs, le biographe de Chamberlain, K. Feiling, confirme que – bien qu'il eût connaissance de la mise en préparation de l'armée allemande – le Premier britannique considérait la proposition du 25 août 1939 de Hitler à la Grande-Bretagne comme étant soumise à un éventuel règlement pacifique avec la Pologne:

> «Les entretiens avec Hitler et Göring laissaient entendre – ce qui était probablement voulu – qu'il serait possible de persuader Hitler d'accepter une solution pacifique et raisonnable de la question polonaise, afin d'arriver à un arrangement germano-anglais. Il [Hitler] n'arrêtait pas de répéter que c'était là son plus grand désir.»[25)]

---

24) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, pp. 272 et 275, entre autres.
25) K. Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, pp. 416-417.

Les activités du gouvernement britannique du 25 au 28 août

La manière dont le gouvernement britannique avait réagi au pacte de non-agression germano-soviétique et à la nouvelle de la volonté de l'Italie de ne pas s'engager dans un conflit ne pouvait qu'aggraver la situation. Au lieu de rechercher les possibilités de négociation sur les questions urgentes du conflit qui menaçait – ce qui aurait sans aucun doute amené Hitler à annuler immédiatement son ordre de marche, car «Hitler ne voulait pas d'un conflit armé avec la Pologne» [26] – Londres renforça les affrontements en élargissant la garantie à la Pologne (ce qui recélait des conséquences incalculables), et en déclinant toute médiation. Le gouvernement britannique qualifia faussement de belliciste le pacte de non-agression germano-soviétique et «prit ses dispositions», c'est-à-dire qu'il se prépara à un conflit armé.[27] Le 23 août 1939, le conseiller en chef de la politique étrangère, Lord Vansittart, s'adressa au ministre plénipotentiaire hongrois à Londres «en se référant aux déclarations en Conseil des ministres»:

> «La Grande-Bretagne ne cédera en aucun cas. Même si les actes de violence ne visaient pas directement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Pologne, la Grande-Bretagne mobiliserait immédiatement et entrerait en action.»[28]

Dans ses mémoires, Winston Churchill relate de façon impressionnante les mesures militaires, arrêtées aussi bien par les dirigeants britanniques que par les gouvernements des dominions et des colonies, à l'annonce du pacte de non-agression germano-soviétique.[29] Il s'agissait d'une mobilisation mondiale – contre l'Allemagne, mais pas nécessairement aussi contre l'Union soviétique. Morale et humanité ne pouvaient donc pas être les mobiles de Londres qui ne tint nullement compte du fait que c'étaient les négociations militaires anglo-soviétiques qui poussèrent Hitler à un arrangement avec l'Union soviétique. Si l'on peut faire valoir des circonstances atténuantes à

26) C. Tansill, *Back Door to War*, p. 510.
27) E. Raczynski, *In Allied London*, p. 24.
28) *ADAP* VII, doc. 238 (éd. anglaise, doc. 236).
29) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I, livre I, p. 403.

la réaction britannique pour le 23 août on ne peut, par contre, absoudre Londres de la responsabilité d'avoir somme toute provoqué le pacte Staline-Hitler. La réaction britannique rendit la situation encore plus désespérée et encouragea les forces intéressées par un conflit militaire avec l'Allemagne. On ne considéra même pas l'éventualité d'un consensus pacifique.[27)]

Sur la recommandation de Hitler, l'ambassadeur Henderson se rendit, le 26 août, à Londres, porteur de la proposition allemande d'alliance du 25 août. Il y fut retenu jusqu'au 28 août à 17 h 00, un laps de temps qui entraîna la «stagnation» des pourparlers.[30)] Lorsqu'en ce 28 août, à 22 h 30, Henderson remit à Hitler la réponse britannique à son offre d'alliance et à sa requête d'assistance dans le règlement des litiges germano-polonais (du 25 août), Hitler était en droit d'espérer que le gouvernement britannique avait profité de ces trois jours pour ménager des entretiens intensifs avec Varsovie, et avait influé sur la Pologne pour l'amener à négocier désormais sous la protection de la Grande-Bretagne et de la France. On porta à la connaissance de Hitler, en soulignant que la situation était «extrêmement urgente», que le gouvernement britannique était prêt:

> «à engager dès que possible des entretiens à ce sujet...
>
> Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà reçu une assurance définitive du Gouvernement polonais aux termes de laquelle ce dernier serait prêt à entrer en pourparlers sur cette base.»[31)]

En espérant cette médiation promise, et l'accord désormais acquis du gouvernement polonais de négocier, Hitler élabora ses propositions et les soumit, le 29 août, à l'ambassadeur Henderson.

Hitler ne fut toutefois pas informé de ce qui s'était réellement passé au cours de ces trois jours (26 au 28 août). Il ne savait pas que Lord Halifax n'avait pas mis à profit ces trois jours pour tenter un compromis. Il ignorait aussi que Halifax avait falsifié, pour la rendre trompeuse, cette dépêche des plus importantes avant le déclenchement de la guerre et qu'il lui avait fait remettre le 28 août. La prétendue disposition des Polonais à négocier n'existait pas et le gouvernement britannique n'avait en outre aucunement l'intention de jouer les médiateurs. Selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères britannique, le 25 août, à l'ambassadeur polonais, «toute

---

30) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 355, et N. Henderson, *Failure of a Mission*, pp. 259-262.

31) *op. cit.*, doc. 447, et Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 463.

tentative de remettre les choses en ordre» était désormais «hors de question».[32) Cette escroquerie de Halifax, dissimulée sous différentes facettes jusqu'à présent, est restée longtemps ignorée des historiens, car eux aussi avaient été dupés par des documents falsifiés, voire par des documents reposant sur de fausses informations. (L'un d'entre eux dans les documents britanniques sur la politique étrangère, les autres dans le Livre Blanc Polonais, le *Livre Bleu Anglais* et le *Livre Jaune Français*.)

Le 28 août, Halifax inventait de toutes pièces une prétendue communication téléphonique avec Kennard, à 16 heures, dont la teneur aurait été l'acceptation des Polonais de négocier. Il l'a frauduleusement introduite dans les documents britanniques. L'historien la retrouve aujourd'hui dans la pièce n°420 des *Documents on British Foreign Policy*. Ce «document» ne peut être authentique. Et le mérite historique d'avoir découvert cette supercherie vingt ans après la fin de la guerre et d'avoir mis en garde les historiens revient à un chercheur allemand.[33)]

Preuves:

1.) Le *Livre Bleu Anglais*, publié immédiatement après le début de la guerre en 1939, ne contient aucune mention de cette disposition des Polonais à négocier. Pourtant le Premier ministre, Chamberlain, avait déclaré, le 1er septembre 1939, devant la Chambre des Communes que le *Livre Bleu Anglais* (curieusement déjà presque complètement achevé avant même le déclenchement du conflit germano-polonais)[34)] renfermait tous les documents importants.

2.) Le Livre Blanc Polonais, (*Les Relations Polono-Allemandes et Polono-Soviétiques au cours de la période 1933-1939*) élaboré en Angleterre début 1940 par le gouvernement polonais en exil, comprend, sous le n° 96, une communication du 28 août 1939 de Beck à ses ambassadeurs à Londres et Paris:

> «L'ambassadeur britannique m'a consulté au sujet de la réponse à donner à M. Hitler. Je consentis à ce que le Gouvernement du Reich fût informé que la Pologne était prête à des négociations. En même temps je demandai des précisions au sujet de ce que le Gouvernement britannique entendait par le terme: garantie internationale. Je vous prie de traiter toute la question de consultation comme strictement confidentielle.»

---

32) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 24.
33) F. Lenz, *op. cit.*, vol. I, pp. 392-397.
34) *Livre Bleu Anglais N° 1*, doc. 105.

Ce «document» semble aussi avoir été fabriqué ultérieurement «en consultation» avec le gouvernement britannique: le 28 août Beck ne pouvait absolument pas avoir choisi ces termes pour le gouvernement britannique, car «une consultation» sur la note adressée à Hitler ne correspondait tout simplement pas aux faits réels. Toutefois, le fait de mentionner ces fausses indications à deux reprises dans la «note» rend la falsification encore plus évidente. – Halifax fit remettre la note britannique à Berlin, sans que la Pologne ait été consultée auparavant. Encore moins avait-elle été appelée à émettre des requêtes en vue de les transmettre à Hitler.

3.) Le 27 août Halifax reçut de son ambassadeur la nouvelle suivante, télégraphiée de Varsovie à 22 h 46:

> «Monsieur Beck vient de m'informer [Kennard] que, vu les propos tenus par Hitler sur la Pologne dans son entretien avec Sir Nevile Henderson (25 août), le gouvernement polonais a décidé la mobilisation générale, qui doit être entreprise immédiatement.»[35)]

Ce n'est que le 28 août (un jour plus tard) à 19 heures – trois heures après le prétendu accord des Polonais pour négocier! (document 420-16 heures) et seulement après réception d'un nouvel avis de mobilisation de Varsovie (document 424) que Halifax s'enquit:

> «J'ignore totalement ce qui précisément, dans les déclarations de Hitler à Sir Nevile Henderson, a conduit le gouvernement polonais à ordonner ces mesures de mobilisation la nuit dernière.»[36)]

Halifax ne fit **pas** demander comment le gouvernement polonais conciliait ces mesures avec son (prétendu) accord pour négocier.

4.) Les divers témoignages contenus dans les documents britanniques sur les efforts intensifs déployés par le ministre des Affaires étrangères britannique pour susciter la bienveillance de «l'opinion publique mondiale» vis-à-vis de l'attitude polonaise[37)] font comprendre le remède radical finalement appliqué – une information consciemment falsifiée – par un homme qui, depuis la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique, qualifiait «toute tentative de remettre les choses en ordre» comme «hors de question».[38)]

---

35) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 391.
36) *ibid.*, doc. 436.
37) *ibid.*, doc. 4, 280, 357, 372, 539, 576, et *Livre Jaune Français*, doc. 218, 222.
38) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 24.

«Le colonel Beck appréhendait les négociations, non parce qu'elles étaient vouées à l'échec, mais parce qu'il craignait que Hitler finît par accepter quand même un compromis et que la Grande-Bretagne se montrât disposée à imposer un tel compromis à la Pologne.»[39)]

«La menace d'une guerre écartée, il n'y avait plus aucune chance d'obtenir des concessions des Polonais, et les Britanniques en étaient conscients.»[40)]

5.) Halifax manipula les faits, conformément à ses objectifs:

a) Bien que, comme il a été dit plus haut, Henderson séjournât pendant trois jours à Londres, Halifax ne requit l'accord de la Pologne pour négocier que lorsqu'il devint évident (le 28 août à 14 heures) qu'une réponse de la Pologne n'était plus possible avant le départ de Henderson pour Berlin. Dans un laps de deux heures, il était impossible que Kennard fût informé, eût une audience avec Beck et eût déjà transmis sa réponse au Foreign Office. Or, la (prétendue) réponse parvint à Londres en l'espace de deux heures – à 16 heures (document 420). Les instructions données à Kennard formulaient clairement (doc. 411) de «rendre visite» à Beck, ce qui correspondait certes aux usages diplomatiques – mais cela ne pouvait en aucun cas permettre une réponse si rapide. La réponse proprement dite de Beck à la démarche britannique n'a d'ailleurs été donnée que le 31 août.[41)] Ce retard resterait lui aussi inexplicable si Beck avait répondu directement – donc dès le 28 août, comme en témoignent le Livre Blanc Polonais doc. 96, et le document britannique 420.

b) Il fallait faire naître l'impression auprès du gouvernement allemand que l'acceptation des Polonais à négocier était donnée sans réserve. Pour ce faire, un ambassadeur qui le croyait lui-même était nécessaire. Or Henderson s'en était montré critique – n'avait-il pas exigé dès le 24 août l'envoi immédiat d'une personnalité polonaise munie des pleins pouvoirs?[42)] Ainsi fut-il renvoyé, le 28 août à 17 heures, à Berlin, convaincu que le gouvernement britannique avait sondé Varsovie et attendait à tout instant l'acceptation de la Pologne à négocier. C'est pourquoi Halifax ne lui remit pas la note britannique en mains propres à remettre à Hitler, mais la lui télégraphia une heure plus tard. De retour à Berlin, il ne pouvait ni mettre en doute, ni vérifier l'affirmation de son ministre des Affaires étrangères que l'acceptation des Polonais à négocier était parvenue entre temps.

---

39) M. Freund, *op. cit.,* vol. III, p. 308.
40) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 272.
41) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 609.
42) *ibid.*, doc. 241.

c) L'atmosphère au cours des ces trois jours (26-28 août) était absolument singulière dans le contexte de cette période cruciale, et n'a jamais été expliquée.

6.) L'ambassadeur Kennard fut reçu par Beck dans la soirée du 28 août. Les dirigeants britanniques ne furent informés du résultat de l'entretien que tôt dans la matinée du 29 août.[43] Il ne leur était donc pas possible de détenir déjà cette réponse le 28 août à 16 heures. Par ailleurs, Kennard ne put insérer à l'entretien aucune remarque sur la disposition des Polonais à négocier, ni évoquer un «nouveau cours» à Varsovie ou indiquer que l'on attendait en fait désormais une réaction diplomatique de Hitler. Au contraire, c'est Beck qui informa Kennard qu'au cas où l'on «ne recevrait pas de réponse satisfaisante» du Sénat de Dantzig, il fallait s'attendre à un fait accompli à Dantzig pour la nuit même. Sur ce, Kennard se vit contraint de mettre Beck en garde.[43]

7.) Le 28 août à 14 heures,[44] Halifax avait demandé à Kennard à Varsovie de communiquer le résultat de sa conversation avec Beck non seulement à Londres, mais aussi à Berlin, Paris et Rome. Dans la réponse donnée (prétendument) deux heures plus tard, Kennard «confirme» (prétendument) s'en être acquitté. Le fait que ni Henderson (Berlin), ni Phipps (Paris), ni Loraine (Rome) n'en furent en réalité informés, prouve le caractère frauduleux de l'adjonction ultérieure de ce télégramme.[45] Et aucun ambassadeur polonais dans ces villes n'en a jamais eu communication de Varsovie. En outre, l'insistance de Henderson auprès de Lipski, l'ambassadeur polonais à Berlin, jusqu'aux dernières heures de paix, aboutit à la constatation, ou plutôt fournit la preuve, que Lipski fut si étroitement assujetti aux instructions de Varsovie qu'il ne devait s'intéresser à aucune note du gouvernement du Reich et qu'il n'était pas autorisé à entamer des négociations précises.

Pour cacher cette manœuvre frauduleuse aux yeux des nations du monde entier au début de la guerre, l'instruction finale ne fut donc pas consignée dans le *Livre Bleu Anglais* (doc. 73).

8.) Le 28 août à 18 heures, Lord Halifax télégraphiait à Kennard[46] qu'il avait communiqué la teneur de la note britannique de 14 heures, adressée à Varsovie et portant sur la demande d'acceptation de la Pologne à négocier, à l'ambassadeur polonais à Londres, Raczynski. Halifax mentionne en outre: «Si une réponse favorable à ce sujet nous parvient en temps utile...» Halifax ne pouvait écrire ce passage dans son télégramme de 18 heures que s'il n'avait

---

43) *ibid.*, doc. 456: télégramme de Varsovie 3 h 44 – à Londres à 6 h du matin le 29 août.
44) *ibid.*, doc. 411.
45) *ibid.*, doc. 420.
46) *ibid.*, doc. 430.

pas encore reçu cette acceptation. Le document 420, qui stipule que cette acceptation des Polonais à négocier était déjà parvenue deux heures auparavant, ne saurait donc être authentique.

Dans son comportement de faussaire, Halifax a commis une erreur – et ce, deux heures à peine après l'insertion de la supercherie.

Les éditeurs des documents britanniques de politique étrangère se sont également heurtés à ce fait puisque le document 430 comporte une notule (5) pour avertir que «ce télégramme a vraisemblablement dû être envoyé avant réception du document 420» sans avoir pour autant fourni d'explication à cette anomalie.

9.) Le 29 août Halifax informe à retardement son ambassadeur à Varsovie sur la manière dont s'est déroulé son entretien (du 28 août) avec Raczynski.[47] Halifax déclare que Raczynski «semblait être sans contact avec son gouvernement et n'avait aucune remarque à faire». Pas un mot de l'ambassadeur pour indiquer s'il avait par hasard transmis ou confirmé l'acceptation de la Pologne à négocier. Il ne voulait rien savoir non plus de ce que la Grande-Bretagne entendait par «garantie internationale». En revanche, Raczynski s'enquit de la réponse britannique à Hitler et demanda si

> «le gouvernement de Sa Majesté exigerait une trêve. Je répondis que rien dans la réponse ne permettait de tirer une telle conclusion, mais que l'on pourrait prier l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin de faire comprendre à Herr Hitler qu'il fallait arrêter toute provocation si des pourparlers devaient commencer. Le comte Raczynski croyait que cette démarche serait utile, vu qu'il était important d'éviter de donner la moindre impression de faiblesse.»[47]

Halifax n'avait pas réclamé de trêve à la Pologne, mais il avait par contre fait comprendre que c'était sur Berlin qu'il fallait faire pression pour mettre terme aux provocations. Halifax n'avait exhorté les Polonais à négocier avec l'Allemagne ni dans son entretien avec Raczynski, ni dans sa note à Varsovie. Il soulignait au contraire:

> «que l'échec des tentatives d'arriver à un accord germano-polonais anéantirait tout espoir d'entente anglo-allemande et pourrait dégénérer en une guerre, avec des souffrances et des pertes incalculables pour de nombreux pays.»[48]

---

47) *ibid.*, doc. 497.
48) *ibid.*, doc. 431: 28 août, 18 heures.

Devant cette déclaration – et d'autres analogues – du ministre des Affaires étrangères britannique à ce moment précis, la phrase suivante ne pouvait être écrite que pour les archives:

> «Le gouvernement de Sa Majesté a signalé au gouvernement polonais la nécessité d'exprimer sa disponibilité à entamer des pourparlers sur cette base.»[48)]

En fait, c'est l'attitude de la Pologne qui fut à nouveau approuvée sans réserve pour le passé, le présent et l'avenir.

10.) Le ministre des Affaires étrangères, Beck, ne s'enquit de ce que le gouvernement britannique entendait par «garantie internationale» que le 31 août,[49)] ce qu'il n'aurait pas fait

a) s'il l'avait déjà demandé (selon le document 420),

b) si Halifax avait entre-temps répondu à cette question qui (selon le doc. 420), semblait revêtir un caractère urgent pour la Pologne et que Beck qualifiait, le 31 août, de «question primordiale du gouvernement polonais».

Halifax aurait dû répondre d'urgence à cette question: n'avait-il pas, au même moment, attiré l'attention de Hitler sur «une affaire extrêmement urgente»?[50)] Quiconque prendrait pour authentique le document 420 (28 août – 16 heures – l'acceptation de la Pologne à négocier, ainsi que la question de la «garantie internationale») devrait en déduire que Halifax poursuivait un objectif de guerre puisqu'il refusait de répondre à cette question urgente du partenaire polonais. D'une façon ou d'une autre ce document 420 témoigne donc de la politique belliciste de Halifax.

Il est curieux et troublant de constater que les passages du document 609 (réponse de Beck le 31 août) qui pourraient justement donner des éclaircissements en vue de savoir si la question de Beck (sur «la garantie internationale») était une première interrogation ou une répétition, ne sont pas publiés, étant donné que, selon les éditeurs des documents britanniques de politique étrangère, «le texte est approximatif à cet endroit».

11.) Le 28 août, à 18 heures également, Halifax communique à ses ambassadeurs à Washington, Varsovie, Paris et Rome la substance de la note britannique à Hitler (document 431). Il déclare certes que le gouvernement de Sa Majesté aurait fait des démarches en vue de l'acceptation par la Pologne de négocier (ce qui est vrai en fait, même si l'heure extrêmement tardive de ces démarches fut dissimulée aux ambassadeurs). Les télégrammes

---

49) *ibid.*, doc. 609.
50) *ibid.*, doc. 426.

ne comportent toutefois **aucune** mention d'une acceptation polonaise (obtenue, prétend-on, deux heures auparavant) qui aurait dû être annoncée. Ce télégramme, justement, aurait dû faire sensation après tant d'événements et après le refus permanent de négocier opposé durant de longs mois par Varsovie. Ce n'est qu'un jour plus tard, le 29 août à 10 h 50,[51] que Halifax se décide à informer les ambassadeurs à Washington et à Rome – et précisément et seulement ceux-ci – que, devant le consentement de la Pologne à négocier, reçu entre-temps, la note britannique à Hitler avait été modifiée. Cette communication était un mensonge, étant donné que:

a) Comme il a été démontré, aucune acceptation par la Pologne de négocier n'avait été communiquée:

b) La note à Hitler ne fut pas modifiée puisque plutôt que de la remettre à Henderson qui partait pour Berlin – comme chacun eût été en droit de le supposer – elle fut télégraphiée ultérieurement;

c) On ne comprend pas pourquoi – si, dès 16 heures, Beck avait accepté la négociation – Halifax n'aurait pu déjà joindre cette importante communication dans sa dépêche envoyée à 18 heures.

En ce 28 août, Lord Halifax faisait un nouveau pas sur le sentier de la guerre: dès 9 h 30 du matin, il fut informé par le chargé d'affaires de l'ambassade de Grande-Bretagne à Berlin, Ogilvie-Forbes, du résultat d'une conversation entre le feld-maréchal Göring et l'industriel suédois Birger Dahlerus, auquel Göring avait fait appel depuis juillet 1939 comme médiateur entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le point 5 de cette communication au Foreign Office disait:

> «Après consultation avec Herr Hitler, le feld-maréchal Göring demande que la réponse britannique ne soit ni publiée, ni diffusée au Parlement avant que Monsieur Hitler n'ait eu le temps de la commenter et de proposer d'éventuelles modifications.»[52]

Dans l'après-midi du jour où l'ambassadeur Henderson revenait en avion à Berlin, Halifax communiquait à ses ambassadeurs à Washington, Varsovie, Paris et Rome la substance de la réponse britannique à Hitler[53] – sans mentionner que la Pologne acceptait de négocier. Toutefois, Kennard reçut une notification spéciale préalable qui l'informait, entre autres,[54] que l'ambassadeur polonais à Londres, Raczynski, avait d'ores et déjà été avisé de la

51) *ibid.*, doc. 460.
52) *ibid.*, doc. 402.
53) *ibid.*, doc. 431: 18 heures.
54) *ibid.*, doc. 430.

teneur de la réponse britannique à Hitler – et avait été prié de la transmettre **non chiffrée** à Varsovie. La transmission de la réponse britannique, par deux voies différentes, à Varsovie était déjà hors du commun. Il eût suffit de remettre une simple copie à Raczynski pour sa propre gouverne. Il était encore plus insolite d'engager l'ambassadeur polonais à Londres à adopter une attitude qui n'était pas usuelle et qui non seulement pouvait, mais **devait avoir** un grand retentissement public. Car si le destinataire de cette information, Raczynski, ne se sentait lié à aucune obligation de secret, les destinataires de son information, quant à eux (les journalistes), s'emparèrent naturellement aussitôt de cette nouvelle pour la publier et en faire une «sensation». Ces journalistes («la presse») ne pouvaient ignorer leur part de responsabilité. Le Premier ministre, responsable du gouvernement, quant à lui, n'était pas informé de cet arrangement. Du fait de la succession désormais rapide des événements, des recherches sur la source des informations auraient certes conduit à Raczynski, mais pas plus loin.

Une fois de plus Halifax avait surclassé les «hommes politiques de l'apaisement» à l'étranger aussi bien qu'en Grande-Bretagne, dans la mesure où ils occupaient encore des postes d'autorité. Le discours, tenu le 29 août 1939, par Chamberlain devant la Chambre des Communes – et bien qu'il ne comptât plus à cette époque au nombre des «hommes politiques de l'apaisement» – montre combien – ce qui ressort en outre des lettres adressées à sa sœur – il était indigné par cette manœuvre, sans en reconnaître l'instigateur:

> «Il est une observation que je voudrais faire en cet instant au sujet de la presse. Je pense qu'il est nécessaire, une fois de plus, de demander instamment à la presse de faire preuve de la plus grande réserve, en un moment où il est tout à fait possible que quelques paroles inconsidérées, paraissant dans un journal, même dénué, peut-être, de toute importance particulière, puissent ruiner tous les efforts que déploie actuellement le Gouvernement pour obtenir une solution satisfaisante. J'ai appris qu'un compte rendu soi-disant textuel de la communication adressée par le Gouvernement de Sa Majesté à Herr Hitler a été télégraphié hier soir ou ce matin à l'étranger. Ce compte rendu n'a pu être, de bout en bout, que pure invention. Il est très regrettable, selon moi, que des journalistes, dans l'exercice de leur profession, prennent sur eux de pareilles responsabilités, qui ne les affectent pas eux tout seuls, mais peut-être les habitants de tous les pays du monde...
>
> Je serais heureux de pouvoir fournir à la Chambre les informations les plus complètes sur le texte des communications échangées avec Herr Hitler. Mais les membres de l'Assemblée comprendront que, dans une situation d'une si extrême délicatesse, et alors que des problèmes si graves font l'objet de discussions aussi périlleuses, il ne serait pas dans

l'intérêt public de livrer à la publicité ces communications confidentielles, ou de formuler dès à présent, à leur sujet, des commentaires détaillés.»[55]

Les 27 et 28 août, le gouvernement français ne respecta pas non plus le caractère confidentiel – promis à Hitler – de l'échange de notes entre le chancelier du Reich et Daladier, mais livra une nouvelle ration d'explosif à la presse, offrant la possibilité d'altération et d'aggravation.[56] Hitler se vit alors contraint de publier sa correspondance avec le Premier ministre français.

Le gouvernement polonais savait ce que signifiait «cette ligne de conduite»,[57] et quel but visaient les forces dirigeantes en Grande-Bretagne et en France. En outre, étant donné que, d'une part, la version transmise à Raczinski, puis publiée par la presse britannique, ne comportait **pas** le passage mentionnant que les Polonais acceptaient de négocier et que, d'autre part, c'est justement ce passage qui avait déterminé Hitler à convenir d'une négociation au plus tôt, la Pologne ne pouvait que se voir obligée d'accentuer ses provocations. Ne pas avoir avoué à Varsovie qu'il avait affirmé à Hitler avoir reçu l'acceptation de la Pologne, et lui avoir caché que la partie allemande souhaitait ces négociations, cela montre le jeu déloyal de Halifax. C'était d'autant plus grave qu'il communiquait en même temps des nouvelles militaires alarmistes à la Pologne, nouvelles vraisemblablement reçues de résistants allemands (28 août),[58] et qu'il déclarait le 29 août:

«Je ne pouvais pas prendre la responsabilité de déconseiller au gouvernement polonais d'entreprendre toute action qu'il jugerait nécessaire à sa sécurité.»[59]

Le résultat en fut l'ordre polonais de mobilisation générale, que Londres n'a jamais reproché au partenaire polonais, même ultérieurement. Le 29

---

55) *Livre Bleu Anglais N° 1*, doc. 77, et F. Lenz, *op. cit.*, vol. I, pp. 392-398.
56) *ADAP* VII, doc. 366.
57) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 539.
58) *ibid.*, doc. 435, 491. Halifax se réfère à «une source allemande de premier ordre». L'avis selon lequel Dahlerus aurait transmis cette nouvelle qu'il aurait apprise par Göring (notule l, doc. 435) paraît invraisemblable. En effet, il est peu probable que Göring ait dévoilé au médiateur suédois des détails opérationnels d'un plan d'attaque allemand contre la Pologne. D'autre part, on n'est pas loin de penser que l'ambassade britannique à Berlin aurait pu camoufler par ce biais ses propres sources d'information. Selon le document 491, il est d'ailleurs fait allusion à une autre «source allemande de premier ordre».
59) *ibid.*, doc. 495.

août à 16 heures, le comte Szembek informa les ambassadeurs britannique et français de cette mobilisation générale polonaise, décidée à l'instant même et «qui ne complétait toutefois que les mesures militaires déjà prises auparavant».[60] En décrétant ces mesures, la Pologne se référa formellement à la mise en garde de Londres la veille contre des mouvements de troupes allemandes et à l'intention de l'Allemagne «d'attaquer la Pologne par surprise».[60] La mobilisation générale devait être décrétée le lendemain matin de bonne heure. Elle fut toutefois différée de quelques heures, jusque dans l'après-midi du 30 août (14 h 30), du fait des échanges diplomatiques entre Londres et Varsovie.

---

60) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 329.

L'entretien du 29 août entre Hitler et Henderson

Entre-temps, Hitler avait été informé par les services secrets de la mobilisation polonaise supplémentaire du 28 août, ainsi que de la concentration des formations polonaises à la frontière,[61] et aussi de la décision interne de mobilisation générale dans l'après-midi du 29 août. Hitler ne dissimula même pas à l'ambassadeur britannique Henderson qu'il disposait de sources de renseignements aussi considérables sur Varsovie.[62] Au courant de ces actions militaires et politiques secrètes à Varsovie, qui poussaient l'Allemagne à prendre des contre-mesures immédiates, Hitler envoyait deux heures trois quarts plus tard, c'est-à-dire à 18 h 45, une note-réponse au gouvernement britannique. «À cause du caractère extrêmement urgent de la situation, par le fait que deux armées mobilisées se trouvaient à portée de fusil et que la minorité allemande de la Pologne était victime de brutalités révoltantes et barbares»,[*] Hitler y demandait l'envoi, le 30 août, d'un plénipotentiaire polonais et déclarait expressément que l'Allemagne n'avait pas l'intention de porter atteinte à des intérêts d'importance vitale pour la Pologne ou de mettre en question l'existence d'un État polonais indépendant.[*] Hitler laissa entendre par la même occasion qu'il faisait élaborer séance tenante des projets de négociation.

Mais dans quelle disposition d'esprit l'ambassadeur britannique Henderson se présenta-t-il à cette audience du 29 août? Avait-il été inspiré par les membres de la résistance au sein du ministère des Affaires étrangères allemand qui s'étaient efforcés, pendant la «crise d'août», d'empêcher «un nouveau Munich ou un nouveau Prague»?[63] Le secrétaire d'État, von Weizsäcker, l'avait souvent influencé en ce sens.[64] Henderson était conscient de la gravité de la situation et de l'enjeu résultant justement de cet entretien avec Hitler, donc de la réponse de Hitler à la note tardive des Anglais. Il reconnaissait lui-même que, la veille encore, eu égard à la rencontre avec Hitler, «il

---

61) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 424.
62) *ibid.*, doc. 493.
*) Livre Blanc Allemand N° 2, doc. 466 et 464.
63) TMI, vol. XII, p. 245.
64) E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, p. 251

ne désespérait pas» de pouvoir compter sur le bon sens de ce dernier. Pourtant, avant cette conversation du 29 août, sans savoir donc quel serait le comportement de Hitler et quelle serait la réponse allemande à la note britannique du 28 août, «il avait décidé, après mûre réflexion»,[65] de laisser libre cours à son sentiment devant Hitler et d'apostropher vertement le chancelier du Reich; «Hitler est une anormalité; cela lui ferait du bien de recevoir une dose de sa propre médecine».[65] Dans une lettre personnelle adressée à Lord Halifax, Henderson poursuivait:

> «Aussi, lui ai-je dit mes quatre vérités lorsqu'il m'en fournit l'occasion à propos d'un point de détail mineur, à savoir notre complète indifférence devant le massacre d'Allemands en Pologne...
> Il [Hitler] ne fit preuve d'aucune réaction particulière, mais je ne doute pas que ce fût pour lui une surprise désagréable et inhabituelle...
> Je dois ajouter que j'étais prêt à me lever quand le pire fut passé, mais il ne fit pas un geste.»[65]

Dans une autre missive relative à cette conversation, Henderson raconte:

> «Je me mettais donc à crier plus fort que Monsieur Hitler (*I therefore proceeded to out-shout Herr Hitler*). Je lui dis que je n'écouterais plus de tels propos [sur le massacre d'Allemands de souche en Pologne] proférés par lui ou par un autre. De pareils propos sont intolérables et sont un échantillon de ses outrances...
> Il ne répondit pas et j'ai maintenu ce ton véhément tout au long de la conversation.»[66]

Ribbentrop rapporte que Henderson avait même frappé du poing sur la table.[67] L'attitude de l'ambassadeur britannique appelle trois remarques:

1. Les faits ont corroboré l'assertion de Hitler – «ce point de détail mineur»! – à savoir:

> «que le gouvernement de Sa Majesté ou moi-même [Henderson] nous moquions bien de savoir si des Allemands étaient massacrés en Pologne ou non.»

Après tout, la Grande-Bretagne ne s'en était pas préoccupé mais par contre, au printemps 1939, elle avait donné à entendre à la Pologne que dans

65) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 565.
66) *ibid.*, doc. 508.
67) J. von Ribbentrop, *De Londres à Moscou,* p. 150 (*Zwischen London und Moskau*, p. 191).

la garantie «on ne tiendrait pas compte de la question de l'agresseur».[68] Même en ces journées décisives, le gouvernement britannique n'avait pas tenté de faire enquête sur les plaintes des Allemands, et encore moins d'amener la Pologne à se raviser, bien qu'il ait été informé de l'état de choses par ses services de renseignements.

Celui qui – «après mûre réflexion» – prend des constatations fondées comme prétexte pour «vociférer» continuellement au cours d'un entretien de haute politique se met dans son tort et commet une faute.

2. Cette persécution des Allemands de souche en Pologne, que Henderson traitait maintenant de «point de détail mineur», voici comment il en parlait dans ses télégrammes peu de jours avant:

Le 21 août à Halifax:

> «... Le fait est qu'actuellement, nous ne comptons vraisemblablement pas moins de 10 000 réfugiés en Allemagne, que les institutions allemandes se font systématiquement fermer, que les ouvriers allemands sont licenciés, etc. Il faut noter qu'à l'heure actuelle, le conflit a dépassé Dantzig. On peut exhorter Hitler à la patience pour ce qui est de la Ville libre, mais la lui prescrire en ce qui concerne la persécution des minorités allemandes aurait l'effet inverse. Je ne tente pas de diviser la responsabilité, mais de constater des faits. Une prise de contacts immédiate et directe entre Varsovie et Berlin me semble primordiale pour le règlement de la question des minorités.»[69]

Toujours le 21 août à Halifax:

> «Hier je prenais le thé avec l'un de mes amis [le résistant von Weizsäcker] et il insistait sur une action immédiate. Bien qu'il reconnût une certaine exagération de la part de la presse, il m'assura que ce qui se passait était une sorte d'exode forcé des Allemands de Pologne, où il ne leur était plus possible de trouver le moyen de gagner leur vie. Il s'agit ici d'une question urgente.
>
> Je parlais de patience mais il me dit immédiatement que la simple mention en ferait enrager Hitler. Le problème essentiel aujourd'hui n'est pas Dantzig mais la question des minorités...
>
> Le correspondant local du *Times* vient de me raconter son entretien téléphonique de la veille avec son collègue de Varsovie qui lui déclara que les Polonais se comportaient "de façon incroyablement insensée".»[70]

68) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. IV, doc. 584.
69) *ibid.*, vol. VII, doc. 112.
70) *ibid.*, doc. 117.

Le 24 août à Halifax:

> «La réponse de Herr Hitler fait remarquer que la question présente n'est pas tant celle de Dantzig ou du Corridor, dont la solution peut être reportée sans problème à plus tard. Elle est plutôt celle de la persécution des minorités allemandes...
>
> Il ne fait aucun doute que les plaintes allemandes à ce propos sont largement fondées. La loi d'expropriation, sur laquelle le télégramme 271 de Varsovie appelle l'attention, est pour moi – et je voudrais qu'on y réfléchisse – un indice important de l'effort, compréhensible bien qu'inopportun en même temps, de se débarrasser de la population allemande en Pologne, sous la protection de la garantie des puissances occidentales.»[71)]

Henderson reçoit, le 28 août, une dépêche circulaire de Halifax, envoyée simultanément à Washington, Varsovie, Paris et Rome:

> «Le gouvernement de Sa Majesté reconnaît (*agree*) que l'une des principales menaces issues de la situation germano-polonaise est constituée par les rapports sur le traitement des minorités...»[72)]

Henderson avait donc été mis au courant des faits par des informateurs les plus divers, dignes de confiance. Qu'il relègue alors justement **ce thème** au rang de «point de détail mineur» et le prenne comme base de provocation vis-à-vis du chef du gouvernement allemand rend la préméditation de cette provocation encore plus claire et insensée.

3. Afin de mieux mettre en lumière l'attitude de Henderson au cours de sa conversation du 29 août avec Hitler – c'est-à-dire mieux que n'ont pu le faire les divers éclaircissements rapportés jusqu'ici – il convient de considérer dans quel état d'esprit se déroula l'entretien de la veille, le 28 août, tard dans la soirée entre Hitler et Henderson. Ce dernier écrivait lui-même à ce sujet:

> «À dix heures et demie, stimulé par une demi-bouteille de champagne, je me rendis à l'entrée de la Chancellerie du Reich à la Wilhelmstrasse. Un attroupement m'attendait à la sortie de l'ambassade ainsi qu'une foule considérable devant la Chancellerie du Reich. Autant que j'ai pu le cons-

---

71) *ibid., doc.* 219.
72) *ibid.*, doc. 431.

tater: aucune animosité, mais un silence absolu, peut-être un certain malaise.

Je fus reçu avec une garde d'honneur dans tout son apparat, comme s'il s'agissait de présenter mes lettres de créance. Je fus immédiatement introduit, accompagné de Ribbentrop et de l'inévitable Dr Schmidt. Le chancelier paraissait en forme, très calme et normal. Aucune sorte d'artifice, ni de tirade...

Hitler ne montra aucune émotion à la lecture du texte allemand [de la note britannique].

Je ne suis pas sans espérer que la réponse de Hitler ne sera pas trop déraisonnable...

L'atmosphère était amicale, même de la part de Ribbentrop...

Un autre point de la conversation portait sur l'insistance de Hitler quant à la valeur de l'amitié anglo-allemande...»[73)]

Face au sang-froid de Hitler, la conduite de Henderson en cette soirée du 29 août ne peut être qualifiée que de provocation irresponsable. La question de savoir si l'ambassadeur britannique agissait ici de son propre chef, par ordre de son gouvernement, sur le conseil des bellicistes de Londres ou sous l'influence des résistants allemands au sein du ministère des Affaires étrangères est sans importance. Il y a lieu par contre de constater que Henderson n'eut aucun succès, dans la mesure où «Hitler ne répondit pas... et ne fit pas un geste».

---

73) *ibid.*, doc. 501.

Collaboration entre Londres et Varsovie, du 29 au 31 août

Qui fit parvenir à Paris la fausse nouvelle concernant les revendications de Hitler formulées le 28 août pendant l'entretien avec Hitler (à savoir le Corridor entier et la Haute-Silésie orientale)? Fut-ce Henderson, comme le prétend le *Livre Jaune Français* aux documents 285 et 287, ou fut-ce un autre diplomate britannique ou français? On l'ignore. Quoi qu'il en soit, cet exemple montre à quel point, justement en ces derniers jours de paix, les forces étrangères, se sachant encouragées et protégées par leurs gouvernements, ont renforcé de leur propre autorité les causes de la conflagration.[74)]

Le comportement du gouvernement britannique devait toutefois s'avérer plus déterminant. Il a pleinement couvert son ambassadeur Henderson pour son entretien du 29 août avec Hitler. Par ailleurs, le 29 août, le Foreign Office informait l'ambassadeur français à Londres, Corbin, en des termes tout aussi provocants, sur le déroulement de l'entretien du 28 août entre Hitler et Henderson. C'est inexcusable étant donné qu'au cours de cet entretien, Hitler n'a jamais donné **et ne pouvait pas donner** de réponse à la note britannique, qui venait à peine de lui être remise. Plus inexcusable encore fut le fait que le message adressé à Corbin comportait des indications incitant sciemment à la guerre:

> «Le Chancelier a donné clairement à comprendre, après qu'il eut ajouté la Silésie à ses revendications précédentes, que ce qui resterait de la Pologne ne pourrait compter sur un avenir indépendant...
> Il a laissé entendre qu'il ne négocierait avec la Pologne que s'il était sûr à l'avance que le Gouvernement polonais acceptât toutes ses volontés.»[75)]

Des *Documents on British Foreign Policy* il ressort que c'est Henderson qui avait envoyé la fausse nouvelle à Londres.[76)] Est-ce exact? Cette question reste ouverte. Peut-être Henderson avait-il reçu en secret des instructions pour agir en sorte que les entretiens germano-anglais et, par là, les efforts de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne, échouent. Toujours est-il que Henderson

---

74) F. Lenz, *op. cit.*, vol. I, pp. 420-421.
75) *Livre Jaune Français*, doc. 293.
76) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 450.

n'avait pas informé son collègue français à Berlin, l'ambassadeur Coulondre, de ces prétendues revendications exprimées par Hitler.[77] On ne trouve pas davantage mention de ces prétendues revendications dans les dossiers du ministère des Affaires étrangères allemand.[78] Ces documents sont d'autant plus dignes de foi qu'ils ont été publiés par le vainqueur. Mais quel que fût l'auteur de ces prétendues revendications de Hitler (tout le Corridor et la Haute-Silésie orientale), Halifax, lui, dépassa ce stade en diffusant des nouvelles, dont il accentuait la gravité, alors qu'il n'en avait aucune preuve. Il savait pourtant que le ministre des Affaires étrangères polonais:

> «brûlait de connaître avant midi le résultat des observations formulées par Herr Hitler [le 28 août].»[79]

Il savait aussi que Beck avait pris «le langage tenu par Hitler le 25 août» comme prétexte de la mobilisation polonaise.[80] Chamberlain assaisonna à son tour la communication à Paris de l'argument pertinent:

> «Le Führer ne peut manquer de se rendre compte du "dégoût" qu'a provoqué dans tout l'univers civilisé la conclusion par l'Allemagne d'un accord avec la Puissance qui, la veille encore, était regardée par elle comme son pire ennemi.»[75]

Chamberlain n'a pas ressenti ce «dégoût» que devait éprouver «l'univers civilisé» devant les efforts poursuivis pendant de longs mois par la politique britannique et française en vue d'une alliance militaire étendue avec l'Union soviétique, orientée contre l'Europe centrale. Les dirigeants britanniques d'alors ne connaissaient pas de tels scrupules.

Cette communication adressée à Corbin [81] illustre de nouveau la manière dont Lord Halifax[82] s'efforça de poursuivre jusqu'au bout sa manœuvre falsificatrice au moyen de la note britannique du 28 août à Hitler et d'ajouter, de son côté, des provocations supplémentaires. Sa conduite ultérieure témoigne également d'une tentative similaire: en dépit de l'information – transmise confidentiellement entre-temps à Londres – sur la mobilisation générale polonaise déjà décrétée, et nonobstant le fait que la réponse du 29 août de

---

77) R. Coulondre, *De Staline à Hitler*, p. 296, note 1.
78) *ADAP* VII, doc. 384.
79) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 461.
80) *ibid.*, doc. 391.
81) *Livre Jaune Français*, doc. 293.
82) Souvenons-nous de ses paroles du 25 août : «Toute tentative de remettre les choses en ordre est hors de question.» voir E. Raczinski, *op. cit.,* p. 24.

Hitler correspondait en fait à ce que Londres avait attendu de Berlin, à savoir des entretiens «immédiats» – en dépit de tout cela «le gouvernement britannique refusa de se hâter».[83)]

Jamais – même à ce stade – il n'a voulu faire de la disposition polonaise à négocier une condition de l'aide britannique. Henderson brossait le tableau avec justesse lorsqu'il écrivait, le 29 août, à son ministre:

> «Il n'est pas sans profit de relever qu'alors que tous les autres diplomates demandaient à me parler, l'ambassadeur polonais – avec lequel j'entretiens par ailleurs d'excellentes relations – n'a montré aucun signe d'un quelconque intérêt.»[84)]
>
> «Si nous acceptons que ces derniers [les Polonais] parlent sans cesse de leur amour-propre, de leur prestige et de leurs signes de fléchissement, nous ne serons pas innocents dans la responsabilité de ce désastre.»[73)]

L'ambassadeur britannique à Varsovie, Kennard, quant à lui, était d'avis:

> «qu'il serait impossible de convaincre le gouvernement polonais d'envoyer immédiatement Monsieur Beck ou tout autre représentant à Berlin, afin d'y discuter d'un règlement sur la base proposée par Herr Hitler. Ils préféreraient certes plutôt se battre et périr que de subir une telle humiliation, surtout après les exemples de la Tchécoslovaquie, la Lituanie et l'Autriche.»[85)]

Cette opinion de Kennard ne se rapportait nullement à la courte échéance de la proposition allemande ou à sa teneur, puisque, dès le 26 août 1939, il recommandait à son sous-secrétaire d'État à Londres, Cadogan:

> «Je regrette de ne pas pouvoir approuver la proposition de Henderson: que Lipski devrait solliciter une audience auprès de Hitler...
>
> Si Lipski avait été en mesure de s'entretenir avec Weizsäcker, il aurait pu en résulter quelque chose; si par contre Lipski ou Beck sollicite un interview avec Hitler ou Ribbentrop, cela aurait trop l'air d'aller à Canossa.»[86)]

Kennard n'a pas dissimulé ce point de vue aux représentants du gouvernement polonais.[89)] Mais, en ce mois décisif, il n'a même pas remis fermement son gouvernement en garde contre l'opiniâtreté de la Pologne. Et pourtant,

---

83) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 340.
84) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 470.
85) *ibid.*, doc. 512: 30 août 1939.
86) *ibid.*, doc. 357.

tout comme son collègue américain, Biddle, il connaissait bien la volonté belliciste des Polonais.[87]

Kennard transmettait certes, à l'occasion, les avertissements répétés de Lord Halifax: que la Pologne devait se comporter de telle sorte que le rôle d'agresseur ne lui revienne pas, parce que cela pouvait avoir des effets négatifs sur l'opinion publique mondiale.[88] Pourtant, il estima tout à fait légitime de tenter de convaincre son ministre des Affaires étrangères de la justesse du comportement polonais. Kennard savait fort bien qu'il était utile pour la Pologne qui «voyait ses intérêts vitaux menacés à Dantzig», de négocier une garantie internationale pour la protection de ces intérêts. Toutefois, par son attitude, il soutint l'intention de Beck de «ne pas, évidemment, se rendre à Berlin»[89] sur invitation officielle. Kennard savait aussi combien le ministre des Affaires étrangères, Beck, attendait impatiemment les renseignements sur les mesures prises à Londres afin d'aligner sur celles-ci la politique polonaise.[90] Pourtant il s'abstint d'exercer une pression quelconque en faveur de pourparlers pacifiques.

Le 29 août à 16 h 00, après l'annonce de la mobilisation générale polonaise, Kennard attirait certes l'attention sur le fait:

> «que le mot de mobilisation est de nature à susciter dans le monde entier l'impression que nous entrions en guerre.»[91]

Malgré tout, cependant, tout comme son collègue français, Noël, il recommanda au sous-secrétaire d'État polonais, le comte Szembek,

> «que la Pologne prenne toutes les mesures militaires pour contrer une attaque-surprise, mais nous recommandions surtout que l'on ne donnât aucune publicité aux mesures extrêmes qu'ils [les Polonais] pourraient juger nécessaires.»[92]

Une heure et demie plus tard, Beck confirma par téléphone cette suggestion.[93]

Le 29 août, Lord Halifax limita ses autres initiatives à conseiller, sans insistance, d'ajourner la mobilisation générale polonaise et se montra satisfait

87) *Foreign Relations of the United States 1939*, vol. I, p. 367.
88) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 4, 280, 357, 372, 539, 576, et *Livre Jaune Français*, doc. 218, 222.
89) *ibid.*, vol. VII, doc. 357, 512, 608.
90) *ibid.*, vol. VII, doc. 371.
91) Livre Blanc Polonais, doc. 98.
92) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 473.
93) *ibid.*, doc. 475.

dès que le colonel Beck promit de reculer de «quelques heures» l'envoi des ordres de mobilisation. Halifax fournissait par ailleurs continuellement le gouvernement polonais en «informations secrètes en provenance d'Allemagne», selon lesquelles les troupes allemandes étaient en passe d'attaquer la Pologne sur tous les fronts.[94] À 23 h 55, Halifax ordonna à son ambassadeur à Varsovie de déclarer que, bien que la réponse allemande «ne semble pas fermer toutes les portes», il ne pouvait «endosser la responsabilité de déconseiller au gouvernement polonais d'entreprendre toute action qu'il jugerait nécessaire à sa sécurité».[95] Il avait ainsi accepté, le jour même, la mobilisation générale polonaise et visiblement contribué à l'évolution vers un conflit armé.

Le 29 août dans la soirée – à un moment donc où, grâce à la tactique britannique de temporisation, Varsovie ne connaissait ni la teneur des bases de négociations allemandes, ni la limitation des délais – le ministre des Affaires étrangères, Beck, ne formula pas d'objections à Kennard quant à l'urgence du désir des Allemands de s'entretenir avec lui, mais uniquement au fait que Hitler ne voulait pas renoncer à Dantzig. Beck maintenait sa position, à savoir qu'une reprise des pourparlers avec l'Allemagne, sur la base des propositions de mars, ne pouvait toujours qu'aboutir à la guerre. Si «dans les prochaines heures de la nuit même [du 29 au 30 août]» Hitler «ne donnait pas une réponse positive favorable [c'est-à-dire: son renoncement définitif à Dantzig et l'amélioration des modalités de transit par le Corridor]», la mobilisation générale serait maintenue.[96] Beck en proférait la menace devant les ambassadeurs britannique et français. Étant donné que cette mobilisation générale représentait – surtout en ce qui concernait les objectifs stratégiques de la Pologne – un pas décisif pour que la guerre éclate, ce souhait prononcé par Beck élucide clairement la question de responsabilité. Et tandis que, deux jours plus tard, l'ambassadeur polonais à Berlin, Lipski, qualifiait la proposition allemande de «signe de faiblesse»,[97] quelle valeur la Pologne aurait-elle alors attribuée au renoncement de l'Allemagne à Dantzig?

Le gouvernement polonais considérait tout «signe de faiblesse» des Allemands comme une «victoire», tout en alignant en même temps son propre comportement, de manière à ce que personne ne puisse lui trouver de «signe de faiblesse».[98] Il alla si loin dans cette voie qu'il parvint à provoquer à plusieurs reprises le mécontentement de diplomates britanniques pondérés.

---

94) *ibid.*, doc. 435 et 491.
95) *ibid.*, doc. 495.
96) *ibid..*, doc. 492.
97) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 373.
98) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 497, et C. J. Burckhardt, *Meine Danziger Mission 1937-1939*, pp. 293, 317-318, 322, 347.

Même la visite à Moscou du ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, «l'auteur du pacte anti-Komintern», et même la signature du pacte germano-soviétique de non-agression étaient interprétées comme «un signe de faiblesse» et comme une preuve de «la situation intenable pour l'Allemagne».[99] L'ambassadeur polonais à Moscou se montre lui aussi optimiste:

> «Il estime que l'offre allemande et la visite de Ribbentrop prouvent la situation désespérée où se trouverait le Reich.»[100]

Ici il convient de mentionner, un peu en marge, un autre événement de cette journée du 29 août. Le responsable du Congrès juif mondial, Goldmann, avait déjà déclaré auparavant au haut-commissaire de la Société des Nations, C.J. Burckhardt:

> «Vos manœuvres d'apaisement à Dantzig sont néfastes. Une protestation publique contre la situation de Dantzig est nécessaire au nom de l'intérêt général, à cause de la situation du peuple juif dans son ensemble.»[101]

Le 29 août, le chef des sionistes et futur président d'Israël, Chaïm Weizmann, quant à lui, adressait une note au Premier ministre britannique, Chamberlain:

> «Je voudrais confirmer fermement la déclaration que nous, Juifs, sommes aux côtés de la Grande-Bretagne et que nous lutterons pour la démocratie. C'est pourquoi, nous nous plaçons en tout – des plus petites aux plus grandes causes – sous la direction centrale du gouvernement britannique. L'Agence juive est disposée à se joindre à toute convention immédiate afin de recourir utilement à toutes les ressources humaines juives, à leur technique, leurs moyens et leurs capacités.»[102]

Ainsi, **avant** même le déclenchement de la guerre, une force – dont la puissante potentialité ne s'évaluait pas en divisions – acceptait le combat, et ce, sans réserve, c'est-à-dire dans l'ignorance de «la question de l'agresseur» (la note de Weizmann ne fut publiée que le 5 septembre 1939).

En pleine connaissance des nouvelles mesures polonaises, alors encore secrètes, et avec l'approbation de principe de la mobilisation générale polo-

99) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 252.
100) G. Bonnet, *Fin d'une Europe, De Munich à la Guerre*, p. 288.
101) C. J. Burckhardt, *Ma Mission à Dantzig 1937-1939*, p. 115.
102) H. Sündermann, *Das Dritte Reich – eine Richtigstellung in Umrissen,* pp. 198-200.

naise, le ministre des Affaires étrangères britannique a négligé – ce qui devait avoir des répercussions lourdes de conséquences – d'informer le gouvernement polonais, le 29 août, de la disposition des Allemands à négocier, ne se décidant à le faire que le 30 août, tard dans la soirée. Et même si, le 29 août au soir, Halifax faisait encore prévenir Varsovie d'un plan de marche allemand, la consigne de «ne pas déconseiller à la Pologne de prendre des mesures qu'elle jugerait utiles à sa sécurité»[103] était maintenue pour le 30 août.

Tout en retardant la transmission de la proposition de négociations allemande au 30 août à 19 h 00, Halifax demanda à Kennard de ne pas remettre cette information à Beck avant minuit, c'est-à-dire de la retarder encore.[104] Il devait en outre laisser entendre que la Grande-Bretagne considérait la présentation de l'affaire allemande [«presentation of the German case»] comme «indéfendable et trompeuse» et avait émis une «stricte réserve à propos des revendications allemandes»[104] (télégramme de Halifax du 30 août à 19 h 00, exécuté vers minuit).

Après la communication de la mobilisation générale polonaise à 14 h 30, le gouvernement britannique n'a plus poussé le gouvernement polonais à négocier, jusque dans la soirée du 30 août. Ainsi, la Pologne ne pouvait envoyer de plénipotentiaire à Berlin en ce 30 août, tout au moins pas sous la pression d'une médiation des Britanniques. Il faut évidemment mentionner, dans ce contexte, qu'après sa conversation avec Ribbentrop, l'ambassadeur britannique Henderson avait rendu visite, dans la nuit même du 29 au 30 août (le 29 août juste avant minuit), à l'ambassadeur polonais Lipski et lui avait signifié que la Pologne devait envoyer un plénipotentiaire le 30 août. Dès le 30 août à midi, le gouvernement polonais était donc avisé par ce biais de la réponse de Hitler à l'Angleterre. Mais, là aussi, l'ambassadeur britannique se heurta à l'attitude raide de Lipski:

> «Depuis mon retour, les Français, Américains et Italiens ont quasiment assiégé ma porte, mais aucun signe de l'ambassadeur polonais, bien que je sois en très bons termes avec lui. La Pologne doit, elle aussi, contribuer à la paix mondiale et, plus que pour tout autre, il y va de son intérêt d'éviter aussi scrupuleusement que possible les causes de dissensions futures avec son puissant voisin.»[105]

Le gouvernement britannique a subtilisé ce rapport complémentaire du 29

---

103) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 491, 495, 505.
104) *ibid.*, vol. VII, doc. 539, 552 et 566.
105) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 318, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 501.

septembre de Henderson au *Livre Bleu Anglais* (*British Blue Book),* non sans intention. De même, il a supprimé du *Livre Bleu Anglais* les points 5, 6 et 7 du rapport du 29 août de Henderson à Londres que voici:

> «5) J'ai communiqué l'essentiel de la réponse allemande à l'ambassadeur français et l'ai enjoint de conseiller à son gouvernement de recommander aux Polonais une visite immédiate de M. Beck [à Berlin], ceci étant à mon avis désormais l'unique chance d'éviter la guerre. Herr Hitler ne bluffe pas et un conflit peut éclater à tout instant. J'avançais l'opinion que le gouvernement polonais convaincrait ainsi le monde qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir et qu'il était, en outre, de son devoir et dans son intérêt de faire cette ultime tentative, étant donné que les Polonais risquaient d'en pâtir terriblement, et les autres peuples guère moins.
> 6) L'ambassadeur italien, qui rencontra Hitler juste après moi, vint également me voir. Herr Hitler, dit-il, était très calme et lui a fait part de la substance de la réponse allemande au gouvernement de Sa Majesté. L'ambassadeur italien entreprit alors aussi de proposer à son gouvernement de soumettre des idées dans le même sens au gouvernement polonais.
> 7) Je suis convaincu que le gouvernement de Sa Majesté se trouvera dans l'obligation d'en faire autant.»[106)] (cf. *Livre Bleu Anglais* No. 80).

Ces efforts ne correspondaient visiblement pas aux intentions britanniques, car Londres n'entreprit rien dans ce sens et tenta de dissimuler le fait que l'ambassadeur le lui ait même suggéré: une nouvelle preuve que le gouvernement britannique n'a pas fait «l'impossible», ni même conseillé à son partenaire «de faire l'impossible», pour convaincre le monde de sa volonté pacifique.

De même, le gouvernement britannique a dissimulé le fait qu'à la demande de Henderson Hitler s'est montré disposé à négocier un échange de populations avec la Pologne, au détriment exclusif de l'Allemagne.[107)]

Ce jeu déloyal vis-à-vis du peuple anglais, voire du monde entier, fut poursuivi.

Le 30 août à 2 heures, Halifax demanda à Henderson de bien vouloir faire reconnaître au gouvernement du Reich qu'il n'était pas raisonnable d'escompter que la Grande-Bretagne «trouve à Berlin aujourd'hui même un responsable polonais et que le gouvernement allemand ne devait pas s'y attendre.»[107a)]

---

106) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 493, et M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 336.
107) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 455.
107a) *ibid.*, doc. 504.

Initiatives du gouvernement du Reich

Quelques heures plus tard, Henderson télégraphiait à Londres que Birger Dahlerus – un industriel suédois, engagé depuis juillet 1939 sur l'initiative allemande en tant que médiateur germano-britannique – était disposé à se rendre à Londres afin de discuter de nouvelles possibilités de négociation, sans la présence de Ribbentrop. Dahlerus, qui avait consulté Göring encore la nuit même, fut reçu le 30 août par Chamberlain et Lord Halifax. Laissant de côté les nouveaux incidents frontaliers et autres provocations de la part de la Pologne, Dahlerus exposa déjà le contenu essentiel des propositions allemandes.[108] Un entretien téléphonique avec Göring, au cours même de la conversation, confirma le bien-fondé des indications données par Dahlerus.

> «Il [Göring] donna immédiatement l'assurance que la note était prête et offrait en fait des conditions encore plus avantageuses que ce qu'il m'avait dit dans la nuit.»[109]

Cette proposition de Hitler devait servir de «base de discussion» à condition évidemment qu'un plénipotentiaire polonais veuille la réceptionner.[110] Les dossiers allemands confirment que Hitler ne voulait pas adresser d'ultimatum à la Pologne, mais qu'il avait fait état de négociations de longue durée dont le point le plus urgent était l'arrêt de la persécution des Allemands en Pologne.[111]

Le 30 août à 3 h 15, donc avant l'arrivée de Dahlerus à Londres, Halifax savait déjà que le 30 août n'était pas nécessairement l'ultime échéance.[112]

Comme résultat de l'entretien avec Dahlerus (dans la soirée du 30 août – 17 h 30), Halifax recommanda au gouvernement polonais:

a) de ne pas tirer sur les réfugiés allemands ou les «fauteurs de troubles», mais de les arrêter;

b) de n'exercer aucune violence contre les minorités allemandes;

---

108) *ibid.*, doc. 514.
109) B. Dahlerus, *op. cit.* p. 103.
110) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 519.
111) *ADAP* VII, doc. 422.
112) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 509.

c) de laisser les membres des familles des minorités allemandes passer librement la frontière;

d) de mettre un terme à la propagande d'excitation à la radio.

Cette recommandation s'expliquait par l'intention d'ôter à Hitler «tout prétexte justifiant une action démesurée».[113)]

Étant donné que la garantie de la Grande-Bretagne était valable sans réserve pour toute action polonaise de tout genre et que, la veille, Halifax avait donné son accord de principe à la mobilisation générale polonaise, on ne pouvait espérer qu'une telle recommandation dans sa banalité n'amène un revirement de Varsovie le 30 août au soir. La réaction de Beck (le 30 août à 19 h 15) était prévisible:

> «Le ministre des Affaires étrangères polonais... interdit au gouvernement britannique d'exprimer, sans y être expressément habilité par le gouvernement polonais, des avis ou positions sur des problèmes purement polonais. Il s'agit de la prise de position définitive d'une grande puissance souveraine : l'appréciation des questions polonaises revient exclusivement au seul gouvernement polonais.»[114)]

La position de la Pologne était désormais beaucoup plus résolue qu'en mars 1939 **avant** la garantie britannique. S'étant montrée alors prête à négocier pendant cinq mois (octobre 1938 à mars 1939), elle n'avait maintenant plus «à redouter les négociations».[115)] Et ce d'autant moins que les dirigeants militaires polonais s'estimaient de toute façon supérieurs à la Wehrmacht allemande. Beck ne joua pas franc jeu même envers ses alliés.[115)]

> «Le gouvernement polonais... froid, hautain, impassible et fataliste... n'a pas... ouvert la bouche pendant quatre mois, et a répondu aux pressions des Alliés occidentaux par de vagues promesses, avares de paroles. Pour lui – fou de bravoure héroïque – les autres sont des fous de lâcheté. Et, même à la veille de la guerre, le gouvernement britannique ne sait pas très bien si le gouvernement polonais soutient pour la forme au moins ses efforts en vue de l'ouverture de négociations.»[116)]

Le 30 août, le gouvernement britannique avait envenimé la situation en n'informant le gouvernement polonais de la disponibilité des Allemands à négocier que très tardivement, à minuit. De son côté, la Pologne profita du 30

---

113) *ibid.*, doc. 532.
114) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 348.
115) *ibid.*, pp. 366 et 387.
116) *ibid.*, p. 398.

août pour aggraver encore la situation en annonçant dans l'après-midi la mobilisation générale décrétée la veille, et en interrompant les transports ferroviaires vers la Prusse orientale, d'abord partiellement, puis complètement le 31 août en faisant sauter le pont de Dirschau.[117)]

Le 30 août à 24 h 00 – soit dix heures après l'annonce et trente-quatre heures après la mobilisation générale polonaise, décrétée en secret – Henderson remettait à Ribbentrop un mémorandum du gouvernement britannique, disant que le gouvernement du Reich «devait évidemment s'efforcer en toute hâte» d'obtenir un entretien direct avec Varsovie, même si «une prise de contact était impraticable ce jour même».[118)] Par cette démarche, il fut signifié à Hitler que, contrairement à sa promesse, le gouvernement britannique n'avait fait aucun effort de médiation, ni même encouragé la Pologne à négocier. Londres ne voyait pas comment le gouvernement du Reich voulait amener la Pologne – qui, depuis mars 1939, avait conclu les négociations par la menace d'une guerre – à reprendre les discussions. Lord Halifax repoussa même la requête allemande le priant de recommander à la Pologne d'envoyer un représentant pour des négociations germano-polonaises immédiates.[118)] Halifax avait chargé Henderson, avec insistance mais sans explication, de ne fixer l'entretien qu'à cette heure tardive, bien que les éléments prévus pour cette entrevue soient déjà parvenus à l'ambassade à Berlin à 19 h 40.[118)]

Dans sa réponse, Ribbentrop lut à l'ambassadeur britannique les propositions de négociations que l'Allemagne envisageait de faire à la Pologne. Il lui fut reproché ensuite de ne pas avoir remis ces propositions par écrit, mais de s'être contenté de les lire rapidement de façon inintelligible; ainsi aucune prise de responsabilité ne pouvait se baser sur une telle communication orale. Le ministre plénipotentiaire et interprète en chef Paul Schmidt nia que Ribbentrop aurait lu rapidement et de façon inintelligible.[119)] La note du ministre plénipotentiaire Schmidt a d'ailleurs été jointe aux dossiers allemands;[120)] il en ressort que Ribbentrop «avait lu le document lentement et de façon distincte, et qu'il avait même expliqué les points les plus importants».

Les propositions étaient prêtes. Le gouvernement britannique en connaissait la teneur depuis le 30 août au matin (voir les entretiens de Dahlerus à Londres). Hitler s'était toutefois opposé à remettre ces propositions par écrit étant donné qu'il voulait d'abord les présenter au gouvernement polonais, son interlocuteur réel dans toute négociation; d'autant plus que la Grande-

117) A. Buckreis, *Politik des 20. Jahrhunderts*, p. 226.
118) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 538, 543 et 534.
119) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 354.
120) *ADAP* VII, doc. 513.

Bretagne, pour n'avoir jusqu'alors tenté aucune médiation, ne pouvait s'attendre à une remise préalable de ces documents. La Grande-Bretagne ne venait-elle pas d'ailleurs de laisser entendre que Londres n'était, même maintenant, toujours pas disposée à intervenir? Pendant ces derniers jours, le Foreign Office ne montra aucune hâte. Au cours de la conversation, Henderson venait encore d'exposer le point de vue de son gouvernement, fixé dans un mémorandum, «qu'il serait irréalisable d'établir un contact dès aujourd'hui» entre l'Allemagne et la Pologne.

Chacun savait avec quelle susceptibilité la Pologne réagissait à la question concernant sa souveraineté. Pour cette seule raison déjà, Hitler ne pouvait guère remettre les propositions allemandes aux mains des Britanniques. Le ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, écrivait plus tard à ce sujet:

> «Le gouvernement britannique avait certes proposé d'arranger la mise sur pied de telles négociations mais non de se présenter à la place d'un plénipotentiaire polonais...
>
> ...qu'une remise officielle du document destiné à un intermédiaire polonais – avant même qu'il ait été communiqué au gouvernement intéressé – aurait pu servir de prétexte à renoncer à l'envoi d'un émissaire polonais et à faciliter en temps utile le bon déroulement de la mobilisation générale polonaise, moyennant "un maquis de tactiques dilatoires".»[121]

L'offre élaborée et mise à la discussion le 30 août par le gouvernement du Reich comprenait les points suivants:

a) Restitution de Dantzig au Reich («En Pologne, personne ne nie que Dantzig soit, au point de vue ethnique, une ville allemande»);[122]

b) Plébiscite, sous contrôle international, dans un délai d'un an, sur l'appartenance du territoire du Corridor. Si, à la suite de ce référendum, le Corridor revenait au Reich, la Pologne recevrait le port de Gdynia et une voie exterritoriale à travers la Prusse occidentale. Si, par contre, la population du Corridor optait pour la Pologne, le Reich revendiquerait en contrepartie une voie exterritoriale à travers la Prusse orientale;

c) Une garantie de non-agression étendue à 25 ans; somme toute, une garantie de l'État polonais et donc des frontières de la Pologne.

La proposition, ou plutôt la revendication de Hitler ne concernait ni la

---

121) A. von Ribbentrop, *Verschwörung gegen den Frieden*, p. 493, et J. von Ribbentrop, *De Londres à Moscou*, pp. 152-153.

122) J. Szembek, *op. cit.*, p. 452.

réintégration de la province de Posen, ni les précieuses régions industrielles de la Haute-Silésie orientale qui avaient été détachées arbitrairement et sans motif légal en 1921, ni aucune autre sorte de révision.

De telles exigences de révision n'ont jamais été abordées par les dirigeants allemands, ce qui n'empêcha pas des diplomates français et britanniques, ou d'autres forces restées anonymes, d'inclure de fausses communications dans le *Livre Jaune Français* ou de les propager à partir de Londres.[123)] La proposition allemande – une «proposition véritablement dans le sens de la Société des Nations»[124)] – reposait sur le droit des peuples à l'autodétermination et renonçait même à l'application de ce principe pour ces deux régions. Le territoire précisé dans la proposition de Hitler ne comprenait qu'un dixième de ce que la Pologne s'était illégitimement approprié en 1919. Tout spécialiste en la matière était conscient – même en 1939 – du caractère généreux de cette offre de dernière heure. Il n'a pas fallu recourir à un historien pour le constater et pour faire des comparaisons avec les revendications des démocrates de Weimar. Aux yeux des Polonais, cette proposition ne pouvait pas sembler inférieure au plan initial, discuté d'ailleurs pendant cinq mois par le colonel Beck. La Pologne, en effet, ne comptait-elle pas remporter la victoire d'un plébiscite dans les territoires litigieux, ou, tout au moins, ne propageait-elle pas l'assurance de sa victoire?

Juste avant l'entretien avec Ribbentrop, Henderson écrivait à son ministre des Affaires étrangères pour le mettre en garde:

> «Si finalement une paix réelle doit régner à l'avenir entre la Pologne et son puissant voisin, les motifs de plainte de ce dernier, qui n'ont pas été créés par Herr Hitler mais qui sont d'ordre national, doivent être éliminés. Pour ce faire, la ville de Dantzig, à l'exception du port, doit, à mon avis, être restituée à l'Allemagne; une voie exterritoriale entre le Reich et la Prusse orientale doit être aménagée; et le problème des minorités allemandes doit être réglé par un échange de populations. Une paix réelle et durable entre les deux États ne peut être bâtie sur une autre base. Il n'y a aucun espoir qu'un compromis diplomatique puisse être couronné d'un succès durable.
>
> Si nous devons un jour convaincre l'armée et la nation allemandes de se révolter contre le gouvernement insupportable de Herr Hitler, cela ne peut se faire, en ce qui concerne la Pologne, que sur une base que la

---

123) *Livre Jaune Français*, doc. 285, 287, 291, 293, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 450.
124) P. Schmidt, *Statist auf diplomatischer Bühne*, p. 456.

nation entière et même ses groupes modérés jugeraient loyale envers l'Allemagne...

Entre-temps, je ne peux qu'insister une fois encore sur l'importance que revêt, pour la Pologne, son acceptation de la proposition de négociation directe, afin de se montrer dans son droit aux yeux du monde.»[125)]

Henderson ne venait-il pas d'écrire que Hitler «refuserait une telle base»? Combien dut-il alors être surpris, au cours de son entretien avec Ribbentrop, en s'apercevant que la proposition allemande contenait justement ce qu'il avait lui-même esquissé comme exigence minimum des Allemands! Hitler avait donc quand même accepté «cette base» et, à l'issue de sa conversation avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, Henderson avait dit de l'offre allemande qu'elle n'était «pas déraisonnable».

---

125) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 537.

Un ambassadeur polonais indolent

Le 31 août à 2 h 00 du matin, Henderson avise son collègue polonais, Lipski, des lignes directrices de la proposition allemande et lui recommande «dans les termes les plus tranchants» une discussion avec Smigly-Rydz et Göring, et aussi une prise de contact directe avec Ribbentrop. Henderson avait donc compris et retenu l'essentiel: à savoir que Lipski devait se donner au moins un peu de peine de son côté pour la sauvegarde de la paix et pour sonder les possibilités de négociation auprès du ministre des Affaires étrangères du Reich. En vain! Dans une lettre adressée à Londres, Henderson donne libre cours à son exaspération:

> «Il est curieux que les Allemands acceptent un plébiscite dans le Corridor...
>
> Les Polonais doivent se mettre dans leur droit en faisant un geste quelconque, sinon nous devrons tous nous battre.»[126)]

Henderson rapporte l'entrevue avec Lipski:

> «Je lui donnai dans les termes les plus tranchants, les conseils suivants: il devrait appeler immédiatement le ministre des Affaires étrangères pour lui dire avoir appris de moi que des propositions détaillées avaient été élaborées et qu'il aimerait rendre visite à Herr von Ribbentrop afin de prendre connaissance de ces propositions pour les communiquer sans délai au gouvernement polonais. Je lui suggérai de s'en acquitter dans la nuit même, sous sa propre responsabilité.»[127)]

Selon le rapport de Henderson, Lipski n'entreprit rien du tout:

> «L'ambassadeur polonais promit de téléphoner immédiatement à son gouvernement. Mais il est si indolent, ou si bridé par les instructions de son gouvernement, que je ne peux m'imaginer que son action ait réellement un effet salutaire.»[127)]

Le 31 août à 5 h 15, Henderson câblait à Londres les points essentiels de

---

126) *ibid.*, doc. 628 et 629
127) *ibid.*, doc. 575 et 574.

la proposition allemande (message reçu à 9 h 30).[127] Entre-temps, c'est-à-dire le 31 août vers 1 ou 2 heures du matin, l'intermédiaire suédois Dahlerus avait communiqué par téléphone au Conseiller de légation de l'ambassade britannique, Ogilvie-Forbes, la teneur de la proposition allemande. À 8 h 00, Henderson donnait au secrétaire de légation polonais, Malhomme, le texte complet de l'offre allemande. Varsovie le reçut à 10 h 55.

À 9 h 05 au plus tard, Henderson savait sans aucun doute que l'échéance du 30 août avait été reportée au 31 août, puisqu'il en informait son collègue français, Coulondre. Par la même occasion, il avait appris d'un intermédiaire de Göring qu'il suffisait même que Lipski puisse déclarer, dans ce laps de temps, qu'«un négociateur serait envoyé sous peu».[128]

À 11 h 00 du matin, Dahlerus, accompagné du conseiller de légation britannique, Ogilvie-Forbes, rendit visite à l'ambassadeur polonais Lipski. Dahlerus, sur cette rencontre, écrit:

> «Dès l'arrivée, la gravité de la situation sautait aux yeux. Des caisses étaient alignées dans le hall d'entrée et, partout, le personnel s'affairait à préparer le départ. Lipski nous reçut dans son bureau dont une partie du mobilier avait déjà été enlevée...
>
> Forbes... me pria de faire lecture de la note adressée à la Pologne, ce que je fis. Mais Lipski déclara bientôt qu'il ne comprenait pas. Forbes nota alors de sa propre main les points principaux et remit ses notes à Lipski qui, prenant le papier dans ses mains tremblantes, l'examina un moment – pour déclarer alors qu'il ne pouvait pas interpréter ce qu'il contenait. Je m'offris alors de dicter immédiatement la note à sa secrétaire...
>
> Pendant que je dictais à sa secrétaire, Lipski avait déclaré à Forbes qu'il n'avait aucune raison de s'intéresser à quelque note ou offre que ce fût de la part des Allemands. Il connaissait la situation régnant en Allemagne après des années d'expérience... Il se déclara convaincu qu'en cas de guerre, des troubles éclateraient dans ce pays et que les troupes polonaises marcheraient avec succès sur Berlin.»[129]

Sans hésiter, Lipski qualifia les propositions allemandes de «signes de faiblesse».[130] Les cercles dirigeants polonais se moquaient de la disposition des Allemands à négocier, et la radio de Varsovie n'était pas seule à exprimer cette attitude.[131] Lukasiewicz à Paris:

128) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 371.
129) B. Dahlerus, *op. cit.*, p. 110.
130) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 373.
131) Livre Blanc Polonais, doc. 136.

«Elles [les propositions allemandes] sont si exorbitantes, qu'il faut que le gouvernement allemand soit devenu fou ou qu'il se livre aujourd'hui à une véritable provocation pour exciter le gouvernement polonais.»[132)]

Une telle erreur d'interprétation de la volonté des Allemands de négocier incarne le contraire d'une attitude pacifique. Même Lord Halifax, le 1er septembre, se montrait irrité – mais trop tard:

«D'autre part, je ne vois pas pourquoi le gouvernement polonais devrait trouver si difficile d'habiliter l'ambassadeur polonais à accepter un document du gouvernement allemand, et j'espère sincèrement qu'il sera à même de modifier ses instructions en la matière. Le rapport qui nous a été soumis ne mentionne aucun ultimatum et la présomption, selon laquelle l'exigence de la présence d'un plénipotentiaire polonais à Berlin le 30 août équivaudrait à un ultimatum, a été catégoriquement rejetée par Herr von Ribbentrop lors de son entretien avec l'ambassadeur de Sa Majesté. Si le document contenait réellement un tel ultimatum, le gouvernement polonais refuserait évidemment de discuter jusqu'à l'annulation de celui-ci. D'un autre côté, son refus de recevoir ces propositions serait très mal interprété par l'opinion publique étrangère.

J'aurais cru qu'on pourrait certainement conseiller à l'ambassadeur polonais d'accepter un document pour le transmettre [à son gouvernement], et de dire:

a) que, s'il contenait n'importe quoi ressemblant à un ultimatum, il prévoyait que le gouvernement polonais ne pourrait certainement pas discuter sur une telle base, et:

b) que, du point de vue du gouvernement polonais en tout cas, les questions concernant le lieu des négociations, la base sur laquelle elles reposeraient et les personnes y participant doivent être discutées et arrêtées entre les deux gouvernements...»[133)]

---

132) G. Bonnet, *Fin d'une Europe, De Munich à la Guerre*, p. 342.

133) *Livre Bleu Anglais N° 1*, doc. 100: Halifax à Kennard dans la nuit du 31 août et du 1er septembre, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 632.

La «ligne de conduite» de Lord Halifax

On n'est pas loin de supposer que Lord Halifax ne pensait pas vraiment ce qu'il disait. En effet ce n'est que le 31 août à l'aube qu'il fit transmettre au gouvernement polonais les documents qui devaient servir de base aux négociations et que Hitler avait élaborés le 29 août au soir. Halifax émettait de nombreuses réserves quant au contenu,[134)] au point de provoquer pratiquement les Polonais à refuser le document. Halifax reconnaissait, dans ce télégramme adressé à son ambassadeur à Varsovie (le 30 août à 19 heures; transmission le 31 août à l'aube), avoir «suivi une ligne de conduite» et il attachait de l'importance à ce que le ministre des Affaires étrangères polonais, Beck, «prît note» de cette ligne de conduite.[135)] Il fallait entendre par là le retard délibéré de la transmission ainsi que les réserves britanniques quant à la teneur de la proposition allemande, mais aussi le comportement déloyal du ministre des Affaires étrangères britannique depuis le 25 ou au moins le 28 août, y compris l'approbation sans réserve de la mobilisation générale polonaise. Afin de montrer encore plus clairement son intention à son homologue polonais, Halifax compléta en lui recommandant de négocier, eu égard à la «situation intérieure de l'Allemagne ainsi qu'à l'opinion publique mondiale».

> «Tant que le gouvernement allemand se montre disposé à négocier, il ne faut lui donner aucune occasion de rejeter sur la Pologne la responsabilité d'un conflit.»[135)]

Après ledit retard du 29 août au soir jusqu'au 31 août, tôt dans la matinée, Halifax dit aux Polonais que les propositions allemandes ne recélaient «aucun ultimatum». Il venait pourtant de refuser, pour cette raison, de recommander à temps au gouvernement polonais (24 heures après la mobilisation générale polonaise) d'envoyer un plénipotentiaire à Berlin.

Le 31 août, tôt dans la matinée, le colonel Beck confirma aussitôt avoir pris note de la «ligne de conduite» adoptée par Londres. Il semblait «fort soulagé». L'ambassadeur Kennard rapporte à ce sujet:

---

134) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 539 et 566.
135) *ibid.*, doc. 539.

«Et il [Beck] reconnaît l'énorme importance qu'attache le gouvernement de Sa Majesté à la nécessité de ne donner au gouvernement allemand aucune occasion de rejeter la responsabilité sur la Pologne, en cas de refus de négociations directes.»[136)]

Le 31 août à 11 heures, l'ambassadeur italien Attolico et le chef du gouvernement italien, Mussolini, prirent des mesures indépendamment l'un de l'autre. Tous deux communiquèrent à Londres:

a) que, si l'on voulait éviter la guerre, Lord Halifax devait encourager le gouvernement polonais à habiliter l'ambassadeur Lipski à négocier avec le gouvernement du Reich,

b) qu'une conférence internationale devait être convoquée pour le 5 septembre,

«avec, pour but, de réviser les clauses du Traité de Versailles qu'il y a lieu de considérer comme cause des troubles actuels de la vie européenne.»[137)]

Mussolini décida de ne soumettre cette proposition à Hitler qu'après avoir reçu l'approbation des Britanniques et des Français.

Pourquoi le secrétaire d'État von Weizsäcker, qui en avait été informé par Attolico, n'a-t-il pas transmis cette proposition? On n'a jamais répondu clairement à cette question. En outre, le Premier ministre français, Daladier, avait declaré:

«que la conférence ne serait convoquée que si la conversation directe entre l'Allemagne et la Pologne avait échoué.»[138)]

Pour ces deux raisons, ni Hitler, ni Ribbentrop ne furent informés de ces suggestions le 31 août, mais seulement le 2 septembre dans la matinée.[139)] Dans l'après-midi du 2 septembre, Hitler avait accepté le projet d'une Conférence générale et d'un armistice en Pologne et s'était déclaré prêt à faire des propositions pour cette conférence dans les 24 heures.[140)] La dis-

---

136) *ibid.*, doc. 576.

137) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, doc. 142; W. Jedrzejewicz, *op. cit.,* vol. I, N° 46.

138) G. Bonnet, *op. cit.*, p. 340.

139) *ADAP* VII, doc. 535.

140) *Documenti Diplomatici Italiani*, VIII, vol. 13, doc. 572, 574, 581, 584. – De l'ouvrage *ADAP*, vol. VII, publié en 1950 par les Français, Britanniques et Américains, il ressort ceci: ce n'est que le 3 septembre, donc après la déclaration de guerre de l'Angleterre et donc trop tard, que Hitler avait envisagé de transmettre à Mussolini une réponse raisonnablement positive et

position de Hitler à recourir jusqu'au bout à la médiation de Dahlerus et à envoyer Göring à Londres muni de pleins pouvoirs le 3 septembre, c'est-à-dire pendant la durée de l'ultimatum britannique à l'Allemagne, prouve qu'il avait dû accepter la suggestion de Mussolini d'une conférence d'armistice pour le 5 septembre.

Le 31 août à 12 h 50, (à peine deux heures après la proposition de Mussolini), la première réaction de Chamberlain fut de refuser d'approuver la tenue d'une telle conférence «sous la menace d'armées mobilisées».[141)] Le 31 août dans l'après-midi, Chamberlain «se montrait beaucoup moins pressé».[142)] Il ne devait plus changer d'avis. La Grande-Bretagne n'a pas accepté la proposition de Mussolini mais l'a liée, après le déclenchement de la guerre, à la condition irréaliste du retrait immédiat des troupes allemandes de Pologne avant d'envisager une conférence. Cela équivalait à un refus, d'autant plus que, même dans ce cas, aucune amélioration des perspectives de négociation ne fut envisagée par rapport à la situation du 31 août. Le 2 septembre à 2 h 47 du matin, le ministre des Affaires étrangères polonais refusait également ce projet de conférence.[143)]

Pour juger ces événements, il ne faut pas oublier que la politique britannique de l'année 1939 avait été orientée de manière à créer à tout prix une «menace des armées mobilisées» et ce, grâce à des «méthodes quasi bellicistes»,[144)] recommandées – et appliquées – par Roosevelt depuis janvier 1939. Hitler n'avait pas provoqué les conditions actuelles: c'est bien la Pologne qui avait commencé dès le printemps 1939 par sa mobilisation injustifiée. Toutefois, une conférence dans de telles conditions aurait constitué un acte pacifique de plus grande valeur qu'un refus de toute négociation équivalant à l'acceptation d'un conflit armé. Pour sa part, Hitler ne refusait toujours pas de négocier, malgré la «menace des armées mobilisées», latente depuis des mois, menace non seulement des armées polonaises mais aussi des armées françaises.

Mais revenons aux événements à Berlin, Londres et Varsovie en ce 31 août. Dans la matinée du 31 août, tant le gouvernement britannique que le gouvernement polonais étaient en possession des propositions allemandes

---

soumise à certaines conditions. Cette présentation des faits doit être rejetée comme falsifiée, même si cela signifie que l'on a empêché la publication de documents importants de cette période. Pour une estimation historique objective de ces volumes des documents *ADAP*, cf. *Nation Europa*, 5/1963, «Glatte Fälschungen» («Pures falsifications»).

141) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 380.

142) G. Bonnet, *op. cit.*, pp. 340-341.

143) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 693.

144) K. Feiling, *op. cit.*, p. 392.

(Londres l'était 24 heures avant Varsovie). Ces gouvernements étaient au courant – ou auraient dû l'être – de la prorogation de l'échéance pour les négociations. Ils n'ont toutefois rien tenté pour détendre la situation et n'ont fait aucun effort pour convenir d'un entretien ou d'un nouveau report de cette échéance. Le gouvernement britannique n'a reproché à Varsovie ni ses provocations contre les Allemands de souche, ni son action contre Dantzig, ni même les revendications prononcées par l'opinion publique polonaise sur la Prusse orientale et les territoires de l'Oder, ni son refus de toute négociation, ni son ordre de mobilisation générale. De sorte qu'en fait on «escamotait délibérément la question de l'agresseur». En outre, par leur politique de presse, particulièrement en ce 31 août, des membres du gouvernement britannique ont agi de façon sciemment belliciste en faisant circuler des nouvelles qu'ils savaient pourtant mensongères. Ainsi, le 31 août, le *Daily Telegraph* publiait – comment, sinon sur instruction officielle? – les fausses nouvelles suivantes:

a) La mobilisation générale de la Pologne ne serait qu'une conséquence des «prétentions de revendication territoriale de Hitler» ou plutôt «de nouvelles exigences émises par Hitler»;

b) Le gouvernement britannique aurait immédiatement communiqué la réponse de Hitler du 29 août à Varsovie;

c) La Grande-Bretagne aurait fait parvenir le plus vite possible, le 30 août, une note à Hitler par «courrier aérien spécial»;

d) Des pouvoirs spéciaux auraient été conférés aux chefs des armées allemandes dans les régions frontalières.

Aucune de ces nouvelles n'était vraie, mais elles étaient toutes conçues pour provoquer l'agitation et pour étaler une nouvelle fois, aux yeux des Polonais surtout, la position des dirigeants britanniques.

> «Quand le gouvernement britannique réalisa les dangers de cette publication, il ordonna d'en retirer l'édition. Dans la nouvelle version, les données sur les mesures militaires allemandes occupent les trois-quarts de l'article. Les informations sur l'accueil de Henderson et les consultations du Conseil manquent, et la fausse nouvelle suivante est répétée:
>
> "À la réception d'un message de Londres décrivant en quoi consistent les nouvelles exigences émises par Hitler, le gouvernement polonais annonça des mesures de défense extraordinaires".»[145]

---

145) F. Lenz, *op. cit.*, p. 443.

Pendant ce temps (31 août, à midi), au Foreign Office, Sir Horace Wilson refusait de donner à Dahlerus ce que Henderson avait approuvé: la possibilité de se mettre en rapport avec Londres au moyen du câble de l'ambassade britannique à Berlin. Dahlerus avisa Wilson que Lipski refusait de prendre connaissance de la volonté allemande de négocier ainsi que des propositions allemandes. Il appela l'attention sur les conséquences immédiates de cet entêtement pour la paix européenne. Puis il demanda à Londres d'user d'influence sur les Polonais. Wilson claqua sèchement le combiné en disant: «*shut up!*» – «taisez-vous!», sommant donc Dahlerus de se taire.[146] Le prétexte que le renseignement allemand aurait pu écouter la conversation téléphonique n'est pas fondé, vu la teneur de l'entretien et la neutralité de Dahlerus en tant que médiateur. De toute façon le gouvernement du Reich était au courant, par d'autres voies, de la conduite de Lipski. En revanche, l'interruption brutale de l'entretien – surtout au cas où les services du renseignement allemand seraient à l'écoute – ne pouvait que renforcer le gouvernement du Reich dans sa conviction que Londres ne désirait décidément pas discuter. Par ailleurs, le fait de couper la conversation en claquant le combiné à la figure du médiateur neutre ne pouvait que prouver – même sans écoute allemande – que la Grande-Bretagne ne voulait pas de médiation.

Ce ne sont ni Hitler ni Göring qui ont entravé la médiation de Dahlerus ou qui doivent être jugés coupables de l'échec de sa mission. Mais c'est bien le gouvernement britannique, qui – pour reprendre les termes de Halifax – depuis la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août, n'était plus disposé à «remettre les choses en ordre».[147]

Le 31 août fut le jour où Lord Halifax approuvait la «fermeté» de Beck et sa décision de ne pas soumettre Lipski à une «pression extrême ou au chantage» à Berlin. Mais en même temps il reprochait à Henderson d'avoir, de sa propre initiative, exercé à nouveau une pression sur Lipski par le biais de Dahlerus.[148]

Le 31 août fut aussi le jour où, comme le déclarait Beck à l'ambassadeur français Noël, le gouvernement polonais décida que puisque:

> «nous sommes en pleine guerre... la question qui se pose n'est pas celle d'une conférence, mais celle de l'action commune qui doit être menée pour résister à l'agression.»[149]

---

146) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 589.
147) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 24.
148) H. Holldack, *Was wirklich geschah*, p. 160, note.
149) *ibid.*, p. 163, *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 693 et *Livre Jaune Français,* doc. 343.

Telle était l'attitude fondamentale à Varsovie: qualifier l'Allemagne d'«agresseur», alors qu'elle n'avait en rien agressé la Pologne, afin de pouvoir, sous ce prétexte, déclencher des mesures militaires et compter sur le soutien étranger. À 12 h 40, le service de renseignement de Göring intercepta un télégramme chiffré de Varsovie à l'ambassadeur Lipski à Berlin, dont le contenu lui signifiait de solliciter une audience avec Ribbentrop mais de ne se laisser entraîner en aucun cas dans des discussions pertinentes. Les faits exposés ci-après démontrent l'authenticité de cet ordre télégraphique, exclu du Livre Blanc Polonais:

1) Dans son entretien à 18 h 30 avec Ribbentrop, Lipski s'est conformé à cette ligne de conduite et n'était muni d'aucun pouvoir;[150)]

2) Le 31 août à Varsovie, Beck déclarait à Kennard que Lipski n'était pas habilité pour négocier à Berlin;[151)]

3) Ni la Pologne, ni Lipski personnellement, n'ont réfuté ce compte rendu paru dans le Livre Blanc Allemand;

4) L'arrivée du prince Lubomirski, envoyé à Varsovie par Lipski comme une sorte de messager extraordinaire, était étroitement liée à cette note. Ce conseiller d'ambassade arriva à Varsovie le 31 août avant midi.[152)] Du fait de cette initiative, Lipski parut encore trop actif au goût de son ministre des Affaires étrangères;

5) Aux yeux d'un homme tel que Beck, et considérant qu'on se trouvait déjà, selon ses propres dires, «en pleine guerre»,[149)] ce télégramme, retirant pratiquement à son représentant à Berlin ses pouvoirs d'ambassadeur, n'était que logique.

Le feld-maréchal Göring montra le texte de ce télégramme polonais à Dahlerus en lui demandant de transmettre immédiatement cette nouvelle à l'ambassadeur britannique Henderson. Il révélait ainsi volontairement que le code du chiffre polonais était connu en Allemagne.

> «Göring désirait éviter une guerre, si c'était possible... Il aimait à se présenter comme le porte-parole des généraux allemands, qui redoutaient eux-mêmes la guerre, et, peut-être, comme chef présumé de l'économie allemande, estimait-il l'Allemagne insuffisamment préparée pour une guerre mondiale. Les Allemands, dans leurs rapports aussi bien avec l'Union soviétique qu'avec la Grande-Bretagne, étaient guidés surtout

---

150) Livre Blanc Allemand N° 2, p. XVI et *ADAP* VII, doc. 476.

151) L. B. Namier, *Diplomatic Prelude 1938-1939*, p. 374, et *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 600 et 608.

152) Livre Blanc Polonais, doc. 147, p. 178.

par des experts en économie – preuve flagrante que les causes de la seconde guerre mondiale ne furent pas d'ordre économique.»[153)]

Alors que Londres laissait s'écouler cet après-midi du 31 août sans en tirer profit, l'ambassadeur polonais Lipski, conformément aux instructions reçues à 12 h 40 de Varsovie, sollicita une audience chez Ribbentrop. Le ministre des Affaires étrangères du Reich demanda tout d'abord si Lipski désirait le voir «en qualité de plénipotentiaire spécial ou en une autre qualité.» [154)]

> «C'était là un signe évident offrant une nouvelle chance au gouvernement polonais: celui-ci n'avait désormais plus besoin d'envoyer de négociateur, il lui suffisait de délivrer une "autorisation spéciale" à Lipski pour arriver finalement à des négociations directes de dernière heure.
>
> Lipski comprit la signification de cette demande. En effet, à 15 h 15 il en informa par télégraphe le ministre des Affaires étrangères polonais et il lui apprit "qu'il sollicitait une audience en sa qualité d'ambassadeur et pour présenter une communication de son gouvernement". Libre à Beck d'élargir cette "communication" de manière que Lipski puisse agir comme plénipotentiaire spécial.
>
> Ribbentrop épuisa aussi cette possibilité puisque, afin de laisser au gouvernement polonais le temps de prendre les dispositions nécessaires, il ne convoqua l'ambassadeur polonais qu'à 18 h 30 au ministère des Affaires étrangères.»[155)]

Beck, toutefois, ne réagit pas. Ainsi – comme il a été dit plus haut – l'ambassadeur polonais se présenta à 18 h 30 sans pleins pouvoirs. Et, conformément aux instructions de Varsovie, il refusa de s'engager dans des discussions concrètes, déclara n'avoir «reçu à ce sujet que des nouvelles indirectes» et ne pouvoir accepter aucune proposition. En cette soirée du 31 août, Beck ne se considérait «apparemment ni convié, ni sollicité».[156)] Même le gouvernement britannique estimait que les Polonais allaient trop loin cette fois; il jugeait même – d'une certaine manière tout au moins – que l'attitude du gouvernement du Reich était justifiée, comme il ressort du télégramme déjà mentionné, adressé pendant la nuit par Halifax à Kennard.[157)]

---

153) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 243.
154) *ADAP* VII, doc. 475.
155) A. von Ribbentrop, *op. cit.*, p. 500.
156) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, p. 387.
157) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 632.

C'est à 18 h 40, après la vaine conversation entre Ribbentrop et Lipski[158] – et non à 12 h 40 ou à 16 h 20, comme certains historiens l'ont souvent recopié les uns sur les autres, sans indication de source[159] – que Hitler donna l'ordre d'attaque pour le 1er septembre 1939 à 4 h 45. Il lui fallait absolument profiter des quelques heures qui pouvaient lui rester – plus de quarante-huit heures après la mobilisation générale polonaise. Il devait devancer une attaque de la Pologne, attaque qui, comme on devait s'en douter à Berlin, menaçait visiblement. Cette attaque pouvait être synchronisée avec une avance des troupes françaises. Il devait la prévenir également à cause de tous les désavantages militaires qu'elle comportait.

Le 31 août à 21 h 15, la radio allemande faisait connaître au monde entier la proposition de Hitler. Berlin offrait ainsi au gouvernement polonais une nouvelle possibilité de se raviser.

Au lieu de quoi, à 23 h 00, Radio-Varsovie parlait de «proposition impudente», rejetait toute négociation, décrivait en termes railleurs l'attente inutile des «nouveaux Huns», déclarait que la réponse de la Pologne ne pouvait être donnée que par les armes et que la Pologne avait déjà répondu par «des mesures militaires» aux dernières propositions allemandes de négociation.[160] Cette émission fut diffusée à un moment où le gouvernement polonais n'avait pas encore connaissance de l'ordre d'attaque de Hitler. Par contre, on en conviendra, il était au courant depuis plusieurs jours de la disposition allemande à négocier et de la situation extrêmement tendue. Cette déclaration de guerre radiodiffusée témoigne donc de la détermination de la Pologne à entrer en guerre. La Pologne s'est décidée pour la guerre à un moment où Hitler cherchait encore à régler la violation territoriale la plus importante du diktat de Versailles, sans effusion de sang, en consentant à un compromis équitable et ce dans des conditions d'abnégation qu'aucun gouvernement de la République de Weimar n'aurait été disposé à accepter. Hitler n'avait lié aucun délai, aucun ultimatum pour la Pologne, au maintien de sa revendication de Dantzig et d'une voie exterritoriale d'accès à la Prusse orientale. Le chancelier du Reich avait certes, en avril 1939, reporté le «Plan Blanc», projet

---

158) Le Lieutenant-général Gerhard Engel, témoin oculaire de cet ordre, a confirmé cet horaire (18 h 40) personnellement à l'auteur.

159) *ADAP* VII, p. 479 – éd. anglaise: Appendix I, p. 569: cette donnée (il ne s'agit pas d'un document certifié authentique) exige un examen approfondi quant à son authenticité et ne peut être reprise sans cette vérification; il en va de même pour la remarque du feld-maréchal Erich von Manstein dans *Verlorene Siege*, p. 23 (éd. anglaise: *Lost Victories*, p. 32) selon laquelle l'ordre lui serait parvenu à 17 heures.

160) M. Freund, *op. cit.*, vol. III, doc. 158.

militaire contre la Pologne, au 1er septembre au plus tard. Il n'avait pas cependant assorti ce projet d'une intention définitive d'attaque ou d'un ordre d'agression contre la Pologne. Ce plan avait été élaboré pour le cas où la Pologne «adopterait une attitude hostile envers le Reich» et en vue «de neutraliser toute menace de ce côté».[161] Cependant, alors qu'au cours des mois d'été 1939, Hitler – comme mentionné plus haut – opérait un nombre important de petits «reculs diplomatiques»,[161] la vague d'oppression contre les minorités allemandes en Pologne grossissait de plus en plus, comme l'affirmait le résistant Weizsäcker, et noyait le problème initial: Dantzig et le passage à travers le Corridor.[161] Il est reconnu que l'aggravation à cette date – 1er septembre 1939 – **n'est pas** imputable à une initiative de Hitler, mais bien à celle de la Pologne et de la Grande-Bretagne. En août 1939, ces deux pays ne laissaient aux dirigeants du Reich que le choix entre une humiliation inacceptable – allant jusqu'à l'abandon définitif de Dantzig et l'expulsion du reste des Allemands de la terre allemande en Pologne – et la lutte pour sauvegarder les droits d'existence inaliénables de l'Allemagne.

Le 31 août 1943, le général polonais Kazimierz Sosnkowski, ministre sans portefeuille du cabinet en exil, révélait aux représentants de la presse alliée:

> «La décision prise par la Pologne le 30 août 1939, qui reposait sur le décret de mobilisation générale, marque un tournant de l'histoire de l'Europe. Hitler fut placé devant l'obligation de faire la guerre à une époque où il espérait encore remporter d'autres victoires non-sanglantes.»[162]

En politique, la tentative de remporter des victoires non-sanglantes n'est pas un forfait punissable – d'autant moins quand il s'agit de rétablir l'ordre de droit, selon le principe de l'autodétermination – et, dans ce cas concret, on ne peut pas non plus parler d'une volonté obstinée de Hitler de remporter une «victoire» non-sanglante en plein milieu de l'été en 1939. Ce n'est d'ailleurs pas lui qui a aggravé la situation: «Hitler intervint peu au cours des événements diplomatiques entre avril et août 1939».[163] Et le général Sosnkowski ainsi que le gouvernement polonais savaient très bien que Hitler ne voulait pas de guerre à propos de la question polonaise. C'est pourquoi on s'attacha à créer des «nécessités» le contraignant à la guerre. Des preuves détaillées sont ici superflues car tous les documents en témoignent: on ne se laissait pas

161) M. Freund, *op. cit.*, vol. II, pp. 130-131, et D. J. Dallin, *Soviet Russia's Foreign Policy*, p. 36, et E. von Weizsäcker *op. cit.*, p. 242.
162) H. Sündermann, *Alter Feind was nun?* p. 85.
163) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, p. 219.

guider, à cet effet, – en particulier à Varsovie, Londres et Washington – par la «crainte d'une Allemagne hautement armée», mais au contraire par l'assurance illusoire d'un effondrement interne rapide de l'Allemagne. L'ambassadeur britannique à Berlin était également conscient de cet état de choses:

> «Il est épouvantable de s'imaginer qu'une volonté des Polonais à négocier pourrait sauver le régime [national-socialiste]. Si l'on ne pensait qu'à soi, il serait aisé de dire: "ne remuez pas le petit doigt, laissez le tout suivre son cours". Mais c'est une terrible responsabilité.»[164)]

Lorsque, le 31 août à 18 h 40, Hitler donna l'ordre d'attaquer la Pologne le 1er septembre 1939 à 4 h 45, il voulait encore préserver la possibilité d'une médiation britannique:

> «Dans la déclaration radiodiffusée [par l'émetteur allemand] des propositions en 16 points, il n'est pas dit que les propositions allemandes seraient forcloses du fait que le négociateur polonais ne s'était pas présenté la veille, à l'échéance fixée, mais plutôt que: "dans ces conditions" – exposées dans la déclaration, jusqu'à l'attitude de refus de l'ambassadeur polonais dans l'après midi – "le gouvernement du Reich considère ses propositions comme pratiquement rejetées"; ce qui fut confirmé par la réponse polonaise de 23 heures.»[165)]

Il fut signifié à la presse allemande de ne pas parler de «guerre» mais de «riposte». En outre, tout fut mis en œuvre pour limiter le conflit – une fois déclenché – à la Pologne. Le 1er septembre à 9 h 50 ou plus exactement à 10 h 45, le médiateur suédois, Dahlerus, informa à nouveau le gouvernement britannique que:

a) Devant le dynamitage du pont de Dirschau (Tczew en polonais) entraînant la brusque coupure de la voie de transit vers la Prusse orientale à travers la Pologne, et vu les combats de la veille (31 août) dans la région de Dantzig, le feld-maréchal Göring avait reçu l'ordre de refouler l'armée polonaise de la frontière et d'anéantir l'aviation polonaise dans la région frontalière;

b) Du fait du refus de la Pologne à négocier avec l'Allemagne, la preuve semblait fournie au gouvernement du Reich que, seul, il ne pouvait plus rien faire;

c) Lui, Dahlerus, avait

---

164) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 628: Henderson à Halifax le 31 août.

165) F. Lenz, *op. cit.*, vol. I, p. 575.

> «avec la permission du Führer, ménagé une discussion très amicale avec les ambassadeurs britannique et polonais.»[166)]

Ces informations offraient à nouveau des possibilités d'intervention.[166)] Il n'était absolument pas question de la «destruction de la Pologne», mais seulement des opérations dans les régions frontalières, de la situation sans issue aux yeux de l'Allemagne et de sa volonté d'engager des négociations. Pour ces raisons, la partie allemande ne fit rien qui pût amener l'ambassadeur polonais Lipski à quitter Berlin – si bien qu'il resta dans la capitale du Reich encore plusieurs jours après le 1er septembre.[167)] Halifax, au contraire, répondait cinq heures plus tard (1er septembre à 16 h 45) aux propositions de médiation et de discussion que Dahlerus venait d'exposer, par un «avertissement» à l'intention de Hitler. Il serait suivi d'un ultimatum dans un bref délai ou d'une déclaration de guerre immédiate, si la réponse allemande n'était pas satisfaisante et si les troupes allemandes n'étaient pas immédiatement rappelées du territoire polonais. Dans cette communication, le gouvernement britannique ne faisait nullement allusion à de quelconques possibilités de négociation pour le cas où les Allemands céderaient.

Pendant qu'il était au pouvoir, Hitler n'avait jamais rien entrepris qui pût s'opposer aux intérêts vitaux des Britanniques – si ce n'est l'unification et la consolidation de l'Allemagne, considérées à Londres comme «violation des intérêts vitaux britanniques». La Grande-Bretagne, par contre, avait tout fait pour s'immiscer dans des affaires qui ne touchaient aucunement ses intérêts. Elle alla jusqu'à menacer l'Allemagne d'extermination lorsque celle-ci, refusant de se laisser humilier davantage par la Pologne, se défendit contre l'intention d'affamer Dantzig, et lorsque le gouvernement du Reich ne voulut plus attendre la première action armée de la Pologne, à laquelle on s'attendait à tout instant, contre Berlin, Dantzig et la Prusse orientale, et dont il était permis de croire qu'elle serait synchronisée avec une avance de l'armée française.

Le 1er septembre, Neville Chamberlain donnait à nouveau de fausses informations à la Chambre des Communes, en déclarant:

> «Nous n'avons jamais reçu copie de ces propositions [de Hitler du 30 août] et la première fois que nous les avons entendues – que **nous** les avons entendues – ce fut par la radio, hier soir.»[168)]

---

166) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 639 et 644.
167) A. von Ribbentrop, *op. cit.*, p. 507.
168) *Livre Bleu Anglais N° 1,* doc. 105.

Il était tout aussi faux de prétendre que Ribbentrop avait lu ces propositions «à toute vitesse» – donc de façon incompréhensible – à l'ambassadeur britannique, offrant ainsi «la preuve» que ces propositions ne devaient pas être prises au sérieux. Cette allocution de Chamberlain contenait une nouvelle fois des propos qu'il savait pertinemment faux (cf. son discours du 25 août). Elle dévoilait les dispositions du pouvoir dans la démocratie anglaise, ayant pour effet que le peuple ne fut pas consulté – ni même informé correctement – sur ces décisions vitales. L'allocution révélait aussi que la politique de Londres était dirigée contre la paix. Car – comme on l'a dit – l'honnêteté est la condition première d'une politique de paix. Et le gouvernement britannique manqua à l'honnêteté pendant ces derniers jours de paix:

1) Sans y avoir été habilité inconditionnellement par la Pologne, il a simulé devant Hitler la volonté des Polonais de négocier et le désir de médiation britannique; il a également prié le chancelier du Reich d'élaborer des bases de discussion. Halifax n'a toutefois pas tenu en réalité un rôle de médiateur; il savait parfaitement:

> «que le gouvernement polonais ne voyait même pas d'un très bon œil la possibilité d'une médiation [il est fait allusion ici au message de Roosevelt du 25 août 1939].»[169)]

Et pourtant, en ce 25 août, il a élargi encore la garantie sans réserve à une Pologne en plein délire belliciste, conformément à sa conviction que:

> «toute tentative de remettre les choses en ordre était hors de question depuis la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique.»[170)]

2) Comme il est possible de le prouver aujourd'hui, Halifax a fabriqué l'acceptation de la Pologne de négocier, du 28 août. Il a trompé son ambassadeur Henderson. En communiquant aux diplomates et à la presse la note du 28 août à Hitler, il a ajouté à sa manœuvre frauduleuse des nouvelles explosives mensongères, rendant ainsi un arrangement pacifique pour ainsi dire impossible;

3) En même temps, Halifax faisait parvenir au gouvernement polonais des nouvelles alarmistes, sans l'informer à temps de sa démarche à Berlin et de la réaction de Hitler. Il attachait une très grande importance à ce que Varsovie reconnût sa «ligne de conduite»;

---

169) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 280.
170) E. Raczynski, *op. cit.*, p. 24.

4) Londres n'émit aucune protestation contre la mobilisation générale polonaise, due en partie aux nouvelles alarmistes propagées la veille par Halifax;

5) Lord Halifax a rompu lui-même ses propres engagements qu'il avait fait remettre à Hitler deux jours auparavant (28 août). Malgré l'acceptation de ceux-ci par Hitler, il a continué à refuser, même à partir de ce moment-là, d'agir comme intermédiaire;

6) Du 29 août au soir au 31 août au matin, le gouvernement britannique a tellement fait retarder l'envoi d'un plénipotentiaire polonais à Hitler, et a finalement pourvu la communication envoyée à Varsovie de tant de réserves quant à la teneur, qu'il a ainsi provoqué le refus de la Pologne de négocier. De cette façon, le gouvernement britannique a fait échouer la prise de contact directe germano-polonaise qu'il avait lui-même préconisée. Il a rendu insoluble, en en exagérant considérablement l'importance, la «question de procédure» pour savoir comment les propositions allemandes devaient être portées à la connaissance du gouvernement polonais. Le gouvernement britannique laissait en même temps croire à Hitler qu'il poursuivait une médiation intensive, alors qu'il a utilisé ces trois jours, du 28 au 31 août, à faire évoluer les choses dans le sens de la guerre.

7) Pour les derniers entretiens entre Hitler et Henderson, Lord Halifax eut également recours à des rumeurs non vérifiées, selon lesquelles les Allemands en Pologne se livraient à des actes de sabotage. Il a ainsi également envenimé sciemment ces dernières conversations.

8) Chamberlain et Halifax – pour citer les responsables – ont induit en erreur et excité en bien des points tant leur Chambre des Communes que l'opinion publique mondiale.[171)]

On ne peut expliquer cette prise de position par le fait que Londres se serait basée sur l'assurance donnée secrètement par l'Italie de ne pas intervenir par les armes (18 août et 1er septembre 1939). On ne peut davantage l'expliquer par les renseignements de résistants allemands, selon lesquels la majorité du peuple allemand serait opposée à Hitler et que, si le gouvernement britannique s'exprimait fermement, on pourrait s'attendre à un renversement au sein du Reich.[*)] La pression des manipulateurs de l'«opinion publique» en Angleterre et aux États-Unis aussi bien que celle des conseillers

---

171) F. Lenz, *op. cit.*, vol. I, p. 507: Analyse du discours de Chamberlain devant la Chambre des Communes le 1er septembre 1939.

*) De telles nouvelles étaient continuellement transmises à Londres depuis 1934-1935; I. Colvin, *Vansittart in Office*, pp. 125-126, 135, 210, 234-237, 281, 315, 331 *seq.*

au Foreign Office, mais encore la position et les objectifs du gouvernement britannique, étaient bien établis **avant** la réception de ces informations. Divers documents dont dispose l'historien dépeignent l'ambiance qui régnait à Londres au cours des derniers jours de paix. En voici quelques exemples:

Chamberlain, dans une lettre privée du 10 septembre 1939 à sa sœur:

> «La dernière phase de l'agonie prolongée jusqu'à la déclaration effective de guerre, était intolérable au possible. Nous étions soucieux de faire aboutir les choses (*we were anxious to bring things to a head*), mais trois complications s'y opposaient: les communications secrètes qui se poursuivaient par le biais d'un médiateur neutre avec Göring et Hitler, la proposition de conférence faite par Mussolini et le désir exprimé par les Français de repousser la déclaration effective de guerre jusqu'à ce qu'ils eussent pu évacuer leurs femmes et leurs enfants et mobiliser leurs armées. Nous ne pouvions révéler sur ce sujet que bien peu de choses au public.»[172)]

L'ambassadeur polonais Raczynski:

> «Plus tard dans la soirée [du 2 septembre 1939], Duncan Sandys vint à l'ambassade afin de m'y rencontrer. Il me raconta que lui-même, Churchill et ses amis ne cèderaient pas et qu'ils pouvaient compter non seulement sur le soutien moral du parti travailliste, mais aussi sur une grande partie des conservateurs. Ils étaient tous décidés à ne pas capituler et si Chamberlain venait à nouveau à faiblir, il serait renversé.»[173)]

Sir Horace Wilson, le plus étroit collaborateur de Chamberlain, s'adressant au conseiller de presse de l'ambassade d'Allemagne à Londres, le Dr Fritz Hesse, le 2 septembre 1939:

> «L'Angleterre est déterminée à faire la guerre et elle n'acceptera plus de compromis.» [174)]

C'était la réponse à une demande de compromis que le ministre des Affaires étrangères du Reich avait transmise, le 2 septembre, par téléphone au conseiller de presse de l'ambassade d'Allemagne à Londres:

> «Le Führer est prêt à se retirer de Pologne et à offrir des réparations

---

172) K. Feiling, *op. cit.*, p. 416.
173) E. Raczynski, *op. cit.*, p, 29.
174) *Die Tat*, Zürich, 26 novembre 1952, et I. Colvin, *Vansittart in Office*, p. 331.

pour les dommages déjà causés à condition que nous obtenions Dantzig et la voie traversant le Corridor, pour autant que l'Angleterre accepte de servir de médiatrice dans le conflit germano-polonais. Vous êtes habilité par le Führer à soumettre cette offre au Conseil britannique et à engager immédiatement des négociations en la matière.»[175)]

L'historien britannique, A.J.P. Taylor:

«Des ministres, conduits par Halifax, déclarèrent à Chamberlain que le gouvernement tomberait s'il n'envoyait pas un ultimatum à Hitler avant la prochaine réunion de la Chambre...

De cette curieuse manière, les Français, qui prêchaient la résistance à l'Allemagne depuis vingt ans, parurent être entraînés dans la guerre par les Britanniques qui, au contraire, prêchaient la conciliation depuis le même temps. Les deux pays prirent les armes pour défendre la partie du règlement de la paix qu'ils considéraient depuis longtemps comme la moins défendable...

Telles furent les origines de la Deuxième Guerre mondiale, ou, plutôt, de la guerre entre les trois puissances occidentales au sujet du règlement de Versailles, qui était implicite depuis la fin de la première.»[176)]

Le ministre des Affaires étrangères britannique, juste après l'ultimatum adressé à l'Allemagne:

«Voilà, nous avons acculé Hitler à la guerre, si bien qu'il ne pourra plus annuler, par des voies pacifiques, un chapitre du traité de Versailles après l'autre.»[177)]

Le diplomate Sir Ivone Kirkpatrick, qui se tenait près de Lord Halifax, put ajouter quelques remarques spirituelles de son propre cru:

«Halifax semblait soulagé que nous ayons pris cette décision [du 3 septembre 1939]. Il commanda une bière qu'un greffier endormi, qui logeait dans la maison, lui servit en pyjama. Nous avons bien ri et plaisanté...»[178)]

BBC-Londres, juste après le déclenchement de la guerre:

---

175) F. Hesse, *Das Spiel um Deutschland*, p. 210.
176) A.J.P. Taylor, *op. cit.*, pp. 277-278.
177) *Nation Europa*, 1/1954, p. 46.
178) I. Kirkpatrick, *The Inner Circle*, p. 144.

«Hitler a commencé la guerre, mais il ne pourra pas y mettre fin.»[179)]

Ou, en d'autres termes, on ne permettrait pas qu'il la termine – quelles que soient les circonstances.

Le 19 mai 1939, Lloyd George n'avait-il pas déjà expliqué à la Chambre des Communes la stratégie d'une longue guerre en constante expansion? Il n'était pas le seul parlementaire britannique à être de cet avis:

> «"Le but fondamental de guerre, pour les dictateurs, est d'arriver rapidement à un résultat et de se soustraire à une guerre de longue haleine, genre de guerre qui ne leur convient jamais." Et justement pour ne pas permettre aux dictateurs de rapides victoires, Lloyd George jugeait qu'il était absolument nécessaire de conclure une convention tripartite contre eux.» [180)]

On ferait bien de lire la version originale de Lloyd George que Churchill qualifiait de «paroles de sagesse»:

> «Le plan de campagne des dictateurs consiste principalement à obtenir des résultats rapides afin d'éviter une guerre prolongée. Une guerre prolongée est toujours funeste aux dictateurs. Une guerre prolongée, comme la guerre d'Espagne, les épuise et la longue défense russe, sans apporter une grande victoire à la Russie, n'en brisa pas moins Napoléon. L'idéal de l'Allemagne est et a toujours été une guerre menée rapidement à son terme. La guerre contre l'Autriche, en 1866, ne dura pas plus de quelques semaines, et la guerre de 1870 fut conduite de telle sorte qu'elle était pratiquement terminée au bout d'un ou deux mois. En 1914, un plan avait été élaboré exactement dans le même dessein et fut bien près de réussir; il aurait réussi s'il n'y avait eu la Russie. Les Allemands n'arrivèrent pas à remporter une victoire rapide, et dès lors la partie était perdue pour eux. Vous pouvez être assurés que les grands stratèges allemands ont déjà cherché la solution du problème, ils savent sur quels points ils se sont trompés en 1914 et ce qui leur avait fait alors défaut, ils connaissent le moyen de combler leurs lacunes et de réparer leurs fautes ou de les éviter dans la prochaine guerre.» [181)]

Conformément à cette stratégie, Chamberlain et Halifax ignorèrent totalement les États baltes, la Pologne, l'Italie – sans parler de l'Allemagne – mais

---

179) R. Fiedler, *Im Teufelskreis – Krieg ohne Frieden*, p. 151.
180) I. M. Maiskii, *Qui a aidé Hitler?* éd. russe p. 117.
181) W. Churchill, *La deuxième guerre mondiale*, tome I,«L'orage approche», livre I, «D'une guerre à l'autre», Plon, Paris 1948, p. 381.

tout autant la France pacifiste, lorsque, avant et après le déclenchement de la guerre:

a) Ils prirent la France au dépourvu avec la garantie accordée à la Pologne, fin mars 1939;

b) Ils refusèrent immédiatement et définitivement les tentatives de médiation de Mussolini, les 31 août et 2 septembre – convocation d'une conférence pour le 5 septembre – rendant ainsi inefficace l'approbation de ce plan par Paris;

c) Le 3 septembre, de leur propre initiative et sans consulter leurs alliés, ils envoyèrent à l'Allemagne un ultimatum limité à deux heures et peu après ils pressèrent Paris d'en faire autant.

À 10 h 50 le 3 septembre, dix minutes avant l'expiration de ce délai, fixé par Londres, Dahlerus avisait le Foreign Office depuis Berlin que Göring était prêt à venir à Londres, sur l'ordre de Hitler, afin d'arriver à un règlement raisonnable (cessation des combats à condition que les troupes restent sur leurs fronts actuels pendant la durée des pourparlers).

> «À 10 h 50, Dahlerus appela le Foreign Office pour lui expliquer que le gouvernement allemand avait rédigé une réponse qu'il venait de nous envoyer. Elle devait nous parvenir à 11 h 00, bien qu'il ne pût le garantir.
>
> Comme ultime tentative, il aimerait proposer que le feld-maréchal Göring puisse se rendre à Londres afin d'y discuter des problèmes (*might he suggest that Field-Marshal Göring should fly over to London to discuss matters?*).
>
> Le secrétaire d'État donna réponse en disant en substance que notre position avait été communiquée au gouvernement allemand depuis un bon moment, et qu'il ne nous était plus possible de retarder notre démarche (*our procedure*).»[182]

Cette communication téléphonique eut lieu une demi-heure après un entretien téléphonique précédent au cours duquel Dahlerus déclarait au fonctionnaire du Foreign Office, Roberts, que les Allemands voulaient faire tout ce qui était en leur pouvoir pour donner des assurances satisfaisantes au gouvernement britannique, à savoir de ne point porter atteinte à l'indépendance de la Pologne. «Toutefois, dans toute l'histoire mondiale, aucune armée n'a jamais reculé avant le début des négociations».[182]

Peu après, la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne, suivie à 17 h 00 de la France. Ainsi, le conflit polonais s'était élargi en une guerre européenne. Les mêmes intervenants ainsi que Staline, en sa qualité de

---

182) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, vol. VII, doc. 762.

révolutionnaire universel, allaient se charger de lui donner des dimensions mondiales et d'en faire une guerre totale d'une incroyable brutalité.

Mais, en ce 3 septembre 1939, Winston Churchill proclamait à son peuple et au monde entier:

> «En cette heure solennelle, la pensée de nos efforts répétés en faveur de la paix nous est un réconfort. Ils furent tous vains, mais ils étaient sincères et honnêtes... Cette conviction morale, à elle seule, confère cette force tonique inlassable, qui permet à la force et à l'énergie de l'homme de se renouveler au cours des longues journées incertaines et sombres. La tempête de la guerre peut bien faire fureur à l'extérieur et ébranler les pays, mais, en ce dimanche matin, nos cœurs sont comblés de paix. Nos mains peuvent bien être occupées, notre conscience, elle, est tranquille.»[183)]

Une autre citation connue de ce dernier jour de paix est accablante pour Lord Halifax qui avait refusé, dès le 21 juillet, la proposition de Henderson de mettre terme aux campagnes de presse ou au moins de les apaiser:[184)]

> «Une certaine agitation régnait au sein de la Chambre des Communes britannique. Un député du Parti travailliste rencontra le ministre des Affaires étrangères, Lord Halifax, le 2 septembre dans la salle des pas perdus du Parlement: "Avez-vous encore quelqu'espoir?" demanda-t-il. "Si vous entendez par cela un espoir de guerre", lui répondit Halifax, "votre attente sera comblée dès demain", "Dieu merci!", rétorqua le représentant du Parti travailliste.»[185)]

---

183) W. Churchill, *Ins Gefecht* , *1938-1940*, p. 204: Discours à la Chambre des Communes.
184) *Documents on British Foreign Policy*, vol. VI, doc. 395.
185) M. Freund, «Bis zur Stunde kein Friede», *Frankfurter Allgemeine*, 1er septembre 1959 et 12 octobre 1963.

La responsabilité de la guerre devant le tribunal de Nuremberg

Lorsque, le 30 janvier 1937, le gouvernement du Reich rétracta solennellement la reconnaissance extorquée à l'Allemagne de sa responsabilité exclusive de la première guerre mondiale, aucune des puissances signataires du traité de Versailles ne protesta. Mais cela ne les empêcha aucunement, en 1939 puis au cours des années suivantes jusqu'à ce jour [1965], de débiter à nouveau cet ancien mensonge de responsabilité de guerre de 1914 pour créer un «Super-Versailles» dépassant de loin toutes les violations, autrefois commises, du droit, des mœurs, des convenances et de la vérité.

Les mêmes procédés ont été à nouveau en usage à Potsdam et à Nuremberg en 1945-1946, au rang de code pour l'évolution politique à venir. Ce furent: «l'imposition de décisions par la violence et la destruction, tournant en dérision le droit à l'autodétermination, la menace de la paix mondiale sous le masque d'un traité de paix»,[1] «qui pourrait s'avérer être un plus grand désastre pour l'humanité que ne le fut la guerre»,[2] «qui anéantira la conception du droit pour des générations entières et qui rendra impossible un ordre universel basé sur des principes moraux»,[3] «ce système de traités qui provoque un état de guerre permanent»,[4] «qui équivaut à une autre forme de poursuite de la guerre»,[5] «ces intrigues et manœuvres malhonnêtes qui ont fait du traité de Versailles et des quatre autres la plus grande imposture de l'histoire».[6] Au lieu des vingt-sept États comparaissant en tant que représentants de la «conscience universelle», on fit cette fois appel à une plèbe encore plus ignorante, plus mal informée et avide de butin, en lui faisant miroiter qu'elle avait maintenant «un rôle à jouer» dans la politique mondiale (voir les efforts intensifs et répétés de F. D. Roosevelt).

1) H. Lutz, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* p. 73: déclaration du chancelier [1919] Bauer (SPD).

2) *ibid.*, p. 53: déclaration du feld-maréchal et Premier ministre de l'Union sudafricaine, J.Ch. Smuts.

3) *ibid.*, p. 57: des contrepropositions allemandes aux Alliés, 1919.

4) *ibid.*, p. 264: déclaration de l'ancien Premier ministre italien, Francesco Nitti.

5) F. Nitti, *Die Tragödie Europas – und Amerika?* p. 16: déclaration du Premier ministre français Clemenceau.

6) *ibid.*, p. 25.

Après 1918, il s'était avéré d'année en année plus évident que des accusations contre l'adversaire vaincu ne pouvaient faire comprendre, ni résoudre ou «régler» historiquement le problème de la guerre. Ce qui n'empêche qu'en 1945, les mêmes puissances victorieuses se basèrent à nouveau à Potsdam et Nuremberg sur l'esprit de Versailles, comme autrefois après la première guerre mondiale. Rien n'a changé dans le procédé du jugement de l'adversaire vaincu. Aucun doute n'est admis quant à sa «responsabilité»; une discussion n'est permise tout au plus que sur les arguments de l'accusation. Le général Nikitchenko, reconnu coupable de «nombreux crimes contre ses propres compatriotes», déclarait à l'époque du «procès des criminels de guerre» de Nuremberg:

> «La responsabilité des accusés a déjà été décidée par les chefs d'État à Moscou et à Téhéran; l'unique tâche de ce Tribunal est donc de leur infliger le châtiment nécessaire.»[7)]

Les propositions répétées du gouvernement de Weimar de faire analyser la question de responsabilité de la guerre par une commission internationale, qui étudierait tous les documents, ont été rejetées par les puissances victorieuses après 1919. En 1945, les mêmes Alliés, unis cette fois à l'Union soviétique, ont de prime abord étouffé une telle revendication dans l'œuf. Ils ont arrêté les dirigeants allemands, dans la mesure où ceux-ci n'avaient pas été immédiatement liquidés, ils les ont jugés en appliquant le code pénal communiste en matière de responsabilité collective, ils ont démembré et divisé l'Allemagne, et déclaré punissable toute disposition d'esprit qui déplaisait à la puissance occupante. La propagande et une justice vengeresse transformèrent les mensonges de la guerre en «vérités historiques» et en dogmes politiques appropriés. L'objectif de guerre du camp des Alliés, à savoir un «Versailles encore plus brutal», s'est aussi réalisé, sous forme de diffamation morale du peuple allemand. Slogans, expressions, évaluations extrêmement erronées empêchant toute critique objective, bannissement moral de l'adversaire vaincu et dissimulation de ses propres fautes – tous les moyens étaient bons et furent appliqués au nom de cet objectif. Celui qui n'était pas prêt à défendre à haute voix le dogme de «la responsabilité allemande exclusive» devait s'attendre à être condamné comme «criminel de guerre fasciste», ou à être soumis à une discrimination déloyale sur le plan professionnel en tant qu'«incorrigible», «éternel attardé» ou «réactionnaire».

---

7) *Report on the International Conference on Military Trials*, Washington, State Department, 1949, pp. 104-106 et 303 – cité par *Nation Europa*, 2/1962, p. 45.

Nuremberg, ville des congrès du parti du régime déchu, fut choisie pour le jugement des «criminels de guerre fascistes», ces prisonniers allemands que les juges du Tribunal militaire inter-allié (TMI) avaient qualifié de «criminels» avant même le début du procès. Toute accusation ne pouvait être prononcée que contre eux. Avec une telle «conception du droit», le TMI ne pouvait que faillir, dès le départ, à la mission historique dont il se prévalait. Robert H. Jackson, le procureur général américain, déclare sans équivoque:

> «Nous n'avons pas à nous laisser entraîner dans un procès sur les causes de la guerre.»[8)]
>
> «Je pense que ce procès causerait bien des torts, si l'on étudiait les causes politiques de cette guerre.»[9)]

Bien des Anglais et Américains recoururent de 1943 à 1945 à cet argument, ou à d'autres semblables, afin de s'emparer de «Hitler et de ses acolytes» en vue de les mettre tous à mort sur-le-champ au lieu d'entamer une procédure. Le secrétaire d'État des États-Unis, Cordell Hull, pensait:

> «qu'au cours d'un procès, des arguments frauduleux de défense pourraient encore exercer un dangereux effet de propagande.»[10)]

Et pourtant, dans la déclaration de Moscou du 30 octobre 1943, et dans la convention de Londres du 8 août 1945, les Alliés – afin d'imposer leurs intérêts politiques et de mettre «les tribunaux» au service de leur propagande – se sont décidés à des simulacres de procès. Ils ont institué la juridiction du «Tribunal militaire international» par un statut pour le procès des «principaux criminels de guerre», de manière à ce que ne fût possible aucune autre issue que «la condamnation des accusés» que l'on avait décidée à l'avance. Dans ce statut, il était, entre autre, stipulé que le Tribunal:

– devait récuser toute prévention de parti pris émise contre les juges nommés par le vainqueur (article 3);

– n'était en droit d'accuser que des représentants des «puissances de l'Axe» (article 6);

– devait casser le recours des accusés invoquant avoir agi conformément aux instructions d'un supérieur hiérarchique (article. 8);

– «ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves» mais «il adoptera et appliquera autant que possible une procédure

---

8) M. Bardèche, *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*, p. 29.
9) *Nation Europa*, 5/1959, pp. 53-54.
10) G. Moltmann, *Amerikas Deutschlandpolitik im Zweiten Weltkrieg*, pp. 114-115.

rapide et non formaliste» (articles 18 et 19);

– «n'exigera pas que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique mais les tiendra pour acquis» (article 21). [Les thèses de la propagande tombaient naturellement sous cet article].

> «À cette conférence [de Londres du 8 août 1945], les procureurs et les juges débattirent, avant le procès, de la procédure selon laquelle la peine serait imputée à l'accusé. Les Américains ont publié les procès-verbaux de cette conférence. On ne tenta même pas de définir le droit international en général selon lequel les actes de l'accusé devaient être jugés. Au lieu de quoi, ces actes furent examinés et une loi fut décrétée, qui rejetait tous les arguments que l'accusé aurait pu avancer pour sa défense.
>
> Tel était le statut de Nuremberg qui constituait la base des procès des criminels de guerre...
>
> Les procès des criminels de guerre eurent pour résultat non la création du droit international, mais la ruine de ce droit conçu si patiemment par nos ancêtres au cours des siècles.»*)

Indépendamment de ce statut faisant entorse à la loi, la procédure suivie au procès de Nuremberg s'est distinguée par de nombreuses violations du droit. On déroge à toute norme juridique

– lorsque le vainqueur est également le juge, s'étant institué lui-même dans cette fonction;

– lorsqu'il fait fonction en même temps de procureur général universel et de législateur;

– lorsqu'il érige des mesures qui n'étaient jusqu'alors ni enregistrées juridiquement, ni passibles de peine selon le droit international (par exemple les préparatifs d'une campagne par un officier d'état-major général ou la livraison d'armes par un fournisseur);

– lorsqu'il abolit les principes juridiques et l'ordre des valeurs auxquels les accusés et l'ensemble du peuple vaincu étaient attachés, pour établir de nouvelles règles arbitraires qui répondent à ses objectifs: «crime contre la paix», «crime contre l'humanité», «soutien d'un État illégitime», etc., et lorsqu'il interprète ces règles d'un point de vue dialectique;

– lorsqu'il déclare rétroactivement les mesures allemandes de représailles dans la lutte contre les partisans comme autant d'actes criminels, et les poursuit pénalement, sans se soucier des faits qui les ont déclenchées;

– lorsqu'il soustrait des documents aux défenseurs, leur en fournit d'autres à court terme, refuse d'entendre des témoins à décharge et des demandes de

*) R. T. Paget, *Manstein – His Campaigns and His Trial*, pp. 66, 67.

preuves, et menace également d'arrestation les défenseurs et les emprisonne dès qu'ils protestent contre toute violation du droit;[11]

– lorsqu'il déforme le sens des documents par coupure, falsification ou déplacement du centre de gravité des phrases, pour considérer ensuite authentiques ces documents mutilés ou totalement falsifiés;

– lorsqu'il minimise ou tait des contextes déterminants;

– lorsqu'il garde à long terme des témoins en détention et fait pression sur eux en menaçant de les livrer au GPU (police politique nationale en Union soviétique) ou de porter plainte contre eux, ou les oblige à faire de fausses déclarations, voire des parjures;

– lorsqu'il appelle à la barre des agents de la puissance victorieuse;

– lorsqu'il institue des procédures, selon lesquelles quiconque peut être fiché comme «membre d'organisations criminelles» ou être traité comme passible de peine criminelle;

– lorsqu'il abolit lui-même ses nouveaux «principes juridiques» pour tous les autres peuples – et également pour le futur droit des peuples – dès qu'il les a utilisés pour les besoins de sa vengeance.

Qu'il ait fallu recourir à de telles manœuvres pour justifier les jugements convenus d'avance, bien que la composition partisane du Tribunal et la partialité des accusations eussent assuré leur résultat, prouve assez bien la fragilité de la base sur laquelle se fondait l'accusation.

> «Lorsque notamment les sanctions ne reposent plus sur la preuve d'une responsabilité individuelle mais représentent des mesures collectives de représailles, ou si elles servent à restructurer globalement, à des fins politiques, la forme sociale d'une population – alors elles deviennent des mesures éminemment politiques. Chez les Alliés, le mépris pour la question du caractère juridique d'un châtiment des crimes de guerre devient évident en 1943, lors de la conférence [de Téhéran].»[10]

Lorsqu'à Téhéran, en 1943, Staline proposa et éleva à la hauteur d'un but de guerre de fusiller quelque 50 000 officiers allemands, il ne se proposait aucunement

> «d'introduire une procédure punitive pour certains crimes précis. Cette action lui semblait plutôt un moyen adéquat pour rompre à jamais la force militaire de l'Allemagne.»[10]

---

11) Freda Utley, *The High Cost of Vengeance*, pp. 172-174 (162-181).

Jusqu'en 1946, rien n'avait été modifié en principe aux conceptions alliées.

Au cours des cinquante dernières années le peuple allemand et ses systèmes de gouvernement ont été jugés de façon extrêmement variable, cela en fonction des intérêts individuels de quelques grandes puissances – allant jusqu'à la déclaration de Harry Truman, ancien sénateur et futur président des États-Unis:

> «Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner, nous devrons venir en aide à la Russie; mais si la Russie est en train de gagner, nous devrons soutenir l'Allemagne. Car, de cette manière, ils s'entretueront encore plus à fond.»[12)]

En 1945-1946, le jugement ainsi fondé fut posé en dogme mondial par la transformation de ce principe, extrêmement partial, de l'adversaire vainqueur en «titre juridique international» et en «vérité historique» – moyennant la force des armes. Ces moyens, ainsi devenus «nécessaires» pour la manipulation du droit, exigeaient du Tribunal militaire inter-allié l'approbation sans réserve de la politique et des objectifs de guerre alliés. De même, ce tribunal devait logiquement supprimer toute référence à Versailles comme étant aux «origines de la seconde guerre mondiale».[13)] Il fallait de même se taire sur les responsabilités qui, entre les deux guerres, incombèrent nettement aux adversaires de l'Allemagne. On n'eut aucune hésitation à ériger un «droit international» sur la base de telles manipulations, et ce devant l'opinion publique du monde entier. De même, le Tribunal militaire inter-allié ne tint absolument aucun compte des facteurs qui conduisirent à l'effondrement de la démocratie parlementaire et par là du système de Weimar, mais certainement pas pour la raison qu'il s'agissait là d'affaires purement intra-allemandes: car toutes les affaires internes paraissant compromettantes pour le régime allemand de 1933 à 1945 – affaires qu'aucun étranger n'était habilité à juger – furent prises en considération.

Comment concilier avec les principes fondamentaux du droit le fait qu'un État (l'Union soviétique) se place, au début de la guerre, aux côtés de l'«agresseur» (Hitler), rende responsable ses adversaires (Grande-Bretagne, France, Pologne) du déclenchement de la guerre, pour, à la fin de la guerre, charger cet «agresseur» de toute la responsabilité et – quelque temps après sa liquidation – transférer à nouveau une grande partie du registre des péchés

---

12) *The New York Times* du 23 juin 1941, cité, entre autres, par B. S. Telpuchovski, *Die sowjetische Geschichte des Grossen Vaterländischen Krieges 1941-1945*, p. 39.

13) H. Lutz, *op. cit.*, p. XVII.

sur ceux qu'il avait déclarés coupables de prime abord (Grande-Bretagne, France, États-Unis)? Comment concilier avec les principes fondamentaux du droit le fait que l'Allemagne soit accusée et «jugée» pour son offensive contre la Pologne, et que l'Union soviétique, qui a également attaqué la Pologne en septembre 1939 et qui, après sa victoire de 1945, a de nouveau incorporé la Pologne orientale à son État, puisse siéger à la place d'honneur du juge?

> «Il n'existe guère de principe juridique qui n'ait été bafoué à Nuremberg: il n'existe aucun crime ni aucune sanction en l'absence d'une loi; aucun acte commis conformément à des ordres ou sous la contrainte n'est passible de peine; nul ne doit être soustrait à son juge; nul n'est juge en sa propre cause; nul ne doit rendre compte des actes d'autrui. Après la capitulation sans condition, ces normes juridiques étaient dépassées et ne comptaient plus pour les juges de Nuremberg.»[14]

Jusqu'ici, un vainqueur n'a certainement jamais détruit aussi systématiquement et aussi radicalement la littérature politique de son adversaire vaincu que ne l'ont fait les Alliés avec celle du régime national-socialiste. Elle fut ainsi soustraite à la recherche historique. Ce fut le cas dans toutes les zones d'occupation après la capitulation allemande de 1945. L'«opinion publique internationale» passe sans critique sur ces faits et continue à propager ses postulats avec une fatuité insolente: «liberté de pensée et de parole», «égalité de droits et droit à l'autodétermination», «démocratie et État constitutionnel». Peu lui importe que toute possibilité de se défendre sur le plan intellectuel ait été ôtée au peuple allemand désarmé:

> «Toutes les cellules de notre être se révoltent à l'idée qu'une fois encore [1945] des peuples hautement civilisés puissent s'écarter du jugement du droit pour faire appel à celui de la puissance.»[15]

Le représentant de l'Inde aux procès pour crimes de guerre à Tokyo en 1947-1948, le juge Rahabinode Pal a émis cette juste sentence:

> «La farce d'un procès des vainqueurs contre les dirigeants vaincus constituait en elle-même un délit contre l'humanité.»[16]

Les procès de Nuremberg et Tokyo se caractérisent par le fait qu'aucun

14) P. Kleist, *Auch Du warst dabei*, p. 400.
15) H. Herda, *Die Schuld der Anderen*, p. 181.
16) F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism*, p. 176 (éd.all., *Der Barbarei entgegen*, p. 199).

juge ne se soit jusqu'à présent montré disposé à répondre à la critique sérieuse de cette «justice», critique qui se manifeste dans de nombreux pays. Il aurait fallu qu'un tel juge récusât le principe voulant que, pour connaître d'une violation de droit, il faut une juridiction légitime.

L'Organisation des Nations Unies a avalisé cette énormité juridique. Elle a approuvé la campagne d'extermination contre l'Allemagne avec ses buts et ses conséquences, tout comme les procès de Nuremberg et de Tokyo – et cela au nom de la «conscience universelle». Elle se considère à juste titre, depuis le pacte de Washington du 1er janvier 1942, comme la créature issue des puissances coalisées contre le Troisième Reich et le Japon. Seuls étaient admis les États qui acceptaient sans critique les objectifs et les méthodes de guerre des Alliés dans la lutte contre ces «ennemis de l'humanité» et qui reconnaissaient la Charte des Nations Unies, y compris les articles 53 et 107. Dans ces articles étaient expressément déclarés légales toutes les mesures prises pendant et après la guerre contre «tout État qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte».[17)] Dans une résolution de principe de décembre 1948 – et pour se protéger des effets prévisibles des «procès des criminels de guerre» sur le futur droit international – l'Assemblée générale de cette ONU ainsi fondée a catégoriquement refusé de reconnaître les «principes juridiques du TMI» comme droit international en vigueur. Évidemment quand il s'agit de condamner l'Allemagne, les Nations Unies y font appel encore aujourd'hui. Il est grotesque de constater que ce «droit», toujours en application contre l'Allemagne, a non seulement perdu sa validité depuis, mais a même été catégoriquement condamné par l'instance internationale qui est la création de ses propres initiateurs – sans pour autant que l'Allemagne ou la politique allemande soit réhabilitée, ou qu'une analyse historique loyale des causes de la guerre ait été entamée.

L'historien britannique A.J.P. Taylor déclarait à propos des documents du «procès des criminels de guerre» de Nuremberg:

> «Bien que ces documents [de Nuremberg] paraissent impressionnants par leurs innombrables volumes, leur usage est dangereux pour l'historien. Ils furent rassemblés à la hâte et quasiment au hasard, comme base d'introduction pour les magistrats (*for lawyer's briefs*). Mais les historiens ne peuvent procéder de cette manière. L'avocat vise à présenter un argument convaincant; l'historien, lui, désire comprendre une situation.

---

17) S. Boratünskyj, «La Diplomatie de la période de la seconde guerre mondiale», éd. russe, pp. 152-154.

Souvent les éléments qui peuvent convaincre les juristes ne nous satisfont pas; nos méthodes leur paraissent, par contre, particulièrement imprécises. Mais même les juristes doivent à présent être pris de scrupules de conscience devant les témoignages de Nuremberg. Les documents ne furent pas seulement choisis pour mettre la responsabilité de la guerre à charge des accusés, mais aussi pour dissimuler la responsabilité des puissances accusatrices.»[18]

Un historien américain:

«Plus importante encore que la parodie du droit et de la justice était la conviction que ces procès rendraient les guerres futures encore plus brutales et impitoyables. Dans toutes les guerres futures, les perdants seront présentés comme agresseurs, que cela corresponde ou non aux faits, et ils seront punis en conséquence. C'est pourquoi aucune méthode de destruction, aussi horrible soit-elle, ne peut être négligée tant que dure la guerre, aux seules fins de rester vainqueur, quel qu'en soit le prix en matériel et en vies humaines. Ainsi, ces procès atteindront-ils exactement l'inverse de ce qu'on avait avancé pour les justifier.»[19]

---

18) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 13.
19) H.E. Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace*, p. 536 (éd.all., *Entlarvte Heuchelei*, p. 197).

Documents hostiles à Hitler
Revendications d'espace vital dans *«Mein Kampf»*

Les mentions dans *Mein Kampf* (pages 732, 740, 741, 742, 757) sur la question de l'espace vital à l'Est (Russie), sont souvent invoquées comme preuves des intentions agressives de Hitler et de ses plans de conquête à long terme, et par là de sa responsabilité de la guerre.[1] Il est ridicule de vouloir prétendre que, depuis sa détention dans la prison de Landsberg en 1925, jusqu'à sa mort en 1945, l'initiative de la politique mondiale ait été aux mains de Hitler. Tous les nombreux autres États souverains d'Europe et du monde, bien plus puissants que lui, n'auraient-ils fait que réagir à cette initiative sans être eux-mêmes entreprenants? Vouloir produire *Mein Kampf* comme «pièce à conviction» dans le domaine de la politique étrangère reviendrait à confondre la cause avec la conséquence. Si, par contre, on prend cet ouvrage pour base d'analyse de la responsabilité de la guerre, il n'aurait valeur de témoignage que si toutes les dépositions publiques des publicistes et hommes politiques français, anglais, polonais et soviétiques des années 20 étaient présentées à ses côtés. Alors seulement, il serait possible d'évaluer, dans le domaine de la politique intérieure et étrangère, le degré d'agitation qui régnait à l'époque. Alors seulement, on verrait clairement qu'en publiant *Mein Kampf* Hitler ne sortait pas du cadre coutumier de l'époque. Supposons que la responsabilité de Hitler puisse être déduite tout simplement de son livre. Si on applique le même raisonnement aux anciens écrits de Winston Churchill, aux objectifs de Poincaré ou de Clemenceau, de Masaryk, de Bénès, de Pilsudski, de Lloyd George, de Lénine ou de Staline ou seulement des représentants des partis allemands de la période de Weimar, il serait tout aussi aisé d'en déduire une responsabilité, voire une volonté de guerre. Le professeur Theodor Heuß déclarait en 1932 à propos des écrits en question:

---

1) Outre les accusations traitées ici, de nombreux autres «documents» et exemples de la volonté de Hitler de faire la guerre sont présentés. L'auteur s'est penché sur ces cas dans des ouvrages distincts. Voir: *Nation Europa*, 5/1961, «Die Gleiwitzer Sender-Affäre», et 5/1963, «Glatte Fälschungen – Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte contra Hoggan und Taylor». Sujets traités: le plan «Grün» – plan d'attaque contre de la Tchécoslovaquie; Hitler «excite» la Hongrie contre la Tchécoslovaquie; Hitler «offre l'Ukraine» à la Pologne; la situation de l'armement allemand en 1939 – «Geheime Denkschrift Hitlers zum zweiten Vierjahresplan».

«Les souvenirs romantiques des grandioses réalisations de la colonisation du moyen-âge allemand, vers l'Est au-delà de l'Elbe, rejoignent l'impossible solution actuelle que le système de Versailles impose aux frontières orientales allemandes. Comme on a créé avec ceci une zone insupportable d'irritation et de friction, le sentiment suit plus facilement cette inclination, car on est conscient de la nature délicate des problèmes européens à l'Est.»[2)]

Ces réflexions d'un homme politique hostile au national-socialisme montrent qu'au temps de la République de Weimar, *Mein Kampf*, dont le titre initial devait être «Quatre années et demie de lutte contre le mensonge, la bêtise et la lâcheté»,[3)] était compris comme le déchaînement d'un tempérament excédé par la misère de la patrie, et non comme le programme d'une politique belliqueuse – et ce, même par les partisans de Hitler. Il s'agissait ici des déclarations d'un orateur et chef de parti, et non d'un homme d'État expérimenté. En tant qu'homme d'État, Hitler n'a pas – jusqu'après le début de la guerre – poursuivi de tels objectifs. L'accusation du TMI de Nuremberg en 1945-1946 n'a pas davantage réussi à produire la preuve, à partir des dossiers secrets allemands, que la crise tchèque ou la campagne de Pologne ou même la campagne de Russie[4)] auraient eu un rapport avec des plans allemands de conquête, de colonisation ou d'extermination, et encore moins que ces campagnes auraient été basées sur de tels plans. Au contraire, on a pu prouver que bien d'autres causes et occasions, motifs et réflexions étaient à la base de ces étapes fatales. Sans aucun doute, Hitler aurait-il été bien inspiré en tant qu'homme d'État de rayer ces déclarations de *Mein Kampf*. Il faut toutefois faire remarquer qu'il avait déclaré publiquement à plusieurs reprises ne pas être écrivain, mais homme politique et qu'il convenait donc de le juger d'après sa politique et non selon chacun des mots sortis de ses «fantasmes de derrière les barreaux», qui ne prétendaient être qu'une «collection d'éditoriaux à paraître dans le *Völkischer Beobachter*».

«Je ne suis pas un écrivain, mais un homme d'État. Les corrections de *Mein Kampf,* je les ferai dans le grand livre de l'Histoire.»[5)]

déclarait Hitler, le 21 février 1936 dans une interview avec le correspondant

---

2) T. Heuß, *Hitlers Weg*, p. 99.
3) K. Ploetz, *Auszug aus der Geschichte*, (1919, Annexe), p. 21.
4) P. Fabry, *Der Hitler-Stalin Pakt 1939-1941*, et *Nation Europa*, 11/1958, 9/1960, 10/1961 concernant la campagne de Russie.
5) O. Abetz, *Histoire d'une Politique Franco-Allemande*, p. 75.

de *Paris-Soir*. Il fit ensuite publier cette interview ainsi que les passages litigieux de *Mein Kampf* en première page de tous les journaux allemands («La publication de cette interview devait rencontrer d'extraordinaires difficultés à Paris»[5]).

> «Une chose est sûre: si, en 1924, j'avais pu me douter que je deviendrais chancelier du Reich, je n'aurais jamais écrit le livre.»[6]

Homme d'État, Hitler n'avait sans doute plus le temps de corriger son livre. Des corrections séparées auraient laissé des lacunes. *Mein Kampf* fut rédigé pendant la première période de l'histoire de la NSDAP et restait centré sur la politique quotidienne, le journalisme et l'agitation de cette époque. Les exposés sur la France étaient nés de la situation d'après-guerre et de l'occupation française de la Ruhr. De même ne faut-il pas considérer la conception de Hitler sur la politique orientale dans *Mein Kampf* comme une ligne de conduite figée de la politique étrangère du Troisième Reich face à une Union soviétique consolidée. *Mein Kampf* n'était ni un catéchisme de l'idéologie nationale-socialiste, ni une base théorique de politique intérieure, étrangère, économique, sociale ou culturelle du Reich allemand. Le programme de la NSDAP, qui allait se concrétiser par la suite, le mûrissement de Hitler au cours des années – que l'on en juge par ses discours en tant que chef d'État – et les influences multiples et imprévisibles de l'intérieur comme de l'extérieur sur la politique allemande sont les facteurs qui ont déterminé la ligne de la NSDAP, pilier du gouvernement, et non pas *Mein Kampf*, livre écrit précipitamment et dans des intentions agitatrices propres à une époque de lutte politique interne pour le pouvoir.

En ce qui concerne les revendications d'espace vital évoquées dans *Mein Kampf*, il convient de tenir compte des réflexions suivantes qui pourraient avoir influencé les pensées de Hitler:

a) Hitler voulait gagner la faveur de la Grande-Bretagne – et tous les historiens contemporains en conviennent. Réaliste, il savait qu'il serait préférable de supprimer l'inquiétude de la Grande-Bretagne face à la possibilité d'une menace de l'Allemagne, en lui signifiant, dès le départ, que les intérêts allemands étaient orientés vers l'Est;

b) Hitler tenta aussi de dissiper chez les États du continent européen les craintes fondées sur l'argument d'une pression démographique que la popu-

---

6) H. Frank, *Im Angesicht des Galgens*, p. 39, et P. Kleist, *Auch Du warst dabei*, p. 143, et TMI, vol. X, p. 263: déclaration de J. von Ribbentrop.

lation allemande pourrait exercer à l'avenir sur ces pays. Il voulait préciser qu'il ne réclamait même plus rien à la France dont il cherchait à atténuer l'hostilité en se tournant résolument vers l'Est;

c) Vu l'idéologie communiste et la puissance soviétique, dont Hitler avait reconnu la teneur et le caractère bien avant beaucoup d'autres, il savait qu'une attitude amicale à l'égard de l'Union soviétique n'aurait pas pu lui rapporter plus que ce qu'il avait à perdre en maintenant une politique décidée d'indépendance;

d) Il importait à Hitler d'acquérir la compréhension du monde pour le besoin d'espace vital de l'Allemagne, la densité de sa population et l'injustice causée par Versailles du fait de l'usurpation de territoires – surtout à l'Est;

e) Les explications de Hitler concernant l'espace vital avaient pour but de s'opposer aux tendances de renoncement et d'apaisement de Weimar;

f) Au cours d'un siècle, la population de l'Allemagne avait quasiment triplé; l'espace vital allemand, par contre, avait considérablement diminué. Aucun homme politique allemand ne pouvait négliger ces réalités. À l'époque on ignorait les possibilités d'ordre technique et industriel pour nourrir un peuple croissant même dans un espace réduit. La misère économique à l'époque de Weimar ne permettait pas, en tout cas, de tels espoirs.

Et quand un Premier ministre français, Clemenceau, avait déclaré, comme le prévoyait son programme, que 25 millions d'Allemands pouvaient bien périr parce qu'ils étaient trop nombreux sur la terre, une telle recommandation ne pouvait que provoquer justement une réaction inverse de la part de Hitler, celle de tenter tout ce qui était possible pour garantir à son peuple les possibilités de vie et les revendications d'espace vital, basées sur des droits historiques.

«Documents-clés» du TMI sur les conférences internes de Hitler

Au cours desdits «procès pour crimes de guerre» de Nuremberg 1945-1946, l'accusation a présenté certains documents se rapportant à des conférences secrètes de Hitler. Le Tribunal militaire inter-allié qui se qualifiait lui-même bien à tort de Tribunal militaire **international**, a surévalué ces papiers en tant que «documents», voire comme «documents-clés». Ils étaient censés livrer la «clé» de la politique étrangère de Hitler. On prétendait aussi que ces

documents – et eux seuls – reflétaient la politique et les intentions réelles de Hitler entre 1937 et 1939. D'ailleurs c'est sur la base de ces pièces entre autres que les accusés allemands furent condamnés.

L'origine, l'authenticité, la teneur, la date de tous ces «documents-clés» du TMI sur les déclarations privées de Hitler sont controversées. Au point que tout expert objectif aurait dû les refuser dès le début – c'est-à-dire dès leur «découverte» en 1945 – comme autant de faux ou de falsifications. C'est ce qui fut fait en partie devant le Tribunal de Nuremberg, mais avec une prudence diplomatique. Les puissances victorieuses ont réquisitionné en 1945 les dossiers du gouvernement du Reich pour les administrer et les évaluer sous leur propre régie. Ils en ont interdit toute enquête aux commissions neutres, et, à Nuremberg, ont rejeté les demandes de la défense que soit prouvée l'origine de certains écrits douteux. Cela n'empêcha pas les «historiens» de reprendre et de diffuser sans critique ce que le Tribunal de Nuremberg avait utilisé comme «documents» d'accusation. Ils les ont repris dans ces tomes comme «documents» «issus des archives allemandes saisies». Que cela soit exact ou non, ces «documents-clés» ont été l'objet d'une publicité telle que l'historien, soucieux d'objectivité, se doit maintenant de les examiner.

Le premier de ces «documents-clés» est le prétendu «rapport Hoßbach».

Le «Rapport Hoßbach»
Allocution de Hitler devant les commandants en chef de la Wehrmacht le 5 novembre 1937

Le prétendu «rapport Hoßbach» n'est pas disponible sous quelque forme que ce soit, ni en original, ni en copie, et ne l'a jamais été.[1] Il n'existe que la seule photocopie d'une copie dactylographiée non signée qu'un particulier (la source en est restée inconnue) a passé aux Américains en 1945. Depuis lors, contrairement à la vérité, on fait croire que cette photocopie était conservée dans les archives du gouvernement allemand qui furent ensuite saisies. Cette photocopie, considérée comme document à charge, reçut la cote «386-PS-pièce à conviction US 25».[2]

1) G. Meinck, *Hitler und die deutsche Aufrüstung 1933-1937*, p. 236.
2) Publication à l'honneur de Herbert Kraus, *Mensch und Staat in Recht und Geschichte*, livre édité par le Göttinger Arbeitskreis, p. 445, contribution de H. G. Seraphim, «Nachkriegsprozesse und zeitgeschichtliche Forschung».

Selon ses propres dires, le «secrétaire», le colonel Hoßbach, membre de la résistance contre Hitler, ne garantit pas l'authenticité de «chaque mot» et a refusé de certifier que la «photocopie de la copie dactylographiée» – PS 386 – présentée par l'accusation du TMI soit conforme à ses notes manuscrites originales.[1] Il déposait comme témoin au procès de ce tribunal:

> «J'ignore comment un ou plusieurs exemplaires dactylographiés de mon unique compte rendu manuscrit a ou ont pu être établis.»[3]

Le grand public l'ignore encore à ce jour. Le fait est qu'aucun rapport n'a été rédigé officiellement et que ce n'est que cinq jours après l'allocution que le colonel Hoßbach a confié au papier, de mémoire et à la main, les déclarations de Hitler. Pour quelle raison? Cela n'a pas été élucidé; il n'en avait pas reçu l'ordre. Hoßbach ne savait pas sténographier; il n'avait pris aucune note pendant l'allocution; il n'était donc pas en mesure de reproduire fidèlement et littéralement la session complète. Il ne pouvait se fier qu'à sa mémoire, ce qu'il avoua lui-même dans sa déclaration sous serment du 18 juin 1946.[4] Cette «copie en conformité de sens» est d'autant plus douteuse qu'en ce même 5 novembre 1937 des divergences d'opinion opposaient déjà le ministre de la Guerre du Reich, von Blomberg, au commandant en chef de l'armée de l'air, le General-Oberst Göring, sur ce que Hitler avait réellement dit et voulu.[5] Avant la conférence, les commandants en chef de l'armée de l'air et de la marine, Göring et Raeder, avaient déjà été informés que Hitler voulait simplement remédier plus énergiquement aux carences de l'équipement de l'armée.[6] Le General-Oberst, futur General-Feldmarschall von Brauchitsch n'avait même pas entendu parler de cet entretien jusqu'en 1945 à Nuremberg.[7] Ni le chef de l'État-Major général de l'armée de terre, le General-Oberst Beck, ni le commandant en chef de l'armée (jusqu'en 1938), le General-Oberst von Fritsch n'avaient attaché suffisamment d'importance à cet entretien pour en aviser von Brauchitsch, en tant que successeur du commandant en chef de l'armée.[8] Ce fait à lui seul rend invraisemblable la grande importance conférée par la suite à cet entretien.

---

3) TMI, vol. XLII, p. 228 *seq.*
4) TMI, vol. XXI, p. 422 – Dans son livre *Von der militärischen Verantwortlichkeit in der Zeit vor dem Zweiten Weltkrieg*, p. 28, Hoßbach mentionne, en contradiction avec sa déclaration au TMI, avoir pris des notes pendant la session. De même dans son livre *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, page 217 *seq.*
5) TMI, vol. XXVIII, p. 355, doc. PS-1780.
6) TMI, vol. XIV, p. 44 *seq.* (éd. fse., p. 42 *seq.*).
7) TMI, vol. XX, p. 620.
8) P. Bor, *Gespräche mit Halder*, p. 113.

Les déclarations de Hitler reposent sur des considérations hypothétiques sur les conséquences, pour la politique allemande, d'une guerre éventuelle entre la Grande-Bretagne et l'Italie. Il n'était nullement question de planification d'une guerre offensive, moins encore d'une guerre mondiale. La décision d'un tel objectif n'avait donc pu être imposée aux commandants en chef. Aucun plan concret ne fut ni suggéré, ni projeté. Les directives de politique étrangère pour les années à venir ne furent même pas définies; seules les possibilités d'évolution de la situation furent tracées et des réactions à ces éventualités ébauchées.

Par ailleurs, le ministre de la Guerre du Reich, von Blomberg, avait pris l'initiative de cet entretien «pour soumettre, conformément à la décision de Hitler, les divergences d'opinion entre le ministre de la Guerre du Reich et le chargé du Plan de quatre ans sur la répartition des matières premières entre les trois armes de la Wehrmacht».[9] Il n'est pas très convaincant de prétendre que Hitler aurait choisi cette occasion et cette rencontre (von Blomberg, von Fritsch, Raeder, Göring et le ministre des Affaires étrangères du Reich, le baron von Neurath)[10] pour régler des «successions testamentaires». En effet, selon la photocopie présentée par le TMI, Hitler aurait, dans son introduction, prié les personnes présentes de «considérer ses déclarations comme des dispositions testamentaires s'il venait à décéder». Il est toutefois absurde d'avancer que Hitler, qui n'avait fait appel qu'à quelques notes, ait justement choisi ce cercle des cinq personnes présentes (six avec Hoßbach) – et même pas son adjoint, Rudolf Heß – pour leur faire un «legs», non consigné par écrit, et qui ne prévoyait même pas de réponses aux questions essentielles. Hermann Göring:

> «En ce qui concerne le mot "testament", son emploi ici est absolument, contraire aux conceptions du Führer.»[11]

Selon la teneur de l'exposé présenté, il est tout aussi absurde de prétendre que Hitler ait refusé par deux fois de signer les notes prises par Hoßbach, «n'en ayant pas le temps pour le moment».[12]

En outre, on retrouve – en parfaite concordance – aussi bien dans le «rapport Hoßbach» que dans d'autres «documents-clés», des contextes qui n'existaient pas au moment de la conférence en question, mais qui ne sont

---

9) F. Hoßbach, *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, p. 137.
10) Le colonel F. Hoßbach était également présent en sa qualité de premier aide de camp de Hitler.
11) TMI, vol. IX, p. 344 (éd. fse., p. 330).
12) F. Hoßbach, *op. cit.*, p. 219.

nés que plus tard: par exemple, dans le «rapport Hoßbach», on prétend que Hitler aurait fait valoir qu'une offensive française se heurterait à nos fortifications occidentales. Une telle affirmation n'aurait été possible qu'après l'achèvement de la ligne Siegfried [*West Wall*]. La construction de la ligne Siegfried, décidée certes en 1936 et commencée en 1937, prévue pour une durée de douze années, ne devait pourtant être accélérée que devant la mobilisation tchèque en mai 1938. Jusqu'à cette date, il ne pouvait être question de rempart fortifié.[13)]

Un indice supplémentaire de la falsification de cette photocopie tient dans le fait que sa teneur n'était connue d'aucun membre du gouvernement. Il ne pouvait donc encore moins être identique à un original contresigné, parce que la reproduction altérée était agrémentée de quelques ajouts imaginaires, et que le contenu en était de surcroît expurgé. Ainsi, par exemple, la discussion entre Göring, von Blomberg et von Fritsch a été omise:

> «Dès lors, pourquoi Hitler tint-il cette conférence? La question ne fut pas posée à Nuremberg; elle n'a pas été soulevée par les historiens...
>
> Cette conférence du 5 novembre 1937 fut assez curieuse dans sa composition. Seul Göring était Nazi. Les autres étaient des conservateurs à l'ancienne mode, demeurés en place pour exercer un contrôle sur Hitler; tous, à l'exception de Raeder, devaient être renvoyés dans les trois mois. Hitler savait que tous, sauf Göring, étaient des opposants...
>
> Pourquoi dévoila-t-il le fond de sa pensée à des hommes dont il se méfiait et dont il allait se séparer peu de temps après? La réponse est facile: il ne révéla pas le fond de sa pensée. Il n'existait pas de crise de politique étrangère pour provoquer une large discussion ou de grandes décisions. La conférence était une manœuvre de politique purement interne.»[14)]

Cette analyse met en évidence que le «rapport Hoßbach» ne livre aucune preuve d'un plan de Hitler en vue d'une «conjuration contre la paix». Elle livre au contraire un exemple type de la nécessité où se trouvaient la «justice» d'après-guerre et ses «historiens» propagandistes de recourir à des écrits de la résistance allemande, de les falsifier et de les amplifier afin de donner un semblant de justification à une telle accusation.

---

13) B. Müller-Hillebrand, *Das Heer 1933-1945*, vol. I, p. 39.

14) A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, p. 133. Cf. W. Bross, *Gespräche mit Hermann Göring während des Nürnberger Prozesses*, p. 188 – La raison de l'exposé aurait été de «mettre le feu aux trousses des Généraux, encore trop embarrassés par leur étroitesse d'esprit et attachement à l'armée des 100 000 hommes. Ils ne connaissaient que la défense, la résistance retardatrice, le respect des critères d'armement du traité de Versailles et l'attente des décisions que prendrait la Société des Nations en cas d'attaque d'un voisin».

Allocution de Hitler devant la presse allemande le 10 novembre 1938

La substance de cette allocution de Hitler a été présentée après la guerre. En fait, on ne l'a pas produite au TMI à Nuremberg en 1945-1946. On l'a «découverte» ultérieurement. Mais tant sa date que son contenu lui confèrent sa place dans le contexte traité ici. On la présente également comme «preuve» des projets de guerre qu'aurait manigancés Hitler depuis de longues années. On y relève entre autres les déclarations suivantes:

> «Nous nous sommes fixé pour cette année un grand nombre d'objectifs à atteindre... par notre propagande... En premier lieu, la lente préparation du peuple allemand lui-même. Les circonstances m'ont contraint pendant des décennies à ne parler presque exclusivement que de paix...
>
> Il va de soi qu'une telle propagande pacifiste de plusieurs décennies n'est pas sans risque; car dans l'esprit de beaucoup elle peut facilement conduire à croire que le régime actuel équivaut en soi à la décision et à la volonté de conserver la paix à tout prix. Ce qui n'entraînerait pas seulement un jugement erroné des buts de ce système...
>
> C'est par contrainte que pendant des années j'ai uniquement parlé de paix...
>
> Il [le peuple allemand] doit apprendre à croire avec le même fanatisme à la victoire finale...»[1]

Ce «document» est peut-être encore plus douteux que le «rapport Hoßbach». Il serait absurde de révéler ses propres intentions de guerre à la presse, un an avant l'attaque prétendument prévue – une décision d'agression n'est-elle pas généralement tenue secrète? En outre, on ne relevait à l'époque aucune mention de cette allocution dans toute la presse étrangère, ni aucun article provocateur dans la presse allemande. Visiblement, l'ensemble de la presse allemande a trouvé modérée cette allocution du Führer et l'a jugée dans ce sens. Vouloir en faire une preuve de la volonté de guerre de Hitler n'a aucun sens dès le départ. Il s'avère donc superflu d'appeler l'attention sur ce qu'a publié l'«Institut d'histoire contemporaine» (brochure trimestrielle d'histoire contemporaine) dans son numéro 2, 1958, page 175 et suivantes. On y avoue

1) H.A Jacobsen, *1939-1945, Der Zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten*, p. 91.

qu'il n'a pas été possible d'authentifier l'enregistrement sonore de cette allocution (seule pièce à conviction disponible) ni pour ce qui concerne son support physique, ni le langage employé. On reconnaît aussi que le disque que l'on possède ne contient d'ailleurs qu'une fraction de la prétendue allocution.

Allocution de Hitler devant les officiers supérieurs de la Wehrmacht le 23 mai 1939

Ce prétendu document (079-L. TMI, tome XXXVII, page 546 et suivantes), appelé «rapport Schmundt», le grand amiral Raeder le qualifie de «document le moins clair de tous ceux qui concernent un discours de Hitler, car une grande partie des déclarations sont dénuées de tout fondement».[1] Ce feuillet (15 pages agrafées et leur couverture) fut présenté par le TMI comme «document issu des dossiers allemands saisis». À l'exception du titre «Ultra-secret. Réservé aux officiers», il ne porte pas d'en-tête, pas de date, pas de mention «secret», pas de contreseing. Il est manuscrit, résumé «en conformité de sens» et comporte des corrections à l'encre, apportées à une date non spécifiée – et d'une autre main que celle de Schmundt. Le 1er octobre 1944 Schmundt succombait aux blessures qu'il avait subies lors de l'attentat du 20 juillet; l'authenticité de sa signature est douteuse. Le «document» n'a pas été inséré dans le journal secret, bien que cela eût été indispensable pour un document «Ultra-secret. Réservé aux officiers». En outre, le nombre des exemplaires n'est pas indiqué. Ce «document» regorge de contradictions. Il est composé de déclarations sans aucun lien thématique entre elles et il présente des intentions politiques absolument inconnues.

Contradictions:

Sur la liste des participants, figurent par exemple les noms de Göring et du colonel Warlimont:

1. Le feld-maréchal Milch a énergiquement contesté la présence de Göring puisque lui-même avait été envoyé à la chancellerie du Reich pour le représenter. Göring ne pouvait donc donner aucun renseignement sur cette question.

2. La participation de Warlimont semble pour le moins inexacte:

En effet, seuls avaient été convoqués les commandants en chef des corps

---

1) TMI, vol. XIV, p. 47 (éd. fse. p.45).

d'armée de la Wehrmacht (von Brauchitsch, Göring, Raeder), le chef du haut commandement de la Wehrmacht [OKW] (Keitel) et leurs chefs d'état-major (Halder, Jeschonnek, Schniewindt), le secrétaire d'État à l'aviation (Milch), l'officier d'ordonnance en chef de la Wehrmacht auprès du Führer et chancelier du Reich et les officiers d'ordonnance de la Wehrmacht. Warlimont en revanche était chef de section des Opérations du haut commandement de la Wehrmacht [Wehrmachtsführungsamt]. Puisque le chef du haut commandement [OKW] (Keitel) – son supérieur – était lui-même présent, la participation de Warlimont s'avérait superflue. Tant Warlimont en personne que tous les autres témoins ont démenti sa participation à la conférence. Même plus tard, Warlimont n'a jamais rien su de cette conférence. Les prétendues déclarations de Hitler n'ont même pas été portées à la connaissance de la section de Défense nationale au bureau des Opérations de la Wehrmacht [WFA].[2)]

Selon le «rapport Schmundt», Hitler aurait évoqué la nécessité de s'organiser pour une guerre d'une durée de quinze à vingt ans, et de préparer une attaque systématique. (En réalité – et cela est aussi abordé dans d'autres passages du «document» en question – il avait maintenu en application les modestes programmes d'armement prévus pour les années 1943-1945. Il s'était continuellement efforcé – comme il est prouvé – d'assurer une limite à tout conflit éventuel et il avait même ébauché une démobilisation après la campagne de France).

> «Le problème de la Pologne est inséparable du conflit avec l'Ouest.»
>
> «Il faut éviter de mener simultanément deux conflits, l'un avec l'Est et l'autre avec l'Ouest.»
>
> «Si un conflit avec l'Angleterre éclatait à cause de la Pologne, le combat devrait être axé plus particulièrement contre l'Angleterre et la France, et la Hollande devrait être attaquée de façon foudroyante» ou, littéralement: «il est préférable d'attaquer l'Occident et d'en finir en même temps avec la Pologne.»
>
> «Il ne faudrait pas s'engager dans une guerre sur deux fronts à cause de la Pologne.»
>
> «L'Angleterre est le moteur qui repousse l'Allemagne.»
>
> «Il n'est nullement question de Dantzig. Il s'agit pour nous d'étendre notre espace vital oriental, de garantir notre approvisionnement alimentaire et de résoudre le problème des Pays Baltes. Le ravitaillement en denrées alimentaires n'est possible qu'à partir de régions à faible densité de population...

2) W. Warlimont, *Im Hauptquartier der deutschen Wehrmacht 1939-1945*, pp. 37 et 46.

La population de territoires non-allemands n'est pas soumise au service militaire et est donc disponible pour des prestations de travail...»[3)]

La formule «résoudre le problème» est insaisissable et approximative. Elle est employée trop souvent dans ce «document» pour paraître encore digne de foi. En outre les remarques citées ci-dessus laissent supposer que l'Allemagne voulait tramer une guerre à l'Ouest – ce qui était parfaitement inexact pour la politique étrangère allemande. À d'autres endroits, on lit soudainement: «La décision d'attaquer la Pologne à la première occasion est maintenue», alors qu'une telle décision n'avait même pas été prise. L'ordre ultérieur d'attaque, donné par Hitler le 31 août 1939, n'avait rien de commun – nous l'avons vu – avec l'intention d'attaquer la Pologne «à la première occasion».

«L'objectif reste de mettre l'Angleterre à genoux...

Voici le programme d'attaque...

Création d'un petit groupe d'études au sein de la l'OKW (haut commandement de la Wehrmacht) aux fins de préserver le secret...»

Hitler aurait déjà précédemment dévoilé son «programme d'attaque» aux personnes auxquelles il voulait le dissimuler, et voici que l'on créait un groupe spécial précisément à cet effet. Ce n'est pas tout. Le 22 août 1939, il expliquait une nouvelle fois en détail le même «programme d'attaque» à ces mêmes personnes, et ce, dans le jargon de la pègre. L'absurdité de telles «allocutions» en devient évidente – et donc aussi leur fausseté.

L'historien Michael Freund écrit à propos de ce «rapport»:

«Le rapport ne peut passer pour une transcription fidèle du discours. Il n'est pas non plus certain qu'au cours de cette conférence, Hitler ait voulu faire part de ses intentions et de ses idées réelles. Certaines choses ont visiblement été dites au petit bonheur.»[4)]

Pourtant, Freund attribue «un certain caractère de crédibilité» à cette pièce. Quel manque de rigueur scientifique sous la plume d'un historien!

Pendant cette conférence dont on ne possède aucune relation fidèle, il ne fut une nouvelle fois question que des répercussions théoriques qu'une éventuelle volonté de guerre de l'Angleterre, de la France et de la Pologne

---

3) H. A. Jacobsen, *1939-1945: Der Zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten*, p.93; aussi *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*, Series D, vol. VI, doc. 433.

4) M. Freund, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, vol. II, p. 348.

auraient sur la politique allemande. Vu qu'aucun plumitif d'audience ne fut là non plus établi, ni aucune distribution prévue, les explications de l'état de choses ne peuvent pas être considérées comme faisant suite à une décision du Führer. L'objectif de la conférence était la formation d'un groupe d'études au sein de l'OKW (haut commandement de la Wehrmacht), «chargé de renseigner le Führer». Sa mission était «d'examiner» toutes les situations militaires possibles afin de pouvoir les traiter militairement et se donner des chances de succès. C'est ce qui se fait dans tous les états-majors du monde. Même ce «document» 079.L.-TMI, tome XXXVII, p. 546, ne permet pas de savoir si ce groupe d'études avait reçu un ordre militaire définitif pour exécuter une opération. On aurait alors pu en déduire «une volonté de guerre». Le ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, déclarait devant le TMI à Nuremberg:

> «À plusieurs reprises, il [Hitler] m'a dit qu'il fallait toujours parler aux militaires comme si la guerre devait éclater le lendemain.»[5]

Et pourtant, Keitel, qui était alors général, a quitté cette conférence du 23 mai 1939 avec la conviction «qu'il n'y aurait pas de guerre» en 1939.[6] Et il n'était pas le seul à partager ce sentiment. Un exemple: le feld-maréchal von Brauchitsch citait ainsi, devant le TMI à Nuremberg, les paroles que Hitler avait prononcées lors de cette conférence:

> «Je serais un idiot, à l'instar des incapables de 1914, si je devais glisser dans une guerre à cause de la Pologne.»[7]

Ou:

> «– Le feld-maréchal Milch fit remarquer à Hitler que la production de bombes lourdes serait nettement insuffisante en cas de guerre et qu'elle devait donc être immédiatement augmentée. Hitler lui répondit que de telles mesures pouvaient encore attendre. Les chefs militaires devaient en conclure que les préparatifs militaires de Hitler n'avaient été arrêtés

5) TMI, vol. X, p. 406-407 (éd. fse., p. 373).

6) *ibid.*, p. 577 (éd. fse., p. 533).

7) *ibid.*, vol. XX, p. 623. Dans *Verteidigung deutscher Soldaten* de H. Laternser, les paroles de Hitler sont reproduites comme suit, p. 29: «Je devrais être un idiot si je dérapais dans une guerre mondiale à cause de cette misérable question du Corridor, à l'instar des hommes incapables de 1914».

que pour soutenir les mesures politiques prises, mais qu'il ne risquerait en aucun cas un conflit armé avec la Pologne.»[8]

Mais de telles déclarations n'apparaissaient évidemment pas dans le «document» présenté. En conséquence, il ne peut s'agir ni d'un «rapport» ni d'une copie conforme.

Autres contradictions:

Une telle série de prétendues déclarations ne peut avoir été faite car:

a) Elles contredisaient les faits de l'époque;

b) Elles se rapportaient, comme on peut le prouver, à des événements ultérieurs.

En ce qui concerne le point a):

Comment Hitler aurait-il pu souligner qu'il «se réservait donc l'ordre définitif d'attaque» puisque, de toute façon, nul autre que lui n'aurait eu la compétence de lancer un tel ordre et qu'il n'avait donné d'instructions à personne pour les préparatifs d'une «attaque»?

«Des relations économiques ne sont envisageables avec la Russie qu'en cas d'amélioration des relations politiques». – En fait, à l'époque de la conférence, Hitler observait encore une très grande réserve en matière de rapprochement politique avec l'Union soviétique, alors que les relations économiques avec Moscou (concernant les obligations tchèques) existaient déjà et qu'à partir du 30 mai 1939, la partie allemande suggérait la relance des négociations économiques.

En ce qui concerne le point b):

Il est démontrable que Hitler n'avait aucune intention belliciste contre l'Ouest. Pourtant, le «rapport Schmundt» tente justement de mettre telle intention en exergue en rehaussant la force de la Grande-Bretagne et en minimisant celle de la France.

«L'armée allemande ne va pas se saigner sur terre». – Cette phrase, sans aucun sens pour la situation de mai 1939, semble pourtant possible dès la fin de la campagne de France en juin 1940.

Il en va de même pour les allégations concernant les opérations tactiques de l'armée italienne contre la France: «pour l'Italie la percée à travers la ligne Maginot se maintient et il faut l'étudier. Le Führer considère que la percée est réalisable». – Puisque Hitler n'avait pas préparé de guerre contre l'Ouest, et qu'il était décidé – même en excluant l'Italie – à localiser un éventuel conflit avec la Pologne, et puisqu'en outre Mussolini connaissait aussi bien que

---

8) H. Laternser, *op. cit.*, p. 29, et TMI, vol. XVII, pp. 566-567.

Hitler à quel point la préparation de l'Italie à la guerre était défaillante, une pareille déclaration de Hitler était impensable en mai 1939. Ce n'est qu'en juin 1940 qu'elle aurait été vraisemblable.

Il serait superflu de citer d'autres déclarations de ce genre, figurant dans ce «rapport». Un examen critique des sources du «document» conduit à un jugement écrasant de la valeur historique de son témoignage. Même le président du TMI devait en être conscient. En effet, lorsque le grand amiral Raeder, qui avait participé à la conférence, voulut mettre en évidence la contradiction et l'absurdité de cet «acte» – «document 079-L» – le président, en vertu de l'exercice de sa mission politique, lui ôta la parole. Depuis lors, aucun publiciste ou historien n'a semblé juger nécessaire de poursuivre là où le grand amiral fut interrompu.

Allocution de Hitler devant les commandants en chef de la Wehrmacht le 22 août 1939

Le Tribunal militaire inter-allié de Nuremberg disposait de trois versions différentes de cette conférence:

1. Tome XLI, p. 16 - 25, document Raeder 27 (signé Böhm).
2. Tome XXVI, p 338, document 798-PS.
3. Tome XXVI, p. 523, document 1014-PS («Second discours»).

Les documents 798-PS et 1014-PS sont écrits sur un papier de type et de qualité rigoureusement identiques avec la même machine à écrire; ils n'ont pas d'en-tête, ne comportent pas de mention «secret», pas de date, pas d'indication de noms des participants, pas de signature. Le ministère public n'a pas fourni ultérieurement les preuves qui lui étaient demandées quant à l'origine de ces documents.

On a affirmé[1)] que les «deux morceaux de papiers» avaient été extraits des dossiers allemands saisis. Si cela était exact, ils devraient être corrects, ce qui n'est pas le cas. Vu qu'il a été prouvé qu'aucun compte rendu n'a été fait au cours de cette conférence, les dossiers allemands ne pouvaient contenir un tel écrit. Ce fait prouve en outre que cette conférence de Hitler ne revêtait pas le caractère d'un programme et ne servait pas de base à une décision. – D'où les premières contradictions.

Le «document 1014-PS» est intitulé «Second discours du Führer du 22 août 1939». En fait, en ce 22 août 1939, Hitler n'a tenu qu'un seul discours,

1) TMI, vol. XIV, pp. 76-77 (éd. fse., pp. 50-51 et p. 70).

interrompu simplement par une pause pour prendre le café au «Berghof». Dodd, du ministère public du TMI, dut reconnaître lui-même[1)] que, malgré le titre différent, il s'agissait bien d'un seul et même discours. Les deux écrits sans signature sont non seulement dactylographiés avec la même machine et dans le même style, mais ils utilisent tous deux la première personne du singulier. Hitler ne peut toutefois en être l'auteur étant donné qu'il faisait employer une machine à caractères particuliers et qu'il n'était certes pas de son intérêt de fixer par écrit pour la postérité, et contrairement à ses habitudes, des «expressions sanguinaires». La phrase finale: «Göring répond en remerciant le Führer et en lui assurant que la Wehrmacht fera son devoir», rompt le style de la forme de la première personne du singulier et montre bien que ni Hitler, ni aucun autre participant à cette conférence ne peut avoir rédigé cet exposé. Il est exclu qu'un greffier rédige un document à la première personne.

Le 22 août 1939, il n'y avait aucune raison pour la Wehrmacht de faire une déclaration de loyauté. L'explication de l'emploi de la première personne doit certainement être cherchée auprès du rédacteur du «rapport» de cette conférence, transmis dès le 23 août 1939 à l'ambassade britannique à Berlin. Là aussi, pour donner plus de nerf à l'écrit, on a recouru à la première personne, bien que les déclarations ne portent que sur des banalités les plus primaires (voir fin de ce chapitre).

Selon le rapport susmentionné – document 798-PS – Hitler aurait commencé son discours en déclarant vouloir donner un aperçu politique de la situation. Ceci, «afin de vous mettre au courant de chacun des éléments sur lesquels repose ma décision d'agir...» ... «Ensuite, nous aborderons les données militaires». Les témoins survivants déclarèrent à l'unanimité que les données militaires n'avaient pas été prévues et qu'elles ne furent d'ailleurs pas discutées. On n'a trouvé en fait aucun acte sur de telles discussions. En outre – et contrairement aux «documents» présentés – la conférence du Führer ne constituait pas une rencontre au cours de laquelle une «décision d'agir» devait être prise ou aurait été prise. Au cours de cette réunion, rien ne fut décidé qui puisse revêtir une quelconque importance politique ou militaire.

Le rapport – doc. 1014-PS – n'a pas non plus d'introduction, de signature, de date, etc. Il est bien trop court pour reproduire un discours de Hitler. Sa teneur est absurde, contradictoire et décousue. Malgré toutes ces carences, les «deux morceaux de papiers» furent acceptés à titre de «documents». Le défenseur du grand amiral Raeder, le Dr Siemers, déclare à ce sujet:

> «Les mots décisifs contenus dans ce document ont été répétés à longueur de journée pendant cinq ou six mois par le ministère public.

"Destruction de la Pologne, objectif principal. But: élimination des forces vitales et non pas chercher à atteindre une certaine ligne." Ces mots n'ont pas été prononcés et les commandants en chef allemands n'auraient pas accepté de se lancer dans une telle guerre; c'est pour cela qu'il importe de déterminer si ce document est authentique. Puis-je, à ce propos, rappeler au Tribunal qu'une troisième version de ce discours a été mentionnée au cours de ce Procès (document L-3). Elle est beaucoup plus accablante encore que les deux précédentes et a été publiée dans la presse du monde entier. Chaque fois que l'on entend parler de ce discours, on le qualifie de grotesque et de brutal. Je crois donc que, dans l'intérêt de la vérité historique, il faut s'assurer si Hitler s'exprima alors en termes si brutaux. En fait, j'avoue qu'il a employé des termes frappants, mais pas ceux-ci. Et c'est la réputation de tous les commandants en chef présents qui est en jeu. Laissez-moi citer les derniers mots:

"Fermez vos cœurs à la pitié, adoptez une attitude brutale". De telles paroles n'ont jamais été prononcées.»[2)]

Sur ce, Sir David Maxwell-Fyfe, procureur britannique:

«Nous ne pouvons entrer dans des comparaisons intrinsèques pour nous prononcer sur l'admissibilité du document.»

Le président:

«C'est un document allemand, saisi parmi tant d'autres... La requête tendant à la suppression du procès-verbal du document PS-1014 est rejetée.»

Le grand amiral Raeder:

«Le Führer n'avait pas l'habitude d'employer de pareilles expressions ["Je crains seulement qu'au dernier moment il y ait un cochon qui me propose quelque plan d'arbitrage"]. D'après mes souvenirs, certainement pas.»[3)]

---

2) TMI, vol. XIV, p. 56 (éd. fse., p. 52). – L'expression «Destruction ... [de l'adversaire], objectif principal. But: élimination des forces vitales et non pas chercher à atteindre une certaine ligne» correspond littéralement à la conception de guerre de Churchill en 1939. Elle était visiblement si familière aux falsificateurs des documents allemands qu'ils l'attribuèrent sans distinction aux dirigeants allemands, sans tenir compte du fait que des manœuvres aussi pitoyables ne manqueraient pas d'attirer l'attention. À Nuremberg, il ne fut évidemment nullement question de Churchill et de sa conception de la guerre.

3) *ibid.*, p. 59 (éd. fse., pp. 54-55); E. Raeder, *Mein Leben*, vol. II, pp. 165-167.

L’amiral Hermann Böhm affirmait au Tribunal, dans une déclaration sous serment, que cette phrase n’aurait été prononcée ni à propos d’une proposition de médiation, ni à propos de la destruction de l’hégémonie de l’Angleterre. Il s’agirait là de grossières inventions, tout comme d’ailleurs ce terme de «cochon (*Schweinehund*)».[4]

Le feld-maréchal Erich von Manstein:

> «Au procès de Nuremberg contre l’État-Major général, divers prétendus “documents” ont été présentés par l’accusation au sujet de l’allocution de Hitler à cette occasion...
>
> Il n’y a rien de vrai là-dedans. L’expression prétendument utilisée par Hitler: “je crains seulement qu’au dernier moment il y ait un «cochon» qui me propose quelque plan d’arbitrage”, cette expression n’a pas été prononcée en cette circonstance.»[5]

Quant à la «version Böhm» (Document Raeder-27), qui n’est également consignée dans aucun rapport et n’est pas contresignée, le grand amiral Raeder la désignait comme celle des trois versions, «la plus proche de la vérité».[3]

La source et la teneur des «documents 798-PS et 1014-PS» furent travesties, voire falsifiées par des amateurs. En les comparant au rapport Böhm (Document Raeder-27), on comprend combien «dire en d’autres termes» peut défigurer le sens du texte. On omet des idées importantes et on ajoute des éléments inconnus. Cela ne rend que trop évidente l’envie de pouvoir enfin produire un «document» confirmant à l’excès les thèses de la propagande alliée pendant la guerre: à savoir les thèses «d’une conjuration injustifiable contre la paix mondiale».

Voici deux exemples de ces comparaisons:

1. Document Raeder 27 (signé Böhm):

> «Au printemps, on en était encore à vouloir différer la solution de la question polonaise pour pouvoir régler d’abord les conflits à l’Ouest, ceux-ci étant, selon lui, inévitables. Toutefois, l’homme politique en tant que tel ne doit pas se braquer sur une chronologie mais il se doit de rester souple. Les éléments qui avaient conditionné ses premières intentions s’étaient modifiés. En outre, il n’avait jamais pensé que la Pologne aurait respecté le pacte de non-agression au cas où l’Allemagne serait engagée ailleurs. Un coup d’œil sur la carte [il est question ici de la carte

4) *ibid.*, vol. VII, pp. 445-447, et vol. XVIII, p. 437.
5) E. von Manstein, *Verlorene Siege*, p. 19.

géographique publiée en 1939 par la Pologne, fixant les frontières occidentales polonaises sur l'Elbe] le prouve ainsi que la presse de la période récente qui dévoile les pensées les plus profondes de la Pologne.»[6)]

Le grand amiral Raeder récuse l'expression «conflits inévitables» et déclare:

«Je parle d'un conflit menaçant. C'est-à-dire de quelque chose que l'on ne recherche pas précisément, mais que l'on craint plutôt.»[7)]

Le Document 798-PS en fait traduit cela de la façon suivante:

«Je voulais tout d'abord établir des relations tolérables avec la Pologne pour me battre d'abord à l'Ouest. Ce plan, qui me convenait, n'était pourtant pas exécutable, parce que la situation ambiante s'était considérablement modifiée. Il me paraissait évident qu'en cas de conflit avec l'Ouest, la Pologne nous attaquerait.»

Le 13 juin 1946, l'amiral Böhm avait fermement souligné, dans une déclaration sous serment, – et cette déposition est confirmée par tous les témoignages de l'histoire – que des expressions qui «auraient dénoté l'intention d'attaquer les puissances occidentales» n'ont pas été utilisées. Pas plus que les expressions: «ma politique polonaise était jusqu'à présent contraire à l'opinion du peuple» ou «nos adversaires ne sont que des larves; je les ai vus à Munich».[8)]

2. Document Raeder 27 (signé Böhm):

«Le déclenchement du conflit devait être provoqué par une propagande adéquate.»

Document 798-PS:

«Je créerai par la propagande un casus belli, que celui-ci soit plausible ou non.»

a) La déposition du doc. Raeder 27 (signé Böhm) est le constat d'une

---

6)TMI, vol. XLI, Raeder 27, p. 17.
7) *ibid.*, vol. XIV, p. 80 (éd. fse., p. 73).
8) Publication en l'honneur de Herbert Kraus, *Mensch und Staat in Recht und Geschichte*, pp. 451-452.

éventuelle situation à venir. Elle tient compte de l'attitude de l'adversaire, mais elle ne permet aucunement de conclure à une initiative de Hitler.

b) Pourquoi Hitler ferait-il des déclarations d'un tel ordre de grandeur et aussi accablantes pour lui, devant des hommes dont il pensait reconnaître depuis longtemps la résistance passive?

c) Le fait demeure que le TMI n'a jamais consigné comme pièces à conviction les instructions de Hitler à la presse allemande. Elles revêtaient pourtant un caractère documentaire. Mais elles démentaient nettement les thèses de ces «documents» falsifiés. Un tel dossier – instruction définitive du Führer à la presse allemande pour le déclenchement de la propagande de guerre – aurait eu valeur de déposition. Or, les instructions à la presse sont restées soustraites dès 1945 à la recherche historique – et ce n'est pas sans raison.

Tous les témoins qui déposèrent sous serment au sujet de cette «conférence du Führer» protestèrent de façon plus ou moins véhémente contre les prétendus propos inclus dans les «documents» présentés.

Le feld-maréchal Keitel:

> «Quand Hitler, à la fin de ce discours, déclara qu'un pacte venait d'être conclu avec l'Union soviétique, je fus fermement convaincu qu'il n'y aurait pas de guerre, pensant que ces conditions fournissaient une base de négociation et que la Pologne ne s'y opposerait pas.»[9]

L'amiral Böhm:

> «Il n'a jamais été question de détruire la Pologne ou d'éliminer les forces vitales du peuple polonais en tant que telles, mais uniquement de briser les forces armées polonaises.»[10]

Le général Halder, ex-chef d'État-Major général de l'armée:

> «La conférence prit fin sur les paroles de Hitler constatant que la Pologne était isolée et que les négociations allaient se poursuivre...
>
> Ici [parmi les autres participants] on eut surtout l'impression que la fameuse guerre des nerfs allait se poursuivre dans les conditions favorables qui avaient créé l'isolement de la Pologne; aucune décision ne fut prise..»[11]

---

9) TMI, vol. X, p. 578 (éd. fse., p.533).
10) Publication en l'honneur de Herbert Kraus, *Mensch und Staat in Recht und Geschichte*, p. 452.
11) *Procès-OKW*, Rapport p. 1863.

Le feld-maréchal von Leeb, concernant la prétendue intention d'attaquer de Hitler:

a) en ce qui concerne la Pologne: «Non, au contraire!»

b) en ce qui concerne les puissances occidentales:

> «Qui cela? Nous? Nous aurions dû commencer par attaquer l'Occident? Je n'en sais absolument rien.» [12)]

Le feld-maréchal von Küchler:

> «Comme l'a déjà dit le général Hadler – il faut ajouter que cette conférence était absolument publique. Les participants arrivaient en avion, la plupart atterrissaient à Salzbourg via Munich. Ils faisaient alors en voiture et en uniforme l'aller et retour jusqu'à l'Obersalzberg, au vu et au su de tous, dans une région touristique fort fréquentée en août. Toute l'affaire me paraissait donc être un énorme bluff.»[13)]

Le feld-maréchal von Manstein:

> «Après l'allocution de Hitler, ni le général von Rundstedt, ni moi-même – et assurément aucun des autres généraux – n'en vint à conclure qu'une guerre devait désormais éclater à tout prix. Deux considérations permettaient en particulier de penser que – comme à Munich – on parviendrait à un accommodement pacifique de dernière heure:
>
> La première de ces considérations était que la conclusion du pacte avec l'Union soviétique avait rendu la situation de la Pologne désespérée dès le départ. L'arme du blocus avait ainsi été plus ou moins arrachée des mains de la Grande-Bretagne, la contraignant à s'engager réellement dans la voie sanglante d'une attaque à l'Ouest pour venir en aide à la Pologne. Il semblait alors plausible que – encouragée notamment par la France – elle conseillerait alors à Varsovie de céder. Il devait également être évident pour la Pologne qu'ainsi la garantie britannique resterait pratiquement sans effet. Elle devait plutôt s'attendre à ce que, en cas de guerre avec l'Allemagne, les Russes lancent une attaque sur ses arrières afin de concrétiser leurs vieilles revendications sur la Pologne orientale. Comment, dans une telle situation, Varsovie ne serait-elle pas amenée à céder quand même?
>
> Une considération supplémentaire:
>
> Jusqu'à présent, l'intention d'attaquer la Pologne avait été camouflée par tous les moyens. La présence de divisions dans les régions de l'Est

---

12) *ibid.*, p. 2415.
13) *ibid.*, p. 2772.

s'expliquait par la construction d'un rempart oriental. Une gigantesque fête commémorant Tannenberg avait été préparée afin de dissimuler le motif réel des déplacements de troupes vers la Prusse orientale. Les préparatifs de grandes manœuvres des formations motorisées furent poursuivis jusqu'au dernier moment. La concentration eut lieu sans mobilisation officielle. Il était certain que toutes ces mesures ne pouvaient échapper à la vigilance des Polonais et qu'elles servaient donc parfaitement l'objectif de pression politique. On s'était toutefois entouré du plus grand secret et on avait employé toutes les feintes imaginables. Mais maintenant, à l'apogée de la crise, Hitler avait convoqué tous les chefs suprêmes de la Wehrmacht à l'Obersalzberg – ce qui ne pouvait, en aucune circonstance, rester secret. Cela nous sembla pour ainsi dire le comble d'une politique délibérée de bluff. Ainsi, malgré ses propos bellicistes, Hitler n'envisagerait-il donc pas, malgré tout, de parvenir à un accord? Cette conférence ne devait-elle pas servir justement d'ultime moyen de pression sur la Pologne?

C'est, en tout cas, avec de telles pensées que le général von Rundstedt et moi-même quittâmes Berchtesgaden. Pendant que Rundstedt prenait les devants et regagnait notre quartier général à Neiße, je passai encore une journée avec ma famille à Liegnitz, ce qui prouve combien j'étais loin de penser à une guerre imminente.»[14]

Une autre absurdité de ces «documents» est le fait que Hitler aurait déclaré (document 798-PS): «Une proposition de compromis aurait exigé de nous un changement d'opinion, en paroles et en actes» – Mais en réalité Hitler n'avait-il pas fait reposer l'ensemble de sa politique étrangère sur des compromis? Et, pendant les derniers jours d'août 1939, n'avait-il pas compté sur la disposition au compromis de ses éventuels interlocuteurs? Et, même encore à ce moment-là, n'avait-il pas préparé un projet de compromis, alors que ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni la Pologne n'avaient jamais soumis, proposé, voire toléré aucun compromis dans la question germano-polonaise? Au contraire, juste après la conférence de Munich et à l'instigation du président américain Roosevelt, ces pays s'étaient définitivement écartés d'une politique de compromis avec Hitler.

Cette prétendue déclaration est d'autant plus absurde que, juste après la réunion, le feld-maréchal Göring avait à nouveau interpellé le médiateur suédois Birger Dahlerus pour des contacts pacifiques avec la Grande-Bretagne, et que Hitler avait donné son accord sans l'ombre d'une hésitation.

Tous les généraux et amiraux allemands ayant pu déposer sur cette con-

14) E. von Manstein, *op. cit.*, pp. 20-21.

férence, ont nettement rejeté à l'unanimité les documents 798-PS et 1014-PS, mais acceptèrent, bien qu'avec réserve, la version du document Raeder 27 (signé Böhm).

Il est caractéristique que les «historiens» d'aujourd'hui publient les «documents» sans signature, en tant que «reproduction authentique» du discours de Hitler du 22 août 1939, sans prendre la peine d'indiquer qu'il existe une troisième version (signée Böhm) «la plus proche de la réalité», et sans attirer l'attention sur les contradictions et les absurdités du contenu, ni sur les prises de position des intéressés.

Dès le début de la guerre, la propagande d'atrocités des Alliés dirigée contre l'Allemagne a tenté d'exploiter cette conférence. Ou bien est-il vraisemblable qu'un journaliste du camp allié ait su découvrir de lui-même le ton qu'il convenait d'adopter pour cette propagande d'atrocités et en choisir le thème avec autant de précision? Qui, finalement, avait intérêt à utiliser à des fins de propagande belliciste la conférence du Führer à l'Obersalzberg – qui n'était pas dissimulée aux journalistes étrangers? Une chose est certaine, c'est que, le 25 août, le correspondant de l'Associated Press of America, Louis Lochner, qui séjournait à Berlin à cette époque, transmit à l'ambassade britannique à Berlin la prétendue teneur de cette conférence «secrète» du Führer. Il affirma qu'un officier d'État-Major de la Wehrmacht lui aurait remis ce rapport, le tenant lui-même d'un général qui avait participé à l'entretien – les sources n'en devaient pas être révélées. Cet écrit – provenait-il donc d'un résistant allemand? – fit son entrée dans la collection des «Documents de politique étrangère britannique» (*Documents on British Foreign Policy*), volume VII, en tant que «document n° 314» – avec une remarque du secrétaire d'ambassade britannique, Ogilvie-Forbes:

> «Ce papier est intéressant et correspond en divers points à des informations provenant d'autres sources.»

Depuis lors, ce papier est devenu un «document». Son contenu est grotesque. En voici un résumé:

> «Les divisions SS-Totenkopf seront employées sans scrupule pour tuer de nombreuses femmes et enfants polonais. La Pologne sera dépeuplée et colonisée par les Allemands. Mon pacte avec la Pologne n'avait pour but que de gagner du temps. Le sort de la Russie ressemblera à celui de la Pologne. Alors, la suprématie allemande s'étendra sur tout le globe. Nous poursuivrons notre politique de discorde en Extrême-Orient et en Arabie. Je crains seulement qu'au dernier moment il y ait un cochon ("Saukerl")

qui me propose quelque plan d'arbitrage. Il serait jeté au bas de l'escalier, même si je dois me charger de lui botter le derrière devant les photographes. Je ferai attaquer la Haute-Silésie par quelques compagnies portant l'uniforme polonais. Que le monde y croie ou non, peu m'importe. Le monde n'a foi que dans le succès. Pour vous, Messieurs, c'est le commencement de la gloire et des honneurs – tels qu'on ne les connaît plus depuis des siècles. Soyez durs, impitoyables, agissez plus vite et plus brutalement que les autres. Les citoyens d'Europe occidentale devront trembler de terreur. J'ai rencontré Daladier et Chamberlain à Munich, ce ne sont que des larves...

Le discours fut accueilli avec enthousiasme. Göring sauta sur la table, saluant férocement et faisant des promesses sanguinaires. Il dansait comme un sauvage...»

Ce rapport invite à tirer certaines conclusions:

1. La fable de l'émetteur de Gleiwitz était fabriquée avant même qu'un incident n'eût lieu. Sur cet incident on allait pouvoir échafauder la légende du «prétexte pour la propagande de guerre que Hitler avait promis de créer.»[15]

2. La propagande belliciste des Alliés avait déjà commencé en temps de paix.

3. Dans le rapport, ultérieurement falsifié, de cette conférence, l'origine de l'emploi de la première personne du singulier est vraisemblablement à rechercher dans les inventions des atrocités lancées dès cette l'époque.

4. L'accusation du TMI ne s'est plus préoccupée de cet écrit visiblement trop stupide, même à leurs yeux. Ce qui ne l'empêcha pas toutefois d'accepter comme preuves les écrits modérés, prétendument «issus des archives allemandes saisies». Or après examen du contenu de ces écrits, les emprunts aux falsifications précédentes y étaient clairement visibles. Pour finir, on disposait de plusieurs «documents» et les nombreuses «concordances» étaient censées quand même refléter la «vraie substance» du discours de Hitler. Qui aurait osé supposer que le «Haut Tribunal» se servirait de trois, voire de quatre documents, et même de «documents» falsifiés? On ne pouvait s'attendre à une telle impudence de la part de juges de «nations civilisées éprises de paix»!

---

15) Cf. la discussion publique sur «l'affaire de la station d'émission de Gleiwitz» traitée dans *Nation Europa*, 5/1961 et 5/1963.

Allocution de Hitler devant les commandants en chef de la Wehrmacht le 23 novembre 1939

Ce «document» se caractérise par les mêmes défauts de forme et de fond que les autres «documents-clés» du ministère public du TMI: pas de date, pas d'en-tête, pas de signature. Une fois de plus l'historien ne dispose pas des conditions requises pour constituer une preuve, ce qui rend superflu tout commentaire en la matière. Et une fois de plus, le texte regorge de thèses cousues de fil blanc si souvent utilisées par la propagande de guerre alliée.

> «Le pays des Sudètes n'était dès le départ qu'une solution stratégique, et qui plus est, seulement partielle.»
> «Conquête du reste de la Tchécoslovaquie comme base de conquête de la Pologne.»
> «La Wehrmacht structurée exclusivement en vue d'intentions agressives.»
> «Décision fondamentale de combattre à l'Est et à l'Ouest.»
> «Les traités ne doivent être respectés que tant qu'ils nous semblent profitables.»
> «Je ne reculerai devant rien.»
> «Je veux que l'ennemi soit exterminé.»

D'un point de vue historique aucun de ces postulats n'est soutenable. Dans toute la masse des documents allemands saisis, ces écrits, visiblement falsifiés, sont les seuls à comporter de telles déclarations. Tous les véritables documents qui ont été trouvés et aussitôt soustraits à la recherche historique, mais publiés des années plus tard dans les *ADAP*, démentent ces déclarations.

Même la *Bundeszentrale für Heimatdienst* («Centre fédéral des services régionaux») reconnaît dans un livre que le «texte du discours en notre possession est **douteux**», mais il a toutefois été publié en tant que «document» 798-PS dans le tome XXVI, pages 327 à 336, dans le texte officiel du «Procès des grands criminels de guerre». Le chef d'État-Major général de l'armée, Franz Halder, est cité comme unique témoin à charge, bien qu'il ne soit d'ailleurs pas d'accord avec toutes les prétendues déclarations et que, en

outre, il ne se base que sur sa mémoire.[1] On n'est pas sans savoir que Halder faisait partie de la résistance active contre Hitler et qu'il fut, dès 1938, l'un des promoteurs du projet d'arrestation du Führer et chancelier du Reich.

> «Sur les quatre documents que nous avons examinés, nous avons dû en refuser trois du point de vue critique de leurs sources, et émettre des réserves quant au quatrième....
>
> Du point de vue historique, le résultat est bouleversant. Il ressort notamment de cet exemple qu'il est impossible de reprendre sans contrôle chacune des constatations historiques du Tribunal militaire international (inter-allié)....
>
> Malheureusement, tous les historiographes ne l'ont pas reconnu. Il en résulte une tentative d'écrire l'histoire selon les méthodes de Nuremberg. Cette tentative et ses conséquences devront donc être réfutées tout aussi formellement que la conception de l'histoire de Nuremberg.»[2]

1) E. Korsthorst, *Die deutsche Opposition gegen Hitler zwischen Polen- und Frankreichfeldzug*, p. 109 .
2) Publication en l'honneur de Herbert Kraus, *Mensch und Staat in Recht und Geschichte*, p. 454.

Mémoires tchécoslovaques pour la Conférence de Paix de Paris 1919-1920[1)]

Mémoire N° 2
Les revendications territoriales de la République tchécoslovaque

... Ces problèmes qui regroupent l'ensemble de la question tchécoslovaque peuvent être répartis comme suit:

1. Question des trois provinces principales de l'ancienne couronne de Bohême, restées tchèques en permanence: Bohême, Moravie et Silésie.
2. Rectifications des frontières de Bohême, Moravie et Silésie aux dépens de l'Allemagne et de l'Autriche.
3. Question de la Slovaquie, arrachée de force aux Tchèques il y a plusieurs siècles, séparée arbitrairement de la Bohême et revendiquée actuellement par la nouvelle République tchécoslovaque en vertu du droit à l'autodétermination des peuples.
4. Problème des Ruthènes de Hongrie: vu la stratification géographique particulière que pose cette question, nous estimons que la meilleure solution serait leur rattachement à la République tchécoslovaque.
5. Problème de voisinage entre Tchécoslovaques et Yougoslaves et nécessité – pour la République tchécoslovaque et l'État yougoslave – de revendiquer certains territoires où la majorité de la population est allemande ou magyare.
6. Internationalisation des voies de circulation suivantes: a) Elbe; b) Danube; c) Vistule; d) voie ferrée Bratislava (Presbourg)-Trieste et voie ferrée Bratislava (Presbourg)-Fiume; e) voie ferrée Prague-Furth-Nuremberg-Strasbourg.
7. a) Problème de la population tchèque à Vienne, qui représentait à l'époque presqu'un quart de la population de la capitale autrichienne et qui ne peut rester sans protection aux mains des Allemands;

b) Problème des Wendes de Lusace menacés d'extermination par les Allemands et dont le sort est aux mains des Tchécoslovaques, leurs parents les plus proches... Il leur revient dès lors le devoir sacré de s'en préoccuper...

II. Rectifications des frontières de Bohême, Moravie et Silésie:

Si nous établissons nos revendications territoriales sur la base des frontières historiques de nos trois provinces, Bohême, Moravie et Silésie, cela

---

1) Reproduction partielle: ces mémorandums — à l'instar des documents polonais — traités dans le présent ouvrage, traduisent pertinemment la mentalité, en vigueur encore en 1938, des dirigeants tchèques.

n'exclut pas la possibilité d'annexer à ces territoires les régions avoisinantes, où vit une population tchécoslovaque.

En fait, c'est le cas pour quatre régions: deux en Silésie prussienne et deux en Basse-Autriche.

En Silésie prussienne, il s'agit tout d'abord d'une petite région, située à la frontière nord-est de la Bohême, aux environs de Glatz. Cette région était jadis complètement tchèque. Actuellement, une grande partie en est germanisée. Ces régions pourraient toutefois encore être sauvées. Nous exigeons qu'elles soient rattachées à la Bohême...

VII. Les Wendes de Lusace et les Tchécoslovaques à Vienne:

Les Wendes de Lusace appartiennent à une race slave, plus proche des Tchèques, tant par leur culture que par leur langue. Ils sont les derniers descendants des Slaves de l'Elbe germanisés au cours de l'histoire. Ils furent pendant longtemps rattachés à l'État tchèque et en constituaient une partie intégrante. Leur nombre atteint actuellement 160 000 et ils courent le danger de se voir totalement germanisés sous peu. Leurs relations spirituelles avec les Tchèques sont très étroites et c'est un devoir sacré pour les Tchécoslovaques – que les Lusaciens ont de tout temps considéré comme leurs protecteurs naturels – de défendre devant la Conférence de Paix la cause de cette nation malheureuse et oubliée du monde.

Les territoires habités par les Wendes de Lusace sont situés aux frontières de la Bohême, de la Saxe et de la Silésie prussienne. Ils englobent certaines régions des districts suivants: la Basse-Lusace: Guben, Lübben, Luckau, Kalau, Kottbus, Sorau et Spremberg; la Haute-Lusace: Laubau, Görlitz, Bautzen, Kamenz, Löbau et Zittau.

Exiger leur annexion à la République tchécoslovaque pourrait soulever un problème difficile à résoudre. Pourtant nous devons absolument les protéger. À cet effet, il nous faut au moins élaborer un programme minimal.

Mémoire N° 3
Le problème des Allemands de Bohême

... V. Raisons politiques: Les Allemands de Bohême ne sont que des colons

Il faut prendre en considération le fait que les Allemands en Bohême ne sont que des colons ou des descendants de colons. Au cours de longs siècles, les diverses maisons régnantes firent venir les colons allemands en Bohême afin d'accroître les revenus du Trésor royal....

VI. Le sort des Allemands en République tchécoslovaque

Il est absolument indispensable de savoir comment sont traités les Allemands vivant dans l'État tchécoslovaque. La République tchécoslovaque est

non seulement disposée à accepter, le cas échéant, toute réglementation juridique internationale, fixée par la Conférence de Paix, en faveur des minorités, mais elle est également prête à dépasser le cadre d'une telle règlementation pour accorder aux Allemands tous les droits qui leur reviennent.

La République tchécoslovaque sera un État absolument démocratique; toutes les élections se feront selon le droit de vote par suffrage universel, direct et égalitaire; tous les citoyens auront accès à toutes les fonctions; la langue des minorités sera respectée en tout lieu; le droit de gérer ses propres écoles, d'avoir ses juges et ses cours de justice, ne sera jamais contesté à quelque minorité que ce soit.

En Bohême, les Allemands jouiraient des mêmes droits que les Tchécoslovaques. L'allemand y serait la deuxième langue nationale et aucune mesure d'oppression ne serait prise contre une partie quelconque de la population allemande. Le régime serait analogue à celui de la Suisse.

Au dix-neuvième siècle, ils [les Tchèques] ont grandement fait preuve de sens pratique, mais surtout de sens politique. Ils sont bien trop «réalistes» et ils ont trop de bon sens pour ne pas voir que la brutalité et l'injustice ont été les causes du déclin de l'Autriche-Hongrie et qu'une politique similaire ne peut que nuire à leur propre État et à leur propre nation.

Mémoire N° 8
La Haute-Silésie tchèque

... III. Raisons économiques

La République tchécoslovaque revendique la Haute-Silésie pour des raisons principalement économiques. En tant qu'État industriel, il lui faut du charbon dont la Haute-Silésie est très riche...

Mémoire N° 9
Le Problème de la région de Glatz

L'État tchécoslovaque et l'État polonais ne peuvent se développer en toute sécurité tant qu'existe entre eux une enclave allemande qui empêche les liaisons directes entre les villes de Prague et de Varsovie. Cette enclave, en cas d'attaque contre l'un de ces deux États, assurerait à la Prusse de précieux avantages stratégiques. Les États tchécoslovaque et polonais ont le plus grand intérêt à ce que la Prusse n'étende pas son territoire au sud de la Neiße à Glatz et à l'ouest des monts de l'Eulengebirge.

Pour ce qui est de la région de Glatz, il serait dans l'intérêt des États tchécoslovaque et polonais de résoudre un problème de pareille importance. La majorité de cette région est sans conteste allemande. Les Tchécoslovaques en revendiquent une partie.

Mémoire N° 10
Problèmes de rectifications des frontières tchécoslovaques et germano-autrichiennes

... III. Rectification des frontières avec la Silésie prussienne

Nous attachons une importance particulière à la rectification de la frontière tchèque dans les monts des Géants (Riesengebirge). En fait la frontière actuelle défavorise nettement la République tchécoslovaque. Son tracé passe par le sommet des monts, de telle manière que les régions les plus élevées sont aux mains des Prussiens, donnant ainsi à nos ennemis un avantage, surtout au plan stratégique, sur la République tchécoslovaque...

V. Rectification de la frontière avec la Bavière

Ces rectifications sont somme toute insignifiantes. Elles concernent deux endroits et on les exige pour deux raisons: la première, d'ordre économique, en vertu de laquelle nous revendiquons la ville de Furth-im-Walde, qui abrite une importante minorité tchèque et constitue un nœud ferroviaire d'importance internationale.

La seconde rectification est réclamée pour les motifs semblables à ceux exprimés au sujet des monts des Géants:

Nous exigeons que la frontière tchéco-bavaroise soit déplacée plus avant dans les montagnes afin de ne pas avoir les Allemands sur les sommets et les versants orientaux de la forêt de Bohême. Nous nous en sentirions plus en sécurité face à la possibilité d'une attaque.

La République tchécoslovaque et son droit à la réparation des dommages de guerre

Résultat final:

1. En plus de leur lutte pour la liberté, les Tchécoslovaques ont tenté de soutenir efficacement les Alliés dans leur terrible combat contre l'Allemagne.

a) Ils ont levé trois armées, en France, en Italie et en Russie, qui ont efficacement participé au combat et se sont attiré l'admiration générale;

b) Ils ont avant tout conservé la Sibérie sous influence des Alliés et fondé ainsi la base à la réédification de la Russie;

c) En protégeant ces régions, ils ont permis le blocus contre l'Allemagne.

2. Le monde entier reconnaît aujourd'hui ces mérites et se rend compte du résultat de notre action. Les dirigeants des nations alliées ont loué ces services rendus à plusieurs reprises.

3. Au jour du règlement définitif de toutes les prestations apportées pendant la guerre, nous nous référerons à ces paroles pour soutenir nos revendications.

VI. ... S'il est vrai que les Polonais ont souffert l'invasion et la dévastation, ce qui leur procure un avantage en matière du droit à réparation des dommages subis, il reste que nous avons dû, nous aussi, subir l'occupation, l'invasion et l'appauvrissement. Mais nous avons par contre apporté notre collaboration efficace aux Alliés.

Je remarque en outre que tous les habitants d'Autriche-Hongrie (hormis nos ennemis, les Allemands et les Magyars), c'est-à-dire les Yougoslaves, les Roumains, les Italiens et les Polonais se trouveraient dans une situation relativement meilleure que la nôtre si nos droits n'étaient pas reconnus. La Roumanie sera dédommagée; la Serbie sera dédommagée; tout comme l'Italie et la Pologne, du fait que non seulement certaines parties de l'ex-Autriche-Hongrie mais aussi leurs propres territoires ont été envahis.

Si l'on venait à refuser de nous donner satisfaction, toutes les autres nations d'Autriche-Hongrie seraient proportionnellement mieux traitées que nous, qui avons malgré tout tenté tout ce qui était en notre pouvoir. Nous serions alors placés sur le même pied que les Allemands et les Magyars.

VII. ... Nous représentons incontestablement un élément d'opposition en Europe centrale envers la menace allemande (qui subsiste encore) et nous devons aussi résister à la poussée vers l'Est, plus au plan économique que militaire...

Que nous reste-t-il, vu notre situation géographique et notre position centrale, si on nous prive de la possibilité de nous rétablir économiquement? Il ne vaudrait pas la peine d'éveiller cette nation à une nouvelle vie, si c'est pour la mener aussitôt à l'agonie en lui imposant de telles charges financières et économiques. Cela reviendrait à rendre service à nos ennemis plutôt qu'à nous-mêmes et aux Alliés.

La France et l'Angleterre en particulier, qui montrent un intérêt direct pour tout ce qui se passe en Europe centrale, devraient comprendre cette situation. Mais cela vaut tout autant pour nos voisins: l'Italie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne, pour lesquels il est aussi important que pour nous de ne pas devenir un jouet aux mains des grands conquérants allemands.

Si l'on ne renforce pas suffisamment la Bohême économiquement et financièrement, le combat contre l'Allemagne aura manqué son but. Au lieu de ramener une nation à la vie, on se retrouverait devant un mort-né qu'il aurait mieux valu ne pas aider à renaître.

VI. L'État tchécoslovaque qui sera exposé à une énorme concurrence économique et devra opposer une résistance à la pression allemande subira une ruine totale si le droit à réparation ne lui est pas reconnu.

Sources: H. Raschhofer, «*Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*», Berlin 1937, pp. 35, 37, 43, 79, 95, 101, 263, 287, 293, 319, 325, 327, 331.

HOMMES D'ÉTAT ET DIPLOMATES

(CONCERNE L'ANNÉE 1939)

ALLEMAGNE

Hitler, Adolf	– Führer et Chancelier du Reich
Ribbentrop, Joachim von	– Ministre des Affaires étrangères 1938-1945
Göring, Hermann	– Maréchal du Reich, Commandant en chef de l'armée de l'air, officier le plus haut gradé de l'armée allemande
Weizsäcker, Ernst von	– Secrétaire d'État aux Affaires étrangères

Ambassadeur à

Londres	**Dirksen, Herbert von**
Paris	**Welczek, Johannes comte von**
Moscou	**Schulenburg, Friedrich Werner comte v.d.**
Rome	**Mackensen, Hans G. von**
Washington	**Dieckhoff, Hans**
Varsovie	**Moltke, Hans A. von**
Tokyo	**Ott, Eugen**

Conseiller d'ambassade à

Moscou	**Hilger, Gustav**
Washington	**Thomsen, H**

DANTZIG

Forster, Albert	– Gauleiter de la NSDAP (Chef d'État)
Greiser, Arhur	– Président du Sénat
Burkhardt, Carl J.	– Haut-Commissaire de la Société des Nations
Chodacki, Marian	– Commissaire Général polonais
Shepherd, F.M.	– Consul Général britannique

ITALIE

Mussolini, Benito	– Chef du gouvernement, Premier Ministre, Commandant en chef de l'armée
Ciano, Galeazzo comte	– Ministre des Affaires étrangères 1936-1943

Ambassadeur à

Berlin	**Attolico, Bernardo**
Paris	**Guariglia, Raffaele**
Londres	**Grandi, Dino comte**
Moscou	**Rosso, Augusto**
Washington	**Colonna, Ascanio prince**
Varsovie	**Valentino, Pietro Arone baron**

GRANDE-BRETAGNE

Chamberlain, Neville	– Premier ministre
Halifax, Lord Irwin	– Ministre des Affaires étrangères
Cadogan, Sir Alexander	– Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères
Vansittart, Sir Robert	– Premier conseiller du ministre des Affaires étrangères

Ambassadeur à

Paris	**Phipps, Sir Eric**
Washington	**Lothian, Philip Henry Kerr**
Moscou	**Seeds, Sir William**
Berlin	**Henderson, Sir Nevile**
Varsovie	**Kennard, Sir Howard**
Rome	**Loraine, Sir Percy L.**
	Perth, Sir Eric, comte, 1935-1939

Conseiller d'ambassade à

Varsovie	**Norton, Clifford J.**

FRANCE

Daladier, Edouard	– Président du Conseil
Bonnet, Georges	– Ministre des Affaires étrangères
Gamelin, Maurice	– Chef d'État-Major Général

Ambassadeur à

Londres	**Corbin, Charles**
Berlin	**Coulondre, Robert**
Moscou	**Naggiar, Paul-Émile**
Varsovie	**Noël, Léon**
Rome	**François-Poncet, André**
Washington	**Doynel de Saint-Quentin, René**

POLOGNE

Beck, Jozef	– Ministre des Affaires étrangères
Moscicki, Ignaz	– Président et chef de l'État
Skladkowski	– Président du Conseil
Smigly-Rydz, Edward	– Maréchal, Commandant en chef de l'armée
Szembek, Jan comte	– Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères
Arciszewski, **Miroslaw**	– Sous-Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères

Ambassadeur à

Berlin	**Lipski, Jozef**
Londres	**Raczynski, Edward comte**
Paris	**Lukasiewicz, Juliusz**
Moscou	**Grzybowski, Waclaw comte**
Washington	**Potocki, Jerzy comte**

UNION SOVIÉTIQUE

Staline, Joseph	– Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique
Molotov, Viatscheslav M.	– Commissaire du peuple aux Affaires étrangères
Voroschilov, Klementi J.	– Commissaire du peuple à la Guerre

Ambassadeur à

Londres	**Maiskii, Ivan M.**
Paris	**Suritz, I. Z.**
Berlin	**Merkalow, Alexei** (jusqu'en avril 1939)
	Schwarzer, Alexander (à partir du 2/9/1939)
Varsovie	**Scharonov, Nikolaus**
Washington	**Umanski, Konstantin**
Rome	**Helfland, L.** (Chargé d'affaires)

Conseiller d'ambassade à

Berlin	**Astakhov, Georgei**

ÉTATS-UNIS

Roosevelt, Franklin Delano	– Président
Hull, Cordell	– Secrétaire d'État (Ministre des Affaires étrangères)
Welles, Sumner	– Sous-Secrétaire d'État (Affaires étrangères)

Ambassadeur à

Londres	**Kennedy, Joseph**
Paris	**Bullitt, William**
Moscou	**Davies, Joseph E.**
Varsovie	**Biddle, Drexel A.J.**
Rome	**Philipps, William**
Berlin	**Wilson, Hugh** (rappelé en novembre 1938)

Chargé d'affaires à

Berlin	**Kirk, Alexander C.**

Bibliographie

Documents provenant des instances officielles

Akten der deutschen auswärtigen Politik [ADAP] 1918-1945 vol. I-VII, Baden-Baden 1950-1956

Bilanz des Zweiten Weltkrieges – Bericht der Sachverständigen, Oldenbourg, Hambourg 1953

«British War Blue Book» («BBB») – *Blaubuch der Britischen Regierung über die deutsch-polnischen Beziehungen und den Ausbruch der Feindseligkeiten zwischen Großbritannien und Deutschland am 3.9.1939* fasc. 1, Birkhäuser, Bâle 1939 (titre anglais: *Documents concerning German-Polish relations and the outbreak of hostilities between Great Britain and Germany on September 3, 1939, etc.*, présenté au parlement par le ministre des Affaires étrangères; texte consultable à http://ibiblio.org/pha/bb/bb-preface.html; titre français: *Livre Bleu Anglais N° 1. Documents concernant les relations germano-polonaises et le début des hostilités entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le 3 Septembre 1939,* Paris 1939

Die deutsche Industrie im Kriege, hersg. vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin 1954

Die deutschen Vertreibungsverluste, hrsg. vom Statistischen Bundesamt, Wiesbaden 1958

Department of State, *Peace and War – United States Foreign Policy 1931-1941,* Washington 1942

Deutsches Weißbuch 1 (Livre Blanc Allemand N° 1), Berlin 1939

Deutsches Weißbuch 2 (Livre Blanc Allemand N° 2), Berlin 1939

Deutsches Weißbuch 3 – *Polnische Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges*

Documents Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre, Livre Blanc Allemand N° 2, Auswärtiges Amt, Berlin 1939

Documents Polonais Relatifs à l'Histoire des Origines de la Guerre, Livre Blanc Allemand N° 3, Auswärtiges Amt, Berlin 1940
(L'authenticité des documents parus dans les Livres Blancs Allemands a été confirmée par les diplomates polonais en exil ; voir p. 111. La recherche historique n'a pu réfuter le contenu d'un seul des documents publiés dans ces volumes – note de l'auteur)

Diplomatic Papers (États-Unis)

The Conference of Berlin (The Potsdam Conference), vol. I, Washington 1960

The Conferences of Cairo and Tehran 1943, Washington 1961

Foreign Relations of the United States 1938, vol. I-VI; 1939, vol. I, Washington 1952-1956

Documents on American Foreign Relations, vol. I-VII, Boston 1942

Documenti Diplomatici Italiani 8ème série : 1935-1939, vol. XII : 23 mai-11 août 1939, vol. XIII : 12 août-3 septembre 1939 ; Rome, Libreria dello Stato 1952

Documents on British Foreign Policy 1919-1939, 3ème série (1938, 1939) 10 vol., Londres 1949-1961
Documents on German Foreign Policy 1918-1945, série D (1937-1945), vol. V (juin 1937-mars 1939), Washington 1953
Documents on International Affairs 1939-1946, vol. V, Londres, New York, Toronto, Royal Institute of International Affairs, 1951
«Documents et matériaux traitant de la période précédant la seconde guerre mondiale 1937-1939», vol. I-II, russe, Moscou 1948
Dokumente der Deutschen Politik und Geschichte 1848 bis zur Gegenwart, vol. I-VIII, éd. Klaus Hohlfeld, Munich 1951
«Echange de correspondance entre le Président du conseil des ministres de l'URSS avec le Président des Etats-Unis et le Premier Ministre de la Grande-Bretagne aux temps de la grande guerre patriotique 1941-1945», vol. I-II, russe, Moscou 1957
«Histoire de la Grande Guerre Patriotique de l'Union Soviétique 1941-1945», russe, vol. I, Institut du Marxisme-Léninisme près le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, russe, Moscou 1960
Der Hochverratsprozeß gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgerichtshof, Österr. Staatsdruckerei, Vienne 1947
Die Jalta-Dokumente, Göttingen 1956 (réédité en 1987 par Duffel, Leoni-am-Starnberger-See)
Le Livre Jaune Français - Documents Diplomatiques 1938-1939. Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France d'autre part, Imprimerie nationale, Paris 1939 (en allemand: *Gelbbuch der französischen Regierung,* fasc. 4, Bâle 1940)
OKW-Prozeß, *Protokolle und Dokumente des Falles XII vor dem amerikanischen Militärgerichtshof in Nürnberg,* Göttingen, no date
*Peace and War – United States Foreign Policy 1931-1941,*Department of State, Washington 1942
Les Relations Polono-Allemandes et Polono-Soviétiques au cours de la période 1933-1939, République de Pologne, Ministère des Affaires Étrangères, Paris Flammarion 1940 (Livre Blanc Polonais)
TMI (IMT), *Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg vom 14. Nov. 1945 bis 1.Okt. 1946*, vol. I - XLII, Nuremberg1948 (édition française: *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, 14 nov. 1945–1er oct. 1946,* Nuremberg 1948)
Weißbuch der Polnischen Regierung über die polnisch-deutschen und die polnisch-sowjetrussischen Beziehungen im Zeitraum von 1933 bis 1939 (Livre Blanc Polonais), fasc. 9, Bâle 1940

==

Abetz, Otto, *Histoire d'une Politique Franco-Allemande 1930-1950,* Paris 1953 (titre allemand: *Das offene Problem*, Cologne 1951)
Ahlers, Johann, *Polen*, Berlin 1935
Andics, Hellmut, *Der Staat, den keiner wollte - Österreich 1918-1938*, Vienne 1962
Argile, René d', ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Lectures Françaises, Paris 1957 (titre allemand*: Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Aurich, Peter, *Der deutsch-polnische September 1939*, Munich 1970

Baker, R.S., *Woodrow Wilson and World Settlement*, vol. I-III, New York 1922
Bardèche, Maurice, *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*, Paris 1950
Barnes, Harry.Elmer, *Entlarvte Heuchelei,* Wiesbaden 1961 (titre anglais: *Perpetual War for Perpetual Peace – a critical examination of the foreign policy of Franklin Delano Roosevelt and its aftermath,* Newport Beach, CA 1953)
Beard, C.A., *American Foreign Policy in the Making 1932-1940*, New Haven,Yale University Press 1946
Beard, C.A., *President Roosevelt and the Coming of the War*, New Haven,Yale University Press 1948
Béarn, Jacques, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Paris 1957 (titre allemand*:Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Beck, Jozef, *Dernier Rapport: Politique Polonaise 1926-1939,* Genève 1951
Beloff, Max, *The Foreign Policy of Soviet Russia 1929-1941*, vol. II, Londres, New York, Toronto 1948
Bénès, Édouard, *Memoirs of Dr Édouard Bénès – From Munich to New War and New Victory*, Londres 1954
Berber, Friedrich, *Europäische Politik 1933-1938 im Spiegel der Prager Akten,* Essen 1942
Berber, Fritz, *Deutschland – England 1933-1939 – Die Dokumente des deutschen Friedenswillens*, Essen 1940
Bernhard, H., *Gustav Stresemann, Vermächtnis – Nachlaß,* Vol. I-III, Ullstein Berlin 1932
Bewley, Charles, *Hermann Göring*, Göttingen 1956
Bierschenk, Theodor, *Die deutsche Volksgruppe in Polen 1934 -1939,* Würzburg 1954
Bochénski, Joseph et Niemeyer, Gerhart, *Handbuch des Weltkommunismus*, Friebourg et Munich 1958
Bondarenko, W.P. et Resonova, P.I., «Le mouvement de la résistance antifasciste dans les pays d'Europe pendant la seconde guerre mondiale», russe, Moscou 1962
Bonnet, Georges, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay; Fin d'une Europe. De Munich à la Guerre*, Genève 1948 (titre allemand: *Vor der Katastrophe – Erinnerungen des französischen Außenministers 1938-1939,* Cologne 1951)
Bor, Peter, *Gespräche mit Halder*, Wiesbaden 1950
Boratünskij, Stephan, «La diplomatie de la période de la seconde guerre mondiale», russe, Moscou 1959
Breyer, Richard, *Das Deutsche Reich und Polen 1932-1937*, Würzburg 1955
Breyer, Richard, *Carl Goerdeler und die deutsche Ostgrenze* – édition spéciale tirée de la revue *Zeitschrift für Ostforschun*g, 13ème année 1964, N° 1/2
Brook-Shepherd, Gordon, *The Anschluss*, Londres 1963
Bross, Werner, *Gespräche mit Hermann Göring während des Nürnberger Prozesses*, Flensburg, Hambourg 1950
Buchheim, Hans, *Das Dritte Reich – Grundlagen und politische Entwicklung*, Munich 1958
Buckreis, Adam *Politik des 20. Jahrhunderts. Weltgeschichte 1901-1936, Nuremberg 1942*
Burckhardt, Carl. J., *Ma Mission à Dantzig,* Paris Fayard 1961 (titre allemand: *Meine Danziger Mission, 1937-1939*, Munich Callwey 1960**)**
Burg, J. G., *Schuld und Schicksal – Europas Juden zwischen Henkern und Heuchlern*, 3ème édition, Munich 1962

Burns, James M.G., *Roosevelt, the Lion and the Fox*, New York 1956
Butler, J.K.M., *Lord Lothian "Philipp Kerr" 1882-1940*, Londres, New York 1960
Celovsky, Boris, *Das Münchener Abkommen 1938*, Stuttgart 1958
Chamberlin, W.H., *Amerikas Zweiter Kreuzzug*, Bonn 1952
Churchill, Randolph S., *The Sinews of Peace – Post War Speeches by Winston Churchill*, Londres 1948
Churchill, Winston, *La deuxième guerre mondiale*, tomes I-VI, livres I-VI, Paris 1948;
Churchill, Winston, *The Second World War,* vol. I, book I, Londres 1948
Churchill, Winston, *The Second World War,* vol. VI, book I-II, Londres 1954
Churchill, Winston, *Reden: Ins Gefecht* (discours), vol. I (1938-1940), Hambourg 1949-1952, Zurich 1946
Colonna, Bertram de, *Poland from the Inside*, Londres 1939
Colvin, Ian, *Vansittart in Office – A historical survey of the origins of the second world war based on the papers of Sir Robert Vansittart*, Londres 1965
Coston, Henry, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Lectures Françaises, Paris 1957 (titre allemand. *Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Coulondre, Robert, *De Staline à Hitler – souvenirs de deux ambassades, 1936-1939*, Paris Hachette1950 (titre allemand: *Von Moskau nach Berlin 1936-1939*, Bonn 1950)
Cousteau, Pierre-Antoine, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Lectures Françaises, Paris 1957 (titre allemand: *Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Cowles, Virginia, *Winston Churchill*, Munich 1956 (titre anglais: *Winston Churchill, the era and the man,* Londres 1953)
Czarnomski, F.B., *The Wisdom of Winston Churchill*, Londres 1956
Dahms, Helmut G., *Roosevelt und der Krieg*, Munich 1958
Dahms, Helmut G., *Der Zweite Weltkrieg*, Tübingen 1960
Dahlerus, Birger, *Der letzte Versuch*, Munich 1948
Dallin, David J., *Soviet Russia's Foreign Policy*, New Haven 1942
Das östliche Deutschland – ein Handbuch, Würzburg 1959
Davies, Joseph E., *Als USA-Botschafter in Moskau*, Zurich 1943 (titre anglais: *Mission to Moscow,* New York 1941)
Delmer, Sefton, *Die Deutschen und ich*, Hambourg 1962 (titre anglais: *Black Boomerang,* Londres 1962)
Deuerlein, Ernst, *Die Einheit Deutschlands*, Francfort-sur-le-Main 1957
Deutsche Verfassungen «Von Frankfurt nach Bonn», Frankfurt/M., Berlin, Bonn 1958
Dmowski, Roman, *Polityka Polska*, 2ème éd., Varsovie 1926
Duff Cooper, Alfred, *Das läßt sich nicht vergessen*, Munich 1954 (titre anglais: *Old Men Forget,* Londres1953)
Durcansky, F., *Die slowakische Frage eine internationale Frage*, Munich 1954
Eckert, J., *Schuldig oder entlastet?* Munich 1947
Europäische Politik 1933-1938 im Spiegel der Prager Akten, Essen 1942
Fabry, Philipp, *Der Hitler-Stalin Pakt 1939-1941*, Darmstadt 1962
Feiling, Keith, *The Life of Neville Chamberlain*, Londres 1947
Fiedler, Rudolf, *Im Teufelskreis – Krieg ohne Frieden – Der Zweite Weltkrieg und seine Folgen*, Munich 1960
Flynn, J.T., *The Roosevelt Myth*, New York 1948
François-Poncet, André, *Souvenirs d'une Ambassade à Berlin septembre 1931-octobre 1938*, Paris Flamarion 1946 (titre allemand: *Als Botschafter in Berlin 1931-1938*,

Mainz 1949)
Frank, Hans, *Im Angesicht des Galgens*, Neuhaus 1955
Freund, Michael, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten 1934-1935*, Essen 1944
Freund, Michael, *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten 1938-1939*, vol. I - III, Friebourg 1954-1956
Fuller, J.F.C., *Der Zweite Weltkrieg – Eine Darstellung seiner Strategie und Taktik*, Stuttgart, Vienne 1950 (titre anglais: *The Second World War 1939-1945 – A Strategical and Tactical History,* Newhaven Londres 1953)
Fuller, J.F.C., *The Decisive Battles of the Western World and their influence upon history*, vol. III, Londres 2003
Gafencu, Grégoire, *Derniers Jours de l'Europe*, Egloff Paris 1946
Galéra, Karl S., *Geschichte unserer Zeit*, vol. I-VII, Leipzig 1933
Gantenbein, James W., *Documentary Background of World War II, 1931-1941*, New York 1948
Gause, Fritz, *Deutsch-slawische Schicksalsgemeinschaft*, Kitzingen 1953
Gerson, Louis L., *Woodrow Wilson und die Wiedergeburt Polens,* Würzburg 1956 (titre anglais: *Woodrow Wilson and the Rebirth of Poland,* New Haven Londres 1953)
Geschichtsfälscher - Aus Geheimdokumenten über die Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges, Berlin-Est 1955
Gilbert, M. et Gott, R., *The Appeasers,* Londres 1963 (titre allemand: *Der gescheiterte Frieden – Europa 1933-1939*, Stuttgart : Kohlhammer 1964)
Goguel, Rudi, *Polen, Deutschland und die Oder-Neiße-Grenze – Dokumentation zur Zeitgeschichte*, vol. I, Berlin-Est 1959
Görlitz, Walter, *Generalfeldmarschall Keitel – Verbrecher oder Offizier?* Göttingen 1961
Grenfell, Russell, *Unconditional Hatred,* Devin Adair New York 1954 (titre allemand: *Bedingungsloser Haß?* Tübingen 1954
Grimm, Friedrich, *Frankreich und der Korridor*, Hambourg 1939
Grimm, Friedrich, *Politische Justiz*, Bonn 1953
Grimm, Hans, *Von der bürgerlichen Ehre und bürgerlichen Notwendigkeit*, Munich 1932
Grimm, Hans, *Die Erzbischofsschrift – Antwort eines Deutschen,* Göttingen 1951
Grimm, Hans, *Warum –Woher – Aber Wohin?* Lippoldsberg 1955
Guderian, Heinz, *Erinnerungen eines Soldaten*, Heidelberg 1951
Halder, Franz, *Kriegstagebuch,* vol. I, Stuttgart 1962
Halifax, Earl of, *Fulness of Days*, Londres 1957
Hedin, Sven, *Amerika im Kampf der Kontinente* (titre français: *L'Amérique dans la lutte des continents*), Leipzig 1942
Heiß, Friedrich, *Deutschland und der Korridor*, Berlin 1939
Henderson, Nevile, *Failure of a Mission*, Londres 1940
Herda, Hellmut, *Die Schuld der Anderen,* Augsbourg 1953
Herder éd., *Staatslexikon* vol. IV, Friebourg 1931
Hesse, Fritz, *Das Spiel um Deutschland*, Munich 1953
Heuß, Theodor, *Hitlers Weg*, Berlin, Leipzig, Stuttgart 1932
Hierl, Kontantin, *Im Dienst für Deutschland 1918-1945*, Heidelberg 1954
Hierl, Konstantin, *Schuld oder Schicksal?* Heidelberg 1957
Hilger, Gustav, *Wir und der Kreml*, Francfort, Berlin 1956

Hilger, Gustav et Meyer, Alfred G., *The Incompatible Allies,* New York 1953
Hitler, Adolf, *Mein Kampf,* Munich 1930
Hitler, Adolf, *Der Großdeutsche Freiheitskampf, Reden von Adolf Hitler*, éd. Philipp Bouhler, Munich 1940
Hofer, Walther, *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, Stuttgart 1953
Hofer, Walther, *Der Nationalsozialismus – Dokumente 1933-1945*, Francfort/M 1957
Hoggan, David L., *The Forced War,* Costa Mesa California 1989 (titre allemand: *Der erzwungene Krieg,* Tübingen 1961)
Holldack, Heinz, *Was wirklich geschah*, Munich 1949
Höltje, Christian, *Die Weimarer Republik und das Ostlocarno Problem 1919-1934,* Würzburg 1958
Horak, Stephan, *Poland and her National Minorities, 1919-1939*, New York, Washington 1961
Hoßbach, Friedrich, *Von der militärischen Verantwortlichkeit in der Zeit vor dem Zweiten Weltkrieg*, Göttingen 1948
Hoßbach, Friedrich, *Zwischen Wehrmacht und Hitler,* Wolfenbüttel 1949
Howard of Penrith, Esme, *Theatre of Life*, vol. II, Londres 1936
Hughes, Emrys, *Winston Churchill – British Bulldog – His Career in War and Peace*, New York 1955
Hull, Cordell, *The Memoirs of Cordell Hull*, New York 1948
Jaksch, Wenzel, *Europas Weg nach Potsdam*, Stuttgart 1958
Jacobsen, H.A., *1939-1945, Der Zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten*, 5ème éd., Darmstadt 1961
Jacobson, Huber, Müller, Besson, éd., *Das Dritte Reich*, Munich, Vienne, Bâle 1964
Jahn, Hans-Edgar, *Pommersche Passion*, Preetz 1964
Die Jalta-Dokumente, Göttingen 1956 (réédité en 1987 par Duffel, Leoni-am-Starnberger-See)
Jedrzejewicz, W., *Poland in the British Parliament 1939-1945*, Londres 1946
Jong, Louis de, *Die deutsche 5. Kolonne im Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart 1959
Jung, Rudolf, *Die Tschechen – Tausend Jahre deutsch-tschechischer Kampf*, Berlin 1937
Kass, Georg, *England und Deutschland von 1900-1958*, Berlin no date
Kaufmann, Th. Nathan, *Germany Must Perish*, New York 1941
Keynes, J.M., *A Revision of the Treaty*, New York 1922
Kirkpatrick, Sir Ivone A., *The Inner Circle, Memoirs*, Londres 1959
Klein, Burton, *Germany's Economic Preparations for War*, Cambridge/Mass.1959
Kleist, Peter, *Auch Du warst dabei*, Heidelberg 1952
Koch, Hans, *Der deutsche Osten – Referate des ersten Ost-Seminars der Hochschule für politische Wissenschaften*, Munich 1956
Kordt, Erich, *Nicht aus den Akten*, Stuttgart 1950
Korsthorst, Erich, *Die deutsche Opposition gegen Hitler zwischen Polen – und Frankreichfeldzug*, N° 8, Schriftenreihe der Bundeszentrale für Heimatdienst, Bonn 1957
Laeuen, Harald, *Polnische Tragödie*, Stuttgart 1958
Laternser, Hans, *Verteidigung deutscher Soldaten – Plädoyers vor Alliierten Gerichten*, Bonn 1950
Lebre, Henri, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Lectures Françaises, Paris 1957 (titre allemand*: Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)

Lectures Françaises, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Paris 1957 (titre allemand*: Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Lénine, V.I., *Ausgewählte Werke*, vol. I-II, Berlin-Est 1955
Lénine, V.I., *Ausgewählte Werke*, vol. I-XII, Vienne 1932 *seq*
Lénine, V.I., *Werke*, russe, vol. I-XXXVII, Moscou 1941-1957
Lenz, Friedrich, *Nie wieder München*, 2 vol., Heidelberg 1965
Liddell Hart, B.H., *Die wahren Ursachen des Krieges,* Zurich 1946
Liddell Hart, B.H., *Warum lernen wir denn nichts aus der Geschichte?* Zurich 1946 (titre anglais: *Why don't we learn from History?* Londres 1944), Zurich 1946
Liddell Hart, B.H., *The Other Side of the Hill*, Londres 1948
Lochner, Louis P., *Die Mächtigen und der Tyrann*, Darmstadt 1955 (titre anglais: *Tycoons and Tyrant – German industry from Hitler to Adenauer,* Chicago 1954)
Löwenstein, Hubertus, Prinz zu, *Deutsche Geschichte*, Francfort/M. 1950
Ludwig, Emil, *Roosevelt, Studie über Glück und Macht*, Amsterdam 1938
Ludwig, Gerhard, *Massenmord im Weltgeschehen*, Stuttgart 1951
Lutz, Hermann, *Verbrechervolk im Herzen Europas?* Tübingen 1959
Mackiewicz, Josef, *Katyn – ungesühntes Verbrechen*, Zurich 1949
Maiskii, Ivan M., *Kto pomogal Gitlerou? iz vospominanii sovetskogo posla*, Moscou 1962 (titre français: *Qui a aidé Hitler? souvenirs de l'ancien ambassadeur de l'U.R.S.S. en Grande-Bretagne,* Moscou, IML, 1962)
Manstein, Erich, *Verlorene Siege*, Bonn 1955
Markert, Werner, *Osteuropa-Handbuch Polen*, Cologne, Graz 1959
Martel, René, *Les Frontières Orientales de l'Allemagne*, Paris 1930 (titre allemand: *Deutschlands blutende Grenzen*, Oldenbourg 1930)
Mau, H. und Krausnick, H., *Deutsche Geschichte der jüngsten Vergangenheit, 1933 - 1945*, Stuttgart 1956
Mauny, Michel de, ouvrage collectif de sept historiens français: *Les Origines Secrètes de la Guerre 1939-45,* Lectures Françaises, Paris 1957 (titre allemand*: Das Geheimnis um die Ursachen des Zweiten Weltkrieges,* Wiesbaden, Priester 1958)
Meinck, G., *Hitler und die deutsche Aufrüstung 1933-1937,* Wiesbaden 1959
Meissner, Boris, *Die Sowjetunion, die Baltischen Staaten und das Völkerrecht*, Cologne 1956
Meißner, Otto, *Staatssekretär unter Ebert, Hindenburg, Hitler*, Hambourg 1950
Mensch und Staat in Recht und Geschichte (publication en l'honneur de Herbert Kraus), Kitzingen/M 1954
Michaelis, Herbert, *Handbuch der deutschen Geschichte* vol. IV: *Der Zweite Weltkrieg 1939-1945*, Constance 1965
Millis, W., *The Forrestal Diaries*, New York 1951
Miksche, F.O., *Unconditional Surrender*, Londres 1952
Miksche, F.O., *Donauföderation*, Salzbourg 1953
Moltmann, Günter, *Amerikas Deutschlandpolitik im Zweiten Weltkrieg-Kriegs-und Friedensziele 1941-1945*, Heidelberg 1958
Moravec, Emanuel, *Das Ende der Benesch-Republik*, Prague 1942
Müller-Hillebrand, B., *Das Heer 1933-1945*, vol. II, Darmstadt 1954
Namier, L.B., *Diplomatic Prelude 1938-1939*, Londres 1948
Namier, L.B., *In the Nazi Era*, Londres 1952
Nedoresov, A.I,«Le mouvement pour la libération nationale en Tchécoslovaquie», russe, Moscou 1961

Nekritsch, A. M.,«La politique de l'impérialisme anglais en Europe», russe, Moscou 1955
Nicoll, Peter. H.. *Englands Krieg gegen Deutschland,* Tübingen 1963 (titre anglais: *Britain's Blunder – How England Lost the Second World War,* East Orange 1973)
Nitti, Francesco, *Die Tragödie Europas – und Amerika?* Francfort/M. 1924
Novikova, G. (ouvrage collectif), «Histoire récente – Les pays d'Europe de l'ouest et l'Amérique 1918-1939», russe, Moscou 1959
OKW-Prozeß, *Protokolle und Dokumente des Falles XII vor dem amerikanischen Militärgerichtshof in Nürnberg,* Göttingen, no date
Ostwärts von Oder und Neiße, éd. Seraphim, Maurach, Wolfrum, Hanovre 1949
Paget, Reginald T., *Manstein – His Campaigns and His Trial,* Londres 1951 (titre allemand: *Manstein – Seine Feldzüge und sein Prozeß*, Wiesbaden 1952)
Papen, Franz baron von, *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich 1953
Penrith, Esme W. Howard de, *Theatre of Life*, vol. II, Londres 1936
Planatova, Pavlenko, Parotkina, «La seconde guerre mondiale», russe, Moscou 1958
Ploetz, Karl, *Auszug aus der Geschichte (1939)* vol. II., 28ème édition, Berlin, Leipzig 1939
Ploetz, Karl, *Auszug aus der Geschichte*, Bielefeld 1951
Popieszalski, Karol M., *Sprawa 58 000 Volksdeutschów*, Posen 1959
Potjomkin, W.P., *Geschichte der Diplomatie*, vol. III, Moscou 1947
Pozorny, Reinhard, *Wir suchten die Freiheit*, Munich 1959
Projektor, D.M., «La Guerre en Europe 1939-1941», russe, Moscou 1963
Rabl, Kurt, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, Munich 1963
Raczynski, Edward, *In Allied London – The wartime diaries of the Polish Ambassador*, Londres 1962
Raeder, Erich, *Mein Leben – von 1935 bis Spandau 1955*, vol. II, Tübingen 1957
Raschhofer, Hermann, «Die tschechoslowakischen Denkschriften für die Friedenskonferenz von Paris 1919-1920», in *Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, cahier 24, Berlin 1937
Recke, Walter, *Die polnische Frage als Problem der europäischen Politik*, Berlin 1927
Reece, Carroll, *Das Recht auf Deutschlands Osten*, Leer 1957
Reichenberger, E.J., *Der erschreckendste Friede der Geschichte*, Salzbourg 1947
Reichenberger, E.J., *Fahrt durch besiegtes Land*, Karlsruhe 1950
Reichenberger, E.J., *Wider Willkür und Machtrausch*, Göttingen 1955
Rein, Adolf, *Warum führt England Krieg?* Deutsches Institut für außenpolitische Forschung, cahier 16, Berlin 1940
Rhode, Gotthold, *Die Ostgebiete des Deutschen Reiches*, Würzburg 1956
Ribbentrop, Annelies von, *Verschwörung gegen den Frieden*, Leoni 1962
Ribbentrop, Joachim von, *De Londres à Moscou – Mémoires,* Paris 1954 (titre allemand: *Zwischen London und Moskau – Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen*, Leoni 1953)
Richthofen, Bolko Frhr. von, *Deutschland und Polen,* Landeszentrale für politische Bildung, Hanovre 1959
Robinson, Edgar Eugene, *The Roosevelt Leadership 1933-1945*, New York 1955
Rönnefarth, Helmut K. G., *Konferenzen und Verträge: Vertrags-Ploetz*, Würzburg, 1959
Roos, Hans, *Polen und Europa – Studien zur polnischen Außenpolitik 1931-1939*, Tübingen 1957
Roosevelt, F.D., *Amerika und Deutschland 1936-1945 - Auszüge aus Reden und Dokumenten,* U.S. Government printing office 1946 (voir aussi *Documents on American Foreign Relations*)

Roosevelt, F.D., *Nothing to Fear – The Selected Addresses of Franklin D. Roosevelt 1932-1945*, B.D. Zevin, Cambridge/Mass. 1946
Rosenmann, Samuel J., *Working with Roosevelt*, Londres 1952
Rosenmann, Samuel J., *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt*, vol. 1944-1945, New York, 1950
Roth, Paul, *Die Entstehung des polnischen Staates,* Berlin 1926
Rothermere, Viscount, *Warnings and Predictions,* Londres 1939
Rozek, Edward J., *Allied Wartime Diplomacy – A Pattern in Poland*, New York 1958
Rühle, Gerd, *Das Dritte Reich*, vol. I-VII, Berlin 1933-1938
Rück, Fritz, 1919-1939, *Friede ohne Sicherheit*, Stockholm 1945
Sanborn, F.R., *Design for War*, New York 1951
Schellenberg, Walter, *Memoiren*, Cologne 1956
Schmidt, Paul, *Statist auf diplomatischer Bühne*, Bonn 1949
Schmidt-Prozeß, *Der Hochverratsprozeß gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgerichtshof*, éd. Österr. Staatsdruckerei, Vienne 1947
Schmidt-Hannover, Otto, *Umdenken oder Anarchie*, Göttingen 1959
Schumacher, Bruno, *Geschichte Ost- und Westpreußens*, Würzburg 1958
Schuschnigg, Kurt von, *Ein Requiem in Rot-Weiß-Rot*, Zurich 1946
Schwarzschild, Leopold, *Von Krieg zu Krieg*, Amsterdam 1947
Seidl, Alfred, *Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion 1939-1941 – Dokumente des Auswärtigen Amtes*, Tübingen 1949
Sekistow, W. A., «L'étrange guerre en Europe de l'ouest et dans la Méditérranée 1939- 1943», russe, Moscou 1958
Semiriaga, M. J., «La seconde guerre mondiale et l'internationalisme prolétarien», russe, Moscou 1962
Seraphim, Hans-Günther, *Die deutsch-russischen Beziehungen 1939-1941*, Hambourg 1949
Seraphim, Maurach, Wolfrum, éd., *Ostwärts von Oder und Neiße*, Hanovre 1949
Sering, M., *Germany under the Dawes Plan*, Londres 1929
Seton-Watson, Hugh, *Eastern Europe between the Wars 1918-1941*, Cambridge 1946
Sharp, Samuel L., *Poland – White Eagle on a Red Field*, Cambridge/Mass., Harvard University Press 1953
Sherwood, Robert, *Roosevelt und Hopkins,* Hambourg 1948 (titre anglais: *Roosevelt and Hopkins, an intimate history, New York 1948*)
Snow, C. P., *Science and Government*, Londres 1961
Spetzler, Eberhard, *Luftkrieg und Menschlichkeit*, Göttingen 1956
Springer, Hildegard, *Es sprach Hans Fritzsche*, Stuttgart 1949
Springer, Hildegard, *Das Schwert auf der Waage*, Heidelberg 1953
Staatslexikon, vol. IV, éd. Herder, Freiburg 1931
Staline, Joseph, «Œuvres», russe, vol. 1-13, Moscou 1946 *seq*.
Staline, Joseph, «Die ökonomischen Probleme des Sozialismus in der UdSSR» («Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.») in *Neue Zeit* N° 44, 29 octobre 1952 (supplément), Moscou 1952
Staline, Joseph, *Fragen des Leninismus* Berlin-Est 1955 (titre français: *Les questions du léninisme*)
Statistisches Bundesamt, *Die deutschen Vertreibungsverluste*, Wiesbaden, Stuttgart 1958
Sündermann, Helmut, *Alter Feind – was nun?* Leoni 1955
Sündermann, Helmut, *Die Pioniere und die Ahnungslosen*, Leoni 1960

Sündermann, Helmut, *Potsdam 1945 – ein kritischer Bericht*, Leoni 1962
Sündermann, Helmut, *Das Dritte Reich – Eine Richtigstellung in Umrissen*, édition augmentée, Leoni 1964
Swart, Friedrich, *Diesseits und jenseits der Grenze*, Leer 1954
Szembek, Comte Jean, *Journal 1933-1939*, Paris 1952
Tansill, Charles, *Back Door to War – The Roosevelt Foreign Policy*, Chicago 1952
Taylor, A.J.P., *The Origins of the Second World War*, Londres 1961
Taylor, Telford, *Sword and Swastika*, New York 1952
Telpuchovski, B.S., *Die sowjetische Geschichte des Großen Vaterländischen Krieges 1941-1945*, édité sur ordre de l'Arbeitskreis für Wehrforschung, avec les commentaires critiques de A. Hillgruber et H.A. Jacobsen, Francfort/M 1961
Templewood, Viscount (Sir Samuel Hoare), *Nine Troubled Years,* Londres 1954
TMI (IMT), *Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg vom 14. Nov. 1945 bis 1.Okt. 1946*, vol. I - XLII, Nuremberg1948 (édition française: *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, 14 nov. 1945–1er oct. 1946,* Nuremberg 1948)
Toynbee, Arnold J., éd., *Survey of International Affairs 1939-1946* vol. I-X, Londres 1951-1958
Truchanovskij, W.G., «La politique étrangère de la Grande-Bretagne au premier stade de la crise générale du capitalisme (1918-1939)», russe, Moscou 1962
Tuerck, C.H., *Das Urteil im Wilhelmstraßenprozeß – Der amtliche Wortlaut der Entscheidung im Fall N°11 des Nürnberger Militärtribunals gegen von Weizsäcker und andere*, Schwäbisch Gmünd, Bürger 1950
Türcke, K.E. baron von, «*Das Schulrecht der deutschen Volksgruppen in Ost- und Südosteuropa*» in *Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, N° 25, Berlin 1938
Unser Europa, ouvrage préparé sous les auspices de la commission culturelle de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (Institut international des livres d'étude), Paris, 1958
Utley, Freda, *The High Cost of Vengeance,* Chicago 1949 (titre allemand: *Kostspielige Rache,* Tübingen 1962)
Vansittart, Robert Gilbert, *Black Record*, Londres 1941
Vansittart, Robert Gilbert, *Even Now,* Londres 1949
Vansittart, Robert Gilbert, *The Mist Procession*, Londres 1958
Veale, F.J.P., *Advance to Barbarism,* Appleton Wiscontin 1953 (titre allemand: *Der Barbarei entgegen,* Hambourg 1954)
Veale, F.J.P., *Crimes Discreetly Veiled*, Londres 1958
Vertrags-Ploetz, *Konferenzen und Verträge*, Würzburg 1959
Viefhaus, Erwin, *Die Minderheitenfrage und die Entstehung der Minderheiten-schutzverträge auf der Pariser Friedenskonferenz 1919*, Würzburg 1960
Voices of History 1944-1945, *Speeches and Papers of Roosevelt, Churchill, Stalin, Chiang, Hitler and other Leaders*, New York 1945
Vorobiev, F.D. et Kravzov, W.M., «La grande guerre patriotique de l'Union soviétique 1941-1945», russe, Moscou 1961
Wagner, Oskar, *Der slawische Vorstoß nach dem deutschen Osten*, Ulm 1956
Wagner, Wolfgang, *Die Oder-Neiße-Linie*, Stuttgart 1959
Warlimont, W., *Im Hauptquartier der deutschen Wehrmacht 1939-1945*,Francfort/M. 1962
Wedemeyer, Albert, *Wedemeyer Reports!* New York 1958

Weizsäcker, Ernst baron von, *Erinnerungen,* Munich, Leipzig, Friebourg 1950
Winzer, Otto, «Douze ans de combat contre le fascisme et la guerre», russe, Moscou 1956
Wippermann, K., *Deutscher Geschichtskalender*, Berlin 1933
Zawodny, J. K., *Death in the Forest; The Story of the Katyn Forest Massacre* , New York 1962 (édition française: *Katyn, massacre dans la forêt*, Paris 1971)
Zentner, K., *Illustrierte Geschichte des Zweiten Weltkriegs,* Munich 1963
Ziegler, Wilhelm, *Versailles*, Hambourg 1933
Ziegler, Wilhelm, *Wie kam es zum Kriege 1939?* Leipzig 1939

Périodiques et Journaux (numéros isolés)

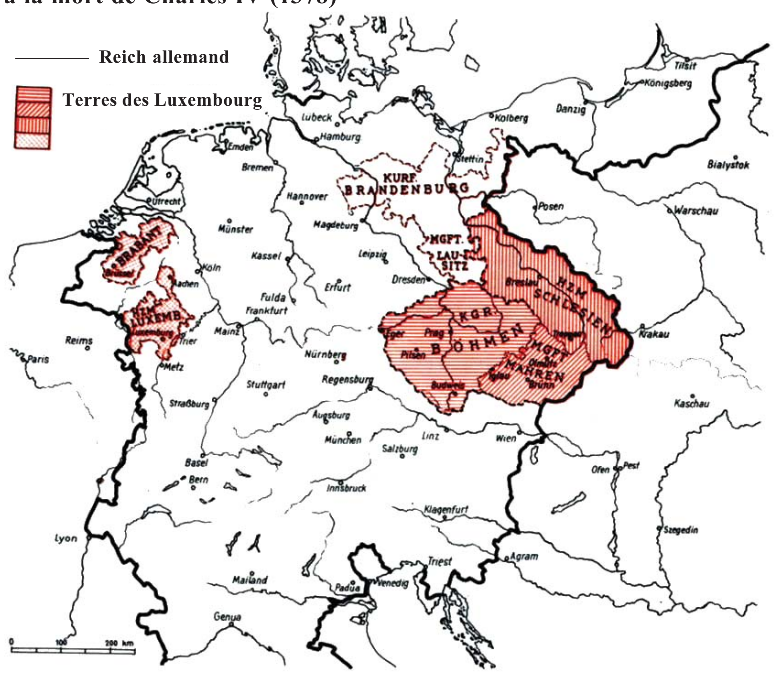
Christian Century, Chicago, avril 1941
Congressional Record, Washington, 25 juin 1939
Contemporary Review, Londres, juin 1955
Daily Express, Londres, 24 mars 1933
Das Neue Reich, 28 mars et 11 avril 1959
Das Ostpreußenblatt, 1er décembre 1962
Der Ring, Düsseldorf, avril 1959
Der Spiegel, N° 47/1962, 3 février 1965 et 10 février 1965
Deutsche Arbeit, Prague, 1939/40 année 39, p. 326, «Monatsschrift für das geistige Leben der Deutschen in Böhmen»
Deutsche Hochschullehrerzeitung 4/1961
Die Tat, Zurich, 26 novembre 1952
Die Welt, 27 septembre et 12 novembre 1958
Frankfurter Allgemeine, 11 mars 1959; 15 mars1965, 31 août 1979
HANSARD'S Parliamentary Debates, Londres: «Commons, 31 January 1939»
Informationen aus Politik, Wirtschaft und Kultur (PWK), Düsseldorf, 8 décembre 1961
«Vie internationale», russe, Moscou, 1959 N° 3
Isvestia, Moscou, 22 janvier 1934
Kölner Stadtanzeiger, 17 juillet 1959
Kommunist, 2/1957; 5/1958; 4/1959; 12/1960
Monatshefte für auswärtige Politik, Berlin, 1939/VI
NATION EUROPA, Coburg, P.O. Box 670, political monthly journal
Nationale Rundschau, 27 mars1957
«Temps Nouveaux», russe, Moscou, 1952, 1962
Politische Informationen, Bad Godesberg, 5 mars 1963
Posener Stimmen, Lüneburg, mars 1964, «Heimatblatt des Hilfskomitees der Glieder der Posener Evangelischen Kirche»
Pravo Lidu – Prager marxistische Zeitung, Prague, 18 septembre1939
Tägliche Rundschau, 11 mai 1919
West-Östliche Begegnung, 6/août-septembre 1959

INDEX DES NOMS CITÉS

LES FRONTIERES DE L'ETAT TCHECOSLOVAQUE
AU POINT DE VUE STRATEGIQUE

Appendix of Memorandum No. 2

Bohême et Moravie-Silésie
à la mort de Charles IV (1378)



805 Protectorat de Charlemagne. La Bohême-Moravie lui est tributaire.

817 Louis le Germanique est roi de Bavière. La Bohême-Moravie lui appartient aussi.

846 Louis le Germanique institue Ratislav duc de Moravie. Plus tard, il devra lui faire la guerre.

884 Le prince de Moravie Svatopluk rend hommage à l'empereur Charles III. Après la mort de celui-ci, l'empire de la Grande-Moravie succombe à l'assaut des Magyars.

895 Les princes des tribus de Bohême proclament leur récente soumission à l'autorité impériale, devant la cour de Franconie orientale à Ratisbonne.

925 Le roi Henri Ier engage le duc Prémyslide Wenceslas à lui jurer foi et hommage.

950 Le roi Othon Ier, empereur à partir de 962, soumet Boleslav Ier, le successeur de Wenceslas. Boleslav reconnaît la suprématie de l'Empire qui depuis, sauf une brève interruption au quinzième-seizième siècle, est demeurée indiscutée.

1041 Le roi Henri III, empereur à partir de 1046.
Le duc de Bohême Bretislav Ier reçoit son duché comme fief de l'Allemagne. Par la suite, les ducs de Bohême sont restés fidèles à l'Empire.

1254-1255 Le roi de Bohême Ottokar II (1253-1278), arrière-petit-fils de Frédéric Barberousse, est candidat au trône royal d'Allemagne. C'est en son honneur que Königsberg reçoit son nom, parce que, par deux fois, comme allié de l'Ordre des chevaliers teutoniques, il avait participé à la guerre contre les Prussiens.

**Bohême et Moravie-Silésie
vers 1547**



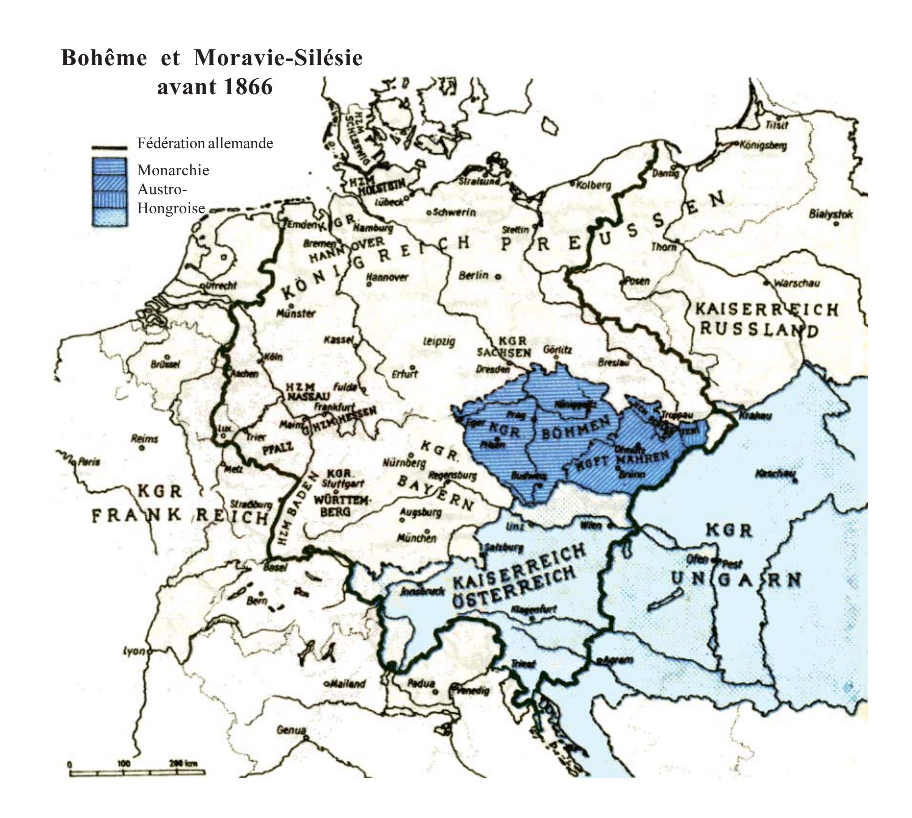
1310-1437 Des rois luxembourgeois sur le trône de Bohême, en commençant par le fils de l'empereur (d'Allemagne) Henri VII : le roi Jean, beau-frère de Wenceslas III.

1346-1378 L'empereur Charles IV réside à Prague.

1348 L'empereur Charles IV fonde à Prague la première université allemande.

1378-1400 Le fils aîné de Charles IV, de la maison de Luxembourg, Wenceslas IV de Bohême, empereur d'Allemagne. Après sa mort en 1419 commencent les guerres hussites (1420-1436). Son héritage échoit par mariage à Albert II d'Autriche (1438-1439) de la maison de Habsbourg. Par lui, le trône d'Allemagne passa de la maison de Luxembourg à celle de Habsbourg. Après sa mort, la Hongrie et la Bohême furent perdues pour les Habsbourg (de 1471 à 1526) elles se trouvèrent sous la souveraineté des rois Jagellons.

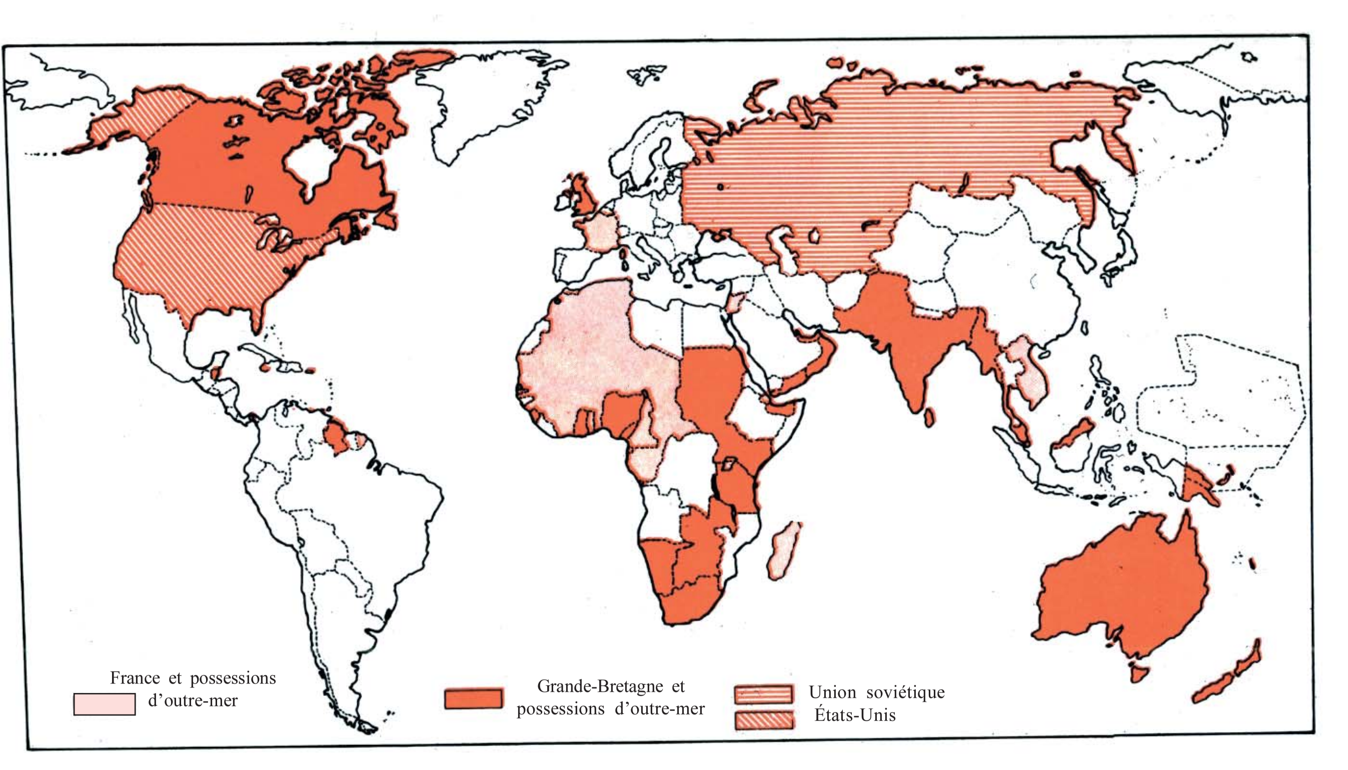
1526 Mort du roi Jagellon de Hongrie Louis II. Sa sœur épousa le Habsbourg Ferdinand I[er] (également empereur d'Allemagne depuis 1556) et lui apporta les couronnes de Bohême et de Hongrie. C'est ainsi que fut créée l'alliance de ces deux royaumes avec la monarchie habsbourgeoise. Elle dura jusqu'en 1918.



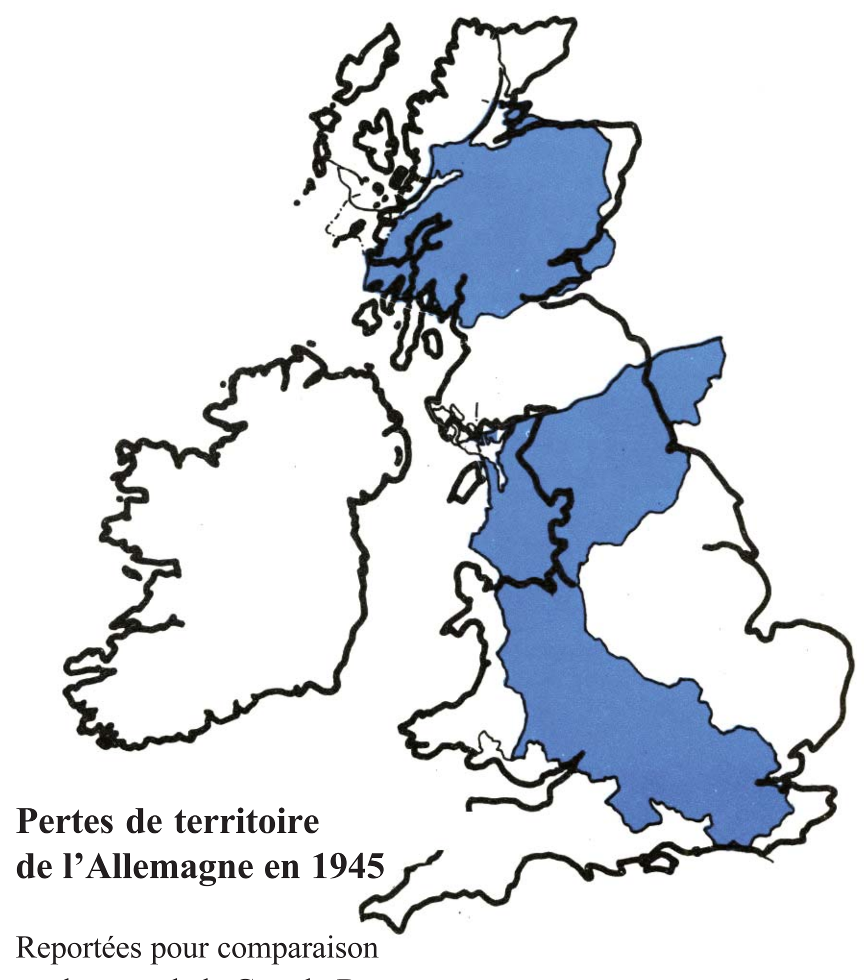
1576-1611	L'empereur Rodolphe II fait de Prague la résidence impériale.
1618-1648	Guerre de Trente ans. En 1618, les États élisent comme «roi d'un hiver» l'Électeur palatin Frédéric V. Défenestration des conseillers impériaux.
1620	Victoire des Habsbourg à la bataille de la Montagne Blanche, près de Prague.
1634	Assassinat de Wallenstein à Eger et, à cette occasion, nouvelle imposition de la volonté impériale.
1648-1918	Coopération, de mauvais gré, avec la monarchie habsbourgeoise qui conserve la couronne d'Allemagne jusqu'en 1806.

Note à propos de la carte: Zone de peuplement en 1500

Il importe de considérer ici combien restreinte est l'interpénétration des populations et surtout combien faible est leur densité jusqu'au XXe siècle. Combien vague est aussi la délimitation nationale dans la conscience populaire de ces différents groupes.
Ne sont pas mentionnées sur cette carte les régions, dans la Slovaquie d'aujourd'hui, où le peuplement allemand a disparu sur le plan démographique: vallée de Bartfeld ou Bardejov, contrée de Leutschau ou Levoca, vallée de Bries et de Libethen, à l'est de Neusohl et de Kremnitz, ainsi que les Walddeutschen en Galicie occidentale [voir les recherches de Kurt Lück].



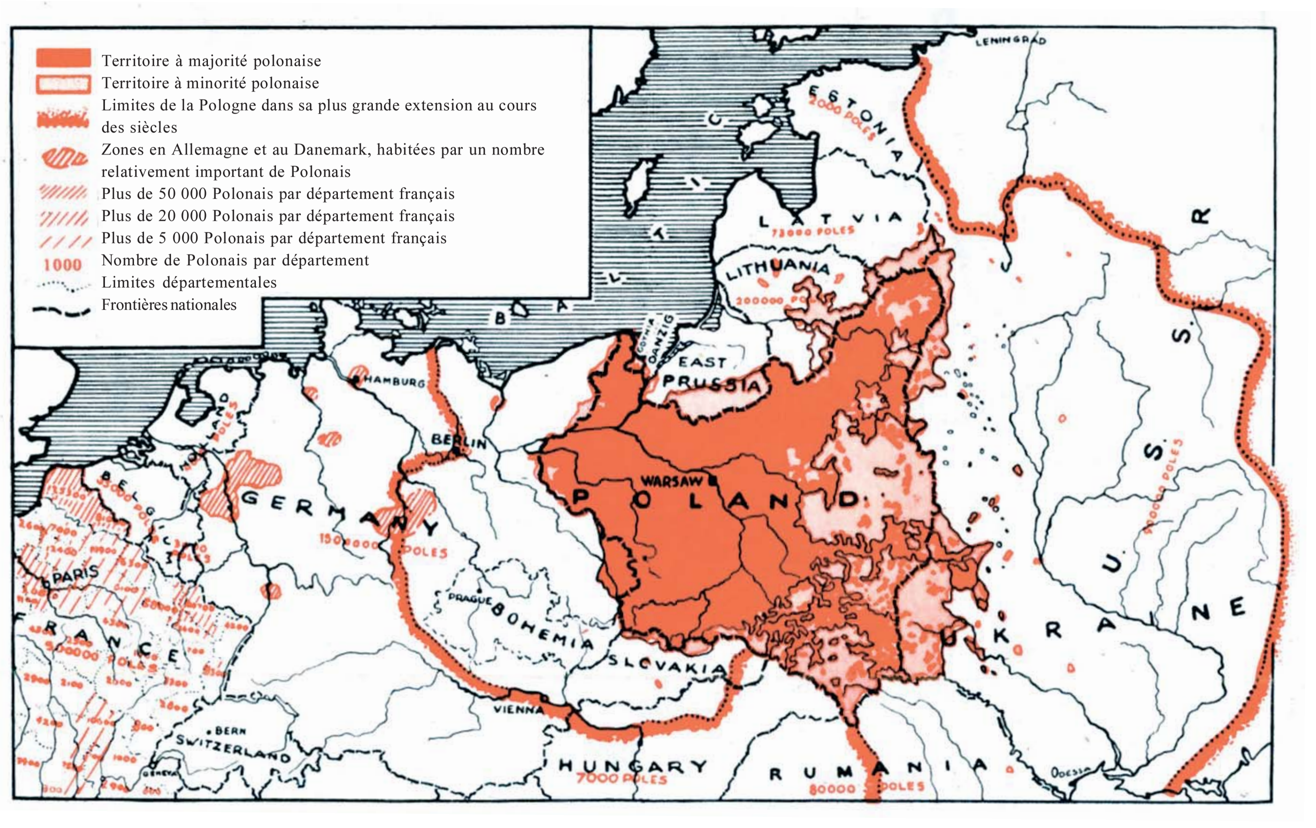
Possessions des puissances alliées en 1939. Leur domination des océans ainsi que la signification stratégique des principaux axes du commerce international ne sont pas indiqués suffisamment sur cette carte. Il conviendrait de les y ajouter.



Pertes de territoire de l’Allemagne en 1945

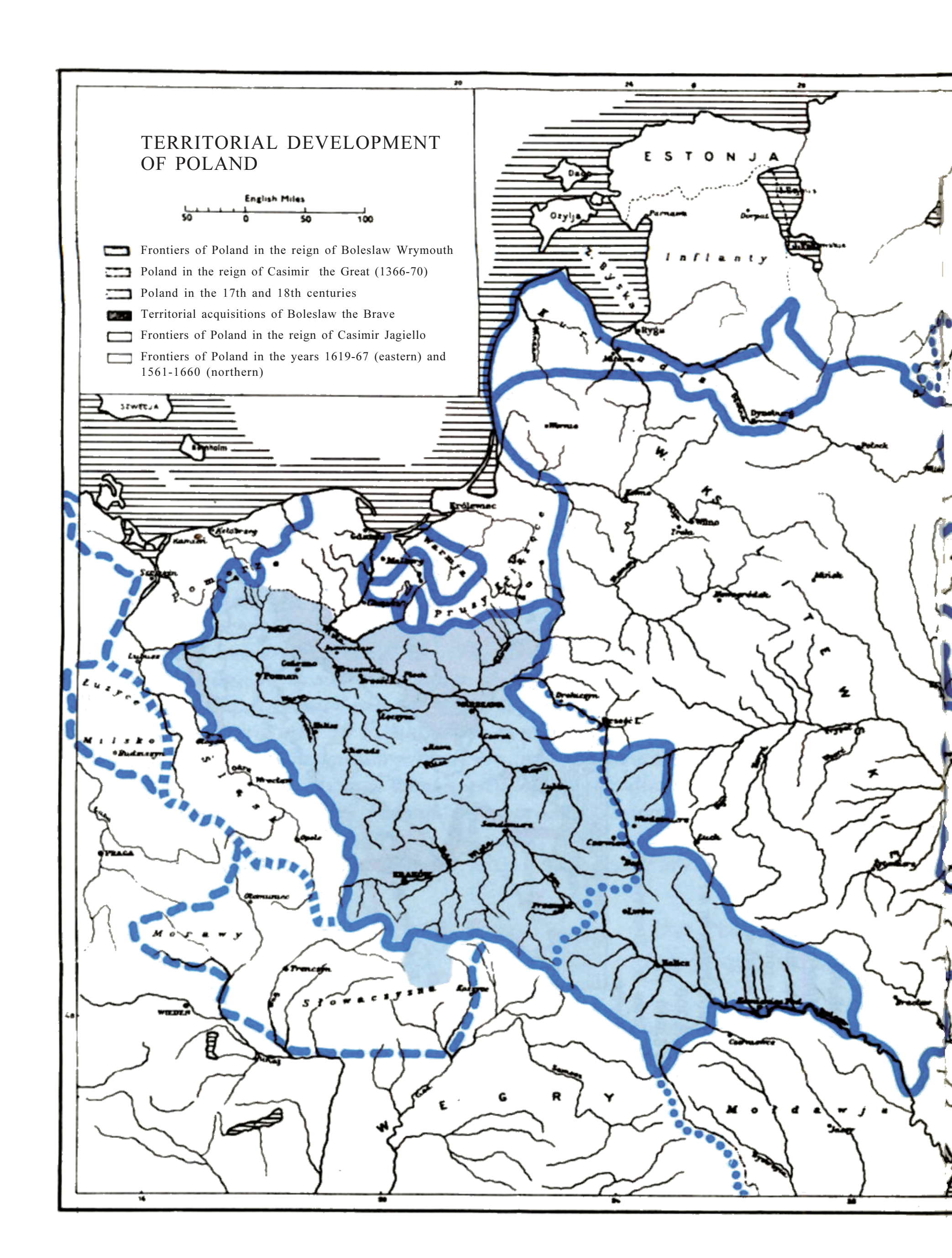
Reportées pour comparaison
sur la carte de la Grande-Bretagne

Silésie, Poméranie, Prusse orientale (sans compter la Ville libre de Dantzig, le pays des Sudètes et la région de Memel).



Carte officielle de la Pologne datant de 1939

Carte montrant la répartition des Polonais en Pologne et dans les pays européens voisins. Publiée à Londres en 1939.



TERRITORIAL DEVELOPMENT OF POLAND
English Miles
50 0 50 100
Frontiers of Poland in the reign of Boleslaw Wrymouth
Poland in the reign of Casimir the Great (1366-70)
Poland in the 17th and 18th centuries
Territorial acquisitions of Boleslaw the Brave
Frontiers of Poland in the reign of Casimir Jagiello
Frontiers of Poland in the years 1619-67 (eastern) and 1561-1660 (northern)
E S T O N J A
Ozylja
Parnawa
Dorpat
I n f l a n t y
Ryga
Dyneburg
Połock
Wilno
Troki
Kowno
Mińsk
Królewiec
Gdańsk
Kołobrzeg
Szczecin
Poznań
Wrocław
Opole
PRAGA
Kraków
Sandomierz
Lublin
Lwów
Halicz
Przemyśl
Warszawa
Brześć
Drohiczyn
Włodzimierz
Łuck
Budziszyn
M i l s k o
Ł u ż y c e
M o r a w y
Trenczyn
WIEDEŃ
S ł o w a c z y z n a
W E G R Y
M o ł d a w j a
Jassy



Développement territorial de la Pologne
Carte géographique britannique des frontières historiques que l'on peut comparer aux cartes polonaises de 1939. (*The Cambridge history of Poland*, tomes I & II, Cambridge 1950-1951, édité par W.F. Reddaway).

Acquisitions territoriales de Boleslas le Hardi 992-1025 (concernant exclusivement la frontière occidentale)

Frontières de la Pologne à l'époque de Boleslas Bouche-torse (1102-1139)

La Pologne pendant le règne de Casimir le Grand (1333-1370)

Frontières de la Pologne pendant et après le règne de Casimir Jagellon (1386-1434) - Union de la Lituanie et de la Pologne (y compris la Lituanie et l'Ermland en Prusse orientale)

Frontières orientales de la Pologne, entre 1619 et 1667, et frontières septentrionales de la Pologne entre 1561 et 1660

La Pologne aux XVIIe et XVIIIe siècles

Les frontières occidentales de l'époque de Boleslas le Généreux et de Boleslas Bouche-torse n'ont pu être créées qu'à la suite d'expéditions qui ont vu l'assujettissement des peuplades opposées aux Polonais. Ces acquisitions ont été d'une durée extrêmement courte. Jamais la Poméranie, la Lusace, la Silésie, la Bohême-Moravie ou le pays des Prussiens (future Prusse orientale) n'ont été des territoires à peuplement polonais.

II est bon de noter à propos de ces cartes polonaises de 1939 qu'il s'agit bien là de cartes officielles, établies dans un État polonais sous dictature, exerçant une rigoureuse censure de la presse, et non pas de cartes émanant d'une initiative privée. Par ailleurs, la politique étrangère de la Pologne depuis 1919 visait à une expansion territoriale vers l'ouest, le gouvernement britannique en était tout à fait conscient. Enfin, ces revendications sont très proches des exigences territoriales polonaises de 1919, telles qu'elles ont été – officiellement aussi – proposées à Versailles.

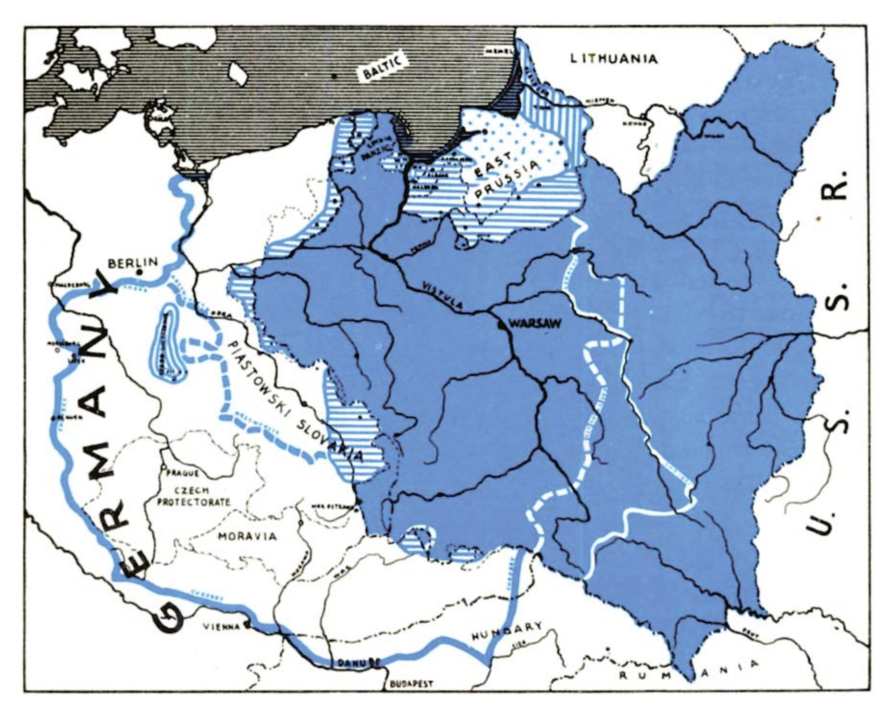
Le commentaire d'un journaliste britannique de la carte polonaise, datant de 1939 *) :

«La carte est basée sur des données et statistiques officielles. Elle illustre clairement la situation réelle. On y voit de larges étendues de terre qui ont appartenu pendant des siècles à la *Rzeczpospolita* («l'Empire polonais»). On y voit également que la Pologne d'aujourd'hui se trouve au cœur des territoires historiques, précisément là où l'élément polonais prédomine.

Ainsi, d'après des indications – fournies par Varsovie – la Pologne actuelle est le noyau, le reste du «pays polonais» se trouve dans les états voisins. Les anciennes frontières sont tracées de manière à inclure la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Prusse orientale, Dantzig, de vastes territoires en Allemagne (jusqu'à Berlin) et dans l'ancienne Tchécoslovaquie, avec une frontière passant tout juste au nord de Budapest. Une bonne tranche de la Russie vient compléter ces revendications. Mais comme si l'on voulait montrer que ces revendications étaient en réalité bien modestes, on y recense des minorités polonaises dans les environs de Dortmund, de Essen, de Cologne – dans le nord de la France, jusqu'à la Manche. Hambourg, une île danoise et quelques autres «zones à minorité polonaise» complètent cette description. Dans la plupart des cas le pourcentage des Polonais y est plus faible que celui des Français ou des Italiens à Londres, ou des allogènes à Cardiff. Ce genre de carte, aussi absurde que cela puisse paraître, a suscité un vif intérêt en Pologne où une population peu instruite croit en la légitimité de ces revendications.»

---

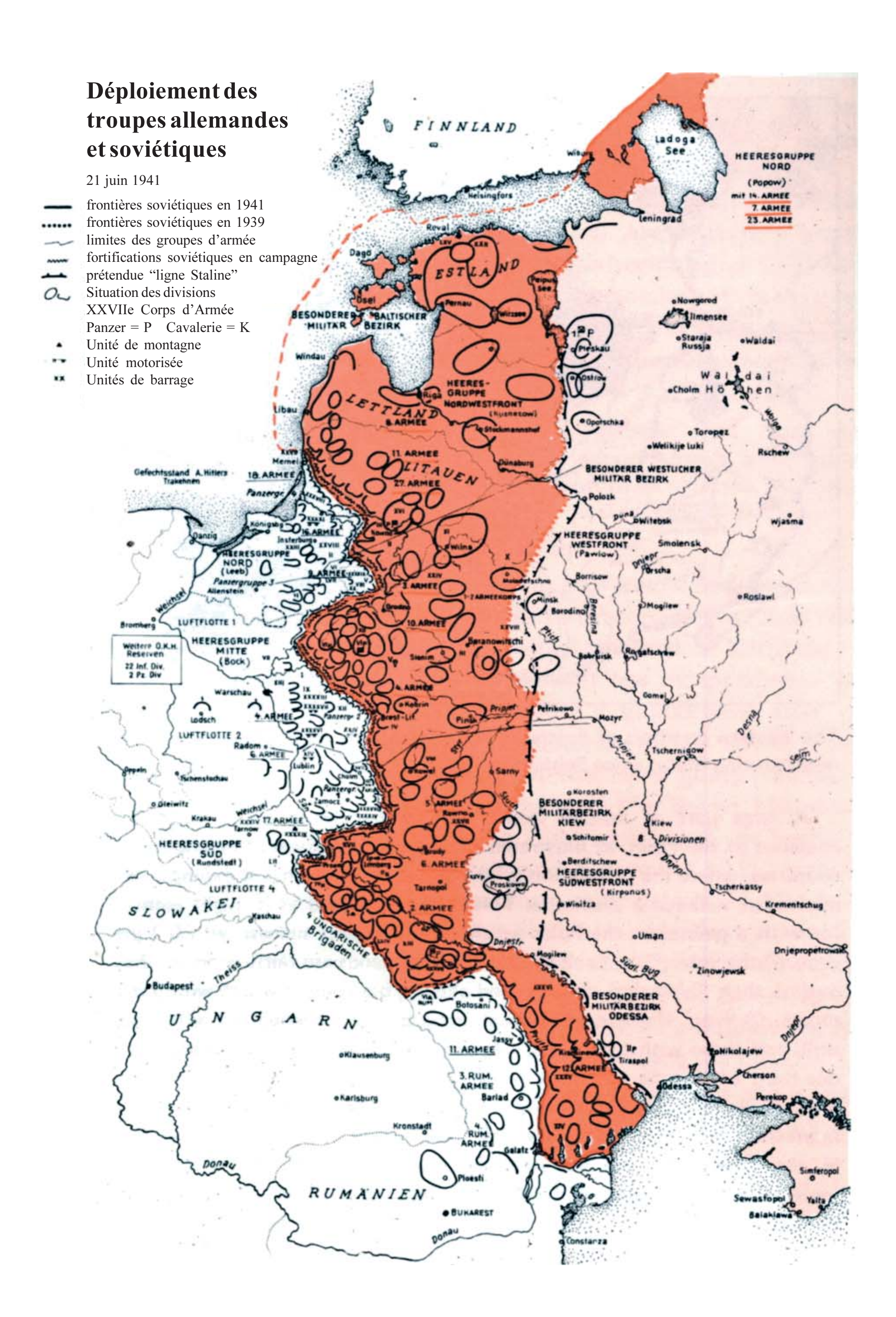
*) B. de Colonna, P*oland from the Inside*, p. 160 *seq*.



Le texte ci-après est la traduction d'un extrait de B. de Colonna, *Poland from the Inside*, p. 160 *seq*. :

Frontières occidentales de la Pologne à travers l'histoire, et modifications des frontières des pays voisins depuis septembre 1938, d'après Jan Marsky.

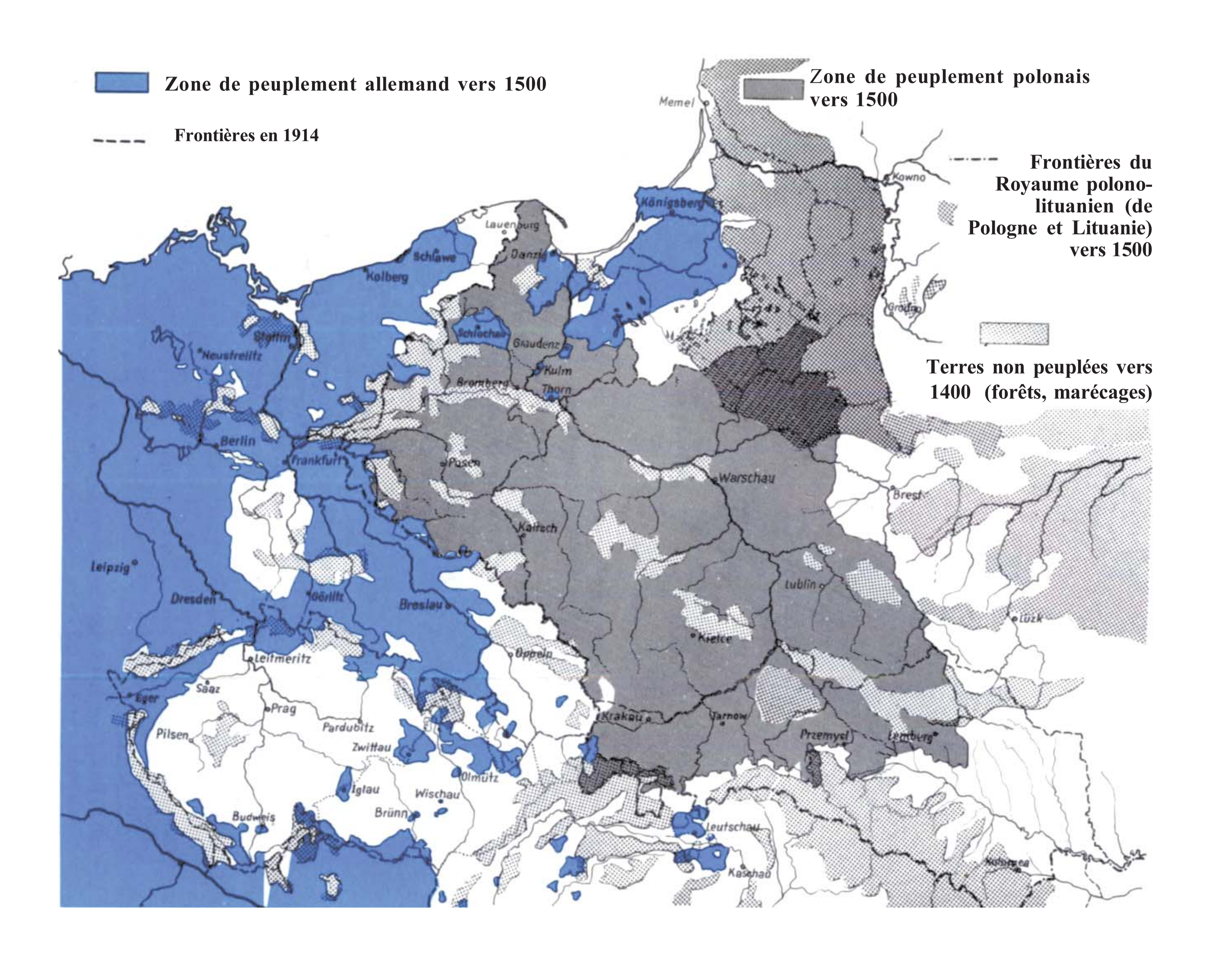
Il faudrait redécouper toute une partie de l'Europe pour satisfaire les exigences des Polonais, telles qu'elles apparaissent sur cette carte. Par exemple, des territoires importants des pays voisins, peuplés à 99,9 % d'Allemands, devraient être rattachés sans plébiscite à la Pologne. Pour absurde que cela puisse paraître, les Polonais ne pourraient compter avoir plus de 0,1 % des voix si un plébiscite était organisé dans ces régions. Mais pour montrer que leurs exigences sont raisonnables, ils ont tracé leurs «revendications historiques» et dessiné une grande enclave qui pourrait rester territoire allemand. Malheureusement, cette propagande est si adroitement conduite que les personnes qui n'ont aucune connaissance historique particulière se laissent aisément convaincre que le tiers de l'Europe fut jadis terre polonaise. Tous les Polonais n'approuvent pas une telle propagande, mais certains cercles tentent de donner l'impression que le traité de Versailles n'a accordé l'indépendance qu'à une petite partie de la «vraie Pologne». En fait, la plupart des terres qui constituent maintenant la Pologne comportent une population à plus de 50 % non-polonaise (cf. les tableaux en annexe réalisés d'après des sources polonaises).

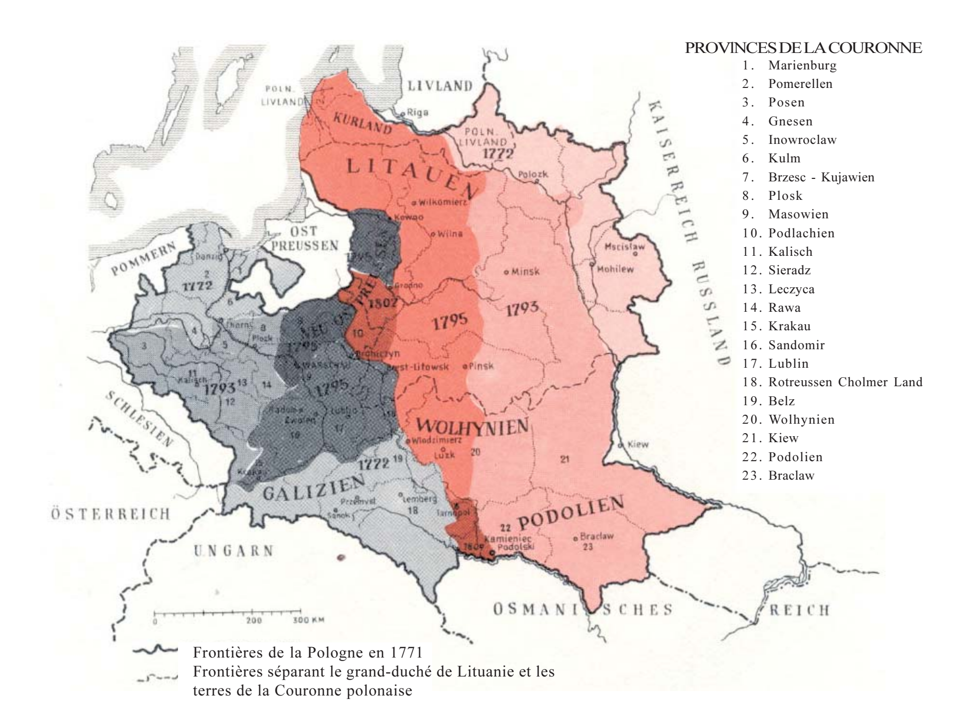


Déploiement des troupes allemandes et soviétiques

21 juin 1941

- frontières soviétiques en 1941
- frontières soviétiques en 1939
- limites des groupes d'armée
- fortifications soviétiques en campagne
- prétendue "ligne Staline"
- Situation des divisions
- XXVIIe Corps d'Armée
- Panzer = P Cavalerie = K
- Unité de montagne
- Unité motorisée
- Unités de barrage


Zone de peuplement allemand vers 1500
Frontières en 1914
Zone de peuplement polonais vers 1500
Frontières du Royaume polono-lituanien (de Pologne et Lituanie) vers 1500
Terres non peuplées vers 1400 (forêts, marécages)
Memel
Kowno
Königsberg
Lauenburg
Danzig
Schlawe
Kolberg
Grodno
Schlochau
Graudenz
Stettin
Neustrelitz
Kulm
Bromberg
Thorn
Berlin
Frankfurt
Posen
Warschau
Brest
Kalisch
Leipzig
Lublin
Dresden
Görlitz
Breslau
Luzk
Kielce
Oppeln
Leitmeritz
Saaz
Eger
Prag
Krakau
Tarnow
Pardubitz
Pilsen
Przemysl
Lemberg
Zwittau
Olmütz
Iglau
Wischau
Brünn
Budweis
Leutschau
Kaschau



Les trois partages de la Pologne: 1772, 1793, 1795.

La Prusse reçut en 1772: l'Ermland et la Prusse occidentale (restitution)
L'Autriche reçut en 1793: le territoire (en gris) au sud des précédents
en 1795: la «Nouvelle Prusse Orientale»
en 1772: la Galicie (occidentale)
en 1795: le territoire (en gris) au nord de la Galicie
La Russie reçut les territoires représentés ici en couleurs.

Selon les décisions de la «Diète silencieuse» en 1717, le gouvernement polonais accepta d'accueillir sur son territoire et à titre permanent une armée russe, forte à certains moments de 200 000 hommes. Il accepta aussi de réduire les forces armées polonaises à moins d'un dixième de ce nombre.
«La question n'était pas de savoir si la Pologne pouvait être sauvée, mais de savoir si la Russie allait s'emparer seule du butin ou le partager.» *)
En haut, à droite de la carte, est représentée la zone de peuplement polonais à l'intérieur de ses frontières de 1772. Dès cette époque, l'État polonais ne correspondait pas identiquement aux limites ethniques du pays, ce qui fut un élément déterminant, essentiel au moins pour le premier partage de la Pologne.

---

*) K. Rabl, *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker*, p. 53.

PROVINCES DE LA COURONNE

1. Marienburg
2. Pomerellen
3. Posen
4. Gnesen
5. Inowroclaw
6. Kulm
7. Brzesc - Kujawien
8. Plosk
9. Masowien
10. Podlachien
11. Kalisch
12. Sieradz
13. Leczyca
14. Rawa
15. Krakau
16. Sandomir
17. Lublin
18. Rotreussen Cholmer Land
19. Belz
20. Wolhynien
21. Kiew
22. Podolien
23. Braclaw

Frontières de la Pologne en 1771

Frontières séparant le grand-duché de Lituanie et les terres de la Couronne polonaise

Grand-duché de Varsovie 1807-1815

Frontières du grand-duché



En dépit de la défaite prussienne et de l’occupation militaire de ce pays par les troupes françaises, Napoléon Ier a reconnu que les territoires cédés à la Prusse lors du premier partage de la Pologne (Ermland et Prusse occidentale) étaient prussiens, c’est-à-dire allemands.



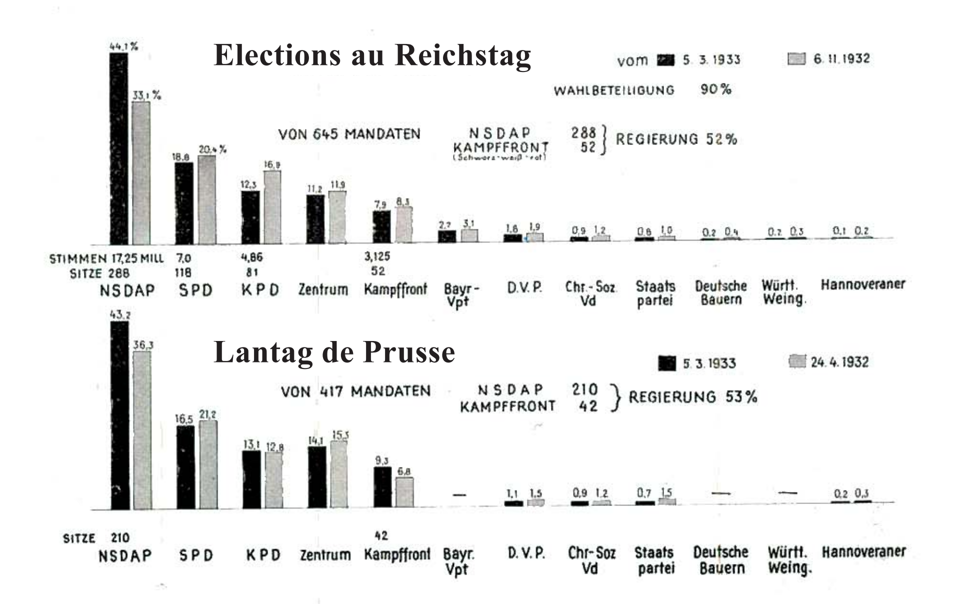
ROYAUME DE POLOGNE 1815

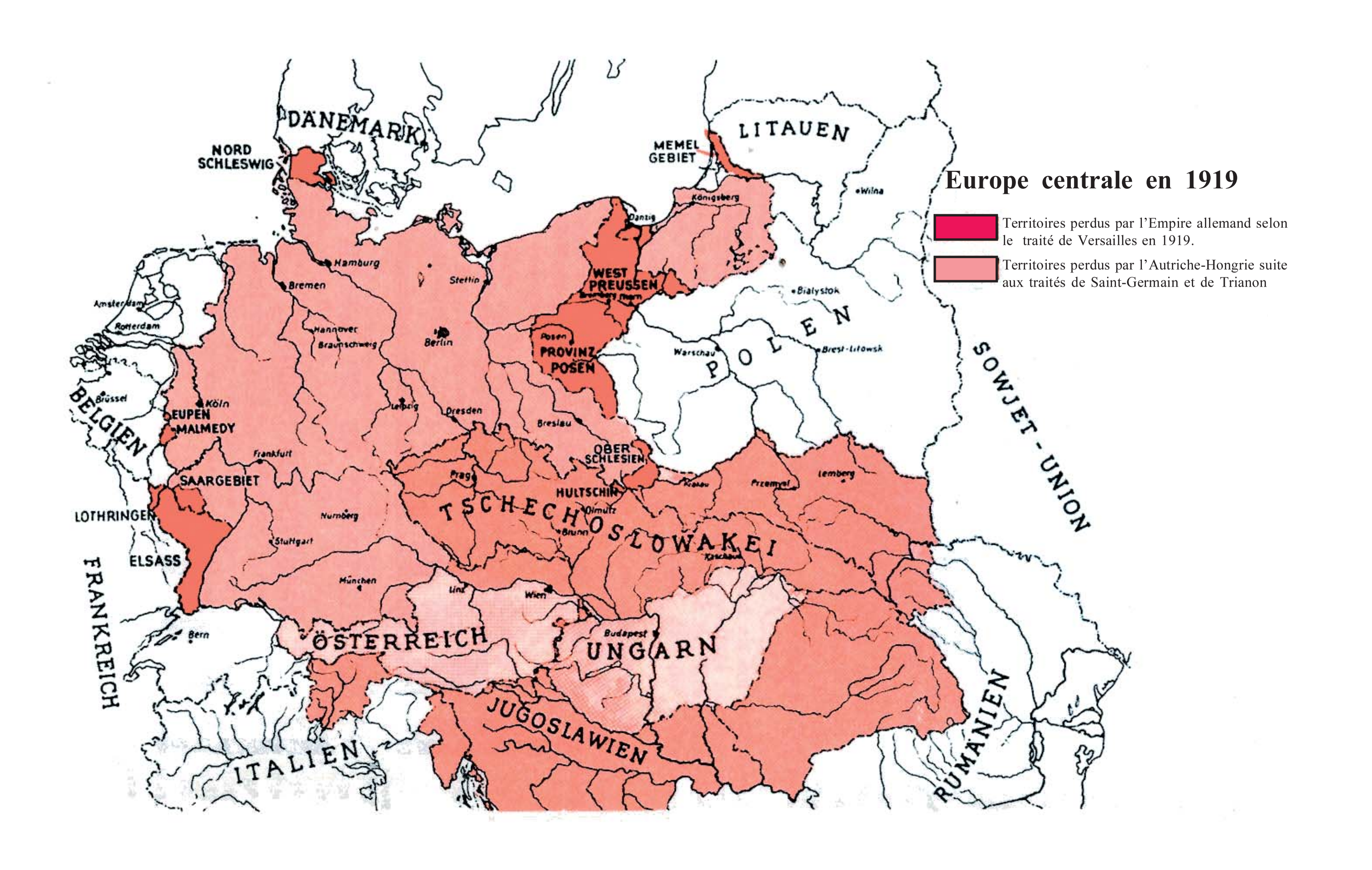
«Pologne du Congrès»

Après le Congrès de Vienne en 1815, du territoire qui appartenait à la Pologne en 1772, la Prusse conservait 8 %, l’Autriche 10 % et la Russie les 82 % restants.

Le désarmement allemand et les sanctions après 1919

- Frontières de l'Empire allemand en 1920 suite au traité de Versailles
- Frontières de l'Empire allemand en 1914
- Frontières de la zone démilitarisée
- Territoires occupés en vertu du traité de Versailles
- Zone I à évacuer en 1926 - évacuation accomplie en 1926
- Zone II à évacuer en 1930 - évacuation accomplie en 1930
- Zone III à évacuer en 1935 - évacuation accomplie le 1er juillet 1930
- Plébiscite en Sarre le 13 janvier 1935 (90,8 %)
- Sanctions 1920-1925 et occupation française de la Ruhr 1923-1925
- Zone militairement démantelée sur les côtes de la Mer Baltique




Europe centrale en 1919
Territoires perdus par l'Empire allemand selon le traité de Versailles en 1919.
Territoires perdus par l'Autriche-Hongrie suite aux traités de Saint-Germain et de Trianon
DÄNEMARK
NORD SCHLESWIG
MEMEL GEBIET
LITAUEN
Wilna
Königsberg
Danzig
WEST PREUSSEN
Hamburg
Bremen
Stettin
Bialystok
POLEN
Brest-Litowsk
Warschau
Posen
PROVINZ POSEN
Amsterdam
Rotterdam
Hannover
Braunschweig
Berlin
SOWJET-UNION
Brüssel
BELGIEN
Köln
EUPEN MALMEDY
Leipzig
Dresden
Breslau
OBER SCHLESIEN
Frankfurt
SAARGEBIET
Prag
HULTSCHIN
Krakau
Przemysl
Lemberg
LOTHRINGEN
TSCHECHOSLOWAKEI
Olmütz
Nürnberg
Brünn
Stuttgart
ELSASS
FRANKREICH
München
Linz
Wien
Bern
ÖSTERREICH
Budapest
UNGARN
JUGOSLAWIEN
RUMÄNIEN
ITALIEN

A KAŻDY Z WAS W DUSZY SWEJ MA ZIARNO PRZYSZŁYCH PRAW I MIARĘ PRZYSZŁYCH GRANIC. /ADAM MICKIEWICZ/.

BAŁTYK
LITWA
WILNO
PRUSY
GDAŃSK
SZCZECIN
BERLIN
POZNAŃ
WARSZAWA
POLSKA
LUBLIN
WROCŁAW
KRAKÓW
LWÓW
PRAGA
CZECHY
SŁOWACJA
NIEMCY
ROSJA
AUSTRIA
WĘGRY

HISTORYCZNE ZACHODNIE GRANICE POLSKI
THE WESTERN HISTORICAL BOUNDARIES OF POLAND
FRONTIÈRE OCCIDENTALE HISTORIQUE DE LA POLOGNE

DZISIEJSZE GRANICE POLSKI
THE ACTUAL BOUNDARIES OF POLAND
LES FRONTIÈRES ACTUELLES DE LA POLOGNE

Texte polonais original :

«Chacun de vous porte en lui l'embryon de ses droits futurs et des terres qui lui seront acquises.» **Adam Mickiewicz**

[Les 2 lignes suivantes sont indiquées déjà sur l'original polonais à la page précédente: 272/3]

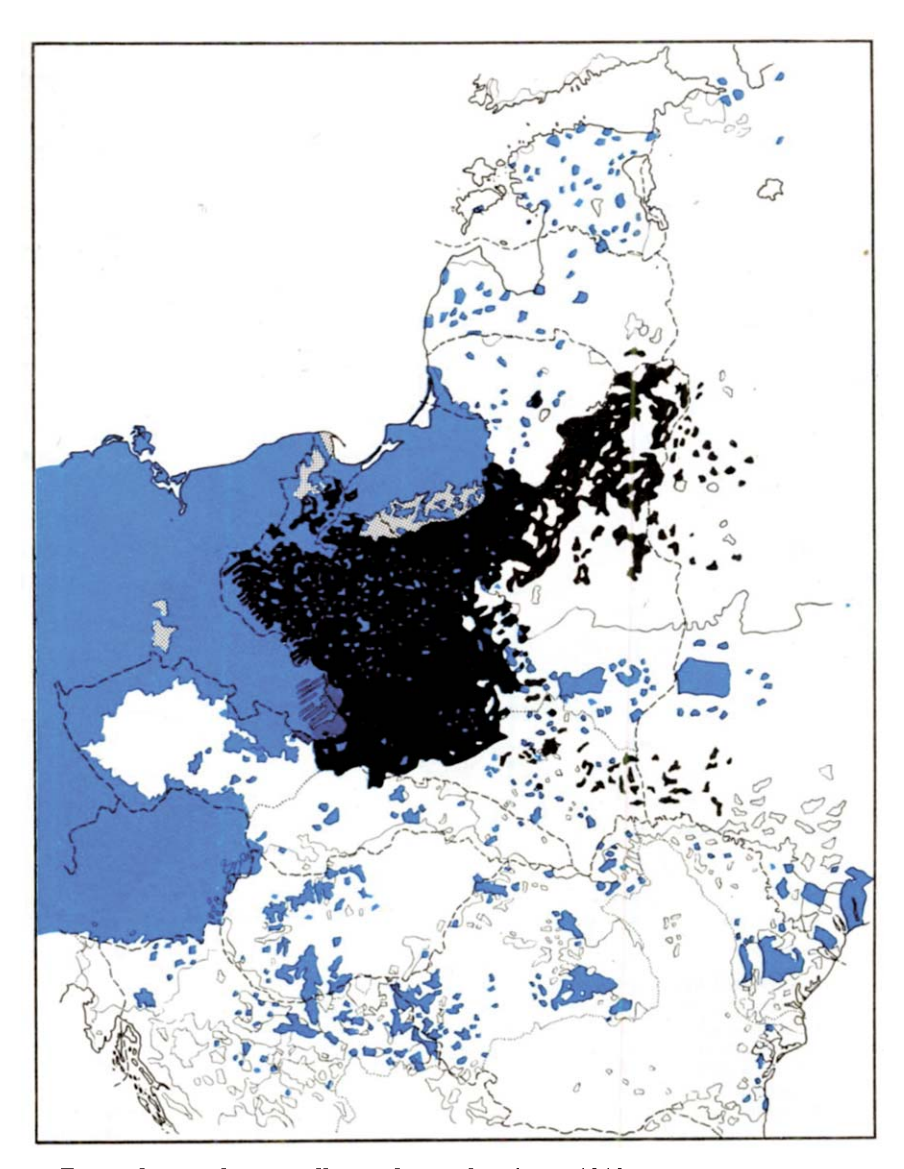
en rouge : les frontières occidentales historiques de la Pologne
en noir : les frontières actuelles de la Pologne

Le commentaire de l'auteur britannique Bertram de Colonna: *)

Cette carte, qui a le format d'une carte postale (le verso la reproduit telle quelle) a été très largement distribuée en Pologne et utilisée à des fins de propagande. On y voit tracée une Pologne démesurée, qui s'étend jusqu'aux portes de Berlin. Le terme «frontières historiques» doit donner l'impression que la Pologne possède des droits sur ces territoires occidentaux. Les frontières orientales «historiques» de la Pologne sont omises de manière à éviter toute provocation à l'encontre de ses voisins de l'est.

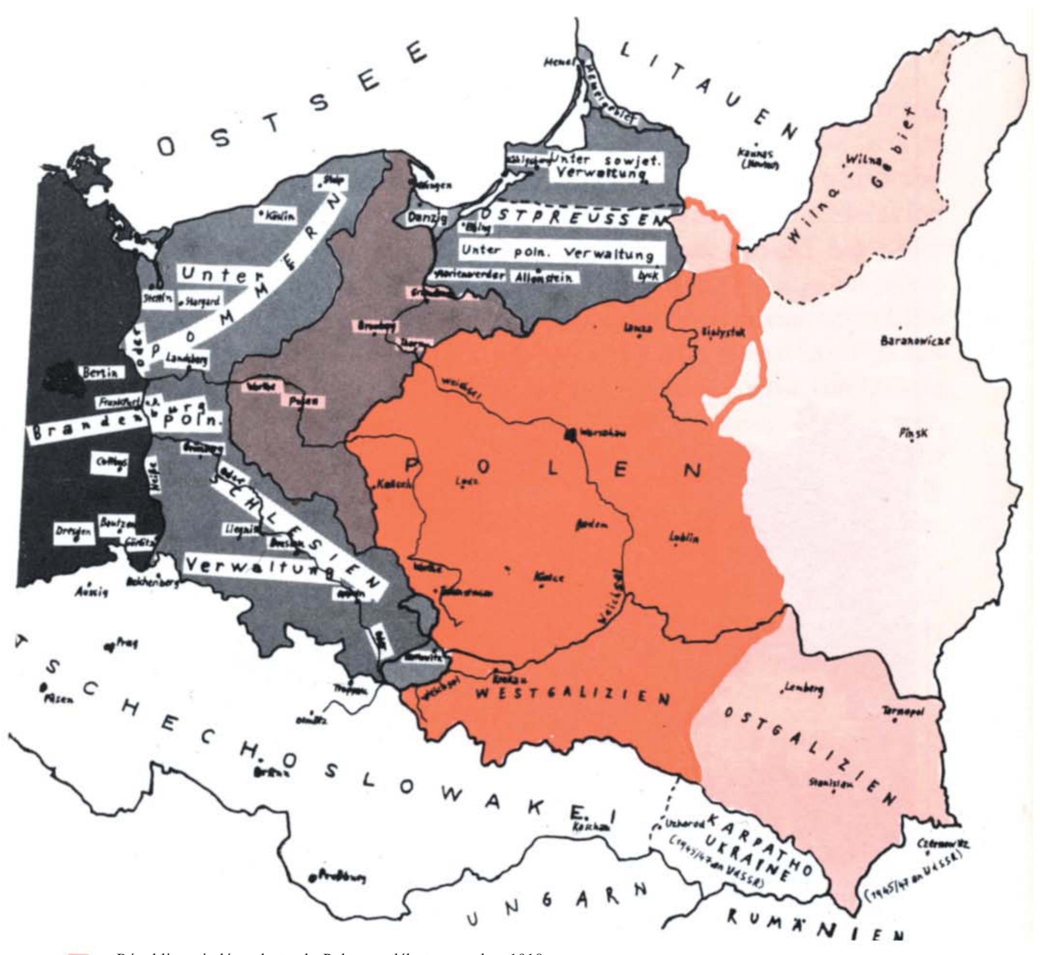
On est contraint de se demander si la Pologne pense que le sang anglais doit être versé pour défendre ces frontières imaginaires, d'autant que l'acquisition de ces frontières par la Pologne serait source de nouveaux conflits. La légende montre que les «frontières historiques» sont tournées vers l'avenir plus que vers le passé.

*) B. d. Colonna, *Poland from the Inside*, p. 160 *seq*.



Zones de peuplement allemand et polonais en 1910

On y indique, en pointillé, les limites des régions des Masures, des Katchoubes et des Wendes (Sorabes). Aucune indication d'une origine polonaise de ces populations n'est donnée même par la préhistoire.



République indépendante de Pologne, début novembre 1918

La prétendue Pologne orientale, avec une population presque exclusivement russe et ukrainienne (Sur 11,4 millions d'habitants : 1,5 millions de Polonais), fut annexée lors de la Paix de Riga en 1921

Posnanie-Prusse occidentale et Haute-Silésie orientale furent annexées en 1919 et 1921 (en partie sans référendum) et la Haute-Silésie orientale fut annexée en dépit du référendum favorable à l'Allemagne

Memel et Dantzig

Galicie orientale et région de Wilna. Alors que, le 18 avril 1922, la Pologne annexait par la force la région de Wilna, la souveraineté sur la Galicie orientale ne lui fut reconnue que par l'arrêté du Conseil des Ambassadeurs du 15 mars 1923.

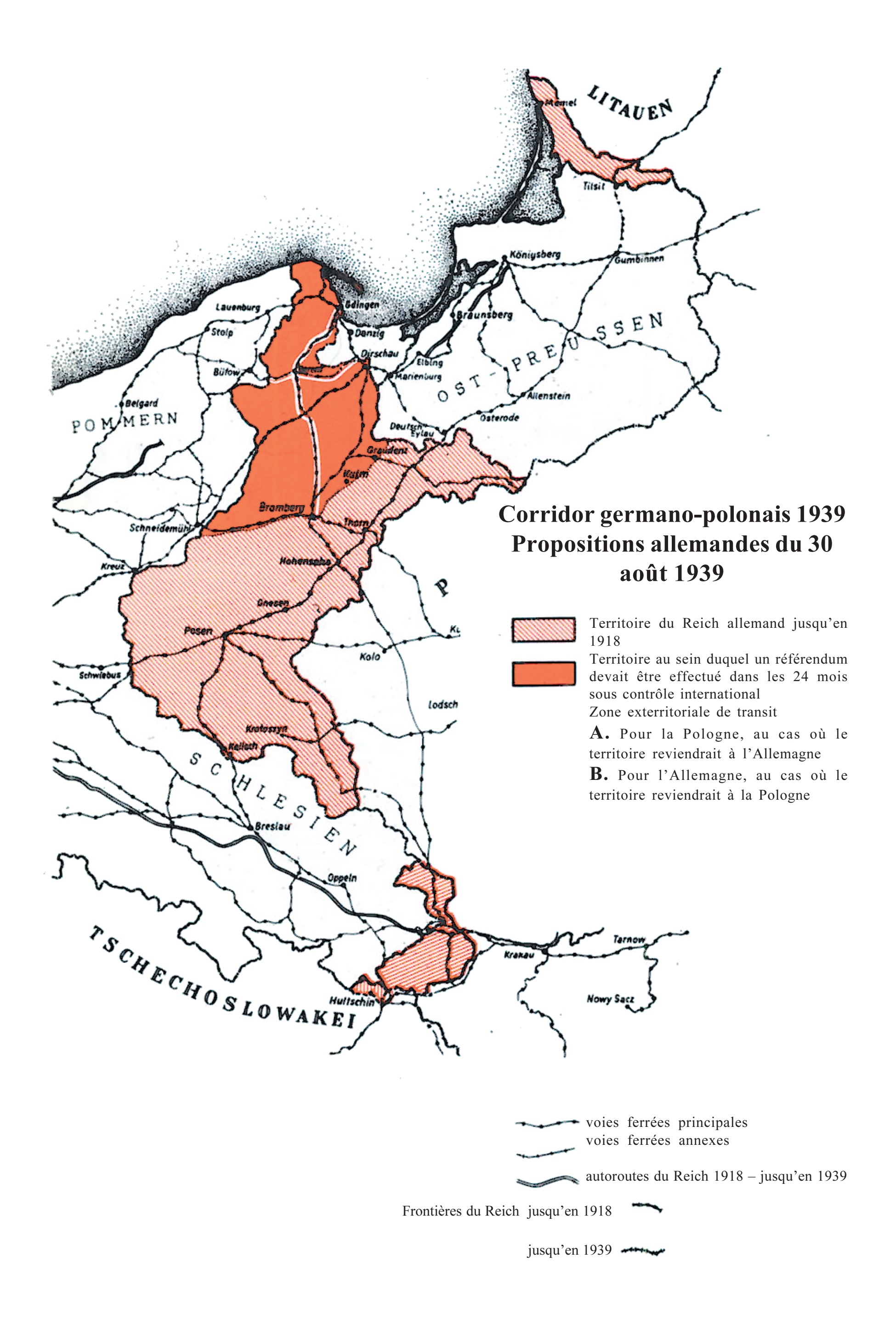
Galicie occidentale, accordée à la Pologne par le traité de Saint-Germain, le 10 septembre 1919

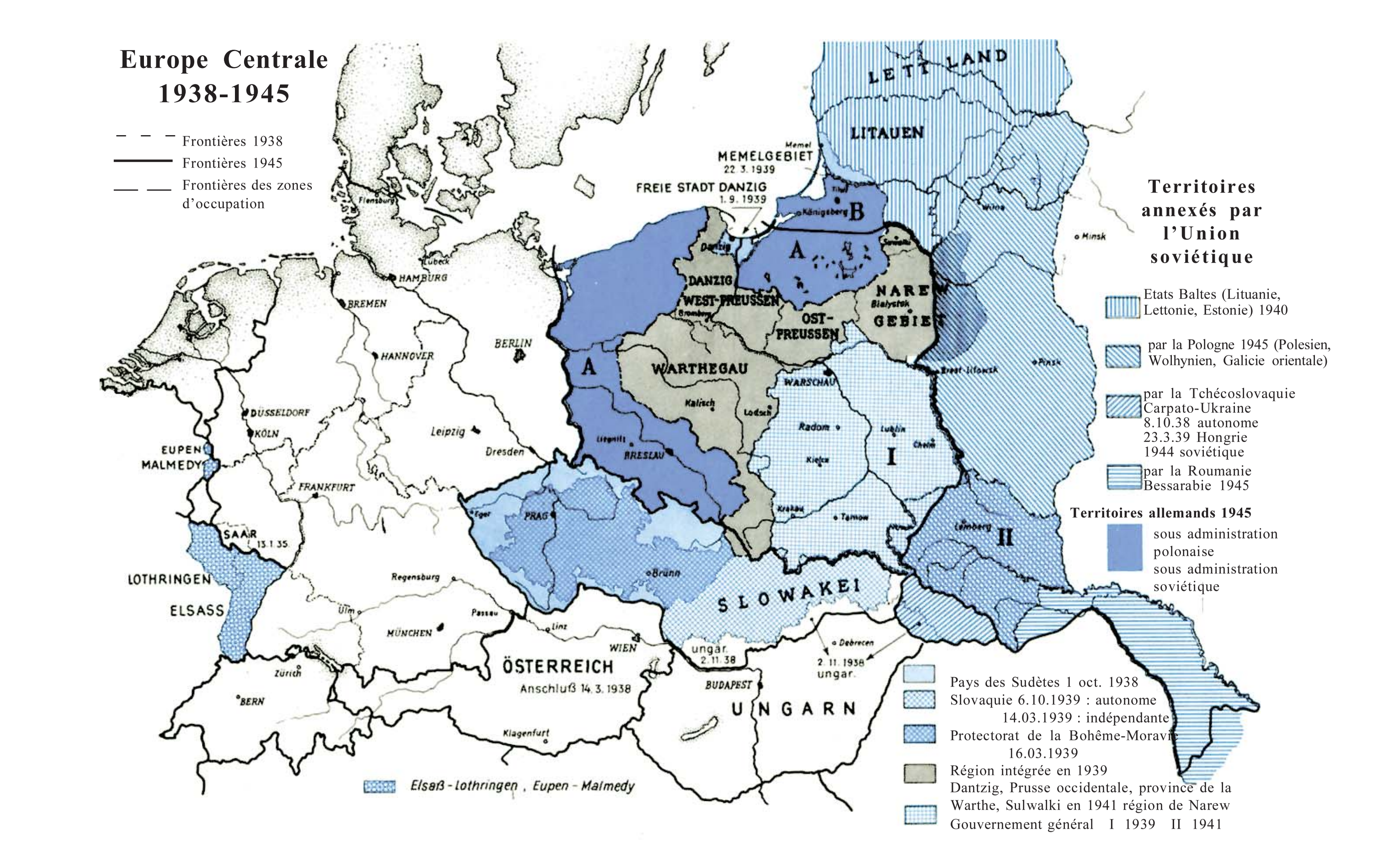
Frontière polono-soviétique, fixée le 8 décembre 1919 par le Conseil supérieur de l'Entente ; la ligne dite Curzon allant de la pointe sud-est de la Prusse orientale à la démarcation la plus au nord entre la Galicie orientale et la Galicie occidentale.

Régions ôtées à l'Allemagne en 1945

Zone d'occupation soviétique en Allemagne en 1945

Frontière polono-soviétique en 1945


Corridor germano-polonais 1939
Propositions allemandes du 30 août 1939
Territoire du Reich allemand jusqu'en 1918
Territoire au sein duquel un référendum devait être effectué dans les 24 mois sous contrôle international
Zone exterritoriale de transit
A. Pour la Pologne, au cas où le territoire reviendrait à l'Allemagne
B. Pour l'Allemagne, au cas où le territoire reviendrait à la Pologne
voies ferrées principales
voies ferrées annexes
autoroutes du Reich 1918 – jusqu'en 1939
Frontières du Reich jusqu'en 1918
jusqu'en 1939
LITAUEN
Memel
Tilsit
Königsberg
Gumbinnen
Braunsberg
OST-PREUSSEN
Allenstein
Osterode
Elbing
Marienburg
Dirschau
Danzig
Gdingen
Lauenburg
Stolp
Bütow
Belgard
POMMERN
Deutsch Eylau
Graudenz
Kulm
Bromberg
Thorn
Schneidemühl
Kreuz
Hohensalza
Gnesen
Posen
Kolo
Lodsch
Schwiebus
Krotoszyn
Kalisch
SCHLESIEN
Breslau
Oppeln
Krakau
Tarnow
Nowy Sacz
Hultschin
TSCHECHOSLOWAKEI


Europe Centrale
1938-1945
Frontières 1938
Frontières 1945
Frontières des zones d'occupation
Territoires annexés par l'Union soviétique
Etats Baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) 1940
par la Pologne 1945 (Polesien, Wolhynien, Galicie orientale)
par la Tchécoslovaquie Carpato-Ukraine 8.10.38 autonome 23.3.39 Hongrie 1944 soviétique
par la Roumanie Bessarabie 1945
Territoires allemands 1945
sous administration polonaise
sous administration soviétique
Pays des Sudètes 1 oct. 1938
Slovaquie 6.10.1939 : autonome 14.03.1939 : indépendante
Protectorat de la Bohême-Moravie 16.03.1939
Région intégrée en 1939
Dantzig, Prusse occidentale, province de la Warthe, Sulwalki en 1941 région de Narew
Gouvernement général I 1939 II 1941
Elsaß-Lothringen, Eupen-Malmedy
LETTLAND
LITAUEN
MEMELGEBIET 22.3.1939
Memel
FREIE STADT DANZIG 1.9.1939
Königsberg
DANZIG WEST-PREUSSEN
OST-PREUSSEN
NAREW GEBIET
Bialystok
WARTHEGAU
Kalisch
Lodsch
WARSCHAU
Radom
Lublin
Chelm
Kielce
Krakau
Tarnow
Lemberg
Brest-Litowsk
Pinsk
Minsk
Wilna
Liegnitz
BRESLAU
PRAG
Eger
Brünn
SLOWAKEI
ungar. 2.11.38
2.11.1938 ungar.
Debrecen
UNGARN
BUDAPEST
ÖSTERREICH
Anschluß 14.3.1938
WIEN
Linz
Klagenfurt
Passau
MÜNCHEN
Regensburg
Ulm
Zürich
BERN
LOTHRINGEN
ELSASS
SAAR 13.1.35
EUPEN
MALMEDY
DÜSSELDORF
KÖLN
FRANKFURT
Leipzig
Dresden
BERLIN
HANNOVER
BREMEN
HAMBURG
Lübeck
Flensburg

L’accroissement des revendications tchèques pendant la Première Guerre mondiale, établi sur la base des cartes originales de la revue mensuelle publiée par Edouard Bénès pendant les années 1915-1918

La Nation tchèque
15 novembre 1915
1ère année - N° 14
et 1er janvier 1916
1ère année - N° 17

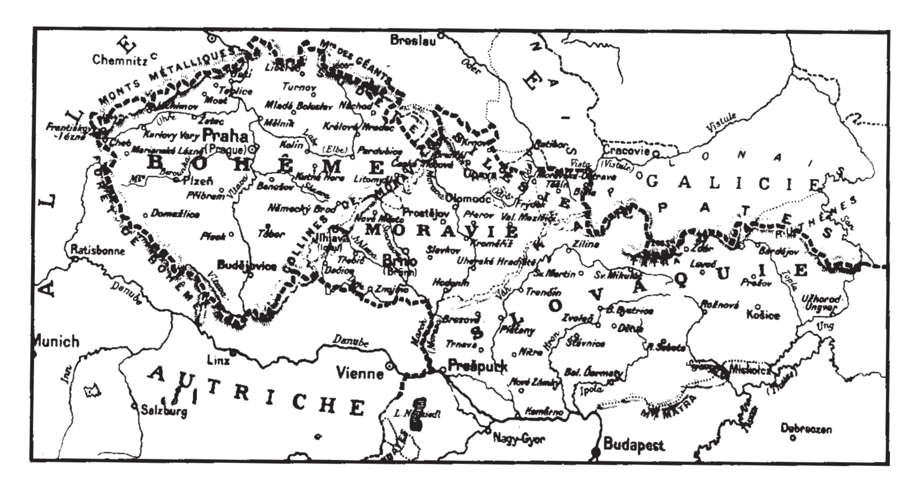


Les noms des villes sont encore indiqués en allemand

Report de la carte originale tchèque de 1915 et 1916 sur la carte nationale: en couleur = population allemande; en traits = tchèque; en gris = slovaque; en pointillés = polonaise; en blanc = hongroise

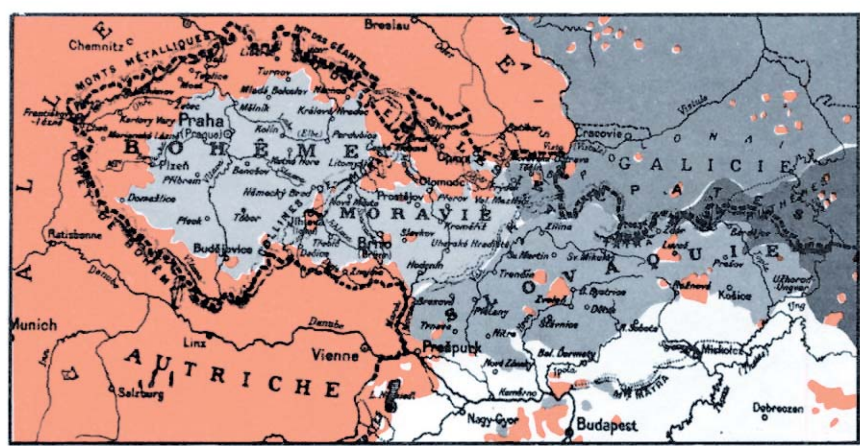


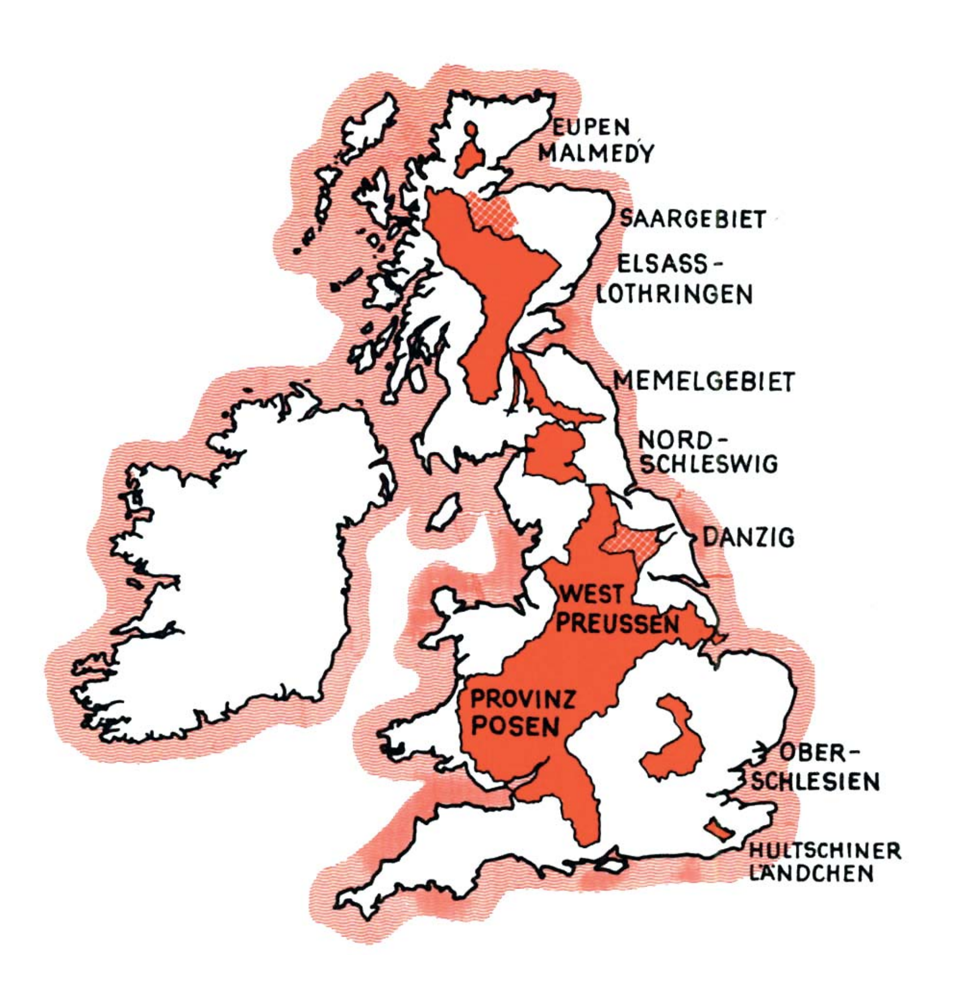
La Nation tchèque
15 février 1917
2ème année - N° 20



Les noms allemands ont à présent disparu; le territoire national dans la région carpato-ukrainienne et la Slovaquie du sud s’est agrandi sans avoir été défini exactement.

Report de la carte originale de 1917 sur la carte nationale





PERTES DE TERRITOIRES DE L'ALLEMAGNE en 1919 du fait du Traité de Versailles reportées pour comparaison sur la carte de la Grande-Bretagne



Comment nos ennemis comptaient

Cette carte modifie la configuration de l’Europe au point que l’on a bien du mal à s’y retrouver. On y reconnaît à peine les contrées familières de son propre pays. Elle est le produit monstrueux de l’hypocrisie et de l’aveugle mégalomanie françaises. Pendant l’été 1915, alors que les puissances centrales alliées étaient victorieuses sur toute la ligne, il n’était que leur pur chauvinisme pour leur faire croire que le Conseil des Quatre était encore capable de nous dicter une paix déshonorante et de gouverner à leur gré les territoires de notre nation. La fantaisie française imagine comme suit la distribution des récompenses et des châtiments.

1. La France reçoit toute la région à l’ouest du Rhin, de Bâle à Coblence. Sur la rive droite du fleuve, une bande de 100 km, de la Hollande à la Suisse, est déclarée neutre. Cette zone neutre, placée sous le contrôle de la France, protège aussi la Belgique contre une nouvelle invasion des "barbares".

2. La Belgique, à reconstruire complètement, reçoit la rive gauche du Rhin et de la Moselle plus un morceau de la Hollande jusqu’à la Meuse, cela pour punir les Pays-Bas d’être restés neutres.

3. L’Angleterre reçoit, comme seul gain territorial, l’Île de Helgoland, ainsi que la reconnaissance par la Turquie de la suzeraineté égyptienne. Évidemment, l’Angleterre s’empare de la plus grande part des colonies allemandes et reste ainsi à jamais maîtresse incontestée des mers.

4. La Russie reçoit toute la Galicie jusqu’aux Carpates, les provinces de Prusse orientale jusqu’à l’Oder et la Silésie prussienne.

5. L’Italie "libère" le Tyrol du Sud, l’Istrie, Görz et Gradista, une partie de la Carinthie et de la Krajina, Trieste et Fiume, une partie de la Croatie et de la Dalmatie, y compris une série des îles du large.

6. La Serbie s’étend jusqu’à la rive de la Drave au nord et jusqu’à la mer à l’ouest. La "Grande Serbie" (aujourd’hui, il ne reste plus la moindre parcelle d’une "petite Serbie") occupe donc la Croatie, la Slovénie, la Bosnie et la majeure partie de la Dalmatie y compris les îles, plus une partie de l’Albanie qui cesse d’exister en tant qu’État.

7. Le Monténégro étend sa souveraineté territoriale au nord et au sud par l’Herzegovine et l’Albanie du Nord.

Les États suivants sont simplement morcelés et mis en pièces en petits États impuissants, et leur puissance est détruite à jamais.

8. L’Allemagne cesse d’être un grand État fortement uni. Après l’amputation de la Rhénanie, du Schleswig-Holstein, de la Silésie prussienne et des provinces orientales, les vainqueurs divisent le Reich allemand en cinq petits États, parmi lesquels la Prusse devient

Cette carte est à conserver pour rappeler



le plus modeste et le plus pauvre, largement dépassé en importance par le Hanovre et la Saxe. La Bavière et le Würtenberg redeviennent des États autonomes de même que la Westphalie, avec pour capitale Cassel.

9. L'Autriche-Hongrie sera coupée de son contact avec la mer et réduite de la moitié de ses possessions territoriales du fait des gains de l'Italie, de la Serbie, du Monténégro, de la Russie, de la Roumaine et de la Suisse. La Hongrie est séparée de l'Autriche, tout comme la Bohême qui forme un royaume indépendant. Comme les Français l'imaginaient après la guerre, l'Autriche comprend à peine les Alpes styriennes autrichiennes et les pays des Sudètes.

10. La Turquie est naturellement expulsée d'Europe. Ses possessions commencent en Asie mineure : Constantinople et le Bosphore deviennent neutres sous contrôle du Conseil des Quatre.

Pour récompenser la neutralité, on distribuera naturellement de bonnes portions prélevées sur le corps des États d'Europe centrale.

11. La Suisse obtient le Tyrol du Nord et le lac de Constance.

12. La Grèce reçoit l'Albanie du Sud et Vlora.

13. La Bulgarie, au moment où on établissait cette carte du plan de partage territorial, était encore au nombre des neutres, et devait être étendue à l'est, alors que les événements ont conduit à un accroissement à l'ouest.

14. La Roumanie en sort comblée : elle reçoit toute la Transylvanie et la région hongroise jusqu'à la Tisza, ainsi que presque toute la Bucovine.

Enfin, des réparations de 100 milliards de francs sont imposées aux puissances centrales alliées.

Dès la publication de ces desiderata français, les Alliés ont riposté coup sur coup: la Serbie est entièrement conquise, le front germano-austro-hongrois se maintient ferme profondément à l'intérieur de la Russie, le Monténégro a déposé les armes, l'action des Dardanelles s'est terminée par un fiasco complet; sur le front allemand, d'importants bouleversements se préparent, notre front d'Isonzo n'a pas bougé d'un pouce et les sous-marins des puissances centrales envoient tranquillement par le fond les fiers navires géants de l'Entente. Sans doute, le profil de l'Europe se sera-t-il modifié après la guerre et il sera intéressant de comparer cette carte d'antan avec la nouvelle répartition politique de l'ancien monde.

Projet de l'Europe de demain *)

Au vu de ce que rapporte la carte au verso sur l'état actuel des choses, il semble utile, après la Seconde Guerre mondiale, de porter le commentaire original de l'année de guerre 1915 à la connaissance des générations d'aujourd'hui :

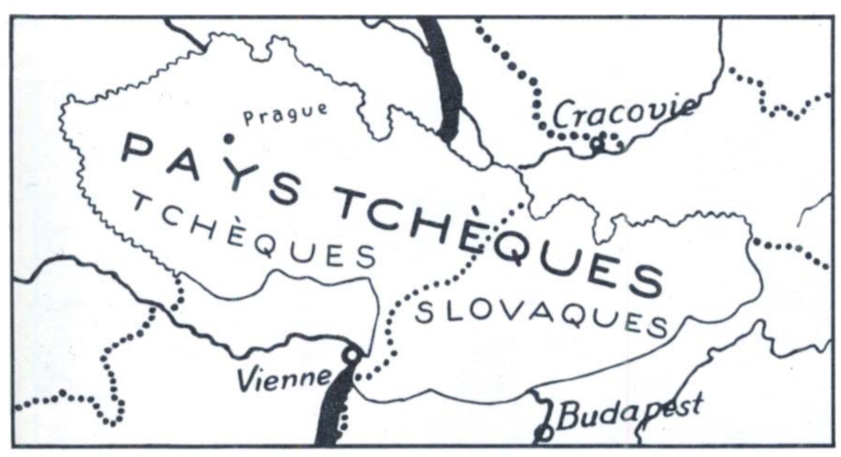
«La fantaisie de nos ennemis, surtout des latins, s'est constamment préoccupée, dès le tout début de la guerre, du nouveau partage de l'Europe – en comptant naturellement que les puissances centrales seraient finalement complètement détruites. La carte ci-dessus a été éditée à Paris en 1915, donc à une époque où les Français auraient en fait déjà dû perdre l'appétit. Nous, Allemands, pleinement conscients de nos victoires et des positions que nous nous sommes assurées en pays ennemi, avons pris connaissance avec le sourire de ces projets bien présomptueux de partage du monde. La carte en question nous y invite au premier titre. Combien naïve nous paraît l'idée de diviser l'Allemagne en six États autonomes – en escomptant faire jouer le vieux procédé du séparatisme allemand. Comme la Prusse paraît "mignonne" réduite à sa nouvelle forme miniature ! Ajoutons-y la grossière tentative de gagner les neutres, comme la Suisse, par des promesses d'expansion territoriale; ou celle de punir certains États, comme la Hollande, en leur soustrayant des tranches de territoire. Il y a de quoi rire. Reste que certains points méritent d'être considérés avec plus de sérieux. Il est significatif que la Pologne malgré une expansion immodérée reste toutefois avec la Russie. En général, le principe de rendre autonomes "les peuples opprimés" ne fut appliqué qu'aux ennemis, et jamais aux Alliés. En outre, des pans entiers de territoire purement allemand sont attribués à la France, la Belgique et la Russie, et le Tyrol à la Suisse, **sans considération aucune de la neutralité des habitants**, et sans qu'on puisse donner d'autres raisons que l'intention d'affaiblir les adversaires par l'amputation de leur territoire. De même, le projet de vouloir déterminer de force la **configuration interne** du Reich allemand n'est pas exempt de gravité. Nous ne voulons pas aborder en détail la question de savoir si et comment les puissances centrales pourraient mettre leurs victoires à profit de façon similaire. Quoi qu'il en soit, ceux qui ont édité des cartes telles que la carte ci-dessus ou qui approuvent de telles fantaisies ont perdu toute prétention à jouer les protecteurs du droit à l'autodétermination des peuples.»

---

*) Editeur: F. Pigeon, Libraire, 57, rue Richelieu, Paris

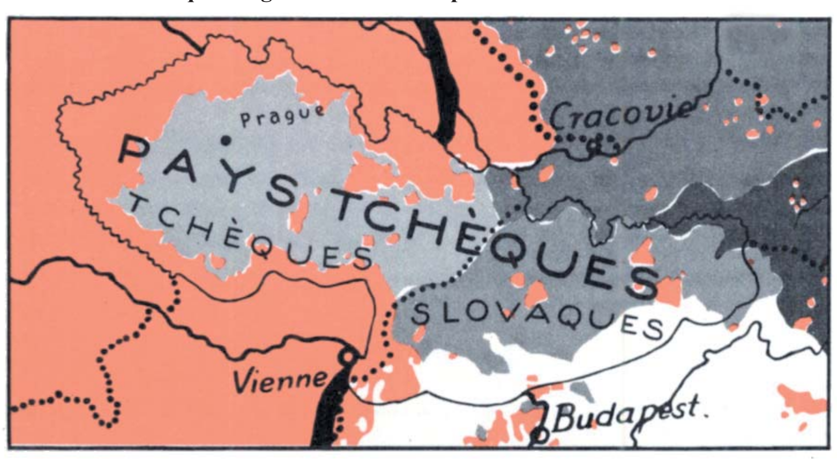
Inscription des noms sur l'original en français. La carte portant le texte au verso provient d'un tract autrichien de la Première Guerre mondiale (voir Paul Schreckenbach, *Der Weltbrand - Illusttrierte Geschichte aus großer Zeit*, Leipzig, 1920, tome II, pp. 398-399).

1918
La Nation tchèque
1er septembre 1918
4ème année - N° 5



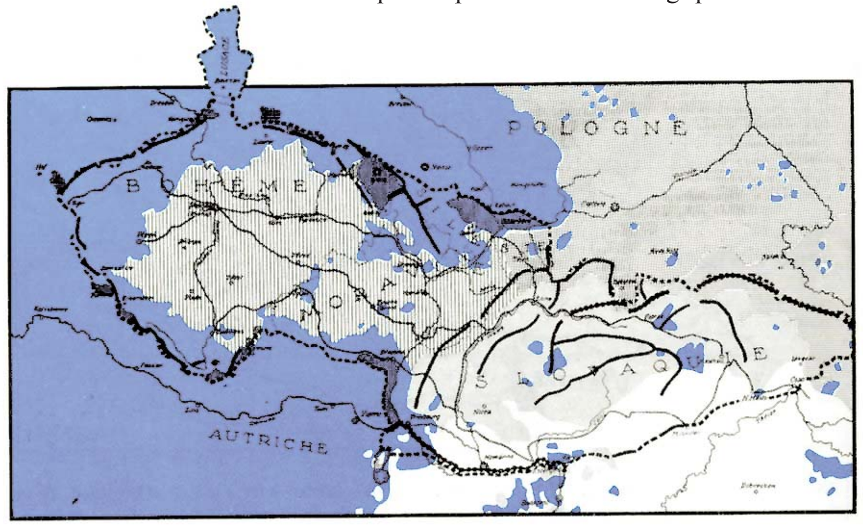
La frontière tchèque passe à présent le long des faubourgs au sud de Vienne. Les traits épais, dans le sud, séparent l'Autriche de la Hongrie, et au nord, l'Allemagne de la Pologne - si bien que dans l'original, la Prusse orientale a été annexée à la Pologne, voire à la Russie.

Carte tchèque originale de 1918 reportée sur la carte nationale

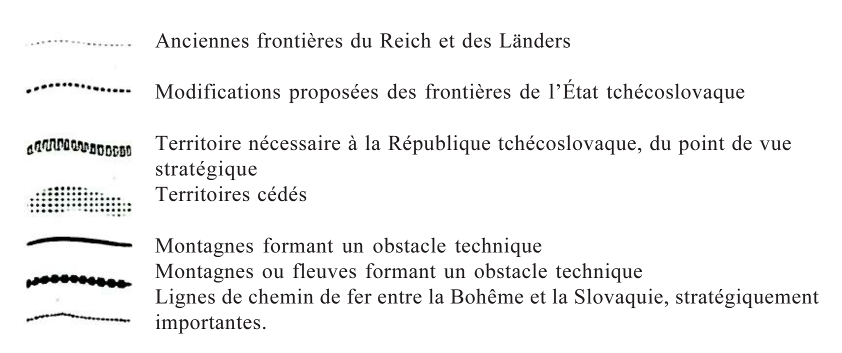


Carte montrant la disposition territoriale revendiquée par la Tchécoslovaquie, présentée à la Conférence de Paix de Versailles par la délégation tchèque conduite par Edouard Bénès. – Les revendications s’étaient à nouveau accrues (y compris celles concernant la Lusace,*) etc.)

Frontières de l’État tchécoslovaque du point de vue stratégique



Signification des signes sur l’original (carte ci-dessus)



Anciennes frontières du Reich et des Länders

Modifications proposées des frontières de l’État tchécoslovaque

Territoire nécessaire à la République tchécoslovaque, du point de vue stratégique

Territoires cédés

Montagnes formant un obstacle technique

Montagnes ou fleuves formant un obstacle technique

Lignes de chemin de fer entre la Bohême et la Slovaquie, stratégiquement importantes.

*) H. Raschhofer, «Die tschechoslowakischen Denkschriften für die Friedenskonferenz von Paris 1919-1920» in *Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, cahier 24, Berlin 1937.